Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui

Partie II [1]

Développement des rapports de production après la révolution bolchevique

1. POLITIQUE ET ÉCONOMIE

Depuis la consolidation du pouvoir d'État du parti bolchevik en Russie un peu moins de quarante années se sont écoulées et ces années sont devant nous. Nous devons montrer clairement que les deux parties de notre présent travail ne s'opposent pas mais qu'elles ne sont établies de telle façon que pour faciliter l'exposé. Avec notre première reconstruction nous sommes allés de la première guerre mondiale et de la chute de l'empire féodal des tsars jusqu'à la seconde révolution de 1917 et à sa consolidation face aux tentatives de renversement que nous plaçons en 1922. Ce sont huit années terribles durant lesquelles les armes, de tous les côtés, ne se turent pas. Lors de cette première période nous avons mis au premier plan l'étude des rapports de force entre les classes de la société russe et le problème de la conquête et de la défense du pouvoir politique ; nous ne séparons pas pour cela la question politique de la question économique, toutes deux inséparables dans notre conception générale. Nous avons au contraire cherché à prendre en compte à tout moment les rapports de production et les formes de propriété en Russie dans cette période de palingénésie incandescente. Au début de la période dont nous allons nous occuper dorénavant, et que nous considérons commencée en substance avec l'Octobre 1917, c'est seulement en apparence que la détention du pouvoir central de l'État ne subit pas de changements puisque ceux-ci ne prennent jamais la forme de la guerre civile ouverte, et la continuité du centre dirigeant et exécutif compris comme rouage administratif et militaire n'a pas vacillé et n'est pas tombée lors d'épisodes de conflits internes ni à cause des vicissitudes épouvantables de la deuxième guerre mondiale : mécaniquement parlant, le même appareil d'État et de parti traverse sans se renverser ces terrifiantes épreuves de l'histoire ; ce qui ne cesse pas d'être un argument de premier plan pour les partisans politiques de cet appareil, pour ses ennemis militaires de l'Occident capitaliste et pour ses ennemis révolutionnaires dont nous faisons partie, même si nous sommes peu nombreux et peu connus.

Mais comme nous l'avons dit, au fond des choses, l'évolution est bien différente de celle produite par un pouvoir stable et par son activité administrative et législative se développant avec les variations de son économie sociale. De même que dans la première partie le thème économique ne passa pas au second plan, dans cette seconde partie le thème politique ne sera pas dans l'ombre, tant à cause du jeu des classes dans la société russe complexe que dans le jeu des États à l'échelle internationale.

La question du rapport entre lutte politique pour le pouvoir et développement des rapports de production est la question centrale du marxisme. De toutes parts, et peut-être plus gravement de la part des nombreux petits groupes qui, tout en affirmant condamner, pour avoir dégénéré et sombré dans l'opportunisme, le mouvement qui a l'État de Moscou à sa tête, cette question est abordée chaque jour de façon la plus confuse : et à chaque pas c'est à nous qu'il revient de la remettre en lumière. Les formes économiques se transforment en un processus ininterrompu dans l'histoire des sociétés humaines, mais ce processus ne s'actualise que comme effet de périodes convulsives de lutte dans lesquelles le heurt politique et armé des classes adverses brise les obstacles à l'accouchement et au développement accéléré de la

forme nouvelle. C'est la période de la lutte pour le pouvoir qui se dénoue au moyen d'une dictature de la force de l'avenir sur celle du passé, ou de la dictature opposée, jusqu'à une crise suivante dont nous avons parlé encore une fois à la fin de la partie précédente avec les mots de Lénine. Ou la victoire des forces de l'avenir ou la conservation des formes anciennes, dans leur essence magnifiées d'un côté, maudites de l'autre.

2. LEÇONS SANS CESSE OUBLIÉES

La thèse, qui est celle de *l'État et la Révolution*, s'imposa comme une splendeur fulgurante à l'époque de la grande lutte et le nom de Lénine lui fut donné dans la doctrine et dans la bataille. Immédiatement, tous prirent parti pour elle ou contre elle ; ou ils ne doutèrent pas qu'elle fût vraie et luttèrent pour que l'histoire la réalise ; ou ils luttèrent comme des damnés pour qu'elle ne puisse se réaliser, mais tous étaient certains de la puissance de la thèse et ses adversaires tremblèrent à l'idée que le moment advienne qui verrait l'imposition de la dictature « de Lénine » sur tout le monde moderne. Cette période vitale et ardente passa et après un long intervalle elle reviendra.

Mais durant cet interlude vile et stagnant, de chaque côté Erreur et Mensonge, virulents ou pestiférés, remontent à la surface.

Un économiste de chez nous, Luigi D'Amato, a publié un volume d'études *Pour la critique de l'économie marxiste*, on y trouve l'essai final sur la *Théorie marxiste de l'État* et sur la prétendue *évolution* de celle-ci. La théorie est correctement rapportée : « Marx comme Engels avait fixé en quelques points précis la conception communiste de l'État selon laquelle l'État bourgeois est un organe de domination de classe ; et le prolétariat doit conquérir le pouvoir pour s'en servir comme une force répressive pour écraser la bourgeoisie. Une phase de transition de la société capitaliste à la société communiste succède à cette lutte, et celle-ci ne peut être autre chose que la dictature du prolétariat. Dans la dernière phase, quand les classes auront disparu, l'État disparaîtra également. »

Jusque-là, quoiqu'il ne s'agisse que de citations tirées d'un compte rendu, nous devons dire que l'idéologue adverse a bien rapporté notre doctrine.

Pourquoi donc ce traité si bien conduit doit-il être suivi d'une grosse énormité *historique*, sans tenir compte des positions théoriques et des préférences de l'auteur ?

« La grande révision de cette théorie est désormais accomplie. La théorie de Marx et d'Engels *a été effacée* tout d'abord par *Lénine*, puis par Staline. L'État sera conservé même dans le système communiste, *tant que l'encerclement capitaliste ne sera pas liquidé*. En conclusion le paradis communiste de l'État sans classes, de l'État non-État, de la liberté en somme, est encore très loin, aujourd'hui comme il y a trente-huit ans, lorsque l'expérience grande et sanglante commença tragiquement. »

Peu nous importe le langage erroné sur le paradis, la liberté, l'expérience et autres termes qui *ne figurent pas dans la liste*, d'autant plus que nous ne savons pas s'il appartient en propre à l'auteur. Le faux réside dans l'attribution à Lénine et même à Staline. Le *révisionnisme* socialiste de l'avant-guerre avait prétendu avoir effacé la théorie de Marx et d'Engels sur la dictature et Lénine la remit puissamment sur pied ; et jamais, ni dans ses écrits ni dans sa pratique, il ne renonça un tant soit peu à la thèse de la disparition de l'État et il appliqua et défendit, comme D'Amato, son adversaire d'aujourd'hui, le sait bien, avec la même décision la thèse de la dictature.

Quant à Staline et aux siens, ils n'ont jamais admis avoir changé la théorie générale de l'État. Ils ont déclaré que l'État de Moscou doit dans la période actuelle, même s'il s'agit d'une période de 38 ans, *subsister* effectivement et avec sa puissance maximale, et ils ont agi en fonction de cet objectif ; si la raison en était de briser l'encerclement capitaliste ils ne seraient certes pas des *réviseurs* de Lénine et de Marx. Ils le sont mais parce qu'ils : a)

déclarent qu'en Russie il ne faut plus de dictature, en prétextant qu'il n'y a pas à s'opposer aux influences sociales de la force capitaliste ; b) déclarent que l'affrontement avec les forces qui encerclent la Russie débouchera sur la coexistence pacifique ; c) admettent de plus, même contre leur gré, que leur État est *permanent*, justement pour la raison qu'en donne la théorie de Marx-Engels-Lénine puisque l'on ne va pas vers la société sans classe mais vers la société capitaliste.

3. AUTRE CONFUSION À « GAUCHE »

Mais il ne suffit pas que d'un commun accord économistes capitalistes et renégats staliniens contribuent au désordre et à l'égarement : il y a des courants qui se disent adversaires des uns et des autres et qui pourtant se livrent à l'activité de *revoir* ce qui pour l'esprit petit-bourgeois est l'*expérience* de la Russie et de Lénine. Pour eux l'*emploi* de l'État a fait faillite non pas parce que le cycle que même D'Amato a su décrire aurait été brisé, mais parce que le cycle jusqu'à la disparition de l'État serait illusoire, impossible à proposer. Pour eux il n'est pas vrai que division en classes signifie formation du pouvoir d'État, mais ils affirment le contraire, c'est-à-dire que pouvoir d'État signifie division de la société en classes, parce qu'État signifie bureaucratie, bureaucratie voulant dire privilège, concussion, enrichissement, exploitation du pauvre. Le renversement exact de la réalité. Marx découvrit que l'État est mortel, ses prétendus partisans découvrent que l'État est immortel. Et alors ils trouvent une recette qui n'est pas nouvelle : la lutte pour se libérer de l'État n'est pas une lutte politique pour s'emparer du pouvoir central, c'est une lutte pour injecter entre les cellules de l'économie actuelle les cellules d'une économie future en se gardant de fonder des États et des dictatures, en se gardant de fonder des partis parce que parti et politique veulent dire faim de pouvoir, faim de richesse, direction du travail d'autrui et donc exploitation des efforts d'autrui, et rien de ce qui se déduit de l'histoire des modes de production et des forces et ressources incessamment nouvelles de la production n'a d'importance, seul a de l'importance ce qui se déduit de la méchanceté de la nature humaine … Marchandise, comme on le voit, plus que pourrie, et marchandise présentée avec un air de triomphe par ceux qui se croient sérieusement des innovateurs, des remplaçants de théories dépassées, des découvreurs et des chefs de vérités nouvelles. Ils font du binôme économie-politique non pas un rapport dialectique mais un pétrin indéfinissable, et pour poser correctement le problème de la donnée centrale sur les éléments fondamentaux Classe-État-Révolution ils font peut-être plus de mal que les ennemis traditionnels de Marx, Engels, Lénine, défenseurs de la thèse de l'éternité de l'État juridique et politique, à laquelle le stalinisme est en train de faire tant de concessions et dont il embouche la trompette.

Mais laissons-les, notre voie est pour le moment tout autre. Nous nous occuperons encore d'eux, et nous localiserons leurs sources parmi lesquelles nous distinguerons celles que l'on peut nommer et celles qui ne valent pas la peine de l'être : et les premières peuvent être celles qui, dans ce bref après-guerre, ont eu un premier contact avec le filon marxiste, sans succès toutefois et sans espoir d'en avoir ultérieurement.

4. LES DEUX PRÉTENDUES ÂMES DE LÉNINE

Nous avons donc, dans tout ce qui précède, toujours rapporté les prévisions des bolcheviks et de Lénine sur la lutte pour le pouvoir dans l'État mais aussi sur les transformations dans les formes économiques anciennes qui devaient s'ensuivre. Nous avons tout le long de ce chemin toujours soutenu l'idée centrale selon laquelle dans la méthode politique révolutionnaire les vues étaient absolument radicales, tendant vers une dictature de

classe inexorable et un pouvoir monopolisé par le parti prolétarien communiste ; nous avons soutenu au contraire que les revendications économiques étaient extraordinairement modestes, et pour la plus grande partie contenues dans la transformation des institutions et formes féodales en des formes modernes analogues à celles des pays occidentaux sortis depuis longtemps de l'époque des révolutions libérales bourgeoises.

Avec une formule un peu superficielle mais comme d'habitude bien utile pour l'exposition, on peut dire qu'en passant du domaine politique au domaine économique on passe d'un Lénine *extrémiste* qui, sans cesse, pousse le parti toujours plus résolument en avant, vers des objectifs toujours plus élevés et audacieux, qui souvent apparaissent à d'autres comme pure folie, à un autre Lénine plein de mesure et de modération, qui recommande d'aller lentement et de ne pas remplacer la réalité sociale par des illusions et des mots généreux. La clef de cette prétendue énigme des deux « âmes » de Lénine est plus que jamais simple et facile à comprendre : le socialisme en économie a sa base dans le développement dans son intégralité du monde moderne capitaliste et impérialiste, et il ne peut se développer rapidement qu'après le résultat « politique » d'une dictature internationale puissante de la classe ouvrière et du parti communiste mondial.

Dès le départ, dans l'esprit de Lénine comme dans celui de tous les marxistes révolutionnaires de chaque pays, il était bien clair qu'en cas d'absence de victoire de la classe ouvrière en Occident la voie de la révolution en Russie était fixée : politiquement elle pouvait aller au-delà de tous les objectifs et renverser sans hésiter toutes les formes étatiques bourgeoises successives, en sautant d'un bond puissant par-delà les limites de tout constitutionnalisme et de toute démocratie parlementaire, en appliquant dans toute son extension la dictature de classe et de parti, en mettant hors la loi, sur les ruines de tous les mensonges sur l'égalité juridique populaire, même les derniers partis bourgeois et petits bourgeois sans exclusive.

Au cas où le prolétariat d'Occident n'aurait pas répondu à cet appel grandiose, le résultat de la révolution politique aurait été tout autre quant aux formes sociales : ses objectifs, tout en étant d'ailleurs toujours grandioses, devaient se limiter au déracinement des formes anciennes - féodales, patriarcales, semi-barbares dans l'immense territoire - et à une action parallèle dans l'Orient contigu, à la liquidation des économies closes, locales, naturelles, à la formation d'une circulation économique interne nationale et d'une participation à la circulation internationale plus intense que celle de l'époque tsariste, avec son impérialisme particulier mais moderne, au développement ultérieur des formes productives modernes dans l'industrie et dans les transports. La dictature communiste devait fièrement frapper les capitalistes et les bourgeois locaux en tant que partis politiques et en tant que groupes sociaux, et travailler *d'abord* à lancer contre les capitalistes de l'extérieur les travailleurs révolutionnaires d'Occident, en forgeant pour eux des armes théoriques et matérielles ; mais on n'aurait pu régler son compte également à la forme capitaliste de la grande production en Russie qu'*après* la Révolution en Europe. La lutte contre la petite production intérieure et sa machine distributive mesquine, insidieuse et primitive, aurait été au contraire très difficile, à cause de son contenu dialectique, et il aurait été catastrophique de ne pas remporter la victoire dans cette lutte, mais cette victoire aurait été célébrée pour la plus grande gloire de la forme capitaliste. Un homme peut être grand jusqu'au point de comprendre cela, et Lénine le fut ; mais un homme assez grand pour forcer une telle voie n'existe pas, les avortons pouvaient encore moins la découvrir, eux qui, une fois ses meilleurs disciples et camarades de lutte liquidés, prirent sa place. Et peut-être que le sens de l'œuvre de l'homme dans l'histoire est de portée si réduite que, si Lénine avait vécu, il aurait parlé et agi comme eux ; mort, il est demeuré nôtre et il est demeuré à la Révolution Mondiale.

5. PROGRAMMES ET DÉCRETS

Jusqu'à maintenant nous avons pu discuter la perspective économique et sociale du parti de Lénine sur la base de ses programmes, des thèses, des décisions des congrès, de celles proposées dans les réunions ouvrières, dans les congrès des Soviets. À partir de ce point nous avons à notre disposition deux types de matériaux : les programmes que le parti continue à élaborer et les mesures qu'il fait effectuer par les organes de l'État, les lois, les décrets qui sont émis. On comprend bien qu'un tel matériel complète celui plus important des données effectives de l'économie russe, des changements qui se vérifient dans son cadre après la révolution et en rapport à la politique du nouveau pouvoir – de même que, auparavant également, les caractères de la société russe des dernières décennies et de ses données ayant trait à la production, au travail et à la consommation ont été d'une grande importance, ils furent mis en évidence à partir des études des marxistes russes eux-mêmes.

Toute manifestation du parti contient, mais dans des mesures différentes, deux éléments inséparables : l'élément descriptif et scientifique sur lequel les possibilités immédiates et concrètes sont étroitement greffées, et l'élément d'agitation qui doit nécessairement aller plus loin et poser des revendications plus importantes même si leur réalisation est plus lointaine. Quand nous passons du programme de parti au décret d'État, ce caractère d'agitation, qui dans les phases historiques actives et fertiles est de première importance, ne peut totalement disparaître ; dans certains cas le rapport peut même s'inverser, et une thèse d'économie théorique élaborée par le parti pour guider son action peut être moins radicale qu'un décret qu'il fait promulguer et qui doit non seulement assurer des mesures pratiques, mais également parler aux masses, les éveiller et les exercer aux tâches des phases ultérieures.

Sans cela – alors que ce que nous déduirions des données, même quantitatives, des faits économiques, quand on en dispose, resterait valide - tout le matériel législatif de la nouvelle république révolutionnaire, non seulement quand il s'agit de déclarations de principes et de droits mais également quand il s'agit de mesures techniques effectives, ne serait pas bien utilisé. Et l'on ne comprendrait rien si l'on ne savait donner le juste poids à cet élément d'agitation révolutionnaire qui est, disons-nous, non seulement légitime mais nécessaire et inévitable ; on ne peut l'omettre d'autant plus que l'on parle au monde entier et au prolétariat mondial. Il ne s'agit pas de donner à cet élément d'agitation des *modèles* à imiter, et l'on ne doit pas même passer sous silence que les mesures pratiques sont absolument hybrides et impures en comparaison de celles que pourrait prendre une république prolétarienne allemande ou anglaise. Mais alors que l'on doit dire que la forme qui se réalise est d'aventure une forme totalement bourgeoise, l'on doit rappeler en toute occasion qu'on ne l'admet et qu'on ne la favorise qu'à cause de l'exigence de la voie générale que doit prendre le monde dans sa totalité, et donc la Russie elle-même sur cette voie, vers le programme socialiste intégral, postcapitaliste.

Cela doit surtout être appliqué avec une dialectique vigoureuse aux matériaux de la politique révolutionnaire des premières années, des années avec Lénine, dans lesquelles la guerre menée contre le monde capitaliste battait son plein, soit parce que ses émissaires et agents en Russie étaient encore les armes à la main, soit parce que les communistes en dehors de la Russie visaient encore au cœur de l'ennemi et pouvaient être à la veille de s'emparer de la totalité du pouvoir sur des structures économiques de la puissance de celles de l'Allemagne par exemple, où les décrets du pouvoir socialiste, de la même façon, auraient précédé d'un demi-siècle ceux de la Russie, et auraient donné à l'apparition de ceux-ci une anticipation d'un quart de siècle au moins par rapport à ceux d'une Russie isolée, prétendu *modèle*, baptisé de façon grotesque « paradis ».

Dans notre époque moderne infâme, époque de la diplomatie, des Nations Unies dans lesquelles Lénine vivant ne serait jamais entré, de la coexistence pacifique, de la non-

agression et même de l'*émulation* internationale, le langage des États est le même à chacun des deux points cardinaux, pareillement insignifiant, stupide et vile et même la rhétorique qu'on ne manque jamais de trouver à côté de ces textes bureaucratiques fait résonner les mêmes notes, les mêmes motifs hypocrites ; la force de classe, en acte ou en puissance, n'est jamais invoquée, au contraire, des deux côtés, les expérimentateurs sinistres de bombes H invoquent des valeurs populaires, progressistes, démocratiques, l'humanisme le plus stupide et pleurnichent comme des crocodiles.

6. PLANS DE LA VEILLE

Nous pouvons maintenant nous référer à deux écrits de Lénine antérieurs à Octobre et qui font une large part à un programme économique. Ils précèdent la phase de la lutte armée pour le pouvoir mais ils sont intéressants parce qu'ils décrivent la situation économique difficile de la Russie due à la guerre et les ruines laissées par le régime tsariste, ainsi que celles causées par la stupidité du régime bourgeois, de plus ils montrent la possibilité de mesures positives qui sont au fond les mêmes que celles que les bolcheviks défendront après l'insurrection victorieuse et la prise du pouvoir. Jusqu'à ce moment Lénine esquisse encore la possibilité d'une prise pacifique du pouvoir par les Soviets qui étaient encore en majorité non bolcheviks, alors que c'est seulement au début d'octobre 1917 qu'il employa toutes ses forces à inciter le parti à prendre sans attendre les armes pour renverser, comme nous l'avons vu, le gouvernement Kerenski.

Le second écrit, daté du 27 septembre/10 octobre 1917 a pour titre : *Les tâches de la Révolution*, il est plus bref. Peu d'allusions y sont faites à l'économie alors que celles-ci sont nombreuses dans le précédent écrit intitulé *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, daté du 14 septembre/27 septembre.

Il faut noter que, si le second dans le temps, pour des motifs d'agitation évidents et de polémique, parle également de l'éventualité d'une révolution pacifique, il est daté du jour même que nous avons largement commenté et qui démontre que pour les marxistes l'insurrection est un *art*.

Dans la première étude, rédigée par Lénine dans sa cachette finlandaise, on examine d'abord la pénurie de biens alimentaires et le chômage important. On démontre que l'on peut prendre des mesures utiles pour les réduire mais la seule raison pour laquelle le gouvernement « socialiste » ne les applique pas est qu'il ne veut pas nuire aux intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes. Les mesures que Lénine indique sont uniquement : contrôle, vigilance, recensement économique « de la part de l'État ». Il condamne « l'inaction » de l'État vis-à-vis de la vie économique ; durant cette phase il ne demande qu'une orientation vers l'« intervention » de l'État central dans l'économie.

Les mesures pratiques que l'on ne veut pas appliquer sont celles, ni plus ni moins, que tous les gouvernements bourgeois belligérants ont appliquées pour affronter des dangers analogues dans la crise créée par la guerre.

Pour les banques, on propose la nationalisation, ou même moins, leur fusion en une banque unique sous le contrôle de l'État.

Lénine explique nettement qu'une telle mesure n'a aucun contenu socialiste puisqu'elle permet seulement à l'État de connaître les flux économiques des capitaux et des valeurs « sans prendre un kopeck à aucun propriétaire ou déposant ». Avec ce contrôle, l'État peut *réglementer la vie économique* pour éviter la crise finale : Amérique et Allemagne l'ont fait remarquablement dans l'intérêt des bourgeois ; les partis russes de la soi-disant démocratie révolutionnaire n'osent pas le faire, ni ne voudraient le faire dans l'intérêt des classes pauvres.

Deuxième point : nationalisation des *syndicats capitalistes*. Il s'agit des trusts, des cartels industriels, produits de l'impérialisme moderne bien connus en Russie déjà sous le tsar. Comme ailleurs ils contrôlent la production et la consommation dans des branches données : le sucre, le charbon, le pétrole. Il s'agit de remplacer ces monopoles de groupes privés par le monopole d'État sur ces branches. Une telle mesure n'est pas encore l'étatisation de l'entreprise industrielle (qui elle non plus n'est pas le socialisme) mais seulement le passage, du groupe privé à l'État, du mécanisme qui est déjà en mesure de réguler à partir du centre la production et le marché de ces marchandises : l'État le fera en l'imposant aux industriels, sans leur enlever ni le capital ni les profits.

Un autre et troisième point : abolition du secret commercial. Sans cette mesure tout contrôle d'État et toute enquête sur les fuites des profits et des super-profits sont impossibles. Autre mesure appliquée aujourd'hui par tous les États bourgeois avec les différentes polices fiscales et leurs enquêtes.

Quatrièmement : *la cartellisation* forcée. Cette expression veut dire que l'État, dans les branches où il n'y a ni monopole ni cartel qui forment les prix de marché, oblige les patrons privés, tout en le restant, à se syndiquer entre eux. L'exemple de l'Allemagne est cité.

Toutes ces mesures, minimes et immédiates, dans un pays bourgeois possédant des restes féodaux arriérés, tendent à accélérer le passage du capitalisme d'entreprises autonomes et concurrentielles à un capitalisme de monopole de production et de prix imposés par l'État. Dans les pays bourgeois d'aujourd'hui, et que l'ont prétend arriérés comme l'Italie, de quoi l'imbécillité des « léninistes » formels s'occupe-t-elle ? De hurler pour que les monopoles soient abolis et de flatter les petits – et même moyens ! - industriels commerçants « libres ». *Sunt lacrimae rerum* !

Dernier point : réglementation de la consommation. La Russie a pendant l'époque tsariste, comme les autres pays en guerre, connu la carte de pain. Mais dans l'ensemble du domaine de la consommation les riches ne sont aucunement inquiétés par l'État. Ce dernier avait en ce temps-là augmenté le prix fixé du blé et donc du pain, ce que les socialistes réformistes avaient vainement désapprouvé. L'influence des bourgeois agraires et des commerçants urbains sur l'État avait permis cette augmentation au traître Kerenski. Ici l'économie de Lénine est expéditive : mettre le *premier ministre* en prison.

7. MESURES ÉCONOMIQUES IMMÉDIATES

Une fois esquissé le danger de la banqueroute de l'État et de l'inflation monétaire, dans ce schéma de programme on ne propose rien d'autre qu'un impôt fortement progressif sur le revenu des capitaux qui existe depuis l'époque du tsar mais qui ne deviendrait effectif que grâce à un contrôle prolétarien, à la place du contrôle bureaucratico-réactionnaire des États étrangers.

Nous avons déjà évoqué la partie polémique et politique de cet écrit. Il ne s'agit pas de proposer le socialisme, qui n'est pas possible, mais de prouver que les mencheviks et les s.-r. n'osent pas prendre ces simples mesures pratiques parce qu'ils craignent de « marcher vers le socialisme ».

Ici Lénine traite de la doctrine à laquelle il aura recours en toute cohérence dans le discours de 1921 sur l'impôt en nature qui donna lieu à ce que l'on appelle la N.E.P. et sur lequel nous nous arrêterons longuement.

Pendant la guerre tous les États ont évolué vers un capitalisme monopoliste d'État que les Kautsky appelleront en Allemagne « socialisme de guerre ». Le « socialisme » national de Hitler ne sera pas autre chose, des décennies plus tard.

Cet appareil sert à la guerre et aux intérêts du capital. Mais ce même appareil, si l'État tombait dans les mains de la classe prolétarienne, lui servirait à elle.

Ces passages de Lénine montrent comment il trace la voie des formes successives que la guerre impérialiste avait fait s'épanouir. Capitalisme privé. Capitalisme monopoliste. Capitalisme monopoliste d'État.. Ici nous sommes dans l'« antichambre du socialisme », sur cette « marche de l'échelle historique qu'aucune marche intermédiaire ne sépare de la marche du socialisme ».

Pour cette raison, Lénine affirme que « la guerre impérialiste précède la révolution socialiste. » Et il ajoute : « non seulement parce que la guerre avec ses horreurs engendre l'insurrection prolétarienne – aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr économiquement », mais justement à cause de l'avènement systématique du monopolisme dont nous avons parlé. Ce monopolisme (chose horrible pour les kominformistes d'aujourd'hui) constitue un « pas » sur la « route » du socialisme.

Lénine pense encore ici à la révolution européenne. Il reproche aux Kerensky et compagnie d'éviter ces pas parce qu'ils ne veulent pas le socialisme, mais pour ce qui est de la Russie il précise : « il est *impossible* d'avancer sans *marcher* vers le socialisme, sans faire des *pas* vers le socialisme (pas déterminés et conditionnés par le niveau de la technique et de la culture : on ne peut pas ''introduire'' la grande entreprise mécanisée dans l'agriculture de la petite économie paysanne, comme on ne pourrait pas la supprimer dans la production du sucre) ».

Une fois posée si clairement la thèse des conditions théoriques indispensables pour le socialisme, Lénine reproche aux socialistes « de droite » leur peur du socialisme. Ils en affrontent le problème de façon scolastique au moyen de la doctrine qu'ils ont apprise par cœur et mal comprise, comme un futur ignoré, lointain et obscur.

« MAIS LE SOCIALISME NOUS REGARDE PAR TOUTES LES FENÊTRES DU CAPITALISME MODERNE, ET LE SOCIALISME APPARAÎT DIRECTEMENT ET PRATIQUEMENT DANS TOUTE MESURE IMPORTANTE QUI CONSTITUE UN PAS EN AVANT SUR LA BASE DE CE MÊME CAPITALISME MODERNE ».

La prévision de Lénine est sûre. Avec les données de l'économie russe, si elles étaient telles non seulement en Russie mais dans le monde entier, on ne peut seulement qu'ouvrir des fenêtres *dans le* capitalisme d'où le socialisme nous *regarde* ; construire le socialisme non. Staline et compagnie ont construit, effectivement, nombre de ces fenêtres, dans les usines des grandes villes industrielles, dans les immenses centrales hydroélectriques. Mais le socialisme *ne nous regarde pas* du tout en Russie par les fenêtres des maisons kolkhoziennes des paysans ; aujourd'hui en Italie il tourne carrément le dos aux fenêtres des maisons, fabriquées grâce aux subsides des institutions administratives capitalistes publiques et pléthoriques, coûteuses et déjà détruites par les intempéries, érigées par l'Office de la réforme foncière cher aux cominformistes (même s'il est diffamé pour des raisons boutiquières et électoralistes).

8. LES TÂCHES DE LA RÉVOLUTION

Nous avons utilisé le texte intitulé ainsi pour décrire la Russie comme un pays où la population est composée dans son immense majorité de petits-bourgeois. Nous ne nous demanderons pas pour l'instant si après quarante ans cette majorité a changé. Lénine en déduit que la cause de la révolution dépend de la façon dont cette classe va se déterminer : si elle va avec les bourgeois plutôt qu'avec les ouvriers la révolution échouera.

Pour la décider à rompre avec la bourgeoisie, sans qu'une dictature strictement ouvrière ne la contraigne par la force (comme cela advint effectivement dans une large mesure parce que les alliés des bolcheviks furent des paysans prolétaires et non des petits-bourgeois), Lénine, encore une fois, dresse le *programme social* de la seconde révolution qui a droit au nom de socialiste parce qu'elle ne fut pas pacifique et parce que ce programme est entièrement formé de « pas » - très audacieux pour l'époque et pour le pays - *vers* le

socialisme, de mesures au contenu cependant non encore socialiste si elles sont considérées comme des points d'*arrivée* puisqu'elles sont déjà réalisées dans des pays gouvernés par les capitalistes.

Premier point : Le pouvoir aux Soviets. Point politique, totalement socialiste, étant donné que les Soviets étaient désormais sur le point de tourner le dos aux opportunistes et aux partisans de la coalition avec la bourgeoisie.

Deuxième point : La paix aux peuples. Autre point politique socialiste : proposition immédiate d'armistice et de paix générale sans annexions. En cas de refus, dénonciation de l'alliance avec l'Entente. Lénine répond à la menace selon laquelle cette dénonciation priverait la Russie d'aide financière (aide qui soutient les prolétaires russes comme la corde soutient le pendu) de même qu'il répond à ceux qui affirment qu'elle menacerait la Russie d'invasion.

Troisième point : La terre aux travailleurs. Ce point, auquel nous avons dédié de nombreux exposés, sera évidemment encore développé, et son contenu n'est pas socialiste au sens économique (Lénine dira plus loin : vous nous reprochez d'avoir adopté le programme des socialistes-révolutionnaires) puisqu'en effet il y a un recul en passant du *programme* aux *décrets*. Il ne s'agit ici ni de répartition ni de nationalisation, mais d'abolition de la propriété privée foncière et de gestion par les comités paysans. Allusion à la distribution du cheptel, des semences et de l'outillage aux paysans pauvres. *Distribuer*, comme aujourd'hui encore, les terres et les capitaux ce n'est pas du socialisme.

Quatrième point : La lutte contre la catastrophe économique avec les postulats dont nous avons parlé aux précédents paragraphes en matière industrielle, financière et commerciale.

Pour la dernière fois dans l'histoire, Lénine considère l'hypothèse d'une révolution *pacifique*, avec « élection pacifique des députés (il ne dit pas de l'assemblée constituante mais il veut parler des Soviets) par le peuple, lutte pacifique des partis au sein du Soviet, *vérification pratique* du programme des différents partis, passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre (dans le Soviet) ».

C'est, par les nécessités en dernière instance de la dialectique des forces en un moment d'équilibre instable, de la polémique et de l'agitation, la présentation courageuse de la « face complémentaire » de la réalité historique.

Mais (le même jour partait la lettre au Comité Central sur le Marxisme et l'insurrection) voici immédiatement après la première face de la prévision que nous lisons aujourd'hui dans sa force indicible.

« Si l'on ne saisit pas cette occasion (lisez en dialecticien : si vous n'acceptez pas cet ultimatum que des canailles telles que vous ne pouvez pas accepter) la guerre civile la plus âpre entre la bourgeoisie et le prolétariat est inévitable, comme le démontre tout le cours de la révolution, en commençant par le mouvement du 20 avril jusqu'à l'aventure de Kornilov. La catastrophe imminente hâtera cette guerre civile. Comme toutes les données et toutes les considérations accessibles à l'esprit humain l'attestent, la guerre civile, qui pourra être sanglante et cruelle, *finira par la victoire complète de la classe ouvrière* soutenue par les paysans pauvres POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME EXPOSÉ PLUS HAUT ».

Programme économique très bas parce que même la volonté révolutionnaire ne peut pas violer les conditions déterminées par le développement des forces productives.

Dynamique révolutionnaire très haute, au plus haut potentiel que l'histoire de la société moderne ait jamais vu jusqu'ici.

Il n'y avait aucune peur dans le glorieux mouvement bolchevik à aller au devant de cette opposition éclatante : se faire le porteur d'un programme socialement inférieur à celui que pourrait emprunter une république bourgeoise évoluée et avancée ; développer une politique de classe qui fasse frémir sur ses bases tout le monde capitaliste.

Alors, et aujourd'hui et demain tout autant qu'alors, la solution à cette antithèse très dure est unique : le déchaînement de la guerre de classe au sein des plus puissants pays du capitalisme, la dictature prolétarienne en Europe et dans le monde blanc et, très proche de celle-ci, la double révolution des peuples de couleur dont la théorie ne peut être construite qu'avec le matériel qui nous donne la clé marxiste de l'énigme russe : double révolution politique bourgeoise et socialiste – société économique post-révolutionnaire seulement capitaliste et non socialiste. Pas de géant fait par l'histoire sur la voie du socialisme mondial.

INTERMÈDE [2]

RECHERCHE CRITIQUE DE PARTI ET DIALOGUES AVEC L'ENNEMI

SOUDURE AUTOGÈNE

Que le lecteur ne trouve pas pénible et assommant de faire à chaque reprise le *point* sur tout le chemin parcouru. Pédanterie est un terme dont nous nous faisons désormais un titre de gloire, comme d'autres différents et connus. Ordre, continuité et enchaînement dérivent de notre attachement déclaré et toujours croissant à la méthode théorique de travail et à notre exécration pour le travail improvisé, contingent, occasionnel, situationniste [3], inspiré par la velléité, la démangeaison ou des dysfonctionnements biologiques du cerveau des intervenants, par la chasse facile et idiote à l'approbation, au succès ; nous en avons assez de tous ces gens.

Nous avons donné la première partie de notre exposé de Naples et de Gênes (la lutte de classe pour conquérir le pouvoir et le défendre) sur la Russie et à peine avions-nous commencé la seconde partie (développement des formes de productions après la révolution) que nous avons dû l'interrompre par les trois journées et les six parties de l'écrit consacré à l'enquête critique sur les manifestations, partout accueillies comme un événement sensationnel, du XX° Congrès du Parti communiste russe. En nous rattachant au *Dialogue avec Staline* qui se référait au matériel, en substance, du précédent congrès, nous avons intitulé notre nouvelle étude *Dialogue avec les Morts*. Non seulement parce que Staline était mort entre-temps, non seulement parce qu'un duel oratoire macabre entre lui et d'autres grands morts, Lénine et Marx, était mis en scène, mais également parce que tous les autres morts, définis comme victimes de Staline, ont eu la parole. Et nous les derniers, les minuscules, les très peu nombreux, qui avons le grave défaut de nous obstiner et d'être en pleine santé [4].

Il ne nous reste plus qu'à reprendre maintenant dans l'ordre projeté le texte dans son entier en avançant dans la description et l'explication de l'économie russe, et en exposant les thèses déjà bien connues, tant par l'exposition verbale que par le résumé donné dans les numéros 15 et 16 de l'année 1955 [5].

Cependant avant de reprendre, comme si rien ne s'était passé, nous devons ouvrir un interlude rapide, jeter un pont provisoire, pour la clarté du déroulement et pour relever que l'interruption, même si elle n'avait pas été prévue, n'a été ni arbitraire ni inutile et a, au contraire, servi à réaffirmer la continuité et l'organicité de la méthode suivie dans la recherche et dans l'exposition.

LES CONGRÈS SONT-ILS L'ESSENTIEL ?

Les événements qui ont provoqué les deux *Dialogues* se sont réduits en substance à deux *congrès*. Ces événements nous ont poussé, en suspendant notre enquête interne, unilatérale et partisane de parti et d'école, certes aujourd'hui numériquement réduite, en archivant en toute humilité ce qui peut sembler un monologue froid d'un petit groupe dont personne ne parle et auquel personne ne fait attention, à nous livrer à la discussion, à la polémique, au débat contradictoire avec un interlocuteur de l'autre bord, évoqué par nous-mêmes, et qui n'avait montré aucun désir de s'intéresser à ce que nous disions. Les congrès sont-ils donc pour nous des choses tellement fondamentales ? Ces congrès dans lesquels des torrents de voix et des ruisseaux d'encre auraient finalement la vertu de se solidifier comme ossature de l'histoire vivante ? Les congrès fonderaient-ils et formeraient-ils les événements ? Il est clair que pour celui qui nous a suivi un tant soit peu que nous n'avons jamais pensé ou dit une chose semblable. Pour nous les individus humains n'ont pas une telle vertu même ceux qui sont considérés pour leur notoriété exceptionnellement puissante, et nous pensons qu'il en est de même pour les congrès et les groupes d'hommes qui les dominent même si l'on pense parfois qu'ils en sont les *metteurs en scène* de valeur. Le congrès ne fait pas se produire ce qu'il veut, ni réaliser ce qu'il pense. Ni lui ni ses chefs ne savent ce qui va arriver et surtout ils ne disent pas ce qu'ils veulent.

Mais lors de tels tournants que furent ces deux congrès, on peut apprendre beaucoup ; en effet un congrès ou un autre sommet politique d'une organisation déclare bien plus de choses que ne le veulent ses acteurs et des choses bien différentes de celles qu'ils pensent, disent ou désirent que l'on comprenne.

Et en effet ces deux événements et les déclarations qui les accompagnent respectivement, hier celles de Staline, aujourd'hui celles de ses fils spirituels, sur lesquelles toute la banalité de l'opinion publique mondiale se jette pour comprendre ce qu'il y a de nouveau, ce qui se prépare de nouveau, nous ont servis pour atteindre un objectif opposé : en déduire les confirmations d'une théorie du développement russe établie par nous depuis longtemps, parfaitement opposée la théorie « officielle » du système politique et étatique russe sous Staline et encore pire après Staline.

SILENCES BRISÉS

Ce n'est certes pas par vaine gloire qu'il nous importe de montrer, avant de reprendre le chemin de notre étude à la page interrompue, que les résultats du dernier congrès sont venus confirmer, encore plus rapidement que nous l'avions prévu, les positions que, en imaginant discuter avec le Grand Staline, nous lui avions durement opposées en 1952.

Il faudra prier les lecteurs de regarder la préface et les premières pages du petit volume édité alors qui leur permettront de clarifier le problème posé naguère, celui du poids que l'on doit donner aux *congrès*.

À notre avis, la séparation du grand mouvement russe, auquel on donne le nom de Staline, d'avec la ligne marxiste révolutionnaire, et donc d'avec celle de Lénine, date de 1926. Depuis lors, nous, vivants-morts (Trotsky, Zinoviev, Kamenev, etc.), nous avons nié que le parti en Russie ait dû ou ait pu « édifier le socialisme » en tant qu'expédient au déclin de la vague révolutionnaire occidentale ; et nous avons affirmé que la société russe était carrément prébourgeoise et que, puisque son économie pouvait être dirigée et puisque la révolution ouvrière européenne était absente, le seul programme pouvait être ce « pas vers le socialisme » qui consistait dans le développement des formes pleinement mercantiles et capitalistes dans le but ultime d'arriver à un capitalisme d'État dans l'industrie.

Staline et les siens soutenaient une thèse plus *radicale* : les prolétaires étrangers bien peu révolutionnaires peuvent bien s'en moquer complètement, en Russie le socialisme allait être réalisé *sans les attendre*. Cette thèse, salement opportuniste, était malheureusement faite

pour aveugler de nombreux militants non « opportunistes », mais seulement impatients et formellement, sentimentalement extrémistes. Nous, nous mettre à faire du capitalisme ? ! Horreur ! Le type de cette catégorie est le grand Boukharine qui a donné du fil à retordre à Lénine toute sa vie : nous, signer la paix impérialiste avec les impérialistes allemands ? ! La situation devint ensuite bien claire quand Boukharine fut non seulement tué mais également flétri par l'accusation honteuse non seulement d'être un traître opportuniste mais un agent provocateur du capitalisme étranger.

Il existe encore des camarades à la Boukharine ; dans les faits ils peuvent faire autant de mal que les opportunistes authentiques. Pour les définir, on a adopté depuis longtemps le mot forgé par Lénine, *infantiles*, auquel on a donné une signification insultante alors que Lénine définissait l'extrémisme comme *maladie infantile*, c'est-à-dire maladie de *croissance* physiologique du communisme plein de vigueur. Pour les opposer à l'opportunisme prostitué de droite, nous désignerons ces camarades au moyen de l'épithète de *purs*. Attentifs à ne pas se contaminer, ils condamneraient avec leurs méthodes le parti à une stérilité éternelle, même pendant ce moment suprême où l'« ionisation de l'histoire » dévoile leur « dualisme simpliste » réduit par eux, en tant que point d'arrivée et de conquête, à une clé magique de toute l'histoire.

Dans tous les cas voici ce sur quoi nous insistons : une fois ses contradicteurs réduits au silence, le stalinisme abandonne pour un quart de siècle ce *dialogue* historique ; il appelle socialisme sa pratique de direction économique étatique. Étant donné que la meute capitaliste lui prête la main, et que par haine du socialisme il s'arme contre lui de haine et de fer, le régime et le parti soviétiques ne discutent pas du tout la position, dédaignée comme « théorique » : l'économie socialiste, la société socialiste, n'est-elle pas une chose qui n'a rien en commun avec la situation russe ?

LES CHOSES ET LES HOMMES

Dans ce conflit absorbant qui traversa des paix et des guerres épouvantables, ceux, rares et inconnus, qui affirmaient : il n'y a pas de socialisme, il ne peut pas y en avoir, sont réduits à monologuer, ils n'ont personne avec qui dialoguer et s'ils soulevaient un écho, ils étaient facilement rattrapés au Mexique et ailleurs.

Pourquoi donc Staline se mit-il à répondre à ces questions en 1952 ? Il prétendit confronter sur le terrain de la théorie les lois de l'économie capitaliste avec celles d'une économie socialiste qui selon lui existait déjà dans le système russe ? Une fois la question ainsi posée, la réponse se cherche dans la direction habituelle : distraction ? Erreur ? Finalité occulte ? Plan secret et diabolique ?

Nous commençâmes, en tant que marxistes, à poser la question *autrement* : pourquoi Staline a-t-il *dû* nous répondre ainsi, sans avoir même l'idée que nous existions ?

Nous écrivions dans le *Dialogue* avec lui : « Staline *répond* aux points posés depuis deux années par notre mouvement … Nous n'entendons pas dire par là … qu'il se soit retourné vers nous …. Il ne s'agit pas, pour des marxistes, de croire que les grandes discussions historiques ont besoin de protagonistes personnifiés …. *Les faits et les forces physiques, à partir de l'infrastructure des situations, se mettent à discuter de façon déterministe entre eux ...* »

Nous avons comme objectif (qui était à la portée de toute personne qui avait renoncé à l'envie stupide de se réserver une place dans les avant-scènes réelles de l'histoire) d'imposer une discussion anonyme *entre les faits et les choses*, menée par des vivants et des morts qui devaient dormir, croyait-on, du sommeil de l'éternelle infamie (infâme : qui ne peut plus parler et dont on ne peut plus parler), discussion qui a immobilisé l'adversaire – certes pas par la force de mérite tout subjectif mais pour avoir compris la voie des forces objectives - et l'a

condamné à venir contre son gré sur ces thèmes qu'il pensait avoir pour toujours enterrés profondément.

Depuis quatre ans passés le développement systématique de la position marxiste originelle nous a permis d'anticiper ces termes honteux sur lesquels la *confession* que nous avions prévue sur la nature non socialiste de cette économie s'édifia et nous affirmâmes que cette confession apparemment *combattue* et *freinée* par Staline était en réalité *préparée* par lui. Nous prévîmes donc au moyen de quelles ordures on allait présenter l'étape ultérieure qui au XX° congrès a pris la forme visqueuse des *voies nouvelles de passage au socialisme*, lubrifiée par la condamnation hypocrite de ceux qui définissent aujourd'hui non tant les erreurs que les horreurs de Staline.

« Les méthodes de répression, de broyage que le stalinisme applique à qui lui résiste quel que soit son camp, ne doivent en aucun cas amener à donner son appui à tout type de condamnation qui, si peu que ce soit, voudrait *se repentir de nos thèses classiques* sur la violence, la dictature et la terreur comme armes historiques proclamées ; repentir qui, même vaguement, *serait le premier pas* en direction de la propagande hypocrite des courants du ‘‘monde libre’’ et de leur revendication mensongère de tolérance et de respect sacré de la ‘‘personne humaine’’. Les marxistes, ne pouvant pas aujourd'hui être les protagonistes de l'histoire, ne peuvent rien espérer de mieux que la catastrophe politique, sociale et militaire, de sa Seigneurie américaine pour le monde capitaliste. Nous n'avons donc rien à faire avec la revendication de méthodes plus libérales et plus démocratiques revendiquées par des groupes politiques ultra-équivoques et proclamées par des États qui, comme celui de Tito, dans la réalité eurent les origines les plus féroces ».

Dans le plein développement d'une ligne directe et cohérente, les insultes faites par le XX° Congrès à Joseph Staline, notre grand ennemi, ne nous ont donc pas le moins du monde ébranlés ni émus car elles n'ont pour objectif que la fornication avec la démocratie mondiale, l'envoi de compliments serviles à la libre Amérique au moyen de ceux envoyés au chef de l'État yougoslave tant et tant diffamé. Le remplacement et la substitution des personnes, seule chose qui intéresse ce monde morbide, sont toujours plus insuffisants à cacher l'opposition inconciliable entre les méthodes de l'opportunisme et celles de la lutte révolutionnaire à laquelle à chaque étape on tourne toujours plus le dos.

LA VOIE DE LA RUSSIE

La petite histoire de la voie « nationale » au socialisme pue la pourriture depuis un siècle. Jusqu'au *Dialogue avec Staline* on n'avait pas encore osé dévoiler cette question de la voie violente ou pacifique : la *pierre angulaire* de la dictature prolétarienne n'avait pas encore été piégée par les mines pacifistes. Staline dans son dernier écrit dissimulait encore cette position : entre la forme capitaliste et la forme socialiste, c'est la force qui décidera. Depuis 1926 nous avons décidé de surseoir à l'incitation à la guerre de classe à l'intérieur dans les pays étrangers. Cependant à la veille de 1939 nous disions encore que la force armée l'emporterait, sous la forme de la victoire sur le terrain de l'armée russe et rouge. Après la défaite des Allemands nous fîmes croire aux ouvriers du monde que de cette façon nous allions battre l'Amérique. Aujourd'hui (1952) nous sommes pour la paix, mais nous défendons encore la thèse de Lénine : la fin des guerres ne sera obtenue que par la chute du capitalisme et de l'impérialisme. Et la troisième guerre impérialiste éclatera entre les puissances étrangères même si nous nous déclarons pacifistes et si nous ne la ferons qu'en cas d'« agression ». Ainsi parlait Joseph.

La théorie de la force comme « voie de passage au socialisme » était ainsi retirée du domaine *international* ; mais, en disant que seule la chute du capitalisme aurait mis fin à la guerre, on montrait encore que l'on croyait à la voie de la force *à l'intérieur* des États.

Aujourd'hui, le recul est encore plus honteux : on déclare que dans le domaine international on peut réaliser la paix perpétuelle avec les pays capitalistes, ou qu'elle peut se réaliser entre eux. On déclare de plus vouloir retirer la théorie de la force du domaine social : Staline n'avait pas encore accompli une telle vilenie.

La voie de la force, la théorie de la force, expulsé de partout, reste sur pied pour deux seuls cas historiques exceptionnels. Dans le passé pour la révolution russe qui était d'un *type* spécial, national ! Dans le futur, si la paix ne s'impose pas au moyen de la conviction émulative, seulement dans le cas où la patrie russe devrait être défendue contre un « agresseur » ! Ainsi parlait le XX° congrès.

Nous croyons important de faire noter que tout ce développement a été jugé et expliqué de façon exhaustive par les connexions entre le premier Dialogue, l'étude générale sur la Russie, et le Dialogue d'aujourd'hui.

RUSSIE ET MARXISME CLASSIQUE

Pourquoi la Russie aurait-elle dû parcourir, elle seule, la voie de la force pour aller vers le socialisme ?

Dans la réunion de Bologne nous avons exposé et revendiqué la vision du premier marxisme européen sur la « route russe ». Personne ne se demandait alors : la force ou la paix ?

Ce vieux rêve d'éviter la force – nous partîmes de là – possède trois étapes.

Pour le chrétien le but a été atteint il y a deux mille ans ; il suffit d'une émulation persuasive entre les hommes et les gens pour poursuivre la vie de l'humanité. Le religieux est le précurseur de la théorie de la *coexistence pacifique* entre le puissant et le faible, le riche et le fort, la personne A et la personne B …

Pour le bourgeois libéral, pour faire disparaître l'usage de la force, il faut franchir une autre étape, mais une seule, sanglante : la révolution qui abat les régimes féodaux et absolutistes. Après cela, entre citoyens égaux, la coexistence générale sera possible ; et idem entre les peuples libres.

Le marxisme rappelle pour une troisième fois la fonction de la force : dans la révolution de classe à l'intérieur de chaque pays ; il n'exorcise pas la force dans les guerres entre États, mais il établit que seule la victoire prolétarienne internationale pourra y mettre fin et non pas les différentes formes d'accord, d'entente, de respect ou d'organisation mondiale.

Cas de la Russie : accord unanime des bourgeois libéraux et des prolétaires marxistes du dix-neuvième siècle, il faut avoir recours à la force pour chasser le tsar.

Problème historique : peut-on avec cette révolution passer au socialisme en sautant par-dessus le capitalisme ? Réponse (ici nous rappelons brièvement ce qui fut développé à fond dans les conséquences sociales et historiques) : non, on ne pourra pas sauter le capitalisme.

Si toutefois la révolution libérale russe déchaîne la révolution sociale en Occident, et *s'il n'y a pas de doute que là et partout la voie soit la force* (comme les révisionnistes et les sociaux-démocrates seront les seuls à le nier à la fin du dix-neuvième siècle en trahissant Marx) alors les deux révolutions en Russie pourront se superposer. Mais si l'Europe, après la chute du tsar, reste bourgeoise, la conclusion était que la force devait agir même en Russie une seconde fois, comme dans le « cas général ».

VOIE RUSSE ET MARXISME RUSSE

Nous en sommes donc venus à expliquer longuement comment les marxistes russes, Plekhanov et puis, même contre ce dernier qui était son maître, Lénine, répètent la théorie de la *double force*, de la double révolution russe.

Cette théorie ne bouge pas d'un millimètre de la position selon laquelle la seconde révolution a besoin, comme condition, de la révolution socialiste occidentale. Son originalité, si elle en a une, est seulement de ne pas donner crédit à la classe bourgeoise et à ses partis, aux classes moyennes et à leurs partis, même pas pour faire *la première* des deux révolutions indispensables.

Le prolétariat et son parti marxiste les conduiront *toutes les deux*. D'abord ils aideront *n'importe qui* à renverser le tsar. Puis l'histoire leur offrira deux possibilités : ou prendre le pouvoir pendant que le socialisme international le prend à l'extérieur, et alors ils « administreront » la transformation socialiste de l'économie. Ou ils prendront le pouvoir *seuls* en Russie ; alors (ce fut toujours dit crûment, et nous en avons donné mille preuves historiques) ils attendront la révolution internationale « en administrant » la transformation de la société russe en capitalisme. Comme cela avait été établi lors de l'affrontement doctrinal de 1926, ils « n'édifieront pas le socialisme » mais « les bases du socialisme ».

Cette prise du pouvoir contre les partis bourgeois et petits-bourgeois, avec le seul appui social des paysans pauvres (non propriétaires) et avec une *politique économique* de type transitoire et *impur*, fut nettement prévue et réalisée comme une *victoire du socialisme*, mais non pas comme la naissance d'une société socialiste.

Tout cela avait été établi dans la doctrine et réalisé dans les événements. En quoi la voie russe différerait-elle de celle des autres pays, plus avancés du point de vue de la structure productive ?

Seulement en ceci que la dictature prolétarienne de Marx est nécessaire *deux fois*, de façon double : lors d'une première période dans laquelle elle sert seulement à repousser les forces féodales et abattre la force politique de la bourgeoisie, et lors d'une seconde dans laquelle elle servira au passage, comme en Europe, et avec l'Europe ou ses pays les plus importants, à la forme économique socialiste.

VOIE EUROPÉENNE, VOIE ITALIENNE OU VOIE DE DIEU SAIT OÙ

Nous avons peur que dans un premier temps de nombreux camarades même très préparés ne soient pas certains que la position fondamentalement juste soit la suivante : on doit obtenir une économie capitaliste, non pas socialiste, dans la Russie isolée, et le déclarer clairement. Cette thèse est-elle une thèse trop faible ? auront pensé de nombreux camarades. Ils seront nombreux à avoir admis notre preuve doctrinale contre Staline, preuve qui démontre que la forme russe, même dans l'industrie, a un caractère capitaliste et non socialiste, mais dans un premier temps ils auront été enclins à dire : Staline est un porc parce qu'il a édifié le capitalisme. La position complète a une saveur plus dialectique : Staline est un porc (gardons la formule sommaire) parce qu'il a abandonné la révolution européenne et parce qu'il appelle socialisme une forme bourgeoise, alors que Marx, Lénine et tous les autres avaient établi que c'est seulement avec la révolution européenne que l'on pouvait sortir de cette forme.

Maintenant on voit bien - après que la dictature pour les pays capitalistes a été bruyamment jetée par-dessus bord, après que l'on s'est replié sur des positions purement libérales quant à la « philosophie de la violence », encore pires que les positions sociales-démocrates - que la position des *purs* était hors de l'orthodoxie ; avec Boukharine, en donnant raison de façon irréparable au stalinisme, c'est-à-dire à la contre-révolution, ils affirmèrent que, en ayant fermement en main la dictature politique, on ne se serait pas arrêté et on aurait en dépit de tout « créé le socialisme ».

Staline déclara au XIX° congrès que ce but était désormais atteint et que l'on s'apprêtait à passer au stade supérieur, au communisme intégral : le monde bourgeois rapporta partout l'énorme sornette.

Le XX° congrès, tout en faisant litière de l'œuvre historique, politique, organisative et économique de Staline, dans la mesure où celle-ci était encore capable de faire passer des frissons marxistes dans les dos des bourgeois, maintient encore l'affirmation de l'édification du socialisme et du début du stade du communisme, alors que dans le même temps il jette aux capitalismes étrangers des passerelles mercantiles pour réaliser la fornication affairiste.

Sur ce même plan et dans la même intention, il présente des excuses pour avoir en Russie dû employer la dictature, la force, la violence, la terreur, et déclare que ce sont des outils d'un usage exclusif, comme le *knout*. C'était une affaire interne, nationale ; ce seul exemple historique survivant de dictature que l'on accepte de sauver (alors que l'on dit impudemment qu'il faut abandonner Staline pour retourner dans le giron de Marx et Lénine) il faut le rapporter non pas à une doctrine générale de la fin du capitalisme, fondée par Marx et restaurée contre tout attentat par Lénine, mais aux doctrines de la fin du féodalisme, à Robespierre et à Danton. Marx est réduit à zéro, alors que l'on prétend ôter tous les portraits de Staline et déployer sa barbe folle. On promet au monde bourgeois qu'il ne verra jamais la dictature parce que les *voies* sont maintenant différentes, et seule la voie russe avait été si amère et mauvaise. L'excuse *c'est la faute à Staline* [6] est bien faible – ces messieurs du XX° congrès disent de plus : *c'est la faute à ... Raspoutine* [7] !

LA CLEF DE VOÛTE

Nous nous permettons donc de regarder notre construction humble, lente, mais très solide. Nous avons mis en évidence dans la dernière étape la ruine dans les domaines de l'histoire, de l'organisation et de la politique classiste. Dans les journées du dernier Dialogue nous avons montré l'étendue de cette ruine.

Histoire : nous nous sommes servis pas à pas dans notre compte rendu des différentes réunions du *Cours d'histoire du parti bolchevik* officiel, en en démontrant les énormes falsifications : aujourd'hui l'obstacle s'effondre devant nous spontanément. La suite de notre texte prendra un autre ton : petite preuve qui ne naît pas des textes brillants mais de la fidélité au déterminisme matériel.

Organisation : à tout moment nous avons mis en évidence la tâche du parti de classe, la nécessité qu'il soit continu dans le temps, lié à une même théorie ; aujourd'hui nous avons pu montrer comment, à peine les freins sont-ils relâchés, et parmi les hypocrites déclarations orthodoxes de respect, les bandes stipendiées de sociaux-traîtres se bousculent pour déshonorer cette « pierre angulaire » non moins fondamentale de cent années de marxisme.

Lutte de classe : non seulement la guerre civile est désavouée, mais l'alliance avec les classes moyennes et même bourgeoises, dans les limites légalitaires et constitutionnelles proclamées sacrées, est élevée à la hauteur de règle générale.

Politique et théorie de l'État : la doctrine de l'État de classe et celle de la conquête du pouvoir sont détruites ; comme nous l'avons dit, force, violence, dictature et terreur sont chassées avec indignation pour toutes les régions du monde : elles sont justifiées dans la seule Russie. Mais ici il n'y a pas d'*exception* entre les voies au socialisme ; c'est la *confirmation de la règle* pour les voies au capitalisme, en Angleterre, France, partout, et enfin en Russie ! On balaie totalement la théorie de la révolution prolétarienne autonome.

Philosophie : toute doctrine sur la naissance de l'histoire par les forces collectives reposant sur les situations économiques est liquidée ; nous avons montré à fond comment rien n'a été sauvé en ce domaine par ce chef-d'œuvre d'hypocrisie qu'a été le XX° congrès : le prétendu retour, après le culte de Staline, à la direction collégiale. Pour Staline il y avait eu un

seul tournant : le passage de son attitude arrogante envers les puissances bourgeoises à une flatterie lubrique, à une offre de bonne cohabitation dans un monde commun, lupanar des affaires du commerce bourgeois de chaque côté.

S'il nous a été facile en 1956 d'esquisser à grands traits ce bilan totalitaire de l'invasion des sapeurs dans tous les domaines de notre superstructure idéologique, prolétarienne et marxiste, en mettant clairement en lumière comment elle a été remplacée dans tous les domaines par des superstructures bourgeoises, c'est parce qu'en 1952 nous avons constaté dans le domaine des infrastructures économiques du système de Staline le même abandon total des positions socialistes et l'adhésion aux lois et formes de production et d'échange qui définissent le capitalisme, lois et formes de production et d'échange que de plus, dans le même temps, nous avons identifié dans la réalité de la forme russe, dans la description que Staline en donnait et dans la théorisation hétérodoxe et privée de toute force scientifique qu'il tentait d'en donner.

Et donc le lien indissoluble qui relie la phase historique que l'on veut personnaliser sous le nom de Staline et de sa vie politique avec le courant de ceux qui, sur la scène du XX° congrès, ont voulu faire croire qu'ils le reniaient, est pleinement déterministe et marxiste.

En un tel sens, l'école du marxisme intégral accorde de l'importance à ce tournant qui a attiré l'attention du monde, elle en réaffirme la portée et prévoit que lors du prochain pas, qui aura lieu dans un avenir non lointain, le régime étatique russe s'alignera historiquement sur les autres pays et déclarera que son idéologie et sa pratique coïncident avec celles des autres pays industriels. Comme eux il discourt également sur la *socialité* d'assistance, comme eux il adresse des louanges dégoûtantes et des assurances de gratitude sociale à la classe soumise à la servitude du salariat, comme eux il se prosterne de dévotion devant la commune idole moderne et stupide de la technique superproductive [8], du bien-être et du haut revenu « national ».

EN LEVANT L'ANCRE

Dans l'exposition historique, à laquelle nous revenons après avoir narré non seulement tous les épisodes des phases révolutionnaires successives et ceux de la phase finale de défense du pouvoir dans la guerre civile de 1917 à 1922, mais surtout donné pas à pas l'interprétation bolchevique et léninienne du processus qui se déroulait, nous avons donc à peine commencé l'étude des mesures sociales du nouveau pouvoir qui tendent à contrôler le processus économique.

Nous avons établi et nous devons continuer à établir une cohérence certaine entre ces « théorisations » et la théorie toujours défendue par le parti de Lénine, lui vivant, et revendiquée par la suite lors de toutes les étapes du processus jusqu'en 1926.

Nous sommes remontés aux textes de programme économique dus à Lénine et écrits à la veille de la révolution d'Octobre, pour montrer combien était claire la perspective selon laquelle il allait falloir travailler dans une forme sociale mixte de types prébourgeois dans laquelle il restait avant tout à dépasser des formes asiatiques, patriarcales, féodales, et pour laquelle la formation systématique d'un marché intérieur d'échange de produits industriels et agraires était encore un pas en avant, et un pas en avant difficile et laborieux tant que le capitalisme occupait un mètre carré au-delà des frontières de la république rouge.

Dans ce discours de 1917 est contenue toute la théorie qui est à la base de l'écrit de 1921 sur l'« impôt en nature » qui constitue une des contributions fondamentales de Lénine au marxisme et qu'il va s'agir d'utiliser à fond.

Ni Lénine, ni la Russie (ni l'histoire) n'ont en 1921 décidé de faire un pas en arrière en renonçant à continuer de prendre des mesures étatiques de contenu communiste et socialiste pour ouvrir la voie au « retour » à des formes bourgeoises. Cette phase était intégralement

escomptée en doctrine, et les mesures prises eurent le même caractère politique de « pas *vers* le socialisme », et économique de passage matériel et nécessaire par des étapes encore capitalistes et moins que capitalistes.

C'est donc le moment de détruire la légende du « communisme de guerre » dont nous avons plusieurs fois démontré l'inconsistance. Sans cette destruction, il ne resterait plus qu'à chanter nous aussi les louanges de Staline qui serait allé au-delà de la Nep contre la bourgeoisie rurale (ce qui est au sens strict un fait) et qui aurait ainsi « édifié le socialisme » (ce qui est une bêtise). Et sans cette destruction il faudrait supporter rien moins que boire le dernier calice jusqu'à lie, celui d'un Nenni qui rêve, avec une joie prostituée, aujourd'hui en 1956, à la sortie du « communisme de guerre » et en déduit la victoire du « communisme constitutionnel », du « communisme de la paix » ; c'est-à-dire (en tant qu'homme qui n'a pas de scrupules à fouler aux pieds la doctrine et qui, quand il le fait, ne le sait même pas) chemine, grâce lui soit rendue, en tant que bon précurseur de l'envoi à l'égout du dernier morceau du drapeau du socialisme et du parti du prolétariat dans lequel il entre par effraction !

Nous évitons des compagnies méphitiques semblables, et nous souhaitons une reconquête lointaine, non du drapeau, mais de *nos* paroles, de *cette nourriture qui* (comme dans une phrase de Galilée vieux et persécuté) *solum è mio.*

Nous qui n'avons pas de cultes, nous continuons à montrer la voie de Lénine dont le regard fixe avec une puissance égale la réalité présente et la réalité future : rythme bas et humble de transformation économique, dynamique déchaînée de la guerre sociale contre toutes les épouvantables forces ennemies.

9. REPRISE À DISTANCE [9]

Les huit premiers petits paragraphes de cette seconde partie de notre étude sont ceux qui ont paru dans le n° 4 de *Programma Comunista* du 18 février – 2 mars 1956. Ils ont été écrits avant que les nouvelles des discussions du XX° congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique ne nous parviennent.

La longue interruption a couvert bien dix numéros du périodique qui ont été occupés, comme les lecteurs le savent bien, de la façon suivante : six numéros occupés par le *Dialogue avec les morts*, étude correspondant tout à fait à notre thème et consacrée au commentaire du Congrès russe ; un numéro, le n° 11, consacré à un *Intermède*, destiné à mieux souder le compte rendu des rapports des réunions de Naples et de Gènes (avril et août 1955) avec la continuation qui reprend seulement aujourd'hui ; trois autres numéros ont été consacrés au compte rendu de la récente réunion de Turin, tenue le 27 et 28 mai 1956, dans laquelle on a voulu revenir avec des compléments opportuns au thème russe, objet d'une élaboration complexe.

Nous voulons également rappeler que la première partie du rapport Naples-Gènes, sur la structure sociale de la Russie, avait pour titre : LA LUTTE POUR LE POUVOIR DANS LES DEUX RÉVOLUTIONS, et elle ne s'est pas arrêtée à la conquête bolchevique d'octobre 1917 mais s'est poursuivie en incluant toutes les années de la guerre civile, pendant lesquelles la lutte pour le pouvoir s'est poursuivie sous une forme extrêmement âpre, sur des fronts multiples, et souvent menaçante pour la Révolution victorieuse. C'est ainsi que l'exposition s'est étendue aux années mémorables 1918, 1919, 1920 et également 1921.

Dans une telle période la tâche principale du parti victorieux ne fut pas la transformation des rapports sociaux, mais celle des guerres civiles qui se greffa sur une autre non moins terrible : sortir de la guerre entre nations avec l'épisode historique mémorable de Brest-Litovsk. Plusieurs fois nous avons indiqué et traité à fond les répercussions de tels stades à l'intérieur du parti, et illustré les autres grands pas politiques : la dispersion de

l'Assemblée Constituante et la rupture définitive avec l'unique et dernier allié, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Une fois bien mis à leur place ces faits historiques, nous sommes passés à l'étude de l'évolution des formes économiques dans la société russe due à la destruction du vieux pouvoir bourgeois-social-opportuniste.

Au moyen de la méthode immuable du rattachement constant à nos principes généraux pour évaluer le lien entre les faits économiques et les faits politiques, nous mîmes en évidence, au début de cette deuxième partie, qu'un nouveau matériel historique était désormais à notre disposition : la série des mesures et des décrets du pouvoir révolutionnaire en matière sociale. Dans la période précédente, quand le parti prolétarien lutte dans l'opposition et quand, comme dans notre cas et dans la méthode tactique défendue par nous, il refuse tout bloc dans l'exercice du pouvoir, même sur le plan programmatique, le seul matériel dont nous disposons est le matériel de propagande qui va cependant des études doctrinales aux programmes politiques du parti. La phase de la gestion du pouvoir que l'on venait de conquérir nous offre encore le même genre de matériel, mais en plus celui des mesures prises par l'État et le gouvernement. Nous avons bien noté que même dans ce second domaine, pour un parti révolutionnaire, la tâche et le devoir d'agitation et de propagande subsistent dans chaque acte de gouvernement qui doit savoir se relier même aux objectifs historiques les plus lointains du parti, qui ne sont pas encore, cependant, actuels ni réalisables.

10. HERI DICEBAMUS [10]

Nous disions hier, commence le professeur de métier, même quand il reprend ses leçons après plusieurs mois… Eh bien, le dernier texte dont nous nous servîmes au début de la seconde partie fut un programme de Lénine au sujet des tâches sociales immédiates, remontant à un mois *avant* la révolution. Et nous avions terminé en relevant la puissance d'un tel écrit dans lequel la portée limitée des mesures proposées sur le plan économique, telles que tout État bourgeois contemporain aurait pu adopter les plus avancées, s'accompagnait de la prophétie puissante de la victoire des travailleurs russes dans la terrible guerre de classe qui se préparait.

Le lecteur se rappelle que ce que nous écrivions alors précédait les déclarations sensationnelles du XX° congrès dans lequel, en spéculant sur tout ce sur quoi l'on pouvait spéculer, on a également fait référence à ce texte classique. Et on l'a fait avec pour objectif, plus frauduleux que les objectifs poursuivis par Staline, et sous Staline - objectif combattu même par Staline durant des années - de soutenir avec l'autorité de Lénine lui-même la doctrine « nouvelle » du passage « pacifique » au socialisme. C'est là que le faux est double : prétendre que Lénine voulait à ce moment non pas *avancer* vers le socialisme, mais *passer* en Russie au socialisme – et qu'il avait réellement admis qu'il y avait un choix entre la lutte armée d'une part et de l'autre un processus sans effusion de sang, pour mettre en déroute les ennemis de la révolution : bloc entre monarchistes, bourgeois et faux socialistes de la petite bourgeoisie.

En vérité dans cet écrit il y a un paragraphe intitulé « Le développement pacifique de la révolution ». C'est le paragraphe final et il se termine par les mots que nous avons rapportés et que nous reportons à nouveau, avec la même incise que nous avions intercalée alors, avant, nous le répétons, que le XX° congrès ait lancé pour le monde la consigne du nouvel attentat le plus méprisable à la grandeur inébranlable de la doctrine « marxiste-léniniste » :

« Si l'on ne saisit pas cette occasion (lisez en dialecticien : si vous n'acceptez pas cet ultimatum que des canailles telles que vous ne pouvez pas accepter) la guerre civile la plus âpre entre la bourgeoisie et le prolétariat est inévitable, comme le démontre tout le cours de la

révolution, en commençant par le mouvement du 20 avril jusqu'à l'aventure de Kornilov. La catastrophe (économique) imminente hâtera cette guerre civile. Comme toutes les données et toutes les considérations accessibles à l'esprit humain l'attestent, la guerre civile, qui pourra être sanglante et cruelle, *finira par la victoire complète de la classe ouvrière* soutenue par les paysans pauvres pour la réalisation du programme exposé plus haut ».

Nous affirmâmes une nouvelle fois donc la limitation sociale du programme « exposé plus haut » pour l'opposer dialectiquement à la hauteur gigantesque de la prévision historique.

Nous n'avons pas manqué non plus de noter, même si nous n'avions pas encore entre les pieds un Khrouchtchev à démasquer avec toute sa suite, que les mêmes jours où cet écrit *pour le public* parut (dans le journal *Raboci Put*, du 26 et 27 septembre 1917, vieux style), ou mieux quelques jours avant (13 et 14 septembre v.s.), était partie la lettre au Comité Central, *texte interne de parti* (rendu public seulement en 1921) dont le titre était *Le marxisme et l'insurrection*.

Dans cet écrit Lénine revendique la question de principe suivante : pour le marxisme et pour le parti marxiste, *l'insurrection est un art*. Cela dans le but avoué de conjurer le blasphème selon lequel le moyen de l'insurrection peut être désapprouvé par un marxiste. Alors qu'il avait une telle préoccupation profonde, qui lui dicta en ces jours des pages de feu mémorables, pouvait-il avoir parlé d'« occasion » pour l'issue « pacifique » de la lutte autrement que comme un moyen d'agitation et de propagande pour achever d'ouvrir les yeux des prolétaires et des paysans sur la tâche historique des forces bourgeoises et opportunistes, s'apprêtant inéluctablement à répandre le sang et la terreur pour que la révolution s'arrêtât et reculât ?

11. UNE TRÊVE DE CLASSE ?

Il est nécessaire que l'on écrase à nouveau les faces aux nez camus des mauvais élèves que sont les gens du XX° congrès sur deux textes fondamentaux.

Les lecteurs nous excuseront si l'économie reste encore dans l'antichambre pour quelques dizaines de minutes. C'est la même question. La machine stalinienne à fabriquer des faux historiques fonctionne encore mieux aujourd'hui que quand l'inventeur lui-même était au pouvoir. Et en brisant le faux politique nous brisons avec lui le faux économique : que Lénine ait posé comme tâche immédiate du pouvoir bolchevik l'édification du socialisme. En effet, dans le *Bref Cours* nous trouvons immédiatement ce mensonge retentissant de Staline, encore bien vivant : « Au printemps 1918, on passe de l'''expropriation des expropriateurs'' à l'étape nouvelle de l'édification socialiste … Lénine jugeait nécessaire de profiter au maximum de la trêve (mais laquelle ?) pour commencer à jeter les fondements de l'économie socialiste … » Nous sommes là, le menteur en chef était plus prudent que ses hommes de main de 1956. L'expression « les fondements » est un concept juste mais la « construction du socialisme » est une bêtise que l'on cherche en vain chez Lénine.

Cependant l'autre mensonge qu'on lance aujourd'hui effrontément, celui qui prétend que Lénine avait *suspendu* l'insurrection, la dictature, on ne le trouve *même pas* dans ce florilège de la fraude qu'est le *Bref Cours* aujourd'hui jeté aux orties. Pensez-vous ! À partir du VI° congrès bolchevik clandestin du 26 juillet – 3 août il fut déclaré : « La période pacifique de la révolution est finie, la période non pacifique est commencée, la période des conflits et des explosions ». Déclaration faite par Lénine, allez-vous dire, sûrs de vous, mais non ! « par le camarade … Staline ».

Une autre *erreur de Staline*, messieurs du XX° congrès ?

Voyons maintenant quelle sorte d'*occasion* Lénine indiquait aux canailles des partis sociaux-traîtres d'août dans l'écrit « économique » sur *Les tâches de la révolution*. Le

paragraphe précédant celui sur le « développement pacifique » s'intitule : « Lutte contre la contre-révolution des propriétaires terriens et des capitalistes ».

Nous nous excusons de rappeler la situation. Le pouvoir était entre les mains du gouvernement provisoire de Kerenski, appuyé non seulement par les libéraux bourgeois, mais aussi par le parti social-démocrate [11] et le parti socialiste-révolutionnaire. Ces derniers avaient la majorité dans le Soviet contre les bolcheviks et avaient remis le pouvoir au gouvernement provisoire. La première tentative armée des bolcheviks de prendre le pouvoir avait été écrasée en juillet, et Lénine était caché.

Lénine part de la révolte suivante, celle de Kornilov et Kaledine qui, appuyés par les propriétaires fonciers, par les capitalistes et par le parti bourgeois des cadets, avaient tenté d'abattre le gouvernement provisoire, mais en septembre avaient été battus par le « front unique » auquel les bolcheviks avaient donné leur appui.

Lénine établit qu'il y aura d'autres assauts contre-révolutionnaires et que le gouvernement provisoire ne pourra jamais y résister, seul le pouvoir des Soviets pourra le faire. Et alors il expose à ces derniers, dans lesquels les bolcheviks étaient minoritaires, la dernière possibilité, en assumant le pouvoir (sans les partis bourgeois), d'éviter le heurt entre les partis des *partisans du compromis* avec la bourgeoisie d'un côté et les bolcheviks de l'autre.

Une telle décision est donc *indirectement* mise entre les mains des deux partis de la majorité : mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais que signifiait, selon la « proposition » de Lénine, que les Soviets prennent le pouvoir, *tout* le pouvoir ?

Avant tout, l'ôter au gouvernement Kerenski, lequel était un socialiste-révolutionnaire ! Nous avons déjà rapporté le mot de Lénine « *flanquer le premier ministre en prison* » ! Puis ces « démocrates » à tout crin auraient dû (entre autre chose) « fermer les imprimeries des journaux contre-révolutionnaires bourgeois, les confisquer, et réserver la presse et la publicité à l'État ».

Donc, pour démontrer qu'aucune force en Russie n'aurait pu résister au pouvoir des Soviets, Lénine en explique la tâche avec ces autres paroles : « Pour vaincre la résistance des capitalistes au programme des Soviets il faudra faire surveiller les exploiteurs par les ouvriers et les paysans et punir les récalcitrants avec des mesures répressives, telles que la confiscation totale de leurs biens et un peu de prison ». Un peu, s'entend, en cas de capitulation ! En somme ce que Lénine propose aux Soviets et, seulement dans un sens polémique, aux opportunistes qui le contrôlent encore (mais pour peu de temps), c'est d'appliquer en substance les formes de la dictature auxquelles seuls les bolcheviks étaient prêts et même, comme les faits le montrèrent, pas tous, ni même la totalité du Comité Central !

Cette mise en demeure extrême de Lénine ne contenait pas le moins du monde l'hypothèse historique d'un gouvernement *commun* aux partis présents dans le Soviet, et la promesse faite aux sociaux-démocrates d'assurer l'élection de la Constituante, - en échange de l'adoption par eux de la thèse communiste : *tout le pouvoir aux Soviets !* - avait un goût dialectique de dérision (c'est dès les Thèses d'Avril que Lénine avait condamné la Constituante pour toujours, contre les abandons incroyables de Staline et de ses camarades !). Et effectivement Lénine parle plus loin de l'éventuel « passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre » et de « lutte pacifique », mais *au sein des Soviets* !

Immédiatement après il affirme l'inéluctabilité, qu'il avait d'abord reportée, de la guerre civile. Il a dû parler ainsi seulement pour donner la dernière *poussée* aux partis des traîtres et les défaire dans les Soviets ; et seulement pour établir que la guerre sociale n'est pas utile aux marxistes révolutionnaires pour assouvir une soif d'extermination mais parce que les partis bourgeois et leurs alliés petits-bourgeois, avant de céder le pouvoir, même à la « volonté du peuple », ont *toujours*, comme cela a été démontré, fatalement recours au bain de sang [12].

12. THÉORIE DE LA GUERRE CIVILE

Pour liquider cette tentative obscène de briser à l'aide de faux documents la glorieuse ligne de Lénine, enserrée dans les lignes indéfectibles de la doctrine et de la manœuvre politique, conduite sans pauses ni interruptions parmi les pages des livres et des journaux, parmi les rafales de mitrailleuses des insurgés, on doit, avant de s'avancer plus avant, rappeler le sens de l'autre texte contemporain sur l'insurrection, même si, dans la partie précédente, nous avons commenté à fond cette série de documents qui font pression sur le Comité Central et l'aiguillonnent pour qu'il déclenche l'assaut. Alors nous n'avions pas devant les yeux cette scélératesse que l'on perpétue aujourd'hui au Kremlin et qui consiste à présenter la voie de la révolution comme une voie exclusivement propre, tout au plus, à la révolution en Russie et qu'il faut abandonner dans les autres pays.

Quand Lénine commence justement à se préoccuper du fait que la Centrale du parti bolchevik, échaudée par la défaite de juillet, et après que l'euphorie de la victoire arrachée à Kornilov avec la tactique (qui n'était pas destinée à durer longtemps) du front unique avec tous les partis ouvriers-paysans a retombé, hésitait à donner l'ordre de faire appel aux armes pour abattre le gouvernement, il craint que les objections ne se fondent pas sur des raisons contingentes propres à la situation russe mais soient dues à une hésitation de principe devant la méthode de l'insurrection, à la peur d'être accusé de « blanquisme » et de « non marxisme ».

Dans son indignation puissante il voit déjà se lever devant lui la bête obscène de l'opportunisme, il voit se lever les arguments de Kautsky, ceux des sociaux-chauvins de 1914 qui, en déclenchant la rage indescriptible de tout révolutionnaire marxiste, pour envoyer des millions de prolétaires se faire égorger au service de leurs patries bourgeoises, avaient osé soutenir que les préceptes de Marx interdisaient au prolétariat d'abattre par la force et dans le sang un pouvoir qui d'aventure s'appuyait sur les mensonges des mandats parlementaires.

En peu de pages impétueuses Lénine démonte cette position et montre qu'il s'agit d'une question de principe, d'une question *européenne* et non *russe*, avec des données que Marx et Engels ont établies dès 1848 pour tous les pays du monde capitaliste ; Lénine repousse ainsi la version de tant d'insensés, d'alors et des années qui suivirent, qui prétendent que c'est seulement en 1917 et dans le cadre russe qu'a été construite la doctrine formidable de la prise violente du pouvoir, de la guerre insurrectionnelle, de la dictature et de la terreur.

Avec cette lettre inoubliable et que l'on n'a pas oubliée, Lénine discute du « passage au socialisme » non pas pour l'Octobre 1917 et pour la révolution en Russie, dont toutes les « particularités » sont évidentes pour ceux qui, comme nous, les étudient, mais pour la victoire de tous les prolétaires, dans tous les pays capitalistes.

Il détruit l'hypothèse venimeuse selon laquelle il pourrait se lever, même dans un seul pays, un parti marxiste qui efface de ses tables programmatiques *l'art de la force*.

Et aujourd'hui, ce serait un retour à Lénine – et à Marx qui ici et en mille autres lieux se défend des offenses séculaires – que d'établir, après avoir demandé des excuses crasseuses pour la gloire immortelle d'Octobre, qu'il y a d'autres *voies*, et des voies pacifiques consistant à ramper aux pieds de la classe exploiteuse pour passer au socialisme ; des voies bonnes dans l'autre Europe, dans les autres continents ; en prescrivant à cette humanité prise de *delirium tremens* et de la folie du suicide de l'espèce, par rapport à laquelle la folie de 1914 avait l'allure de champs Élysées [13], l'*anesthésie* historique, la Révolution *indolore* !

Nous n'aurons pas besoin de lancer plus longtemps des citations sur le visage impuni des revendicateurs du marxisme-léninisme, des adoucisseurs de la férocité de Staline, des « anesthésistes » des travailleurs en révolte de Poznan, des révoltes découvertes et annoncées comme « déjà liquidées » au nom des voies *pacifiques* (et pourquoi ensuite ne pas laisser

vivre dans une petite cage, pour le montrer à tous et établir de quelle planète il est tombé, au moins un des « agents de l'impérialisme » … émulatif ?)

13. MARXISME INTERNATIONAL

« Le mensonge opportuniste selon lequel la préparation de l'insurrection et l'affirmation générale que l'insurrection est un art sont du ‘‘blanquisme’’ est une des pires déformations du marxisme et peut-être la plus diffusée dans les partis *socialistes* dominants ».

Passage qui ne parle donc pas de la Russie mais de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie, etc.

« Le chef de l'opportunisme, Bernstein, a déjà gagné une triste célébrité en accusant le marxisme de blanquisme, et les opportunistes actuels qui crient au blanquisme, au fond, ne développent pas et n*'enrichissent* (ah comme ce verbe est bien à sa place, Staline apprit à le conjuguer à ses petits élèves : j'enrichis, toi, Khrouchtchev, tu enrichis, lui, Mikoyan, il enrichit, nous, moscovites, nous enrichissons, vous, Italo-Français, vous enrichissez – et ces messieurs pris ensemble empestent tout le monde) pas d'un *iota* les ‘‘idées’’ insignifiantes de Bernstein ».

« Accuser les marxistes de blanquisme parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Peut-on déformer la vérité de façon plus dégoûtante (le peut-on donc à Rome, à Paris et à Moscou ?) quand aucun marxiste ne peut nier que Marx lui-même s'est prononcé de la façon la plus nette, la plus précise et la plus catégorique sur la question, en définissant justement l'insurrection comme un *art*, en disant qu'il fallait la traiter comme un art, qu'il fallait *conquérir* un premier succès, et poursuivre de succès en succès, sans interrompre l'*offensive* contre l'ennemi, en profitant de son désarroi, etc. »

Dans cette veille brûlante, Lénine n'avait pas le temps de faire des citations érudites. Les paroles qu'il cite ici - et les autres qui se réfèrent à Danton et qui sont citées dans la lettre encore plus enflammée du 8/21 octobre : *de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !* [14] – comme celles-ci : « la défensive est la mort de toute insurrection armée », et celles que nous citons maintenant : « créer un pouvoir exécutif fort, actif, *sans scrupules* (en italiques dans le texte) » figurent dans la série de lettres qu'Engels écrivit, en collaboration avec Marx, pour la *New York Tribune*, et particulièrement dans le numéro du 18 septembre 1852. Les lettres, chacun le sait, concernent l'Allemagne et l'Autriche. Si elles servirent à gifler les traîtres (dans le texte de Marx-Engels on lit : Dans une révolution celui qui occupe une position décisive et l'abandonne au lieu de contraindre l'ennemi à la prendre d'assaut, mérite immanquablement d'être traité comme un traître - 17 avril 1852) après bien 65 ans d'histoire, elles servent encore aujourd'hui contre les méprisables reculeurs du XX° congrès, après 104 années. Les règles de la Révolution sont séculaires : ces gens de merde jacassent tous les six mois pour annoncer qu'ils sont en train d'ouvrir un *cours nouveau*. Mais c'est toujours le même cours, c'est le grand cloaque de la contre-révolution.

Indubitablement Staline, quoique souillé du sang de ses camarades, est moins enfoncé dans cet abîme. Il est mort alors qu'il disait encore à l'impérialisme d'Occident : Vous nous voulez ? Prenez-nous d'assaut !

Dans la suite Lénine clarifie la distinction entre blanquisme et marxisme et accomplit un effort cyclopéen pour faire entrer dans la tête des membres du Comité Central le sens de la manœuvre du front unique : où est celui qui, après lui, l'a comprise ? Nous fûmes peut-être les seuls, nous qui l'avons toujours réfutée, en Europe pour rester fidèles à Lénine.

L'*offre de compromis*, crie-t-il, ne nous contraint pas du tout ! « Ce serait une très grave erreur de croire que notre proposition de compromis *n'a pas encore été repoussée*, que la ‘‘Conférence démocratique’’ peut *encore* l'accepter. (Peu de temps après, les bolcheviks, par chance et grâce à Trotsky, sortirent de cette conférence de farce en claquant violemment

la porte, même si quelques-uns grognèrent quelque peu, voir notre Première Partie). Le compromis a été proposé par un *parti* à des *partis* et il ne pouvait pas être proposé autrement. Ces derniers l'ont *repoussé* … Considérer la Conférence démocratique comme un parlement serait de notre part une erreur, ce serait la plus grave erreur, ce serait faire preuve d'un crétinisme parlementaire de la pire espèce, parce que même si la Conférence se proclamait parlement, et parlement souverain de la révolution, elle ne *pourrait* quand même *décider* de rien : la décision ne *dépend* pas d'elle, *elle dépend des quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou*. Nous avons devant nous toutes les prémisses objectives pour une insurrection victorieuse » … « Il est impossible d'attendre ! La révolution est en danger ».

En possession de l'histoire d'Octobre 1917 et de la lutte terrible qu'il revint à Lénine de conduire contre les meilleurs chefs marxistes, en présence de toutes les ruines accumulées depuis quarante ans en matière de marxisme européen et mondial, nous sommes décidés à soutenir que dans le marxisme-léninisme la doctrine de l'art de l'insurrection, qui naît avec lui, doit rester intégrale et universelle. Nous voulons en outre, après avoir fièrement revendiqué la valeur de la très vigoureuse ligne de Lénine en Russie, *l'appauvrir* pour le monde occidental de la manœuvre de l'« offre de compromis ».

Dans l'*offre actuelle d'émulation* il n'y a pas la certitude qu'elle soit *repoussée*, de même qu'il n'y a pas la décision ferme d'organiser la lutte qui a pour programme et pour point d'arrivée la guerre de classe. Il y a, déjà consommé dans toutes les directions, le naufrage dans le crétinisme parlementaire flétri par Marx et par Lénine avec lui, dans le purin qui coule au fond du cloaque capitaliste.

Une fois Staline mort et déshonoré on a la dernière preuve que tout a coulé à pic. Au moins pour ceux qui l'attendaient encore

14. LA BOUSSOLE DU SOCIALISME

La catastrophe économique, la désintégration de la structure productive que Lénine dénonçait en août 1917, malgré la victoire de l'insurrection révolutionnaire finalement déclenchée, se présentèrent avec une intensité encore plus grave pour le nouveau pouvoir constitué en Octobre au fur et à mesure que les mois et les années passaient.

Alors que les quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou prenent les choses en main, et avec eux ceux de nombreuses villes de Russie (et avec des vagues qui ne se répercutèrent pas immédiatement dans les campagnes), le Congrès Panrusse des Soviets, comme nous l'avons décrit, attribue la majorité des mandats au parti bolchevik et sous la présidence de Trotsky, qui dirige le Comité Révolutionnaire, il reçoit et acclame Lénine et adopte les premiers décrets dans lesquels se résument les actes de la deuxième Révolution.

Nous avons suffisamment écrit dans ce qui précède sur les actes « politiques ». Le Gouvernement provisoire est déposé, les membres qui ne se sont pas enfuis sont arrêtés. Tout le pouvoir central et local passe aux Soviets. Le nouveau gouvernement russe propose la paix immédiate à tous les belligérants, avec un armistice de trois mois. Le parti bolchevik trace sa politique à ce sujet : si les États de l'Entente refusent, il offrira la paix séparée aux empires allemands. Nous avons déjà rappelé les crises qui suivirent cette orientation historique que Lénine perçut le premier, au sein du parti et dans les rapports avec les socialistes-révolutionnaires qui aspiraient à une « guerre sainte révolutionnaire » contre la force et l'invasion allemandes. Encore une fois Lénine voit plus loin que tous les autres, et seuls les marxistes les plus décidés en Europe suivirent clairement un tel tournant terrible.

Et l'on doit maintenant dire comment le Deuxième Congrès Panrusse, le premier de la Révolution prolétarienne, considéra les mesures sociales historiques.

Nous sommes en présence de deux groupes de décisions. Les unes regardent la question de l'économie manufacturière, urbaine, commerciale, - les autres la question de la terre.

Les secondes sont beaucoup expressives que les premières pour la description des rapports propres à la société russe et de leur palingénésie. C'est pour cette raison que nous en parlerons après.

Deux adversaires ont été jetés à terre et il ne s'agira que de dompter par la force leur tentative de revanche : la classe des propriétaires fonciers et bourgeois de la terre – et la bourgeoisie industrielle et commerciale. Donc dans l'économie industrielle, le problème d'une lutte entre forces opposées ne se présente pas. Mais dans l'économie des campagnes tout est encore incandescent parce que sous le gouvernement provisoire, et avec la complicité des opportunistes, la lutte pour la terre a été, autant qu'il est possible, suspendue, sous prétexte que dans ce domaine l'assemblée constituante devait légiférer. Une pléiade de forces sociales opposées, tout autre qu'en équilibre, se mettent maintenant en mouvement dans ces campagnes.

Nous parlerons donc des mesures industrielles et commerciales. Quoiqu'ici il s'agisse des villes, dans lesquelles les populations vigoureuses des « quartiers ouvriers » sont prêtes à « éventer » tous les sales tours, pourtant les mesures sont, en cohérence avec ce que nous avons essayé à grands traits d'exposer, très limitées et, on peut bien le dire, timides. Une fois vaincue toute timidité sur le droit à s'insurger et sur la certitude de la victoire, une fois ce domaine fermement contrôlé, on ne pouvait pas faire beaucoup dans les opérations de « politique économique. »

Le parti et Lénine avaient peu promis et surtout ils n'avaient jamais promis de miracles collectivistes au sein de l'économie russe, limitée et épuisée par la guerre. Il faut étudier les mesures d'intervention de l'État des Soviets dans le domaine manufacturier et commercial, à la seule fin de clarifier l'équivoque qui est à la base de l'« édification du socialisme » stalinienne, pour démontrer combien la réalité, le parti bolchevik, et la vision certaine de Lénine en étaient lointaines.

Il est bien vrai que dès le moment où le parti communiste a vaincu politiquement et qu'un gouvernement socialiste, finalement au sens exact du mot, est au pouvoir, toute mesure que l'on adopte est dirigée dans *la direction du socialisme* et constitue un de ces « pas » dans le sens indiqué par la *boussole* du socialisme, pas que non seulement les bourgeois mais surtout les sociaux-opportunistes voulaient empêcher absolument d'accomplir en prétendant, à cause des liens qui les rapprochaient, qu'il fallait être « démocratique » et donc respecter les intérêts « légaux » même des bourgeois de l'industrie, du commerce et de la banque.

15. CONTRÔLE ET SOCIALISATION

Il existe un projet de réglementation sur le contrôle ouvrier du 16 septembre 1917 (nous suivons le nouveau style à partir de maintenant) et un projet de décret sur la socialisation de l'économie nationale, rédigé par Lénine en décembre.

La première mesure d'État porte la date du 14 novembre, la deuxième du 28 décembre : mais il regarde seulement les banques.

Le Conseil Supérieur de l'Économie nationale est institué par le décret du 18 décembre. Il a en théorie le droit de « contraindre les différentes branches de l'industrie et du commerce à se syndiquer » et également de « réquisitionner et confisquer », mais surtout de contrôler toute l'économie du pays.

Un premier décret de confiscation en faveur de la République est émis le 18 décembre contre la Société Électrique 1886, sous le motif qu'elle « s'était refusée de se soumettre au décret sur le contrôle ouvrier ». De nombreux autres décrets suivirent pour des raisons

isolées : désorganisation, dette envers l'État, etc. Le premier décret de nationalisation de portée générale qui regarde de nombreux secteurs de base de l'industrie et de nombreux grands établissements date du 20 juin 1918. Le 3 mars, un premier décret sur la gestion des usines nationalisées est émis. Il serait pour l'instant trop long de citer la série des mesures dans le domaine de la discipline du travail : salaires, horaires, assistance, conflits, travail des femmes et des enfants, etc.

Examinons le contenu des premières mesures que Lénine et le gouvernement étudièrent.

Le contrôle ouvrier est établi peu de jours après la révolution, pour toutes les entreprises de plus de 5 ouvriers et de plus de dix mille roubles de chiffre d'affaire. Les représentants des ouvriers doivent être immédiatement élus. Ils ont pouvoir d'interdire toute suspension de travail dans les industries d'importance nationale, d'inspecter toutes les correspondances et les entrepôts. *Propriétaires et délégués ouvriers* sont responsables devant l'*État* de l'ordre et de la discipline dans la production. Les Soviets et les conférences générales des comités des ouvriers et des employés peuvent promulguer des normes plus détaillées sur le contrôle.

Le 13 décembre 1917 le gouvernement adopte des instructions plus précises sur le contrôle et sur ses limites. En substance, le contrôle consiste dans le droit de tout savoir sur la marche de l'entreprise, avec la faculté d'appeler l'attention du pouvoir public sur ce qui est jugé préjudiciable à la classe ouvrière ou à l'économie en général. Mais l'article 7 dit : le droit de donner des ordres dans la gestion de l'entreprise, sa marche et son fonctionnement, relèvent toujours de son *propriétaire*. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise et n'a aucune responsabilité dans sa marche et son fonctionnement. Une telle responsabilité continue à incomber au propriétaire. Et l'article 8 dit : La commission de contrôle ne s'occupe pas des questions financières de l'entreprise. Dans le cas où de telles questions sont soulevées, elles sont transmises aux institutions directives du gouvernement.

Ces dispositions, cohérentes avec les vues bien connues des marxistes qui n'ont pas déviés pour devenir des syndicalistes d'entreprise et de Lénine, trouvèrent comme on le sait des résistances dans certaines couches de la classe ouvrière et du parti qui inclinaient à la solution de l'*autonomie* des entreprises, dans un premier temps seulement contrôlées par leur personnel et dans un deuxième, une fois le propriétaire éliminé, directement dirigées non seulement techniquement mais même financièrement par le personnel lui-même.

Nous ne développerons pas encore à fond une telle question, mais il est bon de dire que cette solution ne correspond pas du tout à un « modèle » de société socialiste, ni non plus à la première phase économique dans laquelle nous nous trouvons, et dans laquelle il s'agit d'un contrôle d'État sur l'industrie encore privée, terme de passage à la mesure, plus avancée mais certainement pas encore « socialiste » au sens économique (au sens politique, même le simple contrôle ouvrier étatique peut l'être), de la gestion d'une entreprise, industrielle ou autre, de la part de l'État.

16. LE PROJET DE LÉNINE

Le décret sur la socialisation de l'économie nationale est plus important dans la rédaction que lui donne Lénine, mais on ne le trouve pas traduit dans les mêmes termes dans les recueils de législation soviétique. Les propositions de Lénine furent concrétisées avec d'autres mesures. La nationalisation des banques fut sanctionnée par le bref décret du 28 décembre qui instituait la « Banque du peuple » et déclarait toutes les opérations bancaires

monopole de l'État. Le décret qui suspend le paiement des dividendes sur les actions des sociétés anonymes est du 29 décembre, celui qui annule tous les emprunts de l'État, à l'intérieur et à l'extérieur, est du 21 janvier 1918. Différentes mesures suivirent qui sauvaient les droits des petits souscripteurs.

Le décret sur le travail obligatoire, pour le territoire de Petrograd, date du 8 octobre 1918.

Le schéma de Lénine, quoiqu'apparaissant comme beaucoup plus radical, ne s'élève pas jusqu'à une étatisation générale de l'économie, et il prend pour point de départ la situation économique critique, la famine imminente, le sabotage bourgeois, le délabrement général, « qui rendent nécessaires des mesures révolutionnaires extraordinaires pour lutter contre ces calamités ».

Voici les mesures qui y sont contenues. Toutes les sociétés par action sont la propriété de l'État. Les membres des administrations et des directions ont l'obligation de rester à leur poste avec des salaires déterminés et sous contrôle.

On trouve ensuite l'annulation des dettes de l'État, à l'intérieur et à l'extérieur.

Une autre mesure garantit les intérêts des petits possesseurs d'obligations et d'actions. L'obligation générale du travail est instituée (elle est sanctionnée comme nous le verrons par la Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, c'est-à-dire par la Constitution de 1917-1918). Les prélèvements périodiques des personnes qui ont des fonds en banque sont limités ; il est interdit de détenir de l'argent liquide, et il est prévu un remplacement de la monnaie en cours pour punir les contrevenants.

Quant à la distribution, ce projet de Lénine ébauche un système de société de consommation auquel chaque citoyen devrait appartenir, pour « un juste inventaire et une juste répartition tant des denrées alimentaires que des autres produits nécessaires ». Mais en effet le mécanisme distributif resta dans les premiers temps entre les mains du commerce privé, fractionné en mille spéculateurs qui, même si l'on voulait les réprimer impitoyablement, restaient, en temps de guerre nationale et civile, insaisissables. L'État révolutionnaire put immédiatement peser sur le commerce avec l'extérieur ; cependant c'est seulement le 24 avril 1918 que fut pris le décret qui en fait un monopole d'État. Avec le décret du 8 février l'État réquisitionne toute la flotte marchande, sauf les petits bateaux fluviaux et les bateaux de pêche.

Tout cet ensemble de mesures, dans une période d'urgence économique absolue, limitait en substance la proposition du pouvoir révolutionnaire de faire un recensement complet des activités économiques, de façon à pouvoir avec des mesures d'*exception* affronter la crise, la famine et la misère, et surtout assurer l'approvisionnement de l'armée et le fonctionnement des services généraux et publics fondamentaux. Mais même une telle tâche, tant que les fronts, dans le domaine militaire, sont instables et que l'étendue des territoires n'est pas définie, constitue un problème presque insoluble.

Il ne s'agit donc pas de réaliser avec des décrets d'État le « socialisme » ; et si l'on parla de période de *communisme de guerre* ce fut dans le sens d'un système de mesures pour imposer autoritairement les prix, système auquel même les États capitalistes et traditionnels avaient recours en de nombreux cas et en de nombreuses époques au moyen de confiscations, de réquisitions, de systèmes de contrôle, d'obligations de déclarations et de remises de marchandises, titres et valeurs, etc.

Dans aucun de ces décrets, ni dans leur présentation politique au parti et au pays, nous ne trouvons au cours de cette phase la décision déclarée d'« édifier le socialisme » dans la production des objets manufacturés ou dans leur distribution. Et du reste les termes mêmes de la Constitution de la République, tout en ayant le caractère d'une formidable déclaration d'agitation révolutionnaire, n'ont pas un semblable caractère.

17. LES MESURES RURALES

Passons à un domaine où le matériel est beaucoup plus expressif dans le sens historique et dans le sens social. Au deuxième Congrès Panrusse des Soviets Lénine lui-même présente le rapport sur la terre qui contient l'ossature du décret sur le sujet et se reporte à un texte, déjà établi avec les alliés socialistes-révolutionnaires de gauche participants au gouvernement avec les bolcheviks, pour le « Mandat paysan sur la terre » déjà publié dès août 1917 sur la base de 242 « mandats » des paysans des régions les plus différentes de la Russie. Lénine lit ce texte le 8 novembre et le congrès l'approuve en même temps que la déclaration constitutionnelle de la république.

Le rapport de Lénine est complété par une lettre de lui adressée à la rédaction de la *Pravda* en date du 2 décembre 1917.

Sur ce point nous avons la rencontre de deux programmes historiquement *différents et opposés* : celui des marxistes bolcheviks et celui des socialistes-révolutionnaires. Une grande partie des paysans suit les seconds et est influencée par leur formule : *la jouissance égalitaire de la terre*.

Cette formule reflète l'idéal de la *petite culture familiale* et confond le socialisme dans le sens complet du terme avec un simple égalitarisme qui veut éviter qu'une famille n'ait plus de terre qu'une autre, un paysan plus qu'un autre. Le *partage* présuppose que la fertilité de la terre est partout la même ; dans le cas contraire les parcelles de terre ne devraient pas avoir la même superficie, mais la même puissance productive. En effet la campagne russe était presque toute de très faible fertilité, mal peuplée et mal cultivée. Sous le servage ou le semi-servage du fermage au profit du seigneur ou du propriétaire foncier, pratiquement déjà chaque famille vivait sur un lopin de terre correspondant à sa force de travail, mais elle devait une part au seigneur et maître du peu qu'elle produisait, et réussissait avec le reste à s'alimenter difficilement et faiblement.

La révolution agraire conçue par les « populistes » consistait à libérer le paysan resté ferme sur sa petite terre du tribut à donner au noble, au propriétaire terrien bourgeois, à l'ordre religieux, ou même à l'État, en lui laissant *tout* le produit de son champ et de ses bras, ce qui aurait constitué un énorme avantage. Il est évident que les masses agraires adhéraient fortement à ce postulat, elles embrassaient dans une même haine inextinguible la noblesse féodale, la bourgeoisie de la campagne, l'État et le clergé monastique.

La révolution de février n'avait pas fait place nette de toutes ces classes et formes sociales ; la lutte frémissait dans les campagnes et les paysans de temps en temps s'insurgeaient, alors que le gouvernement provisoire se montrait toujours plus enclin à adopter les moyens de répression policiers du régime autocratique.

Ce programme du partage en parts égales ne pouvait pas être accepté par les marxistes révolutionnaires. En substance il aurait lié la Russie à la misère séculaire et éternelle que même l'émancipation des serfs en 1861 avait aggravée, à tel point que les chiffres du rendement productif et du niveau de vie du paysan étaient horriblement bas par rapport à n'importe quel autre pays.

Les marxistes ne pouvaient pas ne pas défendre la formation d'unités de production plus larges là où elle aurait pu profiter de l'avantage du travail associé, et à la base d'une formation semblable de la grande culture ils mettaient la formule de l'expulsion de la terre des seigneurs, des propriétaires et autres organismes parasitaires, avec le passage à la propriété de l'État : au partage (et également à la municipalisation soutenue par d'autres courants) ils opposaient la socialisation de la terre, la nationalisation – sans indemnisation – de toute la propriété foncière.

Alors que pour les s.-r. le paysan qui n'a que ses bras, c'est-à-dire qui est privé de terre et même du minimum d'outils, est un aspirant à la « jouissance » de sa parcelle « égalitaire »,

pour les bolcheviks marxistes il est un pur prolétaire, uni dans le travail à ses camarades en une unité évoluée, il ne doit pas aspirer à la fragmenter mais à l'arracher au propriétaire foncier et au capitaliste rural pour en donner la gestion au prolétariat vainqueur des villes et des campagnes.

18. LÉNINE SAVAIT BIEN

Il existait déjà alors, partout dans le monde, une bande d'idiots qui attribuèrent à Lénine le programme du partage des propriétés foncières entre les paysans et le déplacement du barycentre de la dynamique révolutionnaire mondiale : ce heurt historique entre ces forces productives et ces formes de propriété, entre paysans et propriété foncière, l'emportait sur le heurt entre le salarié sans réserves et le capitalisme de la grande entreprise. Cette espèce de malheureux n'est pas encore éteinte après quarante années, et elle encourage tout homme à briser les propriétés foncières avec la formule, qui plus que toute autre se moque du paysan travailleur, de la jouissance égalitaire.

Lénine suivait également à ce moment sa trajectoire historique magnifique à cheval sur des décennies et des décennies, elle le reliait à la théorie agraire de Marx et à la future révolution communiste mondiale, sans rupture et déformation.

Lénine savait que sans mettre en mouvement les paysans russes la révolution n'aurait pas abouti et qu'il manquait les prémisses technico-économiques pour leur donner ce qui aurait pu aller au-delà de la « jouissance » et du « déphasage » et pour les mettre en mouvement.

Il savait que le cas était différent pour l'autre fondement de la dictature révolutionnaire, le prolétariat urbain. Les travailleurs des « quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou » ne se soulevaient pas pour obtenir des *jouissances* immédiates et palpables. Ils allaient bien au-delà de la capacité à laquelle l'énergie révolutionnaire des classes de la petite bourgeoisie pauvre se limite. Le degré du capitalisme et de l'impérialisme qui avaient fortement pris racine en Russie depuis plusieurs décennies leur avait donné, comme à leurs frères hors des frontières russes, assez de pain, de kopecks et d'instruction élémentaire qui leur avait permis d'acheter la presse du parti, le journal de classe. Ils avaient la tradition et l'expérience d'années de luttes terribles, depuis les années lointaines de 1905 et depuis les mois de juillet et de septembre lors desquels ils s'étaient imprégnés de la tradition bolchevique du parti.

Il savait bien que les « mesures » (que nous avons déjà étudiées), même les plus résolues, dans le domaine de l'industrie manufacturière urbaine, ne leur auraient pas donné cent grammes de pain en plus, mais auraient seulement réussi à faire tenir l'armée sur les fronts de classe, et leurs formations de combat armées, à faire passer les trains et fonctionner l'État de la dictature du prolétariat. Leur parti, et Lénine qui parlait pour eux, pouvait compter sur eux et répondre d'eux : ils ne demandaient pas des *jouissances* égales ou inégales, mais ils savaient devoir ultérieurement *souffrir* pour la libération de leur classe de la servitude capitaliste internationale.

La base *dualiste* du pouvoir révolutionnaire originel qui triomphait en ces jours était présente à l'esprit des marxistes et de Lénine : il fallait tout donner pour l'alliance étroite des deux classes, mais ne jamais oublier que la doctrine montrait qu'elle était historiquement transitoire. Elle passera comme les météores qui laissent tout inchangé sur leur passage.

Le socialisme était bien plus loin : l'alliance avec le prolétaire européen devait rapidement succéder à l'alliance avec le paysan russe ; au maximum (voir le compte rendu de la réunion de Turin) « vingt années de bons rapports avec les paysans … » prévues par Lénine, comme *la plus défavorable* des hypothèses.

19. LANGAGE OUVERT ET SÛR

Lénine a à peine fini de lire au congrès le *Décret sur la Terre* et le *Mandat Paysan*. Il lève les yeux sur l'assemblée frémissante.

« On entend ici des voix qui affirment que le Décret lui-même et le Mandat ont été établis par les socialistes-révolutionnaires. Et alors. Quelle importance de savoir qui les a établis ? En tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons négliger une décision des masses populaires, même si nous n'étions pas d'accord avec elles. Dans le feu de la vie, avec l'application pratique du décret , avec sa réalisation dans les différentes régions, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité. Et même si les paysans continuent à suivre les socialistes-révolutionnaires, même s'ils donnent à ce parti la majorité dans l'Assemblée Constituante, nous dirons ici aussi : *soit*. La vie est la meilleure éducatrice et montrera qui a raison. Les paysans partent d'un côté et nous de l'autre (écoutez, écoutez, c'est nous qui le disons et non pas le congrès) pour résoudre la question … Les paysans ont appris quelque chose durant les huit mois de notre révolution. Ils veulent eux-mêmes résoudre la question de la terre. Qu'ils la résolvent selon notre programme ou selon celui des socialistes-révolutionnaires – ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel est que les paysans aient la conviction que les grands propriétaires fonciers n'existent plus dans les campagnes, que les paysans résolvent eux-mêmes toutes les questions : qu'ils organisent eux-mêmes leurs vies » (Applaudissements retentissants).

Quels étaient les termes de la rencontre en partant des deux solutions extrêmes opposées ? Le décret commence ainsi : La propriété foncière de la terre est immédiatement abolie sans aucune indemnité. Ici les s.-r. ont capitulé. Un de leurs décrets aurait dit : la propriété, même celle appartenant à l'État, passe aux paysans qui travaillent la terre – et même également : aux municipalités rurales qui l'attribueront de façon égalitaire aux familles paysannes. Victoire seulement théorique il est vrai.

Le deuxième article dit que tous les domaines, leurs bestiaux, leurs semences, leurs outillages passent « à la disposition des comités agricoles cantonaux et des Soviets de districts des délégués paysans jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante ».

D'où le rappel à la fin du discours de Lénine. Mais peu de temps après Lénine allait écrire de sa main le décret de dissolution de cette assemblée dans laquelle les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche allaient être battus au vote. Et encore peu après, avec la question de Brest-Litovsk, les socialistes-révolutionnaires allaient rompre l'accord de gouvernement, prendre les armes et être battus.

Lénine savait tout cela, et donc il se joua de ses auditeurs et de ses alliés ? Oh quelle misère ! Le parti était conduit de façon à dépasser toutes ces éventualités alternantes et à se passer, à brève échéance, de l'appui du parti politique des s.-r. et, après une période historique, de l'alliance avec les paysans. Bien préparer à ne pas faire la bêtise d'abandonner le pouvoir pour les élections à la Constituante et même à un Congrès des Soviets, sans une épreuve de force.

Le troisième article contient des mesures radicales contre les dommages possibles des cultures et des outillages utiles lors d'une invasion précipitée des terres confisquées sous la responsabilité des Soviets locaux. Le quatrième rappelle le Mandat. Le cinquième (succès des s.-r.) exclut la confiscation des terres « des simples paysans et des cosaques ».

Dans le *Mandat*, le renvoi à la Constituante est répété. On y trouve inclus le principe de la nationalisation de toute la terre qui « devient patrimoine de tout le peuple et passe en jouissance à ceux qui la travaillent. ». C'est le principe s.-r. de la *jouissance* qui supprime la dîme et les locations en nature ou en argent. On sanctionne le fait que le grand capital de ferme (cheptel) passe à l'État, le moyen aux communes, le plus petit aux paysans « qui ont

peu de terre ». Formule de compromis : du partage de la terre on passe à celui du capital. Mais la première est éternelle, le second, non …

Le travail salarié est interdit, la gestion familiale est prévue, de même que la gestion coopérative. La terre confisquée est divisée par les communes locales selon le principe de la jouissance égale « sur la base de la norme du travail et de la consommation », mais la technique de gestion est déclarée libre : les répartitions périodiques sont prévues. Ici nous voyons le retour d'une institution prébourgeoise, celle propre au *mir* agricole, qui a survécu jusqu'au XX° siècle parmi les communautés asiatiques et germaniques : la *recomposition* des possessions – l'idéal que les populistes confondaient grossièrement avec le socialisme et qui furent suivis en cela par cent partis, des catholiques aux républicains et aux fascistes …

20. COHÉRENCE TOTALE AVEC LE MARXISME

La lettre à la *Pravda* du 2 décembre répond évidemment à la perplexité de nombreux bolcheviks : n'avons-nous pas fait des concessions de principe ?

Lénine explique avoir rassuré les gens présents au Congrès Paysan sur la possibilité d'une alliance « honnête » entre bolcheviks et s.-r., entre ouvriers salariés et paysans, - alors qu'une telle possibilité *manque* dans toute alliance entre classe exploitée et bourgeoisie.

Lénine cite Kautsky « quand il était encore marxiste ». Les mesures de *transition* vers le socialisme ne peuvent pas être les mêmes dans les pays de grande et de petite agriculture.

Et Lénine rappelle quelles sont les mesures de ce genre qui intéressent les ouvriers salariés : « contrôle ouvrier sur les usines, suivi de leur expropriation, nationalisation des banques, création d'un Conseil supérieur qui règle et dirige toute la vie économique du pays ». Une fois ces mesures assurées « pour que le socialisme l'emporte », les ouvriers « ont l'obligation d'admettre les mesures transitoires proposées par les petits paysans travailleurs et exploités ».

Un s.-r. de gauche demanda à Lénine : que ferez-vous, si la majorité de l'Assemblée dépend de vous, quand la bourgeoisie s'opposera au partage de la jouissance de la terre ? Lénine eut la patience énorme de ne pas lui dire : attends encore un peu et tu ne verras ni fraction bourgeoise, ni assemblée ; et il répondit, en tant que dialecticien puissant qu'il était : eh bien nous voterons pour votre proposition, après avoir fait une déclaration exposant notre doctrine agraire marxiste. « Nous exprimerons notre désaccord théorique avec la position sur la jouissance égalitaire de la terre », dont l'existence *ne nuira pas* à la cause du socialisme *si* le pouvoir est entre les mains d'un gouvernement ouvrier et paysan.

21. COMBIEN DE TEMPS DURA LE COMPROMIS ?

Évidemment dans le « plan » de Lénine la tolérance des petites parcelles en jouissance aurait été rapidement dépassée si une victoire des communistes européens avait mis entre les mains du prolétariat vainqueur de forts capitaux prêts à être employés dans l'agriculture et à être injectés également dans les campagnes russes. En l'absence de cette victoire, il se donne comme limite *vingt années* pour disposer en Russie d'un semblable capital industriel d'État et pour faire prévaloir la grande culture qui, dans le mandat paysan lui-même, avait été préservée pour les terres à haut rendement qui non seulement passaient en propriété de l'État mais dont celui-ci avait la *jouissance*.

Comment la forme actuelle a-t-elle résolu le compromis de 1917 ? Voici le résultat qui doit sortir de l'examen de la structure russe. La gestion *étatique* (sovkhozes) est aujourd'hui gravement minoritaire. La gestion *coopérative* a-t-elle prévalu sur la gestion *familiale* ? Elles se sont toutes les deux « hybridées » dans l'institution du kolkhoze dans lequel terre et capital – qui ne reviennent pas *en jouissance* à l'État (les capitaux et les maisons n'étant même pas

propriété de l'État) – se subdivisent entre les grands lots collectifs du kolkhoze (où pratiquement les kolkhoziens travaillent comme salariés) et la somme des petits lots des unités familiales dans lesquels la formule de la « jouissance égalitaire » vit et triomphe. Celle-ci fut subie par Lénine mais pas avec la perspective qu'elle durerait quarante ans ; il n'avait pas le projet de la consolider mais plutôt de lui faire subir une élimination progressive, non à la façon d'une république fasciste, cléricale ou laïco-populaire.

Aux congrès de Moscou, on raconte de nombreuses histoires sur l'agriculture russe, mais l'on ne fournit pas les données qui permettent de mesurer, relativement aux modes de gestion *étatique*, *coopérative* et *familiale*, les grandeurs de la terre en jouissance, en superficie et en valeur fertile, et celles du capital et de la force de travail qui y sont employés.

Nous pouvons tenter de connaître cette mesure et, ce qui importe le plus, de chercher à connaître la *courbe* de sa variation présumée. Mais dès maintenant pour nous une chose est certaine, une fois Lénine mort, une fois les ennemis de Staline morts à leur tour, et enfin une fois Staline mort lui-même : aucune des *trois* formes n'est *socialiste*.

22. SILENCES MENSONGERS DANS LE « BREF COURS »

Les camarades présents aux réunions, ainsi que tous les lecteurs du compte rendu synthétique publié après Gênes en deux épisodes [15], se rappellent que nous avons présenté des arguments valides pour notre thèse traitant la comparaison entre la Constitution russe de 1918 et celle de 1936 aujourd'hui en vigueur.

Notre thèse est qu'une telle substitution fut un pas en arrière éclatant, et nous la relions dialectiquement au fait que la seconde constitution prétend régir une société socialiste alors que la première, qui proclame la lutte de la dictature du prolétariat dans un monde où règne une économie présocialiste (terme par lequel nous indiquons la rencontre d'éléments capitalistes et précapitalistes), est la seule à être révolutionnaire et marxiste du point de vue doctrinal.

Le *Bref Cours d'Histoire du Parti Communiste (b)* ne souffle pas un seul mot de cette première constitution, nous le citerons désormais non plus pour le démolir mais pour en déduire la vérité maintenant que l'on a dévoilé sa nature de « jardin des mensonges ». Tout ce qui s'y réfère vaguement tient en deux seules phrases placées là pour débiter des boniments sur les « contributions » de Staline auteur inébranlable du nouveau texte de 1936.

Et voyons ce qui est vrai. À la page 238 de l'édition italienne (Ricciardi, Naples, 1944) on dit : « dans une décision spéciale du gouvernement soviétique, connue sous le nom de *Déclaration des Droits des peuples de la Russie*, on établit que le libre développement des peuples de la Russie et leur pleine égalité sont consacrés par la loi ». Il s'agit en effet d'un décret du 17 novembre 1917 signé par Staline, en tant que Commissaire aux Nationalités, et par Lénine, et l'on n'ajoute pas que son contenu fut par la suite inclus dans la Déclaration qui devint la première Constitution de la République. Donc il n'y a pas ici non plus une véritable allusion à cette dernière. Tout se réduit à ces autres paroles (page 248) : « Au V° Congrès des Soviets la constitution de la R.S.F.S.R., la première Constitution soviétique, fut approuvée ». Le *Bref Cours* se tait donc carrément sur l'origine de la Constitution de 1918, de même qu'il ne dit rien du III° Congrès, tout occupé dans ce chapitre à « édifier » le mensonge du complot de Trotsky et Boukharine avec les Allemands, en citant, toujours selon la même méthode, Lénine qui aurait dit que ces deux-là « avaient, de fait, *aidé* les impérialistes allemands et *fait obstacle* au progrès et au développement de la révolution en Allemagne ». Nous citons comme d'habitude : volume XXII, page 307 de l'édition russe.

Cette phrase regarde avant tout Boukharine et non Trotsky, et dans le sens où Boukharine – qui accusait les camarades du Comité Central qui avaient condamné sa thèse de la *guerre révolutionnaire* et signé la paix de faire preuve de faiblesse face aux Allemands -

avait *involontairement* agit dans le sens qu'il attribuait aux autres, c'est-à-dire en favorisant le jeu des Allemands.

Il s'agit de l'article *Une leçon sérieuse et une sérieuse responsabilité*, publié le 6 mars 1918 dans la *Pravda* que l'on lit dans les *Œuvres Choisies*, édition italienne, vol. II, pages 260-273, et dans le volume XXII, pages 306-319 de l'édition russe.

La polémique est dirigée contre le *Kommunist* que les « communistes de gauche » constitués en fraction, et *dont Trotsky ne faisait pas partie*, firent paraître à Petrograd entre le 5 et le 19 mars 1918. Le passage de Lénine est celui-ci : « N. Boukharine cherche aujourd'hui même à nier le fait que lui et ses amis soutenaient qu'il était impossible que les Allemands aient pu déclencher une offensive. Nombreux, très nombreux, sont ceux qui savent que Boukharine et ses amis soutenaient cette position et que, en diffusant une telle illusion, ils ont *aidé* l'impérialisme allemand et *fait obstacle* à la montée (en italiques dans le texte) de la révolution allemande qui est aujourd'hui affaiblie parce que des milliers et des milliers de canons, et des richesses par centaines et centaines de millions ont été arrachés à la République soviétique de la Grande Russie alors que l'armée paysanne fuyait en proie à la panique ».

L'accusation polémique est âpre et amère autant que l'on voudra – et elle est méritée - mais il n'y a pas, même en rêve, la moindre accusation de trahison !

Nous devons demander des excuses. Nous avons oublié qu'il est inutile de démontrer qu'une affirmation contenue dans des textes staliniens est un mensonge. Mais pas parce que Staline aurait été démenti par les autres collaborateurs du *Bref Cours* ! Ceux-ci ont conservé la méthode de Staline de l'édification du mensonge, même quand ils l'appliquent aujourd'hui à Staline lui-même. L'*Étoile Rouge* dit de lui pour la guerre de 1942 ce que l'on devait dire de Boukharine en 1918 : Staline par ses graves erreurs (de préparation stratégique) facilita l'avance allemande. Mais quand ils écriront dans leur histoire que Staline était payé par Hitler, nous ne le croirons pas.

23. DÉCLARATIONS DES DROITS

Voici l'histoire du document mis de côté par Staline et ses associés. Le projet est de Lénine et le titre qu'il lui donna est *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité*. Il fut rédigé à la fin de décembre 1917 et parut dans la *Pravda* du 17 janvier 1918, il fut ensuite adopté par le Comité Central Exécutif des Soviets élu par le II° congrès panrusse au début novembre, lors des journées de la Révolution, et formé par des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Il fut rendu public à la veille de la convocation de la Constituante fixée pour le 18 janvier. En effet le texte est rédigé *comme si la Constituante devait l'adopter*, alors qu'elle fut liquidée entre le 18 et le 19 janvier comme nous le savons.

Pourquoi Lénine le rédigea-t-il sous cette forme ? Il est facile de le comprendre si l'on tient présent à l'esprit la thèse de Lénine à propos justement de l'Assemblée Constituante, thèse qui avait déjà été publiée par la *Pravda* dès le 25 décembre 1917. Elle finit seulement avec deux hypothèses, en cohérence avec la doctrine et la vision historique qui remontent (répétons-le) aux Thèses d'Avril 1917 : ou l'Assemblée reconnaît le pouvoir soviétique et elle se dissout en transmettant les pouvoirs au C.E.C. issu du Congrès des Soviets, ou bien « la crise ne peut être résolue que par la voie révolutionnaire, par l'application des mesures révolutionnaires les plus énergiques » … « indépendamment des mots d'ordre et des institutions derrière lesquels la contre-révolution peut se cacher, y compris l'appartenance à l'Assemblée Constituante. » Voilà qui est parler clairement. La dernière phrase dit : « Toute tentative de lier les mains au pouvoir soviétique dans cette lutte serait une aide à la contre-révolution ». Si nous étions épris de boisson, dans un moment d'ébriété, nous écririons que

Lénine fut un artiste de l'histoire et nous dirions que la dispersion de la Constituante reste pour nous son chef-d'œuvre.

Le projet était donc écrit de telle façon que la majorité de l'Assemblée dût le voter. Mais une telle majorité, loin de le voter, refusa de le prendre en considération. Ici, qu'il nous soit permis, quoique nous n'ayons bu que de l'eau pure, de citer encore le grand matérialiste historique Caius Duilius. Quand il se dirigeait à la rencontre de la flotte puissante de Carthage, les *augures* affligés lui apportèrent les poulets sacrés : ne livre pas bataille, amiral, les poulets n'ont pas voulu manger ; mauvais présage ! Qu'ils aillent donc boire, dit Duilius en les lançant dans les eaux céruléennes de la mer Tyrrhénienne et en ordonnant de lancer les proues des navires munies de rostres sur l'ennemi.

Il était évident que cette assemblée prestigieuse, dans laquelle figurait toute la belle équipe des sociaux-traîtres, n'aurait jamais approuvé le projet de Lénine. *Constituez-vous* en vitesse et dégagez le terrain ! voulait dire Vladimir. En effet le texte, avant l'alinéa sur les nationalités proposé comme on l'a dit par Staline, disait vers la fin ceci : « Le pouvoir doit appartenir entièrement et exclusivement aux masses travailleuses et à leur représentation plénipotentiaire – aux Soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans. L'Assemblée Constituante, en reconnaissant le pouvoir soviétique et les décrets du Conseil des Commissaires du Peuple, estime que sa propre tâche ne consiste qu'à poser les bases fondamentales de la transformation socialiste de la société ».

Le soir du 19 la comédie était finie. Les députés constituants furent envoyés se faire voir. Il n'y eut pas de bain de sang, il y eut quelques coups de pied donnés par le détachement des marins rouges envoyé protéger l'Assemblée.

Du 23 au 31 se tint le III° Congrès Panrusse des Soviets. Son premier acte fut de ratifier avec enthousiasme la mise à mort [16] de la Constituante. Puis il ratifia, le 24 janvier 1918, la « Déclaration des Droits du peuple » proposée par Lénine : nous devons retenir qu'il n'eut pas même le temps de corriger la forme initiale de chaque alinéa. Il y avait autre chose à l'horizon : le nuage de Brest-Litovsk.

Le *Bref Cours* ignore ce III° Congrès des Soviets de même que le Quatrième. C'est seulement le V° Congrès qui adopta la Constitution complète dans sa séance du 10 juillet dont la première partie est formée de la *Déclaration* adoptée par le III°.

La date de la première Constitution est donc le 10 juillet 1918. Date de la Déclaration, comme elle fut adoptée au III° Congrès et insérée dans la Constitution par le V° : le 24 janvier 1918.

Une fois reconstituée l'histoire du document sur laquelle on fait quelques confusions, on doit considérer le texte définitif de la Constitution de juillet, en se libérant de la puanteur parlementaire du terme Assemblée Constituante.

24. RÉVOLUTIONS ET CONSTITUTIONS BOURGEOISES

Toute la position de la question historique montre comment le parti communiste, qui avait accompli une révolution prolétarienne dans la forme dictatoriale la plus décisive et proclamé ouvertement le programme socialiste, construit une machine légale apte à fonctionner dans les mains de la classe ouvrière et dans son intérêt, mais sait qu'elle fonctionnera sur une matière sociale, un terrain social, qui doit encore finir de devenir bourgeois et doit n'y parvenir qu'au bout d'une longue période. C'est-à-dire qu'il hérite d'une tâche historique parallèle à celle des révolutions bourgeoises des autres pays du monde, tout en lui étant différente.

Après la chute du tsar et du féodalisme, depuis février 1917, la Russie ne s'était pas donné une constitution semblable à celle des autres pays qui avaient brisé les entraves et les liens du système féodal et despotique.

De ce point de vue la constitution que les bolcheviks préparent pour la Russie est semblable à celles des révolutions américaine et française qui s'appuyaient sur les « Déclarations des Droits » de l'Homme, puis de l'Homme et du Citoyen. Mais la critique historique de cette position idéologique fait partie des premiers mots du marxisme ; la bourgeoisie par cette position feignait de croire que son système était naturel et qu'il suffisait de briser certains liens pour reconnaître ces principes de droit sur lesquels l'humanité future se serait prélassée sans efforts dans une égalité générale et pacifique. Le jeune Marx affirme et prouve que cet Homme et ce Citoyen, dont on sanctionne les droits, est l'homme de la société bourgeoise, le Citoyen de l'État bourgeois, c'est-à-dire le membre de la classe bourgeoise sous l'angle économique d'abord et ensuite politique, détenteur de richesse et de pouvoir.

Là où ce passage historique est un fait accompli, la révolution socialiste n'aura pas à copier les Constituants et les Constituantes, elle n'aura pas besoin de textes stables et statiques, ni de prétendues copies d'un modèle « naturel » jusqu'ici faussé et désormais atteint. Elle n'établira pas par écrit de nouveaux et différents droits personnels, mais elle développera la force d'une nouvelle classe qui aura besoin d'une dernière machine-État, et avec celle-ci d'un outil-constitution et d'un mécanisme juridique positif à la seule fin d'assurer la nouvelle domination de classe, tout en sachant que tout cela disparaîtra progressivement dans le temps et dans la mesure où les différences de classe seront, à long terme, éliminées.

D'un point de vue programmatique, même en Russie, la Révolution a cette tâche, cependant ce n'est pas une tâche « territoriale » mais une partie de la tâche mondiale de la classe prolétarienne, là où elle gît encore sous la Dictature du Capital.

Territorialement, pour ne pas dire nationalement, elle doit avoir un droit et une Charte fondamentale de celui-ci, comme l'ont l'Angleterre, l'Amérique, la France et tous les autres pays modernes. C'est une des tâches bourgeoises de cette révolution russe.

On pouvait et on sut régler cette dette historique sans renier la position doctrinale parfaite. La *Déclaration* n'ignore pas, au contraire de celles de plus d'un siècle auparavant, la dynamique sociale des classes et, d'un autre côté, elle n'admet pas que le contenu de la Révolution soit seulement politique et juridique. Elle traduit la formule, qui n'est pas celle des anciennes révolutions libérales, ni celle des révolutions socialistes à venir, de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans en une proclamation qui a une saveur juridique, mais elle ne s'arrête pas au droit individuel de chaque individu sujet de l'État et habitant son territoire ; au contraire elle affirme les revendications historiques des deux classes sociales avec la formule, historiquement hybride tout autant que socialement impeccable, des droits du *peuple travailleur et exploité*.

Pour les Chartes bourgeoises, Société, Peuple et État ont les mêmes frontières, et les classes vaincues elles-mêmes, comme la noblesse, une fois les ordres détruits, tombent dans le *peuple*, et relèvent de son droit individuel. C'est pour cette raison que, comme Marx l'indique dès 1844, outre la liberté et l'égalité, la *sécurité* et la *propriété* figurent dans la Constitution de 1793, alors qu'elles ne concernent que la minorité possédante et ne la concernent que *contre* la majorité restante.

La révolution russe historiquement hybride doit porter pour au moins une génération encore le fardeau du *peuple*, au moins comme fardeau terminologique, mais avant de le charger sur ses épaules elle l'a brisé en deux : elle met les propriétaires et les bourgeois hors de la Constitution et elle ne sauvegarde que les droits des seuls « travailleurs » et des « exploités » : elle doit sous ce second terme plutôt ambigu embrasser tant les salariés que les petits paysans, les paysans « pauvres » mais non pas prolétaires et *sans réserves* comme les ouvriers.

25. LA « DÉCLARATION » DE 1918

Une fois admis que, sans aucun caractère « éternel » même dans le sens juridique, le prolétariat arrivé au pouvoir dans un pays capitaliste pleinement développé doive promulguer une charte, elle ne pourra pas parler de Peuple, mais elle parlera de Classe.

Peut-être parlera-t-elle également de Droits au sens, toujours transitoire, dans lequel Marx les prévoit pour la période inférieure du socialisme dans laquelle ces droits copieront le droit bourgeois comme pur expédient de la gestion sociale. Mais ce seront des droits de classe, liés à la présence *dans l'État* d'une seule classe, c'est-à-dire des prolétaires sans réserves, sans morceaux de propriété et de capital, et donc excluant les petits possesseurs et petits producteurs, même s'ils peuvent être compris dans les expressions générales de travailleurs et d'exploités, puisque dans la société capitaliste chaque petit gestionnaire économique est exploité par les couches qui lui sont supérieures, comme le petit capitaliste l'est par le grand ; et dans l'agriculture comme dans la manufacture, il persiste des formes mixtes de travail, capital et propriété, dans lesquelles, en de nombreux cas, l'exploitation est plus intense que pour le prolétaire pur et pour de grandes couches de salariés purs.

Si, dans ce cas, il faudra une « Déclaration » des droits du salarié, ce sera dans la mesure où, après la révolution politique, devra persister la forme salariale liée à l'échange mercantile.

Dans la Constitution de 1918, non seulement il est donné acte de la survivance pour une longue période à venir de telle forme non socialiste, mais aussi de formes encore plus arriérées historiquement et économiquement. La preuve réside dans son texte. Mais la Constitution ne cessa pas pour cela d'être, en Russie et en dehors de la Russie, un instrument d'agitation puisque si on la confronte avec celles des États bourgeois les plus avancés, on voit qu'aucune n'avait oser en arriver à *interdire l'exploitation*, pour insuffisante que soit une telle expression pour la ligne de la doctrine marxiste. Ces formules qui remplissaient d'enthousiasme irrésistible les jeunes prolétaires et les révolutionnaires de l'époque firent le tour du monde : Suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme – Qui ne travaille pas ne mange pas – Qui ne travaille pas ne vote pas. Personne ne renie ces enthousiasmes généreux, mais les militants d'un parti marxiste doivent savoir que l'on ne pourra jamais enfermer dans une déclaration de droits et de principes juridiques (concept différent de celui des principes théoriques de parti qui sont des principes scientifiques) le contenu de la Révolution Communiste destructrice de la forme capitaliste moderne.

Quelques constitutions bourgeoises ont postérieurement fait quelques pas timides en avant, comme celle de la République italienne *fondée sur le travail*. Que signifie cela ? Droit pour droit, on peut lire qu'elle est fondée sur le travail exploité, sur le travail *des autres*.

Avant de continuer plus avant, indiquons que déjà le II° congrès des Soviets, à la date du 30 novembre 1917, avait voté une brève « Constitution » limitée à quelques alinéas qui servaient, pourrait-on dire, à « l'organisation de l'État ».

Le Conseil des Commissaires du Peuple (qui prennent la place des ministres bourgeois) répond au Comité Exécutif Central des Soviets. Tous les actes importants sont soumis à l'approbation du C.E.C. Les mesures de lutte contre la contre-révolution sont prises par le Conseil des Commissaires, sous réserve de sa responsabilité vis-à-vis du C.E.C. Quinze membres de celui-ci peuvent avoir le droit d'interpeller le gouvernement des Commissaires qui doit donner une réponse immédiate.

Le texte complet du 10 juillet 1918 établit enfin que l'unique loi fondamentale de la R.S.F.S.R. est constituée par la Déclaration ratifiée par le II° Congrès et par la Constitution qui la suit.

26. CONQUÊTES, BUTS ET MOYENS

Le I° chapitre du I° titre de la Déclaration, dans sa forme définitive, traite deux résultats de fait, et de nature politique, qui marquent des objectifs atteints sans comporter de commentaires.

Art. 1. – La Russie est proclamée République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir, central et local, appartient à ces Soviets.

Art. 2 – La République soviétique russe est constituée, sur la base d'une libre union de libres nations, et constitue la fédération des républiques nationales des Soviets.

Le II° chapitre établit les objectifs sociaux de la République révolutionnaire qui devront être atteints dans le futur. L'art. 3 en donne la première liste avec la formule : « Dans le but fondamental … le II° congrès national des Soviets décrète : … »

Examinons en détail la nature historique des objectifs énumérés.

Suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme. Sans revenir sur la valeur scientifique d'une telle expression, nous notons qu'elle prend acte que dans la société russe l'exploitation existe et que l'on doit lutter pour l'éliminer.

Élimination totale de la division de la société en classe. Ce objectif contient la totalité du programme socialiste. Quand il sera atteint, selon notre doctrine, il n'y aura plus ni État, ni Constitution. On doit rappeler que le rédacteur du texte est Lénine et que dans un premier temps le texte devait recevoir également l'adhésion des s.-r. Ces derniers étaient les alliés des bolcheviks au II° Congrès ; au III° ils sortirent du gouvernement ; au IV° ils tentèrent l'épreuve de force et furent écrasés.

Répression sans pitié de la résistance des exploiteurs. Prenons la formule du projet de Lénine plutôt que celle d'un recueil français de législation communiste (Labry, Paris, Payot, 1929) qui ici nous paraît mal traduit : *extermination sans pitié des exploiteurs*. Le sens est celui de la dictature de classe. Les exploiteurs y existent comme l'exploitation. S'ils s'opposent non tant aux mesures sociales qu'à leur perte de tout droit politique et du pouvoir, la répression de toute tentative de violer les décisions du pouvoir prolétarien ou de le reverser sera inexorable. Donc la Constitution ne nous raconte pas, comme celle de 1936, qu'il n'y a plus d'exploitation ni d'exploiteurs, mais elle prévoit comment traiter ces derniers, tant qu'ils existeront encore.

Instauration de l'organisation socialiste de la société et victoire du socialisme dans tous les pays. L'édition moscovite de Lénine en italien dit : *la création* ; le texte français, que cette fois nous préférons, dit : *établissement* [17]. Rien ne sépare ces deux concepts que nous lisons ensemble, c'est-à-dire en se donnant comme but la société socialiste non pas dans la seule Russie mais dans tous les pays. Dans tous les cas, et sans entrer dans des subtilités grammaticales, le sens est que le but est la formation de l'économie socialiste en Russie, comme dans tout autre pays, et que celle-ci n'adviendra qu'avec la victoire dans tous les pays. Par victoire du socialisme nous entendons la prise du pouvoir politique de la part du prolétariat révolutionnaire. Le concept revient ainsi dans tous les textes de Lénine qui voyait à l'époque la victoire en Europe imminente. Donc on ne constatait pas l'existence du socialisme dans le territoire russe isolé pas plus qu'on ne le promettait.

27. LES MESURES DÉCRÉTÉES

La prémisse qui décrit les buts historiques de la révolution est suivie par sept mesures, de a) à g) dans le texte français, qui semblent officielles ou du moins tirées de sources officielles, il y en a 5 dans le texte de Lénine. Nous négligerons les différences mineures puisque certains des alinéas contenus dans la Déclaration sont les mêmes que ceux du « Mandat paysan » du II° Congrès que nous avons déjà illustré.

a) Dans le but de réaliser la socialisation de la terre, la propriété privée du sol est abolie et toutes les terres sont déclarées propriété nationale et transférées aux travailleurs, sans aucune indemnité et sur la base du principe de l'égalité de jouissance.

b) Les forêts, les richesses du sous-sol et les eaux qui sont d'intérêt national, de même que les biens mobiliers et immobiliers des fermes modèles et des grandes entreprises agricoles modernes, deviennent propriété nationale.

Comme nous le savons déjà, cette mesure de nationalisation de la terre est concrète et immédiate mais elle n'a pas de contenu socialiste, de même qu'elle n'est pas du capitalisme d'État, tant que la formule de l'économie par entreprises séparées est toujours en vigueur.

c) Comme premier pas vers la possession définitive, de la part de la République ouvrière et paysanne des Soviets, de toutes les fabriques, les usines, les mines, les voies ferrées et autres moyens de production et de transport, la loi promulguée par les Soviets sur le contrôle ouvrier et sur le Conseil Supérieur de l'Économie nationale est ratifiée afin de garantir le pouvoir des travailleurs sur les donneurs de travail.

On note l'extrême modestie économico-sociale de cette mesure pratique. En substance, dans l'avenir, l'existence de gestions industrielles capitalistes privées ne sera pas *inconstitutionnelles*.

d) La loi sur l'annulation des prêts contractés par le gouvernement des tsars, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, est le premier coup porté au capital financier international. La victoire complète de l'insurrection ouvrière contre le joug du Capital ne pourra être obtenue que si les Soviets continuent à suivre la voie tracée par la dite loi.

e) Le transfert des banques à l'État ouvrier et paysan est l'une des conditions pour l'émancipation des masses travailleuses du joug du capital.

f) Pour anéantir les classes parasitaires de la société on décrète le travail général obligatoire.

g) Pour assurer la totalité du pouvoir aux masses travailleuses et éliminer définitivement la possibilité que le pouvoir des exploiteurs ne soit rétabli on décrète l'armement des ouvriers et des paysans, la formation de l'armée rouge socialiste et le désarmement complet des classes possédantes.

Cette partie finale est la plus importante. Déclarer que les classes privilégiées n'existent plus est une plaisanterie facile qui sera faite par la Constitution de 1936. Mais la position révolutionnaire est d'en escompter la survivance et de préparer le désarmement rigoureux de ces classes de la part du prolétariat armé.

28. POLITIQUE INTERNATIONALE

Le III° chapitre de la *Déclaration* traite les questions mondiales. La guerre qui est encore en cours est définie comme « la plus criminelle de toutes les guerres ». On y répète la revendication de l'abolition les traités secrets, l'organisation de la fraternisation sur les fronts et la réalisation « avec des mesures révolutionnaires » du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi dans l'art. 4. L'article 5 contient la condamnation de l'impérialisme et de la barbarie coloniale et celle de l'asservissement au capitalisme de la totalité des peuples de couleur. L'art. 6 ratifie les décisions de laisser libre la Finlande et l'Arménie, et d'évacuer militairement la Perse.

Le chapitre IV traite de la question intérieure des nationalités, après avoir répété le principe de la dictature, c'est-à-dire l'exclusion absolue des exploiteurs du travail d'autrui du plus petit droit politique. L'art. 8 définit la question nationale (dont les violations de la part de Staline devaient par la suite tant indigner Lénine, alors que Staline ne fait que se vanter d'être l'auteur de ces parties de ce texte). « Désirant réaliser une union libre et spontanée, et pour cette raison d'autant plus solide et durable, des travailleurs de toute la Russie, le Congrès se

limite à formuler les principes sur lesquels la Fédération des Républiques Socialistes des Soviets se fonde, en remettant aux ouvriers et paysans de toute nation le droit de décider librement, dans leurs congrès des Soviets (à cet endroit le projet de Lénine dit « investis des pleins pouvoirs » ; le texte français cité dit au contraire « autorisés » qui voudrait dire autre chose : par qui, dirions-nous ?), s'ils désirent participer, sur ces bases, au gouvernement et aux autres institutions fédératives de Russie ».

À ce point nous sommes à la fin de la *Déclaration*. Il en résulte qu'il n'y avait alors aucune impatience à déclarer qu'on allait obtenir le socialisme comme structure productive en très peu de temps. C'était au contraire les problèmes politiques, affrontés et résolus avec un esprit révolutionnaire de classe et surtout en rigide cohérence avec la doctrine marxiste, qui étaient mis au premier plan.

Le premier point est l'application sévère de la dictature, et s'il le faut de la terreur, aux classes dépossédées du pouvoir même si, pendant longtemps, elles pourront conserver des fonctions et donc des privilèges économiques.

Un autre point concerne la prévision de la contre-révolution et les mesures pour l'affronter. Combattre et non « construire » est la consigne de l'histoire. Combattre veut surtout dire détruire ; ce le sera d'autant plus que l'on subira une guerre de siège, retranché en des cercles toujours plus petits autour des deux grandes villes qui peuvent produire des armes mais non des vivres pour la population et les combattants. Instituer la garde armée à l'intérieur et l'armée pour les fronts extérieurs de la guerre, les armer, les nourrir, voilà le premier problème.

Troisième point. En juillet, avec la paix de Brest-Litovsk, la Russie se libère de la guerre internationale, mais l'exigence est toujours présente de la briser, de lancer dans le monde une invitation au prolétariat de tous les pays à jeter leurs armes, à saboter l'impérialisme, à attaquer à la base le monstre de la forme capitaliste. C'est la voie pour soulager la Russie du fardeau de l'effort militaire contre les assauts des blancs alimentés par les puissances extérieures et pour résoudre le problème du passage au socialisme qui est un problème qui se situe au-delà de la nation, pour la Russie surtout.

29. RUDES ITINÉRAIRES DE LA RÉVOLUTION

La *Déclaration* est un autre document qui montre combien est mensongère la thèse des staliniens qui prétendaient que Lénine avait fait endosser au seul prolétariat russe, outre la guerre de classe, la tâche absurde de « construire le socialisme ».

Ce terme équivoque, avec d'autres – comme par exemple la fameuse abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme - qui furent introduits dialectiquement dans l'agitation par nécessité historique, mais par des hommes qui avaient la force de le faire sans ébrécher le « sancta sanctorum » de la théorie qui est la vie du parti révolutionnaire, est au fond lié au « bloc » transitoire avec les s.-r., étroit sur le papier et si l'on compte les votes, mais rapidement dissous avec les fusillades. Les s.-r. prirent les armes ; pour la première fois dans l'histoire les prolétaires ne finirent pas comme les prolétaires de France en 1831, 1848, et 1871, comme ceux d'Allemagne en 1918, comme ceux de Hongrie en 1919, etc., ce sont les traîtres à la révolution qui tombèrent.

Clore l'histoire millénaire de l'exploitation sociale et faire surgir le règne égalitaire est un jeu d'enfants dans la perspective populiste et socialiste-révolutionnaire non seulement en Russie et à l'époque mais partout et toujours. On s'empare de toute la terre, ou l'on s'empare de tout le capital et l'on en fait des petits lots égaux et chacun travaille le sien. Une fois construite cette société paysanne dans les campagnes, ainsi que dans les villes, société non pas artisanale comme il y a mille ans, mais toutefois d'« actionnariat social », et voilà d'un seul coup l'exploitation abolie et le socialisme construit.

On ne pourra jamais démontrer que cette formule utopiste de la société puisse historiquement se réaliser et encore moins qu'une fois réalisée elle puisse se maintenir. Mais ce qui est évident pour des marxistes est qu'une telle forme historiquement absurde, apte à naître dans les têtes des petits bourgeois et à épouser les théories de type libertaire, non seulement ne contient aucun élément de la forme socialiste, mais serait inférieure à la forme capitaliste par son rendement, par son impulsion à la productivité du travail et par le volume de la production aujourd'hui idolâtré.

Elle ne va pas au-delà des vieilles positions mystiques et éthiques - elle a moins de force d'éloquence qu'elles - qui parlaient de faire descendre sur la terre le règne divin de la justice et de la fraternité. Au sein du monde moderne il n'en sortira que des avortons innombrables : le fabianisme, l'armée du salut et un dernier exemple risible, le *justicialisme* de Peron et d'Evita qui sombra dans le ridicule après avoir illusionné les masses d'exploités et que l'on peut appeler fascisme au sens de celui de la république de Salò ; tout ceci n'empêcha pas qu'il y a quelques semaines une répression féroce et sanguinaire l'a balayé, en noyant dignement dans un bain de sang les louches « idéaux du monde libre » parmi lesquels l'on trouve la formule idiote qui fait florès : *libération du besoin, libération de la peur*.

Nous autres, marxistes russes européens, nous avions piétiné, durant ces années splendides, cette pacotille sociale, nous étions de façon inébranlable certains d'avoir détruit dans la lutte doctrinale toute cette bouillie rance pour écrire à sa place la dynamique réelle de l'histoire et du socialisme qui naît en elle, sans en avoir pour autant de bourgeois « droits d'auteur » !.

Aujourd'hui nous sommes noyés de toute part dans cette moisissure dégoûtante et puante.

Nous avons voulu dire par là que Lénine lui-même, en pleine connaissance de cause, aujourd'hui reconnue par les marxistes véritables, a dû user de ces formules d'agitation et de composition politique. Donc même quand il a écrit vouloir édifier ou construire le socialisme en Russie, l'usage de ces deux verbes ne saurait rien ôter à toute sa ligne intégrale [18]. Cependant lors de polémiques récentes les bourgeois eux-mêmes, qui lisent souvent mieux l'histoire que le crétinisme populiste ou populaire (c'est la même chose) qui déferle, ont pu démontrer de façon documentée aux staliniens et aux khrouchtchéviens que Lénine a établi, proclamé et écrit de nombreuses fois le contraire et que, par analogie, jamais il ne parle de l'autre phrase, du même acabit, de la *coexistence pacifique* entre États socialistes et États capitalistes.

30. PRINCIPES DE LA CONSTITUTION

La *Déclaration* de Lénine forme le premier chapitre de la *Constitution* de juillet et du V° congrès panrusse. Le deuxième, intitulé « Norme générale de la constitution de la R.S.F.S.R. » (nous substituons le terme Norme au terme français Règlement [19] trop terre à terre), contient encore cependant des énonciations de principe que l'on doit relever.

On pourrait dire que la Déclaration pouvait bien avoir pour objet une phase de transition rapide, mais les constitutions ont pour objet un long avenir ; les constitutions américaine et française sont vivantes (et stupidement encensées) après plus d'un siècle et demi.

L'art. 9 du Chapitre V dit que, justement pour la période transitoire actuelle, le devoir de la République (phrase qu'en théorie Lénine n'aurait pas écrite pour ne pas glisser dans l'« État éthique » antimarxiste) consiste dans l'établissement de la dictature du prolétariat des villes et des villages sous la forme d'un gouvernement soviétique national puissant. Le centralisme passe ici, tout drapeau déployé, de la doctrine à la législation positive.

Les finalités de ce *Gouvernement* sont ainsi expliquées. La formule est plus nette : un Gouvernement pour nous n'a pas des *devoirs* mais une finalité historique et une finalité de classe. « Ce Gouvernement (central) a pour but d'écraser la bourgeoisie, d'anéantir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme dans lequel il n'y aura plus ni divisions en classe ni pouvoir d'État ».

Les buts sont historiquement gradués. Écraser la bourgeoisie signifie lui ôter tout pouvoir politique ; sa destruction physique viendra à la fin avec le troisième terme : abolition des classes. L'abolition de l'exploitation de l'homme suit ; nous répétons que cette expression ne devrait pas être considérée comme caractérisant le socialisme total qui arrive au troisième point (quand la bourgeoisie disparaît avec le prolétariat lui-même), et si quelque chose subsiste ici c'est le reliquat de la couleuvre historique que l'on dû avaler : ce paysan plus dur à faire disparaître que les s.-r. La *jouissance égale* n'est pas le socialisme et elle n'est pas dans le programme agraire des communistes (nous avons cité mille fois Lénine), c'est une recette qui n'est pas nôtre, dans laquelle le noble, le landlord, le koulak, ne peuvent plus bouffer le produit de la sueur de celui qui bêche. Certes chose belle et propre mais insuffisante du point de vue marxiste et dangereuse – comme l'histoire l'a montré – pour le travailleur d'usine et *pour celui de la terre*.

L'objectif d'arriver au socialisme « véritable », au socialisme supérieur, au communisme sans autre adjectif, est le but final comme le disent les mots qui le définissent : non seulement *inexistence des divisions de classe* (aspect social) mais disparition *de tout pouvoir d'État* (aspect politique, extinction historique de l'État). Cet objectif figure dans la constitution mais va au-delà de la république dictatoriale historique des prolétaires et des paysans. Avant de parvenir à la disparition des classes, le binôme devra devenir un monôme : tous sont des ouvriers salariés, et à l'étape suivante même plus salariés. C'est seulement quand la forme salaire sera morte, et quand la forme « jouissance égale de la terre » (qui subsiste dans le kolkhoze) sera morte depuis plus longtemps encore, que la disparition de l'État se présentera à l'horizon historique. L'État devra d'abord permettre de réaliser la transition de la forme binomiale, ouvriers-paysans, à celle monomiale : seulement les *ouvriers* et *avec une lutte de classe.*

Si donc parmi les « buts » du puissant gouvernement ouvrier-paysan de Russie on trouve celui-là, extrémiste, c'est en référence non pas aux étapes de la société russe mais à celles de toutes les sociétés capitalistes modernes. Ce passage de la première Constitution, politiquement « socialiste » parce qu'issue de la victoire *d'un parti communiste internationaliste*, s'adresse à toute l'Europe et aux autres pays développés, il affirme pour le monde entier les points marxistes fondamentaux : dictature, pouvoir étatique centralisé, abolition des divisions de classe et donc des classes (y compris la dernière classe : la classe prolétarienne), société communiste sans pouvoir d'État. Il s'agit de la doctrine du parti vainqueur, le seul qui, non seulement visait à la réalisation du programme socialiste total, mais pouvait conduire la lutte du binôme russe sous la forme de pouvoir ouvrier-paysan dans les Soviets.

31. ORIENTATIONS POLITIQUES DE LA DICTATURE SOVIÉTIQUE

Les trois normes qui suivent cet article, que nous dirions théorique, répètent que le pouvoir de la République est un et central, que la hiérarchie des Soviets périphériques culmine dans le Congrès National suprême des Soviets, et (quand celui-ci ne siège pas) dans le Comité Exécutif Central élu par lui.

La République est fédérative quant aux nationalités de différences races et différentes langues qui doivent être historiquement détachées du joug du despotisme impérial (étape bourgeoise-démocratique de la Révolution à laquelle on ne peut se soustraire), mais elle

n'accorde pas d'autonomies régionales, provinciales ou communales pour les activités qui relèvent de État et dans son administration ; on déclare que les décisions importantes relèvent du pouvoir du Centre.

Le règlement de certains problèmes vient ensuite : à cheval entre ceux que les révolutions bourgeoises classiques se posaient et ceux propres à une république dont l'idéologie et la politique tendent ouvertement à la société socialiste.

Art. 13. Liberté de conscience : elle doit être garantie « au prolétariat » de façon *effective*. Dans ce but l'Église est séparée de l'État et l'École de l'Église : tous les citoyens peuvent faire de la propagande religieuse ou antireligieuse. Formule transitoire qu'une république bourgeoise peut accepter dans sa partie positive, en rompant les traditions féodales. Dans une république ouvrière communiste on remettrait au parti la responsabilité de régler la question religieuse et l'on interdirait la propagande des cultes et leur exercice.

Art. 14. Liberté de pensée *effective* (classiques formules théoriques de Lénine dans la polémique avec les sociaux-démocrates, et qui furent glorieusement mises en pratique). La République supprime la dépendance de la presse d'avec le Capital et place dans les mains des ouvriers et des paysans pauvres tout l'appareil technique nécessaire pour publier journaux, opuscules, libres, etc. et elle en garantit la libre circulation dans le pays. On ne doit pas comprendre que les groupes autonomes peuvent imprimer et diffuser ce qui leur plaît, il s'agit d'un critère de classe : la distinction des deux classes gouvernantes se fait au sommet de l'État. Mais ce critère reste fidèle à la critique marxiste de l'exigence stupide de la « liberté de presse » qui est liberté pour les millionnaires.

Art. 15. Liberté de réunion, elle aussi effective. Les locaux et les immeubles propres à accueillir des réunions publiques sont mis par la République à la disposition des deux classes susnommées, avec leur ameublement, etc. Tout citoyen a le droit d'organiser des réunions. On retombe un moment dans le droit du citoyen individuel qui, en pratique, n'est pas une norme révolutionnaire, mais l'on reste sur la ligne de la doctrine superbe qui se moque de la conception des droits platoniques que l'on affirme sans se donner les moyens d'en jouir.

Art. 16. Liberté d'association. La République, en détruisant le pouvoir des classes possédantes, a éliminé de fait les obstacles à l'organisation des masses prolétariennes et paysannes, et elle les aide par tous les moyens à se réunir et à s'organiser librement. Cela ne signifie certes pas que « n'importe quelles » organisations sont tolérées, notamment quand elles ont des programmes en opposition avec la Constitution de la République. Il faut noter cependant que l'on ne trouve pas écrit que l'on ne peut pas fonder des partis politiques autre que celui au pouvoir. Ce texte est glorieux et il l'est d'autant plus que, dicté par un parti en possession d'un « entraînement » théorique sans précédent historique, il se dresse au sommet d'une révolution double, d'une révolution entre trois régimes, dans laquelle il faut aider à naître les formes du régime bourgeois intermédiaire, et les mettre à mort le plus vite possible.

32. AUTRES TÂCHES DU TOURNANT RÉVOLUTIONNAIRE

L'instruction est déclarée complète et gratuite, mais ici (d'une manière remarquable) non pas pour tous les habitants du territoire mais pour tous les ouvriers et les paysans pauvres (art.17).

L'art. 18 répète que le travail est obligatoire, et pour tous les citoyens sans exception. Les riches subsisteront mais on les fera travailler même avant de pouvoir les appauvrir.

L'art. 19 rend obligatoire le devoir de défendre non pas la patrie mais « la société socialiste ». Mais l'armée combattante n'est composée que de prolétaires, les autres citoyens

seront soumis à d'autres obligations militaires. Formule véritable non pas d'une société sans classes mais d'une société à « classe révolutionnaire dominante ».

L'art. 20 fait citoyen de l'État tout étranger de la classe travailleuse qui se trouve sur le territoire russe, sans formalité ni demande. Formule qui souligne la supériorité de la communauté de classe sur la communauté de nation.

L'art. 21 abolit tout privilège racial ou national. Une république bourgeoise peut admettre, théoriquement, cette norme.

L'art. 22 (non moins que *chacun* des premiers cités) peut servir à prouver que la République bolchevique sait qu'elle ne se trouve pas sur le seuil d'une société socialiste quant à sa structure économique. « Tous les droits des personnes privées et des groupes sociaux sont annulés … ». Et ici l'article s'achèverait si nous étions dans l'« antichambre du socialisme ». Mais il ne finit pas, il continue ainsi : « droits dont l'exercice porte préjudice aux intérêts de la révolution socialiste. »

Que le lecteur veuille réfléchir à la puissante construction dialectique de ce document dans lequel aucune trace de mystique ou de démagogie ne subsiste, qui d'un côté regarde la réalité arriérée et brisée de la Russie dans ses caractères positifs sans rien en cacher, et de l'autre, avec ses proclamations, alimente la flamme mondiale de l'effort de la classe révolutionnaire, de son pressentiment puissant de la vérité socialiste future, de la réalisation certaine du programme dont les communistes, depuis presque un siècle, ont levé le drapeau en annonçant à la forme capitaliste sa fin de mort violente.

La Constitution de Lénine, des bolcheviks marxistes, des Soviets de 1918 - qui n'ont rien de commun avec les minables soviets russes d'hier et d'aujourd'hui - prend acte que l'on s'apprête à administrer pour des décennies des rapports de production non socialistes, mais bourgeois et prébourgeois ; elle prétend avec un orgueil gigantesque vouloir le faire avec des moyens et par des voies qui, sans abolitions théâtrales ni coups de baguette magique ignorés du marxisme scientifique, feront partir un par un des coups directs en plein cœur de l'ennemi international, de la société capitaliste, des pouvoirs impérialistes.

La consigne fut comprise et reçue dans le monde entier, et la dure bataille fut déclenchée, bataille dans laquelle le contenu socialiste et révolutionnaire de la Charte de juillet 1918 était tout entier jeté dans la balance sans autre espoir d'alternative.

La nouvelle charte bourgeoise de 1936 scella la défaite des révolutionnaires dans la terrible épreuve. Défaite totale, mais qui peut être rachetée si l'on n'y ajoute pas la braderie du splendide réalisme doctrinal qui, en 1918, soutint et emporta une épreuve suprême mais inoubliable à jamais.

Dans un tel but il faut racheter l'infamie que la capitulation de 1936 osa présenter comme un bilan de victoire de même qu'elle osa qualifier de socialiste une structure sociale qui s'étaient élevés à des caractères bourgeois et qui s'était bassement liée à ceux-ci.

Mais la constitution de 1918 doit cependant dire quelque chose d'autre : le III° chapitre, qui décrit les rouages soviétiques de la nouvelle Russie, montre que le binôme entre les deux classes au pouvoir n'est pas un binôme de *termes égaux* ; il contient en effet la supériorité et l'hégémonie d'une des deux classes, le prolétariat industriel, sur l'allié moins important mais cependant nécessaire : la classe paysanne. Glorieuse cadette, mais cadette, de cette grande Révolution. Et qui dans l'histoire devait se mettre à l'écart ; et elle l'a même déjà fait.

33. LE SCANDALE DU VOTE PLURAL

Les caractéristiques historiques du nouveau système électoral soviétique apparu en Russie qui suscitèrent les polémiques contemporaines les plus violentes, tant de fois reprises par la suite, sont essentiellement au nombre de deux :

L'exclusion du droit de vote d'une partie des « citoyens » russes qui est l'expression de la « dictature » - à propos de laquelle Staline donna libre cours en 1936 à de grandes spéculations sur certaines citations de Lénine propres à travestir sa pensée – et le poids très différent attribué au vote des éléments des deux classes victorieuses : les ouvriers et les paysans pauvres.

Commençons à traiter ces points fondamentaux en passant en revue les mesures du texte de la nouvelle Constitution à laquelle - comme Lénine devra plusieurs fois le rappeler en aparté pour se moquer des « démocrates purs » russes et étrangers - les socialistes-révolutionnaires et même les mencheviks avaient travaillé peut-être plus que les bolcheviks, en traçant les statuts des rouages des Soviets comme ceux-ci s'étaient spontanément constitués dans les luttes révolutionnaires de 1917 et même, dans certains cas, depuis 1905. La prédominance de la tâche ouvrière sur la tâche paysanne est une donnée d'origine historique plus que d'origine doctrinale.

La troisième partie de la Constitution de 1918 s'intitule « La Constitution du Pouvoir soviétique ». La section A traite de l'*Organisation du pouvoir central* et commence avec le chapitre VI : Congrès national des Soviets des délégués ouvriers, paysans, cosaques et soldats de l'armée rouge.

L'art. 24 établit qu'un tel Congrès est « le pouvoir suprême de la République Socialiste Fédérale Russe des Soviets ».

Le texte du fondamental article 25 est le suivant : « Le Congrès national des Soviets est composé des représentants des Soviets municipaux des villes à raison d'un délégué pour 25 mille électeurs, et des représentants du congrès des Soviets provinciaux (ruraux) à raison d'un délégué pour 125 mille habitants ».

Sauf à discuter plus avant de la différence entre le terme *électeurs*, utilisé pour les villes, et le terme *habitants*, utilisé pour les Gouvernements, il reste bien clair que dans l'État russe, puisque le pouvoir dérive, dans la construction officielle et constitutionnelle, de la base de la population (ce qui pour un marxiste n'est nullement un principe fondamental), le vote d'un ouvrier a une efficacité *quintuple* de celle d'un paysan.

Le nombre des délégués de tout Gouvernement restant fixé, il y a deux voies pour les désigner : ou par les Congrès des Gouvernements ou, si ceux-ci ne sont pas réunis avant le Congrès National, directement à ce dernier par les Congrès de district (le Gouvernement se divise en Districts).

Les articles suivants établissent ce qui est déjà connu : entre un Congrès national des Soviets et le suivant, le pouvoir central est entre les mains du Comité Exécutif Central national, élu par le Congrès et contenant un nombre maximum de 200 membres. Le C.E.C. a l'obligation de convoquer le Congrès national des Soviets au moins deux fois par an. Le chapitre VII fixe les tâches du C.E.C. parmi lesquelles l'approbation des lois et décrets, la formation du Conseil des Commissaires du Peuple qui constitue le Gouvernement. Par analogie pure on a toujours dit que le C.E.C. serait le parlement des États traditionnels. Mais alors ceux-ci n'ont pas un organe comparable au Congrès des Soviets devant qui le C.E.C. répond de chacun de ses actes.

Le chapitre VIII règle les fonctions du Conseil des Commissaires du Peuple, le premier de ce Conseil comptait 18 membres à sa création. À chacun de ces membres était adjoint un Collège approuvé par le Conseil des Commissaires, Collège qui avait un pouvoir de contrôle et d'appel devant le Conseil lui-même ou devant le C.E.C. (Ce type de *Collège*, disparu dans la Constitution de 1936, a-t-il aujourd'hui été rétabli ?).

34. ROUAGE DES SOVIETS

Les chapitres XI et XII traitent de tout le système des Conseils, du sommet à la base, mais il est peut-être préférable de le décrire en ordre inverse.

Dans la ville le Soviet a un délégué pour 1 000 *habitants*, mais le nombre total des délégués est compris entre 50 et 100.

Dans les « localités » (villages ou nombreuses autres dénominations typiques russes du Caucase, des terres cosaques, des steppes, etc.) : 1 délégué pour 100 *habitants*.

Avant de remonter l'échelle hiérarchique, il sera bon de dire que selon le chapitre suivant, le XIV, les élections se font « selon les us et coutumes établis » et « aux jours fixés par les Soviets locaux ». En général il s'agissait de grandes réunions populaires sans la farce bourgeoise du vote *secret*.

Dans les petites localités, l'assemblée générale des *électeurs* délibère également.

Tout Soviet élit en son sein un Exécutif de 5 membres au maximum dans les localités rurales, de 3 à 15 membres dans les villes, et de pas plus de 40 membres pour Petrograd et Moscou.

Les congrès de *canton* sont exclusivement ruraux et tout soviet de localité y envoie un délégué pour chaque groupe de 10 de ses membres ou fractions. On compte à peu près un délégué au Soviet de canton pour 1 000 habitants.

Les congrès de *district* sont ruraux et urbains. Les délégués ruraux doivent être 1 pour 1 000 habitants et donc les localités de population inférieure à 1 000 habitants élisent ensemble leur envoyé au Soviet. Les villes ayant moins de 10 mille habitants envoient également des délégués au congrès de district.

Les congrès de *Gouvernement* doivent avoir des représentants des Soviets municipaux et des représentants des congrès de cantons à raison de 1 délégué pour 2 000 électeurs ; nombre maximum : 300 délégués.

Les congrès de *Provinces* sont formés par des représentants des Soviets municipaux à raison d'un délégué pour 5 000 *électeurs*, et par des représentants des congrès de district à raison de 1 délégué pour 25 mille *habitants*. Ou bien par des délégués nommés par les congrès des Gouvernements, s'ils se sont réunis d'abord, dans les mêmes proportions. Pas plus de 500 délégués pour la province toute entière.

Dans le congrès de province, qui est le stade précédant immédiatement le Congrès national, on retrouve le rapport de 5 *ruraux* pour un *urbain*. Nous avons chaque fois retranscrit avec soin le mot *habitants* ou *électeurs*. Avant d'en tirer des déductions, il est bon d'examiner le chapitre IV, la partie sur le Droit Électoral.

35. LE « DROIT AU VOTE »

Art. 64. Sont électeurs et éligibles aux Soviets, indépendamment de la nationalité, de la religion, du lieu de résidence et du sexe, tous les citoyens de 18 ans ou plus appartenant aux catégories suivantes : ceux qui gagnent leur vie avec un travail productif, ou qui s'occupent des nécessités domestiques des premiers et donc :

Ouvriers et employés de toute espèce et de toute catégorie dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, etc.

Paysans et cosaques ; agriculteurs « qui n'emploient pas de main-d'œuvre pour accroître leurs ressources ».

Soldats de l'armée et de la marine.

Citoyens des catégories susnommées qui ont perdu leur capacité de travail.

Les Soviets locaux peuvent abaisser l'âge minimum. D'après l'article 20, sont électeurs et éligibles les étrangers d'origine prolétarienne.

L'art. 65 établit ceux qui sont exclus du droit de vote :

a) celui qui emploie des salariés pour en retirer un profit ;

b) celui qui vit de revenus ne provenant pas du travail ; rentes mobilières, profits d'entreprise, et semblables ;

c) les commerçants privés et les représentants de commerce ;

d) les moines, ceux qui sont chargés des cultes et des églises ;

e) les employés et agents des anciens corps de police, publics ou secrets, et les membres de la maison régnante déposée ;

f) les aliénés, les idiots et les handicapés ;

g) les condamnés pour vol et délit infamant dans les termes de la loi ou par sentence.

Nous pouvons maintenant examiner à nouveau, mais cette fois-ci seulement quantitativement, le rapport entre la « dose de souveraineté » que la Constitution attribue au paysan et celle qu'elle attribue à l'ouvrier des villes. Puisque dans le premier cas on parle d'une place dans l'organe étatique suprême (le Congrès panrusse) pour 25 mille électeurs et dans le deuxième [20] d'une place pour 125 mille habitants, il s'agit de connaître le rapport moyen entre les électeurs et les habitants.

La distinction entre les villes et les campagnes reste fidèlement la même dans la composition des congrès de provinces. Dans les échelons inférieurs le plus souvent, dans les deux cas, les électeurs sont à égalité de proportion au nombre des délégués (dans les gouvernements) ou à égalité de proportion au nombre des habitants (dans les districts). Dans les derniers échelons (cantons, villes, localités rurales) on ne parle plus d'électeurs mais toujours d'habitants. À la base, pour des raisons évidentes, la proportion se réfère toujours aux habitants, elle est beaucoup plus petite que celle du niveau « politique » et elle est même inversée : un délégué sur mille habitants dans les villes, alors que dans les toute petites localités on peut aller jusqu'à un pour un (assemblée générale directe).

Or le rapport des électeurs aux habitants, avec l'extension du droit de vote que nous avons indiquée, est très élevé : les exclus sont peu nombreux dans les villes mais quasi inexistants dans les localités rurales où d'autre part les Soviets peuvent faire voter même les jeunes gens qui travaillent bien avant l'âge de 18 ans. D'où la peu d'importance qu'il y a à se référer au nombre d'électeurs dans les campagnes : toute la famille paysanne travaille et tous ses membres sont comptés comme votants au Soviet, donc seuls les enfants les plus petits restent en dehors de ce nombre d'électeurs. Il est donc plus simple de se référer au nombre d'habitants.

36. RAPPORT ENTRE LES DEUX ALLIÉS

Étant donné que, souvent dans la société russe, tous les exclus du droit de vote, ou presque tous, sont dans les villes, on établit le principe que les délégués, disons de Moscou, obtenaient leur pouvoir des travailleurs et non des exploiteurs de Moscou ; et ce ne fut pas parce que l'on voulait diminuer l'infériorité paysanne par rapport aux villes prolétariennes. Le rapport de 1 à 5 conserve donc tout son poids et la recherche précédente n'a qu'une valeur de pure curiosité. Ceux qui vivent de la rente et du profit industriel ne peuvent pas dépasser un petit pourcentage, pas plus de dix pour cent, et, dans cette situation historique contingente où les riches avaient déjà fui les villes et la partie du pays contrôlée par les Soviets, pas plus de 5 pour cent. Il ne reste donc qu'à déduire la seule population d'âge inférieur à 18 ans. Selon les tableaux italiens, qui peuvent être comparés aux tableaux russes, les mineurs de 18 ans représentent environ le tiers des habitants. On peut en déduire que les électeurs par rapport aux habitants représentent 60 pour cent, en considérant également les exclus.

Alors un délégué pour 25 mille électeurs veut dire un délégué pour 40 mille habitants en ville contre les 125 mille à la campagne, on a donc toujours un rapport à peu près de trois contre un. Et donc la force donnée au prolétariat, en théorie quintuple de celle de la

paysannerie, en devient en pratique le triple, rapport toujours important et qui fut détruit en 1936.

De tels rapports concernent cependant *ceux qui ont droit* au vote et non les *participants* à celui-ci. Considérant la difficulté de recueillir les votes dans les campagnes dans cette situation brûlante, il est clair que ce simple fait suffit à faire devenir le rapport de force encore plus favorable aux ouvriers ; le rapport est bien plus élevé que celui de trois que nous avons calculé plus haut !

La raison, qui relevait de la politique classiste, était surtout que les paysans en Russie sont bien plus nombreux que les prolétaires. Selon les chiffres que Lénine rapporte en 1919, relatifs seulement aux 26 gouvernements de la Russie déjà « contrôlée », il y avait 42,4 millions d'habitants dans les campagnes contre 10,3 millions dans les villes : environ un quart. Le communisme révolutionnaire a ses racines dans les villes industrielles et c'est d'elles qu'il tire sa puissance dirigeante : l'allié russe provisoire, qui qualitativement datait d'une époque historique dépassée, fut mis, par la doctrine et par la force du parti guide, même quantitativement, à une place inférieure à celle de la classe prolétarienne, dirigeant de la Révolution Sociale.

Ce fait fondamental, cette pierre angulaire de la Révolution, fut balayé sous Staline, et l'on vanta alors, et aujourd'hui plus encore, comme un mérite aux yeux des nouveaux alliés, les capitalistes d'Occident, l'« orthodoxie » démocratique pure.

37. LA « DICTATURE DÉMOCRATIQUE »

Puisqu'il nous presse d'aborder le thème des rapports de production, nous ne pouvons pas abandonner l'ordre chronologique des faits économiques, et nous ne développerons pas maintenant la critique de la constitution de 1936, nous le ferons par la suite.

Cependant la forme historique qui résulta des luttes, plus que du vouloir des partis et des hommes politiques, constitua une confirmation lumineuse de la prévision théorique de Lénine et de son interprétation du devenir russe, prévue deux décennies auparavant, et surtout elle constitue une preuve de l'efficacité de l'application de la méthode marxiste à l'histoire en acte, méthode qui fut fondée sur l'histoire déjà passée.

Avant que le fait historique ne le confirmât, la formule pouvait sembler incompréhensible et même, comme Trotsky lui-même le crut, peu révolutionnaire ; quoiqu'il fût bien clair que ce n'était pas une formule de la révolution européenne qui nécessitait la formule de la « dictature du prolétariat » sur toutes les autres classes survivantes, formule valable pour la révolution européenne depuis 1871 et qui fut agitée en 1917 et les années suivantes. La formule de Lénine n'était utile, comme il le déclara clairement, que pour la Russie et sa sortie du féodalisme dans la prévision qui devait servir de point d'appui, non pas à la société socialiste en Russie, mais à une politique socialiste du pouvoir russe dans la direction de la révolution et de la dictature prolétarienne européenne.

Entre 1917 et 1921, tous les documents de la Révolution prouvent combien il fut difficile de diriger cette politique d'alliance avec cet allié dangereux. L'attitude envers les différentes couches paysannes devait se fonder sur le fait que seule leur force combattante permit de ne pas succomber aux forces de la contre-révolution tsariste et capitaliste dans les dures luttes pendant ces années, et sur le fait que l'échange, non sans des moments difficiles, entre les produits industriels et les produits agraires permirent aux forces révolutionnaires, avant même que de vaincre, de vivre matériellement, avec des sacrifices terribles pour l'avant-garde ouvrière des villes.

Les mouvements difficiles de cette périlleuse traversée historique ont été à tout moment invoqués par l'opportunisme envahissant, lorsque tout danger de contre-révolution avait été éliminé, pour effacer totalement la thèse doctrinale marxiste et léniniste au sujet de la

future fonction réactionnaire des paysans propriétaires de leur terre, ou ayant leur terre en jouissance, ce qui est la même chose, et au sujet de la nécessité d'une lutte ultérieure des salariés des villes et des campagnes contre eux [21].

38. QUEL TERME DOIT DISPARAÎTRE ?

Pour le philistin la formule de Lénine était une contradiction dans les termes puisque la dictature n'existe que si l'on nie la démocratie, et la démocratie que si l'on nie la dictature ; ce qui n'empêche pas que le philistin bourgeois opte toujours pour sa *propre* dictature et contre la démocratie « générale » quand il n'a historiquement pas d'autres moyens pour ne pas être battu. Si la situation russe est transitoire dirent les philistins quelle chose adviendra-t-il après elle ? Devra-t-on se débarrasser du substantif *dictature*, ou de l'adjectif *démocratique* ?

Le stalinisme de 1936 prétendit que Lénine, dès 1919, avait prévu que l'on aurait dû passer, l'alliance avec les paysans restant solide, à une élimination de la dictature et à une « démocratie de coexistence » des prolétaires et des paysans.

Elle oblitéra depuis ce moment, et depuis la promulgation de la Constitution contre-révolutionnaire de 1936 (puisqu'elle instaurait justement, comme nous l'expliquerons en détail en son temps, le mensonge de l'avènement déclaré du socialisme), la théorie de Marx et de Lénine sur le rapport entre prolétaires et paysans, théorie clairement établie dans tous les textes doctrinaux (par Lénine, entre autres, dans *L'État et la Révolution* et *Le renégat Kautsky*). Staline avance mensongèrement, avec les citations habituelles, la thèse selon laquelle les caractères saillants de 1917, et même parmi ceux-ci l'exclusion du droit de vote des classes autres que celles des ouvriers et des paysans pauvres (exclusion sans laquelle on aurait eu une *démocratie* ouvrière-paysanne, historiquement envisageable seulement en tant que démocratie totale et bourgeoise, et non pas une « dictature »), étaient une norme seulement russe et non un essai historique de la norme beaucoup plus sévère qui aurait, dans les pays capitalistes avancés, jeté au dehors de l'État Révolutionnaire tous ceux qui jouissaient de revenus ne provenant pas du travail.

Selon l'acception correcte ce n'est pas le terme *dictature* mais le terme *démocratique* qui devra disparaître (et qui aurait disparu si la révolution avait vaincu en Europe) pour laisser la place à la dictature prolétarienne après laquelle l'État meurt et avec lui, et pour toujours, la *démocratie*.

Pour établir cela nous nous servirons du texte de Lénine sur lequel la spéculation stalinienne se fonda pour accomplir le volte-face, et nous ferons référence au cadre historique dans lequel il fut dicté et à toute sa construction.

39. DICTATURE ET DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

L'ordre chronologique, même en intercalant une autre pause dans le traitement des questions strictement économiques, nous renvoie à un écrit que Lénine écrivit en avril 1918 et qui s'intitule *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*. La position historique de cet écrit est caractérisée par le fait que sa rédaction suit immédiatement la paix de Brest-Litovsk. En avril 1918 il apparaît que le plus gros effort militaire de la révolution pour défendre le pouvoir nouvellement conquis était déjà passé. Bien que dans ces pages Lénine réaffirme la nécessité d'un pouvoir de fer et ne perde pas de vue l'éventualité de la guerre civile, il considère que l'on est passé à une troisième étape, après la première étape de la conquête du pouvoir en octobre 1917 puis l'étape suivante de sa sauvegarde face à l'impérialisme allemand aux aguets et de l'écrasement d'une première série d'assauts réactionnaires, et Lénine énumère ceux de Kerenski, de Krasnov, de Savinkov, de Gots, de Dutov et Bogaievski qui à l'époque

avait capitulé dans la région du Don. En fait il cite le seul Ghegheckori comme une force armée résistant encore. Il ne semble pas prévoir que les impérialistes du camp opposé à celui des Allemands exciteraient à la lutte, que la « deuxième étape » devrait encore régler leur compte à Koltchak, Denikine, Ioudenitch, Wrangel et tous les autres que nous connaissons bien ; c'est pourquoi de 1919 au début de 1921 l'on retombera dans cette *deuxième étape*. La troisième, que Lénine étudie en ce mois d'avril 1918, est celle qui consiste à « administrer la Russie » et tout le contexte montre combien ce serait une chance de pouvoir le faire en conservant cependant de très nombreuses formes bourgeoises et capitalistes.

Cependant le critère de la structure du pouvoir est ici pleinement revendiqué et il s'oppose sensiblement aux citations exploitées par Staline et qui remontent à l'époque du VIII° congrès du parti bolchevik en mars 1919, alors que la tâche essentielle de la révolution bolchevique était encore la défense armée. La différence des deux situations peut expliquer le ton différent des énonciations, dans la mesure où celles que Staline crut bon d'utiliser en 1936 n'ont pas été déformées, comme il y a tout lieu de croire.

Voici les termes de l'écrit de 1918 : « Le caractère socialiste de la démocratie soviétique, c'est-à-dire *prolétarienne* (en italiques dans le texte) dans son application concrète, actuelle, consiste *en premier lieu* (les italiques sont nôtres) dans le fait que les électeurs sont les masses travailleuses et exploitées, et que la bourgeoisie en est exclue ; en second lieu dans le fait que toutes les formalités bureaucratiques et les restrictions électorales sont supprimées. Les masses fixent elles-mêmes le système et la date des élections et ont pleine liberté de révoquer les élus. »

Lénine souligne en troisième lieu ce qu'il appelle la coïncidence entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, et il se rapporte à la « tâche de faire en sorte que toute la population apprenne et commence à gouverner ».

Il ajoute cette formulation : « Telles sont les principales marques de la démocratie mise en acte en Russie, démocratie de type supérieur, qui rompt avec la contrefaçon bourgeoise de la démocratie et marque le passage à la démocratie socialiste à condition *qu'elles permettent à l'État de s'éteindre*. ». Nous avons souligné ce passage pour nous relier à un seul passage de Lénine dans *L'État et la Révolution*, ainsi qu'au passage fondamental d'Engels que cite Lénine : « … pour un parti dont le programme économique n'est pas seulement socialiste en général, mais véritablement communiste, pour un parti dont le but politique final *est l'élimination de tout État et, donc, de toute démocratie*. ». Engels dit *nôtre*, c'est-à-dire de son parti alors infecté par le nom de social-démocratie. La citation se trouve dans le chapitre IV, n.6, dont le titre est « *L'élimination de la démocratie selon Engels* ». Et Lénine fait plusieurs fois sienne cette idée dans son texte : « L'attitude du prolétariat envers l'État est une question infiniment plus importante que la question du nom du parti … On tombe habituellement dans l'erreur contre laquelle Engels met en garde, c'est-à-dire que l'on oublie que la suppression de l'État est également la suppression de la démocratie, et que l'extinction de l'État est l'extinction de la démocratie ».

40. DÉCISION DANS LA DICTATURE

Dans ce même écrit d'avril 1918, le concept de démocratie extrême, prolétarienne, de gouvernement de la population – chef-d'œuvre de la révolution russe - n'empêche pas non seulement que Lénine réclame une Dictature toujours plus inexorable, mais que – contre mille idéologies petites-bourgeoises et anarchoïdes de l'époque – il justifie de la manière la plus nette et en la justifiant du point de vue marxiste la forme *unipersonnelle* de son exercice.

Nous ne pouvons pas ne pas relever cela à l'époque de l'obscène XX° congrès et de son « retour au marxisme-léninisme ». Ni un Charles Marx, ni un Vladimir Lénine n'ont jamais appliqué à la Dictature le préservatif collégial aujourd'hui fort prisé ou un autre lubrifiant.

Lénine part des résistances rencontrées par la décision du III° congrès des Soviets ayant trait à une « organisation bien agencée » ou « fonctionnelle » et au renforcement de la discipline. Il s'agit encore une fois de lutter contre l'autonomisme anarchoïde dans les usines et les entreprises, contre leurs théories de l'autodirection des masses, stupidité énorme dont nous nous libérâmes en doctrine dès nos premiers pas en marxisme, et en pratique en ce tournant de 1919, et qu'aujourd'hui certains nous présentent comme nouvelle formule de la société prolétarienne, en correction de Marx ! Lénine cingle ici ces positions petites-bourgeoises et pseudo-extrémistes (plus tard, il apprit que la Gauche italienne en avait toujours été l'impitoyable ennemie), et ce qu'il écrit peut servir pour les « retourneurs » à Lénine dans leurs orgies sur les démocraties populaires et les directions collégiales.

« Ce serait faire preuve d'une stupidité absurde et se serait tomber dans l'utopisme le plus absurde que de croire que sans contrainte et sans dictature l'on puisse passer du capitalisme au socialisme ».

« Dans toute transition de ce genre la dictature est indispensable pour deux raisons essentielles ». La première est la résistance des exploiteurs, la deuxième est le fait que, même sans la guerre extérieure, la guerre civile intérieure est inévitable. « Marx a donné de cet enseignement de toutes les révolutions une formule nette, brève, précise et incisive : dictature du prolétariat. »

« Mais le mot de dictature est un grand mot. Et les grands mots ne doivent pas être jetés au vent. La dictature est un pouvoir de fer, révolutionnairement audacieux et rapide, implacable dans la répression tant des exploiteurs que des criminels. Notre pouvoir est au contraire excessivement doux ; il ressemble plus à la gélatine qu'au fer ! »

« … cet élément (la contre-révolution) agit aussi de l'intérieur, en exploitant tout facteur de désagrégation, toute faiblesse, pour corrompre, pour aggraver l'indiscipline, le relâchement, le chaos. Plus nous nous rapprochons de la répression armée définitive de la bourgeoisie, plus cet élément anarchiste petit-bourgeois devient pour nous dangereux … La lutte doit être conduite y compris par la contrainte ».

« La lutte s'est ouverte sur ce terrain autour du dernier décret sur l'administration des chemins de fer qui confère des pouvoirs dictatoriaux (ou des pouvoirs « illimités ») aux dirigeants. Parmi les socialistes-révolutionnaires s'est développée contre le décret une véritable agitation de bandit ».

41. L'AUTORITÉ INDIVIDUELLE EST MARXISTE

Gens de Moscou, écoutez cela : « La question a véritablement une importance énorme : en premier lieu, la question de principe, la nomination d'individus singuliers, investis de pouvoirs dictatoriaux, illimités, est-elle compatible avec les principes fondamentaux du pouvoir soviétique ? »

« Que très souvent, dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, la dictature individuelle ait été l'expression, le véhicule, l'instrument de la dictature des classes révolutionnaires, c'est ce que l'expérience de l'histoire montre de façon irréfutable. La dictature des personnes individuelles a été indubitablement compatible avec la démocratie bourgeoise ». Combien de fois avons-nous rappelé au philistinisme gauchistoïde italien le général Garibaldi, dictateur à Naples, et qui stupidement remit la ville à un roi parlementaire ?

Vous, dit Lénine aux philistins européens de 1918, vous exigez de nous une démocratie de type supérieur à la démocratie bourgeoise, puis vous nous dites : la dictature

personnelle est absolument incompatible avec votre démocratie soviétique, c'est-à-dire *socialiste* !

« Ces raisonnements ne tiennent pas debout. Si nous ne sommes pas des anarchistes, nous devons admettre la nécessité d'un État, c'est-à-dire de la *coercition* pour le passage du capitalisme au socialisme ». La forme de cette coercition est déterminée, explique Lénine, par une série de circonstances : le développement de la classe révolutionnaire, les effets de la guerre, le degré de résistance des exploiteurs. « Il n'y a donc absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique et l'utilisation du pouvoir dictatorial exercé par des individus singuliers ». La contradiction de principe n'est pas entre mollesse démocratique et dictature individuelle, mais entre la dictature conduite par la bourgeoisie contre le prolétariat, et la dictature du prolétariat pour écraser la bourgeoisie. La direction individuelle suprême, dans des circonstances adaptées, est la bienvenue si elle permet la réalisation de la seconde de ces deux dictatures ; exemple célèbre : Lénine lui-même en Avril et en Octobre contre tous ses « collègues » crétinisés.

Une fois clarifiée la question de la dictature politique suprême, Lénine passe à celle des services et institutions de l'État révolutionnaire et il en fait une défense tout aussi serrée et résolue. Les formules sont telles qu'elles produisent sur les petits-bourgeois et libertaires habituels le même effet que le chiffon rouge sur le taureau. « Toute grande industrie mécanique exige une unité de volonté absolue et rigoureuse qui dirige le travail de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes ». « Comment assurer l'unité de volonté la plus rigoureuse ? Avec la soumission de la volonté de milliers de personnes à la volonté d'un seul. » On ne pouvait pas administrer une formule plus crue, ô fanatiques de la dignité de la personne humaine !

« La révolution a tout juste brisé les chaînes les plus anciennes, les plus solides et les plus lourdes, chaînes qui furent imposées aux masses par le régime du bâton. C'est ainsi que cela se passait hier ; mais aujourd'hui la révolution elle-même exige, et justement dans l'intérêt du socialisme, *la soumission sans réserve* des masses à la *volonté unique* de ceux qui dirigent le processus du travail … *une discipline de fer* durant le travail, une *soumission sans réserve* à la volonté d'une seule personne, du dirigeant soviétique. »

42. CONCLUSIONS EN 1918

Nous répétons que nous n'avons ajouté aucuns italiques à ces paroles et à ces phrases incisives dont on pourrait faire un florilège pour les rapports sur les crimes … de Staline, à donner à boire aux imbéciles.

Pour présenter le cadre de la situation, Lénine commence par établir combien la trêve que la Russie avait obtenue dans le conflit mondial persistant est précaire. Il ne s'agissait pas du tout de « construire le socialisme ». On devait « tendre au maximum toutes ses forces pour exploiter la trêve qui nous était consentie par un concours de circonstances pour soigner les blessures les plus graves infligées par la guerre à tout l'organisme social de la Russie et pour relever économiquement le pays, sans quoi l'on ne pourrait même pas parler d'une augmentation plus ou moins sérieuse de ses capacités de défense ».

Et Lénine ajoute : « Il est clair également que nous ne pourrons apporter une sérieuse contribution à la révolution socialiste en Occident – retardée à cause de toute une série de circonstances – que si nous savons résoudre le problème d'organisation qui se pose à nous ».

Les thèmes qui suivent se rapportent au développement des rapports de production : nouvelle phase de la lutte contre la bourgeoisie qui impose de « ralentir », mais pas politiquement, l'offensive contre le Capital. Importance de la lutte pour le recensement économique et le contrôle populaire. Augmentation de la productivité du travail, insuffisante en Russie. Organisation de l'« émulation ». Organisation bien agencée et dictature (nous en

avons parlé plus haut). Développement de l'organisation soviétique. Pour démontrer la nécessité du recensement économique Lénine écrit ces paroles importantes, dans lesquelles on lit le dépassement futur du mercantilisme dont encore aujourd'hui la Russie est bien loin : « L'État socialiste ne peut naître que comme un réseau de communes de production et de consommation qui calculent consciemment leur production et leur consommation, économisent le travail, en élèvent constamment la productivité en réussissant ainsi à réduire la journée de travail à sept heures puis ensuite à six et encore moins ». L'analyse économique nous permettra de voir de façon évidente que la Russie « de Staline » est allée dans des directions opposées sur tous ces points, un par un.

Dans la conclusion finale de son écrit, Lénine indique à nouveau comme danger le plus grave « l'élément menaçant du relâchement et de l'anarchisme petit-bourgeois ». Au point de dire : « Là est l'anneau de la chaîne des événements historiques dont nous devons pour l'heure nous saisir de toutes nos forces pour être à la hauteur de notre tâche, jusqu'au moment où nous passerons à l'anneau suivant. »

« L'édification du socialisme » en Russie était-il l'*anneau suivant* ? ! Lénine le dit immédiatement : « l'anneau qui nous attire par sa splendeur particulière, avec la splendeur des victoires de la RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE ».

Et cette fois-ci les majuscules nous vont bien !

Il flétrit à nouveau le révolutionnaire bavard et impatient : « L'origine sociale de ce genre de type est le petit propriétaire exaspéré par la guerre, par la ruine imprévue … oscillant de façon hystérique … entre la confiance en le prolétariat et le désespoir … ».

« Il faut bien comprendre et se mettre dans la tête que sur cette base sociale on ne peut édifier aucun socialisme ». Et vlan !

43. DÉMOCRATIE, HÉRITAGE PAYSAN

Pour comprendre que la ligne historique, d'abord théorisée puis mise en pratique, de la révolution bolchevique n'a JAMAIS contenu l'édification du socialisme dans la Russie isolée – révolution dont les étapes sont : conquête du pouvoir politique de la part du parti ouvrier ; achèvement de la révolution démocratique bourgeoise ; révolution socialiste politique, c'est-à-dire direction sociale, même dans les campagnes, assumée par l'État ouvrier – il faut recourir à la polémique de Lénine (et de Trotsky) contre les traîtres au marxisme en Occident.

Les étapes de la révolution russe dans les campagnes sont avant tout déterminées par des conditions de fait : agriculture extensive, nombre de salariés très limité en comparaison du nombre total de paysans, ignorance technique et culturelle dans les campagnes (en Italie, nous devrions être en première ligne à cause de la force glorieuse de l'ouvrier agricole, au premier rang dans la lutte pour le communisme, et du capitalisme d'entreprise agraire : Lénine renvoie à la face des opportunistes le fait qu'en Angleterre il y a bien peu de petits paysans, mais cet état de fait est compensé par l'embourgeoisement des prolétaires d'une industrie qui pompait alors le monde entier. Chez nous parti des prêtres et parti des staliniens, dans une complicité ignoble, travaillent à embourgeoiser le prolétariat rural de la même façon que les aristocraties urbaines du type de celles de la FIAT où elles ont bien prospéré).

On ne passe d'une situation comme la situation russe à une gestion collective de l'agriculture qu'à travers de nombreuses et longues phases de transition. Une seule force historique pouvait les abréger : la révolution en Europe.

Il résulte plusieurs fois des textes de Lénine que la *démocratie* dans l'État ouvrier, dans la formule de démocratie paysanne-ouvrière, ou dans celle de démocratie prolétarienne, nous a été imposée à cause de la situation des campagnes : on ne pouvait pas faire autrement. Mais toute la lutte a été pareillement conduite dans les formes non parlementaires, mais

dictatoriales, par le parti révolutionnaire : conquête géante surtout *pour la révolution occidentale* que nous attendons encore.

En mars 1919 Lénine, d'un côté, parle à tout moment de la révolution hongroise victorieuse – d'un autre côté il voit les nuages noirs de la guerre civile et la reconquête de territoires aux troupes blanches qui visent à trouver des bases, non seulement chez les koulaks riches (qu'il n'est pas difficile de liquider lors des retraites des rouges) mais également dans la masse *oscillante* (Lénine) des paysans moyens. Lénine lutte désespérément pour que l'on ne commette pas l'erreur de se faire des ennemis de ces paysans moyens et il revendique pour eux des concessions, sans cacher qu'elles sont de type bourgeois.

Tirons de ce texte un passage important : « Notre œuvre d'édification dans les campagnes (ni du socialisme, ni de ses bases) a déjà dépassé le moment pendant lequel tout était subordonné à l'exigence fondamentale : la lutte pour le pouvoir. » Et Lénine écrit ainsi dans le roc la transition d'Octobre : « Cette œuvre d'édification a traversé deux phases principales. En octobre 1917 nous avons pris le pouvoir *ensemble avec les paysans dans leur ensemble* (les italiques sont de Lénine : nous avons laissé en italien la répétition de l'adjectif *ensemble*). C'était une révolution bourgeoise puisque la lutte de classe (Lénine entend non pas entre paysans et féodaux, mais entre paysans semi-prolétaires et paysans riches, bourgeois) dans les campagnes ne s'était pas encore développée. Comme je l'ai déjà dit, la véritable révolution prolétarienne dans les campagnes ne commença que durant l'été 1918. Si nous n'avions pas su déchaîner cette révolution, notre œuvre n'aurait pas été complète. » Lénine, toujours superbe d'exactitude et de clarté (et pourtant si falsifié !), insiste encore : « La première étape fut la conquête du pouvoir dans les villes et l'instauration de la forme soviétique de gouvernement. La deuxième étape fut – fait essentiel pour tous les socialistes dignes de ce nom – la différenciation, dans les campagnes, des éléments prolétaires et semi-prolétaires (paysans contraints à accomplir un travail partiel de salariés) et leur union avec le prolétariat des villes pour la lutte contre la bourgeoisie rurale. Cette étape est également terminée dans ses grandes lignes. » Et à cet endroit Lénine rappelle les Comités des Paysans pauvres et la possibilité acquise de « les remplacer par des Soviets régulièrement élus », organes *propres* au pouvoir prolétarien dans les campagnes. Dans sa réponse à Kautsky, il note qu'au IV° [22] Congrès de septembre 1918, les délégués bolcheviks, villes et campagnes confondues, représentaient 97 % de la totalité de ces délégués. Vous pouvez chercher les puces à Lénine en examinant ses *concessions* au terme de démocratie, il ne vous restera en main qu'une poignée … de puces.

44. LEÇON AUX RÉNÉGATS

La formule selon laquelle on a suivi, dans la première étape, les paysans dans leur ensemble n'est pas une façon de parler mais un théorème de la doctrine. Nous la trouvons dans *l'Anti-Kautsky* (écrit à la fin de 1918) :

« Tout le monde sait que c'est seulement durant l'été et l'automne 1918 que nos villages ont accompli eux-mêmes la ''Révolution d'Octobre'' (c'est-à-dire la révolution prolétarienne : parenthèses dans le texte) … Une année après la révolution prolétarienne dans les capitales (sic !), la révolution prolétarienne, sous l'influence et avec l'aide de celle-ci, a éclaté dans les campagnes les plus éloignées ».

« Après avoir porté à terme, avec les paysans dans leur (écoutez) totalité, la révolution (écoutez) démocratique bourgeoise, le prolétariat de Russie, à peine a-t-il réussi à scinder les campagnes, à unir à lui les prolétaires et semi-prolétaires ruraux, à les regrouper dans les luttes contre les koulaks et la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie rurale, est passé définitivement à la révolution socialiste ». Et nous, nous ajoutons : politique.

En l'absence de celle-ci, poursuit Lénine, on aurait vu que le prolétariat russe n'était pas mûr pour la révolution socialiste, les paysans seraient restés « un tout unique » … « et la révolution n'aurait pas franchi les frontières de la révolution démocratique bourgeoise ».

Même dans ce cas – faites bien attention à ce que Lénine écrit – on n'aurait pas démontré que le prolétariat ne devait pas prendre le pouvoir ! Et maintenant écoutez bien – nous sommes dans une phase, pour ces mufles, de retour à Marx et Lénine ! « Puisque seul le prolétariat a conduit réellement à terme la révolution démocratique bourgeoise, seul le prolétariat (laissez-nous, ici aussi, être *emphatique* !) *a fait quelque chose de sérieux pour le succès de la révolution prolétarienne mondiale, seul le prolétariat a créé l'État soviétique, en accomplissant le deuxième pas, après la Commune, vers l'État Socialiste* ».

Dans le corps des principes marxistes, *révolution socialiste* veut dire *création de l'État socialiste*. Qui peut être fondé *dans un seul pays, même arriéré*.

La création de la société socialiste en Russie est une énorme bévue qui n'est jamais sortie de la plume marxiste de Lénine, messieurs les faussaires.

Il répète (il le fait à tout moment) : « La révolution des paysans dans leur ensemble est *encore* une révolution bourgeoise, et dans un pays arriéré il est impossible de la transformer en révolution socialiste *sans une série d'étapes et de stades de transition*. »

On parle toujours de révolution de classe et non de structure économico-sociale. Un de ces stades était les *vingt années* après lesquelles, même si la révolution en Occident tardait, on pouvait passer non pas au socialisme, mais de la démocratie ouvrière-paysanne dans la forme soviétique à la pure *dictature prolétarienne*, sans démocratie, même sous forme d'adjectif.

Nous devons encore voir comment le stalinisme a défendu – et le prétendu antistalinisme le répète – que justement à cette date Lénine prévoyait que l'on allait passer de la dictature *au suffrage universel* ! Les congressistes du XX° congrès n'ont aucun intérêt à nous dire où l'on trouve ce faux éditorial.

Dans la polémique avec Kautsky, Lénine rappelle qu'« en Russie il y a des ouvriers agricoles salariés, mais leur nombre est limité », et il admet ensuite qu'à cause de la démocratie ouvrière-paysanne on devait, malgré la dictature dans les capitales bolcheviques, subir la formule socialiste-révolutionnaire de la jouissance égalitaire, c'est-à-dire de la pratique non marxiste de la répartition, il se moque ensuite de Kautsky qui désormais n'« entend » plus qu'une seule démocratie : la démocratie bourgeoise.

« Il ne comprend pas du tout le problème *posé* par le pouvoir soviétique : comment passer à la culture de la terre en commun au moyen de collectivités. Mais la chose la plus curieuse est que Kautsky veut voir ''quelque chose de socialiste'' dans sa formule de la cession *en location* par l'État de petites parcelles. En réalité, il s'agit d'un mot d'ordre *petit-bourgeois* dans lequel *il n'y a pas une once* de ''socialisme''. Si l'État qui cède en location la terre n'est pas un État du type de la Commune, mais une république parlementaire bourgeoise (comme dans l'éternelle hypothèse de Kautsky), la cession de la terre en petits lots sera une réforme typiquement libérale ».

Nous prouverons que la formule du *kolkhoze* n'est pas léninienne mais sous-kautskienne.

45. LÉNINE ET LE « SUFFRAGE UNIVERSEL »

Le rapport de Staline sur la nouvelle constitution part de la décision du 6 février 1935 du VII° Congrès des Soviets de l'URSS. Ce rapport, avant même de déclarer qu'il s'agissait de mettre la nouvelle Constitution en accord avec les rapports entre les forces de classe alors existantes en Russie, proclame qu'il s'agit de « démocratiser encore plus le système électoral, de passer du suffrage restreint au suffrage *universel*, du suffrage encore inégal au suffrage

égalitaire, des élections à plusieurs niveaux au suffrage *direct*, du scrutin public au scrutin *secret* ».

On vante ces directives comme un pas en avant vers un système « complètement démocratique », et elles ne font effectivement qu'imiter totalement les constitutions démocratiques bourgeoises avec leur règle du suffrage universel, direct, égalitaire et secret ; et le monde est invité à les considérer comme un abandon de la dictature pour un retour à la pleine démocratie. Le monde bourgeois ne voulut pas le croire, influencé par le fait qu'il ne restait qu'un seul parti, celui du gouvernement, qui était toléré et qui était admis aux élections en Russie. Vous croyez ainsi être malins alors que théoriquement et historiquement il s'agissait justement de tourner le dos à la dictature de classe et à la révolution.

Comme nous y avons plusieurs fois fait allusion, Staline, pour défendre le projet que la Commission nommée dans ce but élaborait sous sa présidence contre les critiques proches ou lointaines, soutient que l'abolition des critères historiquement essentiels du vote inégalitaire (illustré ainsi par nous : ouvriers cinq, paysans un, bourgeois zéro) avait été « promise » par Lénine dans son rapport au VIII° Congrès du Parti communiste bolchevik en mars 1919.

Il faut distinguer entre deux documents. Celui que cite Staline est le *Projet de programme du parti c.b.* qui figure (fidélité à part) dans les *Œuvres*, au volume XXIX, page 94. Il s'agit donc d'un texte écrit avant le Congrès. Mais la question est également traitée dans un autre texte, qui consiste dans le *Rapport sur le programme du parti* exposé par Lénine au congrès le 19 mars 1919, en opposition partielle au rapport de Boukharine, rapporteur sur le même thème. Cet autre texte se trouve dans les *Œuvres* dans le même volume, page 131. Les textes, sous réserve de la fidélité de l'un et de l'autre, sont différents dans la forme, et doivent être brièvement considérés tous les deux en relation avec leur date respective.

La date signifie peu de chose, mais ce qui est essentiel, comme nous l'avons toujours rappelé, quand on donne une citation, c'est le cadre de la situation générale dans laquelle elle fut écrite et le jeu des forces historiques qui dominaient alors la scène.

Le texte donné par Staline en 1936 est donc quelque peu antérieur au 19 mars 1919, époque du congrès où Lénine affronta la question.

46. LA GUERRE CIVILE EN MARS 1919

Le VIII° congrès fut préparé et se déroula à un moment crucial de la défense du pouvoir bolchevik, établi depuis un an et demi, contre les assauts contre-révolutionnaires dont nous avons amplement traité à la fin de la première partie du présent exposé en considérant que pendant cette période le problème politico-militaire est encore central et plus important que le problème économico-social.

Le 6 mars Koltchak avait traversé l'Oural et le 15 il était dans les faubourgs d'Oufa. C'est seulement à la fin du mois d'avril que la contre-offensive de l'Armée rouge devait commencer. Le 21 mars, les Français avançaient à partir du sud, d'Odessa en direction de Cherson, ils ne devaient évacuer Odessa qu'en avril. En mai les attaques encore plus graves de Denikine au sud et de Ioudenitch au nord s'annonçaient, elles devaient encercler Petrograd et Moscou qui ne furent libérés de la pression menaçante qu'au beau milieu de l'automne. Derrière toutes ces armées puissantes se profilaient les puissances impérialistes de l'Entente victorieuse, lesquelles avaient hérité de la fonction répressive des armées allemandes, turques, etc.

Au printemps 1920, dans le sud, Denikine allait à nouveau faire une tentative puis il allait être remplacé par Wrangel qui avait une armée plus puissante ; c'est seulement après l'été et la guerre polonaise qui finit mal devant Varsovie que l'on allait pouvoir parler de paix.

En 1919, les ouvriers des villes, malgré leur héroïsme et leur maturité politique étaient réduits à l'extrême de leurs forces, l'industrie était précipitée au degré le plus bas de toute son

histoire, la famine se répandait par vagues et l'État soviétique ne pouvait espérer vaincre, après la dure résistance, que grâce aux forces de leurs alliés valides dans toutes les provinces. De telles forces ne pouvaient être composées des seuls paysans pauvres et semi-pauvres ; ils auraient été insuffisants. On devait espérer obtenir, et l'on obtint, l'appui des paysans moyens, et même tenter d'éviter qu'une partie des paysans riches ne suive les blancs et ne les aide en hommes et en moyens. Tel est le problème qui domine le VIII° congrès et que, comme toujours, Lénine ne dissimule pas le moins du monde, même quand les moins prudents de ses camarades voudraient masquer ces dures exigences sous des phrases doctrinales peu exactes, comme cela advient dans le cas de Boukharine, exactement comme cela était advenu dans la crise grave précédente de 1918 : Brest-Litovsk.

Nous devions rappeler tout cela pour comprendre le sens des déclarations de Lénine et expliquer leur exploitation louche tant d'années après.

On ne doit pas omettre pour compléter le cadre que, alors que les gouvernements des puissances démocratiques bourgeoises alimentent la contre-révolution, la féroce offensive de la social-démocratie et de la II° Internationale atteint son apogée, elle diffame et insulte la révolution communiste ; les écrits théoriques de Lénine, de Trotsky, lui répondent puissamment, ainsi que la polémique développée contre cette social-démocratie par les communistes hors de Russie.

On ne peut négliger la gravité de la conséquence de ce travail criminel des mencheviks russes et non russes qui furent responsables du fait que des couches incertaines mais très nombreuses de la population russe aient ouvertement fait alliance avec les réactionnaires et les tsaristes blancs dans l'intention de renverser le pouvoir des bolcheviks.

47. UN LÉNINE « SUFFRAGETTE » ? !

Il paraissait indiscutable en 1936 que Staline était mandaté par Dieu pour accomplir les promesses de Lénine et celui qui soutenait ce qui est hypocritement admis aujourd'hui par le XX° congrès – c'est-à-dire que sur tous les points Staline avait marché à contresens des consignes de Lénine - était traité de fou.

Staline donc, avec une morgue absolue et avec les questions habituelles du genre des « quiz », liquide le problème du suffrage : « N'est-il pas temps, camarade, d'appliquer cette indication de Lénine ? », « Je pense qu'il est temps », « Il me paraît clair », « Les choses sont ainsi ». Et la thèse est la suivante : « Lénine, dès 1919, disait que le temps n'était pas loin où le pouvoir soviétique aurait trouvé utile d'introduire le suffrage universel sans aucune limitation. Faites attention (oui, nous faisons attention !) : sans aucune limitation. Il disait cela alors que l'intervention étrangère n'était pas encore liquidée et alors que notre industrie et notre agriculture se trouvaient dans une situation désespérée. »

Staline tire, exactement à l'opposé de ce qu'il faudrait faire, les conclusions d'une situation véritablement critique sinon désespérée pour le destin de la révolution socialiste. Si les défaites avaient continué, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie (Spartakus avait déjà été égorgé par la social-démocratie ; les bolcheviks suivaient anxieusement les événements de Hongrie et de Bavière, comme on le voit dans les textes de Lénine eux-mêmes), l'histoire et un de ses lecteurs du type de Lénine auraient posé le problème de façon concrète : à savoir s'il ne fallait pas sauver la *seule* révolution démo-bourgeoise contre le retour ouvert du tsarisme féodal. Pour ce faire, on aurait même avaler la couleuvre très puante du suffrage universel ! Que le lecteur qui nous suit regarde le paragraphe 44 précédent et la citation de Lénine qui y figure. Donc, et il faut le dire même si c'est dur, en mars 1919, si nous faisons revivre dans notre mémoire et dans notre étude cette situation impitoyable, l'hypothèse de se replier sur une république « bourgeoise » s'imposait dialectiquement. Dans cette république, les paysans riches d'un côté, et les mencheviks et socialistes-

révolutionnaires – qui se révélèrent ensuite de telles canailles qu'il fallut les disperser à la mitrailleuse pour ne pas subir le même sort de leur part – de l'autre, n'auraient pas été admis dans le gouvernement, mais ils auraient été tolérés, respectivement sur le plan social et sur le plan politique. Nous prouverons tout cela avec le texte même du rapport de Lénine.

Voici le passage que nous ne sommes pas en mesure de confronter avec un plus long texte utilisé par Staline et, comme nous l'avons déduit, qui n'a pas dû être écrit après février 1919. « Le P.C.R. doit expliquer aux masses travailleuses, pour éviter de fausses généralisations de nécessités historiques transitoires, que la privation d'une partie des citoyens du droit de vote dans la République Soviétique ne concerne pas du tout une catégorie déterminée de citoyens déclarés sans droits à vie, comme dans les républiques démocratiques bourgeoises, mais ne concerne que les exploiteurs, ceux qui, en opposition avec les lois fondamentales de la R.S.S.S., s'obstinent à défendre leurs situations d'exploiteurs et à maintenir des rapports capitalistes. » Ce premier stade, même textuellement, ne peut être théoriquement réfuté. L'exclusion du droit de vote ne dérive pas de qualités morales, légales, ou raciales d'une personne mais d'un rapport économico-social dans lequel se trouve de façon contingente le citoyen : celui qui donne du travail ne vote pas. Mais si, du fait d'une expropriation ou d'un autre processus, il se transforme en salarié, il redevient immédiatement électeur.

Poursuivons dans le texte que Staline nous administre (nous devons en général toujours travailler sur des textes originaux, hier inattaquables, aujourd'hui diffamés). « Dans la République Soviétique, d'une part, le socialisme se renforçant de jour en jour, et le nombre de ceux qui ont objectivement la possibilité de rester des exploiteurs et de maintenir des rapports capitalistes se réduisant, le pourcentage de ceux qui sont privés du droit de vote diminue automatiquement. Actuellement en Russie ce pourcentage ne doit pas dépasser le 2-3 pour cent. D'autre part, dans un avenir très proche, la fin de l'invasion étrangère et l'achèvement de l'expropriation des expropriateurs permettront, dans des conditions déterminées, de créer une situation dans laquelle le pouvoir prolétarien choisira d'autres méthodes pour vaincre la résistance des exploiteurs et introduira le suffrage universel, sans aucune limitation. »

Ce passage non seulement est donné isolé, sans son contexte, mais il paraît manipulé. Comment est-il possible que Lénine écrive qu'après *l'expropriation des exploiteurs* (à venir), le problème de « vaincre la résistance des exploiteurs » puisse encore se poser ?

Voilà la raison pour laquelle on suit mieux le raisonnement en suivant un texte complet comme celui du rapport que Lénine développa au Congrès, et qui considère le cadre d'un ensemble de questions : russes et extérieures, de guerres civiles et de rapports sociaux, et c'est à celui-là que nous nous reporterons.

48. LE CONGRÈS RUSSE DE 1919

Ce rapport de Lénine commence par une partie très importante dont nous nous sommes déjà servis et qui est polémique vis-à-vis de Boukharine. Celui-ci avait fondé la partie économique du programme sur la seule description d'un capitalisme de type monopoliste et impérialiste. Lénine démontre que le capitalisme de libre concurrence est inséparable du précédent et cela non seulement pour des motifs doctrinaux marxistes, mais à cause des formes sociales russes du moment dans lesquelles non seulement la concurrence capitaliste est bien présente, mais dans lesquelles des formes sociales encore plus arriérées existent également. Ce thème important se relie pleinement au discours sur l'impôt en nature et au fameux opuscule de 1918 auquel Lénine se rapporte amplement dans ce discours.

Une deuxième partie est encore destinée à la critique de Boukharine et elle est non moins importante. Toujours en relation au cadre historique du développement russe dans les

différentes régions, dont de nombreuses sont très arriérées, les hésitations de Boukharine sur l'autodétermination nationale des peuples, et son remplacement par la formule faussement de gauche de l'« autodétermination du prolétariat » - thème que notre mouvement a traité à Trieste et qui sera l'objet d'études ultérieures - sont repoussés.

Tout ce cadre vient toujours souligner combien le développement russe est lesté d'éléments bourgeois et comment seule l'Europe peut remorquer la Russie vers le socialisme et non pas le contraire, thèse qui, dure à accepter durant les années de batailles révolutionnaires glorieuses, a été imposée non seulement avant tout par la saine doctrine mais également par la force irréfutable de l'histoire.

Lénine passe donc à la question du comportement envers les petits propriétaires et les paysans moyens. Sur ce point il ne reprend pas seulement Boukharine mais également les organes de l'État et du parti qui insultent le paysan moyen. Dans le même congrès, Lénine fait aussi un rapport sur le travail dans les campagnes, et il étudie à fond cette question également sur les traces de Marx et d'Engels. Toujours dans ce discours Lénine réaffirme le thème central de l'antithèse : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, seules forces actives de l'histoire moderne et il conduit cette antithèse du *Capital* de Marx à sa « vérification » dans la Révolution Russe. Donc aucune concession de nature doctrinale.

Cependant, quand il en vient au paysan moyen, Lénine le défend de façon impressionnante et il explique que, selon Engels également, la violence exercée par le prolétariat contre les capitalistes et les propriétaires fonciers ne peut pas être exercée avec la même intensité contre les paysans moyens. Il dit plus et la citation ne nous surprend pas : « Même vis-à-vis des paysans riches nous n'avons pas la même résolution que contre les bourgeois, nous ne disons pas expropriation totale des paysans riches et des koulaks. Cette distinction est fixée dans notre programme. Nous, nous disons : répression de la résistance des paysans riches, répression de leurs velléités contre-révolutionnaires. Ce qui n'est pas l'expropriation totale. »

Que le lecteur veuille suivre notre effort pour donner les termes dialectiques des successions historiques. Nous en sommes à l'affirmation habituelle : Staline passa en 1928 à la gauche de Lénine, abolit la N.E.P. et extermina les koulaks avec des méthodes pires que celles utilisées dans toute autre phase. Pour le moment, en 1919, sans s'écarter d'un millimètre des positions du marxisme révolutionnaire, Lénine dit clairement : nous sommes dans une situation telle que nous ne pouvons pas du tout ‘‘provoquer’’ le paysan riche. Nous lui dirons : si tu vas avec Koltchak nous te réduirons à la famine et, si nous le pouvons, nous te fusillerons. Mais si tu repousses l'invitation de Koltchak, tu peux compter que nous ferons une certaine différence entre le traitement que nous te ferons subir et celui que nous ferons subir au propriétaire foncier et au grand capitaliste.

Tout ce discours ne peut se comprendre sans se référer étroitement à la période traversée par l'État et le parti soviétique. La cohérence théorique rigoureuse n'empêche pas que l'on prenne les positions les plus utiles dans le jeu des forces en présence, surtout en évitant de se vanter d'avoir déjà surmonté les obstacles avec lesquels on a encore des comptes scabreux et sanguinaires à régler.

Dans tout ce discours sur les paysans Lénine dit que l'on n'a pas encore appris à les traiter politiquement, il répète à chaque instant tous les défauts dangereux de ces couches (nous avons déjà cité différents passages dans ce qui précède) et surtout il met en pleine lumière la question économique : la production industrielle en 1919 est à zéro, l'on ne sait pas quoi offrir aux paysans en échange de leurs produits, le rapport est encore tel que l'on reste en dessous d'une pleine société bourgeoise. Étant donné cette réalité, le parti doit procéder sans aucun renoncement à ses principes et à ses buts révolutionnaires. Il faut avoir présent à l'esprit un autre élément : la très faible culture du paysan russe ainsi que du reste la culture encore faible de l'ouvrier lui-même.

Lénine établit que dans cette phase, parmi toutes les phases de transition qu'il a rappelées, il y a un pacte d'unité à respecter entre les prolétaires urbains et les paysans ; ce pacte ne peut se hausser à la hauteur d'une dictature de l'État ouvrier dans les campagnes, mais il doit tolérer envers les ruraux les moyens de persuasion d'une démocratie interne commune (une espèce de pacte de non-dictature) qui est indiscutablement, en théorie, un héritage démocratico-bourgeois dont il faudra longtemps pour se libérer. Ce sont les 20 années que Staline envisage à l'envers quand il dit qu'après 17 ans on peut constitutionnellement mettre les deux classes sur un pied d'égalité !

49. LA PRIVATION DU DROIT ÉLECTORAL

Et à la fin nous trouvons ici une exposition de ce problème plus coordonnée que celle qui est dans le passage donné par Staline en 1936. Elle est en fonction d'un fait évident : les blancs travaillent dans les campagnes à surmonter la haine de tous les paysans envers le récent souvenir de la servitude seigneuriale et tsariste en les excitant contre « les chefs bolcheviks de Petrograd et de Moscou ». Voyez – disent-ils au paysan qui se méfie d'autant moins d'eux qu'il est moins pauvre - : vous avez trouvé de nouveaux maîtres, de nouveaux exploiteurs, de nouveaux pillards. Dans les élections les villes comptent cinq fois plus que vous. Cela veut dire que quand il s'agit de vous donner les rares produits manufacturés qu'ils vous servent, ils vous prendront cinq fois plus de blé qu'il n'est juste de prendre. Le paysan extrêmement misérable croira ces mensonges du fait de son ignorance énorme, le paysan riche et moyen également en partie par intérêt. Et Lénine, tout en disant que la dictature doit être de fer et non de gélatine, a le courage d'affirmer au congrès qui l'applaudit : oui, nous devons effectivement faire des décrets, mais nous ne devons pas *commander* au paysan moyen de les respecter !

Et nous en arrivons finalement au point qui, certes pas inutilement, a provoqué cette exposition et cette discussion des textes du parti et des événements historiques.

La première affirmation de Lénine est : « Le dernier point qu'il me faut examiner est *la fonction dirigeante du prolétariat et la privation du droit de vote*. » En le soulignant, l'auteur met ce point de principe hors de discussion.

Il rappelle qu'un tel fait est sanctionné par la Constitution ; il rappelle les attaques féroces des opportunistes étrangers et les réponses vigoureuses qui leur furent données sur le problème de la dictature, de la démocratie bourgeoise et de la démocratie prolétarienne.

Il ajoute cependant : « La question de la privation du droit de vote pour la bourgeoisie n'est pas considérée par nous comme un critère absolu parce que théoriquement on peut très bien admettre que la dictature du prolétariat réprime sans cesse la bourgeoisie, sans toutefois la priver de ses droits électoraux. Théoriquement cela est parfaitement possible et nous ne présentons donc pas notre Constitution comme un modèle pour les autres pays. Nous disons uniquement (excusez-nous si c'est peu, ajoutons-nous) que celui qui s'imagine pouvoir passer au socialisme sans réprimer la bourgeoisie n'est pas un socialiste. »

Il peut sembler à un critique superficiel que ces passages – et le rappel ultérieur que la Constitution ne fut pas rédigée et imposée par les bolcheviks mais, comme nous l'avons rappelé, fut produite par les faits historiques réels et rédigée par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avant qu'ils ne fussent battus et expulsés des Soviets (« Personne n'a chassé la bourgeoisie des Soviets, ni avant ni après la Révolution d'Octobre. *La bourgeoisie s'en est exclue elle-même* », c'est-à-dire a laissé les Soviets, formés par les masses, conduire la Révolution contre le tsar, révolution qu'elle aurait dû faire elle-même !) - paraphrasent plus ou moins celui qui fut « arrangé » - comme nous l'avons insinué - par Pepe [23] Staline.

Il faut aller plus à fond en observant également que Lénine dit (et c'est la fin de son rapport) : « ne faisons pas un *idéal* de l'inégalité électorale, même si notre Constitution a dû l'enregistrer à cause du bas niveau culturel, à cause de la faiblesse de l'organisation chez nous ».

Pour le marxisme une *Constitution* n'est pas en effet un *idéal*. Nous pensons que les Constitutions sont provisoires, qu'elles sont des résultats de l'histoire et non pas des piliers fondamentaux de l'histoire future d'un peuple. Les Constitutions sont une forme de domination de classe et sont caractéristiques des révolutions bourgeoises. Une Révolution socialiste intégrale se passera de constitutions.

Elle se passera également de droits électoraux. La révolution russe a dû se poser un problème de droits électoraux parce que le problème historique de la naissance de la démocratie en Russie se posait encore et, comme la bourgeoisie pusillanime n'a pas pris en main ce problème, il a fait partie de la charge que les prolétaires communistes ont dû endosser. Ces derniers ont comme tâche historique spécifique l'extinction de la démocratie et de l'État au moyen de l'abolition des classes (Engels, Lénine). Ayant pris en main cette autre tâche par la volonté de l'histoire, ils l'ont résolue de façon originale, de façon bien différente de celle des démocrates bourgeois ou de celles des sociaux-démocrates (voyez, dit Lénine, la République de Weimar qui se prétend ouvrière !). Ils n'ont pas d'idéaux constitutionnels propres, ils ont seulement la tâche dialectique de forcer le pas dans les phases de transition inévitables.

Lors de celles-ci, le problème fondamental est de ne pas perdre le pouvoir. Il faut *réprimer* la bourgeoisie, c'est pour Lénine une question de principe. Le mal est de ne pas la réprimer, de ne pas la mettre en déroute, de ne pas la piétiner. À cette condition il pourrait cependant arriver que nous la fassions *voter*. L'argument est plus ironique que polémique et vaut celui utilisé pour le koulak : s'il se range contre nous, nous l'abattrons, mais ne lui disons pas au cas où il reste au moins neutre dans la guerre civile.

Une position différente du problème pourrait conduire à cette erreur : pour faire triompher le socialisme, il ne faut pas écraser et exproprier la bourgeoisie, il suffit d'écrire sur un « papier » qu'elle ne peut pas voter.

La révolution prolétarienne *pure* a pour voie d'accès – comme l'affirment cent passages cités ici et ailleurs – la guerre de classe et non le décompte des voix. La révolution russe est « double » et non pas pure, elle a dû passer par des guerres de classe et des guerres électorales : l'importance de son mode de voter a résidé dans le fait de faire comprendre, doctrinalement et politiquement, aux prolétaires du monde entier, la thèse fondamentale de la dictature, sans la possession de laquelle même le recours aux armes reste privé de toute vigueur révolutionnaire efficace.

50. FINAL SUR LA DÉMOCRATIE ÉLECTIVE

Nous pouvons maintenant conclure la question du droit électoral inégal en Russie qui souleva alors et soulèvera toujours un tapage énorme. Sur ce point jamais les communistes ne firent de concessions sur les principes qui, comme ce fut démontré au cours de la discussion doctrinale, étaient ceux de Marx et d'Engels. Un des aspects essentiels du communisme est la critique de la démocratie. Une des tâches de la révolution communiste est la liquidation de la démocratie. Cette dernière est un moment historique de la série des dominations de classe et une façade de la société moderne divisée en classes. Nous en détruisons doctrinalement toute prétention à s'élever à la hauteur d'une « valeur » universelle et éternelle - comme nous la détruisons au moyen du pouvoir d'État – elle est un autre aspect de toutes les sociétés de classe anciennes et modernes. Le marxisme établit la tendance historique à la société sans classe, qui est sans État et sans démocratie élective : l'extinction de l'un et de l'autre.

La cohérence de ces positions de principe suffit à condamner les délires actuels sur la « voie » au communisme « à travers » la démocratie, ainsi que les dégénérescences de l'opportunisme d'hier et d'aujourd'hui qui élève la démocratie à la hauteur de « valeur limite » des frontières de laquelle le socialisme ne peut pas sortir. En 1919, on en arriva à la formule d'ivrognes : dictature de la démocratie !

Il reste le problème du chemin à travers lequel on arrivera à liquider historiquement l'État électoral. Et c'est sur cette doctrine difficile, remise au premier rang par le marxiste Lénine, que tous les adversaires ont spéculé.

Et justement parce que nous ne sommes pas des partisans d'Idéaux ou d'Utopies, et donc de Modèles constitutionnels d'après lesquels on dessine l'État nouveau (qui pour nous est le non-État), nous savons que, dialectiquement, comme le capitalisme lui-même, la démocratie en tant que forme historique doit décrire une certaine orbite avant de pouvoir décliner. Donc dans les œuvres théoriques de Marx, Engels, Lénine et Trotsky nous trouvons dialectiquement connexes les « branches ascendantes » et les « branches descendantes » d'une telle orbite. La dialectique nous permet de comprendre comment la démocratie en vient à mourir à travers son propre développement, son perfectionnement, sa tendance intrinsèque à l'extrémisme. La Russie était le pays dans lequel une telle branche devait encore être parcourue et devait commencer à être parcourue, en l'absence d'une histoire des libertés démocratiques, les premières Douma n'étant que de pâles caricatures des Parlements occidentaux existants depuis déjà plusieurs siècles. La bourgeoisie locale étant déchue de sa tâche d'exaltation démocratique, le prolétariat et le paysan s'en chargent à sa place et suivent à pas de géants la branche ascendante.

Lénine doit démasquer la thèse des Kautsky qui prétendent qu'on lit dans Marx que le concept de démocratie est une forme limite de la révolution prolétarienne. Mais il doit aussi réfuter le mensonge qui affirme que la *libération* de la Russie du despotisme prébourgeois a été obtenue par le pouvoir des Soviets dans un mode inférieur à celui des libéralismes bourgeois classiques. Et il lui réplique que dans la révolution des Soviets l'audace et la spontanéité des masses en mouvement ont atteint des limites ignorées même des plus glorieuses révolutions libérales.

Nous pouvons exprimer ce concept en disant qu'en Occident les masses travailleuses s'étaient non seulement *désaltérées* de la sève qui coulait de la source électorale mais qu'elles s'en étaient désormais dégoûtées, cette sève leur parut un délice au début puis par la suite un poison. En Russie la soif de démocratie élective était un fait historique que l'on ne pouvait pas éteindre au moyen de l'abstinence. Cette image ne doit pas faire penser à des éléments d'ordre psychologique ou moral mais au problème matériel des rapports de force. Il dépendait de ce rapport de force que les paysans donnent ou non des millions de combattants à l'armée ennemie ou à la nôtre. Des canailles du genre Kautsky eurent une influence sur les masses européennes qui les empêchèrent de faire obstacle à leur gouvernement dans leur action en faveur des bandes blanches.

En ce sens Lénine, du point de vue de la doctrine, ne devait pas exclure que la révolution, dans son processus complexe, eût à boire pour un moment l'eau ou l'élixir du droit de vote pour tous.

Staline parle tout autrement en 1936, et tout autrement également parlent ses fils carrément dégénérés d'aujourd'hui. Ils ne disent pas que le *suffrage universel* peut être un fleuve qu'il nous appartient de traverser à la nage, comme tant d'autres. Ils tombent dans la position réactionnaire qui en fait un océan dont les limites ne seront jamais dépassées.

Un jour le prolétariat d'Occident, qui peut d'un seul pas mettre le pied sur la rive opposée de ce fleuve trouble et de ses vases mortelles, retrouvera dans toute sa vigueur la tradition historique de la dictature russe qui lui enseigne pour toujours le droit de déchirer le

suffrage populaire universel, même quand il avait dû auparavant le traverser dans la phase bourgeoise du processus.

La leçon est que l'on ne va pas au socialisme sans *réprimer* la bourgeoisie. Et il est également *permis* de lui ôter le droit sacré au suffrage. Le bourgeois pourrait, d'aventure, avoir la permission d'accéder à l'urne à l'occasion de situations contingentes. Mais la révolution revendique le droit, à l'aller comme au retour, de le supprimer comme figure économico-sociale et de le supprimer comme personne physique.

51. LES RAPPORTS DE PRODUCTION

La grandeur historique et internationale de la Révolution Russe, en tant qu'acquis que rien n'a détruit, ni les défaites, ni les dégénérescences épouvantables, réside dans le fait d'avoir pris – dans la phase où tout permettait de penser qu'elle se transformerait en une révolution européenne et mondiale - le rythme *maximum* d'évolution des formes de l'État, jusqu'à une dictature totale vis-à-vis des classes possédantes, malgré la caractéristique interne d'une tolérance démocratique pour les classes petites-bourgeoises agraires, alors que le rythme d'évolution des rapports de production et de l'économie sociale était *minimum.*

Après avoir donc traité des premières mesures de l'État soviétique et du gouvernement communiste, ainsi que des vicissitudes originales à travers lesquelles s'installèrent les formes de l'État institué en octobre sur les ruines de celles de l'État tsariste et de ses ramifications bourgeoises et sociales-opportunistes de février à octobre, nous pouvons maintenant revenir au cadre de l'économie soviétique dans les premières années qui suivirent la conquête du pouvoir, pendant et après la phase de défense du pouvoir révolutionnaire, la phase de la guerre civile.

Comme il n'était pas possible et encore moins utile de l'éviter, nous avons déjà abordé dans tout le cours de notre étude le tableau de ces rapports dans ses différents tournants historiques. Nous avons également décrit le désordre total et la grave paralysie dans lesquels ces rapports étaient tombés du fait de la guerre mondiale et durant la période de la première révolution qui déposa le tsar.

Nous avons entre autres choses puisé à suffisance dans l'écrit de Lénine qui précède Octobre : *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* – 10-14 septembre 1917. Pour nous, ce qui importe surtout, c'est non seulement de suivre les vicissitudes des faits économiques, mais d'établir que le mouvement grandiose du communisme bolchevik en eut une vision claire et complète, étape par étape, jusqu'à l'apparition d'une vague contre-révolutionnaire levant le drapeau traître du socialisme constructible et construit dans le seul îlot russe.

Dans la phase suivante, les tâches économiques doivent céder le pas aux tâches politiques : insurrection armée – prise du pouvoir central – dispersion de l'assemblée parlementaire – liquidation de la guerre impérialiste – résistance aux attaques armées de la contre-révolution.

Immédiatement après Brest-Litovsk et la rupture qui s'ensuivit avec les socialistes-révolutionnaires qui furent pendant quelques mois les alliés des bolcheviks au gouvernement, et même après la grave crise interne du parti bolchevik à propos de l'acceptation du terrible traité dicté par les Allemands, dans une situation économique très défavorable allant jusqu'à la famine, mais quand la pression des guerres civiles ne se faisait pas encore sentir, l'écrit de Lénine d'avril 1918 sur *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets* résume la perspective économique. Nous y avons eu recours plusieurs fois afin de clarifier le fait que l'on ne parlait pas du tout d'une application, comme ressource concrète, de systèmes de production et de consommation socialistes, mais d'orientation révolutionnaire et *politiquement* socialiste dans l'établissement des mesures du gouvernement et dans les activités du parti qui le gérait.

Dans cet écrit, il est clairement établi qu'il s'agit de conduire la gestion de l'économie, même nettement définie comme bourgeoise et moins que bourgeoise, à travers une bonne « administration » et une bonne « organisation ». L'avènement de la société socialiste est bien plus que l'introduction d'une bonne organisation et d'une bonne administration ; il s'agira d'une chose radicalement différente de la moralisation, du nettoyage, de la remise en ordre de la vie économique, de la naïve « révolte contre tous les coquins » [24] de la chanson !

En Russie, en avril 1918, Lénine ne dit pas : faisons le socialisme ; et même pas : maintenant je me retrousse les manches et je le fais ! Il dit justement aux ouvriers, avant-garde de la révolution sacrifiée et affamée par la disette : sus aux salauds, aux voleurs, aux spéculateurs, aux contrebandiers et aux bandits pour obtenir une gestion moins ruineuse des ressources vitales, même dans les anciennes formes bourgeoises mercantiles et primitives.

52. PAS DE HÂTE DÉMAGOGIQUE

Lénine commence par dire qu'il y a déjà eu trop de précipitation à exproprier le capital (c'est-à-dire dans la simple étatisation d'entreprises et de groupes d'entreprises). « Jusqu'à aujourd'hui, on mettait au premier plan les mesures d'expropriation immédiate des expropriateurs (belle vieille phrase de Marx, mais, selon nous, phrase d'agitation plus que phrase de programme). Maintenant ce qui se trouve au premier plan, c'est l'organisation du recensement et du contrôle des entreprises dont les capitalistes ont déjà été expropriés, comme également de toutes les autres ». Il s'agit d'une puissante mise au point marxiste. Diriger des entreprises ce n'est pas du socialisme, le socialisme c'est parvenir à une production sans entreprise, tâche lointaine et mondiale.

Ce n'est pas le moment de corroborer cette thèse avec les innombrables citations de Marx qui montrent qu'il donna, à chaque fois, les caractères distinctifs essentiels de l'économie socialiste et de l'économie capitaliste.

Il est intéressant de suivre encore un peu le texte de Lénine : « Si nous voulions maintenant continuer à exproprier le capital au même rythme que précédemment, nous subirions certainement une défaite, puisqu'il est clair pour tout homme qui pense, que notre travail d'organisation d'un recensement et d'un contrôle prolétarien est *en retard* sur le travail d'immédiate ‘‘expropriation des expropriateurs’’ ». « Si nous nous préparons maintenant avec toutes nos forces au travail d'organisation du recensement et du contrôle, nous pourrons résoudre ce problème, regagner le temps perdu et porter victorieusement à terme notre *campagne* contre le Capital. »

Une part importante de ce travail est celle qui se réfère à la nécessité d'engager des « spécialistes » de l'étranger, comme cela sera fait pendant de nombreuses années.

« Le passage au socialisme est impossible sans spécialistes qui dirigent les différents secteurs de la science, de la technique et de la recherche, puisque le socialisme exige une progression consciente des masses vers une productivité du travail qui soit supérieure à celle du capitalisme et qui part des résultats atteints par celui-ci ». Lénine déclare que le peu d'importance accordée au travail de recensement et de contrôle explique la perplexité de nombreux ouvriers et camarades lorsqu'il s'agit de confier des postes de direction à des spécialistes « bourgeois ». Et il conclut que les spécialistes sont indispensables pour *apprendre* des pays capitalistes et que l'État soviétique devra se décider à les payer le prix qu'ils demandent.

53. UN MOT DONT ON A ABUSÉ

Dans sa campagne pour le recensement, le contrôle et l'augmentation de la productivité du travail – qui est un indice intéressant pour le socialisme (au contraire de celui de *l'augmentation de la production*) puisqu'il signifie *un effondrement du temps de travail* –

Lénine rappelle que le Russe est un mauvais travailleur comparé aux travailleurs des pays bourgeois et il en arrive à promouvoir l'enseignement en Russie du fameux système de Taylor de rationalisation des procès de travail [25]. La différence est que la bourgeoisie l'envisage comme un moyen pour obtenir un « produit plus important » et que le socialisme comme un moyen pour obtenir « un effort et un temps de travail moindres ».

Arrivé à ce point nous rencontrons une thèse de Lénine, largement développée à l'époque stalinienne, et gonflée jusqu'à atteindre la forme exagérée de primes, de décorations et d'exaltations adressées à ces travailleurs, ou à ces communautés locales de travailleurs qui atteignaient la production maximale, ou qui dépassaient les objectifs qui leur étaient attribués dans les différents et multiples plans et programmes de travail et de production.

Il s'agit de la thèse sur l'« émulation », mot qui devait avoir en vérité un triste destin. Lénine part du refus de la thèse banale qui a permis aux bourgeois de tous les temps de déclarer stupidement que la production socialiste était impossible. Supprimez, déclarèrent-ils dès les premières polémiques, l'intérêt individuel, l'appât du gain, l'envie d'améliorer son sort par rapport à celui de son semblable, et la production s'arrêtera personne ne voudra travailler. La société vit grâce à la compétition, à l'émulation entre ses membres que les socialistes veulent supprimer.

En réalité, la réponse est que dans la société actuelle, 95 % des hommes font des efforts pour travailler non pas parce qu'ils rêvent d'améliorer leur sort mais parce que, réellement, s'ils ne le font pas leur situation empirera, ils descendront les échelons de l'échelle économique jusqu'à crever de faim. La stimulation naît du besoin, de la peur et non de l'envie du voisin ni du désir d'entrer en compétition avec lui ; dans tous les cas, la compétition est pour rouler l'autre et non pour faire mieux que lui à des fins sociales.

Lénine répond alors que la révolution soviétique, en réveillant les masses d'une léthargie séculaire confinant à la paresse complète, et en les portant dans le feu des exigences sociales, agissait comme un stimulant et non pas comme un narcotique de l'activité laborieuse. En effet il ne s'agissait pas de passer d'une économie nettement privée et individuelle à l'économie associée encore lointaine, mais de quelque chose d'opposé ; il s'agissait d'introduire, en passant d'une économie naturelle patriarcale à un échange national de produits, de nouvelles exigences et appétits économiques.

Lénine compare la publicité, le moyen bourgeois de pousser à l'émulation et de créer des améliorations, avec la méthode bien différente avec laquelle il pousse le système soviétique à organiser une émulation « de masse ». Il demande que le contrôle et la formation des tableaux de statistiques, le recensement économique soient accompagnés de la diffusion des résultats, en mettant en évidence dans la presse arrachée des mains des bourgeois les meilleurs résultats. Mais les stimulants auxquels Lénine fait allusion ne sont pas des compensations en argent données par l'État, ou d'autres avantages et honneurs valorisants, il pense qu'il faut au contraire s'appuyer sur le développement d'une plus grande maturité culturelle et d'une plus grande sensibilité sociale et politique ; c'est pourquoi l'annonce d'exemples remarquables devraient servir à stimuler l'activité productive générale dans un intérêt et un but communs de classe.

L'impératif du moment est en effet une augmentation de la production qui doit se relever des abîmes effrayants dans lesquels elle était tombée, et qui ne fournissait même pas à la population le minimum vital. L'appel à l'effort suprême de la classe qui travaille s'appuie en effet d'un côté sur l'émulation entre les couches les plus actives de celles-ci et celles que la crise générale a engourdies à l'extrême, mais il s'appuie de l'autre côté sur l'emploi, dont nous avons largement parlé, d'une stricte hiérarchie d'autorité dans la production et des pouvoirs dictatoriaux, même personnels, attribués aux chefs hiérarchiques dans la production.

L'ouragan de la guerre civile sur tous les fronts vint s'ajouter rapidement aux effets néfastes de cette économie bouleversée. Et les flammes et la fumée de ces incendies cachèrent

les traits véritables de la structure sociale russe que Lénine était impatient de soumettre à une étude anatomique précise et à une appréciation et une évaluation complètes.

54. CAPITALISME ANCIEN ET NOUVEAU

Il est intéressant pour nous de comprendre comment fut traité alors ce tableau car c'est seulement d'un tel point de départ que l'on peut clarifier les modifications qui survinrent dans la succession des phases historiques : consolidation du pouvoir politique, destruction de l'opposition de gauche, progrès économique de 1926 à 1939, deuxième guerre mondiale, répartition du monde entre les alliés, rivalité, guerre froide, cycle contemporain de la coexistence pacifique.

Pour faire tout cela nous devons, encore une fois, et avant de passer à la politique économique de l'État bolchevik une fois la guerre civile achevée, nous servir des débats du VIII° congrès du parti qui eut lieu au printemps de cette année 1919 qui fut très agitée.

Il s'agissait du programme d'un parti parvenu au pouvoir dans lequel les questions de principe et de théorie étaient considérées comme désormais réglées, et l'on devait en venir au problème effectif de la politique économique du nouveau gouvernement. On discutait plus du fait que le parti communiste luttait pour réaliser politiquement la dictature prolétarienne, mais l'on établissait, dans le cadre de la société russe contemporaine, quel emploi le parti devait faire de cette dictature qu'il avait conquise.

La doctrine avait déjà répondu que la dictature prolétarienne est une phase de transition durant laquelle les formes capitalistes doivent être dépassées.

Boukharine, chargé de rédiger le projet du programme, était convaincu du triomphe des positions suivantes : nécessité de la dictature révolutionnaire, sa première réalisation en Russie, lien étroit (la fondation de la Troisième Internationale à Moscou allait avoir lieu peu après) avec le mouvement prolétarien des pays bourgeois ; et enfin la thèse alors commune à tous selon laquelle le passage au socialisme était une question qui ne se posait pas pour la seule Russie, mais était une conséquence d'une révolution internationale. Il avait formulé la partie descriptive du programme en référence à l'*étape* impérialiste du capitalisme mondial et, à juste titre, même russe.

La construction pouvait sembler évidente. Lénine avait établi de façon classique la doctrine par conséquent strictement marxiste de l'impérialisme, en liant à ce fait historique grandiose l'origine de la guerre mondiale. Cette dernière avait impliqué la Russie et provoqué la révolution sociale dans ce pays immense ; la réalisation historique de la dictature était née de cette révolution. Tout s'appuyait sur ces deux pivots : impérialisme capitaliste – dictature prolétarienne.

Il est important de noter que c'est justement Lénine (nous le vîmes dans le *Dialogue avec les morts*), théoricien de la phase impérialiste mondiale, qui rectifia cette position de Boukharine en ce qui concerne la Russie. Boukharine avait supprimé de l'ancien programme toute la partie qui décrivait le premier capitalisme concurrentiel et libéral, dans lequel les entreprises de production fonctionnaient chacune de façon autonome et séparée, sans qu'il n'y eût de liens de cartels ni de trusts, sans que n'existât de législation de politique dirigiste étatique.

Mais en Russie, et pas seulement en Russie, il n'y a pas d'opposition entre les deux types de capitalismes et les deux moments du capitalisme : le capitalisme libéral et le capitalisme monopoliste. Il s'agit de deux faces de la même forme comme c'est clair dès les premiers essais de Marx et d'Engels sur l'économie bourgeoise, même avant 1850. Lénine a décrit les phénomènes de l'impérialisme du vingtième siècle en tant que confirmation des prévisions établies par les marxistes en présence des phénomènes de l'économie de capitalisme privé et de ses apologies libérales, concurrentielles, benthamiennes et autres.

Boukharine était tombé dans une opposition scolastique et la majorité de la commission, suivant en cela Lénine, voulut rétablir toute la description critique du premier capitalisme. Et Lénine, dans son rapport au congrès, tient à établir qu'il ne s'agit pas de préoccupations historiographiques ou de traditionalisme, mais d'un lien étroit avec la réalité contemporaine actuelle.

« L'impérialisme pur, sans la base fondamentale du capitalisme, n'a jamais existé ; il n'existe nulle part et ne pourra jamais existé. Ce fut une généralisation erronée de tout ce qui a été dit sur les consortiums, les cartels, les trusts, le capitalisme financier, que de vouloir présenter ce dernier comme s'il ne s'appuyait pas entièrement sur les bases de l'ancien capitalisme ».

Lénine déclara faux tout cela. Et il le démontre en se référant de façon extrêmement intéressante à la thèse d'Engels selon laquelle la future guerre (qui advint par la suite en 1914), bien plus terrible que les anciennes, aurait fait reculer l'humanité au point de compromettre les conquêtes mêmes du capitalisme moderne, acceptées comme bases par le marxisme.

Cette position d'Engels n'est pas « pacifiste » dans le sens où elle inciterait les bourgeois et les prolétaires à agir ensemble pour éviter la guerre. Elle est révolutionnaire parce qu'elle explique ce que nous répétons depuis longtemps : une guerre longue nous fait reculer du point de vue des conditions objectives et subjectives de la révolution socialiste. Loin de *l'accepter* comme en 1914, les socialistes doivent « l'arrêter avec la révolution ». Dans le cas contraire, le capitalisme a assez de souffle pour « recommencer depuis le début ».

Même la deuxième guerre n'a pas été arrêtée et la révolution s'est encore éloignée d'une vingtaine d'années ; si la troisième *passe*, elle préparera au capitalisme un autre demi-siècle confortable, comparable à celui que nous vivons actuellement. Ou elle lui proposera carrément le problème de revivre toute sa vie, en le transformant de vieil homme puant en un nouveau-né tout rose !

Lénine rappelle les vantardises des socialistes de guerre qui, en face du reproche sanguinaire des masses qu'ils avaient jetées dans le massacre des nations, étaient soulagés en constatant que l'appareil économique capitaliste n'était pas tombé dans un stade de barbarie « et se moquaient des *fanatiques* et *semi-anarchistes* (comme ils nous appellent, dit Lénine) dont les prévisions s'étaient avérées fausses ».

Lénine affirme que le capitalisme après la première guerre mondiale, et pas seulement en Russie, a régressé en des formes anciennes, et il donne cette définition – que nous considérons comme étant de la plus haute importance critique - de la structure sociale russe de cette époque :

« Aujourd'hui, nous subissons en Russie les conséquences de la guerre impérialistes et nous vivons le début de la dictature du prolétariat. Et dans le même temps, dans de nombreuses régions de la Russie qui se sont trouvées plus tôt coupées les unes des autres, nous assistons en de nombreux endroits à la renaissance du capitalisme et au développement de son premier stade. »

C'était le même Maître qui avait déjà donné dans les années 1890 la première analyse de la naissance du capitalisme en Russie, et en 1915 la première analyse de la naissance de l'impérialisme mondial. Les deux fois, il montra qu'il n'ajoutait *rien* à Marx.

55. LE CAPITALISME NAQUIT À NOUVEAU EN 1919. [26]

Nous avons tiré une citation du débat de Lénine avec Boukharine lors du VIII° congrès du parti bolchevik et elle concluait : *nous assistons à la renaissance du capitalisme et au développement de son premier stade*.

Lénine déduisait une telle vérité limpide du fait des conséquences de la guerre impérialiste qui avait dévasté une partie de la Russie, guerre suivie des dévastations non moins graves de la guerre civile.

Il nous semble utile de relier une telle constatation au développement doctrinal que Lénine donne à la formule utilisée par nous tant dans le *Dialogue avec les morts* que lors de la réunion récente de Cosenza (compte rendu général dans le numéro précédent).

Toutes les données russes, y compris celles figurant dans le fameux *Bref cours* et dans le *Manuel d'économie politique*, de stricte obédience stalinienne, concordent à montrer qu'en cette année 1919 la production industrielle russe, arrivée à son minimum, atteignit le septième de la production d'avant-guerre. Ce qui confirme ce que nous avons donné dans notre « Tableau » et dans les diagrammes utilisés à Cosenza – diagrammes que nous sommes en train d'élaborer plus exactement – à propos de la chute entre 1913 et 1920 qui est de 87 pour cent du niveau de départ. Nous n'avons pas trouvé d'exemples historiques de chutes d'une telle gravité : la chute la plus grave due à une « crise économique » a eu lieu aux États-Unis en 1929-1932, elle est de 46 pour cent, c'est-à-dire la moitié du désastre industriel russe, le quart quant au point d'arrivée. De plus, aux États-Unis, on descend à partir d'un potentiel industriel important, bien plus important que le maximum de la Russie d'avant-guerre, comme on pourrait facilement le montrer en ayant recours aux indices *pro-capite*. La Russie de 1920 ne produit que 116 300 tonnes de fonte ce qui correspond à 3 pour cent de 1913 ! En 1913, on produisait (cf. le Manuel) 4 millions de tonnes d'acier (à peu près 30 kg par habitant). Au plus profond de la crise, il ne restait à peu près qu'un kilogramme environ par habitant ! Aujourd'hui (voir *Dialogue* page 56 [27]) nous en sommes à 200 kg contre les 660 américains. En refaisant le compte sur la base de 200 millions d'habitants plutôt que de 220, on arrive seulement à 225 kg.

Or l'Amérique, au fond de la crise terrible de 1932, produisait toujours une trentaine de millions de tonnes d'acier et donc aux alentours de 200 kg par habitant, autant que la Russie sidérurgique tant vantée d'aujourd'hui, en 1955 ! Il n'y a pas de comparaison possible entre l'incidence des deux crises.

Si nous regardons les chutes industrielles dues *à la guerre*, les maximums sont obtenus par l'Allemagne, deux fois, 45 et 69 pour cent, et par le Japon, une fois : 70 pour cent. On pourrait refaire la comparaison et l'on constaterait toujours des phénomènes différents de la chute russe de 87 pour cent, parvenant donc à 13 pour cent, au septième de la production, alors que ces deux pays dotés d'une armature industrielle bien plus puissante que celle de la Russie de 1913 ne tombent qu'à peu près au tiers (31 et 30), laissant survivre un potentiel industriel *au moins* aussi important que celui atteint par la Russie *avant* qu'elle ne sombre dans le précipice (à peu près 30 kg par habitant).

Dialectiquement la quantité apparaît comme qualité : un capitalisme réduit à un kilogramme d'acier par personne, qui suffit pour les clous, les plumes et les épingles pour un an, n'est plus un capitalisme. Il ne se *relève* pas, comme cela pourrait paraître « quantitativement », mais il *renaît* à partir d'un fondement social précapitaliste. Donc la Russie a connu *deux* capitalismes, et non pas *un* capitalisme remplacé par un socialisme.

Il est donc pour nous important que ce théorème fût expliqué par Lénine lui-même à Boukharine, pourtant valeureux, qui était d'après Lénine un bon connaisseur de Marx (comme on le voit dans ce texte) et qui était malhabile dans l'emploi de la dialectique, même s'il prit plusieurs fois à l'envers les tournants dialectiques tout en finissant par se racheter en mourant en révolutionnaire de pure race [28].

56. VOIES DE LA RENAISSANCE

Lénine voit venir ce nouvel industrialisme capitaliste, sans tenter de le masquer derrière un voile pieux, grâce à la toute puissante dynamique du marxisme. Il en voit toutes les issues possibles et l'orientation donnée au départ, au moment de l'épouvantable pause vitale, contient déjà toute l'alternative qui pesa sur le parti bolchevik russe dans les années qui suivirent et qui remplit de son contenu les luttes violentes contre les oppositions ; ce serait un travail titanesque que de détruire le poids de l'amas de faussetés que le stalinisme a répandu sur tout ceci depuis trente ans. Et il serait vain d'espérer que la machine dirigeante de l'État russe, veuve de toute force théorique de parti, également impuissante à digérer la doctrine de Marx et de Lénine, fasse quelque chose pour remettre en lumière la vérité, toute préoccupée qu'elle est à tenir le gouvernail selon le besoin des derniers événements.

Nous en sommes toujours là. Le débat que nous étudions concerne un programme de parti, et même son premier chapitre qui est une description de la situation sociale. Corriger l'omission de la première formation de la production capitaliste initiale, dans une ambiance de libre concurrence, en passant immédiatement aux caractéristiques du capitalisme de l'époque impérialiste, peut sembler un luxe doctrinal. Au contraire la correction n'a pas seulement un caractère scientifique mais un caractère d'actualité historique et politique à ce moment. Les rectifications de principe sont toutes précieuses et fondamentales dans la mesure où, comme il est de règle, elles servent à éviter des « débandades » en tous lieux et en tous temps ; mais la décision ardente sur les perspectives du développement russe est mise avec elles à l'ordre du jour.

Posons de prime abord la question ainsi : le parti croit-il que l'industrialisation de la Russie (conçue par tous comme indispensable puisque : ou on la réalise – quelle que soit la trame des rapports productifs – ou l'on succombera à l'invasion des armées bourgeoises avant que la révolution internationale n'éclate) naît dans les formes d'un capitalisme *primaire*, ou dans celles d'un capitalisme *secondaire*, de type impérialiste ? Et préfère-t-il la première solution ?

Il nous paraît évident que c'est la seconde forme qui s'est historiquement réalisée. Que signifie le fait que pour Lénine en 1919 cela n'était ni sûr, ni – pour qui lit en dialecticien – satisfaisant ? Cela signifie-t-il que Lénine se trompait ? Pour nous, cela signifie que Lénine percevait le danger contre-révolutionnaire. Depuis lors trente-sept années sont passées. Nous affirmons, en couronnant ainsi tout ce que nous avons écrit dans toute cette étude sous différents aspects, que le résultat obtenu, pour le communisme révolutionnaire, n'est pas seulement un résultat arrêté à mi-chemin sur la pente de l'histoire, mais qu'il est inférieur – surtout en ce qui concerne l'économie agraire - à l'édification (ici le mot est bien à sa place) d'un capitalisme de type primaire. Et nous disons de plus : non seulement dans l'hypothèse, admissible par nous (que l'on voit l'exégèse du débat de 1926) d'un contrôle étatique communiste et internationaliste sur un tel développement, mais également dans l'hypothèse de sa chute sous un pouvoir ouvertement bourgeois et de la formation ouverte de nouvelles conditions d'une révolution classiste en parallèle avec les conditions du reste du monde.

Plus tard Boukharine devait lui-même développer une telle théorie mais, comme d'habitude, il se lança à fond dans une déduction doctrinale développée unilatéralement et métaphysiquement. Ce qui permit aux traîtres véritablement répugnants de le faire apparaître comme un défenseur des capitalistes agricoles libres, des koulaks, que Staline eut, selon les versions officielles, le mérite d'exterminer physiquement en 1928.

Anticipons un instant la conclusion : elle réside dans la confrontation entre une campagne où les prolétaires ruraux sans terre conduisent la lutte de classe, et la campagne actuelle dans laquelle l'énorme majorité des habitants n'est même pas – comme dans les industries urbaines – constituée de salariés d'État mais d'exploitants et de jouisseurs privés et familiaux et, pour une autre part de moindre poids économique et de poids social encore moindre, associés en gestions coopératives. Le *socialisme* ne se trouve ni dans l'un ni dans

l'autre système, de même qu'il ne se trouverait pas non plus dans une étatisation totale de la gestion et de l'exploitation de la terre. Appelons clairement les trois types : koulak, kolkhoze et sovkhoze. Le type actuel (qui se prête à la vantardise stupide : les capitalistes ont disparu des campagnes) est pour nous un point d'arrivée qui constitue une défaite. À sa place Lénine aurait opté pour le troisième type, ou pour le premier, évidemment non pas en les considérant tous les deux comme des objectifs finaux, mais comme voies pour traverser la période de « bons rapports » avec les paysans, et maintenir le cap *vers* le socialisme et vers son terme inséparable : la révolution à l'Ouest.

Recommençons à suivre maintenant la démonstration de Lénine au VIII° congrès, après avoir rappelé son jugement de l'effet de la révolution d'Octobre en dehors des deux capitales et des grandes villes industrielles : transfert de la lutte de classe dans les campagnes. Lutte de classe cela veut dire existence des koulaks et des millions de paysans qui sont leurs salariés et qui sont appuyés par l'État ouvrier. L'objectif naturel de cette lutte est de faire disparaître les koulaks, mais payer cette disparition par la dégradation des prolétaires des campagnes en les transformant de travailleurs associés en travailleurs parcellaires, signifie que l'on a liquidé la lutte de classe et fait triompher la contre-révolution en imprimant à la révolution bourgeoise de Russie, pourtant utile et respectable, un air arriéré, non avancé en soi et du point de vue bourgeois même. Tu penses, ô Boukharine, que la lutte entre forme secondaire et forme primaire du capitalisme est déjà gagnée ; mais ne vois-tu pas que nous en sommes encore au passage de formes précapitalistes rurales à un capitalisme à développement jeune et primaire ?

57. LE CAPITALISME EST UN

Lénine avait dit que nous nous trouvions, en 1919 en Russie, face à la renaissance de formes capitalistes du premier stade. Il ajoute deux choses importantes. L'une est que ce phénomène se produit également à l'extérieur de la Russie. L'autre est qu'il passera beaucoup de temps avant que l'on ne puisse faire un programme à la Boukharine, plus élégant que l'actuel car il ne réunit pas deux partis *hétérogènes* et se réduit à poser la question ainsi : nous avons le pouvoir et la dictature, nous définissons notre passage futur du capitalisme impérialiste au socialisme total. Lénine dit : c'est élégant mais c'est tout simplement faux ; et quand il aura moins envie de faire des compliments à Boukharine, il écrira durement : Boukharine le comprend et dit que le programme doit être concret : « Le concret chez Boukharine consiste dans la description livresque du capital financier. »

Lénine est toujours révolutionnaire même quand il fait des « pas en arrière ». Il dit donc, en ce qui concerne *la durée* : « Pendant *une longue période*, nous ne sortirons pas de cette disparité, de cette construction faite de matériaux disparates, si désagréable et si fâcheux que ce soit. Quand nous en sortirons, nous rédigerons un autre programme. Mais alors nous vivrons dans la société socialiste. Il serait ridicule de prétendre que les choses iront alors comme il en est aujourd'hui. »

En lisant correctement, on comprend que cela veut dire : le capitalisme est un, dans les deux types primaire ou secondaire. Il est un en tout lieu par-delà toute inégalité de développement que nous pouvons constater et étudier. Cet ennemi unique doit tomber sous les coups de la révolution internationale qui nivellera les conditions de la société socialiste.

Quant au *lieu*, Lénine avait déjà dit : « Et aujourd'hui, non seulement en Russie, non seulement en Allemagne, mais également dans les pays vainqueurs, on assiste au début d'une immense destruction du capitalisme contemporain qui élimine partout cet appareil artificiel (écoutez ! Lénine fait allusion aux formes monopolistiques) et ressuscite le vieux capitalisme ».

Ce concept de régression des formes dirigistes et monopolistes après les guerres n'est pas de peu d'importance. Pour la Russie, Lénine insiste là-dessus au moyen de preuves qu'il tire du « chaos des transports » et de la renaissance de cette mauvaise herbe des « mesciotniki », ou vendeurs ambulants du marché noir, que nous appellerions les « trafiquants ». Il cite le témoignage de camarades allemands et même suisses. Celui qui a vécu deux après-guerres apprécie cette remarque formidable faite comme en passant par Lénine. Qui d'entre nous après la deuxième guerre mondiale n'a pu manger un jour que parce qu'un type, un sac sur l'épaule, a frappé à la porte avec un sourire de maquereau ? C'était un « accumulateur primitif » de capital ; il se remplissait la panse en vidant le porte-monnaie prolétarien. Si nous étions physionomistes nous le reconnaîtrions passer de temps en temps dans une voiture hors série. Dans certaines de nos villes, les gratte-ciel les plus terrorisant [29] sont construits par un de ces ex-chiffonniers, devenu grâce aux excréments démocratiques, sinon le premier, du moins le deuxième des citoyens.

Lénine continue après avoir cité la Suisse, pays plus que neutre : « Vous ne pouvez faire rentrer cette catégorie dans aucune définition de la dictature du prolétariat ; vous devrez revenir en arrière, aux origines de la société capitaliste et de la production mercantile ».

Puis il revient à la Russie et se reporte à son ancien programme, en réfutant l'insinuation du bouillant Boukharine selon lequel il s'agirait de vieilleries [30] « Le capitalisme décrit par nous en 1903 [31] continue encore à exister en 1919, dans la république soviétique prolétarienne, justement à cause de la décomposition de l'impérialisme, de sa faillite. On peut trouver un exemple d'un tel impérialisme tant dans le gouvernement de Samara que dans celui de Viatka, pas très éloignés de Moscou. À une époque où la guerre civile déchire le pays nous ne sortirons pas avant longtemps de cette situation, de cette économie de *mesciotniki* ».

Nous n'en sommes pas encore sortis avec l'économie très planifiée mais très capitaliste de 1955. Les bureaucrates privilégiés de la machine étatique, parasites d'un chaos productif aux rendements piteux par rapport à ceux des anciens et nouveaux capitalismes étrangers, ne sont pas les membres d'une classe *nouvelle* mais des résurgences de très vieilles formes. Et les différents orateurs du XX° congrès et de ceux qui suivront ne sont que les *mesciotniki* d'un succédané pestilentiel de la doctrine des géants Marx et Lénine qui trafiquent de par le monde.

58. À LA LUMIÈRE DES GRANDS PRINCIPES [32]

Lénine s'étendra dans d'autres textes, que nous avons étudiés et que nous étudierons encore, sur la description de la structure russe et de son évolution. Ici il s'élève à établir quelques points fondamentaux en repoussant fermement toute opposition entre les deux formes ou les deux étapes, libérale et monopoliste, du capitalisme, formes et étapes qui se seraient succédé. Lénine nous semble s'exclamer : si un Boukharine, « que j'ai moi-même formé », fait de telles bévues sur la base de mon livre sur l'impérialisme, et s'écarte de la voie du père Marx sur laquelle je croyais lui avoir enseigné à courir sans la moindre hésitation, que feront les autres, après, ailleurs, quand je serai mort et quand la Grande Révolution sera morte ? ! Il semble percevoir les cuites doctrinaires énormes dans lesquelles de vagues et prétendus marxistes de gauche à venir, enfourchant cette prétendue alternative, partiront pour de nouvelles croisades – enfourchant leur monture à l'envers - et diront de ce pauvre Marx qu'il ne connaissait qu'un capitalisme aujourd'hui « dépassé » qui aujourd'hui n'existe plus ; ce sont eux qui doivent tout redécouvrir et tout refaire pour éviter les fiascos du genre de celui qui est arrivé à Lénine. Ils donnent des coups d'éperons au destrier de la doctrine nouvelle et, infatués d'eux-mêmes, ils ne tiennent que la queue entre leurs mains.

Lénine le répète : dans chaque gouvernement agricole nous voyons, à côté de l'industrie monopolisée, la libre concurrence. Mais ici il s'arrête et il semble avoir pensé : une

fois encore il faut repartir de zéro, recommencer *ab ovo*. Bien autre chose que Samara et Viatka ! « En aucun endroit du monde (passage déjà cité par nous) le capitalisme monopoliste n'a jamais existé, ni n'existera jamais (*aucun, jamais* : la question de doctrine, pour les marxistes, précède toujours le jugement particulier et contingent) sans que, dans de nombreux secteurs, la libre concurrence ne subsiste. Décrire un tel système signifierait décrire un système détaché de la vie, faux, fictif ».

Avant de poursuivre en donnant d'autres citations que nous avons déjà utilisées pour leur caractère essentiel, nous voulons faire une intégration dialectique évidente. Nous dûmes utiliser ces citations parce que Staline, notre illustre *partner* - qui nous ignorait de façon totalitaire (soit), mais qui ignorait tout autant comment devait finir sa notoriété d'immortel – , se complut à combattre l'hétérodoxe Jaroscenko en le comparant au Boukharine de 1919 battu par Lénine, alors que lui, Staline, avait défendu Boukharine pendant presque encore dix ans ! Quelques passages algébriques suffisent (phrase, citée par Marx, de Hegel sur Kepler-Newton). La concurrence pure, sans monopole, n'existe à aucune époque et en aucun lieu. Le développement de cette thèse se trouve déjà chez Engels, avant 1848 (la concurrence engendre le monopole et le monopole engendre la concurrence), et l'on pourrait ajouter des dizaines de passages de Marx. Si le capitalisme développe au maximum le mercantilisme et dilate les marchés grâce à la concurrence, jusqu'à des limites géographiques auparavant insoupçonnées, il ne le fait que dans la mesure où il rompt les sphères de monopole déjà préexistantes dues à la circulation limitée des marchandises. Si le capitalisme réclame historiquement la catégorie *concurrence*, la propriété foncière féodale qui le précède réclame la catégorie *monopole*. La première accumulation de capital monétaire, et les premiers capitaux des rois et des États qui donneront leur élan aux grandes manufactures, aux grandes compagnies d'extraction et de navigation, etc., naissent souvent des monopoles.

Prétendre que les déductions de Marx se basaient toutes sur la description d'une société intégralement concurrentielle, c'est une vieille balourdise. Les capitalistes ont toujours soutenu que leur système fonctionnerait à la perfection dès que l'on aurait éliminé les inconvénients qu'ils faisaient découler de la présence de restes et de scories féodaux. Et Marx prouva que même si l'on admettait une telle hypothèse, les thèses révolutionnaires étaient pleinement démontrées : la première était celle de la rechute dans le monopole et le totalitarisme économique.

De plus Marx, dans la théorie de la rente de nature bourgeoise, donna toutes les équations qui expliquent le mouvement du capitalisme monopoliste et parasitaire que Lénine vérifia lors des périodes d'expansion mercantile qui préparent les guerres et les dictatures impériales.

Quand Marx dit que la démocratie est une dictature de la bourgeoisie il dit, en langage économique, que la production capitaliste mercantile exprime un monopole de classe de la production et des produits.

Donc, l'opposition « livresque » de Boukharine n'était pas seulement une erreur de fait en 1919 en Russie, mais elle avait pour origine des erreurs de principe, des erreurs historiques et doctrinales, que Lénine élimine.

59. ESSENCE CONSTANTE DU CAPITALISME

« Si Marx disait de la manufacture qu'elle était la superstructure de la petite production de masse, l'impérialisme et le capitalisme financier sont la superstructure de l'ancien capitalisme ».

Ce passage important démontre que, durant l'étape impérialiste, le capitalisme reste le même dans sa « structure » essentielle qui n'est pas remplacée par une structure différente, mais qui engendre une *superstructure* sociale. Celle-ci consiste dans les coalitions entre entrepreneurs capitalistes, dans la coalition entre capitalistes financiers, entre banquiers, dans l'union la plus étroite entre ces forces unitaires de classe et l'État politique, ou mieux dans l'union la *plus évidente* qui évolue vers le militarisme, l'occupation des colonies (faits déjà historiquement établis à l'aube du premier capitalisme), vers des formes plus contraignantes du pouvoir politique, et vers la dictature politique du Capital la plus manifeste même si elle n'est pas nouvelle. L'impérialisme n'est pas un système économique nouveau qui en remplacerait un autre, mais c'est une nouvelle superstructure du même système capitaliste, fondé sur le travail associé, salarié, et sur la transformation des petits producteurs autonomes en prolétaires.

La citation de Marx doit être ainsi clarifiée. Quand la forme la plus simple de manufacture capitaliste, la coopération simple, naît, elle n'est que le rapprochement de nombreux travailleurs parcellaires qui continuent à faire leur ancien métier, c'est-à-dire qu'ils produisent un objet manufacturé fini. Le changement ne réside pas dans la technique de travail, qui reste la même, mais dans un fait économico-social, dans un rapport de propriété ; ustensiles, matériaux employés, produit fini n'appartiennent plus au travailleur parcellaire mais à un capitaliste unique qui a pu avancer l'argent pour les acquisitions de matières premières et les salaires. Techniquement rien n'a changé, même pas le rendement de la force de travail (sauf, comme Marx l'indique – Livre 1, chapitre XII, Division du travail et manufacture - une économie sur les temps de transport entre les opérateurs individuels). Donc la forme capitaliste du patron de la manufacture s'est superposée à la même structure productive technique, c'est-à-dire à la même petite production artisanale, mais appliquée à une grande masse de produits. Quand la manufacture devient organique, elle réunit, d'un côté, des métiers différents, et ensuite avec la division technique interne du travail elle les morcelle en différentes opérations élémentaires. La même superstructure sociale, le même rapport de production entre salarié et capitaliste, s'appliquent tout d'abord à une structure technique transformée et à un nouvel emploi de la force de travail de rendement plus important.

Le « vieux » capitalisme a déjà accompli toute sa phase d'amélioration du rendement social du travail quand il est parvenu à la grande industrie mécanique. Le monopolisme ne fait faire à cette structure technique aucun pas nouveau, mais il y superpose une forme socio-politique nouvelle : le cartel patronal de classe, le poids de l'État politique dans la gestion de la production, la prépondérance du capital financier sur le capital industriel. La nouvelle superstructure consiste en ces formes parasitaires : la structure de base, dont la théorie de sa condamnation était déjà perfectionnée, reste la même.

Mais si, à un certain moment, tout s'écroule et si l'on retombe dans les formes à bas rendement de l'économie de production de babioles, le « vieux » capitalisme a des raisons de resurgir : en substance, il a regagné un droit à la vie.

Devons-nous répéter combien est réactionnaire et couillon celui qui lutte pour que l'on revienne en arrière, avant la phase des grands monopoles ?

60. CARACTÈRES DU DÉVELOPPEMENT RUSSE

Cette claire reconstruction trouve sa confirmation dans les phrases classiques de Lénine que nous avons en partie citées dans le *Dialogue avec les morts*, page 72, en nous réservant de développer plus amplement le thème fondamental.

« Soutenir le point de vue affirmant (Boukharine) qu'il existe un impérialisme intégral sans le vieux capitalisme signifie prendre ses propres désirs pour la réalité. » Et nous, nous disons : c'était des désirs respectables et, si l'on veut, révolutionnaires. Mais soutenir qu'il puisse exister un vieux capitalisme libéral sans monopolisme et sans impérialisme, non seulement c'est tout aussi illusoire mais cela montre que l'on aspire au gibet.

« Si nous nous trouvions face à un impérialisme intégral qui avait transformé de fond en comble le capitalisme, notre tâche serait cent mille fois plus facile (grossiers personnages, c'est ici que se trouve, depuis plus de cent ans, le centre de tout !). Nous aurions un système dans lequel tout serait soumis au seul capital financier [33]. Il ne nous resterait alors plus qu'à supprimer le sommet et remettre le reste dans les mains du prolétariat. Ce serait une chose infiniment agréable, mais qui n'existe pas dans la réalité. En réalité, le développement est tel que l'on doit agir tout autrement. »

Lénine répète et souligne son théorème : « *L'impérialisme est une superstructure du capitalisme* ». Il poursuit ainsi : « Quand il s'écroule, on se trouve face au sommet détruit et à la base mise à nue (la base, l'infrastructure, la structure intime véritable). Voici pourquoi notre programme, s'il veut être véritablement correct, doit dire ce qui est. Il y a l'ancien capitalisme qui en différents domaines s'est hissé jusqu'à l'impérialisme. »

Lénine est revenu, dans ce rapport fièrement polémique dont nous tenons à tirer aujourd'hui tout ce qui dépasse le contenu vital de cette polémique, à la situation sociale russe qui est maintenant le thème de notre recherche. « Ses tendances (notez bien) sont exclusivement impérialistes. Les problèmes essentiels ne peuvent être examinés que du seul point de vue de l'impérialisme. Aucun problème important de la politique intérieure et extérieure ne peut être résolu autrement que du point de vue de cette tendance. Ce n'est pas de cela que parle le programme aujourd'hui. En réalité, il existe un immense sous-sol constitué par l'ancien capitalisme. Il y a une superstructure, l'impérialisme (écoutez !) qui a conduit à la guerre ; et cette guerre est devenue le point de départ de la dictature du prolétariat (Lénine dit *point de départ* parce que la dictature est mixte, elle est exercée avec les paysans, et elle est seulement nationale). On ne peut sauter cette phase (sic !). Ce fait (écoutez !) caractérise le développement même de la révolution prolétarienne dans le monde entier (écoutez !) et restera une donnée de fait pour de nombreuses années. »

La façon dont Lénine, au contraire de ce que les mensonges incessants affirment, envisage le développement de la révolution en Russie est celle qui le soude au développement de cette même révolution en Occident. Si la deuxième tarde, il devient absurde de prévoir des sauts, comme ceux que Boukharine soutenait de bonne foi, d'une étape finale du capitalisme russe à une société socialiste nationale.

Notons que le *Manuel* stalinien d'économie politique commence par décrire le mode de production capitaliste puis passe au mode de production socialiste et le divise en différentes parties : A) la période de transition du capitalisme au socialisme ; B) *le système socialiste d'économie nationale*. Quant à la section C) qui clôt le traité, il ne s'agit que de l'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire.

On n'imagine même pas un système d'économie socialiste international. Et l'on a déjà prouvé que le « mode de production » décrit comme *socialiste* n'est qu'une ultérieure « superstructure de l'habituel et infâme capitaliste » pour parler comme Lénine. Comme cela ressort de l'analyse.

61. LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

« Dans l'Europe occidentale, les révolutions se feront peut-être avec moins de secousses. Cependant la réorganisation du monde entier, la réorganisation de la majorité des pays (pensez aux colonies, aux peuples de couleur) nécessitera de nombreuses années. Ce qui

veut dire que dans la période de transition dans laquelle nous vivons il sera impossible de sortir de cette réalité composite. Cette réalité, composée de parties hétérogènes, ne peut pas être écartée, si peu élégante soit-elle. Un programme rédigé en l'ignorant serait faux. »

Ici Lénine expose des jugements que nous avons développés en d'autres temps. Il explique que l'on est empêtré dans les formes mercantiles d'un capitalisme *naissant*. Il expose la question que nous avons déjà traitée en utilisant le rapport parallèle sur le travail dans les campagnes du paysan moyen. D'où aurait pu venir le paysan moyen, s'exclame-t-il, à l'époque d'un capitalisme purement impérialiste ? Il a déjà disparu dans les pays simplement capitalistes !

« Si nous résolvons la question de notre attitude vis-à-vis de ce phénomène quasi médiéval en nous plaçant du point de vue de l'impérialisme et de la dictature du prolétariat nous ne viendrons à bout de rien ; nous nous frapperons la tête contre un mur. Si au contraire nous devons modifier notre attitude vis-à-vis du paysan moyen, alors ayez la bonté de nous dire, même dans la partie théorique, d'où il vient et ce qu'il est. C'est un petit producteur de marchandises, voilà ce qu'il est. C'est l'abc du capitalisme qu'il faut énoncer parce que nous n'en sommes pas encore sortis. Ne pas vouloir s'en occuper et dire : Pourquoi donc nous occuper de l'abc quand nous avons déjà étudié le capitalisme financier ! Voilà qui n'est pas sérieux ».

Maintenant que nous avons établi que Lénine envisageait pour la Russie un long développement économique et qu'il l'envisageait lent, même dans l'hypothèse, la seule sur laquelle il se fondait sans cesse en 1919 et dans les années suivantes, jusqu'à sa mort, de la victoire de la révolution politique ouvrière en Europe, nous accordons une plus grande considération à la thèse de la « destruction du capitalisme dans ses formes les plus récentes et les plus développées » à la suite de la grande guerre.

Toute cette théorie repose sur la position fondamentale affirmant que les formes de l'impérialisme monopoliste avancé, de dirigisme d'État, sont la condition la plus favorable pour la révolution socialiste [34]. Ce qui n'exprime rien d'autre que la théorie de l'accumulation progressive et de la concentration du capital, centre nerveux du marxisme révolutionnaire.

62. GREFFES D'UNE NOUVELLE JEUNESSE

Le processus qui, au terme d'une phase de poussée impérialiste, *substitue* (grâce à des facteurs historiques déterminants et certainement pas grâce à l'habileté des partis et des chefs) à la crise révolutionnaire une guerre générale, s'exprime dans le résultat suivant : à la fin de la guerre, les formes les plus avancées de l'impérialisme sont limitées et des formes *plus anciennes* réapparaissent. Si notre vision de l'histoire a raison d'affirmer que chaque forme classique de production a une certaine durée de vie, le retour du capitalisme à un *âge* antérieur, plus jeune, équivaut pour lui à obtenir la probabilité d'une vie plus longue, c'est donc un net succès antirévolutionnaire.

La constatation faite par Lénine de la réapparition, à la fin de la première guerre mondiale, de formes du *vieux* capitalisme est donc d'une grande importance. En bonne dialectique, l'expression signifie un capitalisme plus ancien que celui que l'on connaissait à la veille de la guerre, durant la phase impérialiste classique de 1900-1913 dans laquelle le besoin intense de débouchés se traduisait par une compression de l'accumulation et un dynamisme réduit dans les accroissements de la production industrielle : les vieux capitalismes marquaient le pas avec une augmentation de la production industrielle à peu près égale à 3 % par an. La fin de la guerre ouvrit la voie à une phase de reprise convulsive, sauf en Angleterre, et les phénomènes de ré-émergence de formes de capitalisme moins puissantes furent bien ceux que Lénine avait mis en évidence. La grande crise de 1929-1932, puisqu'il n'y eut pas de guerre, fut suivie d'une reprise qui dura jusqu'à la nouvelle guerre qui éclata parce que les

nouvelles formes impérialistes avaient eu à nouveau un développement luxuriant : New Deal en Amérique, Nazisme en Allemagne, Fascisme en Italie et phénomènes correspondants dans d'autres pays que l'on peut étudier dans les statistiques économiques (voir également les Compléments de Varga à *l'Impérialisme*).

Mais l'État russe, ayant désormais abandonné la politique révolutionnaire de classe, ne déduisit pas de la deuxième vague de « vieillissement » capitaliste la conclusion que le moment de l'attaquer partout était venu. Avec sa démolition du potentiel révolutionnaire russe et étranger, il permit au capitalisme, particulièrement en Amérique, de transformer la nouvelle crise économique apparue en 1937-38 en une reprise fondée sur l'éclatement de la guerre européenne à laquelle la Russie collabora deux fois en des sens opposés, d'abord avec Hitler, puis dans le camp opposé, en conviant donc le prolétariat de tous les pays au social-patriotisme.

La fin de la guerre détermina une nouvelle fois la *détente* impérialiste, diagnostiquée par Lénine, et la réapparition du *vieux* capitalisme sous sa superstructure. Les preuves ne résident pas seulement dans le pullulement de formes économiques bâtardes et inférieures dans les années de la guerre et de l'immédiat après-guerre, mais également dans des faits économiques d'une plus grande ampleur, comme la nouvelle orientation « antitrust » en Amérique qui prend encore aujourd'hui la forme de lois sévères, sur un arrière-plan de libre concurrence qui est à la base de la reprise impressionnante en Allemagne et ailleurs, et comme d'autres phénomènes que nous ne pouvons qu'évoquer pour le moment.

L'Angleterre ne fait pas exception malgré la phase de ses « nationalisations » industrielles, parce qu'elle va désormais s'adapter à la consigne de libéralisation internationale des marchés et des fonds monétaires quoique cette orientation ne puisse conduire qu'aux mêmes crises générales.

Une exception étrange est justement l'Italie qui a conservé tout son mécanisme d'étatisme dirigiste et interventionniste en économie, et semble même accentuer ses tendances planificatrices. Il n'y a pas d'affaires en Italie dans lesquelles la contribution de l'État n'intervienne pas, et cela ne fait que rendre plus parasitaire la forme du capitalisme privé qui, sous la superstructure pesante et suffoquante, comme Lénine nous l'enseigne, reste bien la même.

La position impuissante des partis de la gauche socialo-communiste ne change rien à cette situation. Ils font beaucoup de vacarme *contre les monopoles* ; mais ils ne font la grosse voix que dans la risible question agraire, méprisant ouvertement tout reste de doctrine orthodoxe. Pour le reste ils appuient les plans d'État d'investissement et le soutien de l'État actionnaire ou bailleur de fonds des entreprises industrielles.

Si cependant il était possible de proposer une phase de capitalisme « à la Giolitti », invoquée par la pire démagogie, et présentée comme idéale pour la société italienne, celle-ci ne serait qu'une revendication de *rajeunissement* de l'économie et du pouvoir capitalistes, exprimant la tendance à éloigner le plus possible non seulement la révolution, mais toute action autonome de la classe laborieuse en Italie.

63. SÉQUENCES DU FILM SOVIÉTIQUE

En 1919, Lénine dessine d'une main de fer le principe de la description réaliste du cadre économique russe. En 1921, il nous la donnera de façon complète dans le discours classique sur l'Impôt en Nature, sur la Nouvelle Politique Économique.

Il sera alors clair qu'à côté du secteur du capitalisme de « premier type » - expression plus claire que celle de « vieux capitalisme » - on trouve de nombreux autres secteurs encore inférieurs, surtout dans le domaine de l'économie agraire, thème qui doit être développé à fond quoiqu'il ne soit certes pas nouveau.

Sans comprendre un tel cadre, on ne peut déchiffrer les mouvements des forces sociales et les développements qui, avec leurs reflets connus dans les luttes politiques et les crises du parti et dans le parti, conduisirent à la lamentable ruine actuelle.

Mais la série incessante des faux que les sources de propagande soviétiques connues, sous Staline et après, ont mis en circulation, oblige à reconstruire l'unité de vision de Lénine en ayant recours à d'autres de ses manifestations sociales, même durant la période où, rappelons-le encore une fois, les tâches politico-militaires de la défense du pouvoir passaient pour lui au premier plan.

Il ne sera pas inutile - afin de mettre en évidence l'abîme qui sépare l'idée que Lénine, comme tout autre marxiste, a des rapports économiques et humains au sens le plus large, propres à une société socialiste, et les définitions blasphématoires des Russes d'aujourd'hui à propos de leurs formes d'activité urbaine et rurale - de rappeler une initiative prise en pleine guerre civile et en pleine désintégration industrielle et ferroviaire, celle des « samedis communistes ». Elle a pour origine une circulaire de Lénine sur le travail *à la manière révolutionnaire*. On demandait de fournir des heures de travail supplémentaires et non rétribuées dans les usines les samedis après-midi. Ces heures de travail eurent pour destin, à cause de leur caractère de vacances partielles, d'être appelées anglais, communistes, et par la suite, avec l'esprit d'imitation habituel, même fascistes.

Les samedis communistes étaient pourtant conçus de telle façon qu'ils ne fussent pas des moments de tout repos, mais de travail plus intense, sans augmentation de salaire. Il ne s'agissait pas d'une mesure économique propre à résoudre les problèmes mais d'une mesure de propagande politique ; tous les travailleurs de l'usine ou d'ailleurs n'y étaient pas soumis, seuls les membres du parti, même ceux affectés à des tâches « intellectuelles » y étaient tenus.

Avec un enthousiasme débordant de fraîcheur toute simple, Lénine rapporte quelques chroniques fidèles et naïves des *samedis* : la réparation de groupes de wagons de marchandises et d'autre matériel roulant, l'histoire quasi romanesque du déplacement d'une lourde chaudière restée en un lieu où elle était inutilisable…

Lénine compare l'héroïsme de ces travailleurs volontaires qui pour des raisons de principe vainquent par leurs efforts la fatigue de leur muscle et la dénutrition générale de l'époque, à celui des détachements en armes qui tiennent inébranlablement les fronts de la guerre civile.

Lénine part de considérations générales. Les philistins de la II° Internationale affectent d'admettre la lutte de classe comme moyen de supprimer les classes. Mais supprimer les classes ne signifie pas seulement supprimer la propriété des propriétaires fonciers et des capitalistes ; elle signifie également supprimer *toute* propriété, toute différence entre ville et campagne, toute différence entre les personnes qui accomplissent un travail manuel et celles qui accomplissent un travail intellectuel.

Les « samedis » sont pour Lénine non seulement un *symbole* mais un *début du communisme* [35]. Et seuls les communistes du parti peuvent y participer ; parce que « le communisme signifie une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme, une productivité d'ouvriers volontaires, conscients et unis, qui se servent de la technique la plus moderne … parce que nous nous trouvons à un stade où *nous ne faisons* – comme c'est écrit justement dans le programme de notre parti - *que les premiers pas vers la transition du capitalisme au communisme*. »

Donc, comme toujours, il s'agit des *premiers pas* et non de pas *vers* le communisme, mais *vers* la transition à celui-ci. C'est autre chose que de faire l'éloge, comme réalisation du socialisme, du travail salarié ou du travail parcellaire de la famille rurale qui mange ses lapins.

« Le communisme commence là où apparaît la préoccupation désintéressée – au point de dépasser l'âpreté du travail - de sauvegarder … des produits qui ne sont pas destinés *aux travailleurs eux-mêmes ou à des personnes qui leur sont proches*, mais à des personnes lointaines, c'est-à-dire à la société dans son ensemble … ».

Et une fois établie cette conception qui identifie le communisme à une « offre de surtravail à la société » spontanée, en échange de la libération de classe de la servitude du salaire et de l'horaire, Lénine, une fois encore, se rapporte à Marx. Et nous à tous les deux.

« Charles Marx se moque dans *le Capital* de l'emphase et de la grandiloquence de la Magna Charta démocratico-bourgeoise et de toute sa phraséologie sur la liberté, sur l'égalité et sur la fraternité en général, qui éblouit les petits-bourgeois et les philistins de tous les pays, y inclus les vils héros contemporains de la vile Internationale de Bernstein (l'Internationale « deux et demi », bien digne des manœuvres putassières actuelles qui lient en Italie les trois partis au milieu desquels, Nenni, le centriste par excellence, se trouve bien à sa place). Marx y oppose la simple façon de poser le problème par le prolétariat : réduction de la journée de travail ! ».

Nous sommes donc bien certains de ne pas avoir découvert nous-mêmes la formule drastique qui résume, tant scientifiquement que dramatiquement, la revendication prolétarienne communiste et révolutionnaire : mort au maudit travail payé et *nécessaire*, place au *surtravail* offert sans rien recevoir ni demander, dans la joie de lutter pour les frères de sa propre classe, et demain pour la société sans classes, bonne nourricière même pour ses frères au repos.

Nous pouvons lancer cette formule à la face ignoble des dirigeants orientaux des camps de travail forcé et des *bagnes* consacrés à la divinité féroce de la progression géométrique de la production et qui lancent le défi de l'*émulation* au capitalisme tout aussi négrier de l'Ouest.

64. L'AGRICULTURE ASSOCIÉE

Durant les années de la guerre civile la situation dans les campagnes reste chaotique et l'on est bien loin d'un retour à l'ordre quelconque.

La partie la plus grande de la production est encore aux mains des paysans qui ont beaucoup de terre (nominalement toute nationalisée) et un capital d'exercice en rapport avec leur terre. Selon l'*Histoire* officielle habituelle (qui, pour des raisons que nous verrons par la suite, avait intérêt à mentir en gonflant le poids des koulaks), encore en 1927, alors que les entreprises associées produisaient à peine 35 millions de pouds [36] de blé commercialisable (6 millions de quintaux), les koulaks en produisaient 130 millions à destination du marché sur un total de 600. C'est seulement en 1929 que le rapport se renverse, après la campagne bien connue [37] de destruction des koulaks « comme classe ».

En 1919, on doit présumer, et c'est indubitable, que la plus grande partie de la gestion de la terre est aux mains des capitalistes agraires qui, dans les campagnes, ont hérité de la position qu'avaient les nobles et les gros propriétaires bourgeois rentiers (sous le régime desquels un volume de blé énorme – de l'ordre de plusieurs centaines de millions de quintaux - était destiné au marché, non tant national qu'international).

L'organisation d'une production associée en était à ses premiers pas. Elle ne tentait pas encore d'envahir le domaine des koulaks, elle cherchait plutôt à attirer des groupes de petits et très petits paysans : c'est le travail que les comités de paysans pauvres accomplirent juste après la révolution. En vérité, dans ces premiers temps, le programme des populistes et

des socialistes-révolutionnaires – c'est-à-dire la division en petits lots de la terre arrachée aux seigneurs - l'emportait.

Le congrès « des Communes et Artels agricoles » se tint le 4 décembre 1919. Lénine y prononça un discours.

Donnons tout d'abord la distinction entre les termes d'Artel et de Commune. L'Artel est une forme de transition entre le travail individuel, au plus familial, sur de très petits lots, et une association de travailleurs agricoles. En fait dans l'Artel - qui est le nom historique de formes russes très anciennes de gestion collective de la terre, résidus du communisme primitif qui étaient désormais sur le point de disparaître tant sous la pression féodale que sous la pression bourgeoise issue de la suppression de la servitude de la glèbe en 1861 – la gestion familiale et la gestion associée subsistent. Toute famille incluse dans l'Artel a sa part de terre qu'elle travaille de façon isolée, restant propriétaire de ses produits destinés, en grande partie, à la consommation directe. Une certaine quantité de moyens de production – bétail, outils, réserves diverses et capital d'exercice - est annexée à ce lopin de terre, de même que la petite maison d'habitation de la famille. Il existe ensuite une vaste étendue de terre non divisée sur laquelle tous les membres valides de la famille travaillent ensemble, et cet ensemble est doté d'une quantité importante de « cheptel mort », parmi lequel les premières machines qui peuvent être utilisées sur des terrains de grandes superficies, tout particulièrement dans la culture des céréales [38]. La formule que même les staliniens traditionnels utilisèrent est que dans l'Artel « seuls les moyens de production les plus importants » sont utilisés en commun. Les moins importants sont distribués entre les différentes familles.

La Commune, qui elle aussi se relie aux antiques formes, au *mir*, est un développement ultérieur en direction du véritable travail collectif puisqu'il n'y a plus de lots individuels (familiaux) ; et tout le cheptel, mort ou vif, et même les maisons, sont gérés collectivement.

Il est facile de voir que les grandes entreprises d'État, par la suite nommées *Sovkhozes*, naquirent des Communes, et que la forme hybride nommée aujourd'hui *Kolkhoze* naquit des Artels.

65. LA COLLECTIVISATION EN 1919

Les premières Communes, peu nombreuses et peu étendues, et les premiers Artels, avaient l'appui du pouvoir central bolchevik, mais se heurtaient à deux gros obstacles : avant tout les koulaks qui voyaient la main-d'œuvre nécessaire à leurs terres se soustraire à l'exploitation, et ensuite les moyens et petits paysans eux-mêmes traditionnellement attachés à la possession de leur petite ferme et à leur autonomie domestique. De tels éléments résistent à toute association de travail et d'exercice et craignent d'y être affiliés de force, perdant ainsi leur terre, leur maison et les outils dont ils disposaient. Cette phobie des Artels est partout exploitée par les blancs et les contre-révolutionnaires pour gagner l'appui des paysans parmi lesquels ils font une propagande habile contre la *spoliation* imminente de la part des bolcheviks.

Dans le discours de 1919, Lénine souligne la nécessité de ne pas forcer la situation dangereuse qui peut influer sur l'issue de la guerre civile. Il insiste sur deux critères déjà ratifiés par le parti. Le premier est l'aide que les Artels et les Communes sont tenus, en vertu d'une loi spéciale du pouvoir soviétique, d'aider les paysans pauvres de leur région, de les aider dans leurs difficultés économiques et dans leur résistance aux vexations qu'ils subissent de la part des paysans riches. L'État avait affecté un milliard de roubles (somme en vérité beaucoup plus faible parce que l'on était au temps de l'inflation et que la réévaluation monétaire de 1922 n'avait pas encore eu lieu) au développement des Artels et des Communes, mais l'on voulait éviter toute spéculation politique qui tendrait à dévaluer les succès des

modestes gestions collectives en les attribuant à la passivité due à l'aide de l'État. Le deuxième critère consistait à respecter l'entrée spontanée du paysan avec son équipement et son cheptel de faible importance dans l'entreprise collective, alors que dans de nombreuses localités elle avait été imposée par le haut et d'autorité, suscitant des mécontents et des inconvénients graves.

Comme toujours Lénine recommande la prudence dans la manœuvre quand la situation est délicate et qu'un rien peut tout compromettre. Mais il n'admet jamais que l'on déroge le moins du monde aux principes théoriques. Cet écrit est l'un de ceux qui ont été les plus exploités par les staliniens pour justifier l'importance fondamentale donnée postérieurement à la forme la moins avancée et pour affubler au système des kolkhozes le qualificatif tout à fait arbitraire de forme de production socialiste, de « propriété socialiste ». À ce propos, comme dans les autres cas, il est utile de s'arrêter sur les énonciations et sur la construction de Lénine.

« L'importance de toutes les entreprises (pour le travail collectif de la terre) est immense ; parce que si la vieille ferme paysanne, pauvre et misérable, restait telle qu'elle est, on ne pourrait parler d'aucune édification solide de la société socialiste ». Il s'agira dans cette étude de voir si la petite gestion a été éliminée et en cas de réponse positive dans quelle mesure elle l'a été.

On peut admettre que la forme mixte Artel-Kolkhoze soit un progrès par rapport à la fragmentation en exploitations minuscules. Mais par rapport à l'exploitation du koulak, dans laquelle le travail se déroule, sous l'exploitation patronale, de façon déjà collective, le progrès véritable ne réside que dans la forme Commune-Sovkhoze dans laquelle l'entrepreneur privé est éliminé mais où la gestion collective intégrale est pleinement conservée. Là au contraire où la forme kolkhoze s'est développée aux dépens de la forme bourgeoise mais également aux dépens du développement de la forme Sovkhoze, la petite exploitation renaît en partie ; et c'est grâce à des données quantitatives que l'on lira le bilan de la « collectivisation » ; la différence de principe entre « socialisme » et simple « étatisation » restant inchangée.

Toute la spéculation du stalinisme réside dans le fait d'identifier économie gérée par l'État et économie socialiste, en cherchant à soutenir qu'une telle terminologie a ses racines dans les œuvres de Lénine (éditées par le gouvernement de Staline en dehors de toute possibilité de contrôle) : en oubliant, ou mieux, en faisant oublier la différence historique entre un pouvoir encore strictement lié à une doctrine orthodoxe même en matière d'économie et à la politique de la révolution communiste mondiale, et leur administration ordinaire par l'État de Moscou, devenue fin en soi, et sans plus aucun lien avec ces origines et ces finalités qui furent toujours présentes dans la politique du temps de Lénine [39].

66. LE LONG CHEMIN AU SOCIALISME

Lénine garde présente à l'esprit l'objection selon laquelle on traverse une période de crise épouvantable, de ruine générale, qui rend difficile la tâche des entreprises collectives. Il répond : « Cela signifie-t-il que les Communes ne peuvent pas apporter des changements dans la vie des paysans des environs, et ne peuvent pas leur démontrer que les entreprises agricoles collectives ne sont pas une plante cultivée artificiellement en serre, mais une aide nouvelle offerte par le pouvoir des Soviets aux paysans, un soutien dans leur lutte contre les koulaks ? »

Lénine se réfère encore une fois ici à l'initiative des samedis communistes qui ne représentent pas un moyen pour « construire l'économie », mais un moyen pour dépasser les résistances politiques dues aux traditions néfastes du passé. Et encore une fois cette référence est utile pour rappeler des questions fondamentales, des questions de principe que l'on ne répète jamais assez. « Les paysans verront que les communistes admettent de nouveaux

membres dans le parti non pas pour qu'ils jouissent d'avantages dérivant de la situation d'un parti au gouvernement, mais pour qu'ils donnent l'exemple d'un travail véritablement communiste, *c'est-à-dire d'un travail qui s'accomplit gratuitement*. Le communisme est le stade suprême du développement du socialisme, celui dans lequel les hommes travaillent parce qu'ils sont conscients de la nécessité de travailler pour le bénéfice de tous. Nous savons que *nous ne pouvons pas instaurer immédiatement le régime socialiste*. *Dieu veuille* (nous ne savons pas pourquoi ces éditions publiées à Moscou utilisent toujours des formules de traduction si banales – la fameuse Ponomareva [40], dont la profession n'est pas d'exporter du marxisme théorique, disait qu'elle ne jurait pas sur la Bible, ne professant aucune religion…) *que nos enfants, et peut-être également nos petits-enfants, le voient instaurer chez nous*. Mais nous disons que les membres du parti communiste au pouvoir assument, dans la lutte contre le capitalisme, la plus grande partie des difficultés de la lutte contre le capitalisme en mobilisant les meilleurs communistes pour le front et en exigeant de ceux qui ne peuvent pas être utilisés dans le domaine militaire qu'ils travaillent dans les samedis communistes sans rémunération ».

Comment ces paroles du « naïf » Lénine sur la portée de l'appartenance au parti vainqueur peuvent-elles se concilier avec les bobards actuels de ceux qui « retournent » à Lénine et à Marx sur les nouvelles *voies* électorales pour passer au socialisme ? Et comment la psychologie de l'électeur occidental – seule discipline, peut-être, en laquelle Lénine ne se montra pas très expert - permet-elle de s'imaginer que l'on puisse obtenir des voix en promettant des envois au front militaire et aux travaux forcés, mais volontaire et non rétribué, que ce soit par un rouble dégoûtant ou par une lire ?

Lénine crie à l'auditoire que l'on doit prouver que l'entreprise associée fonctionne bien non pas parce qu'elle reçoit des subsides de l'État, mais parce qu'elle a en son sein des gens qui se sacrifient à travailler pour rien. « Sur ce point il n'est pas de dérobade possible, il n'est pas licite d'arguer de l'absence de marchandises, du manque de semences ou de la mortalité du bétail » !

Et dire que certaines figures de notre connaissance ne font que promettre à droite et à gauche à quiconque avance une petite réclamation que s'ils sont vainqueurs ils seront plus généreux avec « les deniers publics » même envers les fainéants les plus parasites ! Y compris parmi les infects *fonctionnaires* pléthoriques, sbires, geôliers et prêtres à la solde de la société bourgeoise.

Staline n'attendit pas les *petits-fils* et annonça qu'il avait déjà entièrement fabriqué le socialisme. Nous, nous attendons les petits-enfants de ceux qui l'ont dégradé de tous ses titres, y compris de ceux de père et de grand-père.

67. CONTRE LA DÉFAITE ET LA MISÈRE

Le travail d'assainissement de l'économie procède encore de manière informe à l'époque du IX° congrès du Parti Communiste qui se tient du 29 mars au 5 avril 1920. La situation de la guerre civile s'est améliorée, comme nous le savons, mais celle de la production et de l'approvisionnement est encore plus désastreuse : dans de nombreuses provinces la disette s'étend, elle fera en juin des centaines de milliers de victimes le long des rives de la Volga.

Lénine développe le rapport du Comité Central et comme toujours quand il fait le point il hiérarchise les différentes questions. Nous voyons traités ici seulement indirectement les problèmes de l'économie industrielle et de l'économie agricole ; ce sont les rapports de force politiques, et surtout les rapports de force à l'échelle internationale, qui sont au premier plan.

Ce n'est pas interrompre notre exposition de l'évolution des rapports de production que de nous référer à quelques thèses fondamentales, même si elles réaffirment quelques principes des époques antérieures que nous considérons comme valides encore actuellement, après tant d'années, et propres à démentir le *léninisme* dont les chefs russes d'aujourd'hui s'enorgueillissent.

Lénine lui-même expose la répartition du travail dans cette situation. Il « se divise en deux grandes branches : celle qui se rattache aux tâches militaires et à la situation internationale de la République, et le travail pacifique intérieur d'édification économique qui n'a commencé à passer au premier plan qu'à partir de la fin de l'année dernière (1919) ou du début de cette année, lorsqu'il est clairement apparu que nous avions remporté la victoire définitive sur les fronts décisifs de la guerre civile ». Après avoir rappelé qu'au printemps 1919 la situation était extrêmement difficile, Lénine justifie la consigne : « Tout pour la guerre, tout pour la victoire ! »

Après avoir rappelé la disproportion énorme des forces, Lénine attribue le succès grandiose à la force de la discipline inexorable et de la centralisation, et il assène quelques-uns de ses coups terribles aux méprisables plaintes démocratiques.

« Des millions de travailleurs n'ont pu, dans le pays le moins cultivé, parvenir à cette organisation, à cette discipline, à cette centralisation, que parce que les ouvriers, passés par l'école du capitalisme, avaient été unis par le capitalisme lui-même, et *parce que le prolétariat dans tous les pays avancés s'était uni* (c'est autre chose que les puantes *voies nationales* !), et dans des proportions d'autant plus grandes que le pays était plus avancé ; d'un autre côté parce que la propriété, la propriété capitaliste, la petite propriété dans la production mercantile, divise les hommes (nous corrigeons l'erreur du traducteur : les ouvriers) ».

« La propriété divise et nous, nous unissons, nous unissons dans un nombre sans cesse croissant des millions de travailleurs *dans le monde entier* … Plus on allait en avant et plus nos ennemis se divisaient. Ils étaient divisés par la propriété capitaliste, par la propriété privée dans la production mercantile, qu'ils fussent des petits patrons qui spéculaient en vendant les excédents de blé et qui s'enrichissaient aux dépens des ouvriers affamés, ou qu'ils fussent des capitalistes de différents pays, bien que détenteurs de la puissance militaire … ». Lénine traite à grands traits le tableau international : « Tout ceci nous permet de dire que *quand nous aurons réalisé complètement dans notre pays* la dictature du prolétariat, la plus grande union du prolétariat au moyen de son avant-garde, de son parti d'avant-garde, nous pourrons attendre … (attendre quoi ? le socialisme en Russie ? Mais non !) *la révolution mondiale*. Et c'est en réalité l'expression de la volonté, de la décision du prolétariat d'unir des millions et des dizaines de millions de *prolétaires de tous les pays*. » Et il conclut : nous avons une base mondiale plus large que ne posséda aucune des révolutions précédentes !

À cette date Lénine prévoit déjà les défaites : terreur blanche hongroise, allemande et finlandaise. Malgré tout il insiste sur le fait que *le bolchevisme est un phénomène mondial*. Et il continue à consacrer la plus grande partie de son rapport à la situation internationale en raillant les phrases des *jaunes* sur la liberté et la démocratie. « Les phrases sur la minorité et la majorité, la démocratie et la liberté, ne décident de rien ; ce qui décide est la conscience et la fermeté de la classe ouvrière ».

« De cette victoire, de cette conviction, nous passons, et nous sommes parvenus (entendez-vous la voix de Lénine qui baisse de ton ?), aux tâches de *l'édification économique pacifiste* dont la solution est le thème de ce congrès ». Nous sommes sûrs que personne n'a pensé à *cuisiner* ce discours. On n'y trouve pas de remplissage sur la construction et l'édification du socialisme. Les formules sont impeccables. « Oui, il s'agit maintenant de consacrer aux tâches pacifiques de l'édification économique, aux tâches de la reconstruction de l'industrie détruite, tout ce que le prolétariat et son unité absolue peuvent concentrer. »

68. ENCORE CONTRE LA GESTION « COLLÉGIALE »

À ce point le rapport met au premier plan une question « qui semble n'être qu'un détail » mais dans laquelle Lénine dénonce une grave « confusion théorique » dont on ne pourrait tolérer « même pas la dixième partie ». C'est la question de la substitution de la direction *collégiale* à la direction *personnelle* que nous avons déjà vu traitée en 1918 dans un sens nettement opposé à celui des *léninistes* qui au XX° congrès ont aboli la direction personnelle … des cadavres.

Nous devons recommander au lecteur d'étudier tout le texte (*Œuvres choisies* en italien, volume II, page 542) et de voir comment Lénine développe la prémisse : « Permettez-moi, camarades, de faire un peu de théorie, d'indiquer comment gouverne une classe, comment se manifeste la domination d'une classe. ». Le puissant passage historique et marxiste montre combien celui qui s'intéresse au fait de savoir si la domination se manifeste dans un collège, dans un individu, dans la *masse*, etc. est un con. Pour Lénine en effet la phrase habituelle suivante « La gestion collégiale est une des formes de participation des grandes masses à l'administration » est une grosse bévue théorique. Phrase pestilentielle, nennifère [41], et si quelqu'un en a une pire qu'il la dise.

En partant des luttes entre féodalisme et bourgeoisie Lénine démontre que la manifestation essentielle réside dans l'écrasement des formes sociales défendues par la classe renversée. Le reste est de la connerie.

Et l'on retrouve une autre thèse que, à la suite de Lénine, dans ce qui précède, nous avons tenu absolument à reconstruire, contre l'un des faux énormes de Staline au sujet de la promesse de Lénine de … redonner le suffrage universel.

« Quand la Constitution a fixé sur le papier ce que la vie avait décidé – l'abolition de la propriété capitaliste et foncière – et a ajouté : *la classe ouvrière a, selon la Constitution, plus de droits que les paysans, et les exploiteurs n'ont aucun droit*, on a *consacré* ainsi que nous avions réalisé la domination de notre classe et que nous avions rallié autour de nous les travailleurs de toutes les couches et de tous les groupes mineurs. »

Et tout cela a été – nous avions donc bien raison – sous Staline, effrontément *profané* en déchirant la Constitution de 1918.

Lénine en vient au fait : « Quiconque rattache la question du mode selon lequel la domination de classe s'exprime à la question du ''centralisme démocratique'', comme cela arrive souvent, crée une confusion formidable ». La bourgeoisie ne fut pas idiote au point de confondre l'administration avec l'État (mieux traduit : avec le Pouvoir) et elle utilisa les éléments capables issus de la classe féodale. « Les considérations sur la direction collégiale sont très souvent imprégnées de l'ignorance la plus crasse (frottez-vous les yeux : avait-il déjà lu Nenni ?), de même que d'un esprit d'hostilité envers les spécialistes. »

69. RÉGURGITATIONS SYNDICALISTES

Lénine, lors de la réfutation de l'« ouvriérisme » stupide et grossier qui dit : les ouvriers seuls suffisent à tout, affronte la grave question des syndicats après la révolution : « Les syndicats devront surmonter des difficultés énormes. Il faut faire en sorte qu'ils comprennent leur tâche (ici Lénine parle, plus que jamais, durement et sans fausses précautions), la tâche de *lutter contre les vestiges du tristement célèbre démocratisme* (et il ajoute une dose, philistins de Russie et d'ailleurs, d'alors et d'aujourd'hui : les mains en l'air !). Tous ces cris à propos des nominations par le haut, toutes ces vieilleries nuisibles que l'on entend dans différentes résolutions et conversations, doivent être balayées. Autrement nous ne pourrons pas vaincre ! ».

La conclusion porte encore sur le sacrifice de la classe ouvrière. Elle nous dit comment, dans le climat de la période post-révolutionnaire immédiate, les rapports de production se modifièrent de façon originale. La Russie est divisée, dans les études économiques et mêmes dans celles de Lénine, en gouvernements producteurs de blé et gouvernements consommateurs de blé. Dans les seconds on trouve une céréaliculture dont les rendements sont insuffisants pour les besoins locaux qui sont très élevés car ces régions comprennent des centres urbains importants. Dans ces centres, en 1918 et 1919, les ouvriers ne reçurent que 7 pouds de blé (115 kg) par an. Les paysans des gouvernements producteurs en consommèrent 17, alors qu'avant la guerre ils en consommaient 16. « Ces deux chiffres montrent le rapport des classes dans la lutte pour l'approvisionnement. Le prolétariat a continué à supporter les sacrifices les plus lourds. On crie contre la violence ! Mais le prolétariat a justifié et légitimé cette violence parce que c'est lui qui a supporté les sacrifices les plus grands ! ».

Puis c'est la conclusion marxiste logique sur les syndicats (nous verrons plus loin la condamnation de la creuse thèse « ordinoviste » de l'*opposition ouvrière* russe qui voulait donner la gestion aux syndicats) : « Comme tous les syndicats (étrangers), les vieux syndicats (rouges [42]) ont leur histoire et leur passé. Dans le passé ils furent des organes de résistance contre ceux qui opprimaient le travail, contre le capitalisme. Mais maintenant que la classe ouvrière est devenue la classe qui détient le pouvoir d'État et qu'elle est contrainte à supporter de grands sacrifices, à souffrir la faim et à périr, la situation a changé ».

Aux mencheviks et socialistes-révolutionnaires qui demandent que « l'on remplace la direction personnelle par la direction collégiale », Lénine répond en promettant … une discipline et un centralisme plus rigoureux dans l'État et dans le parti. « Après la guerre que nous avons soutenue au front, nous devons accomplir une tâche beaucoup plus complexe : celle d'une guerre sans effusion de sang ». En se fondant sur un rapport de Kamenev, Lénine dénonce le plan du capitalisme de l'Entente, plan de sabotage commercial et économique. Et le mot d'ordre restera celui de l'inflexibilité de l'action prolétarienne.

Enfin il se réfère à un opuscule du camarade Goussev sur le premier « plan économique fondamental de la reconstruction de l'industrie et de la production dans tout le pays ». Non seulement Lénine en 1920 ne promet pas le socialisme, mais il avertit que, quoique le plan couvre plusieurs années, « nous, nous ne promettons pas de libérer d'un seul coup le pays de la famine ».

Vous qui étudiez les personnages historiques : est-il le plus prudent ou le plus audacieux des révolutionnaires ? Ni une *hagiographie* rouge, ni un Plutarque du vingtième siècle ne peuvent répondre à cette question, seule la dialectique des communistes peut le faire. Et cette dialectique peut prendre le nom de Marx, même si certaines formes de biographies de l'ex-grand Staline osèrent se réclamer du nom de Marx lui-même et de celui de Lénine.

70. ENCORE L'ANARCHO-SYNDICALISME

Au X° congrès du Parti Communiste Russe, du 8 au 16 mars 1921 (entre le II° et le III° congrès de l'Internationale Communiste), une opposition à la majorité du Comité Central se manifesta. On a l'habitude de l'assimiler à une opposition de « gauche » et de la considérer comme une première réaction au début de l'involution de la révolution russe et du parti.

L'Histoire du *Bref Cours* fait une confusion absolue entre les opposants à ce congrès et les opposants dans les luttes qui ont suivi la mort de Lénine, à partir de l'opposition de Trotsky (1924). Au début le nom le plus connu était celui de la camarade Kollontaï, faite par la suite ambassadrice à Stockholm [43] et que toute l'écœurante presse bourgeoise de l'époque appelait *la maîtresse de Lénine* !

Le *Bref Cours* attribue à Trotsky une ligne totalement opposée à celle de cette opposition à propos des syndicats [44] : il demandait de les « étatiser » et de quasi les « militariser » ce qui serait dans tous les cas l'opposé de ce que réclamait la tendance de Kollontaï qui défendait pour les syndicats une vaste autonomie vis-à-vis du parti politique. La confusion n'est pas moins grande avec la « gauche » de l'époque de Brest-Litovsk, dirigée par Boukharine qui, comme nous l'avons amplement exposé, fut battue définitivement après la signature du traité de paix avec l'Allemagne, au VII° congrès de mars 1918.

Ce ne sera pas une mauvaise chose que de montrer encore une fois que l'opposition conduite par le courant de gauche du Parti communiste d'Italie, et en 1922 par le parti lui-même, à propos de la tactique européenne de l'Internationale Communiste, ne se solidarisa jamais avec les tendances semi-syndicalistes de différents pays qui diminuaient la tâche du parti et surévaluaient celle des syndicats. Ce qui les conduisait (par exemple le K.A.P.D. : Parti Communiste Ouvrier Allemand) à préconiser, pour obtenir des syndicats « organes de la révolution et de la nouvelle gestion économique », la scission au sein des syndicats traditionnels des différents pays, ce qui ne fut jamais théorisé ni appliqué mais au contraire fièrement combattu en doctrine et en pratique par le Parti communiste fondé en Italie à Livourne en janvier 1921, même si le groupe de Turin (Gramsci, *Ordine Nuovo*), dont l'idéologie en la matière se ressentait profondément de ce type d'erreurs, en faisait partie [45].

Dans la préparation du congrès mondial de 1920, la gauche italienne alla même jusqu'à soutenir que les délégations des syndicats extrémistes (Écosse, États-Unis) ne pouvaient pas faire partie du congrès parce que l'on ne pouvait admettre comme sections de l'I.C. que les partis politiques communistes.

Quant à la directive de *patriotisme rouge* de l'opposition de Brest et de 1918, l'idéologie de notre groupe a traditionnellement repoussé de telles positions.

La réaction de Lénine à l'opposition du X° congrès fut totalement fidèle à la saine ligne marxiste révolutionnaire de même qu'y furent fidèles les thèses du II° congrès de l'I.C. sur les Conseils de Fabrique ; ces derniers, avec une construction analogue, étaient élevés au rang de substitut du parti et de l'État de la Dictature du Prolétariat dans de nombreux pays par des courants qui les opposaient aux syndicats.

Mais un autre événement important se rattache au X° congrès : c'est la révolte sanglante de Cronstadt survenue seulement huit jours avant le début du congrès et qui fut réprimée de façon sanglante, après une lutte acharnée, par le gouvernement bolchevik. L'*Histoire* officielle donne également de cette révolte une présentation exagérée et elle la rattache aux noms habituels des opposants connus et des futurs accusés et condamnés des procès. On ne peut cependant pas mettre en doute le fait qu'au sein de cette révolte, mis à part les multiples agents secrets provocateurs qui y œuvraient, il y avait, parmi les marins et citoyens en révolte, des éléments anarchistes et qu'ils avaient des émules au sein du parti bolchevik. Mais il sera bon de commencer par le commentaire à la thèse de Lénine sur la « déviation », thèse absolument fondamentale.

71. PRODUCTION ET RÉVOLUTION

À la base de la déformation antimarxiste de ces idéologies, aux racines très anciennes et qui remontent à Proudhon et à Lassalle même si elles ne le savent pas, on trouve le concept pompeux de « réseau adhérent au réseau de l'économie productive » sur lequel reposerait la construction d'un organisme prolétarien apte à organiser la lutte de classe du prolétariat, à représenter le pouvoir de ce dernier dans la révolution (Gramsci utilisa à juste raison le mot *Ordre* ; ce n'était pas un État, ni même un semi-État, et s'il tolérait le parti c'était parce qu'il en concevait la fonction seulement comme scolaire et culturelle, comme un réseau secondaire

de propagande et de presse) et surtout apte à diriger la nouvelle économie dont l'unité restait, comme en milieu mercantile, l'Entreprise, aux mains de ses salariés.

La proposition de base des thèses de l'« Opposition Ouvrière », citée par Lénine, était celle-ci : « La tâche d'organiser la gestion de l'économie nationale est du ressort du congrès des producteurs de toute la Russie, réunis en syndicats de production qui élisent un organisme central qui dirige toute l'économie de la République ».

Lénine oppose une telle proposition à la théorie marxiste et communiste et à l'expérience même des révolutions et de la révolution russe en particulier.

« En premier lieu, dans le concept de ‘‘producteurs’’ on comprend le prolétariat, le semi-prolétariat (petit paysan avec peu de terre) et le petit producteur de marchandises (artisan autonome) et l'on se détache ainsi radicalement du concept fondamental de lutte de classe et de l'exigence fondamentale de distinguer nettement les classes ».

La critique est très claire puisque le mot prolétaire désigne celui qui n'a pas le moindre moyen de production, moyen de production qu'ont au contraire, dans une mesure plus ou moins grande, le paysan travailleur direct et l'artisan libre. Donc l'expression État et gouvernement des producteurs, et encore pire dictature des producteurs, n'est qu'un charabia doctrinal et historiquement il ne pourrait se définir que comme une démocratie économique, fade et pusillanime, tout aussi conservatrice que les classes de la haute bourgeoisie. L'entrepreneur capitaliste n'admettra jamais de ne pas faire partie lui aussi du « réseau des producteurs ».

Cette construction bancale ressemble de près à celles du type corporatif (par exemple la construction de D'Annunzio à Fiume), comme celle de la Charte du Travail fasciste et de la Chambre des Fascistes et des Corporations, et elle a une parenté avec le national-socialisme de Hitler.

Ce schéma met, dans la question substantielle du pouvoir, tous les ouvriers non seulement sur le même plan que les « producteurs » hybrides, et quelles que soient leur position politique et leur idéologie, mais il accorde une importance égale à l'ouvrier membre du parti et à l'ouvrier sans-parti, ce qui provoque cet autre blâme sévère de Lénine : « En deuxième lieu, miser sur les masses sans parti, ou flirter avec elles, comme le fait la thèse citée, constitue une déviation non moins radicale d'avec le marxisme. Le marxisme enseigne que seul le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti Communiste, est en mesure de regrouper, d'éduquer, d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les classes laborieuses ; qu'il est l'unique forme capable de résister aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, à leurs traditions de mesquinerie … et de diriger politiquement l'action unifiée de tout le prolétariat … Sans cela la dictature du prolétariat est irréalisable. »

Lénine poursuit en polémiquant avec l'interprétation que les opposants donnaient de certains passages du programme du parti (celui du VIII° congrès auquel il a été fait allusion) dans lesquels il est fait allusion à la fonction des syndicats dans la R.S.F.S.R. où ils participent à la direction de l'économie. Lénine cite différents passages où l'on dit que les syndicats doivent se libérer « toujours plus de la mesquinerie corporative », et où la fonction dirigeante et éducatrice du parti politique envers les syndicats est confirmée. Ces derniers, dans la conception de Lénine, peuvent être utiles comme intermédiaires qui permettent au prolétariat d'influencer les couches semi-prolétaires et même petites-bourgeoises mais c'est seulement grâce au parti que le prolétariat peut exercer cette influence. Il est évident que cette élection, par ce congrès des producteurs, des organes suprêmes de gestion économique laisse de côté et vide de toute substance l'État et le parti prolétarien issus de la victoire révolutionnaire.

À juste raison, Lénine qualifie cette idéologie de syndicaliste (dans le sens sorélien d'action économique qui exclut l'action politique) et d'anarchiste dans la mesure où elle

ouvre une brèche irréparable dans le pouvoir de la classe ouvrière et, en faisant chorus avec la campagne venimeuse qui s'étend dans le monde entier, relance les mêmes calomnies insidieuses et défaitistes des démocrates et des opportunistes de toute région.

72. LA QUESTION SYNDICALE INTERNATIONALE

Notre critique du « tournant » du récent XX° congrès a mis en lumière que le point d'arrivée, en Russie et ailleurs, et particulièrement chez nous en Italie, sera la dévaluation de la tâche du parti politique dans l'État et de la théorie de son unité, non dans le sens vide de ramassage de toutes les ordures mais dans le sens correct d'« unicité » et d'exclusivité.

En 1921 Lénine se réclame des thèses du II° congrès mondial sur la tâche du parti, de caractère fondamental, acceptées sans oppositions que seules des théories antimarxistes et libertaires auraient pu dicter.

Le concept de la prééminence du parti politique dans la révolution, concept essentiellement international, n'a jamais laissé place au moindre doute pour les communistes, et il est réaffirmé de plus dans les thèses, elles aussi fondamentales (et, détail que nous rappelons, totalement acceptées par la gauche italienne), sur le mouvement syndical et les conseils de fabrique où il est affirmé que le syndicat ne devient organe révolutionnaire que dans la mesure où il est conquis, pénétré et organisé par le parti politique communiste.

Selon la thèse 6, là où il y a eu une scission syndicale les communistes aident les syndicalistes *de gauche* à se libérer de leurs erreurs syndicalistes et à lutter contre la bureaucratie syndicale social-démocrate, mais ils continuent à travailler dans les syndicats de droite : la Confédération Générale du Travail en Italie en 1921 en est l'exemple classique. Thèse 7 : lors de la période de la lutte révolutionnaire une union parfaite avec les syndicats et les conseils est possible « en les soumettant au parti, avant-garde de la Révolution ». Dans la partie II des thèses, il est établi que les Conseils de fabrique non seulement ne peuvent pas remplacer le parti ou même l'égaler, mais « ne pourraient pas remplacer les syndicats ». Leur lutte pour le contrôle de l'entreprise et pour sa conquête ne peut avoir d'autre portée que celle de déchaîner l'antagonisme de classe et la répression de la bourgeoisie, et conduire tous les travailleurs, en dehors de tout particularisme de profession et de lieu de travail, à la lutte unitaire pour le pouvoir central et la dictature de classe. La thèse considère les syndicats comme plus centralisés que les Conseils, c'est-à-dire moins particularistes. C'est pour cette raison que l'on soutenait alors que le courant italien « Ordine Nuovo », bien que décidé à lutter contre les opportunistes italiens du parlement, des syndicats et du parti socialiste, déviait fortement de la ligne de principe de la conception marxiste de la révolution. Le fameux réseau des conseils n'était qu'une copie *négative* de la structure sociale bourgeoise et ne dépassait pas l'économie mercantile et d'entreprise et elle ne pouvait pas être non plus un point d'appui pour abattre le pouvoir capitaliste. La dialectique restait étrangère à cette construction à l'apparence séductrice.

La thèse 5 de cette partie classique dicte aux communistes du monde entier la consigne de « soumettre de fait les conseils ouvriers et les syndicats à la direction du Parti Communiste, en créant ainsi un organe de masse qui serve de base au parti centralisé du prolétariat qui les conduira à la victoire de la classe prolétarienne au moyen de la dictature du prolétariat et au communisme. ». La partie III établit l'attitude internationale : désaveu de l'abjecte Internationale jaune d'Amsterdam, instrument de la Société des Nations, et fondation de l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou, tout en maintenant la règle du travail dans les sections nationales d'Amsterdam.

Ceux qui comprirent cette doctrine classique [46] furent peu nombreux, et par la suite presque tous la trahirent, et c'est là que trouvèrent leur origine l'épouvantable dégénérescence du communisme mondial et son naufrage dans toutes les tares petites-bourgeoises et

bourgeoises, de style libéral, démocratique, libertaire et syndicaliste. Mais laissons pour l'instant ce sujet en notant qu'aujourd'hui ce mot de syndicaliste a deux sens : l'un indique celui qui travaille dans des syndicats économiques, comme membre ou comme organisateur, l'autre (aujourd'hui moins compris) se réfère à une doctrine qui s'oppose à celle de Marx, doctrine volontariste et en substance idéaliste que, pour employer un nom connu, l'on peut désigner sous le nom de syndicalisme sorélien. En raison du succès qu'elle eut parmi les libertaires, ennemis jurés du parti politique et de l'État révolutionnaire, Lénine l'appelle anarcho-syndicalisme.

73. LE TABLEAU DE LA SOCIÉTÉ RUSSE

Le fait d'avoir dressé le tableau du X° congrès nous ramène au cœur du thème économique.

Lénine ne se limitait pas à la démolition puissante de l'opportunisme sur le plan de la doctrine mais il le soumettait à l'anatomie sociale. Il rattachait cette déviation fièrement stigmatisée à l'influence prédominante en Russie de l'élément petit-bourgeois, et à sa tendance à passer dans le camp de la contre-révolution. Nous faisons nôtre le diagnostic de Lénine des événements mystérieux de Cronstadt, événements étouffés à l'aide d'un exemple de la méthode peu lumineuse, même quand elle était juste, de Joseph Staline qui y fut envoyé et qui nous exposa tous à la comparaison sinistre avec la dépêche fameuse adressée au tsar : « L'ordre règne à Varsovie ». Lénine est un témoin de premier plan et Trotsky concorde avec lui [47]. « Le soulèvement de Cronstadt fut peut-être l'exemple qui montra avec la plus grande évidence comment les ennemis du prolétariat exploitent toute déviation de la ligne communiste conséquente. À cette occasion la contre-révolution bourgeoise et les gardes blancs de tous les pays du monde se sont montrés tout à coup disposés à admettre le mot d'ordre du régime soviétique à condition que la dictature révolutionnaire en Russie soit abattue ; les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks et la contre-révolution bourgeoise utilisèrent à Cronstadt les mots d'ordre de l'insurrection au nom du pouvoir soviétique, pour ainsi dire, contre le gouvernement soviétique de la Russie ». (Le cri était : Les Soviets mais pas les bolcheviks !)

L'importance du Congrès de 1921 réside dans le fait que Lénine y propose la Nouvelle Politique Économique, chef-d'œuvre de dialectique marxiste, et d'autre chose mal ou pas du tout comprise après les efforts énormes faits par les traîtres pour donner à croire au monde que la construction du socialisme intégral n'était qu'un jeu d'enfants.

Lénine, après avoir dénoncé la « déviation » des opposants « ouvriers » non seulement comme une erreur de doctrine mais comme un danger immédiat contre lequel on devait prendre des mesures décisives (motions sur l'unité du parti et contre le fractionnisme en son sein, question âpre et difficile [48] qui ne manquera pas de revenir à la surface), déclare (et il nous introduit ainsi à l'étude du grand texte sur *L'Impôt en nature*) :

« Dans un pays comme la Russie, la prépondérance énorme de l'élément petit-bourgeois, la ruine, l'appauvrissement, l'épidémie, la disette – conséquences inévitables de la guerre -, l'extrême aggravation de la misère et des calamités nationales, engendrent des oscillations importantes dans l'état d'âme des masses petites-bourgeoises et semi-prolétariennes. Ces dernières oscillent, un jour elles inclinent vers l'union avec le prolétariat, un autre jour vers la restauration bourgeoise ; l'expérience de toutes les révolutions des XVIII°, XIX° et XX° siècles montre avec une clarté absolue et de façon convaincante que si l'unité, la force, l'influence de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat s'affaiblissent un tant soit peu, ces oscillations ne peuvent que causer de façon inévitable la restauration du pouvoir et de la propriété des capitalistes et des propriétaires fonciers. »

On assistait à la naissance du dialogue [49] entre la Révolution et le mécontentement des basses classes. Il fallait en trouver la solution marxiste. Le parti de Lénine la trouva.

74. LÉNINE ET TROTSKY

Le discours fameux de Lénine sur l'impôt en nature fut prononcé au X° congrès du parti ; c'est le congrès qui discuta le thème de la fonction des syndicats, celui de l'unité du parti et du refus des fractions dont nous avons déjà parlé. Le congrès se déroula du 8 au 16 mars. L'habituelle *Histoire* stalinienne du parti affirme que les « capitulards » comme Trotsky s'opposèrent à la sage décision de Lénine et que, comme d'habitude, ils furent démasqués et isolés, battus en brèche, etc. selon l'épouvantable jargon envahissant qui a eu cours pendant trente ans, et qui ressemble à tous les autres jargons idiots de cette société qui devient chaque jour plus stupide. Comment ne pas avaler ce bobard ?

Pour ne pas l'avaler, il faut avoir été à Moscou en 1922 [50] et avoir écouté le discours puissant avec lequel Trotsky s'est chargé de tranquilliser quelques camarades de l'étranger qui avaient craint que l'on assistât à un renoncement à l'orientation révolutionnaire. Ce discours reste l'explication et la défense les plus brillantes de la Nouvelle Politique Économique et de la conception géniale de Lénine et du parti russe lors de ce tournant. Nous rappellerons au passage que lors de ce congrès, le Parti Communiste d'Italie, dont la délégation, dans son énorme majorité, s'opposa de la façon la plus décidée à la tactique européenne de l'I.C., se déclara solidaire jusqu'au bout de la politique sociale du parti russe et ne fit pas la moindre exception lors du tournant de la N.E.P. sur lequel tant de sottises furent écrites par les philistins de tout acabit.

On a dit que le tournant conduisait de la phase du « communisme de guerre » à celle de la N.E.P. et pour les idiots habituels ce fut une évolution de gauche à droite ; ils exploitèrent, avec l'habituelle digestion *économique* de quelques paroles isolées, l'image de la retraite utilisée par Lénine, comme nous le verrons, qui expliquait (comme d'habitude, ah, dialectique !) qu'il y a des retraites qui ont pour but et pour effet la victoire, et parfois des retraites rendues nécessaires parce que l'on s'était trop avancé sur des positions pas encore sûres.

Pour éclaircir ce que l'on doit entendre par *communisme de guerre*, nous voulons puiser dans la belle exposition de Trotsky avant que de puiser dans l'écrit fondamental de Lénine.

Le premier petit chapitre de Trotsky traite du cours de la guerre civile, thème que nous avons déjà dépassé chronologiquement, et nous le laisserons de côté quoique nous soyons partisans de ce genre de développement. Il conclut, après avoir stigmatisé le sabotage des partis mencheviks : la tâche suprême du parti révolutionnaire de la classe ouvrière dans tous les pays est d'être ferme et résolu et sans aucun ménagement dès que l'on se trouve sur le terrain de la guerre civile.

L'auteur passe donc aux « Conditions de la construction socialiste ». Le texte montre immédiatement que l'on ne doit pas confondre la construction économique conduite par le gouvernement du prolétariat vainqueur avec la phase postérieure et équivoque de l'édification du socialisme. L'expression juste serait : construction des conditions du socialisme économique.

« Après la conquête du pouvoir, la tâche de la construction, et avant tout de la construction économique, se pose comme le problème central et le plus difficile. L'accomplissement d'une telle tâche dépend de circonstances de types différents et d'importances différentes : 1) du niveau des forces productives et, en particulier, des rapports réciproques entre agriculture et industrie 2) du niveau de culture et d'organisation de la classe ouvrière qui a conquis le pouvoir 3) de la situation politique nationale et internationale : si la

bourgeoisie est définitivement vaincue ou oppose encore de la résistance, si de longues interventions militaires étrangères ont lieu, si les techniciens et les intellectuels s'adonnent au sabotage, etc. »

Ceci n'est cependant qu'un ordre *logique*. Pratiquement le prolétariat a face à lui les trois ordres de difficultés. Quant à nous les Russes, dit Trotsky, la troisième difficulté, c'est-à-dire la réaction blanche, pose le problème le plus grave, celle du manque de culture des masses ne vient qu'ensuite et enfin on trouve le développement très limité des forces productives.

Ce n'est pas tout, dit Trotsky, il arrive également que la première et la troisième tâche non seulement doivent être accomplies d'urgence et dans le même temps mais encore s'opposent l'une à l'autre. La comparaison est classique : « La raison économique ne coïncide pas toujours avec la nécessité politique. Si nous sommes menacés lors de la guerre d'être écrasés par les gardes blancs, je fais sauter un pont. Ce qui du point de vue de l'intérêt économique abstrait est un acte de véritable barbarie, mais du point de vue politique c'est une nécessité absolue. Et je serais plus qu'un naïf, un traître, si je ne faisais pas sauter le pont au moment opportun ». En effet détruire des ponts, des routes, des voies ferrées signifie faire descendre par la suite le niveau des forces productives !

75. « LE COMMUNISME DE GUERRE »

Trotsky explique le sens de la transformation sociale au moyen des théorèmes classiques du marxisme. Le « saut du règne de la nécessité à celui de la liberté » d'Engels ne signifie pas que la conquête du pouvoir politique donne au parti prolétarien vainqueur, d'une heure à l'autre, la faculté d'établir la domination de la Raison sur l'économie et sur toute la vie publique. Une époque entière, *à l'échelle mondiale*, est indiquée dans le concept du « saut » d'Engels. Pour le moment la Révolution ne doit pas oublier qu'elle opère dans un monde où l'économie n'est pas régie par la raison humaine et ne le sera pas avant longtemps.

Il dit donc durement que les *expropriations* de 1917-18 auraient dû être renvoyées à plus tard du point de vue économique, mais furent imposées par des exigences politiques et militaires. « Les capacités d'organisation de l'État ouvrier étaient largement en retard par rapport aux nationalisations sommaires ». Ainsi parle le courage des révolutionnaires marxistes. La logique économique aurait voulu, dit Trotsky, que l'on prenne en main la gestion des seules grandes industries, en laissant les moyennes et petites pour le moment à la gestion privée et ensuite nous serions passés aux industries moyennes ; cela aurait été l'ordre rationnel. Mais la bourgeoisie russe voyait le capitalisme européen encore debout et elle ne voulait pas croire que son heure avait sonné. Seule l'utilisation de la force pouvait la convaincre d'abandonner la lutte, les complots, le sabotage. « Chaque usine, chaque banque, chaque bureau, chaque étude d'avocat constituait une forteresse dirigée contre nous. Chacune d'elles fournissait une base matérielle et un lien organisationnel à la contre-révolution armée ». Il fut nécessaire de tout occuper, avec des militants sûrs, bons combattants, mais organisateurs inexpérimentés.

« Pour cette raison, nous avons affronté la question non pas du point de vue de la rationalité économique abstraite (comme les Kautsky, les Bauer, les Martov et autres semblables politiciens impuissants) mais du point de vue de la lutte révolutionnaire. Il s'agissait, pour rejeter l'ennemi, de lui couper les vivres, sans s'occuper de savoir si cela allait causer des perturbations dans le travail communiste. Dans le domaine de la construction économique, nous fûmes contraints durant cette période de concentrer nos efforts sur des tâches élémentaires : appuyer matériellement l'existence de l'État ouvrier et pourvoir à ravitailler l'armée rouge qui le défendait au front ; prendre soin de la partie de la classe ouvrière restée dans les villes et la ravitailler également (mais ceci était déjà moins

important). *La première économie d'État qui assuma – plus ou moins bien - ces tâches reçut plus tard le nom de ''Communisme de guerre''* ».

À ce propos, nous avons dit que ces mesures économico-militaires, appelées communisme de guerre, ne sont pas prises par les seuls marxistes prolétaires et communistes : ces mesures peuvent être, et ont été, historiquement prises par tout pouvoir militaire en cas d'extrême urgence, avec les réquisitions, même sans indemnités, que toute loi martiale et toute force armée permettent ; mêmes par des classes dominantes et contre-révolutionnaires, par des États bourgeois libéraux ou fascistes ; les hitlériens, par exemple, ont employé ces méthodes, chez eux et à l'extérieur, et « schonungslose » comme le dit Trotsky, : sans ménagements pour qui que ce soit. Nous n'avons pas la nostalgie de ces méthodes, même si, en particulier, les villes russes avec leurs aspect de forteresse assiégée faisaient au révolutionnaire, avec leur misère, meilleure impression que les villes russes d'aujourd'hui qui singent les métropoles capitalistes lumineuses.

Mais voyons chez Trotsky la démonstration des caractéristiques de ce communisme de guerre au contenu révolutionnaire solide.

Il dit que les questions principales sont les suivantes : comment obtenir les moyens de subsistance, et comment les répartir ; comme organiser le travail dans l'industrie d'État. « Le gouvernement soviétique se trouve face non pas à un commerce libre des céréales mais à un monopole des céréales, fondé sur le vieil appareil commercial. ». Que le lecteur réfléchisse sur ce passage si limpide d'un des maîtres de l'économie marxiste. Il ne s'agit pas d'un des monopoles du capitalisme développé, mais du monopole ancien au moyen duquel les dynasties absolues géraient les greniers pour la population des grands centres, en allant même jusqu'à la distribution gratuite en période de famine. « La guerre civile a détruit cet appareil : il ne reste rien à faire d'autre à l'État ouvrier que de constituer en toute hâte un appareil d'État pour la réquisition des céréales des paysans et leur concentration dans ses propres mains. »

« Les biens de première nécessité furent distribués presque indépendamment de la productivité du travail : on ne pouvait pas faire autrement. Pour réaliser une correspondance quelconque entre le travail et le salaire, il aurait fallu posséder un appareil administratif de l'économie infiniment plus complet et des ressources bien plus importantes en moyens de subsistance. Dans les premières années du régime soviétique il s'agissait avant tout de nourrir la population des villes. On put atteindre cet objectif également grâce au nivellement du *paiok* (la ration). »

La différence entre le rationnement de guerre dans les pays bourgeois et le *paiok* médiéval consiste en ce que le paiok ne se paie pas en monnaie. C'est une forme non mercantile qui enthousiasma avec juste raison les jeunes communistes européens qui arrivaient en Russie ces premières années, mais c'est une forme précapitaliste quoiqu'elle puisse faire penser à celle du communisme supérieur. Trotsky a raison de dire avec sa netteté magistrale habituelle : « La réquisition (sans monnaie ou avec de la monnaie dévaluée comme le dira Lénine) des excédents des paysans (par *excédent*, il faut comprendre la quantité de céréales qui reste après la consommation directe du paysan et de sa famille, et même, comme le dit Lénine avec son habituelle sincérité crue, avant qu'ils n'aient fini de manger à leur faim), et la répartition des paioks étaient en réalité des mesures de forteresse assiégée, mais cela n'était pas de l'économie socialiste. » Et c'est là que l'on retourne au point vital : « En certaines circonstances, spécialement avec une marche en avant plus rapide de la révolution en Occident, le passage d'un régime de forteresse assiégée au socialisme aurait été pour nous extraordinairement facilité et accéléré. »

76. INDUSTRIALISME DE GUERRE

Trotsky explique que toute production manufacturière, dans les différentes économies, tend à atteindre un certain rapport entre les subsistances et les objets manufacturés, entre les biens de consommation d'un côté et la création et l'entretien des moyens de production de l'autre. Dans le système capitaliste ce rapport est atteint grâce au marché, à la libre concurrence, au jeu des prix et de l'offre et de la demande, et grâce à la résolution des périodes conjoncturelles au moyen des crises. Nous, marxistes, nous dénonçons justement l'anarchie de ce système, mais l'on ne doit pas méconnaître qu'à travers ces cycles alternants ce système atteint un certain équilibre entre les différents buts économiques et productifs.

En Russie dit Trotsky, cette trame, là où elle existait, a été centralement ou localement détruite par la guerre, par la révolution et par la guerre civile. Comment pouvons-nous nous engager à nouveau sur la voie du développement économique ? Il est vrai que dans le système socialiste tous ces rapports sont réglés par un système central et par une planification « d'abord étatique puis internationale ». Mais une telle solution ne peut pas être perfectionnée *a priori*, elle ne peut pas naître de la pure spéculation mentale. Elle peut seulement sortir d'un long développement de toutes les ressources et de toutes les forces de production. C'est une route bien longue.

Que pouvaient faire les bolcheviks dans une telle situation ? On affirma « une tâche élémentaire vitale : former un appareil, même grossier et provisoire, qui puisse obtenir à partir du chaos industriel dont nous avons hérité les produits d'urgente nécessité dont avaient besoin l'armée en guerre et la classe ouvrière. Ce n'était pas du tout une tâche *économique* au sens large du terme, c'était une tâche *militaro-industrielle*. Avec la collaboration des syndicats, l'État prit matériellement en main les usines et créa un appareil centralisé, extrêmement lourd et compliqué, qui permit cependant de fournir comme il le pouvait à l'armée des armes et du matériel militaire – de façon insuffisante, il est vrai, mais toujours assez suffisante pour que nous puissions sortir vainqueurs et non vaincus du champ de bataille. »

La conclusion est que la politique des réquisitions forcées des céréales conduisit à la chute de la production agricole et au désordre dans cette dernière. La politique de la gestion bureaucratique centrale des usines empêcha l'utilisation rationnelle des installations et de la capacité technique des travailleurs. La politique des salaires égaux (ou en nature) paralysa le développement de la capacité de travail. « Mais cette politique du communisme de guerre nous fut imposée par le régime de forteresse assiégée dans des conditions de désorganisation économique et d'épuisement des ressources. »

Vous nous demanderez, s'exclame l'orateur, si nous n'avons jamais espéré aller par une ligne plus directe, sans oscillations ni retraites, du communisme de guerre au socialisme. En effet, nous l'avons espéré !

« En cette période nous croyions que le développement révolutionnaire dans l'Europe occidentale allait se dérouler à un *rythme* plus rapide. Il n'y a aucun doute sur ce point : si en 1919 le prolétariat avait pris le pouvoir en Allemagne, en France et en général en Europe, il est certain que notre développement économique aurait pris des formes bien différentes. » Trotsky rappelle la prévision de Marx sur les effets d'une révolution européenne sur la société russe qui se trouve dans la fameuse lettre de 1883 au populiste Danielson. Il dénonça à nouveau la trahison sociale-démocrate en Europe qui avait empêché qu'un prolétariat européen vainqueur en 1919 ne pût fournir à la Russie « pays arriéré au sens économique et culturel, *en le prenant à la remorque*, une aide technique et organisationnelle ».

La conclusion de cet examen du communisme de guerre est la suivante : « On démontra que nous étions sortis vainqueurs du point de vue militaire, mais il fut également clair que, du point de vue économique, nous devrons encore pendant longtemps compter sur nos propres moyens et nos propres forces. »

77. TROTSKY ET LA N.E.P.

L'origine de la nouvelle politique économique, déclare tout d'abord Trotsky, se trouve dans la transition de mesures dictées par des nécessités militaires à des mesures dictées par la conservation économique. Nous aussi, nous avons dit que ce fut une retraite mais, attendu qu'il est facile de transformer une retraite en « capitulation », les choses doivent être mieux considérées.

« Les paysans, qui en Octobre 1917 avaient reçu de l'État la terre qui avait été nationalisée et le capital d'exercice, sont maintenant obligés de lui verser un ‘‘impôt en nature'' déterminé qui représente une contribution essentielle à la reconstruction de l'économie ».

Puisqu'ainsi les paysans peuvent conserver une partie de leurs excédents, il leur a été permis de la vendre sur un marché libre des denrées agricoles, et non sur un marché clandestin.

Ce fait conduisit certains à dire que le développement économique russe lors des cinq années de 1917 à 1922 ne s'est pas fait en ligne droite mais en zigzag. Si en 1921 on avait reconnu et permis l'existence d'un marché, jusque-là interdit comme illégal, et puisque la théorie marxiste établissait clairement que le capitalisme se forme sur le terrain du mercantilisme, faut-il dire que la Russie s'est dirigée en 1921 dans une direction qui va du socialisme au capitalisme ? Trotsky le dément de toute force. « Il est absolument inexact de dire que le développement économique de la Russie soviétique se fait dans la direction qui va du Communisme au Capitalisme. *Nous n'avons eu aucun communisme. Nous n'avons pas eu non plus de socialisme et nous ne pouvions pas en avoir*. Nous avions nationalisé une économie bourgeoise désorganisée dans la période la plus dure de lutte pour la vie ou pour la mort, nous avons *introduit un régime de ‘‘communisme de la consommation''*. Après avoir vaincu la bourgeoisie dans la politique et sur les champs de bataille, nous avons pu commencer à avoir la possibilité de prendre en considération la construction économique et là *nous nous vîmes contraints* de réintroduire des rapports de marché entre la ville et la campagne, entre les divers secteurs industriels et les diverses entreprises. »

Grâce au réalisme déterministe propre au marxisme, Trotsky établit qu'au lieu du choix arbitraire banal du parti au pouvoir on constate de façon déterministe une nécessité économique ayant une force supérieure à toute velléité métaphysique ou sentimentale.

« Sans le marché libre le paysan ne trouve pas sa place dans l'économie et n'est plus incité à améliorer et à élargir la production. Seule une industrie d'État puissamment développée qui sera en mesure de satisfaire toutes les exigences de l'agriculture *préparera le terrain* à son insertion dans le système général de l'économie socialiste. Du point de vue technique, une telle tâche sera remplie avec l'aide de l'électrification qui mettra fin à l'arriération de l'économie agraire, *à l'isolement barbare du paysan, à l'idiotisme de la vie rurale*. Mais la voie qui mène à ce résultat passe par l'amélioration de l'économie du paysan d'aujourd'hui *en tant que propriétaire* et l'État ne peut atteindre cet objectif que grâce au marché qui éveille l'intérêt personnel du petit propriétaire. Les premiers résultats sont là devant nous. La terre fournit cette année à l'État sous forme d'impôt en nature beaucoup plus de céréales qu'elle n'avait réussi à en fournir au moyen des réquisitions forcées du communisme de guerre. Le paysan est plus satisfait et, sans rapports normaux entre prolétariat et paysannerie, un développement socialiste dans notre pays est impossible. »

Trotsky explique donc comment la N.E.P. n'est pas seulement le système de rapports d'échange entre la ville et la campagne, mais également une étape nécessaire dans le développement de l'industrie d'État. Nous savons que cette dernière en 1920 était au plus bas de sa courbe historique de développement et que son potentiel était la septième partie de celui du temps des tsars. Dans ces conditions, il n'aurait pas été possible de sortir de l'état d'urgence des années de guerre civile sans traverser une longue période de capitalisme d'État

– dont Lénine traite à fond – fonctionnant à destination du marché des matières premières du travail et des produits comme une entreprise isolée avec son propre bilan et un profit revenant à l'État industriel ainsi que, dans la phase de 1921, aux plus petites entreprises que l'on avait encore laissées en gestion privée, soit en tant que propriétés, soit en tant que locations des établissements déjà nationalisés.

Ce passage à un capitalisme marchand et fondé sur l'entreprise, qui n'est pas du tout une forme socialiste, était toutefois un pas en avant pour un pays qui offrait le tableau économique de la Russie de l'époque et dans lequel le capitalisme industriel était présent seulement sous forme d'industrie de guerre dont la possibilité et la fonction d'urgence extrême étaient désormais finies.

78. CAPITALISME D'ÉTAT

Trotsky rappelle les recommandations de prudence de Lénine à propos de l'emploi du terme de capitalisme d'État, et il en fait l'histoire. C'est la distinction politique qui se trouve lors de cette période au premier plan dans l'esprit de Trotsky qui ne fait pas non plus, en 1922, l'hypothèse à long terme selon laquelle la nature politique du parti et de l'État communistes puisse dégénérer ou s'invertir. Face aux réformistes d'avant la guerre, les socialistes révolutionnaires soutenaient que l'étatisation faite par un pouvoir bourgeois était toujours un capitalisme, fût-il l'État bismarckien de Lassalle ou la république démocratique de Jaurès. Mais quand en Russie le pouvoir est dans les mains de la classe ouvrière et l'industrie lourde dans les mains de l'État ouvrier, « il n'y a pas d'exploitation de classe et donc il n'y a pas de capitalisme, *même s'il y en a les formes*. » Ces formes sont l'entreprise à l'intérieur et le marché monétaire à l'extérieur (Trotsky rappelle ici la thèse de Lénine favorable à la réévaluation du rouble).

Trotsky veut dire qu'il n'est pas juste, du point de vue terminologique, de définir une forme économique en partant de son mécanisme intrinsèque et sans tenir compte de la nature de classe de l'État *politique* du moment. Il dit que l'industrie du temps du tsar était du féodalisme et non du capitalisme. Cette affirmation peut entraîner une équivoque, Lénine n'a-t-il pas décrit le développement du *capitalisme en Russie* des décennies avant la chute du tsarisme ? Et n'était-il pas en grande partie un capitalisme d'État ? Cependant Trotsky, pour des raisons de propagande virile encore primordiales dans la situation encore ardente de cette année 1922, s'exprime ainsi : « La forme de production de l'État ouvrier se développe, *de façon tendancielle*, vers une production socialiste. Mais pour son développement, elle se sert de méthodes que l'économie capitaliste a mis au point et que nous sommes encore bien loin de pouvoir liquider ».

Un mode de production disparaîtrait d'abord politiquement, puis économiquement.

Devant le développement des forces productives et l'étatisation totale de l'industrie d'aujourd'hui, en 1956, qui a totalement conservé – en arrêtant le développement vers le socialisme qui consistait alors à « gravir l'échelon du capitalisme d'État » - la forme de l'entreprise et la forme du marché (inévitables alors en raison du potentiel industriel du pays extrêmement bas), et surtout devant la dégénérescence du parti au pouvoir, dont il fut le premier à montrer le caractère contre-révolutionnaire [51], Trotsky, en cohérence avec l'analyse d'alors, adopterait la formule de capitalisme d'État pour l'économie russe, mais aussi celle d'État capitaliste pour la politique russe, en abandonnant la définition d'État prolétarien dégénéré qui lui fut chère en une période moins lumineuse. Et quand il dit État prolétarien « dégénéré », il ne fait que dire avec d'autres mots État capitaliste et bourgeois [52]. Si cet État avait été à l'origine de nature prolétarienne, la dégénérescence qu'il a subie le fait *sortir de sa nature* et l'avait changé en État capitaliste.

Avant de passer à l'étude de Lénine, rapportons le passage brillant de Trotsky sur le capitalisme à l'époque féodale. « Qu'en principe de nouveaux phénomènes économiques puissent se développer à l'intérieur d'une ancienne *enveloppe*, nous l'avons vu plusieurs fois dans l'histoire, et même dans les combinaisons les plus variées. Lorsque la Russie commença à développer son industrie, au temps où la servitude de la glèbe existait encore, sous Pierre I° et plus tard, les usines implantées sur le modèle européen d'alors reposaient sur la base de la servitude de la glèbe, c'est-à-dire que les paysans-serfs étaient attachés aux usines comme de la force de travail forcée. Les capitalistes qui les possédaient, les Stroganov, les Demidov, etc., développaient le capitalisme dans l'enveloppe de la servitude de la glèbe. De la même façon le socialisme est contraint de faire ses premiers pas dans une enveloppe capitaliste. Le passage à des méthodes intégralement socialistes ne peut s'accomplir *d'un saut au-dessus de sa propre tête*, surtout quand la tête n'est pas encore lavée, ni encore peignée comme, sauf votre respect, nos têtes russes. Nous devons encore apprendre et apprendre ! »

Nous verrions la terminologie marxiste mieux à sa place si l'on disait que le capitalisme utilise des producteurs salariés, de même qu'il se sert, dans des circonstances historiques données, de producteurs serfs ou esclaves (antiquité classique) et, dans tous les cas, qu'il a pu être géré par un État ou par des personnes privées. Mais en déduire que le socialisme puisse débuter en se servant de producteurs salariés est inadmissible [53] parce que cette déduction contraste avec le principe selon lequel le socialisme diffère de toutes les formes précédentes par l'abolition des classes sociales. Dans cette étude nous sommes intéressés à reconstituer les faits, mais nous préférons dire que dans un État politique socialiste il peut bien exister des formes économiques non socialistes , en voie de disparition, et parmi elles le capitalisme d'État, le capitalisme privé, la petite production, etc.

79. LA CONSTRUCTION DE LÉNINE

Le discours de Lénine sur l'impôt en nature commence, comme nous l'avons vu dans de nombreux textes importants, par la constatation que le débat sur l'opportunité des mesures pratiques prises par le gouvernement soviétique « a eu un caractère plutôt incohérent ». Les arguments avancés pour repousser et critiquer la politique « nouvelle » avaient été tels qu'ils avaient rendu nécessaire encore une fois la clarification de positions générales qui s'avéraient mal acquises et objet de confusion considérable. Lénine remonte donc aux questions de principe. « Pour cette raison, il sera d'autant plus utile d'affronter le problème non pas du point de vue de son *actualité*, mais comme une question générale de principe. En d'autres termes, nous devons tourner notre regard sur le fond général du tableau sur lequel nous traçons les lignes des mesures pratiques de la politique d'aujourd'hui.

Pour faire cette tentative, je me permets de citer un long passage de mon opuscule ''*La tâche principale de nos jours - Sur l'infantilisme ''de gauche'' et sur la mentalité petite-bourgeoise*''. Cet opuscule, publié par le Soviet des députés de Petrograd en 1918, contient un article du 11 mars 1918 sur la paix de Brest et une polémique avec le groupe alors existant des communistes de gauche du 5 mai 1918. Cette polémique est aujourd'hui superflue et pour cette raison je l'omets. Je ne garde que ce qui concerne les raisonnements sur le *Capitalisme d'État* et sur les éléments fondamentaux de notre actuelle économie de transition du capitalisme au socialisme. »

Pour mieux établir que les arguments théoriques généraux ne sont pas mis en jeu pour dissiper le doute, l'opposition d'idées contingentes, Lénine recourt à des écrits qui datent de trois ans auparavant, à une époque où l'on ne pensait pas du tout à la question de la N.E.P. de 1921.

Dans la première partie de cet opuscule, Lénine écrivait des choses que nous n'allons pas citer maintenant mais qui sont également essentielles. Il se référait à la situation qui suivit

la signature de ce qu'on appelait une « véritable paix de Tilsit » [54], une paix qui scellait une défaite très dure et qui incitait à avoir foi dans l'avenir de la Russie qui allait pouvoir devenir forte et opulente au vrai sens du terme. Le passage que nous rapportons maintenant réaffirme deux points : que la seule voie victorieuse est la révolution socialiste à l'extérieur de la Russie, et que la tâche à affronter à l'intérieur de la Russie est la construction *des bases* du socialisme, et non le socialisme lui-même, une société socialiste, une économie socialiste, qui sont des objectifs internationaux. Deux points qui sont au centre de toute la thèse que nous soutenons sur le problème de l'évolution sociale russe moderne.

« La Russie pourra devenir forte et opulente si elle rejette loin d'elle tout découragement et toute phrase vide et si, en serrant les dents, elle rassemble toutes ses forces ; si elle tend chacun de ses nerfs, chacun de ses muscles ; si elle comprend que la *seule* (en italique dans l'original) voie de salut possible est celle de la révolution socialiste internationale dans laquelle nous sommes entrés. Continuer dans cette voie sans se laisser abattre par les défaites, construire pierre sur pierre les fondements (sic !) solides de la société socialiste, travailler sans trêve pour instaurer la discipline (…), le recensement et le contrôle général sur la production et la distribution des produits : voilà la voie qui conduit à la création de la puissance militaire et de la puissance socialiste ».

Le dernier binôme est digne de l'esprit d'un Lénine. Le socialisme, personne ne le crée, personne ne le construit, personne ne l'édifie. Il est engendré par des forces qui ne relèvent pas de la volonté et de la conscience humaines, dans les entrailles de la vieille société, et le parti n'est pas pour lui un architecte, il en est, selon l'expression draconienne mais éloquente de Marx, à peine la sage-femme.

L'action du parti révolutionnaire peut poursuivre deux objectifs : la puissance militaire, pour vaincre dans la guerre de classe, et la puissance socialiste, c'est-à-dire le renversement et la destruction de toutes les conditions qui font obstacle à l'immense accouchement de l'histoire qui met au monde une société nouvelle.

80. SENS DE l'ÉPOPÉE RUSSE

Venons-en maintenant à la démonstration faite par Lénine en citant des textes de lui datant de trois ans et que, 35 ans après, il faut encore citer de nombreuses fois.

« … Le capitalisme d'État représenterait un *pas en avant* (italiques dans l'original) par rapport à l'état actuel des choses dans notre République Soviétique. Si, par exemple, dans les six mois à venir, le capitalisme d'État venait à s'établir chez nous, ce serait un énorme succès, et la plus sûre garantie que dans un an le socialisme se consolide définitivement et devienne invincible ».

Nous devons nous interrompre pour éviter une méprise. Nous soutenons que Lénine escomptait de longues décennies pour la transformation socialiste de l'économie russe, et voilà que nous citons Lénine ne prévoyant qu'un an ! Mais Lénine faisait cette prévision sur la base d'une hypothèse absurde qui est la preuve de sa thèse : bienvenue au capitalisme d'État intégral ! Trente-sept années se sont passées et cette condition n'est toujours pas réalisée là-bas ! Le capitalisme d'État existe dans l'industrie mais pas dans l'agriculture et donc, sous cet angle, 37 autres années ne suffiraient pas pour arriver au socialisme intégral qui, en atteignant une *base* générale apte à le soutenir, aurait besoin d'une nouvelle révolution politique de classe. 74 années, c'est plus que les 50 ans de Trotsky en 1926 sur lesquelles on a fait tant de tapage. La formule est donc juste qui affirme que le socialisme *se consolide et devient invincible* au lieu d'être *construit* par quatre imbéciles.

Mais le fil logique de la déduction très serrée de Lénine est tout autre . « J'imagine la noble indignation avec laquelle certains repousseront ces paroles … Comment ? Dans la

République *Socialiste* Soviétique le passage au *capitalisme* (en italique dans le texte) d'État serait un pas en avant ? … N'est-ce pas une trahison du socialisme ?

« … C'est précisément sur ce point qu'il faut s'arrêter plus particulièrement ».

« En premier lieu il faut analyser ce qu'est exactement ce *passage* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit et qui nous donne raison de nous appeler République Socialiste des Soviets.

« En deuxième lieu il faut dénoncer l'erreur de ceux qui ne voient pas les conditions économiques petites-bourgeoises et l'élément petit-bourgeois comme l'ennemi *principal* (en italique dans le texte comme plus haut) du socialisme dans notre pays.

« En troisième lieu, il faut bien comprendre le concept d'État *Soviétique* (en italique dans le texte) dans sa différence économique d'avec l'État bourgeois.

« Examinons ces trois points.

« Il n'y a encore personne, à ma connaissance, qui, se posant le problème de l'économie de la Russie, ait nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste n'a pu non plus nier – à ce qu'il me semble – que l'expression ''République Socialiste Soviétique'' signifie que le pouvoir soviétique a décidé de réaliser le passage au socialisme ni qu'elle ne signifie pas du tout que l'on reconnaisse que l'organisation actuelle de l'économie soit socialiste ».

Là le caractère classique et lapidaire du texte, même en dehors de tout soupçon légitime sur la main traductrice, atteint la force de la rigueur scientifique.

Le premier théorème énonce que l'on est en présence d'une économie en évolution, en transformation, une économie qui n'est pas pure, qui ne peut pas être à cent pour cent classée dans l'un des *modèles* de notre doctrine : féodalisme, capitalisme, socialisme. Donc nous sommes en présence d'un mélange et, de plus, d'un mélange instable de formes typiques. Et alors quelles sont ces formes et dans quelle mesure composent-elles ce mélange ? Nous le saurons bientôt.

Pourquoi alors l'État politique prend-il le nom de « Socialiste » ? Tout, quand Lénine parle, est effroyablement simple, tous ceux qui l'ont entendu le savent. Mais il est aussi effroyablement profond et tous ceux qui ont étudié la bande dégoûtante qui depuis des années blasphème contre lui le savent. L'État, théorème de base du marxisme, n'est pas la société. D'autant moins le *sera* notre État parce que notre société sera sans État. Ce sont le juriste et l'idéaliste bourgeois qui identifient les adjectifs employés pour l'État et la société, en faisant abstraction des classes.

Pour les marxistes, l'État est une force qui existe surtout dans les sociétés en transformation. Nous ne définissons pas cette force selon le degré de transformation atteint, mais selon la *direction* de classe dans laquelle travaille l'État, qu'il soit révolutionnaire ou conservateur. En ce sens, en langage marxiste, on a une monarchie féodale, une monarchie ou une république bourgeoise, une république socialiste. Le philistin bourgeois les appelle monarchie despotique ou monarchie constitutionnelle, république démocratique, etc. et par la suite lui sont tombées dessus les républiques « totalitaires » qui l'intriguent terriblement.

Donc la question de la structure de la société russe vient après celle, primordiale, de la nature de l'État. Nous n'avons donc pas affirmé alors que l'on avait une structure économique et sociale socialistes, mais nous nous en sommes tenus à ce concept de force que Lénine rend par les mots : *puissance* socialiste, *décision* du pouvoir soviétique de réaliser le passage au socialisme. Et nous voudrions traduire au mieux le verbe russe traduit par le néologisme à la mode *réaliser*, aujourd'hui à la disposition de n'importe quel camelot : nous nous permettons de préférer combattre, tout faire, agir, lutter pour le *passage*.

Et là encore le texte est facile et puissant : « Mais que signifie le mot *passage* ? » Trois mots, un concept vaste. Vous croyez peut-être que le gouvernement, qui *à plein droit* se nomme *socialiste*, a le pouvoir d'établir par décret qu'à partir de tel jour et de telle heure *on*

passe au socialisme ? Cela ferait rire les poules. La solution, que vous ne sauriez pas trouver si nous étions à un quitte ou double, vous semblera banale à peine l'aurez-vous entendue : « Le mot passage ne signifie-t-il pas, lorsque l'on se réfère à l'économie (parce que, n'oubliez pas votre abc marxiste, il signifie bien autre chose si l'on se réfère au pouvoir politique ; il ne signifie alors que l'*alternative* la plus crue : ou tout le pouvoir pour un camp, ou tout le pouvoir pour l'autre), que dans notre régime il y a des éléments, des parcelles, des fragments de capitalisme et de socialisme ? Chacun reconnaîtra que c'est bien le cas. Mais tous, en reconnaissant ce fait, ne se demandent pas forcément quels sont précisément les éléments des diverses formes économico-sociales qui sont présentes en Russie. Et c'est là que réside le nœud de la question. »

81. LES « PHASES » DE LA « RÉACTION » HISTORIQUE

Puisqu'une leçon de science marxiste nous a été donnée, faisons une parenthèse avant d'écouter l'application au cas concret de la Russie de 1918-1921. Ainsi personne ne pourra déclarer erronée l'analyse que nous avons entre les mains : celle de la Russie de 1956. Développons, dans un but simplement didactique, une analogie scientifique.

Dans les processus physiques et chimico-physiques on considère des transformations d'un corps dans des conditions *transitoires*, ou *passagères*. Ce corps, qu'il est plus facile d'imaginer comme liquide ou gazeux, nous nous permettons de le traiter comme une « société de molécules ». Les molécules sont des éléments, des particules, des petits morceaux de matière. Mais si un corps est en transformation moléculaire, il s'ensuit qu'il n'a pas de structure uniforme, que ses molécules ne sont pas toutes semblables : certaines attendent la transformation, d'autres l'ont déjà subie. Et les transformations peuvent être multiples au sein de l'agglomérat de matière que nous étudions. Il n'est pas *isotrope*, c'est-à-dire qu'il n'est pas en chaque point égal à lui-même. Lénine dit du corps social russe : vous convenez tous qu'il est en train de changer, donc en ce moment il n'a pas une structure uniforme. Un corps peut bien être (cas rare) dans sa totalité stable et invariant, et être *anisotrope*, c'est-à-dire fait de molécules de types différents mais qui, dans le même temps, restent semblables à ce qu'elles étaient auparavant. Mais si vous me concédez que ce corps est en transformation, en palingénésie, alors vous devez admettre qu'il n'est pas isotrope et ne peut pas l'être. Il est composé en partie d'un mode et en partie d'un autre, comme la société russe d'alors. Mais en quelles proportions ? Et vers quel système tend la transformation si elle tend à une stabilisation ?

La science chimico-physique a appelé *phases* les types différents de cet ensemble mixte. Ne pensez pas aux phases successives du temps. Pensez à une friture de poissons de chez « zi Teresa » [55] : les phases sont les rougets, les calamars, les écrevisses, etc. La révolution que la friture subit est unique : elle s'uniformise en un bol alimentaire dans l'estomac du glouton. Faites donc un autre effort digestif.

Dans une chaudière à vapeur, il y a deux phases « physiques » parce qu'il s'agit toujours d'eau ; cas simple : l'eau liquide et la vapeur d'eau. À chaque instant un groupe de molécules peut être vaporisé ou condensé, *en changeant* de *phase*.

Dans le réfrigérateur, il y a les deux phases de l'eau et de la glace. Pour que notre exemple soit moins mauvais, et pour voir combien est stupide celui qui a une science de spécialiste, ajoutons un moment une autre *phase* : le montant des versements qu'il reste à payer. Eux aussi refroidissent l'acquéreur, membre de la généreuse société capitaliste.

Le changement de phase d'un groupe de molécules plus ou moins grand dépend de causes diverses : l'énergie calorifique introduite ou extraite, l'énergie mécanique donnée ou retirée par des variations de la pression. Un changement des phases et de leur extension réciproque dans le complexe suit chacun de ces agents en changement. Le cas des complexes

sans phases, ou ayant une phase unique et stable, se définit facilement en doctrine, mais se trouve très difficilement dans la nature : c'est là que le savant doué dans sa branche mais à court de dialectique échoue.

Si par exemple nous considérons le complexe qu'est l'air atmosphérique, avec les phases vapeur d'eau et air (nous pouvons bien ajouter eau liquide et glace), nous voyons qu'il est rare de rencontrer un air parfaitement sec et un air entièrement *saturé* de vapeur d'eau. Ces cas s'appellent des cas limites, des cas purs, on les imagine facilement dans notre tête mais ils sont extrêmement instables dans le monde physique.

Dans la société russe de nombreuses *phases* sont présentes, Lénine le montra dans son langage délicat, et les molécules-hommes s'alignent et se contorsionnent en fonction de ces phases [56]. Si la société russe est en transformation frémissante, il est inutile d'y chercher des *phases pures* : elle n'est ni féodale, ni capitaliste, ni socialiste, mais elle contient des éléments de chacune de ces phases. Et maintenant on va s'occuper de savoir combien l'analyste Lénine sut individualiser de *phases*. N'est-il pas étonnant qu'il y ait, dit-il, la *phase* du capitalisme d'État, une des plus évoluées, si les plus vastes groupes de molécules sont encore si loin de cet *état d'agrégation* sociale si élevé ?

Le militant politique, le parti, l'État, peuvent tirer leur nom d'une phase extrême que leur énergie, leur puissance (tant d'énergie en un temps si bref) visent à provoquer. Pour la chaudière cette force politique est le charbon. Mais le combustible généreux est un imbécile s'il se met à dire : me voilà et tout sera vapeur, et le bel et horrible monstre s'élance … S'il ne connaît pas les données de la distribution en phases et leurs rapports, la température et la pression de la chaudière, il court le risque de brûler jusqu'à l'épuisement et de s'éteindre face à la présence désarmante d'une masse d'eau froide.

Le combustible d'énergie calorifique maximale, Lénine l'avait. C'était la révolution mondiale : et les chauffeurs pour rire, c'était nous tous.

82. LA SOCIÉTÉ DE « PHASES »

Dans les paragraphes qui précèdent, nous avons développé le sens du passage de Lénine que nous voulons répéter pour son extraordinaire signification : « L'expression ''République Socialiste Soviétique'' signifie que le pouvoir soviétique a décidé de réaliser le passage au *socialisme*, et *ne signifie pas du tout* que l'on reconnaisse que l'organisation actuelle de l'économie soit *socialiste* ». Cette fois-ci c'est nous qui avons mis les *italiques*, pour bien mettre en évidence l'opposition entre les deux concepts.

Dans ce texte on trouve le mot *passage* dont on a tant abusé (nous ne répétons pas notre critique au vocabulaire utilisé par celui qui a traduit : réalisation). Mais on y trouve également la réponse à la question sur la *signification du mot « passage »*. Il ne signifie pas que la République Soviétique pourra créer la société socialiste intégrale *à l'intérieur de ses frontières*, affirmation que l'on a plus tard voulu diffuser [57]. Il s'agit de tout autre chose : « que *dans notre régime* il y a des éléments, des parcelles, des fragments de *capitalisme* et de *socialisme* ».

Il s'agit, comme on le voit dans l'expression « dans notre régime », d'un théorème général et non simplement russe. Nous n'avons pas manqué de noter comment, une fois encore, dans ce discours classique qu'est *L'Impôt en nature* de 1921, Lénine commence par dire qu'il affronte le problème « *non du point de vue de son ''actualité'', mais comme une question générale de principe* ». Les guillemets au mot « actualité » dont on a largement abusé sont de Lénine et ils marquent le mépris.

L'organisme « parti » n'aurait pas de raison historique d'exister s'il n'était pas possible de résoudre les questions avec des données de *principe*. Principe est un terme temporel, et il signifie résoudre la question de 1956 avec les données de 1921, Lénine ayant

résolu celle de 1921 avec les données de 1848-1860 et, mieux, avec les données de toute l'histoire, en ces années ordonnées par la théorie du parti. Et après cela, on fait passer Lénine, exterminateur de l'opportunisme, pour un *occasionniste* sans scrupules !

Pour le marxisme, opportunisme n'est pas un terme *moral* mais lui aussi *temporel*. Il signifie vouloir résoudre une question avec les données du dernier moment, attitude diamétralement opposée à la solution de *principe*. Dans une société pourrie et en dissolution dominent les pseudo-partis qui vivent sur les *toutes dernières* données de la nuit.

Le parti et l'État, communiste ou socialiste, reçoivent cet adjectif en fonction du même critère, c'est-à-dire en fonction de leur *décision* à lutter pour le *passage* de la société économique au socialisme. La « République Soviétique » et en général l'État de la dictature de classe s'appellent socialistes justement dans la mesure où ils agissent temporairement (au moment historique) dans une société économiquement non socialiste, dans une société où différentes *phases* historiques se mêlent. Dans la société *entièrement* socialiste du point de vue économique, et donc communiste, il n'y pas de classes, pas d'État de classe et donc il n'y a aucune sorte de République. La question du Parti mérite réflexion. Une fois que l'État se sera éteint, nous ne pourrons plus l'appeler parti de classe ; et du moment que le stade de la dictature a aboli pour toujours tous les autres partis, il n'est pas exact non plus de l'appeler parti parce que ce mot vient de *part* et qu'une *part* suppose qu'il y en a au moins une *autre*.

Cet abc théorique qui est le nôtre et auquel il faut se reporter à tout instant devient une palinodie imbécile si on le fonde sur la base absurde des « voies nationales » au socialisme. L'État et le parti d'un pays, socialistes par *décision* et non par une conquête à coups de clairon d'un « système réalisé », seront des forces de classe tant que, à l'intérieur des autres pays du monde capitaliste développé, il y aura des États et des partis ennemis.

L'État de classe est, par « actualité » et non par « décision », national. Le Parti de classe est international ou il n'est pas. Le Parti s'appelle communiste et l'État aussi (en ce domaine, socialiste signifie communiste) parce que tous les deux le sont en fonction de *principes* et de *finalités,* et au-delà et en dehors du stade « actuel » de la lutte de classe mondiale.

Quand la guerre de classe aura vaincu et que les États *s'éteindront*, le Parti qui naît avec la classe prolétarienne et sa doctrine ne s'éteindra pas. Peut-être en ces temps lointains ne s'appellera-t-il plus parti, mais vivra-t-il comme l'organe unique, le « cerveau » d'une société libérée des forces de classe. C'est dans ce sens seulement que notre doctrine utilise, depuis Marx et Engels, le mot liberté ; sens collectif et social, mais jamais individuel, moral, personnel, mystique et, selon la dernière formule de saveur cléricale, sceptique et athée : *dignitaire*. Dignité suppose indignité, et est la marque d'une société de classe, de force et de gibet.

83. TROIS QUESTIONS DE LÉNINE

Nous avons déjà dit que Lénine, en citant son écrit de 1918, commence par vouloir élucider trois « circonstances » (ici une autre petite réserve lexicale). Nous venons de clarifier le « troisième lieu » ainsi énoncé « Il faut bien comprendre le concept de l'État *soviétique* dans sa différence économique d'avec l'État bourgeois ». Nous croyons l'avoir traduit en bons termes. Nous nous rendons compte de la difficulté de bien lire Lénine, après le jeu de deux générations de faussaires dont la plus récente est la pire. Celui qui l'a écouté longuement et directement, même sans jouer au père éternel, et qui n'est pas encore passé de vie à trépas, peut le lire mieux.

L'État bourgeois et l'État soviétique sont tous les deux des organes *politiques*. Mais ici Lénine ne demande pas quelle est leur nature, politique ou économique, mais quelle est leur *différence*. La différence *politique* est abyssale parce que leurs « décisions » sont

diamétralement opposées : l'État bourgeois exprime la décision de conserver le capitalisme le plus longtemps possible dans l'histoire, l'État prolétarien exprime la décision opposée : en accélérer la destruction. Cette différence est totale, non divisible, on ne peut pas la réaliser *par morceaux*, ni la couper en tranches. Parce que nous sommes, et pour nous ce n'est pas un terme offensant, totalitaires. Dans la question du pouvoir, c'est le jeu du tout ou rien, l'alternative inexorable, toujours, partout. Là réside tout Marx, revendiqué par tout Lénine.

Mais la différence économique ? Lénine établit que c'est une grosse connerie que de répondre : la différence réside dans le fait que dans l'État bourgeois tout est économie capitaliste, et que dans l'État socialiste tout est économie socialiste ! Jamais Lénine n'a eu tant raison de se moquer des « gauchistes », les extrémistes de carton-pâte qui vivent encore et donnent un coup de main pour faire avorter [58] à la révolution.

La réponse marxiste, rendue un peu crue parce que ces estomacs-cerveaux malades ne se soignent pas avec des ragoûts et avec des arguments bons pour le « sens commun » ou pour tous les « honnêtes gens », est celle-ci : la différence est variable, elle peut être grande, petite ou même nulle. Différence *économique* parce que, surtout au commencement historique de la période dictatoriale, pendant un long moment (Lénine citera les « longues douleurs de l'enfantement d'une société nouvelle » de Marx) on se trouve dans un milieu divisé en « phases » en évolution, hétérogènes.

Voici la réponse exprimée en termes mathématiques : De l'État Bourgeois au Prolétariat la *dérivée* du passage est politiquement *infinie* ; alors qu'économiquement elle est *finie* et peut même être, à un moment donné, *nulle*, nous oserions même dire *négative*. Seul celui qui croupit dans la mare des Mollet ou des Saragat prend la parole pour dire la grosse connerie : c'est en contradiction avec le déterminisme économique, si l'économie change goutte à goutte, il doit en être de même pour le pouvoir. Mais que disent donc de différent ceux qui, tels les participants au XX° congrès, s'engagent dans la voie du « retour au marxisme-léninisme » ?

Maintenant le « deuxième lieu ». Il faut relever l'erreur de ceux qui ne voient pas les « *conditions économiques petites-bourgeoises et l'élément petit-bourgeois, comme l'ennemi* PRINCIPAL *du socialisme dans notre pays* ». Dans le texte les majuscules sont en italique, nous avons quant à nous mis les italiques à des fins didactiques.

Nous verrons par la suite que la démonstration de Lénine tend à établir que le *capitalisme d'État* avec le pouvoir prolétarien est un avantage par rapport à l'élément petit-bourgeois, un avantage énorme, mais il n'est pas encore *l'élément*, la « phase » *socialiste*.

Passons donc au troisième lieu, non sans avoir noté que notre chemin est le suivant (peut-être trop lentement, mais cela est dû à la nature périodique de son édition) : après avoir utilisé tout le travail historique de Lénine sur le développement en Russie des rapports de production, exposer que, dans la société russe d'aujourd'hui, même la victoire du capitalisme d'État sur la « phase » petite-bourgeoise n'est pas complète, surtout en ce qui concerne le secteur agricole, le secteur de l'échange mercantile et monétaire et le secteur général de la consommation. De sorte que la preuve historico-politique que le pouvoir en Russie n'est pas prolétarien-socialiste mais capitaliste repose non seulement sur la démonstration de l'existence des différences qui existent entre capitalisme d'État et socialisme, mais sur le fait que l'économie en est à un stade inférieur, entre économie petite-bourgeoise et capitalisme d'État, et encore plus entre économie petite-bourgeoise et capitalisme privé, à la seule exception de la grande industrie. Et de telles différences doivent être comprises selon les principes marxistes, comme Lénine les grava en 1921.

Plus crasse est ensuite l'arriération, si l'on suit le schéma de Lénine, des « démocraties populaires » tristement célèbres et aujourd'hui vacillantes dont le champion réactionnaire est la Yougoslavie, pays dont l'économie est à l'évidence antisocialiste, imitée

« économiquement » tant par la nouvelle (?) Pologne que par la nouvelle Hongrie étouffée dans le sang.

La Chine révolutionnaire doit être considérée au contraire de façon bien différente ; *on pourrait* même lui concéder, du point de vue doctrinal, l'adjectif communiste - parce que, deux échelons en dessous, elle gravit et ne descend pas l'échelle de Lénine dont nous avons parlé - *si* elle ne se vantait pas de « construire » le socialisme.

84. « LE NŒUD DE LA QUESTION »

Le « premier lieu » était celui-ci : « analyser quel est exactement ce *passage* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit et qui nous donne raison de nous appeler République Socialiste des Soviets ». Nous savons que la question a été ramenée de la métaphysique à la dialectique, c'est-à-dire qu'elle est devenue celle-ci : « Quels sont précisément les éléments des diverses formes économico-sociales qui sont présentes en Russie ? ».

Lénine dresse l'échelle historique classique, mais avant d'y poser le pied, il se tourne et vous regarde dans le blanc des yeux : « *C'est là qu'est le nœud de la question* ». Vous direz, *extrémistes* incurables, sans vous apercevoir que vous vous inspirez des archi-droitiers et des traîtres : depuis lors à peu près quarante années sont passées ! Mais ce qui était une bêtise il y a quarante ans, l'est aujourd'hui quarante fois plus.

Voici l'échelle simplifiée – il ne s'agit certes pas d'analyse pédantesque ! – avec seulement cinq échelons :

« 1. L'économie *paysanne patriarcale*, c'est-à-dire dans une très large mesure une économie *naturelle*. »

« 2. La *petite production mercantile* (comprenant la majorité des paysans, qui vendent le blé) »

(La virgule a été mise par nous, elle n'est pas dans le texte traduit).

« 3. Le capitalisme privé. »

« 4. Le capitalisme d'État »

« 5. Le socialisme ».

Avant de poursuivre l'analyse fondamentale des types qui, au-delà de l'application à la Russie, a valeur universelle et valeur de principe, il sera bon de faire remarquer que nous ne voyons pas ici *tous* les types des « formes de production » considérées dans la doctrine marxiste. La chose est importante et certainement non fortuite.

Nous ne voyons pas ici par exemple, mentionnés par Lénine, le *communisme primitif*, ni l'*esclavagisme*, ni la *servitude féodale*. La raison en est simple. Ce sont des *phases* qui ne sont plus présentes dans le *corpus* social russe multiforme ; ce sont des phases liquidées et désormais hors de l'horizon politique. Pour Marx (Préface de 1859 à la *Critique de l'Économie politique*), la liste comprend quatre formes : « le mode de production asiatique, le mode antique, le mode féodal et le mode moderne ou bourgeois ». Que l'on note bien que telle est la liste des « époques qui marquent le progrès de la formation économique de la société », comme il a été dit précédemment, et cette liste comprend toutes « les formes antagonistes du procès de production social » *dont la forme bourgeoise est la dernière* et avec elle « se clôt la préhistoire de la *société humaine* ». Pour nombre des *extrémistes* cités plus haut, on ajoute à ces formes une autre forme, elle aussi préhistorique et barbare, la forme *bureaucratique*. Il s'agit d'antistaliniens et même d'antikhrouchtchéviens (soi-disant). Pourquoi alors s'exclament-ils : il n'est donc pas permis, après un siècle, de ne rien ajouter à Marx ? ! La réponse est facile. Le fait historique qu'aujourd'hui on n'imprime pas une seule page dans laquelle le nom de Marx ne figure pas au moins une fois est une donnée physique et mécanique de portée colossale, et que l'on ne peut pas réduire au fait que notre grande barbe

rugueuse adorée ait remporté un prix Nobel de sociologie, ou ajouté son nom dans la série des révélateurs des évangiles éternels. Ajoutez donc ce que vous voulez, changez des parties essentielles de la construction, ô Tartempions, mais avouez après tout cela que vous professez le tartempionnisme et non le *marxisme*.

La série quaternaire de Marx exclut la forme de départ, le communisme primitif et barbare qui ne connaissait pas d'antagonismes (dans une de ses lettres à Vera Zassoulitch, il écrit : il est bien vrai que ce premier type de la production collective ou coopérative fut le résultat de la faiblesse de l'individu isolé et non d'une socialisation des moyens de production), de même qu'elle exclut la forme qui sort de la préhistoire : le socialisme. Les grands types de « formes » peuvent donc être considérés comme au nombre de six. Puis il y a des types mineurs, issus de mélanges, comme le sont les grandes formes elles-mêmes, dans d'innombrables situations historiques et géographiques, même durables. Ces types mineurs ont en général pour objet la petite économie personnelle et familiale, forme numériquement étendue, mais qui pousse à l'ombre des autres de cent façons, sans jamais engendrer une histoire propre, et qui n'a donc pas l'honneur de figurer dans la liste.

Le *Manuel* soviétique de … marxisme donne cependant la liste suivante : 1. Communauté primitive ; 2. Esclavagisme (le mode *antique* de Marx) ; 3. Féodalisme ; 4. Capitalisme ; 5. Socialisme. Cette série de cinq termes, qui veut comprendre les stades avec antagonismes et ceux sans antagonismes, est boiteuse. Il manque le mode asiatique.

Nous devons, en revenant aux cinq phases de Lénine pour la Russie de 1918, montrer comment il y a trois choses différentes : le communisme primitif, le mode de production asiatique, la petite économie rurale naturelle ; cette dernière faisant partie du deuxième degré, comme en fait partie la petite production mercantile (forme bourgeoise dont Lénine est un fier ennemi, de même que Marx) et le capitalisme d'État (autre forme bourgeoise, mais évoluée, dont Lénine est un *fier ami* lors de ce tournant). Mais la correspondance doctrinale entre la série classique de Marx et l'analyse des cinq phases russes de Lénine est absolue.

Ils n'ont tous les deux que dédain pour l'analyse cancanière, celle des *enrichisseurs* scélérats, et ils s'en tiennent à la ligne de la première préface au *Capital* : « Ni le microscope, ni les réactifs chimiques ne peuvent servir à l'analyse des formes économiques ; l'*abstraction* est la seule force qui puisse nous servir d'instrument ».

Arrêtez-vous : c'est une grande phrase. L'*abstraction* est l'instrument que nous contestons aux jean-foutre et aux coupeurs de cheveux en quatre.

85. PHASE « RURALE PATRIARCALE »

Le point 1 de Lénine n'est pas le *communisme primitif* et n'est pas non plus le grand type *asiatique*. Cependant, à juste titre, Lénine ne classe pas cette phase dans le grand type *féodal*, ni non plus, comme il le fera immédiatement pour le point 2 (petite production mercantile), dans le grand type *bourgeois*.

Dans le *communisme primitif*, il n'y a pas encore d'antagonismes entre les classes, il n'y a pas une minorité exploitant économiquement le travail d'autrui et il n'y a pas d'État. Il n'y a ni travail individuel, ni familial dans le sens de famille individuelle, parce que la terre est tenue en commun par la *gens* de la tribu et, dans la forme qui se rapproche de l'État militaire à son origine, par la *horde* nomade. Il en est de même pour la chasse et la pêche, ainsi que pour le premier élevage. D'une telle forme, la Russie n'en possédait plus désormais qu'une tradition, et une tradition de communautés non pas libres mais assujetties à la classe féodale. La perspective des populistes, à laquelle fait allusion la phrase de Marx sur la Russie (à propos d'un lien entre le *mir* antique et le socialisme, *conditionné par la révolution anticapitaliste d'Europe*), battue théoriquement par les bolcheviks, a été liquidée dans la lutte [59].

Le grand type *asiatique* voit la production, collective dans les limites du petit village rural, sujette à un *tribut* versé à une classe dominante de chefs de guerre, de seigneurs urbains et également de prêtres, formant un véritable État politique. Une telle forme n'est pas non plus à prendre en considération quoique dans d'autres passages Lénine se réfère à ses vestiges dans l'Asie centrale. Mais son élimination est facile dès qu'on en vient aux opérations militaires et il n'y a pas besoin à ce niveau de manœuvres économiques.

De même que ces deux *grands types* sont impossibles localement et régionalement, Lénine élimine le troisième : le féodalisme. Mise à part leur libération passée, les opérations de guerre civile avaient suffi aux serfs à se débarrasser de leurs oppresseurs : État tsariste, aristocratie terrienne, Église.

À la place de ces formes très anciennes, éteintes ou tuées par la révolution, après la victoire bolchevique c'est en premier lieu l'économie paysanne patriarcale, « en large mesure économie naturelle », qui subsiste.

Qu'entend un marxiste par économie naturelle ? Une économie naturelle est l'économie d'une société dans laquelle tous les membres consomment directement les produits de leur propre travail. Donc le communisme primitif était également une forme d'économie *naturelle* dans laquelle cependant le travail et la consommation étaient communs à une association plus vaste que la petite famille « patriarcale ».

L'unité de reproduction de l'espèce va en se rapetissant à partir de ces formes. *Tribu* ou *gens* fondée sur le « mariage de groupe » dans lequel le rapport des sexes est communiste et où il n'y a ni héritage ni propriété privée. *Famille matriarcale*, dans laquelle maris et enfants d'une même *Mater* travaillent et consomment sous forme collective. Cette mère est une figure haute et noble, quoique scandaleuse pour le philistins bourgeois moderne auquel le grand dialecticien Fourier infligea le premier cette formulation de la série historique : état sauvage, barbarie, patriarcat, *civilisation* ; qualifiant ainsi la dernière forme, la forme bourgeoise. L'ordre civilisé élève chaque vice, que la barbarie présente sous une forme simple, à une forme d'existence complexe, ambiguë, hypocrite – dans la *civilisation* la pauvreté naît de l'abondance elle-même, comme Engels le cite dans *l'Anti-Dürhing*. Sous le matriarcat, l'héritage et la guerre n'apparaissent pas encore. *Famille patriarcale* avec un chef *polygame* dont les nombreuses femmes et ses nombreux fils annoncent la figure du chef et du patron. *Famille patriarcale monogame* du droit romain, dans laquelle le *Pater Familias* repose sur les institutions d'héritage et de propriété privée des esclaves et de la terre. Avec elle, nous arrivons au morcellement en possessions familiales de la terre jusqu'alors commune.

La forme du point 1 de Lénine est donnée par la famille paysanne à laquelle la ruine du féodalisme a permis de rester maître de l'utilisation de son petit lopin de terre mais qui, à cause de l'état primitif de la culture du sol et à cause du développement nul ou limité des besoins, vit en consommant sa propre récolte et sans rien échanger contre les produits d'autrui.

Statistiquement Lénine considère cette première forme minoritaire et négligeable. Elle ne peut pas vendre parce qu'il ne lui reste rien après une consommation extrêmement réduite. Elle ne verse plus de « dîmes » à personne, mais elle ignore le commerce dont les objets manufacturés n'atteignaient d'abord que difficilement les seigneurs féodaux ou les ecclésiastiques.

86. PETITE PRODUCTION MERCANTILE

Comment distinguons-nous cette deuxième forme de la première ? Elle est définitivement sortie de la sphère de l'économie naturelle qui, au fond, restait comme le substrat de la machine économique féodale. La famille paysanne travaillait à son lot de terre

et mangeait une partie des produits, après en avoir donné une fraction au noble, une autre à l'église ou au couvent, et enfin, pour les « serfs de l'État » au percepteur, fonctionnaire du gouvernement. Dans les zones les plus riches, ou les moins misérables faudrait-il plutôt dire, elle avait déjà commencé à ôter de sa consommation personnelle une autre petite part pour la vendre dans le but d'acquérir de marchands qui parcouraient le pays un petit stock d'objets manufacturés qui dépassaient les possibilités de leur propre production artisanale, *l'industrie domestique*. Au début le commerce russe, pour les « gouvernements » qui produisaient plus de blé qu'ils n'en consommaient, était aux mains des nobles, devenus désormais des grands propriétaires terriens bourgeois, et de l'État lui-même. Or, du fait de la double révolution politique, la production des paysans, petits agriculteurs, dépassait leur besoin de consommation ; pour cette raison, ils s'étaient adonnés directement au commerce. Cette forme, ainsi définie, cesse alors d'avoir des caractères naturelles et patriarcaux et elle rentre, comme Lénine l'illustre immédiatement, dans le type bourgeois.

Lénine apporte la plus grande attention à cette deuxième forme, avant même de s'étendre sur les suivantes. Le sens de la forme du capitalisme privé, troisième forme de Lénine, est clair, il est totalement bourgeois. Ultérieurement on mènera à fond la discussion, qui n'est pas nouvelle, sur la différence entre capitalisme privé et capitalisme d'État, et sur la différence, à déduire de la précédente, entre ce dernier et le socialisme.

Cependant puisque pour Lénine le passage à ces phases supérieures n'est pas encore proche sur le plan général, il insiste de toutes ses forces sur le passage du deuxième point aux points plus élevés, c'est-à-dire sur la lutte pour dépasser la petite production marchande et pour la remplacer non pas par le socialisme ou même dans une certaine mesure par le capitalisme d'État, mais pour tolérer avec la N.E.P. le surgissement de formes de capitalismes privés, et l'introduction de l'impôt en nature. Mais maintenant, c'est la définition marxiste exacte des formes et des types qui nous intéresse.

« La Russie est si grande et si variée que tous ces types différents de formes économico-sociales s'entrelacent étroitement. ». Donc tous les cinq types.

« Mais, se demande-t-on, quels sont donc les éléments qui prédominent ? Il est clair que dans un pays de petite économie paysanne, l'élément petit-bourgeois prédomine, et il ne peut pas ne pas prédominer ; la majorité et même l'énorme majorité des agriculteurs est constituée de petits producteurs de marchandises. L'enveloppe du capitalisme d'État (que l'on réfléchisse pour le moment aux formes présentes d'une telle *enveloppe* en 1918-1921) – le monopole du blé, le contrôle des entrepreneurs, des commerçants et des coopérants bourgeois – est brisée çà et là dans notre pays par les *spéculateurs*, et l'objet principal de la spéculation est le *blé* ».

Nous devons confesser que, bien qu'ayant toujours lutté contre la conception poussive selon laquelle la révolution bolchevique était une « épreuve » qui permettait de décider si le socialisme pouvait ou non fonctionner, en 1920 les communistes italiens ont souvent rapporté à des foules ouvrières avides de nouvelles qu'en Russie le blé ne se vendait pas, c'est-à-dire qu'on ne l'achetait pas et qu'on ne le payait pas. Les ouvriers en recevaient une ration (rappelez-vous le païok de Trotsky) de leur usine - les paysans, bien entendu, se nourrissaient de leur propre produit. Les citadins non ouvriers, les enfants, les malades, les invités, les employés et ainsi de suite, recevaient leur ration de l'État, du Soviet, ou du parti selon les cas. Ce fait, de même que l'autre, analogue, du service gratuit des trams urbains, donnait la sensation glorieuse du phénomène révolutionnaire. Mais le marxiste est en quête de bien d'autre chose que d'émotions, de frissons ou de « romans policiers ». Nous comprîmes immédiatement qu'il s'agissait d'une forme révolutionnaire de la lutte et de la guerre civile et non pas d'un stade solide d'un type nouveau d'administration (quoique ce terme soit bourgeois, il vaut mieux qu'édification ou construction économique). On n'allait pas à Moscou pour voir la gestion socialiste comme au cinématographe, mais l'on devait la hâter au

moyen de luttes victorieuses dans toute l'Europe et ces luttes étaient alimentées par la préparation théorique et organisative qui, en s'appuyant sur la victoire des camarades bolcheviks, visait à se concrétiser dans la création de l'Internationale et dans les partis à elle adhérents.

Cette forme était l'une des formes du « communisme de guerre » que Lénine définissait déjà en 1918 avec la formule plus exacte de « capitalisme d'État » : c'était le monopole d'État du blé. La formule pratique était : il est interdit de vendre du pain, de la farine et du blé. Mais le fait que les « spéculateurs » pullulaient prouvait que la nouvelle forme de distribution n'avait pas dépassé le rendement des formes anciennes, il s'agissait seulement d'une nécessité surtout militaire, pour ravitailler les combattants de la guerre civile et le système consistant à fusiller les spéculateurs ne résolvait pas le problème.

87. À QUEL STADE LA LUTTE SE DÉVELOPPE-T-ELLE ?

Dès 1917 (voir le texte que nous connaissons bien : *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*) Lénine avait soutenu que le capitalisme d'État aurait été, dans la situation économique russe, un grand pas en avant, et il le répète amplement en 1918 et en 1921, puisque les difficultés économiques ont encore été aggravées par les guerres civiles et par les disettes de 1920. Tout cela toujours pour lutter contre ceux qui posaient comme programme concret la réalisation immédiate « du socialisme » et qualifiaient de défaitiste toute autre mesure économique. Une fois établies les cinq catégories que nous connaissons, Lénine n'affirme pas seulement que ce serait un rêve de penser – toujours en l'absence de la révolution occidentale - à la lutte pour le socialisme contre le capitalisme d'État, il établit également sans la plus petite hésitation que la lutte doit être menée contre l'ennemi principal : la production petite-bourgeoise mercantile, le sabotage spéculateur. Donc la lutte doit être menée pour dépasser le point 2, en se dirigeant vers le point 4, le capitalisme d'État, sous la conduite de l'État politique des ouvriers. Mais il entend dire sans ambages que même la lutte pour passer du point 2 au point 3 qui n'est ni plus ni moins que le capitalisme privé, c'est-à-dire la défaite de la petite bourgeoisie en passant, économiquement parlant, à des formes grandes bourgeoises, ne serait pas la victoire totale mais serait un pas en avant contre le danger anti-révolutionnaire.

La contre-révolution n'est pas, selon Lénine, un mouvement de retour au féodalisme. Politiquement et militairement, elle a été jusqu'ici soutenue par l'extérieur, c'est-à-dire par les États de démocratie capitaliste. À l'intérieur du pays, elle s'appuie sur les couches paysannes petites-bourgeoises. La catégorie du féodalisme, comme nous l'avons noté, ne figure pas dans les « échelons » de Lénine. Le danger est présenté comme une victoire des paysans petits et moyens qui, politiquement, veut dire victoire des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes ; économiquement il s'agirait de la renaissance d'un réseau de la petite production, terrain naturel d'une accumulation capitaliste qui triompherait si l'État prolétarien, à la suite d'erreurs de politique économique, était affaibli dans sa force matérielle et classiste.

Lisons, c'est encore nécessaire : « La lutte principale se développe justement dans ce secteur. Entre qui se déroule cette lutte si nous parlons en termes de catégories économiques ? Entre le quatrième échelon et le cinquième, selon l'ordre que nous avons indiqué (entre capitalisme d'État et socialisme) ? Certainement pas. Ce n'est pas le capitalisme d'État qui lutte ici contre le socialisme, mais c'est la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent ensemble, de concert, tant contre le capitalisme d'État que contre le socialisme (jusqu'ici nous voyons 2 et 3 qui luttent contre 4 et 5). La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention, inventaire et contrôle de la part de l'État, tant de l'État capitaliste que de l'État socialiste. Il s'agit d'un fait réel, absolument indiscutable, et c'est dans son incompréhension que réside la

racine d'une longue série d'erreurs économiques. » Ce passage rappelle la règle de Marx dans la révolution allemande de 1848-50 et la phrase du *Manifeste* qui dit que le prolétariat appuie à l'origine la bourgeoisie, non seulement quand elle lutte contre le féodalisme, mais aussi quand elle lutte contre la petite bourgeoisie. Dans toute l'histoire du mouvement socialiste on n'a jamais rencontré l'aberration d'aujourd'hui, un siècle après, consistant à vouloir entraîner le prolétariat à une alliance illusoire avec la petite bourgeoisie contre la bourgeoisie. Si Lénine dit que c'est le point 2, petit-bourgeois, qui lutte non seulement contre le contrôle de l'État socialiste mais également contre celui de l'État capitaliste, il veut dire que le point 3, capitalisme privé, est préférable au 2 parce que, même s'il est certain qu'il luttera jusqu'à la mort contre le point 5, socialisme, pour le moment il ne lutte pas aussi férocement que le point 2, petit-bourgeois, contre le capitalisme d'État.

« Le spéculateur, le trafiquant, le saboteur du monopole : voici notre principal ennemi *intérieur* du pays, l'ennemi des initiatives économiques du pouvoir soviétique. » On doit comprendre que même le grand entrepreneur capitaliste privé pourrait accepter la direction de l'État révolutionnaire, et serait moins dangereux que le petit producteur et le petit marchand frauduleux.

Lénine défend donc des mesures aptes à vaincre le sabotage de la spéculation petite-bourgeoise qui est si difficile à débusquer, à condition de devoir admettre, sous un strict contrôle [60], des formes d'entreprise privée de type grand capitaliste qu'il proposera alors aux capitalistes de l'étranger sous la forme de *concessions*.

Dans le cours de ce texte, Lénine montre qu'il y aura un danger encore plus grand que celui des concessions au grand capitalisme, celui de la *culture* (ce terme est de nous [61]) *de l'éparpillement des petits producteurs.* Et nous allons prouver qu'une telle culture pernicieuse a été réalisée dans les « kolkhozes » ainsi que dans tant d'autres formes staliniennes et post-staliniennes que l'on rencontre rapidement dès que l'on dépasse le domaine de l'industrie ultra-lourde. Voici ses paroles : « Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport à la période médiévale, par rapport à la petite production, par rapport au bureaucratisme lié à l'éparpillement des petits producteurs » [62].

Nous reviendrons sur la peinture magnifique du bureaucratisme que Lénine donne ici. Non seulement il n'est pas l'avènement d'une nouvelle classe, mais il est le produit d'un type social – voyez plus haut les rappels de principe – impuissant à engendrer une forme de classe historiquement autonome et capable de faire sa propre révolution. Il est le produit de la petite production mercantile, de toute petite économie, comme celle du petit champ familial du kolkhozien, du petit commerce et des nombreuses formes de petit stockage et d'« épargne » qui sont aujourd'hui légalisées en Russie. Pour le moment nous démontrons la thèse selon laquelle pour Lénine en 1921, l'effort doit être fait pour passer du point 2 au point 3 (capitalisme privé), avant même de passer au point 4 (capitalisme d'État), et cet autre passage le montre : « Cela peut sembler un paradoxe : le capitalisme privé dans la fonction de collaborateur du socialisme ? Et pourtant c'est un fait absolument indiscutable du point de vue économique ».

88. LA PERSPECTIVE FUTURE

Cette description géniale des phases présentes dans la société russe postrévolutionnaire conduit au tableau du développement futur.

« Peut-on concevoir de réaliser le passage immédiat de ces conditions prédominantes en Russie au socialisme ? Oui, on peut le concevoir jusqu'à un certain point, mais seulement à la condition que nous connaissons maintenant exactement grâce au travail scientifique énorme que nous avons accompli. Cette condition est l'électrification. Si nous construisons des dizaines de centrales électriques régionales … si nous nous procurons une quantité suffisante

de moteurs électriques et d'autres machines …, alors il n'y aura pas besoin de phases intermédiaires, ou pas beaucoup besoin, de chaînons transitoires entre le système patriarcal et le socialisme. Mais nous, nous savons très bien que cette condition ‘‘à elle seule’’ (Lénine parle longtemps de toutes les autres, instruction technique et générale, etc.) a besoin au moins de dix ans ne serait-ce que pour les travaux les plus urgents et que, par ailleurs, on ne peut penser à une réduction de ce délai que dans le cas où la révolution prolétarienne remporte la victoire dans des pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique.

« Mais dans les prochaines années, nous devons au contraire apprendre à penser aux anneaux intermédiaires capables de faciliter le passage du système patriarcal, de la petite production, au socialisme. »

Après le passage que nous avons déjà donné, voici la dure conclusion qui suit : « Puisque nous n'avons pas encore la force de réaliser ce passage immédiat, le capitalisme est inévitable, d'une certaine façon, comme produit spontané de la petite production et de l'échange ; et nous devons utiliser le capitalisme, spécialement en le canalisant dans le lit du capitalisme d'État (donc Lénine n'exclut pas une utilisation partielle du capitalisme privé !) comme un anneau intermédiaire entre la petite production et le socialisme, comme un moyen, une voie, un mode, pour accroître les forces productives ».

On retrouve à chaque instant dans la vision de Lénine le concept de la longueur du chemin économique, de la possibilité de ne saisir que des anneaux qui se suivent, de la nécessité de passer par des périodes transitoires de formes présocialistes, mesurées en décennies et décennies. La catastrophe de la dégénérescence et de l'involution totale du pouvoir prolétarien et bolchevik ne figure pas dans cette vision ; cette dernière admet ouvertement la possibilité de tenir en main le pouvoir, même dans la longue période où il s'agira de travailler aux *fondements*, aux *bases* seulement du socialisme futur : conception qui, comme nous le savons, fut défendue depuis 1926, pour ainsi dire *in articulo mortis*, par les Trotsky, par les Zinoviev et par les Kamenev.

La garantie pour cette œuvre économique très longue, et pour la défense politique non moins difficile, réside toujours, pour Lénine, dans le facteur international. Vers la fin de son discours, que nous exhortons nos lecteurs à étudier en entier sur la base de ces commentaires explicatifs élémentaires dans les groupes du mouvement [63], Lénine s'exprime ainsi :

« Notre force consiste dans la clarté complète et la sobriété d'esprit avec laquelle nous évaluons *toutes* les forces des classes existantes, tant russes qu'internationales. Nous avons beaucoup d'ennemis ; mais ils sont désunis et ne savent pas ce qu'ils veulent (comme tous les petits-bourgeois, tous les Martov et les Tchernov, tous les sans partis, tous les anarchistes). Nous, au contraire, nous sommes unis directement entre nous et indirectement *avec les prolétaires de tous les pays* ; nous savons ce que nous voulons. Pour cette raison nous sommes invincibles *à l'échelle mondiale*, même si cela n'exclut pas la possibilité de la défaite de révolutions prolétariennes particulières pendant une période de temps plus ou moins longue. »

Nous devons arrêter là les cent citations qui insistent durement sur la gradation et les longs passages et transitions. Prenons la conclusion d'une résolution du parti sur les tâches des syndicats du 17 janvier 1922. Il s'agit d'établir ce que Staline et les post-staliniens nieront par la suite, c'est-à-dire la continuation de la lutte de la classe ouvrière après la conquête du pouvoir politique. Tant que le salariat existe, le syndicat doit défendre les ouvriers contre le capital [64]. Est-ce une contradiction avec l'existence du pouvoir politique prolétarien ? Mais la situation est pleine de telles contradictions.

« Ces contradictions ne sont pas fortuites *et ne pourront pas être éliminées au cours de plusieurs dizaines d'années*. (Nous devons ici souligner les mots qui servent de démenti au bagage colossal de falsifications successives). En effet, *tant que les vestiges du capitalisme et*

de la petite production subsistent (c'est-à-dire : la domination du marché), les contradictions dans tout le régime social entre ces vestiges et *les germes de socialisme* sont inévitables. »

« Les contradictions énoncées précédemment provoqueront inévitablement des conflits, des désaccords, des frictions, etc. Une instance *supérieure* assez importante pour pouvoir les résoudre immédiatement est nécessaire. *Une telle instance est le Parti Communiste ainsi que l'association internationale des partis communistes de tous les pays : l'Internationale Communiste* ».

Quelle meilleure preuve pour clouer au pilori ceux qui proclament que le socialisme est constructible en Russie et qu'il y est construit indépendamment de la révolution en Occident, les liquidateurs de la glorieuse Internationale, ceux qui forniquent aujourd'hui de façon répugnante avec les *voies nationales*.

89. LE TOURNANT DANS LA QUESTION DU BLÉ

Que signifia précisément la réalisation du décret sur l'*Impôt en nature* pour les céréales, qui techniquement fut un succès décisif dans l'approvisionnement d'État ? On peut le dire, maintenant que les critères de principe ont été clarifiés, même si une telle réponse devait amener au premier plan d'autres grandes questions qu'il fallait – et que, par Dieu, il faut encore plus aujourd'hui - mettre complètement en lumière.

C'est justement parce que les ouvriers sont la partie hégémonique dans l'alliance *militaire* avec les paysans qu'ils doivent comprendre que la situation est si tendue que l'on doit immédiatement au moyen de mesures pratiques de « politique de ravitaillement » élever le niveau de vie de ces paysans qui pourraient passer à la contre-révolution s'ils souffraient trop de la faim. Pour améliorer les conditions de vie des ouvriers et des soldats il faut obtenir de la campagne du pain et du combustible. Ce qui est impossible sans des mesures qui allègent la pression pesant sur les paysans.

Pendant la période du « communisme de guerre », l'approvisionnement en pain pour les villes et l'armée était assuré au moyen du « prélèvement des denrées excédentaires (et parfois même non excédentaires) », comme le dit Lénine. Il ajoute : tout au plus nous prenions ces denrées *à crédit, en payant en monnaie de papier*. Étant donné que la valeur de cette monnaie tendait vers zéro, le blé était livré non pas à la vue de cette monnaie de papier mais à la vue des canons des fusils ouvriers. Quoiqu'il en soit, dit Lénine, c'est ainsi que nous vainquîmes et le paysan échappa à l'esclavage sous Koltchak ou Wrangel, et à l'extermination.

Ce système fut abandonné d'un seul coup puisque la production des céréales chutait de façon effrayante à cause de la désorganisation dans les campagnes et des offres au marché noir toujours plus audacieux. L'État décida alors que le paysan pourrait garder pour lui une partie des « excédents », c'est-à-dire du blé que ni lui ni sa famille ne mangeaient, et vendre « légalement », sans risque, cet excédent contre de l'argent qui pouvait lui servir à acheter des objets et des produits de l'industrie dont il pouvait avoir besoin, mais après avoir versé à l'État une certaine quantité de céréales, déterminée district par district avec des critères précis et uniformes.

C'était un impôt *en nature* parce que le paysan ne payait pas la taxe due à l'État en argent mais au moyen d'une certaine quantité de denrées alimentaires qu'il donnait à fonds perdu et sans recevoir de papier monnaie plus ou moins dévalué. Il avait en revanche l'avantage de faire du reste ce qu'il voulait. Cette incitation à produire plus produisit immédiatement un effet et sauva dans les faits l'économie révolutionnaire, quoiqu'elle fût une incitation totalement petite-bourgeoise et qu'elle créât la sphère du commerce des denrées qui, indiscutablement, est l'oxygène que la forme capitaliste respire.

Après avoir résolu les questions de doctrine, il est superflu d'insister sur la réfutation de la critique de ceux qui prétendaient que l'on avait régressé par rapport à une conquête communiste. On avait donc pris la seule voie logique que l'on aurait dû suivre longtemps, des décennies et des décennies, pour arriver au socialisme. On n'avait pas abandonné une voie plus courte, mais on avait seulement établi de façon marxiste que celle-ci n'existait pas.

Il faut deux conditions pour le socialisme : le degré de développement des forces productives, et le degré de développement de la révolution dans les pays bourgeois avancés.

Les forces productives ne peuvent croître à partir d'un niveau patriarcal ou médiéval sans un mécanisme économique qui apporte à l'industrie les produits agricoles, et vice versa. Ce *transport* (nous nous permettons de substituer ce terme à celui d'*échange*) dans la situation de la Russie de 1921, et même dans une situation dix fois meilleure, ne peut se faire que dans les formes du commerce capitaliste, et même dans des formes inférieures puisqu'il ne s'effectue pas entre grandes unités productives mais en partie avec les malheureuses entreprises des petits paysans. Une forme supérieure de ce « transport double » ne pourra exister qu'après l'élimination également dans les campagnes de la petite production. Là où il y a petite production, il y a échange mercantile, il y a capitalisme et il n'y a pas socialisme. Mais puisque l'on meurt sans ce transport double, il faut cesser de l'interdire et donc, cessant de l'interdire, on doit le laisser se manifester dans des formes bourgeoises. Vulgairement : ou manger cette soupe ou sauter par la fenêtre.

90. CONCLUSIONS DE LÉNINE SUR LA N.E.P.

Un prétendu pas en arrière, si cela était la définition juste, dans l'économie russe serait largement compensé, et le fut - ou l'aurait été, si l'opportunisme n'avait pas emporté avec Staline et ses fils parjures, une revanche impitoyable – par la victoire de la clarté théorique. Et cette victoire théorique n'est pas perdue définitivement pour le prolétariat mondial pourvu que des fils ténus la maintiennent liée dans le temps.

« L'impôt en nature est le passage du communisme de guerre à la régulation de l'échange socialiste des produits ». Or nous allons lire que l'échange est capitaliste. Rectifions alors l'expression : *au transport des produits entre villes et campagnes, réglé par le pouvoir socialiste*.

« L'échange est la liberté de commerce, c'est le capitalisme. Celui-ci est utile dans la mesure où il nous aide à combattre l'éparpillement des petits producteurs et, jusqu'à un certain point, le bureaucratisme. Il n'y a là rien de terrible pour le pouvoir prolétarien, tant que le prolétariat tient solidement en main le pouvoir, la grande industrie et les transports ». Impeccable.

« La lutte contre la spéculation doit être transformée en lutte contre l'appropriation indue (nous choisirions un terme qui fait moins penser au code pénal bourgeois : gaspillage et soustraction de forces productives) et contre le refus du contrôle, de l'inspection, de la comptabilité de l'État (recensement). Ce contrôle nous permet de canaliser le capitalisme, qui nous est nécessaire et qui est inévitable dans une certaine mesure, dans le moule du capitalisme d'État ».

Lénine ne l'ajoute pas dans une thèse spéciale mais cela ressort de tout le texte : ce n'est pas une trahison que de suivre lentement et même à l'envers la série des anneaux de la chaîne, des échelons de l'échelle économique. Ce qui est une infamie et une trahison c'est de renier *l'absolue clarté marxiste dans l'identification des catégories*.

Trente-cinq années après son avertissement, si l'on devait mesurer avec le pur mètre économique, on constaterait que certains échelons ont été gravis, que les moyens de transport et les forces productives ont crû quantitativement, mais que cependant le décrochage décisif

de la catégorie insidieuse du point 2 – la petite production et en général la petite économie - n'est pas advenu.

La preuve de la trahison (qui mesurée avec le mètre politique signifie passage à l'ennemi, le capitalisme international) se déduit de façon incomparable du mensonge énorme d'avoir qualifié de socialisme totalement réalisé l'économie russe actuelle. Un pouvoir communiste révolutionnaire n'aurait certes pas gravi l'échelle plus rapidement : il aurait évité de blasphémer en mentant sur le numéro de l'échelon atteint. Cela semble un indice minime : c'est une preuve formelle et capitale.

La *confession*, reine des preuves, n'est pas nécessaire, mais elle viendra.

91. MARXISME ET DÉFAITE

Le grand développement que nous avons consacré au discours de Lénine de 1921 sur l'*Impôt en nature*, et à l'explication de la N.E.P. – comme nous estimons l'avoir abondamment démontré – est dû, plus qu'à ce tournant historique de la révolution russe, aux questions de principe fondamentales qui furent, en cette occasion, traitées de manière grandiose et avec une telle vigueur marxiste que c'est peut-être seulement aujourd'hui que les événements historiques ont pu en faire comprendre la puissance et justement parce que le communisme révolutionnaire a subi des revers effroyables.

La guerre de classe diffère de la guerre entre États dans la mesure où la défaite y est parfois un pas en avant. Cela dépend du poids, dans l'évolution des formes sociales et de l'organisation des groupes humains et des États historiques, de ce fonds de capacité et de ressources de l'espèce que l'on appelle communément tradition, culture et civilisation. Et un tel facteur, que l'on doit comprendre sans aucune erreur mystique et rhétorique, joue également dans les guerres entre États et entre peuples de différentes races et d'origine lointaine. Cette thèse courante des marxistes, nous l'entendons énoncer par la voix de Lénine lui-même qui, pour quelques trop peu nombreuses années encore nous aura servi de haut-parleur de tous les nôtres d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Lénine utilise cet argument – ce n'est pas un philosophe qui parle mais un condottiere d'État, et c'est là que l'on peut mesurer son courage immense et son dévouement au bien suprême du parti : la théorie - pour repousser les incertitudes des révolutionnaires du monde entier, plus encore que les attaques des ennemis ouverts, toujours à propos de la « retraite » que l'on aurait opérer en passant, comme nous l'avons largement vu, du « communisme de guerre » à la N.E.P.

« Il est advenu ici quelque chose que l'on nous racontait quand nous étions enfants à propos de l'histoire. On nous enseignait : il arrive qu'un peuple en conquiert un autre, alors le premier est le dominateur et le second est le vaincu. C'est très simple et nous le comprenons tous. Mais que deviennent les cultures de ces peuples ? Si le peuple conquérant a un niveau culturel supérieur à celui du peuple vaincu, il impose à ce dernier sa propre culture ; si c'est le contraire, il advient que le peuple vaincu impose sa propre culture au vainqueur ».

Nous en sommes toujours là : il s'agit de digérer ou non la dialectique. Et plusieurs fois, comme Lénine le note continuellement dans cette polémique, les « révolutionnaires » enflammés en manquent justement terriblement. Pour les marxistes la *culture* d'un peuple n'est pas un bagage originel, qu'il porte avec lui et qu'il a reçu de façon fabuleuse de son dieu national sur le sommet d'une montagne. Elle est le degré de développement de ses ressources vitales qui consistent à satisfaire avec plus ou moins d'efforts les besoins physiques et elle reste à des degrés moins évolués à cause d'un fait de « rendement », de concurrence effectivement *économique*, aussi vulgaire que puisse paraître notre critère de jugement aux idéalistes. Et nous sommes toujours les seuls qui luttons pour dépasser, dans le domaine social, le facteur de la concurrence : dialectique !

La polémique ouverte avec le discours d'avril 1921 se poursuit à propos d'étapes et d'occasions vitales : au III° congrès de l'I.C. de juin, au XI° congrès communiste russe de mars 1922, au IV° congrès de l'I.C. de novembre 1922. Les échos de cette polémique et de ses problèmes fondamentaux se trouvent enfin dans les derniers textes que Lénine écrivit après les dures maladies qui le conduisirent à la mort. Le contenu de cette position, définitif du point de vue doctrinal, est aujourd'hui, plus de trente après, définitif du point de vue historique. La thèse centrale est dure mais incontestable. La révolution russe dans ses aspects sociaux est une révolution démocratique bourgeoise ; le passage de cette dernière à la révolution prolétarienne avec ses caractères économiques spécifiques ne peut advenir qu'à la suite de la révolution européenne. Avant de mourir Lénine énonçait la condition théorique et historique ; celui qui vit aujourd'hui énonce simplement le fait. Ce passage n'est pas advenu. Mais dans les aspects *politiques*, c'est la contre-révolution qui est advenue : défaite bien plus grave que celle du repli sur des formes économico-sociales présocialistes, alors défendu par Lénine.

Mais la défaite est toujours telle que l'expérience et la théorie du développement russe dans ses contradictions dotent d'armes puissantes les luttes à venir du prolétariat du monde entier, elles sont l'oxygène vital pour la victoire intégrale du communisme.

Le seul fait que les philistins d'aujourd'hui s'attribuent l'étiquette de marxisme et de léninisme nous pousse à recueillir de ces manifestations de la vie de Lénine quelques autres moments cruciaux.

92. ASPIRATIONS AU CAPITALISME

L'échelle classique à cinq échelons des formes russes – patriarcat ; petite économie paysanne mercantile ; capitalisme privé ; capitalisme d'État ; socialisme – n'est pas une échelle historique parce que d'autres formes fondamentales telles que le féodalisme, l'esclavagisme et le communisme primitif n'y figurent pas. Il ne s'agit que d'une échelle des formes qui *coexistaient* à l'époque de la conquête du pouvoir de la part des bolcheviks. La prépondérance est donc donnée à la deuxième forme : la petite économie paysanne. Le passage de la 4° à la 5° forme n'est pas un objet de discussion à cause du développement des forces productives et du niveau de la « culture des masses », c'est-à-dire du bagage de capacité productive, d'aptitude à diriger la production, atteinte par la population et possédée par chacune des classes sociales. Clarifions cela avec notre langage, avant de le faire avec celui de Lénine : la culture et sa diffusion sont, pour le marxisme, une des *forces de production* qui, comme les machines, les *stocks* et la terre, doit être arrachée à la classe dominante ; mais la culture est ce qu'on lui enlève le moins facilement et le moins rapidement parce que, même en exterminant cette classe dominante, on n'y arrive pas et on n'accélère même pas le processus.

Donc, dure conclusion de Lénine : la tâche actuelle du pouvoir *socialiste* et de l'État ouvrier communiste est le passage de la forme deux de la petite économie au capitalisme sous deux formes : capitalisme d'État et même capitalisme privé. Fermez les yeux et avalez. Vous verrez qu'ainsi tout est en ordre, dans le seul intérêt de la révolution et du renversement du capitalisme.

En fait, Lénine rompt tout un arsenal de lances puissantes pour ôter aux révolutionnaires russes et non-russes leur phobie non seulement du capitalisme d'État, mais aussi du capitalisme privé, lequel dépasserait et remplacerait la petite économie étouffante.

On nous permettra de noter que la gauche communiste italienne et, à cette époque, la totalité du jeune parti communiste d'Italie, prouvèrent que s'elles acceptaient totalement alors – et encore aujourd'hui - les paroles de Lénine ce n'est pas parce qu'elles tombaient dans l'erreur banale de l'adoration d'un homme ; mais cette gauche contesta toutes ses thèses

centrales quand il s'agit de gouverner non pas l'évolution de l'économie russe mais la préparation politique révolutionnaire du prolétariat mondial, refusant toutes les manœuvres consistant à se rapprocher des partis ouvriers opportunistes, et soutenant qu'elles n'auraient pas servi à les disperser. La dialectique ne consiste pas à cultiver avec simplisme des formules paradoxales : faire marche arrière dans les mesures de l'État dans le domaine économique, après la conquête du pouvoir, signifiait alors éviter le désastre et sauver la révolution ; faire marche arrière avant la conquête du pouvoir mais avec un degré élevé des forces productives et de cette force productive spéciale qu'est l'expérience atteinte par la classe prolétarienne, pour prendre en remorque des masses contrôlées par la politique opportuniste, conduisait au désastre pour la révolution européenne.

Mais toute la démonstration de Lénine sur le cours économico-social en Russie, qui souleva des doutes non seulement parmi les camarades russes, mais – voyez donc un peu ! - justement parmi les éléments de mauvaise qualité accueillis dans nos rangs avec trop de largesse, fut immédiatement acceptée par la gauche italienne qui la trouva évidente et en rien nouvelle dans la mesure où elle provenait des anciennes traditions marxistes. Dans toute la presse de l'époque du parti italien on ne lira pas une seule ligne de critique de ce concept de lente évolution du développement des rapports de production en Russie ni de celui de l'attente que ces rapports se fixassent pour un temps en des formes capitalistes et même fassent des « pas en arrière » pour les susciter.

Nous voulons clairement montrer que la défense de Lénine ne se limite pas aux formes du capitalisme d'État mais s'étend aux formes du capitalisme privé en ayant recours finalement à ses écrits ineffaçables qu'aucune manœuvre future ne pourra faire entrer dans l'ombre, comme il en advient aujourd'hui, devant des masses dont la culture a reculé, pour les œuvres de Staline.

93. LA BOURGEOISIE « UTILE »

La presse italienne a rapporté ces derniers jours une nouvelle en provenance de la Chine présentée, selon l'habitude, comme l'ouverture d'un « cours nouveau » et la rétractation des positions et attitudes précédentes, alors qu'en général la contradiction ne réside que dans la confusion terrifiante des idées des diffuseurs de la « culture » officielle d'aujourd'hui.

On aurait décidé de ne plus détruire la bourgeoisie, ni non plus de l'exproprier, en se limitant tout au plus à fonder des entreprises et des sociétés dans lesquelles on trouve capital étatique et capital privé côte à côte. Forme que, comme tout le monde le sait, nous avons partout et spécialement en Italie mais qui chez nous est véritablement ignoble et réactionnaire non seulement à cause de la « couleur » de l'État, rouge de façon discutable en Chine, mais en Italie manifestement noir-tricolore. Chez nous, cette forme s'insère dans un développement historico-économique différent, entre les *échelons* d'une « échelle des formes sociales » bien différente dans laquelle, techniquement, capitalisme d'État et capitalisme privé concourent dans l'ignominie. Et non seulement en ignorance technique, mais aussi en capacité de brigandage.

Si j'étais un marxiste avec une tresse (son abolition est une singerie bourgeoise) [65], je conseillerais pour la Chine, géographique et historique, la formule excellente de la bourgeoisie utile non seulement comme personne (les bourgeois chinois pourraient devenir des fonctionnaires de l'État sans devenir idiots tout à coup comme en Italie) mais précisément comme forme sociale de production pratiquement réalisable, et quantitativement et qualitativement meilleure que les autres formes de cette société.

Un marxiste auquel ce raisonnement ne serait pas immédiatement limpide se trouverait gravement mal en point, ne disons pas pour diriger des partis et des États socialistes, mais

même pour la propagande modeste, pour la polémique courante que nous menons depuis au moins trois générations. L'adversaire de la rue nous dit : la production et la vie s'arrêteraient s'il n'y avait pas les patrons industriels, les bourgeois ; les ouvriers n'ajouteraient pas sur leur table ce que les bourgeois consomment mais les uns et les autres mourraient de faim. Si ce raisonnement est stupide, celui qu'on lui oppose tout le temps, en faisant une confrontation tortueuse et pénible entre une société avec des patrons et une société sans patrons, ne l'est pas moins car il s'agit alors de deux modèles utopiques envisagés en dehors de l'espace et du temps. C'est de plus une confrontation très scabreuse et qui ne convaincra personne à cause de la difficulté qu'il y a à comprendre ces raisonnements idéologiques économiques.

Pour celui qui n'est pas volontariste mais déterministe, il n'y a pas de formes économiques possibles à distinguer des formes *impossibles*. Il y a des formes que l'on peut constater dans la réalité et d'autres sûrement prévisibles.

La réponse que nous devons donner doit être comme toujours historique et se référer au cours historique. Il est indubitable, on doit le dire, que la classe bourgeoise, des chefs et des patrons d'industrie, peut avoir une fonction historique (elle en a toujours une) qui consiste à augmenter la production globale et, même si c'est de façon irrégulière, à augmenter la part de cette production dont la classe patronale ne s'empare pas pour sa propre consommation directe. À un certain stade les bourgeois donnèrent aux forces productives une organisation cent fois meilleure que l'organisation traditionnelle, et nous nous en réjouissons non seulement parce que l'on produisit mieux et plus mais parce que l'on franchit une étape nécessaire vers d'autres « améliorations ». Une fois les avantages de cette transition épuisés, la société se développe jusqu'au point où l'utilité sociale d'une classe diminue, cesse, et se transforme en un obstacle à abattre.

À cet argument habituel selon lequel le riche fait manger le pauvre, on ne doit pas répondre avec des projets banals : les ouvriers élisent un chef d'usine, ils réunissent de l'argent et donnent un traitement à un ingénieur, ou envoient un de leurs enfants à l'université ; et autres conneries aussi banales que celles de l'adversaire. La mentalité parlementaire bourgeoise est telle que l'on ne répond jamais à une connerie par la vérité mais par une connerie pire. Et presque tous nos néophytes nous sont arrivés par la voie de la démangeaison parlementaire.

On peut répondre ainsi : avez-vous vu disparaître la forme esclavagiste ? Eh bien, à l'époque de cette forme tous croyaient que le patron était indispensable pour maintenir les esclaves en vie. Et il y eut une époque où cette croyance était juste : le patron n'était pas seulement celui qui mangeait la meilleure portion mais aussi le seul qui possédait les *secrets* (culture de classe) sans lesquels la terre serait restée stérile, etc. Et pourtant aujourd'hui la terre produit et les hommes se nourrissent sans que l'esclavagisme n'existe.

94. RUSSIE ET CHINE

Admettons en théorie – la méthode qui consiste à faire peur avec des affirmations tranchantes aux camarades égarés dans de mauvaises directions est salutaire, et nous reprenons cette méthode, en bons élèves de Marx, Engels et Lénine – qu'un parti communiste chinois, avant et après la conquête du pouvoir, puisse affirmer que l'économie du pays est telle qu'elle ne peut fonctionner que si elle est dirigée techniquement et administrativement par des éléments de la classe bourgeoise, peu nombreuse, jeune et très intelligente ; admettons qu'il affirme de plus que sur l'échelle de cette structure sociale l'État doit assurer le passage de la petite économie industrielle légère à une économie de grandes manufactures et d'usines possédées par un seul patron (la société anonyme, dont le capital impérialiste bancaire – nous n'étudions pas ici la Chine économique – peut facilement s'emparer, peut n'être qu'une étape lointaine) et admettons enfin qu'il affirme qu'il faille passer de la petite agriculture à une

agriculture de grandes exploitations gérées par des entrepreneurs capitalistes, et même par des fermiers de l'État post-féodal. Ce sont des thèses marxistes admissibles. Et donc si la bourgeoisie chinoise, qui s'est faite attendre un millénaire sinon plus, était exterminée en quelques décennies, ou affamée ou poussée à fuir, le communisme perdrait quelques autres siècles, et le résultat serait une paralysie économique semblable à celle que Lénine avait crainte pour la Russie.

En outre cette bourgeoisie chinoise, qui reçut en héritage des classes dominantes précédentes une haute culture, même scientifique, a rapidement atteint le niveau de la bourgeoisie occidentale dans le domaine des connaissances techniques. De plus elle l'a fait, exceptée une minorité, sans se soumettre, fût-ce par esprit national, au capitalisme des empires étrangers. Et de plus, depuis 1912, cette bourgeoisie a lutté avec beaucoup de courage contre le féodalisme et le despotisme central et provincial les armes à la main, en se mettant à la tête des masses en révolte et en en secouant même l'inertie terrible.

Non seulement économiquement mais politiquement, cette bourgeoisie chinoise a une tâche historique dont nulle autre classe actuelle ne peut se charger, et elle doit parcourir ce cycle même s'il n'est pas impossible que dans l'avenir une de ces autres classes tente de construire l'État sur sa propre dictature. Quand cela arrivera, cette bourgeoisie aura passé – comme le dit le *Manifeste* pour la vieille Europe – sa culture au prolétariat qui aujourd'hui peut plus rapidement être mis en mouvement à cause de sa position internationale et de son lien avec le prolétariat des métropoles blanches, si ce dernier arrive à s'extraire de la fange visqueuse de ses *voies nationales au socialisme*, y compris les voies orientales.

Lénine ne se proposa pas de se servir de la bourgeoisie russe. Si – par absurde - il l'avait proposé, même nous, nous ne l'aurions pas supporté. La bourgeoisie russe, comme Lénine l'a dit tant de fois, et comme Staline et sa progéniture de bas étage et contre nature l'ont répété (comme feuille de vigne de leurs ignominies inénarrables), fut ou bien détruite physiquement ou repoussée physiquement à l'extérieur des frontières. Mais ce ne fut pas l'absence de la bourgeoisie indigène qui causa la ruine de l'économie et le recul de la production industrielle et de la production agraire en deçà du niveau déjà atteint sous le tsarisme.

Les différences sont fondamentales, économiquement, socialement et politiquement, par rapport à la Chine, et elles sont en rapport avec la distance géographique et historique qu'il y a entre ce pays et le capitalisme développé : plusieurs milliers de kilomètres et plusieurs siècles.

La bourgeoisie russe n'a pas lutté pour abattre le tsarisme, et elle a encore moins dirigé les classes petites-bourgeoises dans cette lutte. Dans la contre-révolution antibolchevique elle poursuivit sa fonction d'allié du despotisme et du féodalisme terrien avec lesquels, depuis sa naissance, elle partageait la fonction de gendarme contre-révolutionnaire de l'Europe. Une fois le tsarisme tombé, et après avoir vainement tenté de le transformer en une monarchie parlementaire, la bourgeoisie renforça étroitement ses liens avec les capitalismes étrangers qui avaient intérêt à étouffer en Russie le germe de la révolution mondiale. De par sa faible résistance au bolchevisme, malgré son alliance effrontée avec les opportunistes des partis ouvriers et paysans de droite, elle révéla son incapacité totale à gouverner le pays et à en diriger l'économie sociale.

Et en conclusion, la ruine de la machine productive russe dans les premières dures années qui suivirent la révolution d'Octobre avait ses racines non pas dans un sommeil millénaire puis dans un choc décisif entre les vieux régimes et les forces du nouveau capitalisme, mais dans les ruines produites d'abord par la guerre impérialiste dans laquelle la bourgeoisie russe, justement, avait entraîné la monarchie et la noblesse, traditionnellement liées au camp allemand, puis par la guerre civile, dans laquelle la bourgeoisie russe à

l'intérieur et dans l'émigration joua le rôle d'agent provocateur des forces étrangères, et trahit donc même son autre tâche historique, sa tâche nationale.

La bourgeoisie devait être physiquement anéantie comme classe, mais cet anéantissement devait avoir pour coût la mort de l'économie russe jusqu'à la révolution européenne. Mais cela ne signifiait pas qu'un cycle d'évolution dans des *formes économiques* bourgeoises était à exclure. La révolution qui avait été obligée de favoriser ouvertement la plus grande diffusion des formes petites-bourgeoises fut contrainte de demander une *culture* de type capitaliste aux bourgeoisies étrangères elles-mêmes, contre lesquelles elle était encore en guerre quelque temps auparavant. Lénine soutint cette position à propos des concessions, des locations d'entreprises, de l'appel aux spécialistes, de la reprise du commerce extérieur. Nous avons également lu qu'au moment tragique il demanda non seulement de favoriser le paysan moyen, mais de ne pas s'attaquer au paysan riche, au koulak.

La force énorme de la révolution bolchevique, du vivant de Lénine, fut que toutes ces formes furent appelées de leur nom : capitalisme bourgeois. Dans cette rubrique on range tant la petite production rurale que la grande industrie d'État, malgré la distinction rigoureuse faite à chaque instant entre le capitalisme d'État sous pouvoir bourgeois et celui sous pouvoir prolétarien.

95. CLASSE ET ÉCONOMIE DE CLASSE

La présence statistique d'une classe est une chose. La présence de formes sociales de classe en est une autre. Et la présence des forces de classe en lutte entre elles en est encore une autre. Pour repousser encore une fois l'idiotie mille fois entendue : vous dites que la Russie est capitaliste, mais où se trouve la classe capitaliste ? – reportons la formulation synthétique de Lénine au Troisième Congrès mondial. Paragraphe : « Le rapport des forces de classe en Russie ».

« La situation politique interne de la Russie soviétique est déterminée par le fait que nous voyons ici depuis quelques années et pour la première fois dans l'histoire mondiale deux classes seulement exister : le prolétariat, éduqué depuis des décennies par une grande industrie mécanique, très jeune il est vrai, mais moderne ; et les petits paysans qui constituent la majorité écrasante de la population ».

La présence de ces deux classes nous la trouverons également dans la constitution stalinienne de 1936, elle y a pour conséquence l'exclusion statistique des classes des propriétaires fonciers et des bourgeois industriels et commerçants. Mais nous verrons alors qu'on y a ajouté une troisième classe bien étrange pour Marx et Lénine : les « intellectuels ». Et dans le camp antistalinien d'alors nous verrons apparaître une autre, non moins chimérique, la fameuse « bureaucratie ».

Nous nous en tenons à Marx et nous refusons de faire entrer dans la *catégorie* classe les intellectuels et les bureaucrates, peste (et même, comme le dit brutalement Marx, merde) de toutes les sociétés de classe. Nous nous en tenons également à la formulation de Lénine qui va suivre, elle montre aux idiots comment les forces de classe doivent être étudiées à l'échelle du monde entier et comment elles agissent par-delà les frontières, chose que nous avons répétée maintes fois. Puisqu'en effet nous affirmons que dans la Russie d'*aujourd'hui* non seulement les « formes économiques » sont capitalistes mais que même le gouvernement politique est désormais capitaliste, à la question de savoir quelle est la classe sociale dont ce gouvernement est un des « comités d'intérêt », nous avons toujours répondu : la classe capitaliste mondiale.

« Les grands propriétaires fonciers et les capitalistes en Russie *n'ont pas disparu*, mais ils ont été complètement expropriés, battus politiquement comme classe dont les restes se sont cachés (sic !) parmi les employés de l'État du pouvoir soviétique. Ils ont conservé leur

organisation de classe à l'*extérieur*, dans l'émigration qui compte probablement d'un million et demi à deux millions d'individus et qui dispose de plus de cinquante journaux quotidiens édités par tous les partis bourgeois et ''socialistes'' (c'est-à-dire petits-bourgeois), des restes d'une armée et de *relations nombreuses avec la bourgeoisie internationale*. Cette émigration travaille de toutes ses forces et avec tous ses moyens pour détruire le pouvoir soviétique et restaurer le capitalisme en Russie. »

Ce rapport au III° Congrès mondial sur la tactique du parti russe contient la justification de la N.E.P. dans les termes que nous connaissons ; nous rapporterons quelques phrases très expressives des thèses économiques et le formidable coup final asséné à la social-démocratie et à la démocratie mondiale.

« La liberté pour le paysan de vendre ses excédents en contrepartie de quoi l'État ne peut lui donner les produits de l'usine socialisée, signifie liberté de développement du capitalisme ».

« L'État ouvrier loue un certain nombre de mines, de parcelles de forêts, de puits de pétrole, etc. aux capitalistes étrangers sans procéder à aucune dénationalisation, mais pour en recevoir des équipements complémentaires et des machines qui nous permettent d'accélérer la reconstitution de la grande industrie soviétique. En laissant aux concessionnaires une quote-part de produits précieux, l'État ouvrier paie certes un tribut à la bourgeoisie mondiale … »

Lénine termine son rapport avec une appréciation politique des plans des adversaires bourgeois, en rendant hommage à l'intelligence de Milioukov qui fait l'éloge des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks dont la tâche est de *faire le premier pas* pour expulser les bolcheviks du pouvoir. Cette fonction réactionnaire de la petite bourgeoisie, dit Lénine, confirme l'expérience historique de toutes les grandes révolutions européennes et il conclut en rappelant aux camarades russes un avertissement prophétique de Frédéric Engels dans une lettre à Bebel du 11 décembre 1884. « Cela – écrivait Engels, notons-le, à propos des lois exceptionnelles contre les socialistes allemands – n'empêchera pas la démocratie pure, au moment de la révolution, d'acquérir pour un bref moment une importance transitoire … *comme ultime ancre de salut de toute l'économie bourgeoise et même de l'économie féodale* (souligné par Lénine). Exactement de la même façon que toute la masse féodale et bureaucratique en 1848, de mars à septembre, a soutenu les libéraux allemands *pour freiner les masses révolutionnaires* (…) Dans tous les cas, le jour de la crise et le lendemain de celle-ci, *notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire groupée autour de la démocratie pure*. »

Ainsi les conquêtes irrévocables de l'école marxiste internationale passent de 1848 à 1884 et ensuite à 1921 : et ainsi, de 1926 à 1956, tout ayant le front de jurer fidélité à la « grande doctrine », les démocrates-populaires de Russie, des pays satellites, de Yougoslavie, d'Italie, de France les ont faites disparaître sous leurs pieds de porc, alors que nous, à l'écart il est vrai des grandes clameurs actuelles, nous continuons à marcher selon ces lignes directrices sur la route de la révolution communiste.

96. AVEC LE CAPITALISME, CONTRE LE « PETIT-BOURGEOISISME »

Lénine reviendra continuellement à la charge, et avec des formules toujours plus claires et courageuses. Dans un article d'août 1921 il dira ceci : « Nous faisons un grand nombre de concessions, dans les limites bien entendu où le prolétariat *peut* céder tout en restant une classe dominante … Nous cédons les établissements qui ne sont pas strictement nécessaires à des adjudicataires, y compris à des capitalistes privés (sic !) et des concessionnaires étrangers. Nous avons besoin d'un bloc ou d'une alliance de l'État prolétarien avec le capitalisme d'État contre l'élément petit-bourgeois ».

À ce moment apparaît une des formules exactes, nombreuses chez Lénine, qui ont été par la suite lâchement trafiquées en « construction du socialisme ». Par exemple : « Au milieu de la ruine terrible du pays et des forces du prolétariat exténué par une série d'efforts quasi surhumains, nous affrontons l'œuvre la plus difficile : jeter les fondements d'une économie véritablement socialiste, organiser l'échange régulier des marchandises (plus exactement : des produits) entre l'industrie et l'agriculture. L'ennemi est encore plus fort que nous : l'échange des marchandises procède de façon anarchique, individuelle, et il est entre les mains des spéculateurs ».

Ce passage, en raccourci, montre où est l'orthodoxie véritable, le radicalisme véritable, l'intransigeance véritable sur la théorie, bien différente de l'intransigeance démagogique et ronflante de certains ultra-gauchistes. Au moment même où Lénine obéit aux déterminations de l'histoire qui nous obligent à soutenir, les armes à la main, le capitalisme criminel, il comprend que c'est seulement dans sa praxis et dans son idéologie que chaque *produit* devient *marchandise*, et il ne veut pas appeler *marchandises* les produits du travail humain dont l'État prolétarien doit réaliser le double transfert entre l'industrie et l'agriculture. Il désigne ensuite comme marchandises les produits dont le capitalisme spéculatif s'empare, capitalisme spéculatif qui fait régresser le transfert *social* au niveau du transfert individuel, anarchique. En 1952, Staline se vantera de s'être dirigé depuis lors vers le but du socialisme intégral avec des bottes de sept lieues, mais il prostituera la doctrine en soutenant que l'industrie *socialiste* fabrique des *marchandises* et les fait circuler en respectant totalement la « loi de la valeur » !

La formule juste selon laquelle on doit construire les *fondements* du socialisme – et en d'autres termes l'économie de la grande entreprise, le capitalisme – alors que le socialisme vient de lui-même et n'est construit par personne, ni penseur, ni administrateur, nous la retrouvons dans le discours pour le quatrième anniversaire d'Octobre 1917.

« Notre dernier travail, le plus important, le plus difficile, le plus inachevé est l'organisation économique, la construction d'une base économique du nouvel édifice socialiste, à la place de l'édifice féodal détruit et de l'édifice capitaliste à moitié détruit. »

Et plus loin, une autre définition d'une audace déconcertante : « L'État prolétarien doit devenir un administrateur habile, *un commerçant en gros* sous peine de ne pas pouvoir mettre sur pied économiquement un pays de petits paysans. Il n'est pas possible (sic !) de passer maintenant au socialisme, dans les circonstances présentes à côté de l'Occident encore capitaliste (pour l'heure encore capitaliste !) ». La formule ne saurait être plus convaincante ; la réserve répétée et vigoureuse est qu'UNE condition pourrait changer : celle de la nature capitaliste de l'Occident. Mais aujourd'hui, après 35 années, celui-ci – que Satan veuille vite le foudroyer – l'est encore !

Lénine repense à la formule du marchand. « Un commerçant en gros semblerait un type économique loin du communisme comme le ciel l'est de la terre. Mais cette contradiction est justement et précisément une des contradictions qui, dans la vie réelle, nous transporte, en passant par le capitalisme d'État, de la petite entreprise paysanne au socialisme. »

Aujourd'hui, la Russie serait-elle arrivée au terme de cette voie, alors que la secousse de départ n'a même pas été donnée, le réseau kolkhozien de la terre n'étant rien d'autre qu'une fourmilière de petites entreprises paysannes mercantiles ? !

97. PAIX ÉGALE GUERRE

Que l'on nous permette d'extraire de ce discours de Lénine quelques gifles à flanquer sur l'autre joue, la joue politique, des commercialistes-pacifistes, fils avortés de Staline. Les paroles pourraient être récrites aujourd'hui, en novembre 1956, telles quelles. « Le problème des guerres impérialistes, de cette politique internationale du capital financier qui aujourd'hui

règne sur le monde entier, qui engendre *inévitablement* des guerres impérialistes nouvelles, et qui inévitablement exacerbe de façon inouïe l'oppression nationale, le brigandage, l'étouffement des petites nations, faibles et arriérées, de la part d'un groupe de puissances ''plus avancées'' … est une question de vie et de mort pour des dizaines de millions d'hommes … Dans la future guerre impérialiste … 40 millions d'hommes seront-ils massacrés au lieu des 20 millions morts dans la guerre précédente ; 60 millions d'hommes seront-ils mutilés au lieu de 30 ?

« Les serviteurs de la bourgeoisie incarnés dans toute la démocratie petite bourgeoise … se moquaient du mot d'ordre de la révolution d'Octobre : ''transformation de la guerre impérialiste en guerre civile''. Mais c'est l'unique *vérité* … au milieu des myriades de mensonges chauvins et pacifistes les plus raffinés. (Ici il s'agit de la guerre et de la paix ! Aujourd'hui, on dit que la guerre a éclaté entre les faux « partisans de la paix » ! *Quelle paix ?* disons-nous, nous marxistes).

« On ne peut se délivrer de la *guerre* impérialiste, et de la *paix* impérialiste qui l'engendre inévitablement, on ne peut se délivrer de cet enfer, *qu'avec la lutte bolchevique et la révolution bolchevique* ».

Mais aujourd'hui, les très répugnants personnages qui affirment suivre Lénine à la virgule près pataugent dans le bourbier des pacifistes (c'est-à-dire passent dans le noble rang que Lénine ici cingle : « la bourgeoisie et les pacifistes, les généraux et les petits-bourgeois, les capitalistes et les philistins, tous les chrétiens croyants et tous les paladins de la II° Internationale et de la l'Internationale II° et ½ ») et affirment que cette lutte et cette révolution utilisèrent le « défaitisme » comme *voie nationale russe*, particulière, accidentelle, au socialisme.

Voici une autre pierre de touche de leur « léninisme ».

« Qu'ils sachent ces messieurs que *cent millions d'hommes ont été arrachés à la guerre impérialiste*, à la paix impérialiste, par la *première révolution bolchevique*. LES RÉVOLUTIONS SUIVANTES ARRACHERONT TOUTE L'HUMANITÉ À DE SEMBLABLES GUERRES ET DE SEMBLABLES PAIX ».

Quand, ô charognards, vous qui avez mis Staline mort au bagne, enverrez-vous Lénine en hôpital psychiatrique ?

98. ŒUVRE COMPLÈTEMENT BOURGEOISE

Dans un article de novembre 1921, *Sur l'importance de l'or* (nous en citâmes une autre fois le passage savoureux : dans la société communiste il y aura effectivement une édification, on construira avec ce métal inutile les vespasiennes publiques) Lénine ne déconcerte pas moins le lecteur avec la proposition suivante : « D'où déduit-on que la révolution ''grande, victorieuse, mondiale'' ne peut et ne doit appliquer que des méthodes révolutionnaires ? Cela ne se déduit de rien, c'est complètement et absolument faux ».

Et il explique ce que la révolution a accompli. « L'unique chose que notre révolution a mené complètement à terme c'est *son œuvre démocratique bourgeoise*. Et nous avons le droit, plus que légitime, d'en être fier. ». À Naples, on dit : « Papale, papale ! » [66]

Mais nous, avec Lénine, nous l'appelons révolution socialiste. La raison n'en est pas « papale », nous l'avons exposée cent fois, et encore une fois au début de cette étude, dans la première partie consacrée à la lutte pour le pouvoir dans les deux révolutions russes.

« La partie prolétarienne et socialiste de son œuvre se réduit à trois aspects principaux. » Le premier est la *sortie révolutionnaire de la guerre impérialiste*. Le deuxième est la première réalisation historique, dans les Soviets, de la dictature du prolétariat pour laquelle « l'époque du parlementarisme démocratique bourgeois est terminée ». Le troisième est l'« édification des bases économiques (encore et toujours les *bases*) du régime socialiste. »

Suivent des paroles à méditer (à méditer aussi la façon dont elles ont été traduites) : « Dans ce domaine, le plus important, l'essentiel n'a pas encore été accompli. Or, c'est notre œuvre la plus sûre (comment peut-elle être sûre si elle est inachevée en Russie et si ailleurs la condition politique intégratrice, le pouvoir d'État, manque totalement ? Le sens est celui de l'adjectif : nécessaire, fondamental, basique), la plus sûre (sic ! répété) du point de vue théorique et du point de vue pratique, du point de vue de la Russie et du point de vue international ».

« Puisque le plus important n'a pas encore été porté à son terme pour l'essentiel (cette fois-ci, la forme mise à part, le sens est évident), il faut encore concentrer toute notre attention sur lui ».

Il est inutile de répéter que l'on démontre ici que *l'anneau à saisir est la réanimation du commerce intérieur*. Si nous ne l'empoignons pas *nous ne parviendrons pas à créer les « fondements » des rapports socialistes économiques et sociaux*.

Et encore une fois : « Cela peut sembler singulier. Communisme et commerce ? Ces choses semblent absolument incompatibles, lointaines et leur rapprochement absurde ! Mais si l'on réfléchit, du point de vue *économique*, il n'y a pas plus loin de l'un à l'autre que du communisme à la petite économie paysanne, à l'agriculture patriarcale (lisez : bien présents dans notre pays, où le commerce est un stade encore pratiquement nouveau) »

Nous ne pouvons qu'indiquer à nos camarades tout ce qui s'ensuit sur le rapport marxiste entre *réforme et révolution*. Une chose est de critiquer le réformisme de l'État bourgeois, une autre est de s'obstiner de façon capricieuse et sentimentale à ne pas voir que les grandes formes économiques se substituent les unes aux autres non pas par des sauts mais en traversant de longues phases de transition, et il est vain de condamner et dénigrer le *vil commerce* déjà méprisé par l'esprit « patriarcal, vieux-russe, semi-aristocratique, semi-paysan ».

La tâche socialiste consistait alors à introduire le commerce bourgeois [67]. En l'appelant à haute voix, par son prénom et son nom.

99. CAPITALISMES D'ÉTAT

Lénine n'avait pas été frappé par sa première maladie quand il développa au XI° congrès du parti russe, le 27 mars 1922, son puissant rapport politique. C'est un tableau véritablement complet de tout ce que nous avons traité auparavant dans cette étude. Un de ses objectifs prioritaires est encore de conjurer l'hostilité à admettre que l'on ne prépare pas une économie socialiste mais que l'on facilite la voie au capitalisme d'État. Lénine admet qu'il s'agit de « capitalisme » au sens propre du terme. Mais il pense que l'appréciation marxiste de l'étatisation du capital, qui est sans aucun doute totalitairement négative quand elle est réalisée sous le pouvoir bourgeois, doit changer quand cette étatisation de la production est réalisée; toujours sous des formes « techniquement » (nous ne faisons pas référence ici à la technologie industrielle mais au type de gestion administrative) identiques à celles des entreprises privées, par un État politiquement prolétarien. Lénine dit que l'on ne trouve rien sur ce sujet dans Marx : cela ne nous semble pas exact. Quand dès 1848, il est établi que les premières mesures de l'État ouvrier après le renversement politique de la bourgeoisie seront, dans les différents pays, limitées à quelques mesures de type purement bourgeois (banque d'État, transports d'État, rente foncière à l'État, impôt fortement progressif, abolition du droit de succession, augmentation du nombre des « ateliers nationaux »), ne fonde-t-on pas la description d'un capitalisme d'État administré par le prolétariat comme base du socialisme intégral ? Sur ce point les marxistes ont eu de longues discussions et ont commis de nombreuses bévues en ne remarquant pas que Marx et Engels, des dizaines de fois, ont averti que cette liste des interventions dans les rapports de production ne concernait que les pays arriérés et par la suite nombre de ces points avaient formé le contenu des mesures prises par

des États bourgeois. Dans tous les cas Lénine veut dans ce passage critiquer la grande confusion faite par d'autres camarades et par Boukharine lui-même sur ce sujet.

Lénine montre tous les aspects originaux du capitalisme d'État qu'il faut développer en Russie. C'est une situation, dit-il, jamais vue dans l'histoire. « Le noyau de la question réside dans la compréhension qu'il s'agit du capitalisme que nous pouvons et devons permettre, que nous pouvons et devons maintenir à l'intérieur de certaines limites parce que ce capitalisme (faites attention) est nécessaire aux masses paysannes, et (faites encore plus attention) au capitalisme privé qui doit commercer (écoutez bien !) de façon à satisfaire totalement les besoins des paysans ».

Trotsky, dans un discours mémorable au IV° congrès, expliqua qu'il s'agissait d'une économie prolétarienne avec une comptabilité capitaliste, l'enregistrement des rapports entre les parties en jeu (ouvrier, entreprise, État) au moyen de la méthode capitaliste. Nous avions observé que la question ne se limitait pas à un problème de « comptabilité » mais qu'il s'agissait de la substance même du rapport (salaires en monnaie, bilan des entrées et des dépenses, des ventes et des achats, mesuré en valeur et soldé avec un bénéfice actif). Lénine exprime ainsi ce point : « Il est nécessaire de rendre possible (écoutez bien !) le cours normal de l'économie capitaliste et celui de la circulation capitaliste qui sont indispensables au peuple et sans lesquels il est impossible de vivre ».

Lénine rassure ses contradicteurs sur la rigueur des mesures prises envers les concessions : il n'y avait à ce moment-là que 17 sociétés « avec des capitalistes russes ou étrangers ».

Arrivé à un tel point, dans un passage très intéressant, Lénine ne discute plus avec les communistes mécontents, comme Boukharine, mais avec ses adversaires déclarés, le groupe des « smenoveknovzi » [68] qui prônaient la défense des bolcheviks dont la tâche historique était de construire l'État national russe bourgeois. Vous vous tromperiez lourdement si vous croyiez que Lénine s'acharnait contre eux comme il le faisait contre les camarades qui s'étaient trompés. Il dit qu'il est utile de les étudier et il leur fait presque des compliments. Alors que tout le monde dissuade (mais le capital a-t-il eu si peur ? Il serait indigne de l'apologie que Marx en fit [69]) les capitalistes de se laisser tromper par la *tactique* des bolcheviks qui les invitent à importer en Russie leurs capitaux, pour la raison qu'ensuite les bolcheviks les confisqueraient, les « smenoveknovzi » disent qu'il ne s'agit pas d'une manœuvre mais d'une évolution historique réelle qui conduira à l'État bourgeois ordinaire. Lénine dit qu'il s'agit de l'absolue vérité de classe, dite par un ennemi de classe.

100. SALUTEM EX INIMICIS

Convenons que si en une quarantaine d'années les révolutionnaires sont devenus complètement cons, les contre-révolutionnaires ne le sont pas moins. Nous avons la chance d'en avoir fréquenté alors et d'en fréquenter encore aujourd'hui. C'est que nous vivons aujourd'hui au milieu d'une société qui empeste la décomposition. Masses de roublards, mais de lâches et d'ignorants des deux côtés ; personne n'a jamais la force de croire son ennemi.

Lénine semble sentir longtemps à l'avance le mal qui s'avance. Écoutez et admirez. « Je pense que cet Oustrialov (un ancien ministre de Koltchak, un homme que Lénine aurait fait fusiller sans une minute d'hésitation et qui aurait fait la même chose de Lénine si l'occasion s'était présentée) avec sa déclaration franche nous rend un grand service. Nous sommes contraints, et moi spécialement par mes fonctions, à entendre tous les jours des blagues communistes doucereuses qui parfois donnent mortellement la nausée. Et voilà qu'au lieu de ces mensonges douceâtres nous parvient un numéro du journal *Smena Vekh* qui dit franchement : ‘‘Chez vous les choses ne sont pas comme vous le croyez, c'est le fruit de votre imagination ; en réalité vous êtes en train de retomber dans le marais bourgeois habituel là où

vos banderoles communistes se dressent avec toutes sortes de mots d'ordre'' ». Et Lénine ajoute que ce sont des observations très utiles : « Il ne s'agit plus du simple refrain que nous entendons éternellement autour de nous, mais de simple vérité de classe dite par notre ennemi de classe ». Lénine insiste longuement sur ce point et rit du fait que des choses semblables ne puissent pas être imprimées en Russie. Il préfère les Oustrialov à ceux qui « se donnent des airs de communistes tels que, de loin, on ne peut pas savoir s'ils croient en Dieu ou en la révolution communiste. »

On dirait que Lénine, dès ce moment-là, en avait plein le dos des vantardises dangereuses : nous avons fait la révolution communiste jusqu'au bout, nous avons fabriqué le communisme « de toutes pièces » [70]. Les choses dont Oustrialov parle (l'édification d'un État bourgeois du type classique), dit-il, sont possibles, il faut le dire ouvertement. L'histoire connaît des changements de toutes sortes : en politique, faire confiance aux convictions, au dévouement, et à d'autres magnifiques qualités spirituelles, n'est pas une chose sérieuse ; tous les événements historiques sont produits par des masses gigantesques qui traitent parfois sans trop de cérémonies les quelques individus qui ne leur conviennent pas. ». Lénine fait allusion à la façon dont les paysans trouvent de quoi se nourrir. Ici nous pénétrons dans la philosophie du marxisme. Le protagoniste dans l'histoire n'est pas l'individu mais la masse et celle-ci ne réagit pas avec des formulations littéraires ou des bulletins de vote, mais ses réactions parallèles ont leur origine directement dans leur besoin et leur estomac.

Tout cela scandalisera maint hypocrite attaché aux *qualités spirituelles* dont Lénine se moque, parce que le premier est autant doué de telles qualités par rapport à Lui que peut l'être une carotte comparée à Léonard de Vinci.

Mais Lénine assène un coup encore plus violent. Il cite plus loin la brochure d'un camarade de Vesiegonsk, Todorsky ; ce dernier raconte qu'après avoir mis k.o. les bourgeois du gouvernement de Tver, il les obligea à construire un établissement industriel parce que lui n'aurait pas su le faire. Lénine se plaît à faire cette conclusion : « Vaincre la bourgeoisie, la réduire à la dernière extrémité n'est que la moitié de notre tâche ; il faut la contraindre à travailler pour nous ».

Et là Vladimir, au moyen d'un super-coup de pied au cul, nous libère de tous les maquereaux passés, présents et à venir : « L'IDÉE DE CONSTRUIRE LE COMMUNISME AVEC LES MAINS DES COMMUNISTES EST PUÉRILE, ABSOLUMENT PUÉRILE ».

Nous nous débarrassons l'estomac de cette « construction » qui en attaque les puissantes facultés digestives. « NOUS NE POURRONS DIRIGER L'ÉCONOMIE QUE SI LES COMMUNISTES SAVENT CONSTRUIRE CETTE ÉCONOMIE *AVEC LES MAINS D'AUTRUI*, ET SI DANS LE MÊME TEMPS ILS APPRENNENT DE LA BOURGEOISIE ET LUI FASSENT SUIVRE LE CHEMIN QU'ILS ONT CHOISI ».

Allez vous faire foutre [71], ô *constructeurs*, et que l'on ne parle plus de vous !

Nous ne pouvons pas, dit Lénine dans ce texte, instituer une distribution communiste directe. Nous devons donc ravitailler la population au moyen du commerce ; mais *nous ne devons pas le faire plus mal que les capitalistes*.

C'est alors que la puissante image du *fumier* intervient. Donc, disent les opposants à la Bauer, vous êtes des révolutionnaires bourgeois. « Mais nous disons que c'est notre tâche que de porter à son terme la révolution bourgeoise. Comme l'a dit un journal des gardes blancs (certainement celui déjà cité) depuis 400 ans le fumier s'est accumulé dans les bureaux de l'État ; et nous avons, en quatre ans, fait disparaître ce fumier médiéval. Cette opération nous la tenons pour notre plus grand mérite ». Même si, veut dire Lénine, c'est une opération bourgeoise que la bourgeoisie n'a pas osé tenter.

101. ADIEU DE LÉNINE

Après une première guérison incroyable, Lénine parlera au IV° congrès mondial, comme toujours avec une clarté splendide. « Le capitalisme d'État, même s'il n'est pas une forme socialiste, serait pour nous et pour la Russie une forme préférable à la forme actuelle. Quoique nous eussions déjà accompli la révolution sociale, nous comprenions depuis 1918 qu'il aurait mieux valu (sic !) parvenir d'abord au capitalisme d'État et seulement ensuite au socialisme ». Lénine répète les caractéristiques originales du capitalisme d'État russe ; il rappelle à juste raison qu'il est important que l'État politiquement ouvrier soit le propriétaire *de la terre* : si les paysans en ont la jouissance, l'État ouvrier en tire une rente foncière sous la forme d'un impôt en nature.

Lénine ne pourra plus donner de grande contribution à l'édifice colossal du marxisme théorique né, lui aussi, des fondements jetés par l'histoire. Mais s'il y avait travaillé ultérieurement, il aurait toujours, comme nous l'avons vu faire pendant des décennies, donné l'orientation en se référant aux anciens principes.

Son écrit sur la *coopération* fut exploité par la suite pour magnifier comme « socialiste » la forme des kolkhozes. Mais cet écrit de janvier 1923 se limite à dire que les coopératives, sous un État socialiste, ne seraient pas, comme dans l'État bourgeois, des entreprises *privées mais des entreprises collectives*, dans la mesure où elles travailleraient *avec la terre et les moyens de production qui appartiennent à l'État*.

Donc Lénine, dans sa vision, pensait à des coopératives agricoles sans petits champs individuels et sans capitaux ou stocks individuels.

En fait il relie cette voie au socialisme à la réalisation d'une « révolution culturelle » non encore réalisée et qui aurait pour tâche de dépasser l'arriération paysanne qui est due à l'isolement des habitations.

« À l'heure actuelle, il nous suffit d'accomplir cette révolution culturelle pour devenir un pays complètement socialiste (chose différente, notons-le, du socialisme économique intégral [72]) ; mais pour nous cette révolution culturelle comporte des difficultés incroyables, tant de caractère culturel (parce que nous sommes des analphabètes) que de caractère matériel (parce que pour devenir cultivé il faut une certaine base matérielle, un certain développement des moyens de production) ».

Au XII° congrès du parti, en janvier 1923, Lénine, étant de nouveau malade, ne put qu'envoyer des propositions écrites.

Son dernier écrit *Mieux vaut moins mais mieux*, tout du moins le dernier écrit qui, au milieu des fameuses luttes, parvint au public, date du 2 mars 1923. Mais nous ne sommes pas ici à la chasse au « testament » que nous laissons à l'histoire anecdotique sinon cancanière.

Nous ne sommes pas intéressés par le testament de celui qui a montré qu'il avait su et pu s'insérer dans une ligne historique sans fracture, pendant presque quatre décennies, avec une continuité qui ne permet pas d'opposer une phase à une autre, et qui empêche que l'on se pose la question pusillanime de savoir s'il faut choisir la dernière de ses positions. Il n'y pas de changement de positions : l'homme appartient au parti, être qui vit par-delà les générations biologiques. Nous retrouvons cette ligne également dans les faits qui arrivèrent bien après sa mort et nous sommes certains qu'on la retrouvera dans des faits encore plus éloignés de lui et de nous.

Lénine revient encore une fois sur l'Inspection ouvrière et paysanne. L'*Inspection* est une phase qui précède la pleine *gestion*, et quand on arrivera à une gestion ouvrière sociale il y aura encore à inspecter, mais seulement avec des organes ouvriers, l'ennemi futur : l'économie paysanne. Parce que dans la vision de Lénine la lutte future entre les deux classes n'est pas bêtement abolie, comme elle l'est dans le stalinisme !

Le dernier tour d'horizon de Lénine que nous ayons porte sur le problème de la révolution internationale, centre de toute son œuvre doctrinale et militante.

« Il nous est difficile de nous fonder sur la confiance des paysans *jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays les plus avancés* ».

Le jugement ultime de Lénine sur la conjoncture mondiale prévoit une très faible crise du capitalisme, malgré la menace d'un soulèvement de l'Orient dont les pays « ont définitivement conformé leur développement à celui du capitalisme européen ».

« Nous nous trouvons face à la question : serons-nous en mesure de résister, avec notre petite et très petite production paysanne, dans notre situation désastreuse, jusqu'à ce que *les pays capitalistes d'Europe occidentale* aient accompli leur évolution vers le socialisme ? »

Lénine tire du développement international une série d'interrogations sur la guerre prochaine et la possibilité pour la Russie d'y être ou de ne pas y être entraînée.

Il revient enfin à la politique « intérieure ». Il insiste sur le maintien de la confiance des paysans en un État ouvrier qui sache être peu coûteux et éviter tout gaspillage. Lénine répond par la négative à la question : sera-ce alors le règne de la mesquinerie paysanne ? Avec une dernière image vigoureuse, il prévoit que le prolétariat, à condition qu'il fournisse de gros efforts, réussira à passer de la pauvre haridelle paysanne à son propre cheval : celui de l'industrie mécanique et électrifiée [73].

Il s'agit encore d'une base technique du socialisme qui résoudra le problème de la vie, mais non pas celui de la société nouvelle. Du passage de la petite à la grande économie, qui est justement la base, mais rien d'autre, du socialisme.

Moins d'un an après, Lénine mourait.

102. LES MOMENTS DU COURS ÉCONOMIQUE

Les graves événements historiques qui s'insèrent entre la mort de Lénine et nous, en raison des émotions vibrantes infligées à l'humanité dans sa totalité durant le temps d'une génération entière, sont difficiles à exposer puisque l'on se presse pour en donner les principaux et trop nombreux noms fameux, objets de louange fanatique ou d'infamie de différents côtés, et même, dans les derniers épisodes qui ont secoué le monde il y a peu de temps, alternativement objets d'exaltation et de diffamation – on ne doit pas utiliser un autre mot - par la même bande.

Il ne sera pas possible de taire les noms des hommes qui sont tombés et de ceux qui ont été vainqueurs, ne serait-ce que pour être correctement compris par tous ceux qui se rappellent cette époque présentée de façon déformée par une des plus puissantes organisations de l'histoire humaine. Mais il faut malgré cela parvenir à donner, au moins dans des schémas substantiels, le cours des rapports de production réels et le jeu des classes sociales et des forces économiques, en se libérant au moyen d'effort de l'abus falsificateur fait depuis tant et tant d'années des formules classiques de notre doctrine.

Les phases de la transformation sociale peuvent se diviser en périodes qui sont délimitées entre elles par des frontières sur lesquelles les divers camps tombent d'accord ; comme dans le triste *Bref Cours* officiel de l'histoire du parti et dans les analyses toujours vigoureuse et loyales, même pour celui qui ne peut les accepter toutes du point de vue doctrinal, du très grand Trotsky. Ces étapes historiques étant vivantes dans la mémoire de tous, leur trame sera utile à l'approfondissement de notre terrible problème.

Les deux premières phases vont d'Octobre à la mort de Lénine et ont été exposées et traitées dans ce qui précède. Les autres commencent en 1924 pour ces deux sources ennemies et arrivent à peu près à la veille de la deuxième guerre mondiale, en 1937. Les autres datent d'hier et d'aujourd'hui.

I. 1918-1920. Guerre civile. « Communisme de guerre ».

II. 1921-1925 . Reconstruction de l'économie intérieure. N.E.P.

III. 1926-1929. Industrialisation. Offensive contre les koulaks. Lancement du premier plan quinquennal.

IV. 1930-1934.Développement de la forme « kolkhoze » dans l'agriculture (ce processus est défini comme *collectivisation agricole* : mieux dit en langage marxiste, le kolkhoze doit être défini comme une forme mixte entre la production agraire parcellaire et la production coopérative).

V. 1935-1938. Affirmation de l'« édification socialiste » dans la seule Russie. (En terme adéquat : croissance imposante du capitalisme étatique dans l'industrie et du semi-capitalisme étatique et coopératif dans l'agriculture).

VI. 1939-1945. Guerre mondiale et alliance avec les États capitalistes.

VII. 1946-1955. Lutte pour la domination du monde et « guerre froide » avec les alliés d'Occident.

VIII. 1955 … Coexistence pacifique avec l'Occident et émulation économique.

Nous serions d'avis de proposer pour toute la *grande période* 1934-1955, et au-delà, la dénomination de période d'accroissement quantitatif de la masse de la production et, si c'était permis, de « quantitativisme productif », car il s'agit d'un caractère économique constant, malgré les changements politiques : la série concerne surtout les formes économiques.

103. LIMITES DE LA GESTION ÉCONOMIQUE

Tout cela sera traité par la suite, et ce doit l'être en dehors du préjugé selon lequel il s'agirait des tournants d'une « politique économique libre » de l'État et du parti qui dans les deux premières périodes avaient consolidé leur propre pouvoir et qui auraient pu, selon les suggestions de telle ou telle « tendance » reflétant des programmes et des possibilités différentes, prendre une ou une autre voie sur le chemin historique de la société russe. Ce sont au contraire les conceptions opposées et qui entrèrent en conflit (en tenant compte également de la nature, presque toujours suspecte, du matériel qui nous a été transmis) qui devront être expliquées par l'influence nécessaire de la modification des rapports économiques.

Malgré notre thèse théorique très ferme, essentielle pour les marxistes, selon laquelle même le chef le plus doué dans la lutte ne peut être considéré dans son œuvre de direction théorique et dans son organisation de l'action comme cause motrice des événements, nous soutenons que nous conservons le droit de faire une constatation. Le matériel nécessaire à une coordination décisive des faits qui mettent en lumière les forces du sous-sol social - avec la critique de l'appréciation contemporaine, ou des appréciations contemporaines, des tâches de l'État et du parti, en ordre et en cohérence ininterrompue avec les positions générales de la doctrine de l'école russe et internationale marxiste qui est unique -, après la fin des apports dus à Lénine, a en grande partie fait défaut, et il s'agit de relier des fragments qui s'avèrent discontinus et contradictoires.

Tous ceux qui traitent de ces questions sur la tâche du parti ne cessent de se réclamer de Lénine, de son enseignement, avec des résultats différents, mais on ne retrouvera plus la ligne indiscutable d'une lecture claire des faits et la démonstration indubitable qu'ils s'encadrent sans la plus petite hésitation dans la doctrine et dans les traditions de l'orientation de la lutte du parti. Il a fallu écarter les falsificateurs stipendiés, une fois cela fait il reste bien peu pour trouver ne disons pas des jugements décisifs mais des éléments sûrs, et même des éléments statistiques. En pénétrant dans ce domaine obscur, peu échappent à la tentation de regretter qu'« on ne laisse pas librement discuter » et ce premier pas conduit à glisser, à rebours, dans la chaîne des conceptions antimarxistes et bourgeoises. Même Trotsky, chef historique que l'on peut comparer à Lénine, et marxiste digne de lui, ne se libère pas totalement de tous ces pièges ; il est presque impossible aux très grands combattants battus,

après avoir obtenu des victoires si lumineuses, d'atteindre la rigueur scientifique quand ils font l'histoire de leur funeste ruine personnelle [74] ; c'est d'autant plus impossible à un Trotsky qui avait un tempérament de gladiateur et qui n'évitait pas de concevoir la puissance de sa propre volonté comme la cause de la défaite de l'ennemi vaincu par les forces arbitrales de l'histoire qui dépassent les personnes.

Jusqu'au plus grand débat qui nous reste intact, celui de décembre 1926 dont nous avons plusieurs fois parlé, il ne semble pas y avoir eu de désaccord sur l'unicité de la route qu'il s'agissait de suivre, et les réticences idéologiques, qui ne manquèrent certes pas, trouvèrent une limite irréfutable dans les systématisations successives, théoriques et en même temps réalistes, de Lénine.

Le débat de 1926 établit avec fermeté le fait historique que ni Lénine, ni d'autres, lui vivant, et même jusqu'à 1926, n'avaient négligé la thèse selon laquelle l'objectif futur auquel tous les autres devaient être subordonnés était la diffusion de la révolution et de la dictature communistes bien au-delà des frontières de la Russie, et malgré les échecs en chaîne des tentatives de la classe ouvrière d'avant-garde dans presque tous les partis d'Europe.

La politique de l'administration de la Russie suffisait, même s'il s'agissait d'une gestion précaire, chaotique, puisque le principe de la perspective du communisme mondial était que l'économie russe se serait dirigée vers le socialisme non seulement aux côtés mais, indubitablement, à la suite de la révolution dans une grande partie de l'Europe.

La pratique économique du parti avait une consigne simple : attendre sur le roc du pouvoir conquis ; elle n'avait pas la consigne de transformer, et encore moins celle stupide, et qui prévalut par la suite, de *construire*.

104. ATTENDRE SIGNIFIE VIVRE

Il apparaît clairement qu'attendre sur une position conquise, atteinte, veut dire avant tout ne pas en reculer au cas où elle est attaquée ou menacée. Le sens de la première phase du post-Octobre est simple : défense du pouvoir révolutionnaire contre les vagues terribles des adversaires de classe intérieurs ou étrangers. Mais, même pour se défendre et résister, objectif militaire et politique extrême, il faut vivre, il faut assurer le ravitaillement et les munitions pour les armes à feu. L'économie se réduit alors à ceci : prendre en dehors de tout échange et de tout droit ce que l'on trouve matériellement, et surtout si l'on peut l'ôter à l'ennemi ; sauver la vie physiologique de la population et de l'armée, de la ville et de la campagne.

Étant donné que la guerre internationale, puis la guerre civile, avaient réduit les ressources du pays russe à une faible part de ce qu'elles étaient sous le tsarisme lui-même et avant la guerre, la question de tirer le plus grand rendement possible des forces productives, en supprimant par la force les obstacles à leur dynamique, n'avait alors aucun sens. Consommer ce que l'on trouvait et produire comme l'on pouvait, voilà ce qu'était la seule formule de « politique économique ».

Puisque, parmi les ressources productives dont on peut constater physiquement la présence et que l'on peut inventorier sûrement, que l'on ne peut créer au moyen de syllogisme, la première est la tradition de la capacité productive des groupes humains ; dans une situation si difficile c'était déjà un succès de réaliser une production minimale pour la consommation réduite, même dans les formes primordiales correspondant au stade atteint par l'état de la terre, par l'équipement en outils, par la faible préparation des bras humains et la très faible préparation des esprits.

On ne peut pas reprocher aux communistes - dont la doctrine n'est présente que parce qu'elle a pu germer sur des faits de société et par des causes sociales bien plus développées et bien plus complexes - d'avoir cru en le *miracle* qui consistait à trouver le salut dans l'application immédiate de formes, de « dispositifs » de la société dont nous avons démontré

que l'avènement est scientifiquement possible. La tâche même de projeter la révolution dans la vieille, sage et grasse Europe, dans un tout autre « terrain de culture », exige que l'on puisse, même comme symbole, même comme signe distinctif du combat, dire aux masses en attente de nouvelles que les fruits de la révolution ont commencé à être récoltés, tout en invitant aux semailles en grand style les frères d'outre frontière. Même ceux d'entre nous qui dès la première heure se moquèrent de la façon de présenter le « modèle » du communisme, méthode liée aux vieilles utopies désintégrées par la critique géniale de Marx (et lié à l'inimaginable comportement démentiel de ceux qui aujourd'hui présentent le communisme fabriqué « des mains des communistes » et mis dans une vitrine absurde), même nous, nous avons joui d'éprouver dans les rues inachevées de Moscou et de Petrograd, au milieu des misères et parmi les traces des batailles, l'impression, même symbolique, que les formes bourgeoises propriétaires, pécuniaires, avaient commencé à se désagréger.

Cependant et bien que nous l'ayons largement citée, nous trouvons que la démonstration de Trotsky sur le « communisme militaire » et l'économie de ville assiégée n'est pas à la hauteur de celle de Lénine quand il s'agit, pour eux deux, d'expliquer, comme nous l'avons rapporté, que la N.E.P. avec sa levée des obstacles aux formes commerciales, c'est-à-dire capitalistes, ne contenait absolument pas une orientation différente des précédentes ni une renonciation au chemin vers le socialisme, socialisme international, car nous ne le connaissons qu'international.

105. DIRECTION EN ZIGZAG ?

Trotsky veut arriver à la conclusion que les consignes du centre de l'État et du parti, sous la direction du même groupe, le groupe stalinien, se succédèrent dans la dispersion et les contradictions. C'est vrai mais cela ne suffit pas à établir qu'en changeant le groupe et son chef, ou même en en demandant la désignation à ces sources que l'on dénomme *masse* ou *base*, mais avec une vision trop sommaire du tableau intégral, on aurait avancé *tout droit* et non en zigzag.

Même Lénine, dans sa défense de la N.E.P., parle de retraite, retraite organisée pour en éviter une pire et pour pouvoir plus sûrement reprendre le chemin. Mais ce concept préliminaire, didactique et polémique vis-à-vis de celui qui avait bien peu appris de la réalité vivante et de la doctrine solidement établie, n'est pas celui du zigzag. Il ne s'agit pas d'un chemin qui change tout le temps de direction, en imposant des tournants, des virages à la route, mais d'un chemin qui reste rectiligne, seule la vitesse à laquelle on le parcourt change, sans changer de direction. Même si l'on recule, on ne change pas de « direction », mais seulement de *sens* du mouvement, et on peut le faire pour poser le pied sur un *échelon*, la main sur un *anneau*, ce qui permet de repartir en avant et mieux, sans avoir perdu son chemin, sans avoir changé de but final.

La froide métaphore géométrique prend vie et s'éclaire dans l'exposition systématique de Lénine qu'il a le génie d'appuyer sur une analyse datant non pas de 1921, après la prétendue *désillusion* sur la vitesse que pouvait prendre la transformation économique, mais qu'il avait développée immédiatement après la révolution en 1918, et en stricte cohérence – nous estimons l'avoir prouvé - avec toute la science de la structure particulière de la Russie qu'il avait élaborée tout au long de sa vie.

Trotsky semble tenir à prouver que le parti, entre la première et la deuxième phase, en effet *changea de direction*, vira de bord. Dans La *Révolution trahie*, écrite en 1936, il s'exprime ainsi :

« Le communisme de guerre était au fond une réglementation de la consommation dans une forteresse assiégée. Il faut toutefois reconnaître que les intentions premières du Gouvernement des Soviets furent plus larges. Il tenta avec espoir de tirer de cette

réglementation une économie contrôlée tant sur le plan de la consommation que sur celui de la production. En d'autres termes, il pensa passer peu à peu, sans modifications du système, du ‘‘communisme de guerre’’ au communisme véritable. »

Comme preuve de cette argumentation largement erronée, Trotsky cite le programme adopté par le parti bolchevik en 1919 qui disait : « dans le domaine de la distribution, le pouvoir des Soviets poursuit de façon inflexible la substitution au commerce d'une distribution des produits organisée à l'échelle nationale avec un plan d'ensemble ».

Si le lecteur revient à ce que nous avons répété maintes fois à propos du congrès de 1919, et même directement sur son programme et sur les rectifications de principe que Lénine y apporta en correction des thèses de Boukharine, il pourra vérifier que les thèses économiques sont justement celles qui serviront à justifier la ligne de la N.E.P., et Lénine y exprime les mêmes idées qu'en 1918, idées auxquelles il se reliera d'ailleurs en 1921. L'économie du capitalisme de type monopoliste, et même l'économie du capitalisme totalement privé (indubitablement mercantile), ne sont pas pour la Russie des phases dépassées, mais des phases qu'il est souhaitable d'atteindre.

Lénine rédigea et approuva ce programme : et pourquoi ne devait-on pas y dire que le parti *poursuit* la suppression du commerce ? La position dialectique de Lénine était que, même en incitant à la naissance et à l'accroissement d'un commerce libre, on *suit* en réalité le meilleur chemin pour atteindre le socialisme.

106. LE SALUT DOCTRINAL

Un tel passage était indispensable parce que dans le programme, qui est valable pour de nombreux congrès et de nombreuses années, le salut des thèses générales est vital, et il est la pierre de touche pour les rappels à la doctrine que Lénine considère comme nécessaires à chaque tournant du chemin. Il aurait été fort utile de rappeler à chaque moment qu'il ne sera jamais permis de parler de socialisme tant que l'on n'aura pas atteint la phase dans laquelle il n'y a plus de « commerce », mais « distribution des produits selon un plan général », c'est-à-dire sans calcul d'équivalence entre deux produits dont la valeur est comparée, sans forme mercantile !

Cela aurait suffit pour empêcher la peste des années ultérieures consistant à appeler socialisme une distribution bourgeoise !

Il aurait été non moins salutaire de comprendre qu'il est admissible de devoir vivre pendant de longues et de longues années en supportant la forme commerciale de distribution, et même, comme pendant la N.E.P., en la suscitant là où elle était encore féconde par rapport au lourd héritage du passé social ; mais l'essentiel était de ne pas *prendre* cette étape pour une étape socialiste.

Le programme dit que le parti *poursuit* cet objectif, mais il ne dit pas que l'on peut l'atteindre dans la seule Russie et sans la révolution occidentale qui, dans des pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre, pourrait mettre en œuvre rapidement, pour une vaste part de la production, une distribution sociale avec un plan unitaire si la classe ouvrière avait le pouvoir. Dans les deux cas, on poursuit inflexiblement la même chose mais en avançant à des vitesses très différentes.

L'essentiel est d'enfoncer cette vérité : là où il y a commerce, il n'y a pas une forme socialiste mais une forme capitaliste. La thèse programmatique de Lénine dans ce passage est, toujours, qu'en Russie nous *devrons* gérer le capitalisme mais, à chaque fois que nous l'aurons en face et que nous le tiendrons entre nos mains, nous l'appellerons à haut voix comme tel.

Trotsky est d'accord en tout point avec la théorie de la société russe dans la phase de la N.E.P. et avec l'inéluctabilité de son adoption, sous peine de la décadence de l'économie en-dessous du niveau obligatoire du programme économique : survivre.

Il en donne la nette définition dans ces points qui concordent avec ceux déduits des thèses de Lénine, et qui sont peut-être plus nets pour éviter l'équivoque doctrinale entre industrie étatisée par le pouvoir socialiste et économie industrielle socialiste. La première est entre les mains d'un État qui « poursuit le socialisme », mais les rapports de production dans son mécanisme sont intégralement capitalistes.

107. FORMULES DE TROTSKY

Le phénomène économico-social réel de la N.E.P. est ainsi caractérisé par la présentation magistrale et limpide de Trotsky, photographie des rapports de production réels dans la phase 1921-1925.

L'existence dans le pays de millions d'entreprises paysannes isolées créa pour Lénine la nécessité de rétablir le marché. Seul le marché crée une *soudure* entre industrie et agriculture. La formule est très simple : l'industrie doit fournir à la campagne les marchandises nécessaires à des prix tels que l'État puisse renoncer à la réquisition des produits de l'agriculture.

Trotsky ajoute durement, à la Lénine (et en complétant dignement Lénine), qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de formes de production et de distribution des produits de l'agriculture, mais également d'une conception différente de la gestion industrielle. « L'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calculs monétaires élaborés par le capitalisme. Le plan ne pourrait pas se fonder sur les simples données de l'intelligence (Ce qui veut dire : avec une *comptabilité* effectivement socialiste, c'est-à-dire avec des projets relatifs à des quantités physiques d'objets et de forces matérielles, non affectées de chiffres d'équivalents monétaires : on peut s'en faire une idée en prenant l'exemple d'un projet de construction accompagné d'une prévision de « besoins en matériaux » et d'un tableau du nombre de journées de travail d'une équipe d'ouvriers organisée, sans « prévision de dépense », mais en reliant ce travail au plan national de la force de travail et de la production et disponibilité des biens). Le jeu de l'offre et de la demande reste pour le plan, et pour une longue période encore, la base matérielle indispensable et le correctif salvateur ».

Nous préférons la formule de la *base matérielle* à celle moins heureuse d'un simple « correctif ». Le rapport est substantiel : on ne peut pas – et nous le dîmes en 1922 à Trotsky - adopter la comptabilité capitaliste, sinon en reconnaissant le fait que l'on reste dans le domaine du mode de production proprement capitaliste : salaire en monnaie aux travailleurs proportionnellement au temps de travail, bilan des entrées et des sorties, marges bénéficiaires d'entreprise.

Une fois ce point clarifié, on doit seulement dire que même aujourd'hui en 1956 nous en sommes à ce type de gestion de l'industrie, type totalement capitaliste.

Nous verrons que la formule de Trotsky est moins décisive : il nie la thèse stalinienne selon laquelle on aurait une industrie socialiste, mais il parle d'une forme de « transition entre le capitalisme et le socialisme ». Historiquement tout est transition, même l'étatisation soviétique ; économiquement la méthode de calcul et la substance du rapport productif sont capitalistes.

108. À PARTIR DU NIVEAU DU MINIMUM VITAL

On peut énoncer en général le théorème suivant : une économie qui décline gravement vers la misère, dont la production et la consommation sont faibles et en baisse, ne peut pas être le théâtre de l'apparition d'un nouveau mode de production. À la base de la démonstration identique à celle Lénine, on trouvait le fait de la terrible dépression économique due aux blessures de la guerre impérialiste et de la guerre civile. Avant de s'orienter vers la genèse de structures nouvelles, il fallait ressusciter les structures anciennes et revenir, sous leur régime *qualitatif*, à des minimums *quantitatifs* acceptables et comparables à ceux du passé.

Plusieurs fois nous avons donné des chiffres dans cet objectif. En 1921, on était au fond de l'abîme. La production industrielle, dans l'appréciation de Trotsky, était tombée au cinquième de ce qu'elle était avant-guerre. La production d'acier était tombée de 4,2 millions de tonnes à 183 000 à peine (la vingt-troisième partie !). La récolte de céréales était tombée des 801 millions de quintaux d'avant-guerre aux 503 de 1922.

Toujours en parfait accord avec Lénine, Trotsky démontre que la remontée ne fut possible que grâce aux mesures de la N.E.P. : marché libre, gestion mercantile des entreprises et enfin reconstitution d'un système monétaire stable, lié au rouble or. Dans la période du communisme de guerre on avait considéré avec optimisme la dévaluation effrayante du rouble. Ce n'était pas une *erreur théorique*, mais plutôt une attitude d'agitation, adaptée à l'époque de la révolution mondiale que l'on estimait être proche.

Cela est avant tout la thèse de Trotsky. Il dit que si la révolution avait triomphé en Allemagne, tant le développement russe que le développement allemand auraient pu se faire à pas de géant. Il ajoute cependant : « On peut toutefois dire en toute certitude que même dans le cas de cette hypothèse heureuse, on aurait dû renoncer à la répartition des produits de la part de l'État et revenir à des méthodes commerciales. ». Nous lisons ce passage de la façon suivante : l'économie russe aurait dû quand même emprunter la voie de la N.E.P. vis-à-vis des petits paysans afin de les admettre dans le commerce, mais en revanche l'Allemagne aurait pu commencer à planifier la distribution, notamment et avant tout en faisant passer en Russie, même sans aucune contrepartie, de grosses quantités de produits industriels, biens de consommation et biens d'équipement, par décision de l'Internationale des États communistes.

Mais effectivement, même cette injection puissante de produits industriels ne pouvait permettre, en une courte période, de dépasser le fait que le nombre des petites entreprises paysannes était, par effet de la révolution d'Octobre, passé de 16 à 25 millions dans toute la Russie.

Cette structure productive ne pouvait vivre que dans une ambiance mercantile, et par l'effet de la N.E.P. on réalisa le mouvement des produits agricoles vers les villes, et des produits industriels vers les campagnes. En 1922 et 1923, la production de l'industrie doubla ; comme nous le savons elle atteindra en 1926 le niveau d'avant-guerre, c'est-à-dire qu'elle sera le quintuple de 1921. Cependant l'augmentation du niveau de la production rurale fut beaucoup plus modeste.

La cause était simple : en prélevant dans les campagnes trop de blé sans pouvoir donner au même moment de larges fournitures d'objets manufacturés, on pouvait fonder dans les villes de nouvelles usines et mobiliser de la force de travail supplémentaire, mais le paysan, mécontent, préférait semer peu et consommer son produit directement, en retournant, pour ses besoins essentiels non alimentaires, à la forme primordiale de l'artisanat domestique.

109. DISCUSSIONS ÉCONOMIQUES DANS LE PARTI

Ce problème extrêmement difficile détermina dans le parti bolchevik de vives discussions au sujet de l'explication des faits économiques et de la ligne à adopter. Au printemps 1923 (au XII° congrès, le premier auquel Lénine était absent), Trotsky développa sa thèse des « ciseaux économiques ». Les prix des produits de l'industrie russe présentaient une ascension continue, alors que ceux des produits agricoles descendaient. À un certain point les deux courbes s'étaient croisées, mais la branche des prix industriels continuait à monter et celle des prix agricoles à descendre. La paire de ciseaux continuait à s'ouvrir toujours plus et elle exprimait le conflit entre les deux secteurs de la société.

À ce point il est bon de se servir de l'explication véridique de Trotsky de l'alignement par tendances des appréciations et des propositions en matière économique.

Tous étaient d'accord pour dire qu'il fallait « fermer les ciseaux » pour donner une impulsion à la production agraire. Nous allons voir maintenant quelles étaient les voies proposées pour arriver à cet objectif.

Ce but commun à tous, nous désirons insister là-dessus, se place sur la route qui mène au socialisme lointain et il est imposé par la stricte nécessité vitale, mais ce n'est pas encore une « objectif socialiste ». C'est un objectif purement capitaliste et bourgeois. Dans le marxisme classique l'un des aspects distinctifs de l'économie bourgeoise, lors de son irruption révolutionnaire impétueuse qui détruisait les limites et les structures moléculaires de l'époque féodale, est la diminution brusque et progressive du coût des objets manufacturés, produit du travail associé et de la division technique du travail. En revanche, conformément à la théorie des facteurs de la production agricole, le prix des denrées comestibles non seulement ne suit pas un mouvement analogue, mais monte de façon décisive, la population paysanne devant élargir le cercle de ses besoins et de sa consommation aux nouveaux « articles » que les rouages mercantiles déversent jusqu'à elle. Il n'y a pas de diminutions radicales des coûts de production qui, là où elles existent, aboutissent non pas à une diminution de la valeur d'échange, mais à une rente foncière en faveur des propriétaires bourgeois, en calculant les prix sur le coût du « terrain le plus mauvais » [75].

L'exigence déterministe insérée dans le diagramme de Trotsky signifie que la révolution russe, dans le cours des modes de production, tire sa flemme même en tant que révolution capitaliste devant susciter la fièvre ardente du marché intérieur. Fermer la paire de ciseaux cela veut dire sauter par-dessus les échelons de Lénine : production patriarcale, petite production paysanne, capitalisme privé.

On ne peut risquer le passage au capitalisme d'État, quatrième *phase* de la structure sociale, que dans l'industrie, avec l'étatisation et la confiscation des usines, d'abord des plus importantes et ensuite des moyennes et des petites, avec la banque d'État et le monopole du commerce extérieur – lui-même tombé précipitamment en ces années de crise de 2 900 à 30 millions de roubles.

Donc les problèmes concrets, léniniens, avant que le blasphème impie [76] de la construction du socialisme ne vienne tout confondre, étaient en 1923 au nombre de deux : battre dans l'industrie le capitalisme privé, battre dans les campagnes la petite production. Ces deux objectifs respectifs reçurent les noms d'*industrialisation* et *collectivisation de l'agriculture*.

Face à ces problèmes trois groupes se formèrent : la gauche, la droite et le centre. Nous allons en reconstruire leur genèse et leur fonction sur la base de catégories économiques et de modifications des rapports de production, et sur la base des deux visions suivantes de la politique communiste mondiale : anticiper la révolution politique européenne en marquant le pas dans la transformation de la structure sociale russe – ou se désintéresser de la révolution

internationale et se consacrer à l'« édification socialiste » dans la seule Russie, l'hérésie démente qui ruina tout.

Les philistins de tous les partis d'alors jusqu'à aujourd'hui réduisirent tout à la question odieuse de la « succession de Lénine », comme aujourd'hui ils réduisent la crise que traverse la Russie à la question de la « succession de Staline ».

110. TROIS VOIES POUR LA STRUCTURE RUSSE

Si nous croyons les pages du *Bref Cours* (et ce sont les pages les plus ignobles qui ont fait rougir, au XX° congrès, même de vieilles canailles capables d'avaler des couleuvres de la taille d'un éléphant), la solution serait linéaire : au centre les continuateurs de Lénine et les partisans du développement et de la marche de la Russie vers tous les triomphes, un nouveau système économique miraculeux à l'intérieur, les plus grandes victoires nationales à l'extérieur, sous l'égide d'une consigne tout aussi débile : la Patrie du socialisme ! Dans les oppositions de *droite* et de *gauche*, de purs et simples agents mercenaires des bourgeoisies étrangères depuis 1917, qui soutiennent dans l'industrie le sabotage et la démobilisation pour faciliter la future agression de l'extérieur et qui, dans l'agriculture, défendent les paysans riches, les koulaks qui, en formant la base de la nouvelle bourgeoisie russe, feront renaître le capitalisme, et prépareront la contre-révolution ! Selon cette manière d'exposer les faits, Trotsky voulait fermer les plus grandes usines de l'industrie lourde et militaire, Boukharine voulait abolir le monopole du commerce extérieur, Zinoviev et les siens maintenir la Russie dans un état agricole et limiter à l'industrie textile traditionnelle la zone de Moscou, et ainsi de suite.

L'histoire écrite sous la main de fer stalinienne accuse tous les adversaires, qui tombèrent dans la lutte et dans les terribles « purges », d'*opposition rétroactive*, les regroupant dès les premières années, brouillant les cartes, frappant la mémoire de Boukharine, poussant la mauvaise foi jusqu'à taire que dans le débat de 1926 et dans la campagne pour écraser Trotsky, Zinoviev et Kamenev, c'est Boukharine qui fut le paladin Roland de Charlemagne Staline.

Une fois cette ordure [77] mise de côté, reconstruisons les termes de la querelle en se fondant sur le témoignage de Trotsky, en les reliant à la doctrine marxiste de Lénine sur la structure sociale russe et ses possibilités de développement.

Trotsky se désigne lui-même comme le dirigeant, en 1923, de l'opposition *de gauche* au centre stalinien. La *droite*, dirigée par Rykov, Tomsky et Boukharine, se confondait avec le centre de Staline et Molotov, alors que Zinoviev et Kamenev (comme nous l'avons plusieurs fois narré, en 1924, ces derniers conduisirent la lutte contre Trotsky qui n'apparut pas au V° congrès mondial) en 1926 se rallièrent à l'opposition de gauche de 1923.

Mais quelles étaient – au-delà des noms de personne et des trajectoires personnelles qui furent enchevêtrées et déconcertantes, lors d'épisodes qui, à distance de plusieurs années, s'entrecroisent et se superposent en confondant toute perpective - les différentes directives ?

La gauche avec Trotsky et Zinoviev-Kamenev, à partir de la XIV° conférence et du XIV° congrès du parti (1925) et de la fameuse XV° conférence de novembre 1926 qui précéda l'Éxécutif Élargi de l'Internationale, en décembre 1926, théâtre de la grande controverse classique sur l'« édification isolée du socialisme », défendit, contrairement aux mensonges officiels : a) l'industrialisation et la proposition avancée par Trotsky depuis 1923, d'un plan quinquennal de développement économique ; b) la collectivisation de la production agricole, en développant contre la petite production et contre les koulaks les entreprises collectives d'État.

La droite soutint des idées opposées à la lutte contre les koulaks et demanda que l'on freine l'industrialisation, mais ce qu'il faut bien comprendre est qu'en 1925 Staline et ce que

Trotsky appelle la *fraction dirigeante*, épousèrent le programme de la droite, acceptèrent la politique d'orientation vers le koulak. Staline s'appuya totalement sur les thèses de la droite dans la lutte contre les « super-industrialisateurs » de l'opposition de gauche (Trotsky, puis Zinoviev et Kamenev).

En 1925 Staline en est même arrivé à accepter l'idée de *dénationalisation* de la terre, en l'assignant pour dix ans, et même plus, aux paysans en toute propriété y compris juridique (ce qui veut dire liberté de concentrer la terre au moyen d'achat et de vente). En 1925, au moyen de lois spéciales, on admit, en dérogation à la constitution, l'emploi de main-d'œuvre salariée dans les campagnes ainsi que le fermage (ce qui veut dire libre formation de capital dans la campagne). « La politique du gouvernement, dont le mot d'ordre était : vers les campagne, s'orientait en réalité vers les koulaks ». Ce fut Boukharine qui lança au nom de Staline et du gouvernement, alors qu'il était le théoricien officiel de la fraction dirigeante, le fameux mot d'ordre adressé aux paysans : Enrichissez-vous ! Et aujourd'hui le *Bref Cours* l'accuse de trahison pour avoir soutenu la fin de la lutte de classe entre paysan pauvre et koulak, et l'absorption pacifique du paysan riche dans le socialisme ! C'était avant 1926 les idées de Staline, combattues fièrement par l'opposition de gauche. Les plans d'industrialisation étaient alors tournés en dérision par Staline. En avril 1927, Staline affirma que construire la grande centrale électrique du Dniepr était équivalent à l'acquisition par un moujik d'un phonographe au lieu d'une vache !

111. LA SOLUTION DE BOUKHARINE

Quand plus tard on demanda à Staline quelle fraction était la pire, la gauche ou la droite, il répondit qu'elles étaient pires toutes les deux et il manifesta clairement que son programme était de les écraser toutes les deux. En attendant, qu'était-ce que la fraction « Staline » ? C'était celle qui consistait à ne pas avoir de tendance, à ne pas respecter les principes, à administrer l'État pour l'État, à gouverner la Russie pour la Russie, à substituer une position nationale, puis impériale, à la position de classe et à la position internationale : même en admettant qu'à l'origine ni Staline ni ses partisans n'en étaient conscients.

Il apparaît étrange à celui qui écrit l'histoire « en s'intéressant aux personnes » que, à partir de 1927, la droite et la gauche se rapprochent pour engager une lutte inégale contre la « direction. ». C'est étrange si l'on pense que la gauche, en injuriant Staline (dix fois moins qu'il aurait fallu), avait injurié en lui la droite dans les thèses de laquelle Staline, véritable girouette de la politique, avait puisé avant de puiser, comme nous le verrons, dans la doctrine et aux thèses de la gauche. Mais ce n'est pas étrange si l'on fait l'histoire à l'école de Marx et de Lénine et non à la manière de Tecoppa [78]. L'explication ne réside pas dans le « caractère de maffioso » de Joseph Staline, mais c'est une autre preuve que la révolution se « raccourcit » historiquement en passant d'une double révolution à une révolution seulement bourgeoise : dans cette dernière les chefs se coupent la tête les uns les autres pour se voler idées et cervelles.

Trotsky lui-même, lié aux traditions de cette lutte, a dévalué la « droite », même dans ses œuvres ultérieures, et il ne parvient pas à comprendre la vérité : que la gauche et la droite étaient toutes les deux sur le terrain des principes marxistes, et que le « centre », dans chacun de ses tournants successifs dans la politique russe aussi bien qu'internationale, s'en éloignait un peu plus à chaque fois [79].

Trotsky a l'immense mérite d'avoir, dès 1923, individualisé cette manifestation qui devait tuer le parti marxiste qui seul s'était emparé du pouvoir : le maniement de l'appareil d'État, machine cruelle et froide édifiée pour exercer la terreur sur l'ennemi de classe, *contre* l'appareil du parti – et une telle crise pathologique dérivait du recul des forces révolutionnaires extérieures et de la méfiance d'une population en énorme majorité non

prolétarienne envers ces forces révolutionnaires. À propos de cette question, la gauche italienne fut totalement avec Trotsky – mais pour des motifs qui n'ont rien à voir avec le « trotskisme » ultérieur. Ces épisodes d'abus ne blessaient pas l'exigence non-marxiste du « respect démocratique de la consultation de la base », ils blessaient la doctrine marxiste qui affirme que la dictature révolutionnaire n'a pas pour sujet concret et physique le peuple, *ni même* la classe laborieuse nationale en général, mais le parti communiste international et historique.

Le chemin de la révolution qui recula de la révolution socialiste à la révolution bourgeoise était marqué alors par les manœuvres infligées par l'histoire - et non par le caprice du « non collégial » Staline, ni non plus par les « capitulards de la droite » diffamés -, à la machine de l'État russe. Lorsque droite et gauche virent que l'essentiel de la tradition bolchevique et du communisme mondial était en danger, elles s'unirent, mais tardivement, après avoir subi la fin des Curiaces - dans l'ordre Trotsky, Zinoviev, Boukharine – dans la lutte contre la contre-révolution stalinienne qui les tua finalement.

Que certains ne s'étonnent donc pas si nous réhabilitons Boukharine, non pas de l'accusation d'avoir été un agent des bourgeoisies étrangères, accusation que les exterminateurs dégoûtants eux-mêmes ont dû ravaler comme les aliénés qui mangent leur propre merde, mais des vives critiques que Trotsky lui-même adressa au fameux « Enrichissez-vous ! ».

112. RECOURS MARXISTE À LA DIALECTIQUE

L'exigence qui prime toutes les autres est qu'il faut vivre, soit au moyen de la révolution mondiale, soit au moyen « existentiel » de l'État de Russie et du peuple de Russie ; et cette exigence domine le terrible dilemme historique de 1926. Nous montrâmes en temps utile que si Boukharine suivit Staline lors dans cette orientation historique ce fut parce qu'il concevait ce repli comme un renforcement de la Russie en vue seulement d'une guerre « révolutionnaire » gigantesque contre tous les États capitalistes qui étaient en train de piétiner les classes ouvrières européennes. Et l'on doit dire que même Staline proclamait une telle perspective à la veille du deuxième conflit impérialiste dans lequel il eut l'idée géniale d'appliquer contre les États impérialistes la même politique que celle qu'il avait employée contre les « fractions » internes : les exterminer en plusieurs étapes et rester seul victorieux comme Horace Coclès [80] ! Égaré hors de la voie du parti et de la doctrine envers laquelle il manifesta une impuissance congénitale une fois qu'il ne put plus « voler » les idées aux cadavres, Staline, une fois mort, paya cher tout cela par l'humiliation qu'il reçut de la part de ceux que les monstres étatiques du Capital ne veulent pas tuer mais imiter dans une course commune à l'exploitation du monde, la main dans la main, même s'ils ont la foi des voleurs de Pise [81].

Donc le problème économique est de vivre. Ce qui signifie, nous l'avons dit, trouver une formule pour relier véritablement industrie et terre - et nous connaissons le sens du passage de la formule du communisme de guerre à la formule de la N.E.P., de la première à la deuxième étape. Il s'agit maintenant de comprendre le développement entre la deuxième étape et la troisième, étapes dont nous avons donné la série.

Centre, gauche et droite sont, en 1927, fermement attachés à la théorie de Lénine : l'agriculture sous forme de petites entreprises, c'est la mort de la révolution socialiste.

Lénine a bien été contraint d'accepter, d'un point de vue marxiste, le programme antimarxiste des socialistes-révolutionnaires, il l'accepta sans s'en cacher, mais il le fit sans cessé de montrer qu'il était radicalement antimarxiste. C'est seulement ainsi que les bolcheviks ont pris le pouvoir et jeté les bases pour la fondation des partis communistes du monde – Paris valait bien cette messe. Mais le système de la petite production s'est par-là

même répandu ; ce qui signifie que le potentiel des campagnes, tant technique que politique, a fait un grand pas en arrière.

La formule de l'asservissement des paysans de la part de l'État ouvrier, avancée de façon insensée par certains membres de la « gauche », a manqué son coup. De celui qui ne produit pas, d'abord parce qu'il ne le peut pas puis également parce qu'il ne le veut pas, on ne tire rien, ni par la contrainte, ni par l'expropriation ni non plus par la mise à mort.

Et pourtant : ou mourir de faim ou sortir de la fragmentation rurale.

La nationalisation de la terre, et mieux encore l'étatisation de la propriété foncière, sert seulement à empêcher la formation d'une nouvelle « grande propriété » agraire. Malheureusement, pour la même raison, elle aboutit à empêcher le passage de la petite à la grande « entreprise », et elle enferme la terre dans les limitations techniques de sa culture. Mais tous veulent la grande entreprise agricole que l'industrie pourrait développer en lui fournissant des équipements nouveaux – à la condition que l'on donne à manger aux ouvriers d'industrie !

Trotsky et Zinoviev restent sur le terrain de Lénine : passer, sans coercition si possible, de la toute petite entreprise paysanne à des entreprises où le travail collectif est dirigé par l'État (les *sovkhozes*), c'est-à-dire avec la terre de l'État et le capital d'exercice de l'État (et ils sont donc pour une industrialisation intense).

Staline veut permettre que, en dénationalisant la terre, l'on reforme de vastes possessions terriennes où un gros fermier organise la production collective, évidemment avec des salariés, la rente allant au propriétaire.

113. « ENRICHISSEZ-VOUS »

Boukharine défend, comme la gauche, la nationalisation juridique et n'est pas pour la propriété libre. Cette dernière est une position de sauvegarde pour ne pas retomber dans le passé et ne pas perdre le pouvoir. Mais il comprend que pour la grande industrie il faut le grand capital. Il voit que l'industrie peut difficilement se mettre à produire des biens de consommation manufacturés (en plus de la production de biens à usage militaire, nécessaires au conflit à venir, pour lui « offensif » - son rêve rejeté par Lénine à l'époque de Brest-Litovsk), au maximum elle peut produire des biens d'équipement pour élargir l'industrie elle-même, mais pas pour transformer l'agriculture. Sa formule est que la terre reste à l'État mais que le capital agraire se forme à l'extérieur de lui.

Le commerce et la N.E.P. ont déjà donné lieu à une accumulation de capital, mais dans les mains des commerçants, des spéculateurs qui ne sont plus légalement des contrebandiers mais des *Nepman*, haïs par les paysans, mais surtout en raison de l'attachement réactionnaire de ces derniers à la gestion parcellaire. Ce capital, menacé tout autant socialement que politiquement, est stérile du point de vue de la production et de l'amélioration de son potentiel technique.

Boukharine, dont son maître Lénine se moquait souvent, sait son *Capital* à la perfection, il sait que l'accumulation primitive classique est née du fermage agraire, comme en Angleterre et ailleurs, et c'est de cette origine que les « bases » du socialisme sont nées. Il est nourri d'autres thèses correctes : que c'est de la folie de penser avoir un commerce en expansion formidable, de traiter en forme mercantile, comme Trotsky le justifie, la production industrielle elle-même, et de ne pas voir croître les formes capitalistes, étatiques ou privées, mais toujours capitalistes. Si dans l'industrie passer des formes privées aux formes étatiques représente un progrès, à la campagne, s'il n'existe pas de capital, ni privé, ni d'État, il est risible de penser que l'on puisse avoir non seulement le socialisme mais même tout simplement l'étatisation du capital.

Boukharine est en règle non seulement avec Marx mais également avec Lénine. À la campagne il faut passer de la forme 2 à la forme 3 [82] : de la petite production mercantile paysanne au capitalisme privé.

La terre reste à l'État, et le paysan riche « de terre » disparaît (il est faux que Boukharine et les siens aient défendu le koulak), mais c'est le « fermier de l'État » qui apparaît et ce dernier, avec son capital d'exploitation et ses salariés (dans des formes qui ne sont pas radicalement différentes du salariat des usines contrôlées puis étatisées), produit sur sa propre terre une très grande masse de produits pour l'économie générale, et il paie une rente à l'État et non plus à l'ancien propriétaire terrien.

Pour que les dimensions de l'entreprise moyenne croissent il faut, c'est clair, que le capital d'entreprise moyen croisse de même que le nombre des travailleurs prolétaires ruraux. Ce résultat ne peut pas être atteint si l'entrepreneur agraire n'accumule pas et ne devient pas plus grand. Une autre thèse correcte, ferme dans la tête intelligente de Boukharine, était celle-ci : aucun État n'a pour fonction de « construire » et d'organiser, mais seulement d'*interdire*, ou de *cesser d'interdire*. En cessant d'interdire l'accumulation de capital agraire social (Marx : le capital qui est accumulé par des particuliers n'est qu'une partie du capital social) l'État communiste prend une route plus courte pour monter l'échelle des formes, les échelons de Lénine.

La formule, la forme de structure sociale qui sortit de l'histoire, le kolkhoze, conduit moins rapidement hors de la fragmentation paysanne que la solution proposée par Trotsky (et Lénine), et surtout que celle de Boukharine – et en affirmant cela nous ne disons pas qu'il y eut un *choix* entre trois possibilités lorsque la polémique explosa. Et cette formule du kolkhoze n'a pas été inventée par Staline qui ne fut qu'un fabricateur de formules *a posteriori* à effet démagogique dans lesquelles il n'y a aucun génie – lequel a besoin de partis et non de têtes dans l'histoire moderne, et peut-être toujours - mais une grande force politique.

Oui, le brave Boukharine cria : *Enrichissez-vous !* Mais Staline fit bien pire et fut sur le point de crier : enrichissez-vous de terre ! Laissez-nous seulement l'État industriel, la force armée ! Il ne comprenait pas que celui qui a la terre a l'État.

La phrase de Boukharine, dont tout le monde se souvient sans pouvoir reconstruire sa doctrine (c'est difficile de le faire à partir des textes), a cette portée : nous vous ouvrons les portes de la terre de l'État : *enrichissez-vous* de capital d'entreprise agraire, et le moment où *nous vous exproprierons* de ce que vous aurez accumulé arrivera plus rapidement, en passant ainsi même dans la campagne à l'échelon quatre : le capitalisme d'État.

Pour le cinquième échelon, le socialisme, il ne faut ni lois ni débats de congrès, mais une seule force : la Révolution mondiale. Boukharine ne le comprit pas alors et ce fut grave.

Staline se servit de la thèse de Boukharine pour battre la gauche marxiste. Quand Boukharine vit que l'histoire poussait Staline non pas à choisir des routes vers le socialisme économique mais à ramener l'État politique à des fonctions capitalistes aussi bien internes qu'externes, il n'y eut plus de différence entre la droite et la gauche, il n'y eut plus rien *à droite du centre*, et tous les marxistes révolutionnaires furent, pour des raisons de principe bien plus profondes et bien plus puissantes, contre Staline. Ils furent certes vaincus, mais ils appartiennent à la série féconde de toutes les révolutions écrasées dont la revanche viendra, revanche qui ne peut être que mondiale.

114. À LA TROISIÈME ÉTAPE

La *troisième* étape de la liste que nous avons donnée plus haut va de 1926 à 1929 et suit la *première* étape, celle de la guerre civile et du communisme de guerre (de 1917 à 1920), et la *deuxième*, celle de la reconstruction économique et de la N.E.P. (de 1921 à 1925). Une telle étape est connue comme l'étape de l'« industrialisation » et elle est le prélude à la

quatrième, celle de ce qui fut appelé la « collectivisation de l'agriculture ». La troisième étape fut celle de la lutte contre les koulaks menée dans les campagnes sous le nom de « suppression des koulaks en tant que classe » et de la préparation de la politique économique des *plans quinquennaux*. On donnera à tout cela le nom officiel d'« édification de la société socialiste ».

Nous avons expliqué que nous acceptions de telles dénominations pour leur contenu chronologique et pour fixer les idées au sujet de la succession historique. Mais nous devons critiquer radicalement ces dénominations, comme bien d'autres, à cause de leurs inexactitudes graves et même de leurs inversions théoriques.

Dans la période qui va jusqu'à la mort de Lénine (celle-ci aussi est un fait historique et non encore une explication), les processus sociaux sont appelés par leurs noms marxistes rigoureux. Toutefois, durant cette période, comme nous l'avons amplement décrit, les divergences d'interprétation ne manquaient pas au sein du parti communiste. Mais dans la troisième étape, ces divergences devinrent si profondes que leur examen approfondi montre que l'on passa nettement d'une position marxiste révolutionnaire à une position antimarxiste qui fait des pas toujours plus graves vers le renoncement au communisme. Jusque-là Trotsky a raison quand il dit que la lutte des tendances exprimait une antithèse de classe qui naissait de l'infrastructure sociale, et il donne son explication de l'absence de lutte armée pour le pouvoir politique. « La signification de la lutte en cours devenait très obscure parce que les dirigeants des trois tendances - la droite, le centre et la gauche - appartenaient à un seul état-major, celui du Kremlin, le Bureau Politique ; *les esprits superficiels croyaient à des rivalités personnelles, à la lutte pour la ''succession'' de Lénine* ».

Dans une autre de ses œuvres Trotsky parle même d'une phase de « lune de miel » dans la première « troïka », celle qui suivit la mort de Lénine. Staline, Trotsky et Zinoviev travaillaient dans un esprit amical et cordial. Et, en des pages mémorables, Trotsky dissipe l'explication imbécile de la haine inextinguible entre lui et Staline élevée à la hauteur de cause historique, et celle de l'antisémitisme comme cause de la persécution qui le frappa lui, Zinoviev et Kamenev. Aujourd'hui encore le marais de la politicaillerie mondiale est dominé par cette doctrine qui, à la place du déterminisme marxiste, pose les germes de la Haine, existant de façon immuable depuis des générations et des millénaires.

Nous, militants de la gauche italienne, nous rappelons, et nous l'avons fait plusieurs fois, l'épisode significatif du sourire incrédule des vieux camarades bolcheviks expérimentés, quand en mars 1926 - alors que le souvenir de la lutte déchirante conduite depuis 1924 contre Trotsky, plus par Zinoviev et Kamenev que par Staline lui-même, était encore vivant - nous leur disions que la « fraction » de Trotsky et celle de Zinoviev étaient une seule et unique chose, fait historique qui se réalisera dès la réunion de l'Exécutif Élargi suivant en décembre 1926. Plus que de notre vision historique perspicace, il s'agissait du simple fait que, dans un milieu qui était hérissé de pièges de sbires, les marxistes de gauche italiens battus et écrasés dans tous les congrès mondiaux étaient les seuls auxquels on pouvait sans péril confier des secrets dangereux : une telle opinion fut même exprimée à l'Exécutif Élargi de février-mars, sous forme d'une confrontation avec les représentants de l'opposition internationale, par le citoyen Staline.

Trotsky, Zinoviev, Kamenev et nous, moins illustres, étions solidement placés du côté marxiste de la barricade au-delà de laquelle Staline et ses partisans s'étaient placés à leur tour. Nous avons voulu pousser l'analyse sociale marxiste jusqu'à affirmer que même Boukharine, Tomsky et Rykov – mais qu'importe la ronde idiote des noms – étaient potentiellement sur le même terrain. On ne comprend rien avec des noms, à preuve le vrai casse-tête qui résulte du fait que dans la troisième étape Boukharine a été jeté à la mer avec la « destruction du koulak », quand les propositions de la « gauche » furent adoptées contre la « droite » - et tout cela dans le même temps où Boukharine lui-même, une fois Zinoviev défenestré de la

présidence de l'Internationale, y accède en 1929 ! Et Trotsky, une fois Boukharine devenu pontife, est expulsé de l'Internationale et du Parti. La mort et l'histoire les réuniront tous, nous, inconnus et vivants, y compris.

Après la querelle des « tendances » revenons donc aux rapports de production qui nous parlent, à nous marxistes, en faisant taire le grondement des noms les plus célèbres.

115. INDUSTRIE ET CULTURE

Lénine avait bien établi que, devant accepter la domination dans la campagne de la petite production mercantile et ayant, avec les mesures de la N.E.P., libéré le développement du commerce privé des denrées alimentaires, on laissait par là inévitablement une accumulation de capital se développer dans les campagnes ; ce résultat était inclus dans l'image de la montée sur l'échelon suivant : capitalisme privé.

Tout le problème repose sur le « déphasage » historique entre industrie et agriculture. L'industrie moderne se caractérise par la réunion de masses immenses d'instruments de production (capital) en une seule main. Et c'est un fait secondaire (c'est l'abc) de savoir si celle-ci est la main d'une personne physique ou si l'on a affaire, par la suite, à des entreprises collectives, à des *trusts*, et à l'État. Mais c'est une *forme de propriété* qui dérive d'un changement dans la nature des *forces de production*. Les nouvelles forces de production éveillées dans le domaine des biens manufacturés (et dormant encore pour longtemps dans le domaine des biens alimentaires et similaires) sont : a) le travail en parallèle d'ensembles de nombreux travailleurs dans les manufactures ; b) la division technique du travail, c'est-à-dire la préparation, l'expérience acquise des ouvriers à savoir travailler dans ce nouveau dispositif, leur culture technique ; c) la possession - qui est par nature sociale, universelle, et ni privée ni nationale - des découvertes scientifiques et de leur technologie d'application.

L'accumulation du capital dans le mécanisme monétaire est l'effet et la manifestation, non la cause sociale, de cette révolution.

Dans l'agriculture russe (et dans des mesures différentes et moindres dans tous les pays au développement industriel avancé) le capital n'est pratiquement pas encore apparu dans les campagnes parce que : a) le travailleur travaille dans les limites de la famille et est isolé des autres travailleurs à lui semblable ; b) tous les paysans savent faire toutes les mêmes choses et sont tous limités dans leur expérience et dans leur culture ; c) la société humaine n'a pas produit de manière systématique, à partir des conquêtes scientifiques, une nouvelle technologie agraire qui aurait remplacé l'ancienne, vieille de plusieurs millénaires.

Or, là où le capital n'est jamais *apparu*, l'apparition du socialisme - mode de production supérieur, basé sur des rapports originaux, non mercantiles et non salariaux - est lointaine.

Or, l'existence dans les campagnes de grosses possessions terriennes ne constitue en aucune façon l'introduction du capital dans les campagnes de même qu'elle ne remplace pas cette introduction. La rupture révolutionnaire de ces unités productives n'a créé, et elle ne pouvait pas, aucune condition comparable aux trois conditions de l'industrie manufacturière : travail associé, capacité des hommes à le diriger, révolution technologique.

116. LE DÉDOUBLEMENT RUSSE

En Russie, avant la révolution, les trois conditions de l'industrialisation existaient déjà, de même qu'une accumulation capitaliste conséquente (nous avons bien montré comment à l'origine il y avait déjà eu des formes étatiques). Il s'agit de revenir au niveau quantitatif de 1917, puis d'aller au-delà. Nous disons toujours : même Kerensky l'aurait fait et se serait dirigé vers l'*émulation* entre capitalismes.

Certains marxistes (Boukharine) se demandèrent si, alors que l'on favorisait la réaccumulation du capital industriel (dans les mains de l'État ouvrier), et alors que même Lénine avait montré qu'il était nécessaire de faire entrer en Russie du capital industriel au moyen des concessions (concessions que les staliniens, « jurant de leur parfaite orthodoxie léniniste », ont évoquées dans les années suivantes en affichant tant de mépris ; et pourtant la participation à la guerre de 1939-1945, ne fut-elle pas une « concession » colossale de force humaine au capital mondial ?), on n'aurait pas assisté à l'entrée du capital dans les campagnes (et de ces trois *conditions* matérielles) à « pas de tortue ». Et ils se demandèrent comment aller plus vite : en introduisant du capital d'État (nécessaire dans la vision de Boukharine avant tout pour la guerre anticapitaliste) dans les campagnes, ou en y laissant un capital privé naître spontanément.

Il est logique qu'avec un tel processus on devait permettre – comme ce fut le cas à chaque apparition de l'économie capitaliste - que les prix des denrées agraires montassent, quoique ce processus fût en contradiction avec l'exigence de la *superindustrialisation* soutenue par la gauche de Trotsky-Zinoviev contre le Centre, puis embrassée par ce dernier en vertu de « l'instabilité des consignes », typique de l'opportunisme classique le plus infâme.

Boukharine *désirait-il* que la bourgeoisie privée envahisse les villes à partir des campagnes, comme certaines affirmations de gauche et d'ultra-gauche semblent le faire croire ? Certainement pas, mais il cherchait seulement la voie la moins longue, en absence de la révolution mondiale ; et son erreur ne résidait pas là, en économie, mais malheureusement dans son appréciation de la politique internationale.

Pour une description du tableau des tendances en 1927, nous renvoyons le lecteur à l'étude du camarade Vercesi (*Prometeo*, première série, n°2) [83], ainsi qu'au document qui y figure et qui montre comment le C.C. stalinien caractérisait ses opposants groupe par groupe (page 91 et suivantes). La suite de la manœuvre est connue : bloc total avec la droite contre la gauche, puis rupture avec la droite et adhésion formelle aux propositions de la gauche, industrialisation, écrasement du koulak, capitaliste agraire privé. Vol d'idées à main armées.

L'étude de la phase ultérieure nous montrera comment la solution du centre – le kolkhoze – représente la voie la plus rétrograde par rapport au but socialiste de la lutte : dépasser la limitation paysanne dont on peut donner cette équation marxiste : *soudure de l'institution familiale à l'unité de production*, formule sous-bourgeoise.

117. LE CONFLIT AVEC LES KOULAKS

La substitution inévitable du système du commerce à celui de la réquisition des denrées, tout spécialement du blé, apparaît comme une première manifestation de l'accumulation : l'accumulation du blé lui-même, redevenu fatalement un *article de commerce*. Les *nepman* accumulent de l'argent d'un côté, du blé de l'autre, en achetant celui des paysans pauvres qui ont reçu un peu de terre de la révolution mais qui ne peuvent pas la cultiver *en propre* parce qu'ils n'ont pas d'argent pour se procurer un minimum d'outillage et de bétail (tragédie de toutes les réformes agraires qui aboutissent à une fragmentation de la terre en lots). L'État ouvrier a dû assister impuissant à la formation dans la campagne de formes de salariat et de fermage. Naturellement, « en droit », il n'y a pas formation de propriété de la terre, mais la fumeuse « jouissance égale » des populistes devient une jouissance *inégale* : les petits paysans laissent leur terre à la gestion du capitaliste rural pour une poignée d'argent ou de blé à consommer, et ils deviennent ensuite ses journaliers.

Accusation de tous contre Boukharine : tu veux tolérer le koulak, tu veux *l'absorber pacifiquement* dans le socialisme, tu veux éteindre la lutte de classe entre le koulak et les paysans pauvres en capital. C'est faux, même si à gauche on a avancé cette accusation, même si l'on admet que Staline (excusez-nous encore pour les noms !) ait pris une voie que

Boukharine avait d'abord indiqué quand il soutint que la lutte des classes entre paysans, État ouvrier et classe ouvrière urbaine était terminée.

La thèse marxiste de Boukharine était autre : dans la campagne, en 1918, comme Lénine l'avait noté, une première forme de lutte de classe s'est développée : dépouillement des féodaux et des grands propriétaires bourgeois avec le renversement des pouvoirs décentralisés en place avant Octobre. La nouvelle lutte de classe ne doit pas reproduire cette première lutte de classe, c'est-à-dire opposer le koulak aux paysans avec pour objectif une répartition de la terre, analogue à celle d'autrefois, et du capital agraire, y compris le blé et l'argent (ce qui advint avec Staline dans la forme du kolkhoze et qui fut désapprouvée par Trotsky et toute la gauche), mais elle doit donner lieu à la véritable, grande, lutte de classe rurale moderne, celle du salarié contre le capitaliste entrepreneur agraire, pour la *socialisation du capital agraire* qui ne pouvait être atteinte que lors d'une étape postérieure (aujourd'hui en 1956 on est loin même de son étatisation !) C'était également l'objectif de la gauche et de l'ultra-gauche (Sapronov et Smirnov) qui voulaient arriver directement à l'entreprise de travail agricole de masse, à l'agriculture industrielle gérée par l'État ouvrier, ce qui en théorie était la directive de Lénine, mais cette perspective péchait dans son étude de l'évolution réelle de la campagne russe.

Le fameux tournant à gauche de Staline, avec la consigne d'anéantir le koulak, conduisit au contraire à l'exaspération de l'individualisme rural, donc dans un sens opposé à celui d'un élan du socialisme dans la campagne.

Le XV° congrès du parti en décembre 1927, qui condamna l'opposition de gauche en expulsant Trotsky et Zinoviev mais n'expulsa pas du tout Boukharine, décida, selon le *Cours* stalinien, de « développer l'offensive contre les koulaks et prendre une série de mesures qui limitent le capitalisme dans les campagnes et orientent les entreprises paysannes vers le socialisme ». Dans le même temps on décidait d'élaborer le premier plan quinquennal. Cependant selon le texte, comme à son habitude ignoble, « les koulaks savaient qu'ils avaient des défenseurs et intercesseurs en les personnes de Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov et autres,… »

Donc les koulaks « refusaient de vendre à l'État soviétique leurs forts excédents de blé qu'ils avaient accumulés ; ils eurent recours à la terreur, incendièrent les kolkhozes (?) et les dépôts publics de blé ».

« Le parti et le gouvernement prirent une série de mesures exceptionnelles en confisquant le blé que l'on cachait ou que l'on refusait de vendre. D'autre part, on accorda aux paysans pauvres certains avantages, en vertu desquels ils pouvaient disposer de 25 pour cent du blé confisqué aux koulaks … Les paysans moyens et pauvres s'unirent à la lutte décisive contre les koulaks … ».

À ce point, Staline découvre que le groupe Boukharine incite les koulaks à résister et qu'il dénonce la « dégradation de l'agriculture ». En 1928, Staline accuse la droite d'être aussi néfaste que la gauche ; en avril 1929, à la XVI° conférence qui approuva le premier plan quinquennal « en repoussant la variante minimale des capitulards de droite », il dénonce cette droite comme « antimarxiste ». Dans cette construction monstrueuse, dictée par les staliniens aux « historiens », les destructeurs véritables de la révolution bolchevique montent de toute pièce un édifice, que personne n'aurait cru si friable, dans lequel ils accusent les opposants de trahison et se présentent, eux et leur série de contorsions incroyables, comme les sauveurs du socialisme !

118. LE POINT DE VUE DE TROTSKY

La phase de la lutte contre les koulaks ne pourrait être mieux présentée qu'avec les paroles de Trotsky, non pas à cause de ses qualités personnelles indiscutées y compris ses

qualités d'historien scrupuleux, mais parce qu'il était un de ceux qui, contre Boukharine et Staline (au début de la polémique), préconisaient la politique de lutte contre le koulak.

« La population apprit avec stupeur le 15 février 1928 par un éditorial de la *Pravda* que les campagnes n'avaient pas du tout l'aspect que les autorités avaient dépeint jusqu'ici, mais ressemblaient beaucoup au tableau que l'opposition (de gauche) en avait donné avant le congrès. La presse, qui un jour avant niait littéralement l'existence du koulak, le découvrait aujourd'hui sur des indications venues d'en haut, non seulement dans le pays mais encore dans le parti ».

« Pour alimenter les villes, il fallait arracher de toute urgence aux koulaks le pain quotidien. On ne pouvait le faire que par la force. L'expropriation des réserves de céréales, et pas seulement celles du koulak mais également celles du paysan moyen, fut qualifiée de ‘‘mesure exceptionnelle’’ dans le langage officiel. Mais les campagnes ne crurent pas aux bonnes paroles, et elles avaient raison. La réquisition forcée du blé ôtait aux paysans riches toute envie d'étendre les surfaces ensemencées. Le journalier et le cultivateur pauvre se trouvaient sans travail. L'agriculture était encore une fois dans *l'impasse* [84]»

« Staline et Molotov, en continuant à attribuer la première place aux cultures parcellaires (comme ils l'avaient fait en polémique avec la gauche), commencèrent à admettre la nécessité d'étendre rapidement les entreprises agricoles de l'État (sovkhozes) et les entreprises collectives des paysans (kolkhozes). Mais, étant donné que la pénurie très grave des denrées alimentaires ne permettait pas de renoncer aux expéditions militaires dans les campagnes, le programme de développement des cultures parcellaires se trouva suspendu dans le vide … Les *mesures extraordinaires* provisoires adoptées pour prélever le blé donnèrent naissance, inopinément, à un programme de ‘‘liquidation du koulak comme classe’’. Les instructions contradictoires, bien plus abondantes que les rations de pain, mirent en évidence l'absence de tout programme agraire non pour cinq ans mais même pour cinq mois ».

Ici l'exposition de Trotsky au sujet de la question agraire nous amène au seuil de la quatrième étape, celle dite de la « collectivisation ». Il faut noter que Trotsky n'est pas partisan de la politique de tolérance à l'égard du capitalisme rural dont il accuse Boukharine, et encore moins de celle de la protection de l'entreprise parcellaire dont il accuse Staline et Molotov. Cependant sa critique de la solution que le gouvernement adopta et soutint dans les campagnes (solution coopérative, c'est-à-dire la formule du *kolkhoze*) est implacable.

Il faut donc revenir sur cette institution dont nous avons plusieurs fois traité de façon critique, notamment aux réunions de Naples et Gênes. Nous avons publié un résumé de l'ample développement après la réunion de Gênes dans les deux numéros 15 et 16 de 1955 [85]. Dans le second, au point 23, on traite également, à propos de la constitution de 1936, du statut du kolkhoze et des caractéristiques de ce type d'exploitation agraire.

119. L'ÉTAPE DE LA « COLLECTIVISATION »

Trotsky repousse la thèse bourgeoise selon laquelle ce tournant fut le « produit de la seule violence », tout en décrivant les désastres auxquels conduisit la « direction » de ce tournant par l'administration stalinienne [86]. Il admet que l'apparition de cette nouvelle forme, que nous appellerons parcellaire-collective, a été déterminée par la structure collective et par des conditions indépendantes de la volonté et de la capacité des gouvernements : la reprise de la production, dit-il, était une question de vie et de mort pour les paysans, pour l'agriculture, pour l'industrie des villes et pour toute la société.

Trotsky fait l'histoire des graves erreurs de l'administration centrale, pendant que cette dernière faisait de manière monstrueuse l'histoire des trahisons de ses critiques. À plusieurs années de distance, il importe de faire l'histoire des formes productives qui se succédèrent

dans les faits. La soi-disant collectivisation fut un tournant imposé par la nécessité, mais son cours dès l'origine causa cette ruine que Trotsky décrit, avant qu'une certaine organisation ne puisse se mettre en place, organisation qui, comme c'est connu, aujourd'hui encore, n'a pas pu porter la production des campagnes à un niveau satisfaisant ni même nettement plus élevé que celui du point de départ d'avant la révolution.

En effet, lors des années de la collectivisation, il se produit une chute effrayante de la production céréalière et une véritable extermination du patrimoine zootechnique qui fut la cause, dans les années 1932-33, de la « faim de Staline » bien connue, pénurie dont le nombre des victimes humaines est compris, d'après la polémique de Trotsky, entre quatre et dix millions de morts, outre qu'elle fut la cause de la diffusion d'épidémies et de maladies chroniques dans la populations russe.

Les faits, que la statistique officielle ne put pas occulter, furent les suivants. Nous avons dit que durant la période de la révolution et de la guerre civile le volume des récoltes tomba à seulement 503 millions de quintaux de céréales, à comparer aux 800 millions de l'avant-guerre (1913). Durant la N.E.P. il y eut une remontée, et de même durant la troisième étape (celle de l'industrialisation) qui préparait, au milieu des luttes internes dans le parti, la guerre contre les koulaks lancée à fond en 1929. En 1930 on en était à 835 millions de quintaux ; dans les deux années suivantes (remplacement des petites entreprises privées et des koulaks par les kolkhozes) on tomba à 700 millions seulement ! Moins qu'au temps du tsar, avec une population plus importante. Dans les deux premières années de la collectivisation (c'est toujours Trotsky qui parle) la production du sucre (qui était déjà l'objet d'un monopole avant la révolution) tomba à moins de la moitié. Mais dans le domaine du bétail ce fut une véritable dévastation entre 1929 et 1934. Le nombre des chevaux chuta à 45 pour cent de ce qu'il était, celui des bovins à 60 pour cent, celui des ovins à 34 pour cent, celui des porcs à 45 pour cent. Nous verrons qu'aujourd'hui encore cette crise effroyable n'a pas été entièrement surmontée.

Selon Trotsky ce massacre de forces productives est dû à de grosses erreurs de la direction centrale, mais la forme kolkhozienne reste supérieure à la forme parcellaire libre et à celle, défendue par Boukharine, de la libre industrie agraire privée.

Autrement, pense-t-il, on ne pourrait pas expliquer que le seul pouvoir tout-puissant d'une organisation administrative d'incompétents (et voilà la bureaucratie tristement célèbre) déterminât la progression suivante : dans les premières dix années qui suivirent 1918, seulement un pour cent des familles paysannes était entré dans les coopératives. En 1929, elles passèrent de 1,7 à 3,9, en 1930 à 23,6, en 1931 à 52,7, et en 1932 à 61,5. Aujourd'hui nous savons que l'on dit qu'il n'y a pas, ou presque pas, d'entreprises libres.

Mais si tout le problème se joua entre petites entreprises libres et traditionnelles d'une part et regroupements « kolkhoziens » d'autre part, quelles sont les familles et quels sont les paysans qui formaient la masse réduite à la dépendance des koulaks et que la collectivisation aurait libérés de cette dernière ?

Indubitablement on doit penser que le déplacement de la petite paysannerie pour lui faire adopter la forme coopérative (processus défini comme collectivisation) advint, dans une certaine mesure (qui fut élevée après la N.E.P. au point qu'une grande partie s'était retrouvée entre les mains des koulaks et que l'on dut faire une espèce de guerre sociale pour la lui arracher), par effet d'une expansion du type 3 de Lénine : le capitalisme privé agraire.

Boukharine voulait, à partir de ce dernier, passer à un capitalisme d'État. À quoi a-t-on abouti avec la forme du kolkhoze, trouvée avantageuse par Staline (qui la plaça follement au stade 5, le socialisme), et en principe considérée même par Trotsky comme supérieure à la petite culture aussi bien qu'à l'entreprise capitaliste privée ?

Avant de le dire, rappelons de quoi, selon Trotsky, dépendit le désastreux bilan initial de la nouvelle forme.

Les paysans, irrités par l'annonce de confiscation par l'État du bétail, se mirent à abattre ce dernier pour en faire de la viande et du cuir. Ils se dépouillaient – d'après un rapport d'Andreev, un stalinien, au Comité Central – « à la veille d'entrer dans les kolkhozes, par un esprit de lucre grossier, de leurs outils, de leur bétail, et même de leurs semences ». « La bureaucratie tenta de remplacer, sur injonction de sa part, les 25 millions d'entreprises paysannes isolées et égoïstes, qui hier encore constituaient les seuls moteurs de l'agriculture – faibles moteurs comme la grossièreté du moujik mais moteurs tout de même – par deux cent mille conseils d'administration des kolkhozes, dépourvus de moyens techniques, de connaissances agronomiques, et même d'appui parmi les ruraux ». La phrase de Trotsky est puissante : mais la *bureaucratie*, avec de telles données sociales, pouvait-elle ne pas exister ou être diamétralement différente ?

120. AFFLUX IRRÉSISTIBLE DANS LES KOLKHOZES

Nous voyons la force qui attira le paysan dans les kolkhozes non pas dans un dépassement de son égoïsme (chose absurde à demander à des décrets d'État autant qu'au sens de la solidarité sociale générale – que l'on peut éveiller peut-être seulement et en partie en agitant des dangers *nationaux* – mais que l'on pouvait attendre au contraire du « processus Boukharine » consistant à transformer le paysan en un pur salarié agricole) mais dans un rapport dialectique qui s'établit entre la paysannerie et toute classe petite-bourgeoise d'un côté et l'État central puissant de l'autre. Le paysan *parcellaire* a horreur de ce dernier tant qu'il lui demande de payer des taxes, mais il en subit fortement l'attraction quand, par des exemples concrets, l'offre de contributions administratives se profile, quand il comprend qu'il va pouvoir rafler les « sous du gouvernement ».

Le paysan déjà dépouillé par les koulaks et réduit à un paupérisme presque total fut attiré par la certitude que dans le kolkhoze non seulement on allait lui payer le travail dans les champs collectifs au moins autant que le koulak le lui payait, mais que l'on allait lui offrir un petit champ, des bêtes, des outils et des semences. Il se dépêcha de tout vendre avant de rentrer dans le kolkhoze (selon Staline, comme le rapporte le *Bref Cours*, et Trotsky lui-même) non pas par groupes isolés mais par villages entiers, par groupes de villages et parfois par circonscriptions entières.

Le déterminisme engendre chez le producteur parcellaire une psychologie imitative, conséquence logique de l'instinct de conservation. Les ruraux, écrasés depuis des siècles par les féodaux et depuis des années par les koulaks, se jetèrent dans les kolkhozes comme le font les troupeaux : dès que les premiers chefs y furent entrés. Puisque c'était des hommes et non des moutons, et puisque la révolution avait élargi par la course logique des événements le domaine de l'échange mercantile et du milieu monétaire, ils vendirent (ou mangèrent) avant d'entrer les quelques animaux à quatre pattes qui leur restaient. Avec l'argent obtenu ils pouvaient peut-être espérer obtenir un meilleur coin de terre de l'administration du kolkhoze. Les classes petites-bourgeoises n'ont pas d'autre idéal et Trotsky nous permettra de dire que ces sales choses n'ont pas été inventées par le néfaste Joseph Staline comme lui-même nous l'enseigne avec un vaste matériel.

Mais que donc ces kolkhozes accueillants ont-ils à faire avec le collectivisme et le socialisme ? Boukharine savait, aussi bien que Marx et que nous, quelle évolution annonçait l'entreprise capitaliste rurale. Quelle évolution annonçait le kolkhoze ? Le socialisme se trouve-t-il sur sa voie ?

Nous le déduirons du statut des kolkhozes en puisant encore une fois dans l'esprit du grand Trotsky un trait qui trace le tableau de désordre et d'improvisation dégoûtante de

l'époque : « Le statut des kolkhozes, qui tentait de lier l'intérêt individuel du paysan à l'intérêt collectif, fut publié seulement après que les campagnes avaient été cruellement dévastées. »

121. STRUCTURE DU KOLKHOZE

Le kolkhozien revêt une double figure et le kolkhoze est une institution économique complexe. La terre disponible, qui reste en théorie propriété de l'État, se divise en deux parties. La plus vaste forme le domaine unitaire de l'entreprise qu'est le kolkhoze, elle dispose d'un capital d'exercice propre, qui à l'origine n'est pas formé par l'apport des petits capitaux et des cheptels des paysans mais par l'expropriation des paysans riches ou par l'intervention de l'État. De plus le capital représenté par les machines est donné par les *stations étatiques de motorisation* qui sont propriété directe de l'État qui l'offre, au début, gratuitement avec la main d'œuvre qui conduit les engins et avec le combustible. Par la suite, quand les kolkhozes deviendront riches, malgré l'imbécillité des administrateurs et des agronomes, l'État encaissera de la part de ces derniers un loyer convenable.

Toutes ces prestations et anticipations de capital, dans une économie manufacturière salariale, font clairement partie du prélèvement social et étatique de plus-value fait aux dépens du prolétariat industriel, et sont en relation avec le bas niveau de vie dans les villes où, durant la période de *collectivisation* de la campagne, on dut revenir au rationnement des vivres et où, aujourd'hui encore, les ouvriers d'usine vivent dans une grande gêne.

Une fois que le kolkhoze a obtenu la terre et le capital et qu'il a payé à l'État une certaine *rente* sous forme d'impôt pour la terre, et un certain intérêt pour le capital de gestion qui lui a été concédé, le kolkhoze prend la force de travail de ses membres, les kolkhoziens, et il la paie. Si le kolkhoze prenait *tout* le temps de travail de ses associés, alors on passerait à la forme *sovkhoze*, entreprise d'État, les travailleurs seraient des salariés et l'entreprise, du point de vue économique, serait équivalente à une usine nationalisée quelconque. Il aurait un bilan actif, base du bilan d'État écrit (dirait Trotsky) en unité monétaire, et il n'aurait pas besoin de payer des impôts fonciers ou du même type.

Dans le sovkhoze, *toute* la terre possédée (il paraît que, depuis le XX° congrès, le sovkhoze s'abâtardit à cause de l'apparition de petits jardins individuels et familiaux) est gérée de façon unitaire, et dans ceux-ci le travailleur, comme dans les usines, est un pur *sans réserve* et, par rapport à la formule équivoque de la « jouissance » (voir notre résumé que nous avons déjà cité dans notre n° 16, 1955), un *sans jouissance*. C'est la seule condition sociale dont on puisse partir pour parvenir par la mort de la *limitation* à la vie du *socialisme*, et pour laisser tomber tous les autres scories et oripeaux esclavagistes du capitalisme d'État, industriel ou agricole : la forme entrepreneuriale, salariale, mercantile.

Dans le kolkhoze, donc, l'autre partie de terre, celle qui n'est pas gérée de façon unitaire pour en tirer à la fin des produits qui restent propriété du kolkhoze lui-même en tant qu'entreprise, est subdivisée en petits lots, et chacun d'entre eux revient à une famille kolkhozienne.

Ici la petite gestion familiale, et en substance la petite propriété paysanne, réapparaît pleinement exceptée sa non-aliénabilité.

Selon la constitution de 1936 et selon le statut type de l'*artel*, c'est-à-dire du kolkhoze, tels sont les droits de la famille rurale affiliée au kolkhoze, même si c'est *spontanément*. La spontanéité est totalement expliquée de « façon déterministe ». Il s'agit de se répartir la dépouille du prolétariat révolutionnaire de l'industrie. Il s'agit de la ressource misérable à laquelle toutes les classes moyennes du monde moderne, malheureuses et lâches, sont réduites pour vivre : l'aumône de l'État capitaliste lors des moments culminants de crise.

Juridiquement la terre, même celle du kolkhoze, est propriété de l'État, donnée en jouissance gratuite et perpétuelle au kolkhoze lui-même.

Ensuite l'entreprise avec son bétail, ses semences, ses outils, de même que les immeubles sociaux (bâtiments ruraux), sont propriété sociale (c'est-à-dire, selon la constitution, *socialiste*) du kolkhoze. Donc la propriété que l'on fait passer pour « kolkhozienne-socialiste » a pour objet un capital d'entreprise et s'étend, comme dans toute forme capitaliste classique au sens de Marx, aux « produits fournis par le kolkhoze ». Si l'État les veut il doit les acheter. Si les kolkhoziens les veulent, ils doivent les acheter. Le kolkhoze est un capitaliste collectif, mais un capitaliste chez qui le capital appartient aux travailleurs et aux employés. Quand il y a une prime, un profit d'entreprise, soit il est investi pour améliorer les cultures et les installations, soit les coopérateurs le divisent entre eux. Ce très vieil « idéal » va des écrits naïfs de Mazzini aux tromperies colossales de la ploutocratie moderne d'Amérique.

Ce que le kolkhoze a d'original c'est son deuxième aspect, l'aspect parcellaire, familial et c'est là son aspect de loin le plus réactionnaire.

Toute famille appartenant à un kolkhoze « a en jouissance personnelle » un petit morceau de terre *attenant* à sa maison et elle a en *propriété personnelle l'entreprise auxiliaire* implantée sur ce morceau de terre : la maison d'habitation, le bétail productif, les animaux de basse-cour et un petit matériel agricole [87].

122. LES CATÉGORIES ÉCONOMIQUES

La discussion sur le kolkhoze comme forme économico-sociale a deux aspects : un aspect qualitatif et un autre aspect quantitatif. Dans le premier aspect il s'agit de voir si, selon la théorie marxiste du capital et de la terre, on a des rapports proprement socialistes ou bourgeois, ou même encore plus anciens que ceux-ci même s'ils sont présents dans les États possédants un droit bourgeois.

Donnons la priorité à la question qualitative. En ce qui concerne la question quantitative, indiquons qu'un argument *a posteriori* nous est donné par le résultat productif que la campagne russe a atteint avec le type kolkhozien ; ce problème est désormais résolu de façon négative comme les données historiques le montrent. L'État capitaliste russe, en pliant sous le fouet les travailleurs de l'industrie, a investi un capital énorme dans les campagnes : le rendement d'un tel capital a été inférieur à celui qu'aurait obtenu une économie agraire d'entreprises privées (Vallée du Pô, Californie, et tant d'autres pays bourgeois). Si c'était du socialisme que deviendrait notre thèse marxiste sur l'impuissance du système capitaliste à exalter l'économie agraire ?

Devant cette faillite gigantesque, il est peu important qu'une administration publique pléthorique consomme et soit oisive, tout en fauchant à droite à gauche, ce qui est le fait de toutes les administrations ordinaires du monde moderne et qui se passe dans toutes les formes historiques qui sont arrivées de façon méritée au stade de la décomposition.

La catégorie économique dans laquelle nous classons le complexe du kolkhoze est donc celle de l'entreprise capitaliste qui possède le capital investi, constant et variable, qui achète la force de travail salariée, qui a totalement à sa disposition les marchandises produites, qui les vend sur le marché en réalisant un bénéfice monétaire quand son bilan est actif. L'actif ne revient pas à un groupe de personnes privées, mais pas non plus à l'État : il revient, toujours qualitativement parlant, aux associés coopérateurs eux-mêmes, aux kolkhoziens. Donc entreprise capitaliste privée et coopérative.

Si le bilan est passif et si le profit disparaît, l'État y pourvoit – c'est-à-dire la classe des travailleurs industriels dont le centre réduit les salaires – et, dans un certain sens, les *kolkhoziens* eux-mêmes y pourvoient aussi en fonction d'une de leurs *âmes*, celle de salariés. En effet, pour tout travailleur kolkhozien on tient un registre des journées et des heures de travail fournies dans l'année et, au moyen d'une unité appelée *trudoden* que l'administration

calcule, à la fin de l'exercice on en déduit en correspondance le salaire annuel, c'est-à-dire un salaire de base, plus le quota vrai et propre de profit, qu'il soit implicite ou explicite.

Mais si le kolkhozien court quelque risque en tant que travailleur à la journée, il trouve une réserve inconnue du travailleur salarié de l'État ou du coopérateur éventuel d'une industrie organisée en coopérative (il n'y en a pas d'exemple systématique en Russie). Cette réserve réside dans sa deuxième figure, dans sa deuxième *âme*, dans sa petite entreprise agricole personnelle, dont il est libre de consommer ou de vendre les produits pour pourvoir à ses besoins [88].

Dans cette deuxième figure, le travailleur parcellaire diffère bien peu, comme nous l'avons toujours affirmé, du paysan petit cultivateur de tout autre pays. Il est, juridiquement également, un *propriétaire*, au moins de sa maison qui est une fraction de possession foncière, immobilière. Il est défini comme ayant la jouissance mais non la propriété de son petit lopin de terre attenant à sa maison (en vérité c'est la maison qui est attenante à la terre). Mais en réalité jouissance économique et propriété coïncident puisque seule l'expulsion du kolkhoze pourrait briser le lien avec la maison et la parcelle de terre, chose qui est certes plus rare que ne l'est en Occident l'expropriation due à la faillite ou à la vente pour se nourrir.

Cette jouissance possède en fait la caractéristique essentielle de la propriété de la terre : elle est familiale puisqu'elle est *transmissible par succession héréditaire*. Qu'est-ce donc que la *propriété* sinon une jouissance qui se transmet par succession familiale et va de père en fils, donc une jouissance non pas « viagère » mais « familiale perpétuelle » ?

De même qu'il est un petit propriétaire rural, le kolkhozien est un petit capitaliste rural, et le capital dont il est « propriétaire » - ce mot est également dans la constitution et le « statut » - est constitué de la vache, du porc, des poulets, des outils, des engrais, des semences, etc. En tant que capitaliste il dispose des produits à la fin du cycle, il les consomme en partie en se les vendant à lui-même, et il vend une autre partie sur le marché général pour reconstituer son petit capital d'exercice nécessaire à sa nouvelle saison.

En troisième lieu notre micropropriétaire et microcapitaliste est un travailleur manuel, et un salarié dont le salaire n'apparaît pas comme un échange entre deux parties du simple fait que ces deux parties coïncident. La doctrine marxiste de la terre a fait le bilan de ce salaire en démontrant qu'en régime bourgeois il tend à rester au-dessous de celui des ouvriers salariés d'entreprise, fait auquel le paysan remédie en consommant très peu et en fournissant sans limite des heures de travail et en s'y exténuant.

123. PERSPECTIVE AGRAIRE RUSSE

En pays capitaliste, le petit paysan supporte le poids de toute la société dans la mesure où son économie réelle est plus défavorable que celle de l'ouvrier ne possédant rien et privé de toute terre.

Le kolkhozien ressemble qualitativement et en tant que catégorie sociale au petit propriétaire cultivateur de l'Ouest, mais il en diffère par des rapports qui sont tout à son avantage.

Son bilan familial s'enrichit des *troudoden* des différents membres de la famille rurale et du produit de la culture familiale pour laquelle tout le temps de travail, même celui des vieilles personnes et des enfants, est utilisé. Ce bilan étant exempt de pertes pour dettes, de contestations juridiques, d'hypothèques, etc. est, par définition, actif.

Marx disait que la société moderne vivait aux dépens du prolétariat alors que le prolétariat romain vivait aux dépens de la société, de façon analogue on peut dire que le capitalisme d'État russe moderne vit également aux dépens du prolétariat d'usine, mais fait vivre, en moyenne, à ses dépens le paysan kolkhozien. Le kolkhozien russe, dans cette invention magnifique qui est constituée par la « collectivisation agraire » tant vantée, vit aux

dépens de la société et, en revanche, maintient le potentiel social de la production de denrées alimentaires au niveau de la petite culture traditionnelle [89].

Que les complices du système, c'est-à-dire les planqués de l'administration et de la politique, vivent comme lui aux dépens de la société n'est pas un fait original ni nouveau, ni même un fait décisif, parce que c'est un fait propre à toutes les sociétés économiques de l'histoire et du monde.

Seules les jeunes formes révolutionnaires y échappent.

Tout cela prouve que non seulement dans la campagne russe ne vit pas la révolution socialiste mais que la révolution capitaliste n'a pas réussi à y prendre racine, alors que celle-ci, dans les villes et les industries, a procédé à pas de géant.

Cette divergence se retrouve dans toutes les révolutions bourgeoises dans lesquelles le capital s'empare de tout le pouvoir. Mais en Russie, il n'a pas réussi à assujettir et à battre, même politiquement, les formes de la petite production et il s'est fixé, malgré les réalisations colossales de l'industrie, à une forme gangrenée par *l'étroitesse paysanne* que Lénine redoutait et voulait éviter.

124. LE KOLKHOZE POUR TROTSKY

Nous avons parlé de la structure du kolkhoze sous son aspect qualitatif, mais avant de passer à l'aspect quantitatif, nous allons rapporter l'avis de Trotsky sur la nature du kolkhoze et sur la figure sociale de la population kolkhozienne.

Nous voulons établir une comparaison entre l'agriculture russe du temps du tsarisme – dans laquelle on trouvait des formes féodales, bourgeoises de grande production, paysannes de petite production, et patriarcales – l'agriculture d'après la révolution d'Octobre – dans laquelle on trouvait des formes de grande et moyenne production capitaliste (koulak) et d'autres plus petites – et enfin l'agriculture actuelle dans laquelle on trouve des formes de production collectives-parcellaires (kolkhozes) et des formes de grande production étatisée (sovkhozes). Au passage nous avons comparé cette dernière agriculture avec celle que Boukharine envisageait : grande entreprise capitaliste locataire de l'État. L'évaluation des classes en lesquelles la société est divisée découle de ces formes de production différentes, sur la trame des cinq points classiques de Lénine. Dans la forme de Boukharine nous aurions vu : État rentier foncier (géré par le prolétariat urbain) – classe d'entrepreneurs agraires capitalistes – classe de purs salariés agraires (journaliers).

Il ne s'agit pas d'*idéaliser* le « plan » de Boukharine, du reste trop audacieux en termes de déterminisme économique, mais de prouver que le système actuel ne vaut pas mieux que celui envisagé par Boukharine ; il est plus proche que ce dernier du « privatisme » agraire et donc plus éloigné du socialisme.

Trotsky nous intéresse parce qu'il considère que le système des kolkhozes, sorti vainqueur de la « liquidation » des capitalistes agraires, est *plus avancé* que la perspective de Boukharine. En effet, ces capitalistes agraires aspiraient non seulement à la possession d'une masse de capital mais aussi à la propriété de la terre, laquelle Staline était sur le point de lâcher en partie en 1927 : Boukharine, lui, ne voulut jamais que l'État abandonne la terre, dans sa perspective, au contraire, ce dernier aurait confisqué le capital accumulé par les koulaks. Aujourd'hui, on ne peut pas confisquer le capital accumulé aux dépens de la population industrielle par les kolkhoziens - en petites parts certes mais dont la somme est importante - sans froisser la population agraire.

125. LA FAUSSE COLLECTIVISATION

Voici les graves paroles de Trotsky : « Quand la politique vis-à-vis des paysans s'orientait vers le paysan riche (Staline-Boukharine) on supposait que la transformation socialiste de l'agriculture, sur les bases de la N.E.P., allait se faire en dizaines d'années au moyen de la coopération. En embrassant l'un après l'autre les domaines de l'accumulation des provisions, de la vente, du crédit, la coopération aurait dû à la fin socialiser la production ». (Notons qu'il s'agit d'une traduction de qualité inférieure. Rétablissons le sens de la pensée marxiste de Trotsky : une fois réalisée dans les mains du koulak la première accumulation du capital sous forme de stocks, du capital mercantile dérivant du droit de vendre les produits sur le marché, du capital monétaire apte à accroître les investissements, les groupes de paysans porteurs de force de travail auraient pu accéder, avec le soutien de l'État politique socialiste, à de tels capitaux accumulés en travaillant en coopératives la terre unitaire et non plus parcellisée, et l'on aurait ainsi mis en place les conditions d'une socialisation de la totalité du capital investi dans l'agriculture. Pour nous il y a deux moments bien distincts : a) étatisation ; b) socialisation ; mais nous aborderons ce sujet plus loin en considérant la position de Trotsky sur l'industrie).

« Le tout – poursuivait Trotsky – s'appelait *plan de coopération de Lénine* ».

(Ce passage mérite une autre digression : la structure à deux faces du kolkhoze – avec sa face parcellaire et son autre face unitaire mais plus patronale qu'associative vis-à-vis du travailleur hybride – n'a jamais été prévue par Lénine, et c'est l'un des mille faux staliniens que d'en prétendre trouver l'origine dans l'écrit sur la « coopération » de janvier 1923 que nous avons étudié plus haut. Lénine parle de la concession de « primes offertes par l'État soviétique aux coopératives de paysans », de prix de faveur pour leurs produits, plus avantageux que ceux des paysans parcellaires. Mais il ne parle jamais de donner comme prime des « jouissances » de type populiste. Il dit en particulier : « À cet égard (le peu de culture des paysans), la N.E.P. représente un progrès dans le sens où elle s'adapte au niveau du paysan le plus ordinaire, elle n'exige de celui-ci rien d'exceptionnel. Mais pour obtenir au moyen de la N.E.P. qu'absolument toute la population participe aux coopératives, *pour cela une époque historique entière est nécessaire*. Si tout va pour le mieux, nous pouvons traverser cette époque en une ou deux décennies ». Ce sont les *vingt ans de Lénine* de « bons rapports avec les paysans » dont nous avons tant parlé, simple prologue de la véritable transformation socialiste internationale).

126. REVANCHE DE L'ÉGOÏSME RURAL

Trotsky poursuit en tant qu'historien marxiste valeureux. « La réalité suivit, nous le savons, une voie tout à fait différente, celle de l'expropriation forcée et de la collectivisation intégrale. Il ne fut plus question de la socialisation progressive des différentes fonctions économiques au fur et à mesure que les ressources matérielles et culturelles l'auraient rendue possible. La collectivisation se fit comme s'il s'agissait d'établir immédiatement le régime communiste dans l'agriculture »

« Cela eut pour conséquence, en plus de la destruction de plus de la moitié du bétail, un fait encore plus grave : *l'indifférence complète des travailleurs kolkhoziens* pour les biens socialisés et pour les produits de leur travail dans les kolkhozes. Le gouvernement opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent à nouveau volailles, porcs, moutons et vaches à titre privé. Ils reçurent des petits lots de terre proches de leur maison. *Le film de la collectivisation est tourné à l'envers*. Avec ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis en payant d'une certaine façon *son écot aux tendances individualistes du paysan*. Les kolkhozes subsistaient ; en conséquence cette retraite pouvait sembler à

première vue secondaire. En vérité, il serait difficile d'en surévaluer la portée. Si on laisse de côté l'aristocratie du kolkhoze (qui vivait de façon privilégiée, veut dire Trotsky), les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment satisfaits *dans une plus grande mesure par son travail ''pour lui-même'' que par sa participation au kolkhoze*. Il arrive souvent que le *revenu* de sa parcelle de terre *individuelle* soit deux ou trois plus élevé que son *salaire* dans l'entreprise *collective*. Ce fait, dont la presse soviétique témoigne, fait ressortir avec vigueur, d'une part la dilapidation absolument barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes, et plus encore de femmes, dans la petite culture, et d'autre part le rendement très bas du travail dans les kolkhozes. »

Ce que nous dirons à propos des données quantitatives va prouver que le rendement général dans les deux visages du Janus rural soviétique reste bas ; et son visage paysan ressemble bien à celui des temples romains en temps de guerre : la campagne est le nerf des infanteries impériales.

Qualitativement Trotsky - qui avait pourtant dit que la guerre aux koulaks avait été imposée de façon déterministe, plus que par les oukases de Staline, par la nécessité de nourrir le ventre social - en arrive à notre thèse. L'âme – de même que son estomac ! - privée du membre du kolkhoze a deux ou trois fois plus d'importance que celle du coopérateur, du travailleur associé. Son évolution va justement dans la direction opposée à celle que Lénine avait prévue. Ce dernier voulait, tout au long d'une période historique, arracher le travailleur de la campagne, corps et âme, à la vile autoservitude de la glèbe, la pire de toute parce qu'elle se revêt de l'instinct patronal, propriétaire et stupide. Psychologiquement, le kolkhozien est au niveau de notre paysan méridional, petit propriétaire lié à la glèbe par des traditions séculaires ou, demain, en vous parlant avec respect, par le programme du parti communiste italien. Il se retire satisfait dans le micro-règne où il est condamné à rester pour sa vie entière ; et il déclare : *sto 'n cima allu mio* [90] ; je pose mes pieds dans le petit cercle de ma parcelle dont je suis le patron et l'esclave. Je n'arrive pas à comprendre ce que veut dire qu'ici on échange dix heures d'un très dur travail contre un kilo de pain, alors qu'en dehors de mon « dallu mio », parmi mes camarades, j'échangerais deux heures contre deux kilos.

127. LE PIRE DES COMPROMIS

Le compromis de Staline, dont nous pensons avoir suffisamment réfuté et ridiculisé la vantardise tapageuse d'avoir donné un coup de volant à gauche en défenestrant les koulaks et en remplaçant ainsi dans les campagnes le capitalisme par le « socialisme », est bien pire que le compromis de Boukharine avec les koulaks capitalistes. L'avantage n'était pas seulement celui, point central de toute notre étude, de ne pas omettre les termes qui ne sont pas des *mots* mais des forces motrices de la révolution non trahie. Le marxiste peut bien dire : cette forme qui existe dans la réalité d'aujourd'hui, et qui n'est pas encore sur le point de disparaître, est le capitalisme d'État industriel, c'est également le capitalisme privé agraire et cela n'a rien à voir avec la forme socialiste, avec l'économie socialiste. Le socialisme, pôle magnétique positif de la révolution mondiale, ne sort de tout cela ni déshonoré ni poignardé ; mais il l'est sans remède quand on déclare de façon risible que ces formes anciennes sont le socialisme. La contre-révolution russe est toute entière là.

Lénine également fit un compromis avec les socialistes-révolutionnaires et, en un sens plus large, avec le populisme paysan battu en brèche depuis un demi-siècle de lutte doctrinale et « terminologique ». Il reconnaît que le programme antimarxiste des s.-r. était un pont sur lequel on devait passer et il accepta de partager avec eux le pouvoir ! Mais peu de temps après l'histoire en réclama l'extermination [91] ; et l'on put aller au-delà.

Le compromis « à la Lénine » est plausible quand il s'agit de démêler la succession historique d'une révolution bourgeoise. Son temps s'achève dans les aires historiques où il

s'agit seulement de réaliser la révolution antibourgeoise comme en Europe de l'Ouest. Là il s'agit d'écraser les partis petits-bourgeois opportunistes, plus dangereux que les partis grands-bourgeois et fascistes ; et la voie qui consistait à offrir (ou subir) une *alliance* avec eux, voie manquant totalement de motifs économiques et sociaux, ne conduit pas à les exterminer mais à être, nous communistes, exterminés par eux, ou à dégénérer, comme cela advint après la mort de Lénine pour les partis communistes jusqu'à leur fonction méprisable actuelle.

Le compromis avec les koulaks que Boukharine étudiait, lui qui n'avait pas compris de nombreux compromis géniaux de Lénine (la paix avec les Allemands, l'appui aux nationalités opprimées, l'utilisation des spécialistes bourgeois en échange de traitements élevés, etc.) était un compromis *à la Lénine*. Une fois que le capital d'exercice, le capital commercial et le capital financier, émietté dans les campagnes, aurait été accumulé et concentré, le koulak aurait été mis à la porte comme cela était advenu pour les s.-r. mais avec une utilité dix fois plus importante parce que le schéma historico-économique d'une agriculture à entreprises capitalistes privées de grandes dimensions forme une *base* pour le socialisme beaucoup plus solide que le schéma d'une jouissance privée aux dimensions de l'entreprise-famille.

Ce compromis *pouvait* finir comme ceux de Lénine. *Le compromis de Staline*, outre le méfait de tuer le potentiel du mot d'ordre et de l'aspiration socialistes, a eu pour autre fonction néfaste de ne pas avoir pour perspective la destruction dans l'avenir de la forme bâtarde avec laquelle on s'était compromis : l'individualisme – et pire le *familiarisme* – rural que Lénine et Trotsky, avec nous, maudissent.

Le kolkhoze est une forme statique, qui n'évolue pas sinon dans le sens d'une prépondérance plus grande des cupidités égoïstes et héréditaires, dans laquelle le capital de l'entreprise coopérative s'accumule non pas pour préparer l'explosion classique de Marx, mais pour faire prospérer la basse et antisociale microrichesse paysanne. Demain l'État ne trouvera pas en lui une seule tête à saisir pour socialiser la machine productive, ni même une seule tête à faire tomber, mais un invertébré aux cent et mille centres vitaux, impossibles à tous saisir.

Le compromis avec les koulaks avait un contenu de logique marxiste. Le compromis avec les kolkhoziens – sans avoir besoin d'aller chercher des bureaucraties qui en profiteraient – fut la véritable capitulation de la gloire bolchevique.

128. ORIGINE DE LA FORME KOLKHOZE.

L'exploitation de la terre en commun a, en Russie, des origines très anciennes dont nous avons parlé en son temps. Le « mir » est une collectivité de paysans serfs puisqu'ils doivent, en tant que collectivité, verser un tribut en travail ou en denrées au seigneur féodal, au monarque, à l'État, ou à des institutions religieuses. Il y a déjà dans le mir la double forme d'exploitation : chaque famille a sa petite *ussadba*, petit lopin de terre pour jardiner sur lequel se trouvait l'*isba*, la maison du paysan avec ses réserves, ses outils et son cheptel. La terre commune est périodiquement répartie en petits lopins de terre, appelés champs, chacun travaillé par une seule famille et sur lequel cette famille pouvait travailler et récolter, en payant un tribut en argent, l'*obrok*, ou en travail servile sur la terre d'autrui, la *barchtchina*. Avec la réforme de 1861, le rachat des serfs fut admis et depuis lors on tendit à une stabilisation de la répartition des terres communes. Mais les paysans payèrent aux seigneurs des prix énormes qui les ruinèrent totalement et ils furent en partie réduits à l'état de salariés industriels ou journaliers agricoles sans terre, d'autre part des formes collectives anciennes survivaient en partie alors que de riches paysans apparaissaient. En 1905, la réforme plus audacieuse de Stolypine ne réussit pas non plus à établir sur toute la terre agricole un régime d'exploitations individuelles en substituant à la pratique ancienne du *nadiel*, répartition

périodique des terres collectives, un partage en possessions stables. Mais on estime qu'à la veille de la grande guerre, seul un quart de la forme collective de gestion avait été liquidé.

Après la révolution d'Octobre, malgré l'invasion anarchique des paysans dans les terres enlevées aux nobles et aux bourgeois, d'importantes exploitations collectives subsistèrent encore, elles provenaient de formes très anciennes et furent à l'origine des *kolkhozes* actuels.

Avant de voir quel est le rapport entre la gestion familiale et la gestion coopérative dans le kolkhoze d'aujourd'hui, rapport régi par des statuts qui furent promulgués en 1925, en 1930 puis enfin en 1935 en relation avec la constitution de 1936, il est bon de faire mention des trois types de forme ayant existé, de façon limitée, au temps du communisme de guerre et de la N.E.P. de 1918 à 1925.

La « société de culture collective » est une forme dans laquelle un groupe de cultivateurs apporte seulement une partie de ses terres, y apporte également son travail et son capital en semences, bétail, outils, en conservant cependant sa propriété personnelle sur le capital apporté, soit aux fins de la répartition des produits, soit en vue d'un retrait d'un des membres de la société.

Une telle forme de travail en commun est temporaire et donc elle est la moins collectivisée et la plus instable.

La « commune agricole » doit au contraire être considérée comme la forme la plus poussée, même par rapport au kolkhoze moderne qui a tiré son origine de la troisième forme ou « artel », nom de la corporation paysanne au Moyen Âge. C'est par ce nom, au lieu du terme kolkhoze, que le statut officiel se plaît à désigner la forme actuelle elle-même.

La « commune », bien que le retrait d'un associé en soit théoriquement possible, s'attribue tout : terre, capital, travail, sans rien laisser d'une jouissance individuelle. Les produits sont également communs et distribués en parts égales alors que ce qui excède les besoins de consommation va contribuer à accroître l'exploitation. C'est vers ce type d'exploitation que les regards de Lénine se tournèrent toujours. Comme dans le *sovkhoze* moderne, dans la Commune on habite et on mange en commun, toute forme de propriété individuelle et même toute forme d'utilisation individuelle de la terre sont radicalement interdites de même que toute prestation salariée de travail. Dans le statut de 1925 on disait : « la commune agricole a pour but d'élever le bien-être matériel et spirituel de ses associés à travers : a) l'organisation et l'exploitation en commun de la part des membres de l'économie agricole ; b) la distribution égalitaire entre les membres eux-mêmes de tous les produits de leur travail ; c) la satisfaction en commun de leurs besoins ». On peut donc dire que la forme disparue de la commune agricole réalise une économie communiste *interne*. Le *sovkhoze* en diffère dans la mesure où non seulement la terre mais également tout le capital est propriété non du sovkhoze en tant qu'association mais de l'État central. Un caractère dépassé correspond à ce caractère avancé : les produits vont à l'État et le travailleur reçoit un salaire.

129. DROITS DU KOLKHOZIEN

Rappelons quelles sont les dotations personnelles et familiales qui sont permises au membre de l'artel-kolkhoze, forme intermédiaire qui a absorbé les deux formes extrêmes, commune et société de culture, selon le statut de 1935. Ce sont : la maison d'habitation (en propriété héréditaire), un petit morceau de terre dont la surface varie d'un quart d'hectare à un demi hectare (dans le cas de terre moins fertile elle peut atteindre au maximum un hectare). Selon le statut modèle, « chaque maison kolkhozienne » a encore en propriété privée les animaux suivants : « trois bovins parmi lesquels une vache, une truie avec ses porcelets, jusqu'à une dizaine de brebis et moutons, une quantité illimitée de volailles et de lapins et jusqu'à vingt ruches ».

Dans certaines régions, selon le statut, les lois élargissent ces droits. Selon un article de Pavlovsky, dans le n°1-2 de la revue « Culture soviétique », 1946, on parle d'une vache avec trois veaux et deux truies avec leurs petits, mais pour les régions de grand développement d'élevage, on arrive jusqu'à 8-10 vaches, 100-105 brebis, 10 chevaux, 8 chameaux, etc.

Nous verrons l'importance de ces chiffres. Du point de vue juridique il y a quelques divergences dans les déclarations, ou peut-être dans les traductions. En substance il s'agit d'un véritable droit de propriété privée sur la maison, le petit terrain, le capital d'exploitation qui consiste en un petit nombre d'outils et en animaux. Le statut applique le mot propriété à toutes ces dotations et il rapporte ce terme tantôt à la « maison kolkhozienne », tantôt aux « membres de l'artel ». La Constitution parle de propriété personnelle pour la maison et l'entreprise implantée sur le terrain, et pour ce dernier elle parle de « jouissance personnelle » ou d'« usufruit personnel ».

Mais comme pour tout le territoire que l'État attribue à un kolkhoze donné on parle de « jouissance gratuite », non soumise à terme, c'est-à-dire perpétuelle, on doit dire la même chose de la « jouissance » du kolkhozien sur son terrain. En effet, la constitution, à l'article 10, protège le droit de succession héréditaire (qui par définition est *perpétuel*) pour les biens suivants : propriété personnelle des produits du travail personnel et de sa propre épargne, de la maison d'habitation, de l'entreprise familiale auxiliaire, des objets d'utilisation domestique et personnelle, etc.

Il existe une vieille idée selon laquelle « le socialisme ne détruit pas la propriété personnelle ». Mais c'est une formule idiote. La doctrine marxiste ne s'inscrit pas dans le « droit » parce que c'est la théorie du droit qui s'inscrit en elle, cette théorie du droit en est un simple chapitre. Si cependant on pouvait donner une formule juridique de l'économie socialiste, elle retentirait ainsi : la société est immédiatement propriétaire de tout produit du travail fourni par chacun de ses composants qui n'a aucun droit sur ces produits.

Mais, tout en conservant les termes de la science du droit courant, nous affirmons la vérité de cette équation : jouissance gratuite et perpétuelle égale propriété pleine et entière. Que le droit naisse de l'économie c'est une vérité du marxisme mais également de l'économie. La somme des rentes futures d'un bien donné en disposition perpétuelle, rapportées à aujourd'hui (en respectant totalement la théorie bourgeoise de l'intérêt composé) est égale à la valeur entière du capital placé à intérêt. Seul le calcul d'un usufruit dont le terme futur est fixé donne un chiffre inférieur à celui de la valeur capital du bien, et la différence est appelée par les juristes :propriété nue. Cette vérité s'exprime ainsi en mathématiques : l'intégrale des intérêts futurs infinis d'un capital, chacun étant réduit à sa valeur *actuelle*, est égale au capital lui-même.

Il en découle que toute la valeur de la terre, du cheptel, et de tout ce qui est donné en usage illimité à la famille kolkhozienne, est propriété et économie privées ; et tout ce domaine qu'il s'agit d'établir est soustrait non seulement au domaine socialiste mais également à celui du capitalisme d'État.

De plus il est en deçà du capitalisme privé dans la série historique des modes de production parce qu'on y trouve du travail non associé et non salarié (pour le kolkhozien une telle forme n'existe que sur la terre coopérative) ; on en reste ainsi au niveau du second degré de Lénine : petite économie paysanne mercantile.

130. CE QUI REVIENT AU KOLKHOZIEN

Il s'agit maintenant de voir quel est le rapport entre le temps du travail effectué par le kolkhozien en tant que travailleur associé en dehors de son petit champ et le temps du travail qu'il effectue sur ce petit champ. Selon le Statut, l'apport de la terre se fait à l'entrée du

paysan dans le kolkhoze, ou à la formation du kolkhoze par la réunion de multiples anciennes entreprises individuelles, toutes les limites entre les champs privés sont alors effacées pour toujours, exceptées celles de la zone que chaque élément constitué par une famille (dans la terminologie traditionnelle, chaque *dvor*) conserve autour de sa maison. Quant au cheptel et aux instruments agricoles que chaque adhérent possède avant d'entrer dans le kolkhoze, 50 à 70 % lui sont accrédités comme quote-part, comme contribution, dans les livres de l'entreprise, alors que le reste est versé à fonds perdu dans le capital indivisible du kolkhoze. Chaque adhérent verse une taxe d'inscription de 20 ou 40 roubles (1935) à ce fonds commun. Tout individu apte au travail, homme ou femme, peut adhérer au kolkhoze. La façon dont les enfants de kolkhoziens adhèrent au kolkhoze n'est pas très claire : est-ce au moment de leur mariage ou de leur majorité ? Et paient-ils une quote-part ? Comment reçoivent-ils une nouvelle maison et un nouveau champ ? Il en résulte une demande pressante de maisons kolkhoziennes ces dernières années. Le membre du kolkhoze peut en sortir et retirer son capital personnel, mais pas son morceau de terre. Dans les cas graves, il y a expulsion.

Pour le travail en commun tous les membres du kolkhoze sont regroupés en *brigades* d'environ 50 personnes affectées à des cycles de travail donnés et avec des spécialisations techniques données.

Le travail fourni par chacun est mesuré en *troudoden* ou journées de travail dont la valeur varie selon la capacité technique et le rendement général de la production qui tous deux varient d'une entreprise à l'autre. La notation est faite par le « brigadier » sur les livrets individuels. Naturellement, comme dans l'industrie russe, le système des *primes* aux plus zélés est en vigueur, en pourcentage sur les *troudoden* de l'année. Au cours de l'année on admet des avances en argent ou en nature.

Avant de faire le compte final pour établir la part qui revient au kolkhoze et aux travailleurs, on effectue des prélèvements pour des tiers. On doit des parts importantes des produits à l'État, du blé en premier lieu, payé à un prix officiel, plus bas que le prix du marché. « Ces livraisons obligatoires du kolkhoze à l'État constituent – dit l'auteur russe cité plus haut – la forme la plus importante de taxation de l'entreprise agricole paysanne ». Jusque avant-guerre, le pourcentage des livraisons s'évaluait, les années de bonne production, entre 12 et 15 pour cent de la récolte. De plus on verse à l'État les avances pour les semences, et les montants des locations aux stations de machines et tracteurs, souvent estimés eux aussi en quote-part du produit brut. Il faut ensuite procéder aux retenues pour les stocks normaux de semences et pour les fonds d'assistance et de prévoyance. Puis l'assemblée du kolkhoze établit quelle part du produit restant sera vendue sur le marché pour faire face aux dépenses de l'entreprise. Du produit net de ces ventes, obligatoires et libres, on tire le revenu monétaire dont à peu près 20 % sont consacrés à un nouvel investissement en capital. Le reste de l'argent est distribué aux associés de l'artel en raison des *troudoden* dont chacun est crédité. La partie en nature de la production non vendue est répartie de la même façon.

Donc ce que le kolkhozien retire de son travail associé revêt une forme qui tient du *salaire*, puisque la mesure de base est le temps de travail pour un type donné d'activité technique, et du *dividende* d'un profit, celui réalisé par l'entreprise coopérative dont chacun est sociétaire sous deux aspects : l'apport initial d'un capital (cheptel, outils, semences) et d'une quote-part souscrite d'un côté, et l'apport d'un temps de travail de l'autre.

131. RAPPORT ENTRE KOLKHOZE ET ÉTAT

Si donc, en tant que paysan parcellaire sur son *ussadba*, le kolkhozien est socialement un petit propriétaire exploitant direct, en tant que sociétaire de l'artel, il est dans le même temps un travailleur salarié et un actionnaire d'une entreprise qui reçoit un profit.

Sous cette deuxième forme, le kolkhoze qui est un entrepreneur collectif serait également un propriétaire foncier (c'est-à-dire jouisseur perpétuel) s'il ne payait pas réellement une rente à l'État, patron de toute la terre agricole. Mais nous avons vu comment l'État percevait de l'entreprise qu'est le kolkhoze des versements si importants qu'on peut leur attribuer le caractère de fortes impositions. Puisque dans les pays bourgeois les propriétaires fonciers privés paient un impôt à l'État, il faut dire que le kolkhoze est non seulement un entrepreneur capitaliste collectif mais aussi un propriétaire foncier collectif. Si l'impôt s'élève à un montant très élevé, au point que l'on puisse l'appeler une rente, alors on pourrait dire que le kolkhoze est un fermier de l'État et lui paie une rente pour la terre de propriété publique.

Mais dans le rapport entre économie paysanne, dans laquelle le kolkhoze représente une banque de la masse rurale, et appareil d'État central (si nous mettons à part le fantasme habituel de la bureaucratie classe exploiteuse) nous devons opposer aux charges dues par les kolkhozes à l'État – les livraisons obligatoires – les autres charges de l'État envers le kolkhoze non seulement sous forme de travaux publics mais aussi sous la forme de mille services, transports, énergie, presse, école, bibliothèque, assistances innombrables de l'État et ainsi de suite. Il en résulte de façon certaine que l'État, dans ce rapport avec les kolkhozes, s'il n'est pas perdant, est tout au plus rémunéré par un impôt - dont le taux est très peu élevé – que le paysan paie en échange de la protection de l'État.

L'État, qui en théorie était la force politique de la classe ouvrière industrielle, avec sa fonction *préside à un transfert de valeur* et de plus-value, de la classe ouvrière des villes à la classe paysanne propriétaire (deux fois propriétaire, sous forme individuelle et sous forme associative), de même que l'État bourgeois dirige le transfert de plus-value de la classe prolétarienne à la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Un État plus inspiré par les intérêts des paysans que par ceux des prolétaires est l'allié de classe naturel des États capitalistes historiques du monde entier, même si son capital apparaît enfermé dans un compartiment étanche par rapport au capitalisme financier international.

Des trois classes de la société bourgeoise modèle de Marx, la classe ouvrière continue à être exploitée et la classe capitaliste est représentée par l'État administratif, non pas comme comité de ses fonctionnaires de haut rang, mais comme *canal d'émulation* pour les forces du capitalisme bourgeois étranger. La classe des propriétaires fonciers a pris une forme non pas *minoritaire* mais « populiste » et elle a la figure d'un consortium de consortiums paysans vers lequel une importante rente foncière reflue et celle-ci est taillée dans la plus-value que le prolétariat dominé et exploité produit.

132. MAIGRE BILAN AGRAIRE RUSSE

À la *procédure* bruyante de l'industrie soviétique, qui avec ses rythmes de croissance stupéfiants – comme nous l'avons montré dans le *Dialogue avec les morts* – a paraphé sa nature de capitalisme manufacturier jeune, naissant et jaillissant sur les épaules d'un prolétariat sous-rémunéré, correspond une avancée historique et économique boiteuse de la campagne russe. Complétons ici le tableau donné dans la Troisième Journée du Dialogue à grands traits d'ensemble.

Considérons, dans le cycle qui se place entre la première guerre mondiale et aujourd'hui, le cours des données quantitatives relatives à la superficie géographique et agraire, à la population et enfin à la production agricole. Et admettons, pour ce faire, les chiffres [92] fournis par les sources soviétiques durant ces années.

Nous arriverons à une conclusion facile et évidente : aucun progrès, ni de volume, ni de rendement, dans la production agraire. Et ce malgré les capitaux imposants qui ont été

investis dans les campagnes, pratiquement à fonds perdu. Un tel drame ne fait que répéter celui de la civilisation moderne bourgeoise qui, alors qu'elle a élevé la satisfaction des nouveaux besoins qu'elle a elle-même suscités, besoins d'objets manufacturés et de services d'une variété infinie, n'a su ni pu élever de façon appréciable, au-dessus des niveaux millénaires, l'alimentation en ce qui concerne les premiers besoins vitaux, alors que dans le même temps de vastes parties de l'humanité sont encore au-dessous du minimum vital naturel alimentaire. C'est là que réside la condamnation centrale que Marx dicta contre elle.

Pour la superficie géographique, les années 1913 et 1957 s'équivalent. L'empire des tsars et l'Union Soviétique campent – satellites mis à part - sur les mêmes frontières qui enferment 22,4 millions de kilomètres carrés. Les chiffres fatiguent, et nous adopterons l'Italie comme *modèle*, modèle concret pour le lecteur : « soixante-quinze » Italies.

Dans l'intervalle de 44 années la superficie territoriale est descendue puis remontée. Entre les deux guerres mondiales, par la perte de la Pologne, des États baltes et de quelques autres zones, la Russie avait plus d'un demi million de kilomètres carrés en moins, ce qui représentait plus de trois Italie. Mais la superficie contrôlée était descendue beaucoup plus durant les années de la guerre civile, de 1917 à 1924, ce dont on doit tenir compte pour les comparaisons avec ces années de dépression économique et de disettes en série.

Dans cet espace, la population était en 1913 de 159 millions ; aujourd'hui, d'après le recensement de 1955, elle s'élève à 200 millions alors que tout le monde l'évaluait à 220 millions.

Avec un tel chiffre officiel, la Russie vaut quatre Italies et demie actuelle.

La densité de population en Russie était en 1913 de 7,1 habitants par kilomètre carré. Aujourd'hui, elle est de 11,7 [93]. La densité de la population italienne est aujourd'hui de 162 habitants par km², 14 fois plus grande.

Maintenant il nous importe d'établir que la population russe et avec elle la densité, en 43 ans, ont crû de 31 pour cent ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de 0,65 pour cent. Mais dans les dernières années, aux dires de Khrouchtchev, il y aurait eu une augmentation de 16,3 millions en cinq années. Si la population de 1955 était de 200 millions d'habitants, celle de 1950 était de 183,7 millions ; un accroissement de 8,9 pour cent et pour chaque année 1,7 pour cent. Un tel chiffre *incroyable* est à peu près le double de celui de notre Italie très prolifique. Un certain mystère demeure sur le nombre total d'habitants de la Russie, comme les Soviétiques eux-mêmes le déclarent. Des 159 millions de 1913 on descend en 1926 à seulement 147 – effet de la première guerre et de la révolution. En 1938 on en était à 171 ; indubitablement la deuxième guerre mondiale détermina une autre baisse et avec la reprise qui suivit on arriva en 1952 à 180,5 millions, étant donné qu'au XIX° congrès du parti on annonça une augmentation de 9,5 millions depuis 1938. Mais un tel nombre ne concorde pas avec les 183,7 de 1950 déduits ci-dessus !

133. LA COMPOSITION SOCIALE

Si les sources officielles tombent dans de telles contradictions, il faudra encore moins se fier aux données sur la répartition annoncée entre population urbaine et population rurale. En 1913, la première aurait été seulement de 28 millions contre 131 à la campagne. Lors de la dépression de 1928, nous trouvons 26 millions dans les villes et 121 millions dans les campagnes. En 1938, les urbains s'élèvent à 56, les ruraux descendent à 115. Enfin la situation actuelle serait de 87 millions pour la population urbaine contre 113 pour la population rurale. D'où l'évolution tant vantée de la société russe du stade agraire au stade industriel : mais qu'est-ce qui peut illustrer le mieux la genèse d'une société capitaliste que son produit le plus monstrueux et le plus horrible : l'urbanisation ? [94]

Les mêmes sources soviétiques ont donné une statistique par classes. En 1913 il y aurait eu 17 pour cent d'ouvriers et d'employés, 66,7 pour cent de paysans, et 16,3 pour cent de possédants et de commerçants. Il s'agit d'une statistique de la population « active » qui ne prend pas en compte les non actifs des noyaux familiaux. En 1926 les bourgeois sont 4,6 pour cent, les paysans individuels sont 74,9 - et seulement 2,9 en coopératives -, les ouvriers et les employés sont 17,6 pour cent. L'augmentation du nombre des paysans ne semble pas correspondre à celle, connue, des exploitations, de 18 à 25 millions par effet de la révolution.

Aujourd'hui la Russie aurait cette composition sociale : ouvriers et employés 41,2 pour cent, paysans associés 58,3 pour cent, paysans encore libres à peine 0,5 pour cent.

Aujourd'hui, nous le savons, il n'y a *que deux classes* ! Comme population active, les ouvriers et les employés sont passés de 17 à 41 pour cent, les paysans sont descendus d'à peu près 67 à 58 pour cent.

En admettant un moment que ces chiffres figurant dans de grands discours politiques et dans des publications de propagande évidente soient justes, on relève seulement que, en 1913, 67 paysans travaillaient pour nourrir 100 habitants et qu'aujourd'hui il en travaille seulement 58 [95]. En 1913, les paysans étaient extrêmement exploités, et les 33 autres non-paysans, de nature en vérité hétérogène, mangeaient discrètement leur produit. ; aujourd'hui les 58 paysans produisent la nourriture de 100 habitants mais mangent une grande part du produit, et les 42 non-paysans, qu'il serait généreux de considérer homogènes, mangent peu.

Seule cette explication peut s'accorder avec le fait grave que *la production agricole n'a pas augmenté dans une mesure nettement plus grande que la population des consommateurs.*

Quelle est l'importance de la paysannerie dans les nations bourgeoises modernes ? Selon les données de l'annuaire 1955 de l'O.N.U. sur la population active, la population du secteur agricole est en Italie de 39,4 pour cent, aux États-Unis de 12 pour cent, en Grande-Bretagne de *5 pour cent*, en Allemagne de 23 pour cent.

La Russie a du chemin à faire avec ses 58 pour cent de paysans aujourd'hui pour pouvoir entrer en « émulation » avec l'industrialisation occidentale, c'est-à-dire pour devenir entièrement et véritablement capitaliste !

Mais à chaque fois que les chanteurs du Kremlin étalent leur éloquence en magnifiant les pas qu'ils auraient faits dans la direction de la conquête « du socialisme », ils ne font que nous apporter des preuves historiques puissantes de la nature purement capitaliste de leur démarche et de leur tâche. Ils veulent présenter comme une victoire la réduction drastique – et bien exagérée – de la population paysanne qu'ils se vantent, en 27 ans, de 1928 à 1955, d'avoir réduite de 78 à 58 pour cent de la population totale, et cela grâce à la grande trouvaille de la *propriété socialiste kolkhozienne*. Mais existe-t-il un symptôme plus clair de la croissance d'une société capitaliste, catastrophe historique pour l'économie des campagnes ?

Pour notre étude, lors de nos prochaines réunions, de l'économie occidentale et américaine, des données nous sont parvenues tirées d'un travail de S. Kuzness, de l'Office National de recherches économiques de New York, 1946. Il s'agit de la variation de la part de la population employée dans l'agriculture aux États-Unis de 1870 à 1940. Voici la série décennale du pourcentage de la population paysanne américaine : 51,6 ; 48,8 ; 42,5 ; 37,7 ; 30,7 ; 26,7 ; 21,3 ; 16,9. Aujourd'hui, nous venons de le dire, elle représente 12,5.

Dans leur fougue à rivaliser avec le capitalisme, les Russes sont arrivés au niveau capitaliste américain de 1900 !

134. PATRIMOINE DE TERRES AGRICOLES

L'énorme Russie a une population peu nombreuse, mais elle a également une grande partie de son territoire qui n'est pas apte à la production de denrées agricoles. La superficie

agricole, forêts exclues, est aujourd'hui (données de l'annuaire soviétique officiel de 1954) de seulement 6 478 000 km², c'est-à-dire 27,3 pour cent de la superficie territoriale. On peut ajouter les forêts immenses, environ 43 pour cent de la superficie totale, mais seulement 5 850 mille km² de celles-ci sont accessibles à l'homme, ne disons pas au cultivateur.

L'Italie pourtant très montagneuse a pour superficie 301 mille km², la superficie agricole réunie avec la superficie des forêts *s'élève à 92,2 pour cent* : agricole 83,2 [96] (22 millions d'hectares), forestière 19 (5 millions 710 mille hectares).

La Russie correspond à soixante-quinze Italie, mais elle ensemence seulement 224,7 millions d'hectares (prairies comprises), contre 18,3 millions pour l'Italie ; donc seulement 12 fois plus. La superficie agricole, sans les forêts, est seulement 29 fois plus importante. Mais on y inclut les « terres vierges » qui n'existent plus en Europe.

La densité de la population a également une importance dans cette comparaison. Nous pouvons dire qu'un hectare ensemencé doit nourrir en Italie 2,6 personnes, alors qu'en Russie il ne nourrit qu'une seule personne. Évidemment, comme les proportions de consommateurs travaillant dans l'agriculture sont les mêmes, le plus grand potentiel productif de la terre y pourvoit.

Si nous prenons toute la superficie agricole, chaque hectare doit nourrir en Italie 2,2 personnes, en Russie 0,37 personne ; mais chez nous la fécondité des terres plantées d'arbres, sans compter celle des terrains arables, est bien plus élevée, la proportion des terres au repos ou en jachère est moindre, etc. ; de plus l'intervention des terres vierges est nul.

Une fois ce bas rendement, bien connu, de l'agriculture russe établi, examinons l'évolution historique de la superficie ensemencée et dans celle-ci de la partie ensemencée en céréales.

Selon les deux extrêmes de la série que nous suivons, sous le tsar, en 1913, on semait 105 millions d'hectares, dont 94,4 millions en céréales. Aujourd'hui, c'est-à-dire en 1955, année décrite par le XX° congrès comme une année de grand essor agricole, on a ensemencé 186 millions d'hectares dont 126,4 millions en céréales.

L'accroissement a donc été de 77 pour cent pour les surfaces ensemencées et de 34 pour cent seulement pour les surfaces en céréales.

Nous devons rappeler que la population a augmenté dans le même temps de 31 pour cent si les 200 millions qui ont remplacé les 220 sont exacts. *On a donc marqué le pas.*

135. PRODUCTION DE CÉRÉALES

Nous savons bien quelle est la réponse, surtout celle donnée par Khrouchtchev au XX° congrès : le rendement de la récolte par hectare a augmenté et donc la production de céréales, et en particulier de blé, a augmenté. Les données relatives au plan quinquennal 1950-1955 sont très douteuses, alors que l'on devait avoir une augmentation de 60-70 pour cent de cette production – que Boulganine nous a promise à nouveau pour le sixième plan - elle commence par un recul pour reprendre ensuite grâce à des « mesures extraordinaires » dans les deux dernières années. En fait il s'est agi de bonnes saisons et on a des doutes sérieux sur les chiffres de 1956.

En mettant ensemble les données officielles on aurait, de 1950 à 1955, cette série en millions de quintaux de céréales : 1 160, 1 125, 1 310, 1 170, 1 450, 1 500.

Avant de les commenter, dressons un petit tableau qui ne reproduit qu'en partie les variations. D'habitude ces dernières sont habilement dissimulées pour les périodes désastreuses, et spécialement pour la période qui suivit la deuxième guerre mondiale dans laquelle la bureaucratie *toute-puissante* a laissé échapper jusqu'aux mesures statistiques. Nous ne savons que dire des chiffres de la population, de la culture, des récoltes ni, par exemple, de

ceux de la deuxième chute ruineuse du patrimoine zootechnique, pour les années 1942, 1943, 1944. Voilà le petit tableau synthétique :

	Territoires (mil. de km²)	Popul. (mil. habi.)	Superf. ensem. (mil. hectares)	Superf. céréales (mil. hectares)	Récoltes (mil.quintaux)	Céréales (quint.par hab.)
1913	22.3	159	105	94.4	801	5,1
1928	21.2	147	113	92.2	733	5.0
1937	21.2	171	135.3	104.5	1 203	7.0
1940	21.2	175 ?	150.4	110.5	1 188	6.7
1950	22.4	184	146.3	102.9	1 160	6.3
1955	22.4	200	185.9	126.4	1 500	7.5

La considération brute de ces chiffres donne bien, pour le rapport entre aujourd'hui et l'époque tsariste, un accroissement total de 87 pour cent qui cependant, en tenant compte de l'accroissement de la population, descend à 43, ce qui donnerait une moyenne de 0,8 pour cent annuel.

Dans un même temps, on a pu observer une évolution quasi semblable même en Italie dont l'agriculture ne peut s'étendre sur des terres vierges et qui a une technique de culture plus intensive et plus évoluée.

Historiquement, nous devons noter que nous n'avons pas les données des deux *abîmes*, et même des trois : ceux de 1920, de 1932 et de 1945. Nous constatons en regardant le tableau que l'on a eu un net recul de la production par habitant, non seulement après la révolution, mais également à la fin de la deuxième guerre mondiale et par effet de cette dernière, même si la reprise se produisait déjà en 1950. Les résultats les plus importants en date de 1954 et 1955 sont attribués par les Soviétiques eux-mêmes à la mise en culture de nouvelles terres vierges, 33 millions d'hectares (selon Khrouchtchev), alors que l'on prévoit le même rythme pour 1956.

Donc, toute l'augmentation des surfaces ensemencées en céréales, et celle de la récolte des céréales, doivent être attribuées aux nouvelles terres conquises à la culture, et non aux avantages de la réforme sociale agraire instaurée de 1928 à 1955 dans la forme kolkhozienne. Il s'agit, comme c'est connu, d'une exploitation *una tantum* de l'énergie géochimique enfermée dans les terres non cultivées par l'homme.

Mais on doit faire d'autres remarques sur l'histoire de l'agriculture russe. À l'époque du tsarisme la population consommait peu de céréales, et les moins riches telles le seigle et le millet, et l'on exportait le blé. Après la révolution les paysans ont conquis le blé et ils n'en n'ont cédé qu'une faible part aux villes, d'abord par force, puis aux prix du marché. Avec la réforme kolkhozienne, la consommation directe de blé, et plus encore celle d'aliments de valeur, disparaissent des statistiques parce qu'elles entrent dans la gestion domestique, alors que la consommation de blé des ouvriers des villes est clairement mise en évidence. Nous en déduisons une vérification très simple, c'est-à-dire que nous cherchons quelle est la consommation par habitant urbain et prolétaire en divisant toute la quantité récoltée non plus par la population totale mais par la population indiquée comme urbaine. Nous aurons un indice supérieur à l'indice réel, c'est certain, mais sa variation dans le temps servira à indiquer comment la réforme kolkhozienne se reflète sur les conditions d'existence de la classe prolétarienne qui, pour notre thèse, est la classe exploitée et dominée par un pouvoir de compromis entre classe paysanne intérieure et classe bourgeoise mondiale, lequel compromis culmina dans la II° guerre.

En 1926, prélude de la « collectivisation agraire », nous obtenons 733 millions de quintaux pour 36 millions d'habitants des villes (25 pour cent) avec l'*indice de 20*. En 1940, la récolte est de 1 188 millions de quintaux, mais les habitants des villes sont 61 millions : l'*indice* quasi constant : 20. En 1955, on nous donne une population urbaine de 87 millions : l'*indice* descend, avec une récolte de 1 500 millions de quintaux, à 17,2. Il perd 15 pour cent.

C'est donc une fiction, pour la classe ouvrière, que la croissance dans le tableau de 6,7 à 7,5, c'est-à-dire 12 pour cent d'augmentation, revendiquée par Khrouchtchev. La sujétion du prolétariat urbain s'est aggravée. À la conception puérile selon laquelle cela est dû aux repas des grands hommes politiques [97] et des grands bureaucrates, substituons l'explication marxiste selon laquelle la prime de consommation, l'orgie de plus-value, va à la classe kolkhozienne : l'égalitarisme dans les villes comme dans les campagnes est une foutaise amarxiste qui ne nous intéresse pas.

136. POIDS DU SYSTÈME KOLKHOZIEN

C'est un fait évident que la forme kolkhozienne l'emporte largement en Russie sur toute autre, ancienne et moderne ; et l'on admet également, sur la foi il est vrai des statistiques du gouvernement, que l'exploitation individuelle a disparu et que l'exploitation d'État est minoritaire par rapport à l'exploitation coopérative.

Un problème plus difficile que nous nous posons est celui du poids relatif de l'économie des parcelles familiales des kolkhoziens et de celui de l'économie des terres du kolkhoze. On ne peut aborder cette question qu'au moyen de conjectures importantes.

La répartition de la terre russe avant la révolution était environ la suivante : les paysans avaient en exploitation à peu près 150 millions d'hectares, un peu plus d'un quart, à ensemencer ou non. 110 millions étaient des propriétés privées bourgeoises, un cinquième ; 160 millions appartenaient à des églises ou à des couvents, trois dixièmes ; un autre cinquième appartenait à l'État et à la couronne.

La superficie d'un *dvor* paysan pouvait aller de moins de 5 hectares à environ 50 hectares, ce qui formait donc des échelons sociaux différents. Du total de 540 millions d'hectares, 105 étaient des terres à ensemencer dont 95 des terres à céréale.

En 1928, 96 pour cent des premiers et 89 pour cent des seconds sont entre les mains de paysans individuels. Les sovkhozes d'État en ont seulement 1,7 pour cent et 1 pour cent et les formes coopératives 2,5 et 2,1 pour cent.

En 1955, sur 185,8 millions d'hectares ensemencés, les sovkhozes en ont 16 pour cent et les kolkhozes 83 pour cent ; il reste des parts minimes qui appartiennent à des individus (?) et aux jardins des usines, et autres semblables. Sur les 126,4 hectares à céréale, les kolkhozes en ont 84,4 pour cent et les sovkhozes 15,5 pour cent.

L'agriculture russe est donc pour un sixième aux mains de l'État et les cinq autres sixièmes sont exploités de façon coopérative et parcellaire.

Nous nous demandions dans le *Dialogue avec les morts* quel était le sens de ce développement à propos d'informations américaines sur une future étatisation des kolkhozes (seule une révolution pourrait la réaliser et non pas une nouvelle « réforme » par le haut) et sur la base de l'annonce par Khrouchtchev que les sovkhozes, en deux ans, étaient passés de 14,5 millions d'hectares à 24,5. Confrontons une telle annonce avec les données de l'annuaire officiel soviétique. En voici les données pour les sovkhozes : 1940 : 13,26 – 1950 : 15,93 – 1954 : 19,98 – 1955 : 29,37. Une telle série correspond aux indices 100, 120, 151, 221. Pour les kolkhozes la série est de : 122,22 – 126,91 – 144,61 – 154,85. Et donc 100, 104, 118, 126. Il est clair que les sovkhozes tendent à croître plus que les kolkhozes : en 1940, les seconds avaient neuf fois plus de terre que les premiers ; aujourd'hui, comme nous l'avons dit plus haut, cinq fois seulement.

Le phénomène est de plus grande importance pour les terres à céréale. Entre 1954 et 1955, celles des kolkhozes ont augmenté de six pour cent, celles des sovkhozes de 47 et ces derniers au lieu de représenter 20 pour cent des kolkhozes en représentent 36 pour cent.

Un tel phénomène ne peut s'expliquer que d'une seule façon : les kolkhozes se préoccupent d'élever leurs propres poulets et leurs petites chèvres, et le mécontentement des villes qui demandent du pain oblige l'État à intensifier – avec les grandes cultures extensives motorisées en gestion directe - les fameuses « usines à blé ».

Pour l'instant nous ne sommes pas en mesure de dire combien de blé est produit par les sovkhozes et combien en est produit par les kolkhozes, et il en est de même pour les céréales en général.

137. LES DEUX FACES DU KOLKHOZE

Nous prouverions peu si nous comparions la puissance productive des parcelles avec celle des terres des coopératives sur la base de la superficie de la terre. Il est évident que les lopins de terre donnés en dotation familiale sont de loin les plus fertiles et les plus actifs de toutes les zones des kolkhozes ensemencées de façon extensive, mises en prairies ou en pâturages. La statistique nous dirait que sur 149 millions d'hectares ensemencés par les kolkhozes, la dotation familiale en couvre seulement 5,7, c'est-à-dire 4 pour cent. Pour la superficie des terres à céréale, nous avons simplement 2 pour cent, et même moins. En effet, on peut avoir le blé dans les stocks de la coopérative, et dans le petit champ on sème ce qu'il y a de mieux.

On pourrait nous opposer que la doctrine selon laquelle la culture parcellaire domine en Russie se trouve démentie par les chiffres : que sont en effet ces misérables 5,79 millions d'hectares contre les 186 ensemencés ou les 1,64 millions en céréales contre les 126,4 dans toute la Russie ? Mais tout le monde ne peut pas digérer les chiffres.

Compulsons avant tout une autre statistique officielle : le recensement de la terre à la date du 1° novembre 1944. Cette statistique couvre la totalité des 22,3 millions de km² du territoire dont 12,8 millions sont à la disposition de l'État : bois, terres stériles, steppes et toundras non attribuées. Sur les 947,3 millions d'hectares restants, les sovkhozes en ont 136,8 et les kolkhozes 809,2 ; exactement six fois plus. Si l'on passe aux terres agricoles, les chiffres sont alors 88 et 396 ; donc un rapport de 4,5. Pour les terres arables, y compris celles attribuées au repos, les chiffres sont 30,5 et 188,3 ; avec un rapport toujours de six. Enfin pour les terres ensemencées : 28,0 et 176 ; rapport 6,3.

Selon ces quatre catégories dans cet ordre, le rapport dans les kolkhozes entre la terre donnée aux familles et la terre commune est le suivant : 7,5 à 801,7 – 1 pour cent ; 6,9 à 389,7 – 2 pour cent – 6,3 à 182 – 3 pour cent ; 6,3 à 129,6 – 3,72 pour cent (ensemencement effectif).

Il est donc officiellement bien établi que la terre des kolkhozes est pour 96 pour cent cultivée en commun et pour 4 pour cent cultivée de façon parcellaire. Pouvons-nous être sûr de cela ? Pouvons-nous être certains qu'aucun kolkhozien, en dehors de son petit champ qu'il contrôle totalement et dont il a la pleine propriété, plus absolue qu'en régime capitaliste et de droit romain (il ne paie pas de taxes, il ne subit pas d'hypothèques pour dette), ne s'aventure pas à l'extérieur pour se faire donner quelque autre champ à exploiter, même à titre passager ou saisonnier, comme dans la tradition des *nadiel* ? Que cela n'arrange pas l'administration du kolkhoze de lui laisser en location ou en métayage, comme autrefois on le faisait avec l'*obrok* ou la *barchtchina* ? Nous pensons que cela se pratique sur une échelle très vaste, ces terres restant dans les statistiques des terres gérées par le kolkhoze en tant qu'unité [98].

Sept millions et demi d'hectares de très bonne terre forment toujours un tiers de la superficie agricole italienne qui abrite vingt millions de paysans. Combien sont les kolkhoziens russes ? Sur ce point également on n'est pas très explicite.

Nous avons relevé quelques données utiles. En 1938, le plan d'ensemencement des kolkhozes couvrait 11,5 millions d'hectares. Les familles kolkhoziennes étaient 18 millions et demi, avec une composition moyenne de 4,8 membres, de telle sorte que la population kolkhozienne russe s'élevait à 89 millions ; 52 pour cent du total et quatre-vingts pour cent de la population paysanne.

Selon le *Statut*, chaque famille devait avoir entre un quart et un demi hectare, et dans certaines régions jusqu'à un hectare. La superficie des *ussadba* devait atteindre de 4,65 à 9,25 millions d'hectares. Et, en tenant compte des régions spéciales, pas moins de 10-12 millions d'hectares en 1938. La statistique utilisée auparavant donne pour 1940 seulement 4,5 millions. Laquelle des deux hypothèses est la plus vraisemblable : que le kolkhozien soit roulé en dépit du statut de l'*artel* qui en défend l'égoïsme intarissable, ou bien que l'on fait mentir les statistiques ?

Nous avons ensuite les données récentes d'avril 1956. 150 millions d'hectares de terres à ensemencer dans les kolkhozes ; une population de 85,7 millions en 19,7 millions de familles ; la moyenne des membres pour chacune est descendue à 4,4. La statistique nous dit que les dotations aux kolkhoziens couvrent 5,79 millions d'hectares ce qui correspondrait à 0,30 hectare par famille.

Notre hypothèse est la suivante : on n'a pas relevé les lopins privés, mais la superficie totale a été calculée à partir de leur nombre en imaginant qu'ils dépassent de bien peu le minimum constitutionnel d'un quart d'hectare. Mais leur superficie ne peut pas être moins de vingt millions d'hectares, un septième de la terre des kolkhozes.

138. LA TRAGÉDIE DU BÉTAIL

L'indice céréalier que nous avons suivi jusqu'ici est celui qui discrédite le moins la pauvre agriculture soviétique. Dans son discours de septembre 1953 au Comité Central Khrouchtchev déclare qu'il y a suffisamment de céréales pour en exporter (surtout dans les pays satellites en échange de capital et de travail industriel !) et ses jérémiades concernent les pommes de terre, les légumes et surtout le bétail, la viande, le lait, les œufs, etc.

C'est l'indice du bétail qui, plus encore que l'indice de la terre, nous montrera le haut potentiel de la terre parcellaire comparée à la terre collective dans le kolkhoze et en Russie, même si nous utilisons les données de l'année 1955 et non celles de la ruineuse année 1953.

En 1953 en effet les bovins, et parmi ceux-ci les vaches, se trouvaient encore bien au-dessous du niveau de 1916, et seuls les ovins et les porcs avaient dépassé de peu ce niveau. Il restait le désastre concernant les chevaux : il y en avait 15,3 millions en 1953 contre 38,2 millions en 1916 : moins de la moitié ! Ils restaient donc au niveau de 1934, époque de la grande mortalité du bétail, à l'époque de la « famine de Staline ».

Donnons les chiffres globaux de 1956 par rapport à 1916. Bovins : 67 millions contre 58,3 dont 29,2 vaches contre 28,8. Porcs : 52,1 contre 23,0. Moutons et chèvres : 125 contre 96,3. On ne dit plus rien sur les chevaux depuis 1953 et l'on préfère mettre l'accent sur le nombre mirobolant des tracteurs mécaniques. Mais il est connu que l'indice véritable d'un progrès agricole est l'élevage zootechnique. Dans la pauvre Italie, entre 1911 et 1954, la production de lait a doublé, celle de viande a augmenté d'une fois et demi et de même pour les œufs, le beurre et le fromage.

Mais pour la Russie, on doit noter que toutes les statistiques partent, non pas comme d'habitude de l'année tsariste 1913, mais de 1916 quand il s'agit de bétail. Nous ne disposons pas d'autres données et nous espérons obtenir celles qui nous manquent grâce à la

collaboration des lecteurs. Évidemment le patrimoine zootechnique de 1913 était supérieur au patrimoine actuel alors qu'aujourd'hui la population a augmenté de 31 pour cent !

Ce n'est pas seulement le grave dépérissement de l'agriculture russe qui nous intéresse dans la mesure où il détruit toute apologie de la forme kolkhozienne tant vantée de la société rurale. Ce qui nous intéresse, pour démontrer que dans cette société la culture parcellaire est plus importante que la culture de grandes entreprises et qu'elle se ressent de ce fait, c'est la répartition du patrimoine zootechnique entre entreprises kolkhoziennes et entreprises familiales.

Eh bien ! D'après les données chiffrées de 1956 pour les bovins, les kolkhoziens privés ont 44,4 pour cent du bétail des kolkhozes, 34,4 pour cent de celui de tout le pays. Et nous n'ajoutons pas au bétail de l'agriculture parcellaire, comme il serait juste, celui des petites étables d'ouvriers et d'employés qui représente encore 11,4 pour cent, si bien que les grands domaines, sovkhozes et kolkhozes, n'en ont que 54 pour cent.

Les vaches laitières et les reproductrices : *38 pour cent seulement* appartiennent à la grande exploitation et 62 à l'exploitation parcellaire. Les kolkhoziens en ont 53 pour cent du groupe kolkhoze et 42 pour cent du total.

Les porcs : les kolkhoziens en ont 39,2 pour cent de ceux des kolkhozes et 28,8 pour cent du total. Les moutons, ils en ont 22,0 et 18,6 pour cent (cela est dû aux élevages de type industriel qui alimentent, dans des pays aussi froids, les usines de laine : le seul cas où les sovkhozes représentent 66 pour cent du total. Laine d'État).

Seulement 17 pour cent des chèvres sont dans les grandes exploitations et les kolkhoziens ont 78 pour cent de celles des kolkhozes et 55 pour cent du total.

Pour les lapins, les volailles et les abeilles, nous n'avons pas de statistiques mais seulement les graves jérémiades du secrétaire Khrouchtchev en 1953. Mais il est important de noter que, alors qu'il incite les entreprises kolkhoziennes à produire beaucoup plus de viande, de lait et d'œufs, il répète à tout instant que pour obtenir ce résultat il faut encourager l'intérêt des kolkhoziens privés qui autrement saboteraient le travail dans le kolkhoze. Dans ce but il cite ce que disait Lénine en 1921 à propos des paysans : étant donné leur faible culture et leur faible maturité de classe on doit, *durant l'époque de transition*, s'appuyer sur son intérêt économique subjectif et non sur son enthousiasme. Voilà donc les résultats de 35 années de *socialisme kolkhozien* : nous en sommes donc toujours là avec la nature sociale [99] du petit producteur ? *Évidemment sur ce point Khrouchtchev a dit là la vérité*. La différence est que lui parle de campagne socialiste et Lénine expliquait qu'elle était encore loin d'être capitaliste ! Comme aujourd'hui.

Dans tous les cas, nous en concluons que si nous cherchions un indice complet pour les vaches, les porcs, les chèvres, les moutons, les poulets et les lapins, qui – tracteurs mis à part – est l'indice du contrôle du capital agraire d'exercice et par conséquent de la terre, et de la meilleure terre, nous trouverions que l'indice de l'exploitation parcellaire la plus petite, c'est-à-dire réduite aux dimensions familiales (la plus petite dans l'ancienne classification : paysans riches, paysans moyens et paysans pauvres), *écrase* l'indice de la gestion coopérative – alors que même cette dernière pue le privatisme antisocialiste avec son « esprit kolkhozien » et son opposition égoïste entre entreprises.

Les thèses que nous avons mises sur pied sont au nombre de deux. La campagne russe n'est pas socialiste mais individualiste, au sens où elle est composée d'entreprises, et moins que capitaliste. Pour cette raison l'agriculture russe est misérable et avance à reculons ; elle est pire que les agricultures réactionnaires de tous les régimes capitalistes occidentaux, à l'exception de très petites zones du globe. Émulation rurale banqueroutière. [100]

139. REVUE DES CHIFFRES

Les données fondamentales dont nous avons traité, relatives à la population russe et à la variation de sa composition sociale, dans la mesure où elles se réfèrent directement et avant tout à des raisons de propagande apologétique de l'U.R.S.S., méritent qu'on y revienne, avant de poursuivre, avec une nouvelle élaboration plus attentive qui nous épargnera, à nous ainsi qu'aux camarades qui nous lisent, un des si nombreux errata-corrigé qui sert à remédier à quelques incohérences restées dans la masse des chiffres. Cela est surtout nécessaire pour montrer combien sont douteux certains résultats qui sont mis en avant à tout moment, avec une planification centrale non méprisable, alors que nous, nous ne pouvons rien faire d'autre – et il ne serait pas utile de le faire - que travailler sur les résultats des statistiques russes « officielles », récapitulés tout spécialement dans le dernier *Annuaire*, sans pouvoir prendre le temps de vérifier si les chiffres donnés ou présumés dans les différents annuaires non russes, annuaires d'État ou d'institutions internationales, sont bien les mêmes.

La situation des classes a changé en Russie si nettement en quarante ans (c'est la thèse du Kremlin) qu'il n'y a pas dans le monde exemple d'un tel changement, même en quarante ans de n'importe quel grand pays du monde. Ce pas de géant est une quantité qui devient qualité, c'est la victoire révolutionnaire, c'est le socialisme.

On sait que dans le texte présent notre réponse est : il y a bien eu changement, il y a bien eu une victoire révolutionnaire ; c'est le socialisme qui *abest*, qui ne répond pas présent !

Il manque donc au moins la preuve obligatoire que toutes ces avancées miraculeuses innovent par rapport à celles d'un phénomène qui a déjà rempli le monde et l'histoire : la révolution capitaliste des grands pays. En certains secteurs retardataires on s'en trouve même très loin. Ces changements dans les statistiques sont ceux que verra non pas une nation mais un ensemble de nations quand la révolution structurelle montrera comment le socialisme renverse le capitalisme, comme la doctrine l'a prévu.

Les principaux sauts historiques de chiffres que l'apologétique russe avance sont les suivants : augmentation de la population – augmentation de l'accroissement de la population – diminution drastique de la mortalité – natalité plus haute que dans les autres pays – augmentation absolue et relative de la classe industrielle – augmentation de la population urbaine, diminution de la population rurale – diminution absolue et relative de la classe agraire.

Nous entendons regarder calmement les variations quantitatives par rapport à celles passées et présentes des pays qui – aux dires de tous : partis bourgeois, Kremlin, et … nous – sont incontestablement capitalistes. Et en rapport à celle de la théorie marxiste de la société socialiste qui nous permet de prophétiser, à des fins didactiques, quelle devra en être – à moins que nous soyons vraiment des imbéciles - la météorologie statistique :

Indices de la production agraire et industrielle sensiblement constants et égaux à ceux de la population – indice croissant de la productivité du travail et indice décroissant en proportion inverse du temps de travail – faible mortalité tendant à un plus grand équilibre entre la période de la jeunesse et la période de l'âge adulte, et limitée à dix pour mille par an – natalité au niveau de quinze pour mille par an - faible augmentation de la population, environ cinq pour mille par an.

Cette société imaginaire dans laquelle la limite de la vie biologique et celle de la possibilité productive se rapprocheraient, et qui donc n'est ni trop jeune, ni trop vieille, n'est pas déduite comme un *idéal* au moyen de calculs compliqués de la démographie mathématique, mais elle est conçue pour donner une idée de ce que sera le renouvellement des générations dans un flux supposé normal à la suite de l'époque des catastrophes. Elle est telle que 1 000 habitants deviennent 1 160 après trente ans, 1 350 après 60, 1 570 après 90.

Alors il y aura eu 1 740 naissances et 1 140 morts, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas de survivants trop vieux, en principe.

En outre les phénomènes migratoires d'une partie du globe à l'autre devront être d'une telle intensité qu'ils permettront de rapprocher la densité locale de la densité optimale, ou capacité de la terre à héberger les hommes vivants.

La société bourgeoise a besoin d'un « prolétariat » parce qu'elle a besoin de faire naître beaucoup de monde, de tuer beaucoup de monde, de faire progresser résolument la population et la production entre de grands intervalles de destruction compensatrice.

140. COURBE DÉMOGRAPHIQUE RUSSE

En passant encore une fois les chiffres en revue, établissons les variations de la superficie territoriale russe.

Elle était de 22,3 millions de km² en 1914. La première guerre mondiale eut pour effet la formation de différents pays indépendants aux dépens de la Russie : Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne (la partie russe) et sa superficie descend donc à 21,5 millions de km². Naturellement nous ne tenons pas compte des occupations étrangères passagères après la révolution de 1917.

Les récupérations commencèrent en 1939 avec l'annexion d'une partie du territoire de la Pologne, partagée avec l'Allemagne, et l'incorporation des trois républiques baltes, de la Bessarabie, et de la Bucovine du Nord enlevée à la Roumanie, de l'Ukraine occidentale, d'une partie de la Carélie finnoise : et la superficie s'éleva à 21,6 millions de km². Après l'éclatement de la guerre contre l'Allemagne, des territoires énormes furent envahis, mais après la défaite de cette dernière en 1945, le territoire russe devint presque égal à celui du temps des tsars en couvrant 22,4 millions de km².

L'augmentation dépend de l'annexion consolidée à l'ouest aux dépens également de l'Allemagne (Prusse orientale) et de la Pologne, ainsi qu'à quelques annexions moins importantes en Extrême-Orient (Sakhaline et Kouriles). Par rapport à la situation d'avant-guerre, la Pologne a donné 0,19, les trois républiques baltiques 0,16, la Finlande 0,05, la Roumanie 0,05, le Japon 0,05. D'autres avantages territoriaux sont à charge de la Turquie et de l'Asie centrale.

Il est difficile de définir les petites contractions de 1919 et de 1943. Deux commissariats du Reich hitlérien allèrent jusqu'à administrer (Ostland et Ukraine) plus d'un millions de kilomètres carrés.

En tenant présent à l'esprit cette superficie on peut ainsi synthétiser les variations de la population. En 1913, sous le tsar, 159 millions. Il faut bien noter que 120 millions de cette population vivaient en Russie européenne. Donc la densité générale était alors comme aujourd'hui très variable : alors qu'elle s'élevait à 7 habitants par km², elle s'élevait à 21,6 en Russie européenne et à 2,3 à peine en Russie asiatique.

La première donnée concernant la population après les catastrophes que furent la guerre mondiale et la guerre civile date de 1926 : 147 millions, mais ce ne fut certainement pas un minimum. Une augmentation de la population compensait ces énormes pertes : cette augmentation s'élève, comme nous le verrons, à 17 pour mille en 1913 et en 1926 à 24, ce qui voudrait dire entre 2,7 et 3,4 millions d'habitants par an ! Nous nous contenterions de 2 millions : en 1926 la population aurait dû monter, sur le même territoire, à 159 + 26 c'est-à-dire à 185 millions. Une fois admis que les territoires perdus à l'ouest comptaient alors 15 millions d'habitants, réduisons ce nombre à 170 millions. La perte de vie humaines serait de 23 millions : mais on voit que ce nombre est très incertain.

À partir des 147 millions de 1926 il y eut une remontée. En 1939, avant toute annexion, on était, d'après les données de l'annuaire russe, à 170,6 avec une augmentation de

23,6 millions en 13 ans, moyenne brute : moins de deux millions par an ce qui justifie la soustraction que nous venons de faire.

Les annexions permettent un bond : 12 millions en Pologne, 3 en Roumanie, 5 et demi dans les républiques baltes, un peu ailleurs : on peut accepter le nombre de 21 millions et l'on arrive à 191,7 millions, population donnée au début de l'année 1940.

Cette conquête de population sera chèrement payée par l'hémorragie terrible de la seconde guerre mondiale qui s'élève, selon des calculs non russes, à 17 millions d'hommes. Les Russes ne nous donnent pas de chiffres avant le 31.12.1949, ils avancent le chiffre, quelques années après la réoccupation des territoires, et donc dans des territoires agrandis, de 180,2 millions. Dans la décennie on a perdu 11,5 millions d'habitants. Mais puisque l'annexion ultérieure à l'ouest par rapport à 1940 a donné 1,4 millions , la perte s'élève à 12,9. Admettons que du point de vue démographique on devait croître encore non de deux millions mais seulement d'un par an : ce serait 10 autres millions qui manqueraient, et la guerre en a fait perdre en tout (au moins) 22,9, bien plus que les 17 de l'estimation occidentale.

Nous ignorons donc l'autre minimum de 1945 qui, immédiatement après la réannexion, devait être de près de 170 millions. Les Russes donnent pour 1950 une augmentation démographique de 16,9 pour mille et donc de 3 millions annuels ; pour les quatre autres années et demi depuis la fin de la guerre ce sont 13 et demi qui, ôtés aux 180, donnent plutôt 166 et demi, moins que ce que l'on avait déduit plus haut.

La hausse recommence. À la fin des années 1950-51-52-53-54-55-56 on nous donne les chiffres suivants : 183,2 – 186,4 - 189,6 – 192,6 – 196 – 199,4 millions et enfin en avril 1956 : 200,2. Le rythme est de 3,0 à 3,4 millions par an.

141. NATALITÉ ET POPULATION

Toute confrontation sur les extrêmes de la série de 43 années serait injuste pour la Russie, puisqu'ainsi on ne tiendrait pas compte des deux chutes de deux fois 23 millions d'hommes, jetés dans le brasier de la gloire et de l'infamie du monde humain, nous dirons seulement que la croissance de la population en 43 années de 159 à 200 millions, c'est-à-dire de 26 %, serait, avec ces 46 millions de morts, de 57 pour cent.

Le 26 pour cent en 43 années n'est pas du tout un phénomène nouveau. En Italie, les mêmes 43 années ont donné environ (pour un territoire égal) 35 pour cent, et les 43 années précédentes, depuis 1860, carrément 45. En Amérique (USA) en quarante années, nous avons de tels bonds de population, 1910-1950 : 55 pour cent ; 1870-1910 : 132 pour cent ; 1830-1870 : 210 pour cent ; 1790-1830 : 230 pour cent.

Nous voyons maintenant la Russie (européenne) elle-même aller à reculons après 1914 ; 1850-1910 : 70 pour cent ; 1815-1851 (seulement 36 années) : 50 pour cent ; 1762-1796 (34 années) : 89 pour cent.

Nous avons choisi des pays de conditions les plus différentes, des pays ouverts à l'immigration, ou au contraire des pays d'émigration, et des pays vivant en autarcie. Le 26 pour cent effectif, et le 57 pour cent, très hypothétique, ne sont en rien merveilleux : d'autant moins que la Russie moderne, pour épater les bourgeois, se déclare pays du socialisme. Quant à nous, elle nous a épatés parce elle a craché sur le socialisme.

Mettons donc à part les conséquences de la guerre, des révolutions, et des migrations, positives et négatives, regardons la marche démographique, l'excès des naissances sur les morts et voyons si, sur ce point, il y a bien un miracle.

De 1913 à 1955, nous dit-on, la natalité russe a diminué, mais on se tient à un rythme élevé par rapport au monde capitaliste. Prenons les données russes. En 1913 le nombre des naissances pour mille habitants était énorme : 47. En 1926, il est de 44. En 1940 on nous donne 31,7, pour 1950, 26,5 et depuis lors il reste stationnaire, il est aujourd'hui de 25,6.

Comparons avec les données italiennes. L'année 1902 nous donne 33,4. Dans les années de guerre, il y a une descente à 18. En 1920, une reprise avec 32,2 puis à nouveau une lente descente, en 1938 : 23,8. La guerre cause une baisse en 1945 à 18,3 et puis il y eut une reprise : 23 en 1946, puis une nouvelle baisse jusqu'à 17,5 en 1953. En 1954, on a obtenu 18,0. L'écart 1913-1954 (entre 31 et 18), qui est en Russie de 100 à 57, a été en Italie de 100 à 58. Qu'y a-t-il alors de mirobolant dans le résultat de la Russie ? La natalité descend, fait commun à la totalité du monde bourgeois moderne.

On constate une descente analogue dans tous les pays. L'Angleterre, entre 1920 et 1954, est descendue de 21,7 à 15,6. La France a connu une faible baisse, mais cette dernière avait commencé avant. Les données allemandes manquent. L'Espagne passe de 30 à 20, la Suède de 20 à 15. On pourra dire qu'aujourd'hui en Europe peu de pays battent le 25,6 russe ; en fait il n'y a que la Yougoslavie avec 28,4 et …Malte avec 28,1 (annuaire O.N.U.). Mais les États-Unis ? C'est là que le fait étrange réside et non en Russie : il ne nous viendrait certes pas à l'esprit d'y découvrir du socialisme !

Des années 1920-24 aux années 1930-34 la loi générale est en vigueur : de 22,8 à 17,6. Mais ensuite il y a une remontée significative : en 1950-54 de 23,5 à 24,9. Effet de trop de prospérité, ce que ne comprennent pas les imbéciles, et effet d'une prospérité grossière typique des mufles. Quoiqu'il en soit, le taux de natalité est égal à celui de la Russie tant vantée : alors que celui-ci, ces cinq dernières années, baisse de 3 pour cent, l'américain monte de 6 pour cent. Encore une année ou deux et la « Coupe de l'Émulation » passe l'Atlantique. Peut-être l'a-t-elle déjà passé en 1956.

Que font les Asiatiques ? De 1920 à aujourd'hui, le Japon capitaliste passe de 35 à 20 : cartes totalement en règle. Et la Chine ? Dommage, nous savons seulement que la Formose *féodale* passe de 41,8 à 44,5. Une donnée digne de la Russie tsariste. L'Inde passe de 33 à 24,8 en 1952. L'Amérique du Sud ne dit rien de nouveau. Le Venezuela est un autre exemple de pays qui se moque de la règle en vigueur : de 29,9 à 46,8. L'Australie de 24,4 à 22,5. La Nouvelle Zélande, pays original et riche, de 18,1 à 25,8, exception à la règle. Le Canada suit la courbe étatsunienne et non la courbe britannique.

Si l'on considère les taux absolus d'aujourd'hui, quels sont les pays civilisés qui battent la Russie ? Le Canada dont nous venons de parler avec 28,7, les États d'Amérique centrale (de beaucoup), le Mexique, quasi toute l'Amérique du Sud (ce sont en général des pays à basse densité comme la Russie), tous les États d'Asie, Moyen-Orient exclu.

142. LA MORT RECULE

On affirme que les données de la mortalité sont encore plus impressionnantes. Et certes la chute de 30,2 pour mille de 1913 à 8,4 de 1955 n'est pas rien. En 43 années la mortalité se réduit à 21,8 pour cent. En 1926 le taux pour mille était déjà tombé à 20,3. En 1940, on en était à 18,3 et en 1956 déjà à 9,6. Naturellement ce sont des données d'années fastes.

Quels sont les taux italiens correspondants ? En 1901 notre taux de mortalité était de 22 pour mille. En 1913 de 18,7. En 1954 il avait été équivalent à celui de la Russie, c'est-à-dire 9,1 pour mille. La réduction durant ces 41 ans a été de 48 pour cent.

La diminution de la mortalité due également aux progrès de la médecine est un autre fait moderne général, mais elle est également fonction du climat et de la situation économique. Un autre facteur qui aggrave indiscutablement la mortalité est la densité territoriale élevée et l'urbanisation quand elle n'est pas accompagnée d'un haut niveau de vie économique (par exemple : Italie méridionale, Espagne, Chine, etc.)

Dans la Russie tsariste la population luttait contre un climat défavorable et une misère inouïe. Mais elle avait pour elle une seule donnée : une basse densité dans les villes comme

dans les campagnes : en 1913 la population urbaine représentait 19 pour cent de la population totale.

Il est indiscutable que la construction d'une structure sociale de type capitaliste moderne a pu avancer en Russie davantage dans le domaine des services généraux que dans le domaine technique et économique ; et la prétention suivante doit être tenue pour juste : le nombre des médecins est bien douze fois plus important qu'en 1913. Cela est le résultat direct d'une économie étatisée, d'un capitalisme d'État, et il en est de même dans des branches analogues. Et ce facteur a également combattu les effets de l'urbanisation et de la carence en logements, fait commun à l'Italie qui l'a pourtant surmonté.

Mais qu'en est-il de la mortalité dans le reste du monde ? En Europe de nombreux pays ont un taux de mortalité plus bas que le taux russe officiel de 8,4 et peu sont au-dessus du taux italien de 9 pour mille environ, et pas de beaucoup. La Hollande donne 7,5. La Norvège 8,4. La donnée la pire pour les grands pays est celle de la France : 12, cependant toujours mieux que son 17,4 de 1920.

Les populations blanches séjournant en Afrique jouissent de données extrêmement favorables : jusqu'au 4,6, 4,8 et 4,7 dans l'Union Sud Africaine. En Amérique, le Canada a un taux moindre que le russe : 8,2 et de même quelques pays d'Amérique Centrale. L'Argentine a un taux semblable à celui de la Russie. L'Asie a des taux bas partout ou presque (on ignore les données de la Chine). Le Japon est à 8,2, moins que la Russie, et … Formose est à 8,1. Le Japon, en descendant du 23 de 1920-24 est passé de 100 à 35,4 en 32 ans, ce qui dépasse le taux avancé par les Russes de 100 à 28 en 43 ans. Les taux du Moyen-Orient dans son ensemble sont très peu élevés : autour de 5. En Océanie les principaux pays ont un taux équivalent au taux italien de 9, et certaines populations blanches des pays de couleur ont des taux extrêmement peu élevés comme en Afrique.

Donc la basse mortalité, et même la diminution de la mortalité, dont on montrerait facilement qu'elle est encore beaucoup plus rapide si l'on pouvait étudier les statistiques du siècle dernier dont nous ne disposons pas, ne servent donc en rien à établir qu'en Russie on soit passé à une forme économique supérieure, originale et particulièrement féconde. La démographie de la Russie suit les lois des modes de production historiques et se conforme aux traits distinctifs de la société capitaliste la plus pure.

143. L'ACCROISSEMENT DE POPULATION

Nous considérerons seulement l'accroissement naturel, c'est-à-dire l'excédent des naissances sur les morts des statistiques, en sachant bien que pour la Russie dans son ensemble il n'y a pas eu de phénomènes migratoires même si l'on doit avoir à l'esprit qu'une certaine partie des habitants des pays voisins de « démocratie populaire » a été transférée dans ce pays.

Dans tous les cas, l'élaboration soviétique officielle a manifestement harmonisé les taux d'accroissement démographique avec les chiffres de la population totale des différentes années.

Le taux d'accroissement naturel est toujours élevé. Il l'était déjà en 1913 : 16,8 et il serait quasi identique au taux actuel : 17,2. Donc ce n'est pas avec cette « pièce » pour feu d'artifice que l'on peut présenter la Russie d'aujourd'hui comme ayant changé du tout au tout !

Quoi qu'il en soit le phénomène est trop intéressant pour ne pas en parler. Nous voulons soutenir que ce sont les éléments antisocialistes qui, dans une structure sociale, maintiennent élevé le taux d'accroissement naturel. Parmi ces éléments antisocialistes il faut compter la présence d'économies familiales et, en général, les économies où *famille et entreprise* sont liées et sur lesquelles toute la campagne russe repose. Il faut compter

également la permanence de l'institution de la famille monogamique que, - mais qui s'en rappelle aujourd'hui ? – autrefois, même un socialiste de trois sous décrivait comme dépassée dans sa société ; *le Manifeste* avait montré qu'elle était déjà minée dans l'économie capitaliste pure. Puis il y a la pression pour « produire des producteurs » qui naît de l'impulsion à l'accumulation que l'on trouve fatalement dans toute économie mercantile, et de la course conséquente à la superindustrialisation. En général, toute économie dont la structure exalte l'intérêt individuel aux dépens de l'intérêt social a pour conséquence l'accroissement de la population. L'instinct de possession conduit à celui de la possession sexuelle non pas dans le sens physiologique mais dans le sens économique, aux institutions de l'héritage et de la famille qui favorisent la prolifération [101] ; tout cela va dans la direction que nous entendons bien commencer à invertir avec la révolution socialiste, une fois les codes des États et des Églises déchirés. Et avec la limitation rationnelle des accouplements fécondateurs, en raison de l'âge, de la santé et non en fonction d'une planification parodique des activités alors que la première chose à faire serait de compter, non plus en unité monnaie, mais en unités véritables, la première étant l'unité animal-homme.

La marche russe a suivi le cours suivant : du 16,8 tsariste à l'étrange 23,7 de 1926 qui naît d'une natalité qui reste importante et d'une mortalité en repli. On peut en trouver la cause certaine dans l'augmentation terrifiante et totale, avant la soi-disant « collectivisation », des petites entreprises familiales qui sont passées dans les campagnes, comme on le sait, de 18 à 25 millions après la révolution. Il nous manque les données de la bonne période 1928-38 et nous n'avons que celle de 1940, l'année de crise, qui est basse : 13,4. Nous ne savons rien de ce qui est arrivé durant la guerre de 1939-45 et nous en venons à des indices autour de 17 pour mille en 1950-55. Avec la population d'aujourd'hui, 1956 aurait dû apporter une augmentation naturelle des Russes de trois millions et demi.

Comparons avec l'Italie. L'excédent des naissances sur les morts était en 1901 de 10,5 pour mille. Il y eut un maximum de 14,2 en 1912. Nous connaissons dans ce pays les effets d'une guerre *véritable* : en 1917 *les morts excédent les naissances* de 6,5 et en 1918 de 16,9 ! On repart en 1919 avec 2,6 et en 1920 on revient vers les maximums de 13,2 et tout l'effet de la campagne démagogique du fascisme fut de porter le taux en 1938 à 9,7 et en 1939 à 10,2 !. Voilà ce que vaut, pour une étude qui n'est pas destinée aux effets de scène, le vacarme des consignes politiciennes dont l'Italie stupide d'aujourd'hui a hérité du fascisme. La natalité fut 30,7 en 1921 et 23,6 en 1939. Le déterminisme marxiste sait que la fécondation sexuelle n'obéit pas à des décrets royaux ou républicains. Toute la politique consista à fermer de l'intérieur la porte à l'émigration qui nous avait déjà été fermée de l'extérieur, comme on nous la ferme aujourd'hui, après nous avoir fait cadeau de l'antifascisme encore plus farceur. Si l'on nous pardonne la digression locale, nous dirons que l'excédent positif (revenu, comme nous l'avons vu, en 1939 à 10,2) ne fut pas renversé par la guerre que firent les fascistes belliqueux comme il l'avait été tragiquement par la précédente guerre des pacifistes libéraux. 1940 : 9,9 ; 1941 : 7,0 ; 1942 : 6,2 ; 1943 : 4,7 : 1944 : 3,0 : 1945 (avec le carnage qui est arrivé !) : 4,7. Toujours positif, sans repasser sous le zéro comme durant les années maudites de carnage à l'est : 1917 et 1918.

Et maintenant *tout va très bien madame la marquise* [102]. Nous sommes terriblement trop nombreux mais, pour combler les vides, personne ne nous bat. La série des excédents commence avec le robuste 10,9 de 1946 (416 mille mariages ; maximum en 1947 avec 438 mille ; minimums intéressants en 1944 avec 215 mille et en 1917 avec 99 mille : allez étudier, en période bourgeoise, les fonctions de la mutation démographique et les élaborations des tableaux de survie !). Et donc excédent de 10,9 qui, jusqu'à 1954, descend de la façon suivante : 10,8 – 11,4 – 9,9 – 10,3 – 10,0 – 9,9 – 9,1. Il semble qu'il baisse encore.

Concluez : nous avons le Pape, nous avons Togliatti, Nenni et Saragat, et pourtant il semblerait que la construction socialiste soit plus avancée ici en Italie qu'en Russie !

Donc dans la comparaison, nous ressentons de l'admiration pour ce pays qui a su freiner l'accroissement naturel plus que ne le fait la Russie avec son imposant 17,2.

Il n'y a plus qu'à revenir aux données de l'O.N.U. pour en déduire les meilleurs. États-Unis : 15,7. L'antisocialisme russe est presque égalé. Japon : 11,9, taux de type italien. Israël : 21 ! Ils ont inventé le dieu unique et la famille monogame. Formose : 36,4 (sapristi !). Argentine : 15,7, dose russe de socialisme : Peron ! Venezuela : 35,7. Australie : 13,4. Nouvelle-Zélande : 17,8 : Russie, Russie ! France : 6,8. Angleterre : 4,2. Voilà les pays de capitalisme industriel qui ne sont pas encore égalés par la Russie. Allemagne occidentale : 5,3.

Capitalisme développé plus densité voisine du maximum : voilà ce qui freine l'accroissement naturel. En Amérique du Nord, il y a un capitalisme très développé mais encore une *basse densité*.

La densité des États-Unis est à peine 21. En U.R.S.S. 9 mais dans la Russie européenne : 27. Il y a bien émulation pour la densité territoriale et, logiquement, pour l'accroissement naturel. Chacun des deux camps ne contient que bien peu de socialisme.

Jetons seulement un regard aux pays européens avancés mais pas superindustrialisés, au moins pour la masse : Belgique 4,8. Hollande : 14,1. Norvège : 10,2. Suède : 5,0. Suisse : 7,0. Espagne : 10,9 (type Italie). Yougoslavie : 17,6. Ce dernier est le seul pays qui a aussi peu de socialisme qu'en Russie, tous les autres sont loin en avant.

144. DENSITÉ DE LA POPULATION

Nous avons, pour clôturer cette partie purement démographique, dû mettre en évidence la distinction entre la Russie européenne et la Russie asiatique. Répétons les données et la comparaison avec l'Italie. Superficie russe en millions de km² : européenne, 5,57 ; asiatique, 16,83 ; totale 22,4. C'est-à-dire : 18 Italies et demi – 56 Italies – 84 Italies et demi.

Population russe de 1955, en millions : européenne, 156,7 ; asiatique, 43,5, totale : 200,2. C'est-à-dire 3,3 Italies – 0,9 Italie – 4,2 Italies.

Densité russe. Habitants par km² : européenne 27 ; asiatique 2,6 ; totale 8,9. Densité italienne 160. C'est-à-dire 6 fois la Russie européenne, 62 fois la Russie asiatique, 18 fois l'U.R.S.S.

En outre, il faut noter que même dans la Russie européenne, les densités varient beaucoup. En 1939, alors que toute la Russie européenne était aux alentours de 25, voici le tableau par régions (dans la division de Pierre le Grand) : Centre 89, Sud-Ouest 65, Ouest 43, Nord-Ouest 30, Nord 3, Sud 72, Sud-Est 40, Est 33.

Le niveau d'industrialisation suit nécessairement la densité quoique dans ce domaine l'État capitaliste donne des résultats différents du capitalisme libéral dans le choix des lieux où il doit réaliser ses implantations – avec une contrepartie : nous avons dans ce cas un capitalisme unique, mais avec une expansion seulement nationale, jusqu'à présent interne ; ailleurs il s'agit d'un capitalisme multiple, mais qui a pour champ d'action le monde entier.

Et l'on doit faire une autre considération. Les données qui nous sont présentées pour tout ce qui est intérieur à l'U.R.S.S. lient l'évolution de la population – et en substance de la production – à l'accroissement naturel. En effet l'échange international de marchandises est secondaire, et celui des hommes est nul.

C'est ce qui explique la défaite étonnante sur toute la ligne dans la confrontation avec l'État d'Amérique du Nord. Ce dernier s'est agrandi avec une vitesse énorme, même si son taux d'accroissement démographique était seulement égal à celui de la Russie (mais vers 1920-30 il était bien inférieur) grâce à la puissante immigration de tous les pays de la terre. Il a donc rejoint et dépassé l'Angleterre, en lui arrachant le primat de la production capitaliste. Il n'a pu le faire que parce qu'il a fait s'envoler l'accroissement de la densité de sa population.

De 1790 à 1950 elle a atteint un chiffre qui est quarante fois le chiffre initial. La Russie (européenne) a seulement fait quadrupler le sien dans le même temps. La rapidité américaine est dix fois supérieure à la russe. C'est seulement ainsi, à la manière yankee, que l'on arrive à concourir et à dépasser ses concurrents. Durant la période où la Russie s'est retranchée du monde, sa population, nous le savons, ne s'est accrue que de 26 pour cent. La population américaine, comme nous l'avons dit, s'est accrue de 64,2 pour cent en quarante ans ce qui fait à peu près 70 en quarante-trois ans. La rapidité, 1,70 par rapport à 1,26, est 1,35 par rapport à un, c'est-à-dire supérieure de 35 pour cent. L'égalisation est impossible à atteindre et au fur et à mesure que le temps passe l'écart doit nécessairement croître.

À la base d'un tel fait indiscutable on trouve l'*achèvement* que la révolution s'est imposé à elle-même (et c'était une prise de position mortelle) depuis que la doctrine de Staline, ramenée à la seule Russie, a tué la doctrine internationale de Trotsky-Zinoviev-Lénine.

Un autre coup terrible à l'évolution de la Russie, non de la Russie socialiste - une expression vide de sens - mais de la Russie industrielle naissant dans la forme capitaliste, a été causé par la perte effroyable qui fut subie lorsqu'on a loué au capitalisme impérial des pays de l'Ouest la masse de la population russe militarisée. Le tsar immola à l'Entente 23 millions de vies, la politique stalinienne en a immolé autant à la même alliance. Cela a coupé les ailes à tout espoir pour la révolution capitaliste russe de rejoindre la révolution capitaliste américaine [103]. La Russie est condamnée même dans la perspective de former les « bases » industrielles du socialisme – si une révolution ne brise pas totalement et n'enfonce pas de l'extérieur ou de l'intérieur le rideau de fer, ou si une guerre impériale, continuation de la paix impériale d'aujourd'hui, ne le détruit pas.

46 millions d'hommes contre 200 représentent une augmentation potentielle de 23 pour cent. Et même plus. Les 26 millions perdus en 1916, avec l'accroissement naturel commun aux belligérants de 17 pour mille, seraient aujourd'hui 45. Les 23 millions perdus en 1943 seraient, après 24 années, 34, donc en tout 79 ; et sur 200 ils représenteraient 36 pour cent. Pour atteindre un tel accroissement de population avec un taux de 17 pour mille il faut exactement 20 années.

Le double coup, cause de faillite, donné par le tsar d'abord puis par Staline ensuite, a offert un avantage de 20 années au capitalisme de l'Ouest sur celui de l'Est.

145. L'URBANISATION

Une autre donnée sur laquelle toute la presse soviétisante insiste de toutes ses forces, toujours dans le but de démontrer qu'il y a eu des changements profonds et nouveaux qui ne peuvent s'expliquer que par l'apparition du socialisme intégral sur la Terre, est celle de l'augmentation de la population urbaine par rapport à la population totale.

Cet argument doit être distingué de l'autre sur le changement de la composition sociale de la population russe qui nous amène dans un domaine encore plus délicat quant à l'interprétation des statistiques de provenance diverse.

Il n'est pas facile de trouver une façon de distinguer la population des villes de celle de la campagne, et cette distinction ne correspond pas toujours à celle entre la population qui s'adonne à l'agriculture et celle qui s'adonne à l'industrie et aux services généraux économiques et administratifs.

Quelle est la population minimale d'un centre pour le considérer comme un centre urbain ? La statistique russe semble établir la limite à 10 mille habitants, et même la limite … zéro [104]. Mais il est douteux que toute la population qui vit même dans les centres de plus de dix mille habitants s'adonne à une activité autre que l'agriculture. Ce peut être vrai là où tous les paysans vivent dans des maisons ou des taudis éparpillés çà et là dans les campagnes, et il

en était ainsi dans certaines zones russes. Ce pouvait peut-être être vrai dans la campagne française de la grande révolution parsemée de petits villages. Mais, par exemple, dans un pays de capitalisme séculaire dont l'évolution s'est arrêtée, avec un grand capital et un centre étatique unitaire, comme l'Italie méridionale du temps de Frédéric de Hohenstaufen, au douzième siècle, les paysans vivaient déjà dans de grandes villes comportant de grands bâtiments d'où ils partaient chaque jour pour aller travailler dans les campagnes et aujourd'hui il en est encore ainsi. D'après un tel critère, l'Italie méridionale, et tout spécialement les Pouilles et la Sicile, présenteraient une importante population urbaine et une faible population paysanne, ce qui est un renversement de la vérité.

Jusqu'ici nous avons parlé de la population effective, y compris femmes, vieillards et enfants, et non pas de l'autre concept, celui de population active qui englobe seulement ceux qui ont un travail, ce qui fait immédiatement surgir des distinctions ultérieures que nous verront plus loin.

En en restant à la répartition de la population effective entre population rurale et population urbaine, et en acceptant les chiffres que nous trouvons dans les textes que nous avons consultés, nous nous voyons face à ce schéma. En 1913 la population urbaine était de 28 millions contre 131 pour la population rurale, ce qui fait 17,5 et 82,5 pour cent sur un total connu de 159.

En 1938, nous avons 56, 115 et 171 millions en tout ; nous sommes passés à 32,5 et 67,5 pour cent. Le taux urbain a quasi doublé : 185 contre 100, en 25 ans. En 1940, après les annexions on aurait 61 et 131, c'est-à-dire 192. Donc 31,8 et 68.2 avec un léger recul. Aujourd'hui on nous donne 87 et 113 pour 200, c'est-à-dire 43,5 et 56,5. En 43 années le taux d'urbanisation est passé de 17,6 à 43,5, et il a donc été multiplié par deux et demi, 250 contre 100.

Ce phénomène quantitatif serait-il à ce point inouï et sans précédents historiques qu'il faudrait pour l'expliquer avoir recours au socialisme ?

Nous disposons d'une statistique américaine dont la source est le « Statistical Abstract U.S. 1953 » de l'office d'État de recensement. De 1790 à 1830, la population urbaine est peu élevée et croît lentement ; la colonisation est le fait des pionniers agriculteurs et non des entrepreneurs industriels. En pourcentage nous avons : 5,0 – 6,0 – 7,0 – 7,2 – 8,7. À partir de ce moment le phénomène commence, et en 1870 le rapport est 25. En 40 années donc la variation de 8,7 à 25,0 est équivalente à une augmentation de 100 à 288, et supérieure à l'évolution russe des 43 années de 100 à 250. Naturellement durant les quarante années qui suivirent le phénomène se poursuit mais l'accroissement est moins important : de 25 en 1870 à 45,1 en 1910, donc de 100 à 181. De 1910 à 1950, nous passons de 45,1 à 61,5 c'est-à-dire de 100 à 136.

D'ailleurs l'urbanisation américaine (*certainement* recensée avec des critères plus défavorables que le minimum de 10 mille) est aujourd'hui plus élevée que la russe : 61,5 contre 43,5 en faveur des villes.

Où est alors le phénomène mirobolant qui ne s'expliquerait que par le *socialisme* ? Le socialisme existe-t-il donc, alors, en Amérique ? !

Si nous choisissions dans ces séries une année américaine avec le même taux urbain que celui de l'année 1913 pour la Russie – 17,5 – nous trouverions l'année 1855. Après 43 ans, nous avons l'année 1898 où le taux était sensiblement supérieur : 38,5. La courbe du phénomène n'est pas éloignée de la courbe russe, le 43,5 russe ne différant pas trop du 38,5 américain. En fait le taux russe actuel serait le taux américain de 1906. Donc, selon l'évolution de cet aspect social, à propos duquel on fait tant de tapage, la Russie peut attendre encore exactement 50 ans pour arriver au taux américain actuel, taux d'un capitalisme implacable ! Mais possédant les « bases » pour le socialisme.

Autre désastre de la « construction du socialisme ». Lénine dit que le communisme ne se construit pas avec les mains des communistes. Il fut grand. Avec les mains des communistes (d'un passé lointain) on peut tout au plus *construire des statistiques*.

Pour l'Italie nous avons une statistique ISTAT qui donne pour 1951 la population de toutes les communes de plus de 30 mille habitants où habitent 35,1 pour cent de la population. En 1901, il y habitait 26,8 pour cent de cette population et l'évolution en 50 années avait été de 100 à 131.

Nous ne pouvons pas comparer une telle statistique avec la statistique russe parce que cette dernière inclut les tout petits centres de 10 mille habitants, et aussi en raison de l'origine ancienne en Italie des villes « bourgeoises », origine qui remonte à l'an 1 000 comme le marxisme le sait depuis le *Manifeste des Communistes*. Nous avons cependant une certaine donnée russe intéressante sur la situation actuelle ; selon elle les 84,6 millions (87 selon d'autres données) qui résident dans les villes de – à peu près - 10 mille habitants et plus, se divisent ainsi : villes de moins de dix mille habitants 11,9 millions. Villes de 10 à 20 mille habitants : 9,3 millions d'habitants ; villes de 20 à 50 mille : 13,3 millions. Nous pouvons donc ôter des 84,6 les 11,9 millions, les 9,3 et peut-être encore 5 millions pour arriver aux villes de 30 mille habitants. Cela fait en tout 26,2 et il reste 58,2 millions de Russes qui seraient dans des villes de plus de 30 mille habitants. Le rapport serait égal à 29,1 pour cent qui est proche du rapport italien de 31. Donc sous ce profil, l'avancement de l'urbanisation capitaliste en Russie n'a pas encore atteint celui de l'Italie bourgeoise où l'urbanisation a commencé il y a de nombreux siècles.

Pour la Russie, nous avons une donnée du *Manuel* de Lino Cappuccio de 1940, de l'Institut pour les études de politique internationale, du temps du fascisme. Le pourcentage de la population urbaine de la Russie européenne aurait été en 1724 de 2,5 pour cent, en 1796 de 4,1, en 1851 de 7,8, en 1897 de 12,8, et en 1910 de 18,1. Le développement était donc commencé bien avant la révolution de 1917, et le phénomène était déjà visible : en 59 années de 100 à 231 ; ce qui en régime politique précapitaliste est très élevé.

C'est ainsi qu'une autre vantardise, un autre bluff, s'effondre. Quand le socialisme entrera dans la structure sociale, un symptôme fondamental sera celui tant de fois affirmé par Marx et Engels ; les villes seront démembrées progressivement en des structures urbaines plus petites, la densité territoriale urbaine ira en décroissant, et les masses agglomérées se répartiront sur tout le territoire aujourd'hui appelé rural : le renversement exact du phénomène de notre époque, en Russie et ailleurs [105].

146. LA POPULATION ACTIVE

Une première chose est de distinguer, au milieu de la population totale, celle qui s'adonne à la production, la population *active*. On doit éliminer les enfants, les vieillards, les femmes des villes qui ne s'occupent que des tâches domestiques, les invalides, les détenus, les militaires, au moins ceux qui ne sont pas militaires professionnels. Ce qui est fait de façon très différente dans les différents pays du monde.

Une fois que la population active a été recensée et divisée en catégories, il n'est pas facile de la mettre en rapport avec la population totale, en divisant cette dernière également. La division en catégories peut se faire de deux manières différentes ; par profession ou par secteurs d'activité économique. Le premier critère donnerait seulement une statistique des positions dans le travail, le second des fonctions effectives dans l'économie. Mais pour les marxistes le critère le plus intéressant, et qui est introduit dans les statistiques actuelles de façon insidieuse, est le critère « par classe » qui distingue le donneur de travail, le travailleur indépendant et celui qui est rémunéré selon son temps de travail. On ajoute une quatrième

catégorie : celle des travailleurs qui, sans rémunération spéciale, travaillent dans une petite entreprise productive familiale.

Une fois que l'on a créé de tels groupes dans la population active, il n'est pas facile de subdiviser en catégories les inactifs, et donc la population totale. On ne peut suivre la classification par chef de famille car il est possible, surtout dans les villes, que les membres de la famille aient été recensés dans d'autres secteurs, dans d'autres professions, dans d'autres figures de classe. Dans le socialisme on ne recensera pas par chef de famille !

Arrivée à ce point la propagande russe, en faisant une confusion que l'on ne peut pas facilement démêler dans la division entre les classes, a pour objectif de montrer que la société russe de 1956 se décompose en classes tout autrement que celle de 1916. En effet, un petit tableau, dont la diffusion a été organisée comme d'habitude (remarquablement) dans le monde entier, présente cette subdivision :

1913.	Propriétaires, bourgeois, commerçants et koulaks	16,5 %
	Ouvriers et employés	17,0 %
	Associés de coopératives et kolkhoziens	zéro
	Cultivateurs et artisans indépendants	66,7 %
1955.	Propriétaires et semblables	disparus
	Ouvriers et employés	58,3 %
	Kolkhoziens et associés de coopératives	41,2 %
	Paysans et artisans indépendants	0,5 %

Le nombre des paysans libres a crû en 1928 de 66,7 à 74,9 et fut précipité en 1937 à 5,9. Les kolkhoziens et analogues apparaissent en 1928 avec 2,9 et en 1937 ils sont 57,9, puis ils vont décroître jusqu'aux 41,2 pour cent d'aujourd'hui. Ce ne fut pas la collectivisation, mais la « créatio ex nihilo ».

Nous avons précédemment fait la critique de ce développement et de sa présentation statistique. Donnons ici quelques précisions importantes.

Nous développons avec nos critères la relation de ces pourcentages de population active en fonction de la population totale. Mais les tables de l'annuaire soviétique calculent ce rapport de façon inadmissible : 117 millions d'ouvriers et d'employés avec leurs familles nucléaires – 82 millions de kolkhoziens avec leurs familles – 1 million de paysans libres. Total de la population rurale 83 ; total général 200 millions.

De ces nombres on ne peut tirer ni le chiffre de la population active ni celui de son pourcentage par rapport à la population totale. Nous avons soutenu qu'ils donnent une fausse idée du regroupement par secteurs économiques : celui des paysans, qui atteint 77,8 en 1928, est toujours élevé, pas moins de 58 pour cent, les non paysans représentant 42 pour cent et non l'inverse. Puis nous avons montré comment en Italie la population paysanne est peu importante, et encore énormément moins importante dans d'autres pays de capitalisme très développé comme l'Angleterre et les États-Unis.

En effet, on ne met pas en évidence, comme nous le regrettâmes, *la population travaillant dans les sovkhozes* et affectée à d'autres activités agricoles d'État *en dehors des kolkhozes*.

On peut effectuer une enquête plus approfondie, non pas pour corriger les données soviétiques avec d'autres, qui d'ailleurs font totalement défaut, mais en étudiant mieux les données de l'annuaire gouvernemental.

Le pourcentage des « ouvriers et employés », c'est-à-dire des *travailleurs salariés* des autres pays, même si ici ils sont presque tous employés par l'État, le massif 58,3 pour cent, est très douteux ; il est ensuite subdivisé en sous-groupes.

31 pour cent sont dans l'industrie, 6 pour cent dans les transports et les communications, 5 dans le commerce, 9 pour cent dans l'instruction et la santé publique et enfin 6 pour cent sont des employés de l'État et des fonctionnaires. On trouve maintenant d'autres statistiques plus détaillées de ces grands groupes qui donnent les nombres effectifs plutôt que les pourcentages. Ils sont en tout 48,4 millions, correspondant à 57 pour cent de la population, somme des différentes activités économiques, ce qui nous permet d'établir que les 100 pour cent de la population active, dont on part, correspondent à 84,9 millions et également à 42,5 pour cent de la population totale.

Une fois cette donnée obtenue, donnée confirmée par d'autres comparaisons, on peut comparer avec les données d'autres pays. En Italie, la population active en 1951 s'élèverait à 19 millions 639 000, soit 41,7 pour cent de la population totale. En 1955 le chiffre devient 21 547 000, soit 45 pour cent, sensiblement supérieur.

Lors du recensement, fort bien conduit, de 1936, la population active s'élevait à 17 943 000 individus pour 42,9 millions, elle représentait donc 42.5 pour cent.

On considère aux États-Unis en 1954 que la population active était de 60 millions pour 162,4 millions, donc 37 pour cent seulement .

D'autres sources donnent pour la population active 60 508 000 en 1953, alors qu'elle s'élevait à 55 000 000 en 1943. En 1950 elle était de 59 757 000 pour 150,7 millions d'habitants, donc un pourcentage de 39,5.

En Europe le pourcentage de la population active s'élève approximativement à 45 pour cent, et l'on ne doit donc attribuer aucune signification spéciale à la proportion russe que l'on a calculée de 42,5 pour cent. Société bourgeoise en règle.

147. SECTEURS ÉCONOMIQUES

La population active est classée en la divisant avant tout en secteurs économiques. Lors du recensement italien de 1936, on a établi les groupes suivants : Agriculture, chasse et pêche – Industrie, transports et communications – Commerce, crédit et assurance – Activités et artisanats libres – Administration publique.

Ce qui nous intéresse ici c'est la distinction entre agriculture et toute autre activité. En 1936 l'agriculture occupait 8,689 millions des actifs, 48 pour cent d'entre eux. En 1954, nous en avons seulement 39,8 selon l'annuaire de l'O.N.U. : 8,468 millions pour 21,342 millions.

Si donc l'on accepte sans vérification la division russe, l'Italie en serait au stade du passage d'une nation agraire à une nation industrielle, étant donné que le pourcentage de la population paysanne sur lequel les Russes se basent est de 43 pour cent dans certains tableaux et de 41,7 dans certains autres.

Cependant, comme nous l'avons dit, alors que tous les ouvriers et employés forment 58,3 pour cent de la population active et sont 48,4 millions, il appert que ceux qui travaillent dans les sovkhozes ne sont que 2,8 millions et ceux qui travaillent dans les stations de machines et tracteurs seulement 3,1 millions. Les kolkhoziens et les paysans libres représenteraient avec les deux groupes cités plus haut un nombre d'actifs agricoles de 42,7 millions sur 84,9 millions et donc presque exactement 50 pour cent, pourcentage qui dépasse de loin le 40 pour cent italien.

En effet il n'est pas juste de ne pas comprendre dans la population agraire active les travailleurs des sovkhozes et des SMT pour la seule raison que *ce sont des ouvriers ou des employés*. Ils travaillent pour la production agricole et exercent leurs activités à la campagne.

Si l'on voulait pour l'Italie soustraire de la population agricole active ceux qui sont *employés salariés* il faudrait considérer le nombre important d'ouvriers agricoles et de journaliers. En 1936, ils étaient 2 millions 178 000, c'est-à-dire 25,4 pour cent de la population agricole active qui sans eux serait réduite à 30 pour cent et non à 40 pour cent de la

population active totale ; et donc ce serait ce nombre qu'il faudrait comparer au fameux 41,7 russe.

Selon les données de 1954, les salariés agricoles sont 1 957 000 qui, ôtés du total des 8 468 000, le réduisent à 6 511 000 : 30,6 pour cent de la population active totale. Malgré la *réforme*, exaltée dans ce pays par les escrocs qui propagent les mensonges russes, le glorieux prolétariat rural est bien vivant !

Nous ne reviendrons pas par la suite à la « maigre » performance de la Russie dans sa transformation de nation agricole en nation industrielle si l'on compare sa population agricole, dans son rapport à la population active totale, avec celle des autres États d'Europe et d'Amérique.

Nous pensons cependant qu'il ne suffit pas d'élever le taux de 41,7 à 50 comme nous l'avons fait et que le nombre de 36,5 millions de travailleurs kolkhoziens est insuffisant, lesquels travailleurs kolkhoziens sont divisés par les statistiques russes en ceux qui travaillent dans l'économie collective du kolkhoze, 31,9 millions et les autres, 4,6, qui sont membres des familles travaillant seulement dans la petite exploitation.

Dans les statistiques des familles kolkhoziennes, leur nombre reste stable (!) pour les années 1953, 1954 et 1955 à 19,7 millions, réduit par rapport aux 20,5 millions de 1950 et augmenté par rapport aux 18,1 millions de 1937. Comment peut-on expliquer qu'en 1937 le nombre des kolkhoziens actifs aurait été de 57,9 pour cent pour diminuer à 41,2 en 1955 ?!

On devrait enlever les membres actifs de la famille kolkhozienne pour expliquer comment, les familles augmentant de 9 pour cent, les travailleurs actifs sont descendus de 28,8 pour cent ! Il faudrait admettre que le reste travaille à l'extérieur du kolkhoze et donc *est passé dans la catégorie ouvriers et employés* ; mais il est étrange d'admettre qu'une telle masse n'habite plus dans les maisons kolkhoziennes et ne soit plus comptabilisée dans la famille rurale du chef de famille kolkhozien.

Le calcul correct peut être fait ainsi. Nous savons que la famille kolkhozienne a une composition moyenne de 4,8 et donc les 19,7 millions de foyers stationnaires donnent une population agricole de 94,5 millions. Les paysans libres sont évalués à 1 million ; selon le taux de la population active de 0,42 pour cent de la population active totale ils devraient être 1,2 millions et selon la composition de la famille paysanne 2,4. Admettons qu'ils soient deux millions. Aux 5,9 millions de travailleurs agraires actifs non kolkhoziens (sovkhozes et SMT) donnons le rapport de 100 à 42,5 et nous aurons 14 autres millions. Le résultat total est 94,5 + 2 + 14, c'est-à-dire 110,5 millions pour la population occupée dans l'agriculture, chiffre qui concorde avec les 113 millions non urbains. Nous ne nous trompions donc pas en attribuant 58 pour cent, proche de 56,5, aux ruraux, et 42, ou si l'on veut 43,5, aux urbains, repoussant la Russie en arrière, vers un modèle agricole et non industriel.

148. LA COULEUVRE HABITUELLE MORD

Admettons un moment que la population non rurale doive réellement s'élever à la proportion revendiquée de 58,3 d'ouvriers et employés qui, par rapport à 1913, représente un saut de l'indice 100 à 424 !

Nous n'allons pas à la chasse cancanière de la minorité qui a des traitements élevés de dirigeant, technicien et fonctionnaire, pour réduire le nombre des prolétarisés tombés dans l'armée industrielle. Nous suivons notre voie de l'étude du rapport créé dans la production entre kolkhozien et travailleur urbain.

Retournons à notre tableau du paragraphe 135 sur la production recensée de céréales, et à notre méthode qui consiste à diviser la masse de la récolte par le nombre des non kolkhoziens qui reçoivent le blé de la campagne. En 1928 les habitants des villes sont 22,2 pour cent des actifs et ils représenteront le même pourcentage de la population – si notre

élaboration précédente n'est pas fausse. Il y avait dans les villes 32 millions d'habitants qui devaient se partager les 732 millions de quintaux de céréales ; 23 quintaux par habitant.

En 1937 la masse de la récolte s'élève à 1 203 millions, mais les habitants des villes représentent 36,2 pour cent des 171 millions de Russes, donc 62 millions. Chacun avait donc environ 19 quintaux. Une première baisse.

En 1955, la récolte s'est élevée à 1 500 millions de quintaux. Mais la population des villes, avec le fameux 58,3 pour cent, s'élève à 117 millions. Chacun reçoit seulement 13 quintaux. Et si les kolkhoziens sont devenus si peu nombreux, mieux vaut pour eux qu'ils se partagent en plus du pain, les poulets, les œufs, la viande de porc ainsi que le lait, toute chose en quantité croissante.

Messieurs, inutile d'essayer de nous faire croire que la Russie s'est prolétarisée à une vitesse stupéfiante. En entassant la population agraire dans les villes et dans les usines on n'augmente pas le degré de construction du socialisme, mais *seulement le taux d'exploitation des salariés d'État* qui, de toute façon, ont des rémunérations inférieures à celles des membres de la classe des entreprises-familiales qui, dans sa forme hybride que l'on voudrait consolider comme une forme future définitive et concrète, devient la base d'un nouveau privilège d'une minorité qui n'est pas concentrée en quelques mains, ôtant toute base à la victoire de l'intérêt social contre l'intérêt individuel, seule voie pour le socialisme qui ne soit pas du charlatanisme. [106]

LIAISON [107]

La diffusion des derniers paragraphes du compte rendu sur la structure sociale russe a dû être interrompue pendant deux numéros afin de laisser place au compte rendu préliminaire et résumé de la réunion de Ravenne qui, au contraire du présent compte rendu, a traité de la société d'Occident. Il faut donc faire la liaison sous forme de récapitulation inévitable et brève de ce qui a déjà été exposé.

Le présent travail est divisé en deux parties. La première, à son tour précédée par une prémisse qui la réunit à des études précédentes sur la question russe et sur la théorie marxiste de cette révolution (réunion de Bologne), avait pour titre *La lutte pour le pouvoir dans les deux révolutions* et occupa quatorze numéros du journal, elle fut interrompue pour des raisons de travail de parti (compte rendu de la réunion de Turin, nouvelle exposition de toute la question russe qui occupa trois numéros, et un « Intermezzo » qui précéda ce compte rendu, puis une longue interruption au début de 1956 due au *Dialogue avec les Morts*, toujours sur le thème russe et déterminé par le XX° congrès).

Cette première partie principalement historique traite de la lutte en Russie à partir de la première guerre mondiale, du problème du renversement du féodalisme tsariste dans ses rapports avec la tâche révolutionnaire du parti prolétarien et des deux révolutions successives de Février et d'Octobre. On greffa sur le récit de ces grands faits le rappel de la façon dont leurs développements furent compris et théorisés par le grand parti de Lénine en opposition, d'abord dans la doctrine puis sur le champ de bataille, avec tous les partis autres et adverses de ce seul parti unique dont nous épousons la cause depuis plus de quarante ans. Historiquement cette première partie ne s'acheva pas à la victoire d'Octobre 1917 mais elle comprenait toute la lutte ultérieure de défense du pouvoir conquis dans la terrible guerre, à la fois guerre entre États et guerre civile, qui occupa les dramatiques années suivantes.

La deuxième partie traite les rapports de production dans la Russie d'aujourd'hui et leur développement historique à partir de 1917. Cette partie a également subi des interruptions pour laisser place aux comptes rendus des réunions de Cosenza et maintenant, comme nous le disions, de Ravenne ; elle a jusqu'ici occupé quatorze numéros d'*il programma comunista*.

Non pas dans le but de faire un résumé mais pour faire un rappel de cette partie en cours, nous rappelons qu'avant de pénétrer dans les questions d'économie, nous avons dû développer à fond des sujets qui relèvent encore de l'histoire et de la politique qui sont inséparables des questions économiques. On a discuté à fond la perspective des développements économiques que le parti bolchevik présentait comme prévisibles après sa conquête du pouvoir ; et tout cela était indispensable à des fins de polémiques encore brûlantes et afin d'établir que jamais l'on n'avait présenté comme possible la formation d'une structure sociale communiste ou même socialiste. La révolution, dans l'œuvre de Lénine que nous avons exposée en détail en démontrant que sa perspective fondamentale ne changea jamais en fonction des tournants historiques, avait un contenu politique totalitaire mais quant au contenu social on se proposait le passage de formes productives bien antérieures au capitalisme au socialisme : son levier de base était le lien avec la révolution politique ouvrière européenne de laquelle seule l'avènement de la société socialiste en Russie pouvait dériver. On ne pouvait pas non plus ne pas relier cette polémique sur les faits historiques et les textes doctrinaux avec le débat actuel ardent contre le mensonge de la construction du socialisme dans la seule Russie.

On a donc fait référence à chaque instant aux opinions de Lénine, de Trotsky et des autres marxistes russes, ainsi qu'à la grande lutte qui se déroula dans le parti à la mort de Lénine, comme nous avions amplement traité les luttes qui eurent lieu durant sa vie.

Le fondement essentiel de l'histoire suivante des mutations économiques fut la théorie contenue dans le discours sur l'Impôt en Nature qui permet de classer les formes sociales présentes en Russie au début de la révolution et d'exposer la succession connue des phases dont on n'a pas pu ne pas relier dans toute son ampleur l'interprétation aux polémiques d'alors, de l'époque qui suivit et d'aujourd'hui : communisme de guerre, nouvelle politique économique, « collectivisation » et guerre contre les koulaks, grand développement de l'industrialisme d'État d'un côté – dans notre thèse : forme capitaliste, mercantile et monétaire, donc non socialiste – et de l'autre développement de l'agriculture kolkhozienne avec sa figure coopérative, qui relève du capitalisme privé, et sa figure d'entreprise familiale qui dans notre thèse est la plus rétrograde et correspond à des formes sociales totalement précapitalistes.

En traitant des rapports productifs de ces deux sections de la structure russe, on a évidemment fait référence à l'appareil juridique dans l'État avec la critique des deux Constitutions de 1918 et de 1936, radicalement différentes, et aux conflits politiques dans le parti à la fin desquels le groupe partisan de l'autarcie nationale et de l'abandon de l'internationalisme communiste l'emporta de façon sanglante.

À chaque moment nous avons réfuté les thèses des trotskistes et des autres petits groupes faussement de gauche et faussement antistaliniens sur l'apparition d'une forme sociale intermédiaire entre capitalisme et socialisme dans laquelle la classe privilégiée serait la *bureaucratie* des hiérarchies de l'État et du parti, et nous avons opposé à cette thèse amarxiste celle du lien entre capitalisme russe et capitalisme mondial comme force de classe, malgré les conflits impérialistes irrémédiables, niés par les théories pacifistes du Kremlin. Nous avons de plus développé à la lumière de la théorie marxiste la relation entre le secteur agraire et le secteur industriel, en montrant comment dans l'industrialisme d'État on accorde une protection aux classe moyennes et paysannes aux dépens du prolétariat qui se trouve dans une position plus défavorable que dans certains régimes de capitalisme classique et privé.

Un indubitable lien déterministe relie cette économie intérieure de privilège envers les classes moyennes à la politique de classe moyenne de l'opportunisme mondial philorusse.

Après l'ample démonstration de la nature de la structure du kolkhoze, et la démonstration du poids économique de ses deux faces – la face capitaliste et la face de toute petite exploitation familiale ultra-privée – nous avons exposé le rapport quantitatif entre

population et production des campagnes et des villes. Les contradictions extrêmement graves dans la matière des chiffes russes nous poussèrent, dans notre dernière livraison (n° 2 de 1957), à exposer à nouveau toute la statistique historique démographique de la Russie depuis 1914 à nos jours en mettant en relief les contributions tragiques aux deux guerres épouvantables du capitalisme impérial, et la morbidité de l'urbanisation en cours qui, alors qu'elle fait tomber le prolétariat des usines dans la pire oppression, est exaltée comme un aspect de la victoire du socialisme, en exagérant même la portée déjà effrayante de ce phénomène bouleversant.

La clé du problème social russe ne réside pas dans le passage des moyens industriels de production dans les mains de l'État – qui ne les a pas ôtés à une classe bourgeoise mais les a accumulés grâce au sang des ouvriers (et, pendant les guerres, également des paysans) - mais plutôt dans le tableau de la société rurale qui se lit lumineusement si l'on y projette la lumière grandiose de la théorie marxiste de la question agraire dont Lénine fut le défenseur le plus formidable et orthodoxe contre le bestial populisme individualiste qui réussit à prospérer malgré les coups impitoyables du parti de ceux qui n'avaient rien.

149. LE COURS DE L'INDUSTRIALISATION

Nous avons montré d'innombrables fois comment la guerre, le renversement du tsarisme, les guerres civiles qui avaient accompagné sa chute, l'invasion allemande qui par deux vagues formidables contraignit à la paix de Brest-Litovsk, les invasions non moins féroces ourdies par les pays bourgeois de l'Entente de tous les bords de l'horizon géographique et politique, eurent en réalité pour conséquence la *destruction* de la machine économique. L'agriculture résista mieux justement grâce à ses formes primitives, naturelles et immédiates, tout en subissant une terrible régression. Mais la production industrielle fut réduite pratiquement à zéro, et l'on doit en dire autant des commerces et de tous les services publics en général. À un certain moment, vers 1919, seule la question militaire conservait une trame administrative, organisée dans des formes matérielles et coercitives.

Nous avons rappelé également lors de la réunion de Ravenne les indices russes de la production industrielle qui lient les *deux* capitalismes, le capitalisme de l'avant-guerre et le capitalisme post-révolutionnaire.

Nous rectifions ici l'erreur matérielle consistant à se référer pour ces indices à 1913 alors que ce sont ceux de 1929 (Staline, Khrouchtchev et autres). La signification est cependant la même : 1913 : 52 ; 1920 : 7 ; 1926 : 56 ; 1955: 2049.

La révolution n'a pas conquis de capital accumulé, elle n'en a hérité d'aucun ; la guerre et la révolution elle-même l'avaient détruit. Il ne s'agissait pas seulement de débâcle sociale et humaine, mais de débâcle des choses physiques ; les aires des établissements détruits et abandonnés subsistaient, mais il n'y avait plus ni machines ni installations, il ne restait tout au plus que de la ferraille, utilisée de toute urgence par les amis et les ennemis ; il n'y avait plus de matières premières dans les magasins, le capital constant était réduit à zéro. Le capital travail était lui aussi dispersé, les ouvriers étaient morts ou bien ils étaient au front dans les formations rouges, la main d'œuvre qualifiée manquait terriblement, et les spécialistes et dirigeants techniques et administratifs avaient suivi en grande partie la contre-révolution et pour cette raison à leur tour ils avaient été tués à moins qu'ils ne combattissent sur les différents fronts extérieurs.

S'il restait un capital financier et monétaire, il ne se trouvait pas à la disposition du pouvoir révolutionnaire parce que d'un côté l'inflation astronomique l'avait détruit et que de l'autre les crédits sur l'étranger avaient fui avec les blancs et il ne restait plus qu'à annuler les dettes extérieures ce qui ne créait aucun actif disponible en Russie.

Nous avons également plusieurs fois donné les chiffres de la production, par exemple de l'acier qui dans les années 1918 et 1919 se réduisit à quelques milliers de tonnes dans un pays aussi immense, alors qu'il s'agissait de la production de base quand le premier problème est de pouvoir mener la guerre.

Cette situation qui fut tant de fois illustrée par le parti et dans les écrits de Lénine montre bien comment l'on fausse tout en mettant au premier plan, comme si tout le socialisme dépendait de ce problème, la prise de possession des installations productives qui, ôtées aux entrepreneurs capitalistes privés, passent à l'État de la révolution. Dans la pratique ce transfert de possession *était sans objet* ; et il n'y avait rien à prendre aux bourgeois ni à gérer en des formes plus ou moins collectives. Évidemment la socialisation des moyens de production est une formule du marxisme mais, correctement comprise, elle comporte une série d'autres conditions qui se résument dans la disponibilité des produits d'un cycle d'activité que les entrepreneurs ne peuvent plus s'approprier et que la classe prolétarienne devenue dominante dans la société s'approprie au moyen d'une distribution nouvelle, bien différente et avec une rémunération du travail bien différente.

Le fait juridique qui consiste à remettre à l'État les propriétés légales des chantiers et des établissements vides et fermés, en annulant le *droit* des bourgeois en fuite ou tués, est un acte révolutionnaire nécessaire, mais il manque son contenu économique quand il s'agit d'une production dont le cycle et le rendement ont été brisés.

L'État soviétique devait avant tout se poser le problème de réaccumuler le capital détruit et disparu, avant tout tel qu'il avait été accumulé dans les modestes dimensions de l'époque tsariste, avec une répartition inadéquate entre les différentes industries et les différentes régions du pays. Et il s'agissait de créer un patrimoine industriel nouveau à partir de presque rien et peut-être même à partir de pire que rien. En partant de moyens de production fonctionnant effectivement et de stocks de produits importants disponibles au début et à la fin des cycles, avec une industrie extractive en fonctionnement et un réseau de transports non bloqué, on peut se poser la question de donner vie à une gestion de l'industrie nouvelle et originale : gestion non mercantile, non d'entreprise et non salariale ; mais quand on ne peut mettre la main que sur des morceaux de papier, sur des titres de propriété et sur la carcasse physique de quelque propriétaire de titre récalcitrant et protestataire, le problème de mettre en route une production socialiste *ne se pose même pas* : la classe bourgeoise vaincue, dispersée et anéantie ne résiste plus (sauf dans ses liens venimeux avec les États capitalistes étrangers), mais il n'y a là pas le plus petit morceau d'économie socialiste.

150. INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

L'exigence centrale était de réactiver l'industrie, et ce fut une exigence militaire avant d'être une exigence sociale et politique, étant donné que les armées ennemies étaient équipées et approvisionnées en munitions par le capital étranger bien vivant et non par celui de la classe bourgeoise russe qui l'avait perdu (avant que d'en être expropriée) par la destruction physique et la désorganisation.

Ce problème restait difficile même si la Russie était un pays plus que riche en ressources naturelles, sous-sol et énergies hydrauliques, points qui attirèrent immédiatement l'attention de Lénine et furent objet de sa propagande ardente ; la phrase où il dit que le socialisme signifie le pouvoir bolchevik plus l'électrification de toute la Russie est encore exploitée, quand elle fut prononcée elle voulait prouver qu'alors même la première condition du pouvoir bolchevik n'était pas réalisée entièrement.

Nous avons mis suffisamment en évidence que Lénine pensait qu'il était indispensable, pour une réaccumulation rapide du capitalisme industriel, d'aller prendre le

capital là où il était. Il envisageait deux moyens de réaliser cela : le grand et classique, qui jamais jusqu'à sa mort ne sortit de son esprit, était la conquête du pouvoir de la part du prolétariat d'Europe, et en premier lieu du prolétariat allemand dont le gouvernement communiste aurait immédiatement transféré en Russie des machines, des matières premières, des travailleurs qualifiés et des techniciens dont le patrimoine était très supérieur au patrimoine minimum qui permet, une fois l'entreprise mercantile détruite, de faire démarrer une production sociale, comme les reprises de l'industrialisme après les deux guerres ruineuses l'ont démontré.

Le second moyen était de se faire prêter ce capital par les bourgeois étrangers - c'était les *concessions* sur lesquelles Lénine insista sans trêve et sans peur - et, comme dans les campagnes un cycle productif était toujours en fonctionnement, même s'il était rudimentaire, de faire passer les formes de ce cycle productif au-delà du niveau de la production mercantile paysanne dans la direction du capitalisme privé, échelon qui *précède* le capitalisme d'État. D'où nous montrâmes que la formule de Boukharine n'était pas insensée, il préférait la naissance d'un capitalisme dans les campagnes (capitalisme indubitablement dangereux même comme ennemi politique) à la consolidation de la forme hybride d'économie fragmentée que l'on appela kolkhozienne et que l'on fit passer pour une collectivisation rurale.

Au début de la lutte entre stalinisme et oppositions et à partir de 1924, l'opposition de gauche qui avait comme chef Trotsky, et à laquelle Zinoviev et Kamenev se joignirent tardivement, fut la première à mettre en évidence la nécessité vitale de faire renaître l'industrie russe déchue et de lui redonner de la puissance ; Staline et les siens s'y opposèrent.

On fit alors des calculs sur la rapidité fantastique de l'industrialisation et le courant de Staline se moqua des « superindustrialisateurs ». Et pourtant le courant de Trotsky ne voyait pas dans cette course intense à l'industrie la course à l'économie socialiste, et il continuait à croire fermement que le socialisme russe ne pouvait, comme dans la conception de Lénine, advenir qu'après la révolution prolétarienne d'Occident.

Trotsky, dans les premiers chapitres de *La Révolution Trahie*, cite des paroles de Staline contre l'opposition de 1927. Il en déplorait les « plans industriels fantastiques », et il soutenait que l'industrie ne devait pas « marcher trop vite et se détacher de l'agriculture en négligeant le rythme d'accumulation de notre pays ». Au XV° congrès de décembre de cette année un avertissement fut donné aux superindustrialistes contre « le danger d'investir trop de capitaux dans la grande édification industrielle ».

Selon Trotsky ce fut justement son opposition qui soutint que l'on aurait dû atteindre des rythmes d'accroissement de 16 à 18 pour cent annuels « pour avoir, grâce à l'accumulation socialiste, un développement ayant un rythme que le capitalisme ne pourrait pas rejoindre ». Nous pouvons admettre que, dans ce passage, les mots *accumulation socialiste* se réfèrent à la couleur politique socialiste du parti qui était à la tête de l'État, autrement il faudrait admettre que Trotsky fait une concession à la thèse de la construction du socialisme en Russie [108]. Dans tous les cas on ne peut pas mettre en doute son témoignage quand il dit que ces propositions furent ridiculisées par la fraction dirigeante ; à tel point que le premier plan quinquennal de 1927, qualifié de mesquin par l'opposition, se basait sur un taux d'accroissement de la production qui « devait varier, en suivant une courbe descendante, de 9 à 4 pour cent ». Les préparateurs de ce plan furent ensuite jugés pour sabotage, mais l'idée de la courbe descendante n'était pas erronée du point de vue de la théorie économique. Cependant le Bureau Politique établit ensuite le taux à 9 pour cent pour chaque année du quinquennat. À ce point les positions, comme tant d'autres fois, s'inversèrent subitement.

Avec les premiers succès du plan industriel on se mit tout d'un coup à soutenir que les rythmes doivent grimper de 20 à 30 pour cent ; une fois défaites l'opposition de Boukharine,

dont nous avons longuement parlé, et sa formule d'un pas de tortue, on prit la décision fameuse du « plan quinquennal réalisé en quatre ans ».

À la question de l'accumulation d'État se rattachait la question monétaire.

151. ACCUMULATION ET ARGENT

La doctrine de Marx sur l'accumulation du capital, c'est-à-dire sur sa reproduction élargie, comme celle sur la reproduction simple, traite uniquement d'un capital qui apparaît en cycles alternés, comme marchandise et comme argent. Cela est indiscutable au départ et à l'arrivée de tout le système marxiste sur la production capitaliste : le système socialiste y est dialectiquement défini et décrit, mais peu nombreux sont les socialistes qui ont su faire le pas audacieux qui fait émerger de la négation des caractères du capitalisme, en dehors de tout plan utopiste, la définition positive des caractères du socialisme.

S'il y a une accumulation dans le socialisme, elle se présentera comme accumulation d'objets matériels utiles pour satisfaire des besoins humains qui n'auront pas besoin d'apparaître alternativement comme argent, ni à subir l'application d'un « monnaimètre »[109] qui permette de les mesurer et de les comparer au moyen d'un « équivalent général ». Donc de tels objets ne seront plus des *marchandises* et ne seront plus définis par leur valeur (d'échange) mais seulement par leur mesure qualitative physique, ce que les économistes et Marx également appellent, à des fins d'exposition, *valeur d'usage*.

L'on peut établir à bon droit que les rythmes de l'accumulation dans le socialisme, mesurés en quantités matérielles comme les tonnes d'acier, ou les kilowatts d'énergie, augmenteront lentement et d'une augmentation peu supérieure à celle de la population : par rapport aux sociétés capitalistes mûres, la planification rationnelle des consommations en qualité et en quantité, et l'abolition de la masse énorme des consommations antisociales (de la cigarette au porte-avions) déterminera probablement une longue période de baisse des indices productifs et donc, si l'on reprend les termes anciens, de désinvestissement et de désaccumulation. [110]

Ici il s'agit seulement d'examiner l'accumulation accélérée qui fut nécessaire pour industrialiser la Russie. Bien vite le « centre » vola à la gauche – alors qu'elle se préparait à la juguler, comme cela arrive souvent – l'idée des rythmes élevés d'accroissement. Ce serait faire un tort grave à l'opposition russe, qui avait si bien posé la question de la révolution mondiale [111], de dire qu'on lui a volé la « paternité » du rythme très accéléré comme caractère d'une économie ultra-capitaliste, ou même carrément socialiste, idée malheureuse et responsable de maux innombrables.

Ce qui nous intéresse, du point de vue des faits, c'est que tous furent d'accord pour juger que la mise en route d'une accumulation en Russie n'était possible que dans une forme qui se servît d'un moyen monétaire de valeur stable.

Cette nécessité fut énoncée par Lénine dans de nombreux écrits que nous avons étudiés, notamment dans celui suggestif sur la nécessité de l'or et donc d'une monnaie liée à l'or. Mais on ne trouve pas chez Lénine qu'il s'agit en cela d'introduire une forme socialiste ; il dit en cent passages qu'il s'agit d'une forme capitaliste dont il est toutefois indispensable de provoquer l'apparition dans l'attente de ce moment fameux où l'on utilisera l'or pour en faire des urinoirs publics, attendu que ce métal résiste bien aux liquides acides.

Trotsky accepte cette thèse qui dérive de la doctrine de la Nouvelle Politique Économique. Dans la mesure où il faut encourager la formation d'un marché pour les produits agricoles et un système équilibré d'échange (naturellement on assista par la suite à la naissance de l'« échange socialiste » avec tout le reste de la phraséologie du même genre !) entre produits de la campagne et produits de l'industrie, la réforme du moyen monétaire s'impose. Comme nous le savons Trotsky appelle cela : emploi d'une forme de comptabilité

capitaliste. Il n'entend pas dire par là que l'on utilise cette forme d'enregistrement et de contrôle dans une économie *déjà socialiste* ; mais sa thèse est qu'il s'agit d'un stade de *transition* entre capitalisme et socialisme dans lequel on est contraint d'utiliser la monnaie, liée à l'or, dans la mesure où il s'agit de laisser le marché et la circulation se développer sur une grande échelle ; cette circulation n'existait pas encore à grande échelle à cause du caractère primitif des formes agraires.

Tout cela est juste puisque, pour Trotsky, il ne s'agit pas d'un premier stade du socialisme, ou d'un stade inférieur, mais d'une période de transition *encore antérieure*. Ce ne sont pas des caractères économiques qui lui interdirent – tant qu'il fut en vie (1940) - de renoncer à parler d'une Russie socialiste mais le fait politique que le *pouvoir fut conquis* par le parti communiste de la classe ouvrière. Mais la situation du parti et de l'État, même au point de vue politique, fut progressivement invertie et renversée ; les luttes sanglantes qui se produisirent alors, même si elles ne sont connues que sous un aspect unilatéral, en sont la preuve.

La formule de Trotsky est celle-ci : « L'expérience démontra rapidement que l'industrie elle-même, quoique socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborées par le capitalisme ».

Trotsky fait une appréciation marxiste tout à fait juste des objectifs du plan russe d'accumulation industrielle quand il dit « Le stade inférieur du communisme – pour utiliser le terme de Marx – commence au niveau où le capitalisme le plus avancé est parvenu. Le programme réel des prochains plans quinquennaux des républiques soviétiques consiste à *rejoindre l'Europe et l'Amérique* » [112]. Donc à construire un capitalisme développé. Mais pour les dépasser, le socialisme devra les vaincre par la force et non par l'émulation !

152. LES PLANS DE LA RECONSTRUCTION

Dans le grand esprit de Léon Trotsky, la transformation du capitalisme en socialisme ne pouvait commencer en Russie que comme phase succédant à la phase de la reconstruction de l'industrie détruite, jusqu'à atteindre un niveau qui fût non seulement celui de 1913, à l'époque du tsar, mais qui fût plus élevé jusqu'à être égal à celui des capitalismes mûrs et avancés. Il calcule le potentiel industriel des grands pays du monde et s'aperçoit que pour atteindre cet objectif il faut procéder très rapidement. En rapportant la production, disons d'acier, à la population allemande ou américaine, on voit clairement en 1926 qu'il faudra un siècle et demi, sauf si l'on adopte des rythmes très élevés que l'opposition trotskiste propose en vain à la majorité stalinienne pendant de nombreuses années jusqu'à ce que cette dernière fasse sienne cette proposition. Mais il ne s'agit pas d'une politique de zigzag, comme Trotsky semble le croire quand il accuse ses adversaires, il s'agit bien plutôt d'une obéissance aux lois propres de l'industrialisme capitaliste.

La distinction est ailleurs. Staline appelle « édification du socialisme » cette course pour devenir aussi industriel que les pays bourgeois, et il ferme les yeux à la perspective, qui semble s'éteindre, de la révolution internationale. Trotsky sait qu'il s'agit d'une construction du capitalisme de la part d'un pouvoir prolétarien, et il l'appelle construction des conditions du socialisme qui ne peut s'accomplir qu'avec les manœuvres de la finance capitaliste et monétaire. Jusqu'à sa mort il continuera à voir dans la Révolution d'Europe et d'Amérique la condition pour la réalisation de la société socialiste en Russie avant que les décennies et les longues cinquante années du développement économico-technique ne soient passées. Il veut que la conquête du pouvoir politique ne soit pas brisée ; et il demande que deux conditions soient respectées : déclarer que la construction du capitalisme industriel d'État n'est pas celle d'une société socialiste, et maintenir la direction de la politique mondiale dans le travail pour la révolution intérieure de classe dans tous les pays.

Trotsky n'a jamais voulu dire qu'en industrialisant en un temps record on aurait donné une leçon aux bourgeois en les battant dans le domaine du potentiel productif [113] ; il s'agissait seulement d'une condition technique minimale pour maintenir la chaleur du foyer central de la révolution internationale ; et il espérait montrer aux bourgeois que le socialisme fonctionnait non pas en Russie, mais chez eux, et avant les fameuses cinquante années que Staline lui renvoya à la face.

Ceux qui ne le comprendront jamais, ce sont les « trotskistes » officiels qui nient à l'économie russe le caractère capitaliste.

La discussion se produisit à la veille du premier plan quinquennal, une des si nombreuses gloires dont Staline s'est approprié, et nous avons montré dans notre étude comment l'on voulait lui attribuer une vitesse décroissante, puis comment l'on comprit que l'on devait partir au moins d'un taux de 9 pour cent annuel. Il était facile de calculer que la course pour rattraper l'Occident aurait été trop lente, même si le rythme avait pu rester constant, et même si en Occident on procédait avec un rythme de 5 à 3 pour cent annuel, étant donné l'énorme écart entre les niveaux de départ. Trotsky calcule en effet qu'en 1935 les indices russes par tête sont en retard sur ceux de l'Occident, ils sont trois, cinq, huit, dix fois inférieurs.

En 1927, quand la discussion se menait, il s'agissait de les multiplier au moins par cinquante. Une fois admis dans les pays d'Occident un accroissement de 3 pour cent, et la perspective initiale russe de 9 à 4 pour cent, avec une moyenne annuelle de 6,5, la course légendaire se serait déroulée au pas de 3 et demi pour cent, en supposant égale l'influence de l'augmentation de la population, défavorable, comme nous le savons, pour la Russie. Il aurait donc fallu – en excluant crises et guerres - 142 ans ! Si l'on voulait arriver à ce niveau dans les fameux cinquante ans que Trotsky estimait – dans la polémique historique connue de 1926 (c'est-à-dire pour l'année 1975 que nous mentionnons de temps en temps) - nécessaires pour réaliser le socialisme dans la Russie *isolée*, il aurait fallu un rythme de 8 pour cent. En y ajoutant les 3 pour cent des rivaux et l'1 et demi pour cent de la population, la croissance uniforme de l'indice de production totale aurait dû être de 12,5 pour cent annuel : c'est l'indice effectif d'aujourd'hui (nous pensons à 1955).

Que l'indice de départ soit fatalement décroissant les staliniens l'ignoraient ; mais étant donné qu'ils se moquaient des 50 ans de Trotsky (et qu'ils se mirent en jacassant à prétendre après 20 ans « avoir édifié l'industrie socialiste »), c'est 26 pour cent qu'il leur aurait fallu et ils durent se mordre les doigts d'avoir tourné en dérision les « superindustrialisateurs ».

À partir de ce moment (après qu'ils l'ont compris), les staliniens hurlèrent que l'on devait porter à 30 pour cent le 20 pour cent fixé pour le premier plan quinquennal. Mais il ne s'agissait pas d'édifier le socialisme, mais au contraire de parvenir à son seuil économique.

153. PARAMÈTRES DISPONIBLES

Nous avons deux voies pour suivre cette marche de l'industrialisation au travers des plans quinquennaux russes et des événements historiques ; étant donné que toute l'accumulation se fera dans la conversion alternée de marchandises en capital, nous pourrions adopter l'unité rouble. Mais le rouble n'est pas resté constant dans le temps et déjà Trotsky, il y a vingt ans, dut l'écarter. Théoriquement la chose est possible si l'on connaît les bilans d'État exprimés en roubles, ainsi que les profits que les entreprises industrielles investissent directement, et la part qu'elles versent à l'État pour les *investissements dans l'économie nationale*.

Renvoyons cette analyse à plus tard et arrêtons-nous encore sur l'emploi des *indices de la production industrielle*. En admettant que l'on puisse faire confiance aux statistiques

soviétiques officielles et aux déclarations des différents congrès, nous disposons d'un paramètre, que nous avons déjà largement utilisé, pour les années de 1919 à 1955, avec une seule lacune pour les deux années ténébreuses 1941-42, et nous avons comme référence connue l'année 1913. Cet indice de la production industrielle s'obtient à partir des statistiques des produits des principales industries dûment combinées ; il y a des incertitudes et nous aurons certes des progressions plus optimistes que la réalité, mais il y a deux avantages : l'indépendance des indices des variations de la valeur monétaire, et la correspondance de ces indices avec la valeur réelle de toute la masse annuelle des produits de l'industrie capitaliste qui est le Capital au sens de Marx ; alors qu'il y a beaucoup plus à dire quand on passe à des mesures en argent des capitaux investis dans le cycle productif et dans les installations fixes, vieux nœud de notre discussion avec les apologistes de l'économie de marché et de la fécondité de la richesse morte.

Commençons *ab initio*, et libérons-nous sans tarder de la sornette qui prétend que la planification fut la panacée qui a fait renaître l'industrie brisée et l'a amenée à un rythme irrésistible. Le caractère irrésistible de ce rythme initial, disons-le pour la énième fois, n'est pas dû à la capacité des gouvernements, qu'ils s'appellent Staline, Gladstone ou Eisenhower, mais aux faibles niveaux de départ.

Donnons-en immédiatement la preuve historique. Nous avons pris pour l'indice 100 l'année 1929, et nous avons dit que les premiers sont datés de 1919 pour lequel nous avons l'indice 33 (toujours d'après les sources soviétiques) : un tiers de celui de 1929. Selon cette échelle, on avait pour 1913 l'indice 52 ; donc, comme nous le savons, en 1919 on était encore en baisse. Mais le point le plus désastreux est atteint en 1920 avec l'indice 7 (sept) qui flirte avec le zéro, et c'est pour cette raison que nous parlons d'un capitalisme qui a cessé de vivre et qui, par la suite, renaît. De 52 à 7, nous savons que nous sommes descendus à moins d'un septième.

De 1919 à 1927 il n'y a pas encore de plans industriels mais on lutte les armes à la main avec les ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur et on lutte également au sein du parti à propos de la politique générale et de la politique extérieure comme à propos de la politique économique à adopter ; nous avons traité amplement tout cela dans l'étude présente. Le jeu des indices économiques se déroule donc en dehors de tout « dirigisme » des pouvoirs et de la dictature révolutionnaire elle-même dont la première grande manœuvre consiste en 1921 à ôter tout frein à la nécessité des échanges mercantiles, c'est-à-dire, comme le dit sans voile l'immense Lénine, au capitalisme ! Et l'industrie *repart toute seule*.

Quels sont les rythmes ? Voyons-les année par année. De 1919 à 1920 on est encore terriblement entraîné vers le bas : de 33 à 7, ce qui veut dire tomber de 100 à 21,2, perdre rien moins que 79 pour cent en une année. En 1921, on a le premier pas en avant qui nous fournit un indice de 10. Mais passer de 7 à 10 signifie croître de 3 sur 7 et donc de 43 pour cent annuel, indice qui est véritablement stupéfiant.

1922 : on monte à 13, bond annuel de 30 pour cent ; 1923 : de 13 on passe à 20, l'avancée est étonnante : 52 pour cent ! En 1924 on passe à 24, avec 21 pour cent d'augmentation. En 1925 l'indice est de 39 et l'accroissement annuel a été extrêmement favorable : 62 pour cent. Il n'y a pas encore de planification, mais l'industrie renaît ; 1926, indice 56 ; augmentation 44 pour cent. 1927 est une année de crise dans la société russe et dans le parti, et l'augmentation sera seulement de 12 pour cent. En 1928 le premier plan quinquennal débutera. Mais avant tout faisons un bilan de la période d'avant le plan. En partant du minimum de 7 en 1920 on atteint 63 en 1927 ; il s'agit de sept années *sans plan* durant lesquelles la production de l'industrie – on peut dire par sa vertu propre – a crû neuf fois, c'est-à-dire a crû de *800 pour cent*. Le rythme d'accroissement annuel constant qui permet cette envolée n'est pas incroyable, il est seulement de 37 pour cent annuel comme on le voit à vue d'œil en étudiant les accroissements d'année en année. Nous ne croyons pas que

ce petit jeu ait été ennuyeux, dans tous les cas il nous permet de dire que notre période septennale d'avant la mise en place des plans bat, dès le départ, tous les plans qui suivirent – plans que nous allons examiner – et qui permirent à tant de gens de se gonfler d'orgueil !

154. PLANS D'AVANT-GUERRE

C'est en 1927 que l'on délibéra du I° plan quinquennal. On en discuta à différentes reprises et durant son exécution : c'était l'économie qui courait spontanément plus vite que le plan pour la renaissance du capitalisme qui avait l'avantage d'être couvé dans le nid stalinien et d'être arrosé de temps en temps par le sang des véritables bolcheviks qui étaient censés être au pouvoir. Le 7 janvier 1933 Staline pouvait se glorifier du bilan de ce premier plan. Voyons-en le cours dans les indices des années 1928, 1929, 1930, 1931, 1932. Après l'indice 63 de 1927 voici la progression : 79, 100, 130, 162, 185. Les augmentations annuelles sont élevées mais elles ralentissent avec la poursuite du plan : 41 ; 26 ; 30 ; 22 ; 17. Staline donna pour augmentation moyenne annuelle 22 pour cent, mais le calcul nous donne des chiffres un peu plus élevés : 193 pour cent durant toute la période, une augmentation annuelle moyenne de 24 pour cent.

Le deuxième plan débute en 1933 et se termine en 1937 inclus. Il s'agit d'une période de paix et de libre activité de reconstruction ; mais l'argument fort des staliniens est que durant cette période des deux premiers plans la terrible crise mondiale de 1929-1932 éclata et que l'économie soviétique ne la ressentit absolument pas. Cela ne s'oppose pas avec ce que nous avançons et s'explique par l'autarcie et l'isolement dans lesquels la Russie se trouvait à l'époque. On doit cependant relever que 1931 et 1932 sont les années de moindre accroissement du premier plan, et 1933 est l'année la pire du deuxième plan dont voici la série des indices après le 185 de 1932 : 202, 238, 293, 382, 429. Augmentations annuelles : 9 ; 20,1 ; 23,1 ; 30,2 ; 11,4. Il n'est pas mauvais de signaler que 1937 est, en Occident, l'année de la reprise de la crise et annonce la guerre : crise de Staline ! Le résultat total du plan est l'augmentation de 130 pour cent en cinq ans ce qui donne la moyenne annuelle de 18,3 pour cent : donc la rapidité du deuxième plan est inférieure à celle du premier quoique tous les deux aient pu se développer pleinement.

Venons-en au troisième plan quinquennal qui devait couvrir les années 1938, 1939, 1940, 1941 et 1942, et qui fut évidemment brisé par la guerre. À la fin de 1939 la Russie, en accord avec l'Allemagne, attaqua et liquida facilement la Pologne, sans en recevoir une forte secousse, et c'est seulement en 1941 qu'elle fut entraînée dans la guerre générale. Les trois premières années nous donnent des indices progressifs : partis de 429 (ou 424 d'après d'autres sources) pour 1937, nous avons 477, 522, 616, et les augmentations sont : 11,3 ; 16 ; 9,5. En trois ans 50 pour cent au total, ce qui donne 15 pour cent de moyenne annuelle ; donc nous sommes déjà en baisse par rapport aux plans précédents. Les autres deux années sont des années de recul : de 616 en 1940 on passe à 573 en 1943, en 1944 on remonte à 640, mais en 1945, année où l'on mettra en chantier le quatrième plan, le premier de l'après-guerre, nous sommes encore plus bas, au plancher de 571. En insérant proportionnellement les données inconnues de 1941 et de 1942 et en partant du maximum de 1940, on a trois accroissements négatifs de 2 pour cent ; puis une remontée à 12 pour cent et enfin la dernière chute de 11 pour cent. Si l'on considère toute la période du troisième plan – celui de la guerre – de 1938 à 1945, en huit ans la variation totale est de 33 pour cent, et par année seulement de 3,5 pour cent. Nous savons que l'économie états-unienne résista bien à cette même guerre.

155. PLANS D'APRÈS-GUERRE

En 1946 le quatrième plan quinquennal est lancé à grand bruit, on ne peut pas en rapporter ici les prévisions. Mais ses résultats, alors que nous savons que la fin d'une guerre permet de hauts rythmes, ne sont pas exceptionnels. En effet 1946, première année du plan, est en régression, et ensuite on a la reprise. On part de l'indice de 1945 qui était 571 et l'on tombe à 466 pour avoir par la suite 571, 721, 870, 1 088. Durant toute cette période irrégulière de cinq ans l'augmentation globale est de 89,3 pour cent (le cinquième plan donnera la même augmentation) et la moyenne annuelle correspondante est de 13,8.

Quant aux augmentations année par année, les voici : - 18 ; 22,6 ; 26,2 ; 20,5 ; 24,5. Pour donner un jugement meilleur sur la réalisation d'un tel plan – durant une période où la nation est envahie par l'ennemi puis victorieuse, période qui permet en général une reprise victorieuse – on peut abandonner la première année de crise et faire le calcul sur les quatre autres années qui donnent une augmentation globale de 132 pour cent et une année moyenne de 23 pour cent. Nous devrions cependant tenir compte du fait que la chute la plus importante due à la guerre, entre 1940 et 1946, en six ans, fut de 24 pour cent négative, et si l'on prend les deux années de 1944 à 1946, la chute fut de 27 pour cent, ce qui fait dans le premier cas un rythme négatif de 3,5 pour cent annuel et dans le second cas un rythme négatif de 18,6 pour cent annuel.

Il reste à voir le dernier plan quinquennal 1950-1955 qui a donné une progression régulière en partant des 1 082 de 1950 avec les indices suivants : 1 266, 1 421, 1 602, 1 821, 2 049 qui correspondent à des augmentations annuelles de 17,0 ; 12,3 ; 12,7 ; 13,7 ; 12,7. Durant les cinq années on a eu une augmentation globale de 89,2 qui correspond à un rythme annuel moyen de 13,8 pour cent.

Tout cela montre qu'en Russie on n'a pas élaboré une méthode artificielle pour accélérer à coup de fouet la course à l'accumulation, au contraire on a assisté à la naissance d'un industrialisme selon la règle, démontrée par nous pour tous les pays du monde, de la décroissance des indices. Cette règle se confirme si l'on choisit des périodes consécutives telles que dans chacune il n'y ait pas de sommets intermédiaires plus élevés que les extrémités (courbe des sommets supérieurs étudiée à la réunion de Ravenne). Nous le montrâmes une autre fois : de 1913 à 1940 on passe de 33 à 616 en 27 années, multiplication par 19 [114] ; 16 pour cent annuel. De 1940 à 1955 : de 616 à 2 049 ; l'augmentation totale a été multipliée par 3,84 en 15 ans, rythme annuel moyen de 9,5 pour cent, nettement inférieur.

Si nous prenons ensuite les périodes du plan, nous devons tenir compte des guerres et des crises, et nous aurons la série suivante qui résume ce que nous avons dit :

Période avant les plans, 1920-1927 :
37 pour cent annuellement en moyenne (à partir d'une crise destructive)

I° plan quinquennal 1928-1932 :
24 pour cent ;
II° plan quinquennal 1933-1937 ;
18,3 pour cent ;
III° plan quinquennal 1938-1940 ;
15 pour cent (interrompu par la guerre)

Période de guerre, 1941-1946 :
− 4,6 pour cent ;

Quatre ans du IV° plan quinquennal 1947-1950 :

23 pour cent (à partir d'une crise due à la guerre) ;
V° plan quinquennal 1951-1955 ;
13,8 pour cent (reconstruction normale) ;
VI° plan quinquennal 1956-1960 :
11 pour cent *en prévision*.

La règle de la décroissance du rythme d'accumulation avec le temps est donc confirmée par le capitalisme industriel russe comme par n'importe quel autre, de même qu'est confirmé l'effet que les destructions dues aux guerres et aux invasions, même quand les guerres débouchent sur la victoire finale, ont sur ce cours de l'accumulation.

Les hauts rythmes que l'on retrouve dans le tableau et sur lesquels a été construite toute l'œuvre de propagande colossale, à laquelle nous opposons depuis longtemps nos élaborations, s'expliquent également par le fait que l'industrialisme qui naît le plus tard organise ses premières implantations, même si elles sont encore quantitativement limitées, en se fondant sur le meilleur exemple qualitatif que la technique internationale et la science appliquée, sur lesquelles dans le monde moderne il n'existe plus en fait de secrets et de monopoles, mettent à sa disposition ; en général cet industrialisme tardivement né se donne des implantations modernes et neuves, possédant un rendement supérieur, nettement plus élevé que ceux des autres pays qui existent encore dans la forme de leur origine qui n'est plus récente et qui possède une rentabilité moindre.

156. IL N'Y EUT PAS DE MIRACLES

Prétendre qu'un haut rythme de développement industriel n'a été obtenu que grâce au système de la planification d'État n'est donc pas une vérité irrécusable. Déjà depuis de nombreuses décennies Engels, quand il fit la critique du projet de programme pour le congrès d'Erfurt, avait averti que la différence distinctive entre l'économie bourgeoise et le programme socialiste ne pouvait pas être la « Planlosigkeit », c'est-à-dire *l'absence de plan*, dans la première puisque, depuis déjà 1890 et même avant, la production capitaliste se développait selon des plans d'ensemble et de vastes programmes sur plusieurs années et pour plusieurs nations.

Donc, la raison pour laquelle tout pouvoir prolétarien et communiste en Russie, même non menacé ou atteint de dégénérescence, aurait dû recourir au Plan économique n'était pas que l'industrialisation, qui était une nécessité primordiale et physiologique, aurait ainsi été accélérée ; la raison en était des motifs d'ordre révolutionnaire et politique. Fondamentalement il s'agissait, comme nous l'avons toujours fait remarquer, de la défense armée du pouvoir nouvellement conquis en Russie et de sa défense dans l'attente que la révolution de classe attirât d'autres pays dans son orbite et, avec les ressources de ces pays incomparablement supérieures aux ressources russes et qui n'avaient certainement pas connu une destruction aussi complète, passât à des plans avant tout internationaux et ayant par la suite un caractère socialiste qui se fonde sur bien d'autres bases et qui ne contient pas, par exemple, l'exigence d'une accélération intense du rythme d'accumulation.

Les bases des futurs plans de l'économie socialiste, qui du reste ne sauraient entrer en vigueur du jour au lendemain après la conquête du pouvoir même dans des pays d'industrialisme hyperdéveloppé, consistent dans le fait qu'ils sont implantés en dehors de l'ambiance mercantile et du moyen de l'équivalent monétaire.

Lénine appela de tels plans des « plans matériels » et l'on peut bien même les qualifier de « plans physiques », alors qu'en Russie c'était une nécessité inviolable que de procéder au moyen de plans financiers ; et donc, avant même les plans, on pensa à régler la question de l'équivalent monétaire qui avait été pratiquement balayé par la tempête d'une inflation sans

précédents ; mais un tel phénomène n'a jamais arrêté les révolutions bourgeoises des siècles précédents.

Une telle nécessité était reconnue par Lénine puisqu'il savait – sans renoncer à relier chaque acte technique et administratif du nouvel État à la propagande et l'agitation en vue des buts socialistes ultimes, lointains et mondiaux, sinon européens - qu'il devait mettre en place une planification de type capitaliste et pas encore de type socialiste dans le sens technico-économique.

Il fait cette distinction à propos de son plan d'électrification de la Russie auquel nous avons fait plusieurs fois fait allusion et qui fut cité comme justification publicitaire des pas en avant successifs des plans staliniens.

Ce plan appelé *Goelro* (plan d'État pour l'électrification de la Russie) fut conçu en 1920 pour une période qui devait être de 10 à 15 ans. Nous devons noter que la base physique d'un tel plan est la richesse en énergie hydroélectrique de la Russie qui était immédiatement devenue, avec toutes les eaux en mouvement, possession directe de l'État. Il ne faut pas oublier que les cours d'eau et leur puissance énergétique, même dans de nombreuses nations bourgeoises, sont domaines d'État et du reste, sans un plan unique national et international, comme celui déjà en vigueur aujourd'hui entre l'Italie, la France, la Suisse, etc. on ne peut pas concevoir les câbles à haute tension modernes à haut potentiel et la transmission de l'énergie dans les deux sens par-delà les frontières des États, câbles ayant également pour fonction d'équilibrer géographiquement les périodes fastes et les périodes creuses. L'énergie électrique est la plus « socialiste » de toutes, plus encore que l'énergie nucléaire qui à l'avenir se réduira à une petite chaudière transportable n'importe où, un succédané de la première locomotive à vapeur conduite sur le terrain d'utilisation par deux braves bœufs *que le doux Virgile aimait* …

Voici le passage de Lénine tiré de son article *Sur le plan économique unique*. Il considérait comme une preuve du sérieux scientifique du plan d'électrification le fait qu'il contienne « un bilan autant financier (en roubles-or) que *matériel* de l'électrification : à peu près 370 millions de journées de travail, tant de tonnes de ciment, tant de briques, tant de quintaux de fer, de cuivre, etc., tant et tant de turbines génératrices de puissance donnée, etc. »

Nous affirmons que l'on verra le premier plan socialiste lorsque la partie de celui-ci exprimée en unité monétaire sera éliminée ; naturellement un tel plan doit comprendre tous les secteurs de l'activité de la production et tous ceux de la consommation en faisant correspondre une certaine quantité de journées de travail à une autre quantité d'aliments ou d'autres produits et il devrait contenir dans ses frontières au moins le massif central de l'Europe avec les fleuves qui en descendent, de la Meuse et du Rhône au Danube et à la Vistule.

On ne hurlera pas que ce plan a été largement dépassé. Les plans russes auraient connu les mêmes indices quantitatifs si on ne leur avait pas attribué ou tenté de leur attribuer l'étiquette socialiste. Il en aurait été de même si la guerre civile de 1918-1922 avait été perdue et si le grand plan avait été élaboré non par les grands capitalistes russes mais par un trust colossal d'entreprises capitalistes, ce qui était le rêve de la bourgeoisie mondiale depuis février 1917. Il ne s'agissait que de la conséquence, imposée par une nécessité déterministe, de la destruction des entraves médiévales et non de chefs-d'œuvre de trusts de cerveaux, rouges ou non.

Aujourd'hui, la grande banque mondiale de la Société des Nations prête aux États pauvres et possède un capital de 9 trillions de dollars : elle a investi plus qu'un plan quinquennal soviétique en quelques années. Est-ce du socialisme ? La Caisse du Mezzogiorno avec la bonne affaire de ses mille milliards est-elle aussi du socialisme ?

On peut définir également ainsi la fausse carte jouée par le stalinisme : ils ont pris la révolution socialiste pour une entreprise de bonification des zones arriérées, arène digne de vieilles bigotes et de flibustiers effrontés.

157. LE MOYEN MONÉTAIRE

Pour établir avec force et prouver combien il est mensonger de dire que l'histoire n'a encore jamais vu de déchaînement des forces productives semblable à celui correspondant aux plans quinquennaux soviétiques dans l'industrie (nous savons combien les résultats ont été maigres dans l'agriculture et nous savons que ces mauvais résultats sont un stigmate des formes capitalistes d'économie), nous nous sommes servis des indices de production puisqu'ils sont de source soviétique et n'ont donc pas été fabriqués pour notre thèse mais pour la thèse adverse et puisqu'ils ne présentent que la « face physique » des grands plans et sont exprimés en tonnes, mètres cubes, kilowatts, et ainsi de suite.

Mais il faut aussi comparer le cours historique des plans en utilisant d'autres grandeurs économiques que nous trouvons exprimées en millions et en milliards de roubles, et qui donnent pareillement la mesure de l'accumulation capitaliste et des investissements de produits en nouveau capital dans les différents secteurs de l'économie.

Il faut donc dire quelque chose de la monnaie russe après 1917.

Une étude très sérieuse sur la planification russe [115], indépendamment de l'idéologie de son auteur (Bettelheim), dit qu'il faut étudier les « catégories » principales de l'économie soviétique et il en dresse la liste comme suit : monnaie, marché, salaire, prix, profit et intérêt. L'auteur dit que ces catégories « ressemblent » à celles de l'économie capitaliste, mais « ont un contenu profondément différent ». Nous, convaincus que l'on parle de « catégories » lorsque l'on prend en compte le contenu et non l'apparence, la substance et non la forme, nous affirmons que ce sont les *catégories mêmes* du système capitaliste.

L'auteur se sert de citations non seulement des économistes officiels russes d'État mais également de celles de Lénine et de Trotsky tirées des mêmes sources que celles que nous avons utilisées. Nous savons déjà que Trotsky dans un discours fameux sur la N.E.P. en 1922 et dans son livre sur la *Révolution Trahie* affirme que l'utilisation d'un *étalon* constitué par une solide unité monétaire est indispensable pour améliorer le rendement du travail et la qualité de la production. Mais cela ne constitue certes pas une tâche qui sort des limites du capitalisme qui, au moins dans sa jeunesse, a atteint dans ces domaines les plus hauts sommets.

Dans tous les cas celui qui aurait pensé que « le système socialiste est à l'abri de l'inflation monétaire » aurait été démenti par les faits parce que le rouble a toujours oscillé. Alors les économistes d'État se sont mis à raconter que les oscillations de la cote du rouble dans le « système soviétique » n'avaient aucune influence sur le jeu des prix et des salaires réels. C'est toujours la même thèse bancale : ici en Russie il y a tout ce qu'il y a en Occident, mais sous notre ciel c'est toujours autre chose.

Dans les faits, le seul équivalent général adopté pour le calcul des plans a été le rouble monétaire même si les économistes officiels, Varga et Stroumiline eux-mêmes, ont soutenu que, selon la doctrine de Marx, le seul équivalent général, c'est-à-dire la seule unité commune à des produits différents, est *le temps de travail* et que le *calcul économique réel* doit se faire sur cette seule base. Des raisons « techniques » ont écarté cette forme d'élaboration des plans. Boukharine avait dit – correctement – de plus : « à partir du jour où les moyens de production sont socialisés, la forme valeur tombe, et la seule comptabilité en nature (ou physique) est admissible ».

158. HISTOIRE DU ROUBLE

Nous devons maintenant nous occuper du rouble, pour ce faire voyons un peu ce que l'on peut dire de sa nature et de son histoire.

Le rouble soviétique est défini par rapport à une unité or, mais ce n'est pas une monnaie convertible en or à la demande du porteur. Il n'est pas convertible en devises étrangères puisque l'exportation et l'importation éventuelles de celles-ci sont interdites. Les règlements faits par l'État dans le cadre du commerce extérieur, dont il a le monopole, sont prévus en monnaies étrangères (aujourd'hui le dollar). Et l'on prétend que l'échange rouble-dollar n'a pas d'influence sur les prix intérieurs. Par exemple en 1931, à Berlin, on cotait le « tchernovetz » (dix roubles réévalués) deux marks alors que la parité officielle était de 21,6 marks (en *rentenmarks*, à leur tour réévalués après l'inflation qui suivit la première guerre).

Dans tous les cas, quand le tchernovetz apparut en 1924, sa valeur fut définie à 7,74 grammes d'or pur par la loi qui l'institua. Le 14 novembre 1935, le rouble fut ensuite dévalué (c'est l'inflation déplorée par Trotsky ; elle est selon lui le résultat du volume de la masse en circulation qui passa, durant le premier plan quinquennal, de 1,7 à 5,5 milliards de roubles, et qui arriva, au début du deuxième plan, à 8,4). On doit toutefois noter que dans la première période la masse du produit économique tripla et donc que la masse en circulation devait au moins tripler et atteindre 5,1, en admettant cependant que l'agriculture et l'échange aient suivi l'industrie avec peine.

Ce fut seulement par la suite que l'on établit que tous les paiements entre la caisse centrale d'État et celles des industries d'État – dans un sens et dans l'autre – au lieu de s'effectuer en monnaie auraient lieu contre des certificats d'unités de compte ce qui servit de frein à l'augmentation de la masse en circulation.

De toute façon, lors de la dévaluation de 1935, les 7,74 grammes d'or du tchernovetz descendirent à seulement 1,74 grammes soit à peine plus du cinquième.

Pour donner une idée de la valeur par rapport aux autres monnaies, on peut considérer l'équivalent or de celles-ci qui concerne logiquement l'époque de leur première émission légale.

Avant la première guerre l'or coûtait 3,60 lires italiennes et la lire valait donc 0,278 gramme d'or pur. Après la dévaluation de la première guerre, la lire fut dévaluée en 1928 de 3,66 fois, elle fut portée à seulement 0,0785 grammes. De 1928 à 1954 on a eu une dévaluation due à la deuxième guerre mondiale de 51 fois par rapport à l'or et de 56 fois par rapport à l'indice des prix de gros (qui, comme on le sait, a encore monté jusqu'à aujourd'hui). Aujourd'hui mille lires italiennes correspondraient en or à environ un gramme et demi ; et un dollar à environ un gramme. On peut donc dire, en faisant une correspondance très grossière, qu'à sa création en 1920, le rouble valait cinq cents lires italiennes *d'aujourd'hui* et le tchernovetz en valait cinq mille. En effet, ce morceau d'or (sur lequel était écrit ironiquement : prolétaires de tous les pays unissez-vous !) valait autant que le défunt « Napoléon » : vingt lires de la belle époque de 1900 et plus de 5 000 d'aujourd'hui comme pouvoir d'achat réel.

En 1924 le tchernovetz valait 7,74 dollars d'aujourd'hui et le rouble 0,77. Avec la dévaluation de 1935, le rouble russe descendit donc à 0,174 dollar, c'est-à-dire un cinquième. Aujourd'hui l'on affirme que le rouble russe vaut en gros un quart de dollar puisque les baisses générales des prix imposées par le centre l'auraient réévalué ce qui n'est pas du tout facile à établir sur la base du pouvoir d'achat réel à propos duquel on entend les choses les plus contradictoires de la part de ce monde de journalistes et de « touristes » admis en Russie. Ce qui est certain c'est que quand l'on étudie la suite des chiffres en roubles des plans officiels à partir de 1928 jusqu'à aujourd'hui, on doit retenir que les chiffres du cinquième plan, pour les comparer avec ceux du premier, doivent être au moins divisés par quatre ; et le

lecteur doit tenir compte de cette indication qui rend l'appréciation du rythme des augmentations peu précise.

159. VOLUME MONÉTAIRE DES PLANS

Tout développement de l'industrialisation se fait à travers une augmentation du volume et de la valeur des instruments productifs et donc une part donnée de chacun des cycles productifs doit être épargnée au détriment de la consommation pour être investie en nouveau capital.

Or, selon les statistiques officielles soviétiques, les plans ont déterminé une progression impressionnante d'investissements dans la production, subdivisés dans toutes les branches de celles-ci.

Nous ne parlons pas ici du jugement théorique à porter sur une telle manière de poser le problème, manière totalement identique à celle des économies capitalistes déclarées et conforme, quoi que l'on dise, pour la mise en scène de la nouvelle forme sociale, à la doctrine des écoles économiques bourgeoises contemporaines.

Durant la période antérieure aux plans, c'est-à-dire de 1918 à 1928 (en incluant les trois premiers trimestres de cette année qui fut consacrée à la préparation du premier plan quinquennal, pour le rendre plus audacieux) tout l'investissement de capitaux se réduisit à 15,7 milliards de roubles. Nous n'avons pas pu savoir comment on a adapté les chiffres des années antérieures au tchernovetz et nous ne savons même pas s'ils existent. Dans tous les cas il est facile d'observer que tant que l'industrie travaille largement au-dessous des capacités de ses équipements d'origine et, encore plus, tant que sa production diminue sensiblement d'année en année, il n'advient aucun nouvel investissement de nouveau capital dans cette industrie. Donc l'investissement a été nul de 1917 à 1920, année de la production minimale, et, jusqu'à 1926, année au cours de laquelle l'investissement a rejoint le niveau d'avant-guerre, il s'est tenu dans les limites de la reconstruction des installations détruites. En admettant donc les 15,7 milliards de roubles (auxquels on a le droit de donner leur plus grande valeur monétaire), les années de la période considérée doivent se limiter à la période 1921-1928 et la moyenne serait d'environ deux milliards annuels. Quand nous serons arrivés aux 150 milliards indiqués pour 1955 (en quels roubles ?), l'investissement sera soixante-quinze fois plus important, là où l'indice de la production totale de l'industrie était 33 fois plus important. Une comparaison théorique peut éventuellement être faite entre l'indice de production et celui de l'investissement *dans l'industrie*, et alors il pourrait également bien se vérifier que la valeur des produits (le capital pour Marx) croisse plus rapidement que la dépense pour les équipements à cause de l'influence de l'augmentation de la productivité du travail et la part *relativement* moindre des dépenses pour les salaires.

Si les roubles que la statistique utilise avaient été dévalués, comme on le suppose, du quart, l'investissement en 1955 aurait été non 75 fois mais seulement dix-neuf fois supérieurs aux chiffres de départ.

De toute manière, pour le premier plan on nous donne les chiffres suivants : IV° trimestre 1928, 1,3 milliards et donc 5,2 milliards annuels. Pour les quatre années suivantes 7,6 ; 12,7 ; 18,4 ; 21,6. Les accroissements annuels de l'investissement sont en pourcentage : 47 ; 67 ; 45 ; et 18. Pour la totalité des quatre années l'augmentation est de 100 à 415, une moyenne annuelle de 43 pour cent. Une autre courbe des accroissements décroissants se dessine nettement.

En effet prenons le deuxième plan. En 1937 nous serons à 33,8 milliards investis ; et par rapport à 1932 l'augmentation est seulement de 52 pour cent (contre 315 pour cent pour le premier quinquennat) avec une moyenne annuelle d'environ 12 pour cent. Les données annuelles sont 18,0 ; 23,7 ; 27,8 ; 38,1 et 33,8 avec des augmentations annuelles irrégulières.

Le troisième plan est celui qui a été brisé par la guerre et l'on doit le considérer pour seulement trois ans : 1938, 1939 et 1940. Les chiffres de l'investissement réalisé sont : 35,1 ; 40,8 ; 43,2. Augmentations en pourcentage : 6 ; 16 ; 6. En trois ans seulement 28 pour cent ; moyenne annuelle : 9 pour cent.

Les années de guerre donnent : 1941 : 37,4 ; 1942 : 23,0 ; 1943 : 23,1 ; 1944 : 31,7 ; 1945 : 39,2. Pendant dix ans on a donc marqué le pas dans les faits, et il est certain qu'il s'agit en grande part d'investissement pour la reconstruction et non pas pour l'élargissement de l'économie.

160. INVESTISSEMENT D'APRÈS-GUERRE

Les deux plans d'après-guerre forment une nouvelle série d'investissement de capitaux. Après les 39,2 milliards de 1945, la série des cinq années est la suivante : 46,8 ; 50,8 ; 62,1 ; 76,0 ; 90,8. Les augmentations sont celles d'une reprise après une crise générale : 19 ; 8 ; 22 ; 22 ; 19. Durant tout le plan l'augmentation est de 132 pour cent et la moyenne annuelle de 18 pour cent.

Le cinquième plan nous donne, en partant des 90,8 de 1950, les chiffres des investissements en milliards de roubles suivants : 102,1 ; 113,8 ; 119,2 ; 140,3 ; 149,9.

La marche est moins décisive que dans le quatrième plan : augmentations de 13 ; 11 ; 5 ; 18 ; 7. L'augmentation totale est de 65 pour cent, la moitié de celle du quatrième plan, avec une moyenne annuelle de 10,5 pour cent contre 18 pour le quatrième plan. Tout indique que nous sommes à la fin de la reconstruction.

Voici le résumé de la série exprimée en roubles, avec la réserve que nous avons signalée sur sa valeur monétaire :

Premier plan 1928-1932. Rythme de 43 pour cent.

Deuxième plan 1933-1937. Rythme de 12 pour cent.

Troisième plan 1938-1940. Rythme de 9 pour cent.

Période de guerre et de destruction 1941-1945. Diminution de 9,2 à 3 pour cent annuelle.

Quatrième plan 1946-1950. Rythme de 18 pour cent. Effort général de reconstruction.

Cinquième plan 1951-1955. Rythme de 10,5 pour cent.

Sixième plan 1956-1960. Rythme *prévu* de 9 pour cent.

Nous approuvons ce dernier coefficient qui est le plus petit de tous les plans précédents, même s'il est réalisé, et qui confirme la loi de la décroissance. Dans le discours de Boulganine il est dit que pour l'ensemble du cinquième plan les investissements pour l'économie nationale furent de 594 milliards, mais que pour le sixième plan on en prévoit 990. L'augmentation pour ce plan serait donc de 67 pour cent. Mais, à partir du tableau de l'annuaire soviétique officiel, que nous avons suivi jusqu'ici, le cinquième plan a donné 625,3 milliards, et l'augmentation entre les deux totaux des deux quinquennats serait de 59 pour cent. L'augmentation entre les totaux du quatrième et du cinquième plan dans cette série de chiffres aurait été de 326,5 à 625,3 c'est-à-dire, en indice, de 100 à 192, et cela est confirmé par le discours de Khrouchtchev qui avance les indices 100 et 194.

Que le lecteur patient tienne cependant compte que dans notre tableau ci-dessus nous avons donné non pas les augmentations entre *la totalité* des investissements *du quinquennat* mais celles entre les deux années finales des deux plans consécutifs. Avec notre critère, l'augmentation entre le quatrième et le cinquième plans serait, comme nous l'avons rapporté, seulement de 65 pour cent ; au lieu des 95 qui se déduisent de la comparaison globale. Donc dans notre tableau il faut partir d'un rapport plus petit que le 67 pour cent prévu par Boulganine entre les deux totaux quinquennaux du cinquième et sixième plans.

Avec 9 pour cent annuel à partir des 150 milliards de 1955 on aurait la série : 164, 178, 194, 211, 231. Il en résulte donc pour le sixième plan un total de 978, à peu près ce que promet Boulganine. Eh bien, l'augmentation entre le début et la fin du plan, de 149,9 à 231, est de 54 pour cent, alors qu'entre les deux plans précédents elle avait été de 65. Donc les Soviétiques eux-mêmes prévoient que le « rythme de l'investissement » diminue dans le temps.

Les 54 pour cent en 5 ans équivalent à une moyenne annuelle de 9 pour cent entre 1955 et 1960, comme il avait été indiqué dans le tableau, moyenne minima.

161. NAISSANCE ET MORT DE L'« INVESTISSEMENT »

Nous avons ainsi mis de l'ordre dans la question de l'accumulation dont le rythme est décroissant, cette forme exprime les anciennes lois de la société capitaliste établies par le marxisme, tant par rapport au *montant physique de la production industrielle* que par rapport à l'augmentation de l'*investissement d'argent en capital productif*, en remarquant que l'un et l'autre ralentissements sont encore plus importants si l'on considère les quantités respectives relativement à la population croissante (montant *pro-capite* [116]). Pour la seconde catégorie, nous avons fait remarquer que l'unité monétaire subissait la variation du pouvoir économique de la monnaie, cela cependant ne devrait pas faire trop varier les rythmes donnés d'année en année (qui sont ceux auxquels notre recherche s'intéresse) mais fait perdre une grande partie de leur signification aux chiffres totaux, donnés par la propagande, de l'investissement global pour toute la série des plans ou pour toute la période postérieure à 1917.

Alors donc que notre vérification patiente de la loi de la décroissance des rythmes se trouve indiscutablement confirmée, la comparaison entre les investissements totaux « dans l'économie nationale » d'un plan à l'autre reste très discutable ; de même qu'un tableau comme celui de l'investissement total qui, de 1929 à 1955, a atteint 1 428 milliards a une signification douteuse, même si l'on avait tenté de rendre comparables les chiffres exprimés en rouble. Il faudrait également commenter le fait que, sur ces 1 428 milliards, 865 ont été investis dans l'industrie, et le reste dans les transports, les services généraux et l'agriculture. Il faudrait également ajouter le chiffre de 128 milliards que les entreprises collectives que sont les kolkhozes ont, sur leur propre profit, réinvestis dans leur organisation.

On doit également noter que tout l'investissement ne dérive pas du plan d'État, mais qu'une partie a pour origine les plans d'entreprise – partie qui a une tendance décisive à augmenter et qui va de façon certaine augmenter de plus en plus après les directives nouvelles du récent Soviet Suprême - qu'il faudra également étudier – destinées à relâcher la centralisation étatique et faire une large part aux plans autonomes régionaux et locaux.

Par exemple, les chiffres que Boulganine donne pour les totaux des deux plans, le cinquième et le sixième, 593,7 et 990, ne concernent pas l'investissement fondamental mais seulement l'investissement d'État, ce qui fait une augmentation de 67 pour cent comme nous l'avons dit. Mais le total général du cinquième plan a été de 625,3, ce qui signifie que les investissements non étatiques se sont élevés à 31,6 milliards, environ 5 pour cent. Il est facile de prophétiser qu'en 1960 ils seront relativement beaucoup plus importants. Du reste ces 31,6 milliards ne comprennent pas tout l'investissement non étatique parce que n'est pas pris en compte l'investissement des micro-entreprises kolkhoziennes – qui n'est pas négligeable (que l'on pense à ce que les Français nomment *cheptel*) – et des autres entreprises artisanales micro-industrielles de commerce et de contrebande.

La doctrine selon laquelle en Russie la monnaie existe comme moyen d'échange mais que personne ne peut l'accumuler en tant que capital est une imbécillité à l'état chimique pur ; et si c'était là la caractéristique du socialisme, il n'y aurait pas une seule page de Charles Marx qui ne mériterait la destination la plus ignominieuse.

La grande accumulation capitaliste d'État, comme du reste dans tous les pays modernes, est un grand bol de café au lait national, idéal pour y plonger les tartines beurrées du profit privé, de tous les points de ses bords immenses.

162. PARABOLE COMESTIBLE

Cependant, avant de discuter la destination de ces investissements, il serait bon de dire quelque chose sur leur formation ; pour répéter que cette dernière n'est pas différente de l'accumulation capitaliste classique décrite par Marx et par les marxistes dans la théorie de l'accumulation progressive.

À la base du simple phénomène, il y a une somme d'argent d'une part et une masse de force de travail à vendre de l'autre, sans compter des marchandises en tout genre sur le marché. Pour reprendre notre souffle avant une autre course parmi les nombres, simplifions un peu les choses. J'ai quelques millions en argent ; d'où viennent-ils ? Ont-ils pour origine le travail, l'épargne, le profit, l'exploitation ou le vol sur les grands chemins ? Peu importe. Ils sont là. Ou alors je ne les ai pas du tout et une banque me les prête, ou même, pour expliquer pourquoi le banquier n'investit pas lui-même en se passant fort bien de ma capacité à « organiser » (au passage une autre formule du socialisme : société dans laquelle personne n'organise : nous verrons qu'en Russie il y a des « organisations » qui investissent ; comme dans tous les pays développés, les capitalistes ne s'appellent plus monsieur Un Tel mais « organisation U.T. »), j'en emploie une certaine somme pour faire faire par la machine d'État une loi spéciale (ou un chapitre du plan) pour mon avantage personnel.

En disposant par un de ces moyens de la somme d'argent, je fais mon plan d'entreprise. Mettons que je veuille fabriquer des bulles de savon. Je dois acheter un terrain, une usine et une machinerie de souffleuses mécaniques pour lesquelles je fais une demande dans une lettre circulaire et je reçois les offres de cent maisons spécialisées du monde entier. Une partie de mon argent s'en va en capital *fixe*, en installations productives que j'achète une fois pour toutes, mais que je ne vends jamais et donc que je ne « réalise » plus.

Si j'avais tout dépensé, je ne ferais pas la première bulle. Il doit me rester une somme pour le capital d'exercice : acheter du savon et de temps en temps rafistoler l'usine et les souffleuses, périssables comme tout bien humain (sauf l'Esprit mais comme l'irisation des bulles de savon). En outre je dois enrôler les ouvriers qui vont activer les souffleuses. Il doit me rester une somme pour cela, ce que les bourgeois appellent le capital d'exploitation. Je ne dois pas obligatoirement disposer de cette somme dans ma caisse pendant un an mais pendant une durée de temps moindre, ce que Marx appelle le temps de rotation du capital (ce capital d'exploitation des bourgeois est le véritable capital, divisé en constant et variable, le capital n'est pas, pour la centième fois, le coût ou la valeur des moyens de production comme installations fixes). De cette façon, après la première rotation, je fais de l'argent en vendant les premières bulles. L'*investissement* est mesuré par *toutes* ces dépenses : celle de l'installation fixe et celle du capital *circulant* des bourgeois que je dois avoir en caisse au départ.

Une différence fondamentale entre l'État qui investit et les organisations spécialisées dans les escroqueries à l'investissement, que nous nous abstiendrons d'appeler *privées* parce que l'État est le seul à se faire priver de son argent, est que le capital de l'État ne tourne jamais, pendant des années et des années, alors que l'autre tourne comme une toupie. Et maintenant, avec notre sagesse ordinaire, nous allons revenir dans la mirobolante patrie du socialisme.

163. ÉTAT, CAPITAL, ARGENT

Depuis trente années des discussions interminables se déroulent en Russie autour de deux principaux aspects du problème économique. Le premier consiste à comprendre en quoi consiste effectivement la machine économique qui s'est formée et que l'on a dû laisser se former, l'autre consiste à la comparer de cent façons avec les « schémas de Marx » pour démontrer qu'il s'agit bien de la machine socialiste, prévue par Marx, qui a remplacé la machine capitaliste.

Si l'on avait effectivement compris les *schémas* donnés par Marx pour le modèle capitaliste, on aurait justement vu qu'ils conviennent très bien et permettent de tout expliquer ; alors que toutes les fois que l'on a voulu soutenir qu'il y avait une différence essentielle entre l'économie russe et l'économie en vigueur dans l'Occident bourgeois, on a soumis les « schémas de Marx » à des déformations brutales et intolérables.

La polémique qui par vagues et contre vagues s'est déroulée entre économistes soviétiques se réduit à la recherche de la déformation la plus utile des modèles de Marx qui permette d'affirmer qu'en Russie on est sorti des frontières du capitalisme (mais alors quand y est-on entré ?).

Nous avons établi (pour éviter un moment les grosses questions de théorie) que pour lire l'économie russe réelle, de manière évidente, il fallait adopter et introduire les grandeurs et entités suivantes : la Monnaie, le Capital et l'État en tant que sujet économique. Entités qui se promènent tranquillement dans le schéma de Marx mais dans la mesure où il concerne justement le plein épanouissement du mode capitaliste de production.

Nous ne pourrions pas suivre le cours du phénomène russe d'investissement des capitaux dans la production si nous ne possédions pas le rouble comme mesure, c'est-à-dire si le capital ne se laissait pas évaluer alternativement comme masse de marchandises et comme masse d'argent.

Nous ne pourrions pas nous assurer de la valeur de cette unité de mesure si nous n'avions pas recours à son taux de change, c'est-à-dire au cours des prix et à son expression inversée : le pouvoir d'achat changeant du rouble lui-même.

Apparemment on nous répond qu'il y a un fait nouveau : que tout investissement est fait par l'État, ne pouvant être fait par aucun autre agent économique, et que donc toutes les décisions pour de nouveaux investissements, pour la répartition du total des roubles qu'il faut investir à chaque cycle, dépendent d'actes centraux de l'État.

Or, avant tout, cette distinction n'est pas vraie dans les faits ; mais quand bien même elle le serait, elle ne pourrait absolument pas définir une société socialiste, établie, comme on nous l'affirme à tout moment, pour des générations entières alors qu'elle ne se donne pour objectif que ceux que toute autre économie au monde veut atteindre : l'augmentation de la richesse et du revenu *national*, l'augmentation de la consommation et du niveau de vie de la population.

En effet si l'argent est indispensable et s'il a besoin pour être mesuré de l'indice mercantile des prix, et si l'organe unique qui distribue la part, mesurée en monnaie, du produit global qui doit se transformer en nouveau capital à investir en moyens de production, est l'État, la mesure monnaie et l'État mesureur deviennent éternels. L'État, qui était l'instrument politique pour réprimer les retours conservateurs des forces capitalistes intérieures et extérieures ainsi que les forces liées à ces dernières et constituées par la tradition enracinée dans toute couche sociale et dans le prolétariat lui-même, devient l'État *opérateur économique* ; toute économie sans *opérateurs*, comme toute société sans État, n'est plus envisageable. Marx et Lénine sont morts.

En outre la distinction, stérile en doctrine, ne subsiste pas dans les faits : en Russie, (comme cela apparaît dans les versions et les chiffres officiels) l'économie n'est pas toute

entière économie d'État de même que tout l'investissement n'est pas entièrement le fait de l'État. Dans l'agriculture nous savons qu'il y a les kolkhozes qui opèrent avec leur propre capital, en en distribuant une part aux paysans associés et en réinvestissant l'autre part, il y a ensuite les entreprises familiales qui font ce qu'elles veulent de leur produit, échappant même à la loi marchande qui veut que tout, au moins pour un temps, doive figurer en roubles. Enfin les entreprises industrielles ont leur propre bilan et un investissement interne qui figure dans le plan mais pas dans le bilan des entrées et des sorties de l'État entrepreneur, de l'État opérateur, de l'État investisseur.

La formule pourrait alors être réduite à celle-ci : rien n'est investi sans que l'État ne le permette ; ou peut-être à cette autre encore plus modeste : rien n'est investi sans que l'État ne l'enregistre en roubles. Et toutefois la désolante économie familiale rurale a le droit de se soustraire même à cette dernière pâle formule, de même que d'autres petites économies urbaines sans compter toutes les économies clandestines.

164. L'OCCIDENT SUIT LA MÊME VOIE

Ces formules graduées sont si peu audacieuses (et en rien révolutionnaires) qu'il est facile de relever comment l'Occident, qui n'a jamais évidemment abandonné la plate-forme de base de l'économie capitaliste et marchande, les a depuis longtemps adoptées.

L'État opérateur économique est une réalité générale, tant en Amérique où une loi anti monopoles somptueuse et compliquée est en vigueur, qu'en Italie où tout un marais de grenouilles crie à l'invasion des monopoles, mais applaudit ensuite en chœur aux opérations de l'État et d'autant plus si elles se traduisent par un déficit budgétaire.

À présent que l'on a formé un ministère des participations étatiques, c'est-à-dire des fonctions de l'État comme opérateur, investisseur et entrepreneur, on n'a protesté que parce que le ministre qui y présidait n'était pas social-communiste.

En Amérique, d'autre part, les opérations d'État sont en première ligne et sont à chaque instant sollicitées par les grandes corporations industrielles qui menacent de ne pas pouvoir réaliser sans elles leurs propres plans internes d'investissement.

En réalité il s'agit toujours du capitalisme, comme Lénine l'a affirmé tant de fois, et cependant on n'y observe plus le fait de l'investissement de monnaie dans la production de la part de forces privées et dans le secret privé, en admettant que cela ait jamais existé complètement par le passé.

Depuis qu'avec les premières avancées décisives du capitalisme, les opérations d'investissement et même de gestion des entreprises importantes ne sont plus faites sans recourir à des sociétés, à des compagnies, à des sociétés anonymes, et sont devenues impensables sans la participation et les avances des banques, dans la pratique c'est l'État qui a assisté, comme élément indispensable, à toutes ces opérations

Les mesures que le *Manifeste* de 1848 – Marx et Engels l'ont mille fois souligné – proposait comme premières mesures d'un pouvoir politique ouvrier ont été au fur et à mesure réalisées par les États bourgeois sans que leur pouvoir politique de classe n'en soit ébranlé. Dans tous les pays, toutes les banques tomberaient sans certaines opérations d'une Banque Centrale dans laquelle c'est l'État Central qui prend les décisions. Les opérations de financement que l'État n'assiste pas, ou par une loi spéciale, ou à travers un des organes para-étatiques multiples qui pèsent directement sur son budget (ce qui veut dire au moyen de prélèvements sur le travail de toute la population), et dans lesquelles une partie du capital (ou, ce qui est la même chose, une partie du service des intérêts et des quotes-parts d'amortissement) n'est pas à la charge de l'État, deviennent toujours plus rares. La circulation du capital, qui dans la doctrine marxiste est par définition un fait social original par rapport aux formes historiques de la circulation privée de la richesse, devient toujours plus une

circulation publique. Sans pénétrer dans les détails de ce tableau, il est facile de conclure que l'on peut appliquer également aux économies d'Occident la définition qui se prétend socialiste : il ne se produit pas d'investissement sans que l'État ne le réalise, ou y contribue, ou l'autorise, ou s'assure de tous les éléments pour l'enregistrer et en prendre note ; et cela non pas dans le but innocent de l'imposer mais avec pour objectif de l'encourager directement, comme dans tous les « plans », les « programmes » et les « perspectives » apparemment de statistique neutre, mais en fait instruments de propagande et de classe.

Le socialisme est tout sauf l'intégration de toute l'économie dans une économie étatique ; dans tous les cas, même en Russie, l'économie d'État est un domaine plus petit que celui de toute l'économie que là-bas aussi on appelle d'une formule équivoque économie nationale. L'État et le parti au gouvernement tentent de prouver qu'ils la contrôlent dans son entier alors qu'ils n'arrivent même pas à *l'enregistrer* toute.

165. INVESTISSEMENTS ÉTATIQUES ET FONDAMENTAUX

Les statistiques russes dont nous nous sommes déjà servis tendent à prouver que la mesure monétaire de la masse investie chaque année et dans chaque plan tend à croître progressivement. Les tableaux dont nous sommes partis prétendent avoir fait une adéquation monétaire et parlent de roubles tous rapportés aux prix d'avril 1955, mais nous avons dû exprimer nos doutes radicaux sur ce point.

Nous avons cependant démontré que, même en admettant qu'il s'agit de mesures en argent à pouvoir d'achat constant, il est faux que le degré de l'investissement, son pas ou son rythme, aille en croissant, alors qu'au contraire, année par année et quinquennat par quinquennat, il a diminué de façon draconienne ; et il apparaît toujours plus certain que dans le plan en cours la diminution sera plus nette.

Avant d'examiner quelle part du produit investi dans la totalité de l'économie russe est objet d'opération d'État, relevons encore une fois le faux, le trucage banal auquel on a recours pour mettre en scène une course à la croissance de l'investissement que l'on n'a pas pu obtenir même en sacrifiant sévèrement la consommation des biens non durables.

Le tableau général nous donne les deux colonnes des investissements en milliards de roubles : la plus petite est relative aux investissements des plans *d'État*, et la plus grande présente tout l'investissement dans l'*économie* ; pour chaque plan quinquennal (quatre années et un trimestre pour le premier, cinq années pour le deuxième, trois et demi pour le troisième, quatre et demi années de guerre, cinq années pour le quatrième, cinq pour le cinquième) il nous donne à droite les valeurs de la *moyenne annuelle* de l'investissement. Il est alors facile de montrer que l'investissement croît d'année en année en valeur absolue parce que l'on passe, pour l'investissement total dans l'économie, de 14,5 milliards annuels dans le premier plan, à 125,1 dans le cinquième et pour le plan d'État de 13,7 à 18,7 [117] à l'année, alors que pour le sixième plan l'investissement prévu par Boulganine dans le plan d'État atteint 198 milliards annuels.

En formant au contraire la série des *augmentations* relatives annuelles, calculées sur le chiffre investi l'année précédente, nous avons montré comment la prétendue série croissante est au contraire une série décroissante ressemblant à celle de tout pays capitaliste historique.

Il suffit, en effet, de remplacer la série que nous venons de donner plan par plan par la série des « écarts » d'un chiffre à l'autre pour voir encore une fois la loi habituelle de la baisse du rythme :

Investissement annuel national, pourcentage des augmentations par plan, partie de plan ou période : 95 pour cent ; 40 pour cent ; *moins* 24 pour cent ; 128 pour cent ; 91 pour cent.

Investissement d'État : 94 pour cent ; 42 pour cent; *moins* 23 pour cent ; 111 pour cent ; 92 pour cent ; *prévision* de 68 pour cent.

Comme d'habitude il y a une seule période négative qui permet un nouveau bond en avant, et puis le déclin reprend.

Si maintenant nous nous demandons quelle part de l'investissement total de capital est contenue dans le plan d'État, nous voyons, sur la base des chiffres dont nous disposons, qu'elle est en vérité très importante. De façon quasi régulière c'est seulement 5 pour cent qui restent en dehors des « plans d'État », ce qui ne veut pas encore dire en dehors du *budget* de l'État dont nous dirons quelques mots plus loin. Cependant une autre statistique ajoute à de tels investissements « fondamentaux » ceux effectués par les *kolkhozes* avec leur capital issu de gains périodiques et non de financements de l'État. Un tel chiffre n'est pas élevé, quoiqu'il soit en constante augmentation, étant donné que, comme nous le savons, l'agriculture kolkhozienne n'a cessé de progresser depuis les premières années de la révolution puisque le nombre des entreprises collectives, de terre à leur disposition, et de travailleurs associés est en augmentation constante. En 1929, les kolkhozes investirent seulement 0,4 milliard et en 1955 leur investissement a atteint 18,8. Un tel chiffre important représente sur le total du plan général 12,5 pour cent et sur le plan de l'État 13,2 pour cent. Donc le poids de la forme capitaliste des coopératives agricoles privées, par rapport à la forme capitaliste d'État (c'est une confusion commode que de les appeler toutes les deux socialistes !), n'est pas du tout négligeable. Nous pouvons également comparer les chiffres de tout le cinquième plan quinquennal. Total du plan : 625,3 milliards ; total de l'État : 593,7 ; total quinquennal des kolkhozes : 61,4, c'est-à-dire respectivement 9,8 et 10,7 pour cent [118]. Ce qui indique que le poids relatif de l'économie coopérative par rapport à l'économie d'État est en augmentation. En effet le quatrième plan avait attribué 29 milliards aux kolkhozes sur des totaux de 326,5 et 311,1, c'est-à-dire moins qu'aujourd'hui : 8,9 et 9,3 pour cent. La chose est plus évidente si l'on prend les données année par année, à partir du développement complet du kolkhoze, en 1933. Cette année l'investissement des kolkhozes représentait 6,1 pour cent du total général, en 1938 il représentait 8 pour cent, en 1942 : 9,6 pour cent ; en 1950 : 7,3 pour cent ; et aujourd'hui, comme nous l'avons dit, 9,8 pour cent. L'économie coopérative privée gagne du terrain sur l'économie d'État.

166. RÉPARTITION DE L'INVESTISSEMENT

Nous disposons d'une autre subdivision des investissements année par année. La somme qui est indiquée comme ayant été investie dans l'économie nationale n'est pas toute affectée en capital de gestion d'entreprises nouvellement créées ou pour l'agrandissement d'entreprises déjà existantes. Une grande part de cette somme est destinée à des travaux « de construction et de montage », c'est-à-dire aux travaux publics auxquels tout État même libéral consacre une part importante de ses dépenses, et à l'installation avant tout de nouvelles entreprises de production, ces travaux publics constituant une création de capital fixe qui, que les groupes d'économistes soviétiques modificateurs de Marx le veuillent ou non, peut s'appeler richesse et richesse nationale, ou patrimoine national, ou même patrimoine d'État mais qui n'est ni du capital constant ni du capital variable jeté dans le fleuve de la production. En effet un pont, une voie ferrée, l'entrepôt d'une nouvelle usine, la machine qu'on y installe, ne sont pas des matières premières, ils ne correspondent pas à l'usure annuelle (amortissement) d'installations fixes, et ils ne sont pas des affectations au fonds des salaires, c'est-à-dire, n'en déplaise à ces messieurs qui hurleront avec les professeurs d'économie bourgeoise, qu'ils représentent un *investissement* mais pas du capital. Pour employer un vocabulaire scientifique ils représentent une « immobilisation » mais pas un « investissement en capital d'exploitation », chose différente pour ces messieurs et pour nous marxistes.

Tous les États du monde et de l'histoire immobilisent de l'argent recueilli parmi la population avec des moyens adéquats aux formes économiques de l'époque et ils l'emploient

à faire des constructions d'utilité publique, des routes, des canaux, des ports et ainsi de suite, depuis les pharaons et les Babyloniens et même avant. Aujourd'hui, tout cela est déversé dans la soupe de l'*investissement socialiste* !

Nous sommes en effet en présence d'une répartition de l'investissement global dont il apparaît qu'une part très élevée constitue un « investissement en travaux de construction et de montage ». Nous pensons que cette rubrique est plus large que celle appelée couramment « dépense de l'État pour les œuvres publiques » que l'on obtient dans un pays bourgeois en additionnant les budgets des travaux publics de l'État, des provinces et des communes.

Par exemple, sur les 625,3 milliards connus investis au cours du dernier plan quinquennal achevé de 1951-1955, 394,8 milliards, c'est-à-dire 63 pour cent, représentent les « travaux de construction et de montage ».

Pour comprendre cette division, on devrait la rapporter à celle de l'investissement total entre les branches différentes de l'économie. Dans les dernières données de Boulganine sur la prévision du sixième plan quinquennal, on déclara que sur les 990 milliards, 600 étaient destinés à l'industrie, environ 60 pour cent ; et l'on dit qu'on prévoit une augmentation de 70 pour cent par rapport au cinquième plan qui aurait donc investi 350 milliards dans l'industrie et donc par rapport au total connu de 594 milliards : 59 pour cent. Un tel rapport serait plus important que dans les premiers plans qui, d'après une autre source (Bettelheim), auraient destiné à l'industrie : le premier plan, 47,2 pour cent (toujours quant aux réalisations) et le deuxième environ 45. Dans ces plans l'agriculture représentait un pourcentage important, 26,2 pour cent dans le premier et environ 20 pour cent dans le deuxième. Dans le sixième plan en projet, elle devrait recevoir 120 milliards, environ deux fois plus que dans le cinquième plan, mais seulement 12 pour cent du total. Il est vrai que 100 autres milliards sont prévus de la part des kolkhozes qui ne sont pas compris, comme nous le savons, dans le plan d'État, ce qui fait donc 220 milliards contre 600 pour l'industrie. Dans la branche des transports et des communications nous savons que le premier plan a investi 19,8 pour cent et le deuxième entre 20 et 25 pour cent. Dans les discours de Khrouchtchev et de Boulganine il manque les chiffres pour le cinquième et le sixième plan mais on dit que leur *rapport* est de 100 à 170.

Un autre chiffre : celui de l'industrie du bâtiment qui, pour une part, n'entre pas dans les plans d'État dans la mesure où les municipalités y pourvoient également. Ce chiffre a été de 120 milliards dans le cinquième plan et l'on annonce un chiffre de 200 dans le sixième (toutes les nouvelles parvenues indiquent qu'après la première année on est très en retard sur le programme de ce plan).

Dans tous les cas, l'orientation de toute la politique économique soviétique au moment de la formation du sixième plan et du XX° congrès était la suivante : tout l'investissement de l'État dans l'économie nationale devrait augmenter de 67 pour cent. La partie destinée à l'industrie en général, sans faire de distinction entre industrie lourde, industrie légère et industrie alimentaire, augmenterait de 70 pour cent. L'augmentation de l'investissement dans les transports et les communications, dans l'industrie du bâtiment, dans l'industrie légère et alimentaire, devrait être environ du même ordre, de même que l'augmentation des investissements des kolkhozes, étrangers au plan d'État. Un seul chiffre fait exception à cette marche régulière de toute l'économie quant aux investissements en augmentation d'à peu près deux tiers : le chiffre prévu pour l'agriculture où l'on veut doubler dans le nouveau plan d'État les investissements par rapport au plan précédent, en les élevant de 11 à 12 pour cent du total. En fait dans le cinquième plan l'État a investi dans l'agriculture 65 milliards sur 594, dans le quatrième 26 sur 311, c'est-à-dire 8,4 pour cent. On veut de façon absolument déclarée donner le plus grand poids à l'agriculture mais les résultats de 1956 ne semblent pas avoir correspondu au programme qui pourtant était dicté par des exigences pressantes.

167. L'INSUCCÈS AGRICOLE

En plusieurs endroits nous avons affirmé que la marche de la production agricole russe est si décevante que les objectifs que le sixième plan quinquennal s'est fixés – plan qu'il sera difficile de conduire brillamment à terme - ne sont au fond que ceux que l'on avait assignés au cinquième plan lui-même à la fin du quatrième.

Il sera utile de s'arrêter un moment pour donner la preuve de ce fait grave en rappelant comment avaient été faites en 1950 les prévisions pour le cinquième plan. La production des céréales exprimée en millions de quintaux avait été de 1 160 pour l'année 1950. Dans le cinquième plan on annonça vouloir l'augmenter de 55 à 65 pour cent, et donc la production de 1955 aurait dû croître de 1 640 à 1 750 millions de quintaux. Mais le cours du quinquennat, dont nous avons déjà donné les tableaux dans ce qui précède, fut désastreux en 1951 : 1 125, c'est-à-dire moins qu'en 1950. En 1952 : 1 310. En 1953, autre recul : 1 170. En 1954 légère reprise : 1 220. On annonça avoir fait en 1955 un effort énorme, mais en réalité il s'agissait d'une année favorable pour tous les pays du point de vue agricole, on obtint 1 500 millions de quintaux, beaucoup moins que les 1 640 à 1 750 attendus. L'augmentation pour l'année 1950 n'était que de 29 pour cent au lieu des 55-65 planifiés !

Comme nous le savons bien, on n'a pas osé prévoir pour 1960 plus de 1 800 millions de quintaux qui, par rapport aux 1 500 du début du plan, donnent seulement 20 pour cent d'augmentation et qui répètent, sans aucune audace, les 1 750 déjà promis pour le cinquième plan.

Il faut également rappeler d'autres prévisions du cinquième plan quinquennal en matière de production de denrées agricoles, en rapport à celle dont la réalisation a été annoncée au XX° congrès, et pour confirmer à nouveau notre description défavorable de l'agriculture russe donnée dans le *Dialogue avec les morts* et dans les parties précédentes de cette étude.

Le coton devait également passer de 100 à 155-165 alors qu'il est à peine passé à 109. Au contraire le lin a donné de bons résultats : prévision de 100 à 140-150, réalisation 149. Il n'en a pas été ainsi de la betterave à sucre qui a donné 147 au lieu des 165-170 prévus. Pour les patates on promit 140-145 et Khrouchtchev dut annoncer une « récolte basse » ce qui veut donc dire moins de 100.

Comme nous le savons, il a pu annoncer que les graines de tournesol qui devaient augmenter de 100 à 150-160 sont montées à 207, et cet orateur, comme on le voit dans toutes ses manifestations, a pu en faire une cure efficace.

Il ne nous a rien dit en ce qui concerne le raisin, le tabac et le thé qui devaient passer de l'indice 100 à des indices de l'ordre de 155-175.

Nous pouvons donc fermer cette parenthèse avec la conclusion, solidement étayée, que le système économique russe réussit difficilement à faire tenir à la production agricole un rythme égal à celui de sa population qui augmente, mais, alors que la population des campagnes complète sa consommation au moyen d'une économie naturelle familiale qui échappe aux statistiques, la consommation d'aliments de la population urbaine qui augmente excessivement, ainsi que sa consommation de biens non durables d'origine agricole, décroissent irrémédiablement et exigent un sacrifice plus intense de surtravail et de plus-value, conformément à l'effet historique de l'avènement de toute économie capitaliste selon la doctrine fondamentale de Marx.

168. CONSTRUCTION ET « ADJUDICATION ».

Voilà venir maintenant sur la scène le plus mal famé de tous les personnages des sociétés capitalistes qui ont empesté et qui empestent le monde moderne : rien moins que le très vulgaire rapport que l'on appelle « adjudication ».

Cela va nous servir à poursuivre notre étude au sujet de la répartition, dans une économie comme celle de la Russie, de la valeur produite par le travail et de la plus-value engendrée par le travail salarié dans les entreprises. Et comme ce procès (sans présenter pour autant des caractères originaux à la lumière de la critique marxiste) aggrave les conditions de vie de la population urbaine par rapport à celles de la population rurale qui peut de plus avoir recours aux insidieuses et antisociales formes de jouissance directe et moléculaire auxquelles la société russe, sans la sortir de son impuissance millénaire, offre une protection toute spéciale en ayant rendu non commercialisable la terre en jouissance comme avant le capitalisme.

Nous avons dit que les données officielles russes nous donnent une statistique de cette part des investissements que les plans quinquennaux destinent à la mise en valeur de l'économie nationale et qui consiste en travaux *de construction et de montage.*

Cette remarque nous a poussés à revenir à la répartition des investissements entre les diverses branches de la production pour déterminer quelles étaient celles sur lesquelles cette répartition spéciale peut avoir une incidence.

Elle ne concerne pas les « subventions » de l'État aux entreprises qui sont en crise de production et se présentent comme « déficitaires », ni non plus ces distributions de finances publiques aux entreprises qui doivent augmenter la production - et donc faire des achats plus importants de matières à transformer – et le nombre de leurs employés.

La dépense pour de nouvelles constructions (généralement des bâtiments) et de nouveaux montages (généralement des machineries, des installations, des équipements techniques, des conduits en tout genre) peut avoir dans une mesure très importante une incidence sur les investissements du secteur des communications et des transports, de même que sur les investissements dans l'industrie et l'agriculture. Boulganine par exemple a dit que dans les 600 milliards que le plan quinquennal réserve à l'industrie on comprend les réalisations suivantes : construction de centrales électriques, d'entreprises de l'industrie chimique, de la sidérurgie et de la métallurgie (exceptée celle du fer), des industries du charbon et du pétrole, des industries des matériaux de construction, de l'industrie forestière. On prévoit de destiner 400 de ces 600 milliards à ces secteurs.

Dans les limites de notre recherche nous ne sommes pas en mesure de dire comment les milliards des constructions et des montages se répartissent entre les secteurs différents, nous ne pouvons que comparer un tel chiffre avec celui de l'investissement global.

Le tableau que nous avons tiré de l'annuaire statistique d'État nous donne le pourcentage de ces travaux par rapport au total qui ne varie pas grandement mais qui a seulement une tendance à la diminution dans les derniers plans quinquennaux, ce qui semble conforme au ralentissement général de l'accumulation et de la création des nouvelles installations productives relativement à l'exploitation de celles qui existent déjà, symptôme d'un capitalisme qui se prépare à « calmer ses ardeurs de jeunesse ».

Dans le premier plan, ce pourcentage était de 85 pour cent, donc très élevé ; mais nous savons qu'il s'agissait d'une renaissance après une destruction totale et que l'on devait d'abord reconstruire puis ensuite exploiter.

Dans le deuxième plan, ce pourcentage était de 80 pour cent ; dans le troisième plan, interrompu, 79 ; durant la période de guerre 78. Le quatrième plan est descendu à 64 mais avec cette série : 70, 65, 64, 63 et 60. Le cinquième plan, stable durant les cinq ans entre 64 et 62, nous donne 63. Le maréchal Boulganine n'a pas cru bon de nous informer des prévisions sur cet indice spécial dans le sixième plan, mais il nous dira bientôt une chose intéressante.

169. POURCENTAGE DES ADJUDICATIONS

Nous disposons d'un dernier tableau qui va, année par année, de 1933 à 1955. Il ne laisse donc de côté que le premier plan et il nous indique, après avoir répété le volume des investissements en travaux de construction et de montage, la petite part du volume précédent qui a été « donnée en adjudication à des organisations ».

Pour donner un exemple, dans le cinquième plan quinquennal sur un total de 625 milliards, 394,8 ont été investis dans des travaux de construction et de montage, et parmi ceux-ci 332,3 ont été « donnés en adjudication ». Par rapport au quatrième plan nous avons eu les accroissements suivants déjà connus : investissement général, augmentation de 91 pour cent ; constructions et montages, augmentation de 90 pour cent ; *adjudications* : augmentation de *120 pour cent*.

Dans le discours de Boulganine, nous trouvons la promesse que dans le nouveau plan quinquennal les investissements, comme nous le savons, se limiteront à monter non plus de 91 mais bien de 67pour cent. Mais il ajoute que, en dehors du plan, « plus de 80 pour cent de tout le volume des travaux de construction sont confiés *par contrat à des organisations spéciales de l'industrie du bâtiment* ». En effet notre tableau nous donne pour 1955 la proportion respectable de 83 pour cent et les données semblent concorder.

Donc l'*adjudication* existe en Russie, de même que le *contrat d'adjudication*, et il ne représente pas moins de 83 pour cent de la totalité. Boulganine ne dit pas que dans le sixième plan il représentera probablement 90 pour cent et plus, mais nous allons le déduire maintenant des chiffres.

Mais auparavant nous voulons, que l'on nous excuse, raconter une anecdote. Nous cherchons des nouveautés et nous trouvons continuellement les vieilleries les plus dégoûtantes. On nous annonce dans toutes les directions la nouveauté excitante des miracles du socialisme, et nous finissons par tomber sur l'*adjudication* de la geste frauduleuse de laquelle nous sommes édifiés, non pas par l'histoire de l'Italie fondée par les Comités de Libération ou par la Marche sur Rome, mais par celle de l'Italie classique que nous ont transmise les empereurs romains avec leurs adjudicateurs et leurs Verres pleins d'argent à en crever. Quelle série de désillusions !

Un journaliste italien est en visite chez un sage chinois qui lui offre l'hospitalité, ce dernier s'est évidemment décidé à l'abasourdir avec les coutumes très étranges de son pays si original. L'interlocuteur non moins subtil trouve toujours moyen pour chaque pratique et coutume originales qui lui sont décrites de répliquer que la chose ne l'étonne pas le moins du monde parce que de telles pratiques sont courantes chez lui. Un peu démonté, le Chinois cultivé finit par se lever et, tirant de sous sa personne une espèce de tabouret sur lequel il était assis, s'exclame en montrant qu'il est fait d'un paquet de journaux pliés et bien liés entre eux par une ficelle formant plusieurs croix autour du paquet : où croyez-vous qu'en Chine les journaux imprimés finissent après qu'ils ont été lus ? Eh bien, sous le derrière ! Oh, répond très calmement le visiteur, cela non plus n'est pas nouveau : en Italie nous ne destinons pas les vieux journaux à une autre partie du corps !

Au moyen de cette anecdote nous avons voulu manifester notre estime spéciale pour l'un des premiers produits de la civilisation moderne qu'est la presse, difficilement dépassée par le papier hygiénique, et montrer par une comparaison appropriée le caractère peu original des révélations chinoises et des annonceuses pompeuses des dirigeants soviétiques quand ils se vantent devant les yeux éblouis du vieux monde d'avoir construit une structure sociale impensable et inattendue dont tous les caractères ont été jusqu'à présent ignorés, un modèle

inédit – alors que nous voyons apparaître massivement un rapport économique aussi rance que le contrat d'adjudication de travaux avec l'administration de l'État !

Une question est soulevée qui nous intéresse grandement sous l'angle quantitatif et qualitatif. Que l'on nous permette de donner la primauté au premier, brièvement, avec d'autres chiffres même si l'explication pourra paraître plus longue et plus difficile.

Nous ne pouvons pas vérifier si le manque de données pour le premier plan quinquennal et pour les années qui le précèdent découle de l'absence du phénomène dans la période qui suivit la révolution et la destruction des vieilles entreprises privées et bourgeoises adjudicatrices de travaux du bâtiment et d'autres semblables. Probablement, après avoir reconnu que l'on ne pouvait étatiser que la seule industrie et que les exigences diverses de l'agriculture et du commerce avaient imposé que l'on se résignât aux formes du marché monétaire et de l'échange de produits agricoles, on demeurait réticent à admettre que dans le domaine de la production des objets manufacturés l'État, nouveau propriétaire en titre des usines et entreprises expropriées, pût renoncer à être également leur gestionnaire en rémunérant directement leur personnel selon le temps de travail et, comme disent les bourgeois, par exploitation directe, en économie directe ; expérience qui, pour tous les États bourgeois, se révèle toujours ultra-ruineuse et de rendement méprisable. On a peut-être tardé, si l'on peut dire, à avaler une autre couleuvre aux dimensions si considérables. Dans tous les cas nous ne pouvons faire des déductions qu'à partir des chiffres en notre possession.

Dans la première année du tableau le rapport entre le volume des travaux donnés en adjudication et le volume total est très faible : 25 pour cent. On doit penser que l'État conduisait les trois quarts des constructions des travaux effectués avec son argent, en économie directe, en avançant les matériaux et les dépenses pour le personnel. Le pourcentage s'élève continuellement tout au long des cinq années du deuxième plan : 25, 25, 27, 34, 48 et la moyenne du quinquennat est 33. Même si, comme on le sait, les chiffres absolus en milliards de dollars des deux colonnes oscillèrent de façon importante durant les années de guerre, l'indice ou la part des adjudications qui nous intéresse ici ne cesse d'augmenter : pour le troisième plan qui ne fut réalisé que partiellement il devient 56 ; et pour les années de guerre, il monte encore à 59. Nous ne transcrivons pas toute la série des 23 années qui ne représente pas un retour en arrière, et il suffira de dire que dans le quatrième plan on s'élève à une moyenne de 73 pour cent et dans le cinquième à 81.

Il s'agit donc, quel que soit le mécanisme réel de l'adjudication des travaux de l'État russe, d'un phénomène et d'un système en augmentation aussi décisive qu'irréversible et le pourcentage des adjudications s'élève à chaque plan de 5 à 10 pour cent ; ce qui nous autorise à dire qu'à la fin du sixième plan nous serons à 90 pour cent, c'est-à-dire que pratiquement la totalité des dépenses de l'État pour les constructions et les installations se fait au moyen d'un contrat avec un organisme adjudicataire.

Naturellement on nous dira que nous n'avons pas compris qu'il s'agit d'une « adjudication socialiste », et nous devons donc voir la question sous le profil qualitatif.

170. SERVICES DES « ORGANISATIONS » MODERNES

C'est un fait avéré que l'État russe dépense aujourd'hui en une année environ 80 milliards des 90 milliards de travaux de construction et d'installation au moyen de contrats avec des organismes dont il s'agit de définir la nature économique. Quand on conclut un contrat entre deux organismes cela signifie que les intérêts des deux organismes sont différents et le contrat évite que les intérêts de l'un n'écrasent trop les intérêts de l'autre. Naturellement on va immédiatement nous raconter que le contrat capitaliste est une chose et que le « contrat socialiste » est tout autre. Puisque nous n'avons jamais encore entendu parler d'un tel document, et que tout ce que nous pouvons présumer est que sa destination serait

celle des journaux du Chinois, il ne nous resterait plus qu'à donner une autre de nos définitions du socialisme sous la forme habituelle de la lapalissade : le socialisme est l'économie dans laquelle on ne fait pas de contrats.

Un autre fait avéré est qu'il existe une somme d'argent que l'État doit distribuer ; imaginons qu'il y ait dans le plan, par exemple, un projet pour une digue fluviale et la centrale électrique à elle associée dont on prévoit que les coûts s'élèveraient, mettons, à deux de ces 80 milliards, et que donc à un certain stade du processus ces deux milliards passeront à l'organisme contractant pour qu'en contrepartie celui-ci livre la digue. Cela se passait ainsi à Thèbes, à Ninive et à Rome ; et il ne peut pas en être autrement en Russie s'il est vrai qu'une fois dépensés ces deux milliards il en restera, pour les exigences de l'État et du plan, 78. S'il n'en était pas ainsi alors il faudrait dire de Lapalisse-Boulganine qu'un quart d'heure avant sa mort non pas « il était encore en vie » [119] (il était encore vivant) mais, selon la version originale, « *il faisait encore envie* » [120] (il faisait envie).

Halte ! Ce contrat aussi original que mystérieux ne se contracte pas avec un vulgaire adjudicataire capitaliste, mais avec des « organisations spéciales » ; nous ne les avons jamais vues, nous ne savons pas comment elles sont faites, nous ne les avons jamais regardées avec le tube de Röntgen et nous en ignorons, pauvres que nous sommes, la solide structure socialiste.

Monsieur de Boulganine, si vous n'êtes pas mort, mort devant Pavie [121]… si vous êtes bien vivant devant votre bar mobile émulatif du Kremlin - à votre santé - écoutez notre pauvre et occidentale exclamation : *je te reconnais beau masque* ! Pépé et papa connaissaient, dans ce beau climat bourgeois, l'adjudicateur primitif, nous, nous n'en rencontrons plus, et quand un « établissement adjudicataire » privé ou public a quelques milliards de centimes italiens à dépenser nous voyons apparaître les « organisations » les plus anonymes et plus courtoises.

« Étant informé qu'il faut installer une ligne téléphonique directe avec le bureau du maréchal Boulganine à Moscou, nous vous prions de mettre à votre disposition l'expérience éprouvée de notre ‘‘organisation’’ spécialisée, et nous vous soumettons le devis rédigé aux conditions les meilleures ainsi que notre schéma de contrat pour lequel nos bureaux ont calculé le prix de vingt-deux kopecks la verste, etc. »

À chaque moment aujourd'hui le Capital se présente sous forme d'une « organisation » ; et derrière ce mot devenu non plus un synonyme de fraternité dans une lutte ouverte comme aux temps glorieux des luttes ouvrières, mais la fiction hypocrite de *l'intérêt commun*, derrière le sigle inexpressif et antimnémonique de l'entreprise insaisissable, le capital, entre affairistes, administrateurs, techniciens, ouvriers spécialisés, manœuvres, cerveaux électroniques, robots et chiens de garde des facteurs de la production et des stimulants du revenu national, accomplit la fonction immonde qu'il a toujours accompli et même une fonction immensément plus ignoble que celle de l'entrepreneur qui en son nom propre se faisait payer son intelligence, son courage et son véritable esprit de pionnier à l'aube de la société bourgeoise.

Même dans les pays capitalistes cette forme la plus poussée de dépersonnalisation du capital – que Marx a gravée dans ses prévisions au fur et à mesure qu'il faisait disparaître de la scène comme inutile la figure patronale du capitaliste, en s'excusant de ne pas l'avoir peint en rose et qu'il dessinait les lignes saillantes de la disparition de la forme capital comme un processus grandiose et irréductible à ceux qui papotent sur les personnalités, à leurs toasts et leurs rots oratoires – est chaque jour plus adoptée par l'industrie des constructions et des installations.

171. ÉTAT COUILLLON [122]

L*'organisation* non seulement est le capitaliste moderne sans personne, mais c'est aussi le capitaliste sans capital parce qu'il n'en a pas du tout besoin. L'entreprise d'adjudication dans le bâtiment n'a pas de siège fixe et n'a pas de patrimoine immobilier ; son chantier lui est donné par l'État qui lance l'adjudication et c'est ce qui est écrit dans le premier article du contrat. Il est clair que nous n'avons jamais lu un contrat de travaux fait en Russie mais nous sommes sûrs que nous saurions l'écrire. En Russie les capitaux que l'État affecte pour les travaux et les installations ne sont pas versés à la Gosbank, la banque centrale d'État par laquelle passent les versements – et les prélèvements – de l'ensemble des industries que l'État contrôle – jusqu'à quand, ici et ailleurs, se passera-t-on de prendre les services d'un adjudicataire organisé ? -, mais ils sont versés dans des banques *spéciales*. Ces dernières ne peuvent faire à l'*organisation spéciale* l'offense de la considérer comme capitaliste, et elles tiennent à sa disposition même le premier million de roubles, si ce n'est le premier rouble, des crédits affectés. En Occident également, toute entreprise qui a obtenu un contrat avec l'État va à la première banque, le montre, et reçoit l'argent qui lui permet non pas d'accomplir les travaux mais d'attendre l'arrivée du premier versement. Si l'entreprise travaille sur contrat cela veut dire que des prix sont établis qui lui sont reconnus pour l'exécution de l'œuvre à accomplir et de parties ou de quantités données de celle-ci. Ces prix contiennent une marge de profit, et la seule différence avec l'adjudicataire classique est qu'il n'y a plus ici de sa part aucune avance véritable de valeur à effectuer et aucun risque véritable dans le cas où l'œuvre coûte trop cher ou ne corresponde pas à l'objectif fixé. Probablement la seule différence qu'il y a dans le contrat russe est que l'organisation spéciale adjudicataire ne verse aucune « caution de garantie ». Dans les pays bourgeois on sait magnifiquement comment éluder cette clause de cent façons. L'organisation d'affaire a son propre plan intelligent ; elle ne met pas en avant des entreprises responsables avec des valeurs réelles, mais une « société pilote » avec un capital fictif, et si elle avance une petite somme c'est dans le but de se gagner facilement la sympathie des bureaux d'État qui doivent examiner à fond les offres, les propositions et les contrats.

Ici l'on découvre d'une autre façon le caractère fallacieux de la doctrine idiote sur la bureaucratie d'État, ou de parti, nouvelle classe dominante et exploiteuse, qui roule prolétaires et capitalistes, et l'on découvre une autre forme de la réfutation de cette théorie, la précédente suffisait à éliminer l'hypothèse ridicule qu'un corps de serviteurs vendant leur propre maître assume la direction de la société et de sa vie économique. Le « spécialiste » est aujourd'hui l'animal de proie, le bureaucrate est le misérable impuissant. [123]

L'*organisation* diffère de la *commune* de travail (pure illusion libertaire dont on n'a aucun exemple à l'intérieur de limites locales) parce qu'il n'y a pas égalité de prestation à une œuvre commune, mais il y a une hiérarchie de fonctions et d'avantages à l'intérieur de chacune des entreprises opératrices ; et il ne pourrait en être autrement quand l'entreprise a son budget avec à la clé un profit actif et une autonomie dans le domaine du marché. L'État qui a eu le courage d'être *capitaliste* manque de celui d'être *opérateur économique* ; il est un ventre plein de capital argent qui remet cet argent à d'autres pour qu'ils *opèrent* avec lui économiquement et il le déverse au plus petit chatouillement. Les organisations *opératrices* économiques sont les pieuvres de la plus-value et les défaitistes du rendement social ; elles sont le milieu le plus propice à la corruption de la classe des salariés et à l'alimentation avec quelques morceaux de choix d'une misérable aristocratie prolétarienne, au sens ancien de Lénine.

Les nouvelles récentes venant de Russie sur la décentralisation régionale et la poursuite de l'accroissement de l'autonomie des entreprises signifient que l'on va vers une extension irrésistible du *système des contrats* par lequel l'État se loue à des organisations qui

sont de véritables bandes d'affaire, de composition humaine variable et insaisissable, dans tous les secteurs de l'économie, le long d'une voie qui est marquée, dans tous les systèmes capitalistes modernes, par les formes odieuses que l'industrie du bâtiment, à siège volant, a adoptées [124]

172. HABITATIONS ET CONSTRUCTIONS

Après avoir vu combien la part de l'adjudication des travaux de construction et d'installation est grande dans l'économie de l'industrialisme russe d'État, il est très intéressant de faire une comparaison, pour les différents pays modernes, entre les dépenses destinées à cette activité et les dépenses totales de la société qu'aujourd'hui tous les « systèmes » s'efforcent de déterminer et même de planifier tout autant certes que le « système » soviétique qui n'est pas différent qualitativement.

Indubitablement dans les dernières décennies et tout spécialement après la guerre on a fait de nombreux efforts pour coordonner les définitions et donc les relevés des différentes grandeurs à enregistrer dans les pays du monde entier ; et il y a même une espèce de code statistique mis au point, après de laborieuses conventions, par l'organisation des Nations Unies. Mais les différents appareils nationaux et internationaux d'*experts* laissent subsister de nombreuses et graves confusions dans leur tentative d'assimiler entre elles les données qui viennent de sources diverses et qui répondent à des phénomènes différents.

Pour consacrer quelque temps à la discussion de ce point, qui mérite d'être traité à part, de façon systématique – nous proposons ce travail à quelque membre de l'école marxiste pure, d'aujourd'hui ou de demain – il convient d'admettre que l'on peut donner un sens à la somme des dépenses pour des objectifs différents, dans un pays donné, à une époque donnée, dépenses qui sont faites par des personnes privées, par des organismes divers, et par l'État ou même par des États étrangers, de façon que cette *intégrale* exprimée en valeur monétaire assume une signification comparable d'années en années et de pays à pays. Il restera cependant à discuter longuement la façon dont les experts ont traité, souvent en faisant de très graves bévues, les grandeurs physiques et réelles en jeu, les rapports économiques qui les relient, même en se tenant prudemment au niveau de l'enregistrement des faits et des données, sans s'élever à la philosophie économique et allumer des lumières qui pourraient aveugler ces braves gens.

Le chercheur dont nous avons parlé trouvera chez Marx des remarques importantes et de portée historique sur la sociologie des grands travaux de construction. Ils ont les premiers mis en jeu la force de l'association en masse de la main d'œuvre humaine et de la réunion de stocks puissants de matières premières transportées et semi-finies ; c'est-à-dire qu'ils ont nécessité depuis des siècles et des millénaires l'accumulation de fait de capital variable et de capital constant, avant que la forme de production capitaliste ne naisse tant dans son économie d'échange général marchand et monétaire que dans ses formes modernes de société politique ; et donc avant, comme Marx l'a établi depuis longtemps, le stimulant privé de la recherche de la plus-value et du profit, puisque les œuvres érigées et prévues, par les anciens de façon souvent plus noble que par les contemporains, étaient destinées à durer dans leur fonction au service de générations entières et étaient des services sociaux de grande ampleur avant d'être des instruments de production, au sens moderne de machine à fabriquer du profit au bénéfice de ceux qui en ont le contrôle social.

Donc Marx, de manière géniale, montra dans ces entreprises du passé la première formation de capital même quand elles étaient le produit de pouvoirs précapitalistes et même semi-barbares ; et il montra également qu'il s'agissait de la première formation de rapports économiques à l'échelle internationale dans la mesure où les premiers pouvoirs despotiques conduisirent ces entreprises au-delà des limites de peuple et de race, une armée sur le pied de

guerre encadrant souvent la masse des esclaves pliés au travail et des techniciens qui les dirigeaient au service du Roi ou du Seigneur : elle servait également à réprimer les révoltes des travailleurs sous la contrainte et sous-alimentés.

Seulement, dans sa première forme, l'organe qu'est l'État fonctionnait comme un organisateur d'ouvrages de masse et donc comme capitaliste ; et cela ne commença évidemment pas par la production de biens consommables, meubles et non durables, mais par l'édification de biens immobiliers destinés à la jouissance sociale ; et il y avait plus de germes communistes dans ces entreprises esclavagistes que dans les nombreux « bagnes du travail » beaucoup plus récents d'où l'on sort, après avoir sué, en endossant l'habit bourgeois pour jouir de l'hypocrisie de toutes les libertés.

173. DE LA MAISON À L'ÉDIFICE

Une première manière, bureaucratique et myope, de poser le problème consiste à le limiter à l'habitation, du seul fait que le rassemblement moderne des populations et leur concentration folle dans des centres urbains engendrée par le capitalisme industriel et par la mort de l'artisanat primitif, répandu dans toute la campagne et même nomade, ont élevé au niveau d'un problème social le manque de maisons suffisantes pour contenir les masses des armées actuelles du travail et pour leur permettre de proliférer.

À l'origine la maison pouvait être un produit manufacturé de celui qui l'habitait, comme la cabane du sauvage et même du premier agriculteur, construite avec des matériaux maniables, légers et que l'on pouvait trouver facilement aux alentours. Peut-être l'homme a-t-il commencé à faire faire par un autre, « spécialiste », le vase et la flèche, mais c'est seulement beaucoup plus tard qu'il fit de même pour sa maison. Cette dernière est venue longtemps après l'édifice stable et massif, à usage collectif et à finalités multiples : politique, guerre, religion, marché, etc. Bien plus tard, l'homme usager d'un domicile a eu l'idée vraiment étrange d'avoir au-dessus ou en-dessous du sien le domicile d'un de ses compagnons et de ses gens ; et il n'eut cette idée que parce qu'il avait vu ce phénomène des édifices à multiples étages dans des constructions où personne ne dormait, ou bien seulement un être aux fonctions spéciales et considéré à l'origine comme étant d'une espèce différente, d'une « caste » séparée.

Il est possible de proposer une critique de l'architecture et de l'art de la construction qui parte de ces simples bases, mais pour le moment, nous nous limiterons à la critique de l'économie sociale des constructions qui met au premier plan l'habitation, le *logement* [125], le *dwelling*, et ne prend pas en compte les aspects beaucoup plus vastes et décisifs qui lui sont plus éloignés. Peu de personnes comprennent l'idée si simple que les constructions qui ne sont pas des bâtiments d'habitation coûtent donc beaucoup plus de travail et d'argent que les habitations, quel que soit le « système ». La récente administration italienne qui succède à l'administration fasciste - contre laquelle on a tant crié, l'accusant d'être intolérable par sa ladrerie et sa bêtise, et qui fut par conséquent mise dehors par la fureur du peuple – a seulement commencé depuis un an, et avec des chiffres manifestement faux, à distinguer les constructions non résidentielles et les constructions résidentielles, en notant les locaux peu nombreux construits aujourd'hui qui ne sont pas des locaux d'habitation dans la première catégorie et les locaux d'habitations eux aussi peu nombreux dans le second secteur.

La banalité se réduit à concevoir la faim de construction et le manque de bâtiments exaspérés par les destructions de la guerre comme un problème que l'on pourrait ramener à un problème de calcul et de planification de projet, en partant du fait brut de la population restée sans toit ou trop concentrée dans les maisons, et en mettant avec les indices comptables courants le nombre de maisons ou de pièces en rapport au montant de la population et les dépenses nécessaires en rapport à un indice par pièce [126]. En Allemagne, par exemple, on a

mieux compris qu'*habiter* n'est pas la première nécessité humaine, mais que cette nécessité d'habiter est secondaire par rapport à la nécessité de *consommer* et donc de *produire* ; et l'on a construit dans les premières années d'après-guerre avec peu de matériaux et la force de travail disponible non pas des habitations mais des usines, des installations générales et des lieux de travail, en s'apercevant que les besoins économiques étaient deux ou trois plus importants que le besoin d'habitation, et l'on a attendu ces dernières années pour aborder avec un appareil de production bien équipé la construction de maisons.

Là où il y a des *partis communistes forts* et des partis socialistes *de gauche*, la machine administrative est plus docile aux exigences de spéculation de l'entreprise capitaliste et, c'est un théorème facile du marxisme, dans la phase avancée de la forme bourgeoise de production on gagne plus à construire les bâtiments, les installations et les machines d'une usine qu'à exploiter cette usine, et mieux encore qu'à construire une usine, à construire une maison, surtout là où la valeur réalisée après un cycle d'investissement du capital propre (et souvent comme nous l'avons fait remarquer un capital qui ne vous appartient pas en propre) très court est exaltée par la richesse fictive de l'emplacement que la folie urbanistique bestiale a engendrée. En Italie, on s'est mis à faire des maisons, à mettre à bas les anciennes qui pouvaient encore loger les ouvriers travaillant à des installations collectives, et puis avec le bobard fameux du Plan Fanfani, dit également INA-CASA, on a pensé faire vivre de leur travail tous les chômeurs en les affectant à la construction de leur maison, et en priant les constructeurs mobilisés par l'organisme du logement de les faire les plus tremblotantes possibles pour pouvoir ouvrir à nouveau le cycle de leur stratégie économique au plus vite. Le citadin moderne et cultivé se laisse administrer ce « plan » judicieux : tu veux avoir à manger ? Fabrique-toi ta cuisine ! Alors que le troglodyte réussissait à comprendre qu'il ne devait se fatiguer à allumer le feu qu'après avoir entre ses mains, après une chasse risquée et une lutte, la patte de l'ours, dure à déchirer même avec ses dents robustes.

L'électeur italien, très malin et conscient, achète en revanche la peau de l'ours avant qu'il ait été tué, et il la paie très cher à la démocratie capitaliste adjudicataire.

174. CONSTRUCTION PRIVÉE ET PUBLIQUE

Il ne serait pas juste de traiter indépendamment la maison et les constructions d'un autre genre - pour le travail, l'étude, le commerce, les loisirs, la culture, la santé et ainsi de suite - comme des domaines séparés sous prétexte que dans le premier cas il s'agit de travaux et de dépenses privés et dans l'autre cas de travaux et de dépenses publiques. Non seulement en Russie mais dans les autres pays ouvertement bourgeois, les personnes privées ne sont pas les seules à pourvoir au besoin en maison, l'État y pourvoit également tant pour la construction qu'il réalise directement que pour la construction largement subventionnée, et les différences de part et d'autre du rideau de fer sont surtout quantitatives. Du reste en Russie, si l'on n'exclut pas l'adjudication des constructions d'État, on n'exclut pas non plus que des personnes privées construisent leur maison, en soient propriétaires et qu'ils la transmettent en héritage. La comparaison quantitative entre les différents pays n'est cependant pas facile ; il n'est pas facile de poser le problème non seulement en termes économiques, mais même en termes physiques, à cause des différentes unités utilisées par les différentes statistiques nationales. Alors que dans certains pays on se fonde sur les unités d'habitation – qui ne sont pas toujours faciles à isoler les unes des autres dans les cas de concentration et de cohabitation que les effets de la guerre ont exaspérés en brisant le lien entre famille et foyer, sans compter les influences diverses des communautés de résidence, d'éducation, de travail, de religion, des communautés militaires, etc. - dans d'autres on indique les pièces (les pièces [127]), ou les locaux dont le décompte est encore plus problématique, même si cela semble une chose immédiate. Dans la vie moderne complexe, on vérifie toujours cette incertitude dans les

choses à première vue évidente ; et l'on ne les vérifie pas quand on a l'honneur d'interpeller le « spécialiste » mais justement quand on n'accepte pas pour argent comptant tout ce que le spécialiste, sûr de l'ignorance de celui qui l'écoute, fait passer pour certain et hors de discussion. La spécialisation bourgeoise dans un « problème » donné ne consiste pas à connaître les difficultés plus à fond, mais à les recouvrir toujours et partout du voile d'une morgue conventionnelle, incontrôlable et paresseuse.

La Russie nous présente, dans ses statistiques sur les maisons - la question des maisons est là-bas aiguë et très grave -, la nouveauté de nous donner les *millions de mètres carrés* d'habitations construites et en construction, nous montrerons comment comparer cette unité aux pièces et aux appartements « bourgeois ».

Cependant, avant d'entrer dans la partie numérique, en nous servant des sources peu nombreuses qui ont l'air d'être concluantes, nous voulons compléter notre relation dans le domaine des constructions ; nous sommes partis de la simple « maison » ou construction d'habitation, pour y ajouter avant tout tous les autres types d'édifices qui naissent dans les agglomérations urbaines et dans les campagnes, avec une gamme infinie de destinations. Ces derniers semblent l'exception alors qu'au fond l'exception c'est l'habitation purement résidentielle.

Pour lire cette feuille le lecteur peut également être sans toit, parce qu'il peut le faire au café ou assis sur le banc du jardin public ou par terre dans le cœur du désert de Libye, la différence ne réside que dans la facilité plus ou moins propédeutique à digérer les longs verbiages ennuyeux et à faire une petite sieste réparatrice. Mais on ne pourrait pas la lire si une série d'autres édifices n'avait pas été construite dans des endroits divers pour nous en tenir seulement aux édifices qui, vus de loin, ont grosso modo la forme d'une *maison*.

Il s'agit des usines où l'on fabrique le papier, l'encre, les caractères d'imprimerie, les machines de presse de l'imprimerie locale, qui en général sont au cœur des habitations urbaines, sans parler des postes et des gares de chemin de fer, et en laissant de côté tous ces équipements et installations qui n'ont pas la forme d'une maison, mais qui ne sont pas moins nécessaires. Et ce que l'on dit du journal, on peut le dire de tous les autres objets et fonctions que l'animal homme rencontre dans le cours bref d'une journée et dont il se sert de façon variée ou avec lesquels il a les relations les plus diverses qu'il serait long d'énumérer, même en se limitant à quelques exemples. L'homme a commencé à avoir des relations sociales et à être un producteur avant de prendre l'habitude originale de dormir sous un toit que les bêtes et les dieux ignoraient substantiellement avant que nous, espèce très étrange, ne construisîmes les parcs zoologiques et les temples.

En général, le lieu de travail, l'usine, sont également des édifices comme la maison d'habitation, mais en général la chose est encore plus vaste et l'homme ne construit pas seulement des édifices mais des choses bien plus complexes dans lesquelles on travaille à l'installation des usines puis, de manière différente, à leur exploitation. Des hommes travaillent dans des lieux couverts comme ils dorment dans des lieux couverts ; d'autres hommes travaillent à l'air libre ou dans des cages mobiles telles que les véhicules terrestres, aquatiques ou aériens. Outre les maisons, on construit des édifices et l'affaire devient alors, ne vous en déplaise, environ trois fois plus importante (et le rapport ne fait que croître grâce au Grand Commandeur Progrès) ; mais en plus de la construction des édifices, on construit des routes, des canaux, des systèmes d'irrigation et de bonification, des voies ferrées, des lignes électriques à haute tension, des ports, des aéroports, des installations extractives, et ainsi de suite, toutes constructions qui ont perdu même la silhouette la plus lointaine de la maison d'habitation. Nous voudrions risquer l'hypothèse que pour ces constructions on triple les efforts de travail humain et de « valeur », comme lorsque l'on passe de la maison à l'édifice en général, et cela même si l'on se borne au domaine de la construction de structures fixes et immobiles par nature, c'est-à-dire à ce que l'on appelle en Russie travaux de montage ou

d'installation, en laissant également de côté les véhicules, les machines, les équipements mobiles ou « semi-fixes », que l'on pourrait déplacer (si c'était utile) dans un autre lieu de fonctionnement, comme un moteur électrique ou un marteau-pilon, etc. C'est seulement alors que nous aurions parcouru tout le cycle des biens *durables* qui est plus vaste que celui des biens *immobiles par nature*, ou immobiles *par destination*, et duquel on passe ensuite au cycle des biens non durables ou biens de consommation véritables que l'usage transforme plus ou moins rapidement jusqu'à leur destruction pratique.

175. CONSTRUCTION ET ÉCONOMIE

Les catégories dont nous donnons une ébauche incomplète doivent être rapportées à celles de l'économie en suivant en cela les gouvernements et les classes dirigeantes, tous et toutes désormais gagnés par la mode de la planification en grand.

Dans notre beau pays de Cocagne, de Pantalon et de Polichinelle, on a voulu en premier lieu ramener toutes les catégories à celle de la maison ; on a fait ensuite de grands pas en avant en passant du Plan Fanfani au Plan Vanoni, mais dans ce dernier les non-sens ne manquent certainement pas, sans compter le non-sens fondamental et commun à tous les plans : vouloir réaliser des plans d'anticipation rationnels dans une atmosphère mercantile. On pensait tout ramener à la maison, tous les ouvriers auraient gagné leur vie en construisant des maisons et tous les affairistes, et ceux qu'aujourd'hui on nomme élégamment « tertiaires », auraient gagné la leur en faisant de la spéculation en grand, laquelle se développe allègrement dans un second septennat (septennat qui voit se développer, entre autre, une technique de mauvaise qualité et d'escroc, avec un style qui fait désormais fuir les ombres des artisans de l'âge classique et de la Renaissance non seulement des villes mais des paysages d'Ausonie [128]). On n'a pas compris qu'il valait autant faire un plan dans des limites élémentaires encore plus strictes : le plan de la construction des tombes et des cimetières (ouvrage remarquable qu'il ne nous est pas venu à l'idée de citer dans la liste précédente) car ceux qui y *résident* n'ont pas la mauvaise habitude de manger.

Une fois faite notre extrapolation évidente, nous pouvons mettre en relation les dépenses pour les maisons [129] avec les dépenses pour les constructions privées et publiques qui ne sont pas des maisons (même privées comme les hôtels, les restaurants, les bars, les cafés, les commerces, les ateliers d'artisans, les études, les bureaux de commerce, encore une autre série à compléter) et avec les dépenses ultérieures pour les services généraux qui en général sont faites par l'État, mais pas toujours. D'ailleurs ce point ne nous importe pas pour le moment, ni en Russie, ni chez nous, et pour ne pas retarder plus longtemps l'étude des quantités en jeu nous admettrons au passage que toutes ces dépenses de travail et d'argent, privées ou publiques, s'appellent investissements de capitaux alors que le mot a un sens bien différent selon qu'il est utilisé par la théorie marxiste ou par les bureaux de statistique d'État ; et même par les bureaux soviétiques.

Nous nous demanderons donc, comme le font de nombreuses statistiques comparatives internationales, combien l'on dépense par année, mettons, pour la construction d'habitations, quelle part représente ces dépenses dans les dépenses totales pour la construction en général, puis quelle part elles représentent dans les dépenses pour les ouvrages et services en tout genre. En effet, deux thèses nous tiennent à cœur : en général l'on donne trop de place aux dépenses pour les logements, pour les constructions publiques et pour les ouvrages d'intérêt général qui en mettent plein la vue (peut-être que oui, peut-être que non, cela dépend des goûts) une fois exposés au soleil, et du moins on ne donne aucune priorité, comme on devrait le faire rationnellement, aux ouvrages véritablement utiles et sociaux parce que les investissements en ce domaine – celui des logements, des constructions publiques et des ouvrages d'intérêt général - correspondent mieux à la forme moderne de la force capital qui

domine le monde. Notre deuxième thèse est que ce mécanisme plus ou moins fanfaron et flibustier est en action en Russie dans les mêmes formes et dans les mêmes rapports que dans tout le reste de ce beau monde hérité de la deuxième guerre qui fait la noce avec la grande construction, la plus grande affaire du siècle et de l'histoire.

Marx eut déjà à exposer en de très nombreux endroits l'application de notre doctrine à ces grandes entreprises qui firent couler des fleuves de rhétorique, cette doctrine nous a appris, entre autre chose, en un siècle, à ne pas restés bouche bée de stupéfaction devant les merveilles du monde et les colosses de la mégalomanie de la construction quand il s'agit des grandes entreprises historiques, des monuments égyptiens et babyloniens aux routes romaines et aux grands réseaux ferroviaires modernes, tunnels transalpins et canaux navigables avec l'exemple classique du percement de l'isthme de Suez (puis de celui de Panama) dans lequel le capital moderne étala toute son audace et son internationalité, l'énorme puissance de sa technique, de sa science et de son gangstérisme.

176. COMPARAISON EN EUROPE

Quatre grands pays de l'Europe occidentale ont affronté après la guerre le problème des habitations, et l'on a des données pour faire des comparaisons relativement à l'année 1952. Les populations de ces quatre pays ne sont pas très différentes : Grande-Bretagne 51 millions, Allemagne (occidentale) 50 millions, Italie 49 millions, France 43 millions. La « population des maisons » est cependant bien différente, voici leur rangement dans un ordre différent, même si nous ne sommes pas sûrs que le décompte soit fait avec le même système. En 1952, la Grande-Bretagne avait 14 100 mille habitations, , la France 12 835 000, l'Italie 11 573 000 et l'Allemagne 10 455 000. Les maisons disponibles pour mille habitants étaient au nombre de 301 en France, de 280 en Grande-Bretagne, de 242 en Italie et de 216 en Allemagne pays dans lequel la dotation d'avant-guerre était beaucoup plus importante que chez nous, mais où les destructions ont été encore plus massives, et où la manie de la maison (« maison d'abord » [130]) n'a pas fait rage de façon outrancière comme nous l'avons dit.

On a souvent l'habitude d'utiliser l'indice inverse, c'est-à-dire le nombre moyen de personnes par habitation, et un tel indice est de 3,3 personnes pour la France, 3,6 pour la Grande-Bretagne, 4,1 pour l'Italie, 4,6 pour l'Allemagne. Il est clair qu'un tel indice est influencé par la composition moyenne de la famille qui, en France par exemple, est peu nombreuse, ce qui rend justement nécessaire plus de maisons que dans les autres pays à égalité de population. Plus fréquemment on met la population en rapport avec les pièces disponibles [131], mais ici aussi des doutes surgissent parce que la réduction d'un logement au nombre de ses pièces est une opération douteuse, et en Italie il y a des différences entre les méthodes de recensement elles-mêmes, celles d'avant-guerre et celles d'après-guerre. Il faut considérer la taille des pièces – sont-elles petites ou grandes ? -, l'espace consacré à la cuisine, aux services, les pièces pour le rangement, souvent très petites, et d'autres considérations, la moindre n'étant pas l'avidité de la spéculation de l'industrie du bâtiment qui, une fois les prix fixés pour chaque pièce, crée sept pièces ou plus dans une maison de quatre pièces, en utilisant huit ou neuf « accessoires » jusqu'à la petite maison des pigeons …

Nous ne pouvons pas poursuivre une telle enquête ; nous dirons seulement que le nombre des *pièces* d'habitation en Italie, lors du recensement de 1951, se montait à 35 millions environ avec l'indice de 1,33 habitant par pièce, contre 1,41 avant-guerre. Il y a une raison sûre de penser que le mouvement réel est l'inverse de celui indiqué par les nombres. En gros, pour une augmentation de la population donnée, l'indice ne s'améliore que si l'on construit plus de 350 000 pièces par an ; on en a construit 676 000 en 1952, en 1953, 889 000, en 1954, 1 071 000, en 1955, 1 311 000 et en 1956 probablement 1 400 000. Nous pensons qu'il faut soustraire à ces nombres de nombreuses pièces qui ne sont pas destinées à

l'habitation ; dans tous les cas, une fois de telles données admises, il y aurait eu en 5 ans, 5 millions et demi de nouvelles pièces, chiffre net c'est-à-dire une fois soustraites celles qui ont été démolies, et il y aurait donc 40 millions de pièces pour 49 millions d'habitants, avec l'indice de 1,23 que nous considérons absolument trop optimiste [132].

Limitons-nous donc dans la comparaison européenne à l'unité un peu vague d'habitation et considérons le volume construit durant l'année 1952. L'Allemagne – et c'était logique – s'était déjà portée au premier rang avec 386 mille unités, le Royaume Uni suivait avec 246 000, l'Italie avec 116 000 et la France, désormais saturée, avec 84 000. Pour mille habitants il y avait en Allemagne 8 nouvelles habitations, en Grande-Bretagne 4,9, en Italie 2,5 et en France 2. Avec les données de 1954, l'ordre est le suivant : Allemagne 505 000, Grande-Bretagne 354 mille, Italie 177 000, France 162 mille, et pour mille habitants : Allemagne 10 habitations neuves, Grande-Bretagne 7, Italie 3,5 et France 3,8.

Nous possédons les données qui indiquent la valeur d'une telle masse d'habitations construites sinon en chiffres absolus, qui ne sont pas faciles à établir, du moins en chiffres relatifs au *revenu national net*. Ils indiqueraient la part de la somme à leur disposition pour satisfaire leurs besoins que les divers peuples ont investi pour se construire les maisons manquantes.

Nous n'avons pas les données pour la France mais seulement celles des autres trois pays, toujours en référence à 1952. Les dépenses pour la construction de maisons d'habitation cette année-là ont représenté en Allemagne 5 pour cent de tout le revenu national ; en Grande-Bretagne, 3,1 pour cent et en Italie 3,6. Puisque nous savons que le revenu national italien en 1952 a été évalué à 9 243 milliards, les dépenses pour les habitations ont été ici évaluées à 325 milliards, et donc à 2 800 000 lires pour chacune des habitations. D'après les chiffres déjà donnés nous voyons que la moyenne par habitation est de 5,8 pièces et la dépense par pièce a été d'environ 500 000 lires, ce qui est assez élevé pour les prix de 1952. Voilà une nouvelle preuve que le plan italien fournit des maisons qui ont des prix trop élevés et un nombre de pièces trop important en moyenne, et pour cette raison il pourvoit les classes les moins défavorisées et non pas ceux qui vivent véritablement entassés et sans toit. La comparaison avec les autres pays nous emporterait trop loin de notre sujet qui est la Russie. Même en Russie Khrouchtchev s'est plaint du coût trop élevé des maisons construites.

177. AMÉRIQUE ET « BOOM »

Revenons à des sources différentes et utilisons de très grands chiffres pour étendre cette recherche à l'Amérique. En 1950, les États-Unis disposaient de 44 897 000 habitations urbaines et rurales (habitations pour une famille, comme dans toutes les autres statistiques) ; et étant donné qu'alors la population était de 151 millions d'habitants, on avait environ 300 habitations pour mille habitants, chiffre que l'on peut comparer avec la donnée française qui est la donnée européenne la plus élevée, mais en 1952. Cette année on construisit 1 100 000 autres maisons, à raison d'environ 7 pour mille habitants, ce qui reste en-dessous du rythme allemand. Le rythme d'augmentation des maisons est de 2,5 pour cent annuel, il dépasse celui de la population qui est d'environ 1,5. Depuis lors on a cependant encore intensifié la construction des logements pour laquelle les chiffres sont les suivants : 1953, 1 100 000 ; 1954 : 1 220 000 ; 1955 : environ 1 650 000 ; 1956 : environ 1 700 000. Aujourd'hui, on peut admettre que la masse des *dwellings* ou maisons d'habitation est de 53 000 000 unités et de 315 pour mille habitants au moins, alors que le rythme de construction est monté à 10 nouvelles habitations pour mille habitants, ce qui est naturellement le premier prix mondial, à égalité cependant avec les données allemandes de 1954.

Les dépenses américaines pour l'*housing* auraient été d'environ de 13 milliards en 1952 et de 16 milliards en 1956. Étant donné que cette année le revenu national a été de 325 milliards de dollars, le rapport est de 5 pour cent et il correspond au rapport allemand.

Le concurrent redoutable qu'est l'Amérique ayant ainsi aligné ses chiffres, nous pouvons continuer la comparaison des taux économiques qui permettent d'établir le rapport entre investissement dans le secteur de l'habitation et investissement annuel total. Toujours en 1952, le rapport aurait été pour l'Italie de 17,3 pour cent, de 21,2 pour l'Allemagne et de 23,7 pour la Grande-Bretagne. Pour déterminer celui de l'Amérique, nous relevons qu'en 1952 l'investissement américain total a été environ de 55 milliards et qu'en 1956 il est monté à 67, et donc les rapports sont respectivement de 23,4 et 23,9, et ils correspondent bien avec ceux de l'Europe comme on le voit.

On nous donne ensuite un autre taux qui pose l'investissement pour les maisons en rapport avec l'investissement total pour les constructions en général et les ouvrages publics. En Europe nous avons (en 1952) : 48,5 en Italie ; 52,1 en Allemagne ; 52,3 en Angleterre ; le rapport tourne aux alentours de la moitié ; la maison d'habitation prend la moitié de tous les efforts de construction des édifices et des services généraux, et même en tenant compte que nous sommes dans une période qui suit une guerre désastreuse nous trouvons toujours que l'on donne à la maison trop de poids ; ce qui est la conséquence de l'imitation par les classes moyennes des us de la classe privilégiée qui, dans un monde où la révolution est en léthargie, étale avec impudeur ses gaspillages de profiteurs et de goujats. Les marxistes sauront rechercher dans ce fleuve de luxe immobilier la toute petite part dont profite le prolétariat, les dépenses pour les maisons suivant avant tout les divisions de classe, ce qui est moins vrai pour les dépenses pour les édifices publics et les ouvrages en général – en excluant cependant l'armement et les prisons !

Quelles sont les données en Amérique ? En 1952, l'investissement total a été grossièrement de 55 milliards, comme on l'a dit, et celui en ouvrages de construction de 28 milliards dont les maisons ont représenté 46,5 pour cent, un peu moins qu'en Europe. En 1956 l'investissement pour les constructions monte à 36 milliards sur 67 et les 16 milliards pour les maisons représentent 44,5 pour cent du premier Nous pourrions juger plus sage la politique économique américaine si nous ne savions pas qu'il n'y a pas eu là-bas de destructions de guerre, et donc nous devons porter un jugement négatif sur les sociétés des deux côtés de l'Atlantique qui sont au même niveau.

Arrivé à ce point il peut être intéressant de connaître le rapport entre les travaux de construction en général, c'est-à-dire maisons comprises, et le total de l'investissement. Nous aurons, en partant des données connues : 1952, Allemagne 41 pour cent, Italie 36,8 pour cent, Grande-Bretagne 45 pour cent ; la donnée la plus mauvaise est assurément l'italienne. En Amérique nous avons pour 1952, 51 pour cent et pour 1956, 54 pour cent. Ce qui montre comment cette puissance économique investit généreusement en ouvrages et services publics généraux.

Nous avons indiqué pour les États-Unis les chiffres absolus qui donnent les rapports que nous utilisons et nous pouvons les compléter, pour éviter une recherche plus longue et de nouvelles références aux chiffres, par ceux consacrés à l'Italie. Selon les données officielles, en 1955 l'investissement lourd a été de 2 925 milliards et on a consacré seulement 951 de ces milliards aux constructions en général, ce qui donne un rapport de 32,5 pour cent encore inférieur à celui de 36,8 pour cent que l'on a déduit pour 1952. Peut-être peut-on ajouter 5 pour cent indiqué dans le tableau comme « divers », mais il est connu que ces dernières années si l'on n'a pas freiné la construction de maisons, il a cependant été mis un frein considérable aux ouvrages publics, également parce que les intrigues puissantes en ce second domaine sont dépassées par celles ultra-toxiques du premier, arrière-fond des scandales dans lesquels baigne cette république effrontée.

178. ENCORE L'ITALIE ET LES MAISONS

Les habitations représenteraient un pourcentage de 24 pour cent du total, avec 701 milliards, et 74 pour cent des ouvrages de construction, ce qui augmente énormément les indices plus modérés que nous avons cités pour 1952 : 325 milliards ; 17,3 pour cent ; 48,5 pour cent. Du reste nous savons que de 676 000 pièces en 1952 on est passé à 1 400 000 en 1956, et la chose ne nous surprend pas, elle ne fait que confirmer une politique économique de l'Italie totalement erronée qui prépare à court terme la simultanéité étrange de deux crises : celle du manque de maisons pour les classes pauvres, et celle de la surproduction et de l'engorgement du marché des maisons pour riches, avec la faillite de la peu honnête industrie du bâtiment aux allures de banqueroute frauduleuse.

Dans le dernier tableau des investissements italiens dont on dispose pour 1955, la disponibilité totale lourde est répartie (comme nous l'avons dit) de la manière suivante : 24 pour cent du total aux habitations et seulement 8,5 pour cent aux autres constructions et ouvrages publics. On doit cependant noter que tout ce qui concerne les transports et les communications est dans un autre secteur qui représente en tout 14,4 pour cent du total dont environ 5 pour cent pour les chemins de fer et les tramways, les postes, les téléphones et la radio, le reste étant les moyens de transport autonomes routiers, maritimes et aériens. On peut donc porter les ouvrages publics à 13,5 pour cent, et il peut être licite également d'y ajouter, sur les 12,7 pour cent qui sont consacrés à l'agriculture, 7,7 pour cent pour les bonifications et les réformes foncières. De cette façon, peut-être plus apte à permettre la comparaison avec les autres pays, l'Italie investirait aujourd'hui toujours 24 pour cent, pourcentage élevé (et 7,5 pour cent du revenu national ! pourcentage également élevé), en maisons (à égalité avec l'Angleterre et l'Amérique pour le premier indice), et également 21,2 pour cent en ouvrages publics, portant ainsi la totalité des constructions à 45,2 pour cent et le poids sur ce total des habitations au taux plus équilibré de 53 pour cent qui reste cependant un maximum dans tous les pays considérés.

Avant de monter dans l'avion Rome-Moscou, après un coup de téléphone préalable à Boulganine par notre ligne spéciale, et avant de nous occuper de la construction en Russie, nous voulons encore donner un coup à la planification noire [133] italienne – attendu qu'en Russie nous ferons les comparaisons avec la planification rouge – et que les gens de *gauche* locaux mettent au même niveau le culte pour la Constitution politique de De Gasperi et celui pour la Constitution économique de Vanoni, faisant dire des messes périodiques pour tous les deux.

Dans le plan Vanoni les maisons occupent une place de tout premier ordre. Comme c'est connu, le plan couvre la décennie 1955-1964 et sa clé de voûte est que le revenu national doit augmenter chaque année de cinq pour cent, à partir de 1955, année qui devait donner une prime de cet ordre sur les 10 450 milliards estimés par Vanoni pour 1954. Pour les chiffres du revenu, plus ou moins officialisés, les années 1955 et 1956 ont maintenu le rythme. Il en était de même déjà pour le revenu de 1954 que Vanoni avait sous-estimé. Dans son plan, le revenu net de 1955 devait être 10 972 milliards et celui de 1956 11 528 milliards : aujourd'hui on nous annonce qu'il s'élèvera à 12 641, même si l'avancée est non pas de 5 mais réellement de 4,1 pour cent par rapport à 1955 et même si l'année 1956 a été une année peu favorable, exceptée la péréquation de la monnaie à sa valeur.

Dans tous les cas, pour Vanoni le revenu de 1964 doit être de 17 000 milliards, c'est-à-dire qu'il doit durant la décennie s'élever de 100 à 163. Le total durant la décennie serait de 135 000 milliards de lires (lires de 1954 s'entend).

179. PLAN VANONI ET MAISONS

L'investissement net doit représenter 18 pour cent du revenu au cours du plan, le revenu brut doit monter de 20,5 en 1954 à 25 en 1964 et, dans la totalité du plan, le revenu net représente 18 pour cent, c'est-à-dire 24 337 milliards sur un revenu de 135 000 milliards.

Voyons comment l'investissement se répartit et combien va aux constructions et aux maisons d'habitation dont nous avons vu les rapports réels actuels en Europe et en Amérique.

Une première partie du plan comprenant l'agriculture et les ouvrages publics est définie comme « investissements propulsifs » et d'abord évaluée à 11 237 milliards, puis réduite à 10 637 c'est-à-dire 43,7 pour cent du total décennal. La répartition de cette première section doit donc être faite avec les chiffres du départ. Voici la répartition qui en résulte : agriculture, 3 467 milliards, c'est-à-dire 31 pour cent, et sur le total 13,5 pour cent. Énergie électrique, gaz naturel, chemins de fer et transports, 4 960 milliards, c'est-à-dire 44 pour cent, et 19,5 pour cent du total du plan. Travaux publics (installations fluviales et constructions dans les montagnes, constructions scolaires et diverses autres) 2 810 milliards, ce qui représente 25 pour cent et 10,7 pour cent sur le total.

Le deuxième secteur comprend les activités industrielles, artisanales et *tertiaires* pour lesquelles on a prévu 8 600 milliards, 35,3 pour cent du plan. Ne discutons pas cette partie du plan, platement petite-bourgeoise, qui tend surtout à minimiser l'industrie et à créer une masse de ronds-de-cuir augmentant ainsi la pléthore actuelle.

Le troisième secteur (*dulcis in fundo*) est l'habitation. Elle absorbe 5 100 milliards dans la décennie et donc 21 pour cent de tout l'investissement. Il s'agit des pièces qui servent uniquement à l'habitation, étant donné que « le document » proclame que « l'activité de l'industrie du bâtiment, tout en contribuant comme les investissements dans les secteurs propulsifs à stimuler l'expansion de la demande, ne donne pas lieu à la création d'équipements productifs et pour cette raison n'est pas en mesure de contribuer à l'absorption permanente de main d'œuvre ». Ce qui revient à admettre que, quand les maisons sont finies ou quand l'industrie du bâtiment s'est écroulée par pléthore, un chômage réapparaît, plus important que celui que le plan se vantait d'éliminer !

Cependant on a prévu – que l'on rende honneur à Vanoni – un nombre de pièces (en calculant 500 000 lires pour une pièce) inférieur à celui que les deux premiers plans avaient déjà réalisé. En fait on va de 840 000 en 1955 à 1 200 000 en 1964. Nous savons que déjà en 1954 il y en avait eu 1 071 000, en 1955 1 311 000 et en 1956 au moins 1 400 000, même si nous pensons que, parmi ces pièces, nombreuses sont celles, heureusement, qui ne sont pas consacrées à l'habitation et que du moins elles sont occupées par des commis de magasin et de bar, des ouvreuses de cinéma et par quelques autres malheureux qui n'ont pas de travail.

Pourquoi donc dans ce domaine dépasse-t-on le plan alors qu'au contraire on reste bien en-dessous du programme que Vanoni a emporté avec lui dans sa tombe en ce qui concerne la réduction du chômage ? Parce que messire Capital et son âpre faim de profit nous domine largement nous les vivants de même que feu Vanoni. Et l'une de ses manifestations les plus indécentes est la folie de la construction des bâtiments et des appartements.

En effet d'après le chiffre de 1 311 000 pièces en 1955, on a dépensé 655 milliards contre les 420 prévus par Vanoni. Les habitations figurent carrément pour 701 milliards dans le tableau des investissements lourds.

À la fin du plan, Vanoni se serait contenté de la dépense de 600 milliards pour les habitations sur les 17 000 du revenu national net et donc de 3,5 pour cent ce qui correspond aux statistiques européennes citées pour 1952.

C'est dans le domaine des ouvrages de construction et des installations en général qu'il faut examiner les rapports du plan Vanoni. Une allusion suffira. Les investissements dans un tel secteur sont peu importants, et c'est par rapport à ces investissements que ceux

affectés aux habitations sont excessifs. En effet le secteur des ouvrages publics est une partie de celui des « investissements propulsifs » et l'on peut y ajouter les parts relatives aux centrales électriques, aux réseaux de distribution, au gaz naturel, aux chemins de fer et aux transports, au téléphone, aux aqueducs, aux travaux dans les montagnes, aux travaux fluviaux, et aux constructions scolaires et diverses dont nous avons parlé, c'est-à-dire en tout 7 770 milliards qui, ajoutés à l'ensemble de l'industrie de la constructions d'habitations, donnent 12 870 milliards sur un total de 24 337 milliards, ce qui représente 51 pour cent. Peut-être pourrait-on ôter quelques secteurs du domaine des transports (véhicules et autres biens non immobiles) mais peut-être aussi faudrait-il ajouter une partie du secteur agricole, et l'on est alors pas très loin des données de l'économie américaine rapportées ci-dessus ; il n'y a peut-être que l'industrie lourde qui est peu importante (mais c'est d'une certaine façon justifié par les caractères de l'économie italienne) : elle ne pèse que pour 1 000 milliards sur les 4 800 du secteur des activités industrielles et tertiaires et pour 4,7 pour cent du plan.

Mais l'erreur de Vanoni réside dans le rapport erroné qu'il établit entre constructions d'habitations et constructions générales. Il n'y a que les malheureux 220 milliards pour les constructions scolaires et une part des 650 milliards consacrés aux ouvrages publics divers qui peuvent compenser les rares constructions de l'agriculture, des services généraux et des transports, et ainsi on aurait alors 880 milliards pour les constructions non résidentielles contre 5 100 pour les constructions résidentielles. Les deux secteurs représentent 15 et 85 pour cent alors que dans une économie saine ils doivent représenter respectivement 66 et 33 pour cent et, si l'on admet que le problème des maisons d'habitation soit dans une phase aiguë, au maximum 50 et 50 pour cent des dépenses investies. Toujours si l'on veut que celui qui ait un dortoir et … un réfectoire ait également le travail et la nourriture que l'on doit consommer dans le second !

Une des folies de l'économie bourgeoise est que, si elle construit des maisons en trop grande abondance, la classe utile et opprimée de l'humanité reste *à la belle étoile* [134]. Et si elle s'arrête ensuite et n'en construit plus, le phénomène continue … de la même manière.

180. LES HABITATIONS EN RUSSIE

Quoiqu'il ne soit pas facile d'aligner des données sur la situation des maisons d'habitation en Russie, il est bien connu que dans ce pays le manque de maisons est un problème effrayant et aigu. Jusqu'à la fin du tsarisme une minorité de la population russe ne savait pas ce qu'était une maison de maçonnerie ; la majorité rurale vivait dans des maisons de bois, presque toutes avec un seul étage et beaucoup avec une seule pièce : les *isbas* qui étaient plus des cabanes que des maisons.

Deux révolutions et deux guerres exterminatrices se sont abattues sur ce système primitif de logement et il serait long de suivre tout le cours de l'évolution des domiciles en Russie. Mais, de ce qui précède, nous savons bien qu'à partir de 1914 un grave mouvement de concentration de la population dans les villes se manifeste, il se dessinait déjà sous le tsarisme ; ces villes étaient nées substantiellement comme des agglomérations de constructions de maçonnerie qui se sont développées et multipliées comme telles de façon effrayante. Le lecteur connaît les raisons pour lesquelles nous avons considéré comme exagérés les chiffres officiels sur le rapport entre population urbaine et population rurale, et nous considérons que la deuxième est encore majoritaire. Si ces chiffres étaient vrais, ceux de l'entassement des habitants dans les maisons des villes deviendraient fabuleux : nous savons tous par les journaux qu'il est de règle qu'une ou plusieurs familles, avec de nombreuses personnes, aient pour maison une pièce unique.

Donc le gouvernement russe a mis au premier rang, avec d'autres problèmes difficiles, ce problème tragique du manque de maisons ainsi que les plans de construction de ces

dernières, et il se vante à son tour d'avoir déjà fait des pas de géant dans la résolution d'un tel problème.

Nous avons indiqué que dans les statistiques russes les chiffres relatifs au logement sont donnés non pas en pièce, ni en domicile, mais en superficie donnée dans les plans en millions de mètres carrés, tout cela intrigue un peu le lecteur moyen.

Quelques indications sont ensuite fournies sur les dépenses totales pour la construction, mais elles ne sont pas faciles à déchiffrer parce qu'il faut distinguer entre la part des investissements de l'État et du plan destinée à un tel objectif, et la part importante qui pèse sur d'autres économies locales.

Nous voyons donc que l'on annonce que durant toute la période du cinquième plan quinquennal on a construit 105 millions de mètres carrés avec les fonds du plan, il faut y ajouter 10 millions de mètres carrés construits par les entreprises de production (usines), 39 millions réalisés avec le « financement de l'État à des particuliers » et 2,3 autres millions avec des fonds des kolkhozes ruraux, formant un total de 156,3 millions mètres carrés. L'État, selon Khrouchtchev, a consacré à un tel objectif durant les cinq années 1950-1955 100 milliards de roubles qu'il faut répartir, selon nous, entre constructions directes (toujours par adjudications !) et financements. Durant le quinquennat suivant, celui du sixième plan, on devait construire 205 millions de m², dont 29 en 1956. Durant le quatrième plan, 1946-50, l'activité immobilière a été beaucoup plus faible si le cinquième plan a produit, toujours d'après le discours de Khrouchtchev au XX° congrès, 2,2 fois plus. Nous pouvons peut-être indiquer la série suivante : quatrième plan 70 millions de m², cinquième plan 156 millions, prévisions pour le sixième plan 205 millions, c'est-à-dire pas plus de 31 pour cent du cinquième, alors que ce dernier équivalait à 220 pour cent du quatrième. La chose est trop évidente, mais cependant c'est le moment de comparer l'unité adoptée ici avec celle qui nous est déjà familière.

181. MESURE DES HABITATIONS

Par superficie des habitations on ne doit pas entendre la superficie occupée par les édifices, c'est-à-dire celle qui est appelée « aire couverte » par les techniciens, mais bien la somme des aires de chacun des étages ou, si l'on veut, la somme des aires de toutes les unités d'habitation qu'un édifice contient, et qui est un peu inférieure à l'autre parce qu'une partie de la superficie de chaque étage comprend les escaliers et autres passages communs à plusieurs unités d'habitation. Nous imaginons que l'on entend par superficie des habitations la superficie nette, c'est-à-dire celle obtenue sans compter les murs, puisque dans toutes les législations qui déterminent la superficie des habitations pour des motifs fiscaux ou analogues c'est à celle-ci que l'on se réfère habituellement.

Nous pouvons considérer une pièce moyenne - quoique l'indice varie selon les pays et surtout selon les époques et tend aujourd'hui à rapetisser ces pièces - comme ayant une superficie de 18 mètres carrés. Ce qui veut dire que pour chaque million de mètres carrés construits on compte environ 55 mille pièces moyennes.

Les 156 millions de m² du cinquième plan auraient donc correspondu à 8,6 millions de pièces. Il n'est pas facile de les réduire à des habitations parce que l'on a pas de données pour établir le nombre moyen de pièces : si nous admettons qu'il est de quatre nous aurons 2,15 millions d'habitations construites en 5 ans et en moyenne 430 000 à l'année. Ce chiffre fait pâle figure si on le compare aux 386 000 construites en Allemagne dans la même année, mais il se situe au même niveau que les 116 000 italiennes ; en effet avec une population de 190 millions on aurait 2,3 habitations neuves par an pour mille habitants, contre les 2,5 italiennes du même moment (il y en a eu 8 en Allemagne).

Le rythme annoncé pour le sixième plan quinquennal, si nos déductions sont probantes, n'est pas remarquable. Ne parlons pas du tout des 29 millions de m² de 1956 mais partons des 205 millions de m² du plan dans son entier. Nous admettrons que ces 205 millions sont à mettre en rapport non pas avec les 156 millions, mais avec les seuls 105 millions du plan d'État du précédent quinquennat, étant donné que Khrouchtchev a parlé de doubler et non pas, comme cela avait tout d'abord été annoncé, de limiter l'augmentation à 31 pour cent … Nous aurons un maximum de 320 millions de m² qui nous donne 17,6 millions de pièces et 4,4 millions d'habitations dans le quinquennat, en moyenne 880 mille par an. Ce qui ne fait donc que, pour une population de 200 millions, un taux de construction annuel de 4,4 habitations nouvelles pour mille habitants ce qui est environ le taux italien d'aujourd'hui.

Si nous établissons une comparaison avec le plan Vanoni, les 4,4 millions d'habitations et les 17,6 millions de pièces par quinquennat, donneraient 35,2 millions de pièces pour une décennie qui s'opposent aux 10,2 millions de Vanoni. Une fois fait le rapport des populations, si nous considérons (au contraire) que dans le quinquennat 1956-60 Vanoni en prévoit 4,8 nous arrivons à un match nul entre les deux concurrents : Boulganine 88 pièces pour mille habitants et tous les cinq ans, Vanoni 96.

En Italie nous savons que ces dernières années, la tendance est de construire encore plus de maisons que ce que Vanoni prévoyait. En Russie il est plus difficile de prévoir la direction qui sera prise parce que des causes opposées s'affrontent : la faim d'habitations est nettement plus importante. Mais à notre avis il s'agit dans les deux cas d'une égale pression de forces économiques pour donner la préférence à la construction de maisons de haut standing et attirer de forts investissements de l'État et des institutions périphériques (que l'on voit chaque jour un peu plus apparaître sur scène à visage découvert) dans la construction immobilière urbaine résidentielle.

En substance le phénomène de la construction d'habitations dans la période de l'après-guerre montre une structure comportant de nombreuses analogies en Europe, en Amérique et en Russie. Nous pensons qu'il s'agit d'une structure critique – et pour cette raison nous l'avons étudiée à fond - apte à mettre en évidence la virulence générale, antisociale et anti-ouvrière de l'économie capitaliste développée.

Dans ce qui suit nous tenterons de pousser notre comparaison des données physiques aux données économiques du problème, comparaison bien admissible puisque les deux économies « en émulation » confessent l'adoption de la même mesure économique : l'investissement de l'argent.

Le programme socialiste est autre : oh vieil Engels, combien d'années se sont-elles écoulées depuis que tu l'as enseigné ? ! Arrêter la construction des maisons urbaines ! Les adjudicateurs sauront tomber en combattant, parmi les ruines des chantiers monstrueux.

182. URBANISATION MONSTRUEUSE

Dans son discours au XX° congrès Khrouchtchev a dit à propos de la construction des habitations des choses très graves pour déplorer que de nombreux ministères et départements, tout en disposant de moyens énormes, ne réalisent pas les plans de construction de logements. Et il a littéralement dit (en se référant également aux coûts élevés et à la très mauvaise organisation de l'industrie du bâtiment) : « *On ne peut pas tolérer cette situation scandaleuse* » (n. 7, page 24 de l'édition italienne du bulletin du Bureau communiste d'information des partis.)

Dans le seul Moscou, à l'entendre, on a construit pendant les années du cinquième plan (1951-55) pour 4 305 000 mètres carrés de maisons d'habitation, ce qui correspond à 2,78 pour cent de toute la Russie, alors que la population de Moscou représente 2,4 pour cent de la population russe avec des chiffres toujours oscillants de 5 et 205 millions (il faut noter

qu'il y a quelques jours, l'*Unità*, sur la foi du dernier annuaire de l'O.N.U. mais certainement après que Moscou lui a soufflé, ressortait le fameux chiffre de 220 millions pour la population russe qui avait brusquement diminué il y a maintenant un an !).

Ce n'est cependant pas le rapport de Moscou à toute la Russie qui nous intéresse mais l'insuffisance des constructions là où la population augmente à un rythme bien plus élevé, alors que comme dans tous les pays capitalistes le territoire se dépeuple à l'avantage des métropoles sinistres.

La remarque de Khrouchtchev est grave puisqu'elle ne considère pas la masse de maisons existantes mais compare leur augmentation dans le quinquennat avec l'augmentation de la population. Il remarque que, alors que l'on réalisait durant le quinquennat ce volume de construction de maisons neuves, qui selon notre déduction représentent 236 000 pièces, la population de Moscou augmentait de 300 mille habitants « en comptant seulement ceux qui sont venus d'une autre région ». Celui qui réfléchirait un peu trouverait cet indice élevé puisque ces nouveaux venus auraient été logés à la moyenne de 1,3 personnes par pièce ce qui est très satisfaisant. Mais ainsi on ne tiendrait pas compte du fait que l'on doit ajouter à l'immigration l'augmentation démographique naturelle qui s'élève en Russie à un et demi pour cent annuel, ce qui correspond donc pour cinq millions de Moscovites en cinq années à pas moins de 375 mille autres qui, additionnés aux 300 mille venus de l'extérieur, donnent 675 mille, à entasser dans 236 mille pièces nouvelles à la *moyenne* de 2,86 individus par pièce. Cette moyenne est déjà en soi scandaleuse, mais elle cache bien d'autres inégalités si nous nous demandons comment se fait la répartition entre les différentes couches économiques, avec un avantage indiscutable pour le nouvel urbanisé vis-à-vis de l'ancien citadin.

En Italie en 1955, à Rome, il y a eu 115 000 pièces nouvelles, et durant le quinquennat 327 000, c'est-à-dire beaucoup plus qu'à Moscou qui a une population trois fois plus importante. La population de Rome durant l'ensemble du quinquennat a augmenté de près de 150 000 habitants dont près de la moitié vient de l'immigration, le quart de l'immigration à Moscou.

À Rome également malgré la construction fébrile de maisons (pour les riches) l'indice moyen ne s'améliore pas ; il est de 1,45 personne par pièce contre 1,4 en 1931.

La population de Rome représente environ 2,5 pour cent de la population italienne, les maisons construites en 1955 à Rome ont représenté 7,2 pour cent des maisons de toute la nation.

Il s'ensuit que Khrouchtchev trouve utile de suivre les traces de Fanfani et de réclamer que l'on double l'intensité de la construction des maisons : « le volume de la construction des logements dans les villes devra être quasi doublé ». Rome est un bon modèle pour l'émulation. De plus « on peut éviter dans les villes, étant donné la forte augmentation de population, de recruter de la main-d'œuvre dans des localités extérieures, et l'on peut satisfaire le besoin de main-d'œuvre dans les villes avec leur propre population ». Ainsi Khrouchtchev annonce la proposition louable de « réussir à faire cesser dans les grandes villes l'afflux de population en provenance des autres régions ».

Mais si en Russie il n'existe pas de chômage, comment peut-on proposer le moyen imbécile d'employer la population amassée dans les villes à construire des logements ? Selon Khrouchtchev « dans les grandes villes on ne construit pas de nouvelles entreprises industrielles », et en outre on ne recrute pas de nouveaux ouvriers « parce que dans les entreprises existantes on développe rapidement la technique, on perfectionne la production, on élève de façon ininterrompue la productivité du travail ». Et donc, comme les bourgeois, on ne réduit pas le temps de travail, mais l'on chasse les ouvriers.

Toutes ces remarques peuvent être des intentions louables mais ce qui est sûr c'est que, dans l'esprit des grands hommes qui dirigent « le socialisme », les idées sur le rapport

entre le travail et sa rémunération, entre le logement et le maintien vital de la population des villes et d'ailleurs, sont épouvantablement confuses [135].

183. REVENU ET INVESTISSEMENT

Nous devons faire précéder l'étude de l'industrie du bâtiment en Russie d'une comparaison avec les données des autres nations, nous avons cité les rapports – tirés pour la plupart des annuaires statistiques de l'O.N.U. qui, comme nous l'avons vu, concernent également la Russie – entre les dépenses pour l'habitation (*housing* des Anglais) et la totalité des investissements, et également entre les premières et le revenu national total. En suivant de tels chiffres dans l'acception de l'économie courante, nous avons de nombreuses fois fait des réserves sur le critère, pour nous non scientifique, qui consiste à traiter comme grandeur de la même espèce trois grandeurs bien distinctes et que nous pourrions énumérer ici pour plus de clarté :

1) Investissement d'une part du revenu consommable (pour nous marxistes il s'agit d'une opération dont seule la classe capitaliste, et donc les organismes qui disposent de capital en masse : sociétés, cartels, États, sont capables) en *capital circulant différentiel* par rapport à celui du cycle précédent, plus important que ce dernier ; et donc acquisition de matières premières nouvelles, embauche d'une main-d'œuvre supplémentaire.

2) Investissement d'une autre part du revenu consommable en capital fixe supplémentaire, c'est-à-dire en nouvelles machines et installations, et en nouvelles constructions d'établissements de production et d'entreprises industrielles et agraires ; nous laissons les bourgeois appeler ce genre d'investissement accroissement de la richesse, du patrimoine « national », alors qu'il ne fait qu'augmenter le pouvoir de la classe ou de la force capitaliste dominante et que pour nous il reste en dehors du processus d'accumulation du capital actif. L'investissement en capital actif (somme du capital constant et du capital variable) est seulement l'investissement qui réapparaît de façon cyclique en produits disponibles toujours en augmentation sur le marché, investissement de la forme 1.

3) Investissement en ouvrages, installations, constructions qui ne font pas directement partie des organisations productives, comme le sont par exemple les *maisons*, dont le fonctionnement ne dépend pas (sauf la manutention et l'amortissement qu'il faut toujours garder en réserve) de la fourniture permanente de travail vivant. Ces ouvrages n'engendrent pas un profit par plus-value et leur utilité sociale indiscutable prend dans la société marchande la forme d'une *rente* immobilière que l'État peut s'approprier sans pour cela que l'on sorte de la forme capitaliste. La somme de la valeur des maisons et des ouvrages publics qui ne sont pas des sièges d'entreprise (exemple : une rue qui n'est pas à péage) s'ajoute également au patrimoine et à la richesse « nationale » - nous désignerons cet investissement du troisième type comme investissement en *patrimoine immobilier*, qu'il soit privé ou d'État cela importe peu théoriquement.

Tant dans les statistiques occidentales que dans les statistiques russes ces trois groupes ne sont pas distincts et il n'est possible de les distinguer, pour chaque époque et pour chaque pays, qu'en appliquant la méthode de recherche et de présentation de Marx.

Dans ce développement, notre examen insiste sur les changements quantitatifs et sur la comparaison entre les économies qui se prétendent opposées et fondées sur les « deux systèmes » alors qu'au contraire toute l'investigation fait ressortir qu'il s'agit d'un système unique, destiné à tomber sous les coups d'une critique révolutionnaire unique.

En revenant à l'investissement dans les maisons d'habitation, qui est pour nous du troisième type, nous avons eu les données pour trois pays européens - Italie, Allemagne et Grande-Bretagne – et pour les États-Unis ; il s'agit d'indiquer celles de la Russie.

Un premier rapport à considérer est celui entre la dépense pour les maisons et le total du revenu national, c'est-à-dire la dépense totale des particuliers et des organismes pour tous les besoins de consommation et d'investissement en biens non consommables. Nous les

rappelons : Allemagne 1952, 5 pour cent ; Grande-Bretagne 1952, 3,1 pour cent ; Italie 1952, 3,6 pour cent. En 1955 nous sommes montés à 6,1, pourcentage réellement énorme, et dans le plan Vanoni on devrait rester à 3,8 pour la décennie et finir en 1964 avec 3,5 pour cent, pourcentage qui sera obtenu non par la planification mais par une crise certaine. Aux États-Unis, en 1952 et 1956, on en est à 5 pour cent.

Deuxième rapport celui entre les dépenses pour les maisons et l'investissement total. Allemagne 1952, 21,2 pour cent ; Grande-Bretagne 1952, 23,7 pour cent : Italie 1952, 17,3 pour cent. Pour l'Italie, en 1955, on atteint 24 pour cent. Pour les États-Unis le rapport entre maisons et investissement a été en 1952 de 23,6 et en 1956 de 24,0.

Un troisième rapport, très difficile à définir dans les statistiques nationales, est celui entre la dépense pour les habitations et les dépenses totales pour la construction en général et les ouvrages publics « immobiliers ». Il serait en 1952 de 52,1 en Allemagne, de 52,3 en Grande-Bretagne, de 48,5 en Italie, 53 si l'on faisait une estimation généreuse (voir le précédent paragraphe 178), peut-être 51 dans le plan Vanoni dans lequel, comme nous l'avons dit, on ne le trouve pas facilement.

Ces chiffres, au moment de les chercher pour la Russie, nous conduisent à établir un rapport qui est considéré dans la polémique internationale comme largement exagéré en Russie : celui entre investissement et revenu national qui est complété par celui entre consommation et revenu dont dépend le niveau de vie de la population. Les Russes ont toujours revendiqué l'augmentation continue du revenu national et Boulganine a dit au XX° congrès qu'on en consommait 75 pour cent.

184. ENCORE UNE PAUSE ITALIENNE

Le taux d'investissement selon les chiffres déjà donnés est en 1952 de 23,6 pour cent pour l'Allemagne, de13,1 pour la Grande-Bretagne (pays typique de l'accumulation presque complète), de 20,8 pour l'Italie dont le taux d'investissement brut sur le revenu national net monte à 25 en 1955, et ce taux, pour Vanoni, ne devrait être, comme taux d'investissement *net*, que de 18 pour cent pour la décennie, en avançant de 14,3 en 1954 à 19,3 en 1964.

De telles augmentations de l'investissement net correspondent à celles, que nous avons déjà citées, de l'investissement brut (il comprend les dépenses pour « rénovations », c'est-à-dire pour des installations qui renouvellent – qui amortissent – le rendement de celles qui existaient déjà mais qui étaient usées ou dépassées) passé de 20,5 à 25 pour cent du revenu. Pour obtenir autant, le rapport du revenu net au revenu brut devrait passer d'environ 70 à 77 pour cent.

Arrivé à ce point, il est utile de mentionner les chiffres qui viennent d'être publiés dans le fameux « bilan économique national » pour 1956. Les démocrates-chrétiens en font l'apologie, les socialo-communistes le maudissent ; mais peu importe puisque les deux sont d'accord sur le fait que le prolétariat doit se réjouir quand le budget national est positif. Autrement dit la position opposée à celle que Marx tonnait à la face bourgeoise de Gladstone.

En 1956 le revenu national brut a été de 13 878 milliards qui, une fois qu'on leur a ôté les 1 210 milliards pour les amortissements ou les rénovations, donnent un revenu net de 12 668. Par rapport à 1955 on a eu une augmentation de 7,2 pour cent qui, exprimée en valeur réelle, se réduit cependant à 4,1 pour cent, restant en-dessous du 5 pour cent voulu par le plan Vanoni, comme les quotidiens l'ont dit.

Entre 1954 et 1955 l'augmentation avait été d'environ 9 pour cent en termes réels. Avec les valeurs monétaires de 1954, le revenu net dans les trois années aurait été de 10 796 milliards, 11 630 milliards et 12 260 milliards environ. Or Vanoni partait de 10 450 en 1954 et ses objectifs pour les deux années suivantes étaient 10 973 et 11 521 milliards qui ont été

nettement dépassés, même si l'élan est beaucoup moins important dans la deuxième année du plan.

Quant aux investissements, en 1956, l'investissement brut a été de 3 130 milliards et en ôtant les amortissements il reste 1 920 milliards. La série de l'investissement net dans les trois années a été : 1 467, 1 820, 1 920. En ramenant les chiffres à la valeur monétaire de 1954, on a la série réelle : 1 467, 1 790, 1 842. L'investissement du capital reste donc quasi stationnaire au détriment de la consommation. Les Italiens ont mangé et n'ont pas « épargné », et tant le ministre des finances que la Confédération du Travail désirent qu'ils jeûnent. Mais qu'exigeait d'autre d'eux l'accroché de la Piazza Loreto [136] ?

Vanoni partait d'un investissement en 1954 de 1 500 milliards, chiffre exact ou un peu plus important que le montant réel. Ses objectifs pour les deux années suivantes étaient 1 590 et 1 730 ; donc la réalité a été meilleure que le plan, de 200 milliards en 1955 et seulement de 90 en 1956.

La seule chose qui nous intéresse ici est le rapport entre investissements et revenu.

Le rapport entre investissement net et revenu net a été de 13,5 pour cent en 1954, de 15,4 en 1955, de 15,1 en 1956. Il y a donc un repli au lieu d'une avance vers les 18 de Vanoni dont les étapes étaient, selon les tableaux du plan : 14,3 ; 14,5 ; 15,0. Dans tous les cas on est toujours en accord avec les prévisions.

Si nous indiquons le rapport de l'investissement brut au revenu net, alors l'échelle a été 23,0 ; 24,9 ; 24,8. En effet le rapport de l'investissement brut au revenu brut (contenant tous deux les amortissements) a été de 21,1 ; 22,8 ; 22,6. Vanoni évaluait l'investissement brut de 1954 à 20,5 pour cent du revenu brut, se proposant comme objectif de son plan d'atteindre 25 pour cent.

Durant la rédaction du Plan, on a eu un revenu plus important que celui que l'on avait estimé, et un investissement des capitalistes italiens encore plus important pour faire plaisir … aux communistes.

Observons, à la fermeture de cette nouvelle parenthèse, que les chiffres adoptés par les statistiques de l'O.N.U. se réfèrent aux rapports entre investissements bruts et revenus nationaux nets, en insistant toujours sur le fait que les comparaisons internationales en la matière sont très incertaines.

185. REVENU NATIONAL RUSSE

Encore une fois, on doit commencer par l'exposition quantitative avant d'entreprendre la discussion critique puisque la définition du « revenu » collectif du « peuple » dans une économie de capitalisme industriel d'État est encore plus controversée. Notre thèse est que la même critique vaut autant pour les économies occidentales que pour la Russie, quoi que les économistes de l'O.N.U. en pensent, eux qui classifient le monde en trois types d'économie. Premièrement : les économies d'entreprises privées. Deuxièmement : les économies à planification centrale. Troisièmement : les économies de *production primaire*, ou en termes clairs les économies dans lesquelles les voleurs de haut vol sont invités à piller les matières premières : caoutchouc, pétrole et autres. On range dans cette catégorie l'Asie et l'Afrique dans leur totalité excepté le Japon d'économie privée, la Chine d'économie planifiée, de même que l'Amérique du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande, désormais on ne s'intéresse plus à la couleur du drapeau de la métropole ou des peaux …

En prenant pour revenu national russe celui qui est annoncé dans les sources officielles habituelles, lors des congrès et dans les « discours historiques », il nous sera facile de le comparer avec les chiffres, déjà largement exposés ici, des investissements d'État et du plan « dans l'économie nationale », par rapport auxquels nous avons déjà examiné le taux très élevé de travaux donnés « en adjudication » et le taux des travaux de « construction et de

montage ». Nous allons en arriver maintenant à la part destinée aux maisons d'habitation que nous avons exposée en termes physiques et que nous devons traiter en termes économiques.

En renvoyant à la série des investissements par année et par plan quinquennal, série que nous avons déjà rapportée, nous devons indiquer les données relatives au revenu national ; il sera par la suite facile de déduire le rapport entre investissement et revenu, et de montrer comment ce dernier est très élevé - ce qui contredit totalement la thèse de Boulganine qui, d'autre part, trouve commode de dire : « en régime socialiste tout le revenu national appartient au peuple », pour ne pas avoir trop à s'arrêter sur le problème de la part du revenu destinée à la consommation. En effet la thèse marxiste qui affirme que toute la valeur qui s'ajoute dans la production est créée par le travail humain doit s'accompagner d'une autre qui affirme que l'on parle de revenu quand la valeur produite passe de celui qui l'a engendrée par son travail au membre d'une autre classe sociale qui en jouit grâce au système des rapports de production. En économie socialiste, il y a du travail et de la consommation, mais il n'y a pas de « revenus ». Ni individuels, ni nationaux.

Nous synthétisons les informations que nous avons sur le développement du revenu national, et nous devons considérer qu'elles sont données en roubles de l'époque, au moyen des chiffres suivants, exprimés en milliards de roubles : 1928 : 24,4 ; 1929 : 29,0 ; 1930 : 35,0 ; 1932 : 45,1 ; 1933 : 48,5 (dans un autre discours de Staline : 50,0) ; 1938 : 105,0. À partir de ces données on ne parle plus de chiffres monétaires du revenu mais de rapports. Depuis 1940 à 1951 et à 1955 on aurait eu le développement par indice suivant : 100, 183, 280. Au cours des années du cinquième plan, 1950 à 1955, on aurait eu un rapport de 100 à 168. Et enfin on prévoit pour le sixième plan, 1955-1960, un rapport de 100 à 160.

Une fois les chiffres en question digérés et en supposant, de façon très optimiste, que des 105 milliards de 1938 on soit passé lors des deux autres années de guerre qui suivirent à 115 et 125, nous aurions la série de chiffres approximatifs suivante pour les dernières années : 1950 : 210 milliards de roubles ; 1951 : 230 ; 1952 : 260 ; 1953 : 295 ; 1954 : 330 ; 1955 : 370 ; et, en prévision pour 1960, 590 milliards de roubles.

Si le rouble avait été égal au quart du dollar, ce qui est fort douteux – comme nous le verrons surtout en matière de constructions et de maisons – les 370 milliards actuels équivaudraient à 93 milliards de dollars, à comparer avec les 306 milliards américains de 1955. Le revenu par habitant serait de 450 dollars en Russie, de 1 850 en Amérique. En 1960, en Russie, on devrait atteindre environ 650, en tenant compte de la population (respectivement 280 mille et 400 mille lires italiennes).

En nous tenant toujours à ces chiffres, à côté du revenu national russe de 93 milliards de dollars, le revenu italien de 1955 serait de 21 milliards. Le revenu italien par habitant vaut en 1955 270 mille lires et 430 dollars : pratiquement il serait donc égal au revenu russe si ce rapport douteux de quatre roubles pour un dollar – 155 lires par roubles - était exact.

Mais cela suffirait à faire baisser encore beaucoup plus le niveau de vie moyen du Russe. En effet nous savons que le chiffre total de l'investissement russe va de 91 milliards de roubles en 1950 à 150 en 1955. Si la promesse de 990 milliards d'investissement lors du sixième plan est maintenue, on devra avoir en 1960 un investissement de 250 milliards de roubles.

Ces chiffres, tous russes et officiels, mis en rapport avec la série des chiffres de même source pour le revenu national, donnent les pourcentages suivants d'investissement par rapport au revenu : 1950 : 43,4 pour cent ; 1951 : 44,3 ; 1952 : 43,9 ; 1953 : 40,4 ; 1954 : 42,4 ; 1955 : 40,4. On prévoit pour 1960 42,3.

Donc on a investi 40 pour cent et plus, entre 40 et 44, du revenu russe annoncé, et la population n'en consomme pas les trois quarts, mais moins de 60 pour cent, de 56 à 59 pour cent.

Nous avons vu que dans les autres pays le rapport est beaucoup moins important, et n'atteint pas 25 pour cent. Aux États-Unis il dépasse de peu 20 pour cent, et en Grande-Bretagne il est encore beaucoup plus bas.

En Italie, nous le savons bien, on fait un grand effort pour le porter en 1964 à 25 pour cent, alors qu'en 1956 il a justement été de 25 pour cent.

Le Russe consomme 57 pour cent de 280 mille lires, 165 mille lires, l'Italien consomme 75 pour cent de 270 mille lires, c'est-à-dire 200 mille lires. Mais il faut tenir compte du pouvoir d'achat des deux monnaies et celui de la monnaie russe est nettement inférieur à celui de l'italienne.

186. RÉPARTITION DE CE QUI A ÉTÉ INVESTI

Revenons sur ce sujet bien que nous en ayons déjà parlé pour l'industrie et l'agriculture, et indiqué les incertitudes qui surgissent de tous les côtés. Dans ce cas il s'agit de parvenir à la partie qui regarde les constructions, l'immobilier en général, et la partie de l'immobilier qui concerne les habitations, domaine dans lequel se nichent la grande escroquerie économique et une forme qui n'est certes pas très différente des nôtres.

La *World Economic Survey*, revue économique mondiale des Nations Unies, année 1955, donne un tableau des investissements qui sont à la base du sixième plan quinquennal et fait la liste des chiffres dont nous avons déjà donné une grande partie en les tirant des discours tant de fois cités du XX° congrès. Le tableau concerne les 594 milliards bien connus du cinquième plan, et les 990 du sixième, et donc concerne les investissements du gouvernement central auxquels s'ajoutent ceux des autres organismes comme jusqu'à présent les kolkhozes et d'autres moins importants. Nous savons que durant le cinquième plan les 594 milliards de l'État sont devenus 625 dans le compte global.

Il est certain que durant les années du sixième plan, à partir de la deuxième année, l'investissement sera également fortement décentralisé selon l'orientation récente, centrifuge et régionaliste, que l'on entend donner à l'économie et qui renferme en elle une autre étape importante vers la « confession » de l'identité du système russe avec tous les autres.

La plus grande partie du plan russe est pour l'industrie : 353 milliards dans le cinquième plan, c'est-à-dire 59,4 pour cent, et 600 dans le sixième, c'est-à-dire 60,6 pour cent.

Les industries légères et alimentaires, c'est-à-dire celles qui produisent les biens de consommation immédiate, représentent dans l'un et l'autre plan 6 pour cent de ces milliards. Pour le sixième plan, on a ensuite indiqué pour la grande industrie le chiffre de 400 milliards, deux tiers de la somme générale, et 40,4 % du plan, mais on ne sait pas très bien si ce chiffre contient toute l'industrie lourde. Boulganine a dit que plus de 400 milliards ont été investis dans les secteurs suivants : construction de centrales électriques, entreprises de la métallurgie sidérurgique et celle des métaux non ferreux, industries chimiques, du pétrole et du charbon, matériaux de construction et industrie forestière. L'annuaire de l'O.N.U. fait l'hypothèse que le reste, moins l'industrie légère, 141 milliards, est couvert par l'*engineering*, c'est-à-dire par les ouvrages de construction, nos travaux publics, mais il semble penser que les édifices publics et privés figurent plus loin.

120 milliards seront investis, comme nous le savons déjà, dans l'agriculture qui recevra également 100 milliards des kolkhozes.

200 milliards se trouvent dans la rubrique des services culturels et sociaux dont on nous spécifie le contenu : habitations, édifices d'utilité publique, écoles, universités, instituts scientifiques, hôpitaux et installations sanitaires, théâtres, asiles d'enfants et autres institutions. Donc les maisons d'habitation ne sont pas ici évaluées à part. Il reste 70 milliards sur les 990, c'est-à-dire 7,1 pour cent, sous l'indication vague : « autres secteurs ».

Dans le précédent cinquième plan l'agriculture a reçu 64 milliards, c'est-à-dire 10,7 pour cent que l'on porte aujourd'hui à 12,1 pour cent pour réagir aux déficiences bien connues et confessées. Les services culturels et sociaux reçoivent 120 milliards et sont, dans les deux plans, à 20,2 pour cent. Le reste destiné à des secteurs divers s'élevait dans le cinquième plan à 57 milliards, c'est-à-dire à 9,6 pour cent.

Nous disposons d'un autre tableau concernant les pourcentages seuls, mais uniquement pour les années 1950, 1952 (il manque 1951), 1953 et 1954, c'est-à-dire 4 sur 5 années du cinquième plan. Les taux de l'industrie lourde ont été 55, 61, 56, 55. Ceux de l'industrie légère 5, 5, 6, 9. Les pourcentages investis dans l'agriculture sont 10, 8, 8, 9. Dans les transports, qui ici figurent à part, 14, 12, 13, 12. Dans les habitations qui nous sont données séparément : 12, 12, 13, et 16. Pour les investissements divers durant ces années on a les pourcentages de 16, 14, 17, 15. L'annuaire y range les ouvrages publics et ceux de l'administration, comme plus haut.

Nous pouvons penser que 16 pour cent de la totalité de l'investissement ont été destinés aux maisons d'habitation en 1955 et nous savons que l'on déclare vouloir atteindre dans le sixième plan un taux qui n'est pas inférieur. Dans tous les cas, en connaissant les investissements année par année pour la quantité globale de 625 milliards – qui se répartissent ainsi de 1951 à 1955 : 102, 114, 119, 140, 150 - nous pouvons répartir les 594 milliards de l'État de la façon suivante : 97, 109, 113, 113, 142. En connaissant les pourcentages et en posant que l'année 1951 a correspondu à 12 pour cent comme en 1950 et en 1952, on a les investissements suivants dans les maisons et pour les 5 années en milliards : 12,2 ; 13,7 ; 14,3 ; 18,2 ; 24,0. Ce qui fait en tout 82,4 milliards dans le quinquennat.

187. ÉCONOMIE RUSSE DE L'HABITATION

L'État aurait donc investi dans la construction de maisons, pendant le cinquième plan quinquennal, la somme de 82,4 milliards de roubles. Un tel chiffre trouve sa confirmation dans celui donné par Khrouchtchev de 100 milliards avec cette expression : « fonds investis de la part de l'État dans la construction de logements ».

En effet nous savons que l'État a construit directement 105 millions de m² qui pour nous équivalent à 5 800 000 pièces, mais en plus de cela il a financé 39 millions de m² construits par *des particuliers*, sans compter 10 millions de m² pour des entreprises et d'autres services et 2,3 millions pour les kolkhozes et leurs « intellectuels ».

Nous ne savons pas le taux du financement, mais nous ne le supposons pas inférieur aux deux tiers du coût (les hommes sont partout les mêmes ! quand l'État finance, la règle est de lui faire tout « cracher »). Nous pouvons donc porter les 105 millions de m² à 131, rapport qui est environ celui de 82,4 milliards sur 100.

Si donc sur 594 milliards d'investissements on en a consacré 100 aux maisons, le pourcentage est de 16,9 pour cent et donc inférieur aux pourcentages européens et américains que nous avons cités et qui sont entre 20 et 24 pour cent.

Khrouchtchev ayant annoncé que l'on devait presque doubler la construction des maisons, et étant donné le rapport de 105 à 200 en millions de m², nous pouvons porter les 100 milliards à 191 pour le sixième plan, et les mettre en rapport avec les 990 totaux ; il nous apparaît donc que les maisons représenteraient dans le prochain quinquennat 19,3 pour cent de l'investissement, c'est-à-dire un rythme véritablement … vanonien.

En réalité la chose se heurte à quelque difficulté si nous remarquons que tout doit provenir, avec beaucoup d'autres choses qui ne sont pas de caractère résidentiel, des 200 milliards des services sociaux et culturels ; et même ici on répète de façon écœurante la bévue de tous les plans italiens fanfano-vanoniens : donner trop de poids à la maison par rapport au reste de l'industrie du bâtiment.

Si nous cherchons ensuite le rapport entre les dépenses pour les maisons et le revenu national, nous pouvons le calculer à partir des données de 1955 qui sont respectivement 24 et 370 milliards, avec donc un rapport de 6,5 pour cent qui est véritablement important si l'on pense au rapport italien de presque 4 pour cent et à l'américain de 5 pour cent ! Et si l'on pense qu'il devrait beaucoup croître dans le sixième plan.

Il est plus difficile de trouver le rapport entre construction d'habitations et construction immobilière en général qui tourne pour l'Occident autour de 50 pour cent.

En reprenant notre tableau de la répartition de l'investissement, nous constatons que nous avons pour le cinquième plan la totalité des 120 milliards qui (en laissant peu de marges) comprennent les maisons [137]. Pour que le compte tombe juste nous devons puiser dans les 353 milliards de l'industrie ce qui ne concerne pas les machines et les stocks mais la construction des usines, disons 100 milliards ; et dans les 64 de l'agriculture ce qui concerne les ouvrages fixes et les constructions, 30 autres milliards. Si l'on prend également 40 milliards dans les 57 des secteurs divers, on arrive à 300 milliards et donc à la moitié. Encore une fois : rien de nouveau.

L'opération effectuée sur Vanoni a été pareillement effectuée sur Boulganine !

188. CONSTRUCTIONS ULTRA-COÛTEUSES

Le poids de l'industrie extrêmement complexe des maisons d'habitation tend donc en Russie à « égaler » celui des pays où la manie de la maison privée individuelle fait rage, intelligemment encouragée par les opérateurs du capital et par les économistes au service du capital. On tend à réaliser la soudure entre la maison et la famille qui est, comme nous l'avons développé à la réunion de Ravenne, l'équivalent urbain et industriel de la formule kolkhozienne dans les campagnes, basée sur la relation très étroite entre famille et parcelle de terre : famille et toute petite entreprise ; famille et petite maison [138].

En Russie il est indiscutable que la pénurie de maisons est énorme pour une économie basée sur le développement industriel et mercantile, et que les couches misérables de la population n'ont appris qu'aujourd'hui ou récemment ce qu'est une maison solide et stable. Mais tout indique que le pullulement des chantiers de construction n'est pas destiné à procurer des maisons à ces couches primitives et peu exigeantes, mais ils fourniront des maisons à des couches sociales prostituées - couches de petits-bourgeois, membres de l'aristocratie ouvrière ou mouchards des ouvriers – qui aspirent à un mode de vie existentialiste et snob, copié sur les modes du monde capitaliste occidental. Nous déduisons cela de l'importance de la dépense pour les maisons et des réprimandes lancées dans les congrès par les chefs eux-mêmes qui pourtant disposent de maisons en ville et de « datchas » ou villas de campagne où l'on trouve tous les artifices de la construction bourgeoise contemporaine insipide et triviale. Cette dernière a son temple non pas auprès du foyer de la cuisine ou dans la chambre des anciens, mais dans les monuments de la salle de bains entre les revêtements de verre miroitants et les reflets resplendissants de la robinetterie chromée toujours plus étrange.

Nous avons établi plus haut que 131 millions de mètres carrés d'habitations, équivalents à 7 200 000 pièces moyennes, ont coûté 82,4 milliards de roubles. Cette division vous apparaîtra, ne le niez pas, un peu compliquée mais ôtez six zéros de chaque côté et vous aurez un peu plus de 7 pièces pour 82 300 roubles. Le résultat exact est 11 400 roubles pour une pièce. Si réellement le rouble vaut 155 lires comme cela résulte de sa valeur, un quart de dollar, il en résulte que le coût d'une pièce est 1 750 000 lires !

Sachez que dans le plan Vanoni on compte 500 mille lires : donc en Russie une pièce coûte trois fois et demi plus cher qu'en Italie. Mais un demi million est déjà le prix de construction d'une maison correcte et le Plan Vanoni a commencé il y a sept ans en estimant à 300 mille lires une pièce d'un logement ouvrier. Ajoutez que dans les prévisions italiennes on

doit ajouter au coût de construction la valeur du sol que l'on exproprie aux particuliers, même dans une zone qui n'est pas au centre de la ville. Le « socialisme » ne se serait même pas libéré de la plus odieuse des spéculations bourgeoises : celle sur les terrains à bâtir.

Un million trois quarts par pièce est un chiffre qui fait sursauter et le lecteur pourrait se méfier de nos passages et déductions parlant de millions de mètres carrés et de milliards de roubles, aussi c'est le moment de le rassurer. Faisons abstraction de l'équivalence que nous avons établie entre une pièce et 18 mètres carrés, et considérons que la hauteur d'un étage, c'est-à-dire la hauteur des pièces des maisons considérées, soit quatre mètres, ce qui aujourd'hui est généreux. Les 131 millions de mètres carrés construits en cinq ans deviennent 524 millions de mètres cubes bâtis et, en tenant compte avec la même générosité du volume des escaliers et des porches, nous arrivons à 600 millions de mètres cubes. Ils ont coûté 82 400 *millions* de roubles, comme nous le savons, et le coût unitaire est maintenant de 137 roubles par mètre cube. Avec toujours le même taux de change cela ferait 21 300 lires. Si vous vous adressez à un bon maçon, vous saurez que cela est équivalent à trois fois le prix d'une maison de luxe en Italie que l'on construit pour 7 100 lires par mètre cube, comme on dit « vide pour plein » [139] .

Il n'y a donc aucun doute sur l'exactitude de nos petits calculs, et il ne reste qu'à admettre une des deux choses suivantes : ou bien la valeur du rouble, son pouvoir d'achat – en se référant à toute la gamme des biens de première nécessité – est terriblement inférieure au quart d'un dollar, ou bien alors en Russie le coût de la construction des maisons est trois fois, à égalité de condition, celui qu'il atteint dans les autres pays. Si l'on admet la première hypothèse, il advient que le niveau de vie, considéré auparavant comme égal au niveau de vie italien, est réduit à un tiers de ce qu'il prétendait être – si l'on admet la seconde, il s'ensuit que, dans la construction de maisons en Russie, dans les « adjudications » que nous avons déjà illustrées et qui ont été officiellement annoncées (Annuaire soviétique officiel, discours de Boulganine) les « organisations » mystérieuses et leurs « opérateurs », peu définissables et peu identifiables, s'allouent dans les affaires qu'elles traitent une prime d'au moins deux cents pour cent, aux dépens de l'État, et donc des travailleurs de l'industrie.

Nous ne chercherons pas ici à trouver quelle est la bonne solution en étudiant les prix des autres biens que l'on doit déchiffrer parmi les prix des magasins d'État et les prix du commerce de détail, mais nous risquerons une réponse moyenne. Le pouvoir d'achat réel du rouble est aujourd'hui d'un huitième de dollar, c'est-à-dire quatre-vingts lires italiennes environ ; la construction immobilière a un coût une fois et trois quarts plus élevé que dans les pays occidentaux, il y a donc un profit extra de 75 pour cent.

189. PLUS DE LUXE QU'EN AMÉRIQUE ?

Nous voulons éclaircir les choses avec une autre comparaison. D'après les données américaines que nous avons rapportées, il résulte qu'en 1952 on a construit 1 million 100 000 *dwellings*, c'est-à-dire appartements pour habitation. Les dépenses pour l'habitation se sont élevées cette année-là à 13 billions, ou milliards [140], de dollars. Donc une habitation américaine coûte en moyenne 11 700 dollars. Une telle somme correspond à 7 250 000 lires. À combien de pièces devons-nous faire correspondre une maison américaine moyenne ? Nous n'avons pas à notre disposition des statistiques mais pour qui connaît les plans des maisons et des petites maisons de campagne américaines, avec tous leurs accessoires jusqu'au garage, il ne semblera pas exagéré d'admettre le chiffre de dix pièces. Le coût moyen d'une pièce (qui ici comprend le terrain) est donc de 725 000 lires, et s'il est certainement supérieur au coût italien de 500 000 lires, il est bien inférieur au coût russe de 1 750 000 lires, trouvé en acceptant le rapport d'un quart entre le rouble et le dollar.

Avec le rapport plus juste d'un huitième, une maison russe coûte, pour chaque pièce, 875 mille lires contre 725 mille pour l'américaine, ou si vous voulez 1 400 dollars contre 1 170, c'est-à-dire 20 pour cent de plus. Mais il est plus vraisemblable de comparer le style de la maison moyenne construite aujourd'hui en Russie à celui, déjà stupidement prétentieux, de la maison italienne, et non au style américain pour classe moyenne et même pour prolétaire qualifié : nous avons exposé que 37 millions de familles états-uniennes, sur 50 millions au maximum, ont une voiture, 45 millions un réfrigérateur et 38,8 millions de maisons possèdent une télévision ! [141]

D'autre part en 1956, année qui a enregistré le maximum des constructions avec un investissement de 16 milliards de dollars, 1 700 000 habitations ont été construites. Le coût d'une habitation descend à 9 400 dollars, ce qui équivaut à 5 800 000 lires. Nous pourrions en déduire la diminution ultérieure du coût de la pièce moyenne, mais nous trouvons plus logique d'admettre que la campagne en faveur de la maison pour tous a, avec sa dernière vague, pourvu les familles les moins aisées, et que le nombre moyen de pièces par maison d'habitation a été de huit plutôt que dix, avec le même coût unitaire que celui établi plus haut. Quelle honte si l'Amérique *réduit les coûts* et si l'U.R.S.S., qui parle tant de le faire, les voit croître !

On ne comprend pas si les dirigeants russes luttent pour ou contre cette forme d'émulation qui correspond à une singerie ignoble, digne non d'un ennemi qui menace chaque jour de renvoyer missile sur missile, mais d'un peuple aussi crétinisé que le peuple italien qui laisse implanter les bases des missiles d'Amérique, et ramasse dans les villes de la petite monnaie américaine pour s'acheter des téléviseurs de deuxième main et des réfrigérateurs risibles sous un soleil et un climat où tout se conserve frais à ciel ouvert, sauf la fierté et le courage de ne pas laisser acheter sa femme et sa conscience.

Nous avons entendu Khrouchtchev tonner contre la « situation scandaleuse » et nous croyons réellement que le scandale immobilier à Moscou est un scandale bien pire que le scandale libérateur et vaticanesque de Rome.

Mais on doit rappeler certains autres de ses propos du XX° congrès. À un certain moment il a dit : « Pour améliorer la vie de la famille soviétique il faut augmenter la production d'appareils et d'ustensiles qui facilitent les travaux domestiques : machines à laver, électroménagers, machines à coudre, ustensiles de cuisine perfectionnés, en diminuant en même temps le coût de tels produits ».

Évidemment l'orateur s'est alors fortement mordu les lèvres pour cette apologie outrée du pire bigotisme domestique petit-bourgeois : *home, sweet home*, maison, douce maison, une imitation parfaite de la vulgarité et de l'hypocrisie des flibustiers reconvertis descendus du *Mayflower*. Ils auront certes reconstruit le navire avec salles de bain et water-closets à *siphonic*, même s'il manque la machine à vapeur, alors qu'il y a trois siècles on vidait les pots de chambres à la mer…

Khrouchtchev repense au repas en commun de Lénine et il évoque une amélioration de la préparation de la nourriture collective : « organiser l'alimentation publique de façon que pour la masse des travailleurs il soit plus avantageux de fréquenter les cantines et les snack-bars que d'acheter des produits alimentaires et de préparer les aliments à la maison ». Il veut « exonérer des millions de femmes de nombreux travaux domestiques … », mais nous croyons que les femmes américaines sont moins bourgeoises, elles qui résolvent la question en faisant faire la vaisselle à leurs maris. Pauvre communisme ! Avoir capitulé seulement devant les comptes économiques ne serait rien ; il a reculé devant le problème de l'égalité sexuelle, comme devant celui des cultes religieux, problèmes que le parti marxiste résout au moyen de la force révolutionnaire sans avoir besoin de calculs planifiés, avec quelques paires de claques, et même sans effusion de sang.

Mais c'est le drame des chiffres qui tourmente le sommeil des dirigeants de Moscou, lesquels, avec les changements radicaux récents survenus dans l'organisation productive, ne font rien d'autre qu'admettre chaque jour un peu plus qu'ils sont en train de perdre de façon crasse le « défi dément » de l'émulation.

190. LE DRAME DES « COÛTS »

Les déclarations dans lesquelles on admet que l'on n'arrive pas à élever la productivité du travail ni à réduire les coûts de production constituent une véritable jérémiade. Un marxiste ne peut pas s'en étonner. Quand la révolution prolétarienne se pose un problème à la manière bourgeoise, elle le résout de façon pire que la bourgeoisie. Imaginons que les industriels et banquiers français, une fois vainqueurs, eussent voulu reconstruire la Table Ronde du roi Arthur, la chevalerie de Charlemagne et ses monastères-phalanstères, au lieu de donner libre essor aux formes de production nouvelles ; c'eût été la faim épidémique.

Les prétendus bolcheviks ont posé le problème en termes de mercantilisme et ont ainsi renoncé aux ressources qui seules font de l'économie communiste une forme de rendement supérieur mais qui économiquement a besoin de l'oxygène de la révolution internationale. Ils sont enfoncés dans l'équation bourgeoise des coûts et des prix et cette tenaille se referme en leur serrant la gorge.

Le socialisme pose la question du rendement du travail avec la doctrine de la compression audacieuse du temps de travail et, le lendemain de la victoire révolutionnaire, il ne pourra que donner un coup formidable en ce sens, sur la voie classique de *l'intervention despotique* du *Manifeste*. Ainsi il augmentera immédiatement les *coûts*, même exprimés en temps de travail, certes, mais il répondra à ce problème en supprimant les consommations de crétins, avant tout consommation des non prolétaires et des classes moyennes (les *intellectuels* ont avant tout besoin d'une cure de désintoxication, un régime sec, spartiate), et également des travailleurs eux-mêmes [142] que la révolution doit pousser à des mœurs opposées à celles de la décadence précédente. Les révolutionnaires qui avaient chassé les fauteuils somptueux de Versailles eurent le courage d'exhiber le sans-culottisme et de vêtir les femmes, dignes furies révolutionnaires, d'une tunique rude et retroussée.

Avec l'évolution actuelle qui prend ses consignes de Moscou et de ses représentants à l'étranger, tout en singeant de façon émulative les modes et les styles du cinéma d'outre-Atlantique, Palmiro et Pietro dans le chapeau haut-de-forme de Benito, Thorez et semblables poux parfumés de Coty [143], Gallacher baisant la main d'Elisabeth, enseigneront aux ouvriers à endosser le *smoking* au moment de la révolution, laquelle signifie pour eux l'entrée des classes ouvrières dans le gouvernement.

191. POLITICIENS ET « ARCHITECTES »

Les divers Khrouchtchev parlent d'urbanisme et de constructions sans rien y connaître, de même que dans le capitalisme décadent, la classe « politique » se compose de bavards ignorants qui subventionnent complaisamment de prétendus experts.

« Nous avons condamné dans la construction les méthodes *artisanales* et les *dépenses inutiles* … nous ne pouvons pas admettre que des millions de roubles soient gaspillés pour des *décorations absurdes* dans le but de satisfaire le mauvais goût de certains architectes … Les habitations doivent être les plus confortables possibles, les édifices doivent être solides, économiques, beaux … Il faut fonder l'organisation de la construction des habitations sur des *bases industrielles* … augmenter la production de matériaux de construction, de maisons préfabriquées. »

Boulganine dira que pour atteindre cet objectif, et surtout pour apprendre à réduire les coûts, là où toutes les prévisions des plans ont fait banqueroute, les ingénieurs et les architectes soviétiques ont été expédiés en Occident !

Mais au cours de leurs voyages ces messieurs n'entendront que répéter les *slogans* dont Khrouchtchev a abusé dans ses discours : industrialiser, standardiser, imposer à ceux qui n'en ont que faire et qui les subissent par lâcheté pure et par goujaterie, les commodités standardisées, fabriquées et diffusées en série.

Les émulateurs, dans leur amusante beuverie, confondent la recherche intelligente destinée à obtenir le développement humain et social maximum avec un minimum de moyens et de dépenses, avec la charlatanerie de l'architecture et de l'urbanisme modernes. La spéculation liée à l'adjudication et au mercantilisme ne s'est jamais tant agitée que depuis le moment où l'État finance à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, elle travaille à écarter les coûts des prix au moyen d'investissements importants pour les dépenses de publicité et la corruption des bureaux (ultime appendice passif des sociétés pourries et non pas force sociale nouvelle) dans le seul but d'exalter le *profit*. Là où nous trouvons les prix élevés de l'adjudicateur que l'État couillon (sauf d'un point de vue de classe) appelle « coût » parce que c'est lui qui paie, il n'y a qu'une seule explication à la différence : l'exaltation du *profit* que jusqu'ici on a appelé profit d'entreprise et qu'aujourd'hui on peut appeler plus justement profit d'opération économique parce que c'est l'État planificateur qui débourse l'argent à dépenser et il est le seul à prendre les risques.

Seul l'écoulement plus ou moins souterrain d'un profit de capital peut expliquer que la maison russe coûte deux fois plus cher qu'ailleurs, même par rapport à des maisons étrangères non seulement meilleures, plus *belles*, plus *solides*, mais également faites avec étalage des caprices des architectes, sans utilisation de préfabriqués commerciaux et avec des méthodes « artisanales ».

Dans la production des marchandises le système artisanal a été submergé, et il devait l'être, par la production capitaliste en masse et série. Mais quand le capitalisme tombera, on sortira de la platitude sinistre du produit moderne. La maison n'est pas exactement une marchandise, ne serait-ce que par le fait qu'elle n'est pas transférable ici et là mais qu'elle est enracinée dans le sol naturel. Son roman, que nous ne pouvons pas écrire ici, contient des chapitres originaux.

Les Russes, enfoncés jusqu'au cou dans la corruption capitaliste de l'industrie internationale des constructions en adjudication et des habitations, industrie qui vit l'époque de la pire dégénérescence de toute l'histoire de cette activité humaine, donnent des coups d'épée dans l'eau lorsqu'ils cherchent dans ces pratiques bourgeoises la méthode pour réduire les coûts et ne voient pas que c'est seulement la méthode pour exalter scandaleusement le profit et le surprofit [144] du capital qui se montre chez eux, si les chiffres ne nous ont pas menti, non seulement présent mais plus virulent que partout ailleurs.

192. HABITATIONS ET DROIT

Nous avons traité, dans ce qui précède, la question de la maison urbaine d'habitation du point de vue économique, mais en nous limitant à l'économie de leur construction qui nous intéresse plus que l'économie de leur gestion et de leur exploitation. En venant sur un tel domaine, pour la clarté des idées générales, il sera bon de rappeler quels rapports surgissent dans le « droit » soviétique à propos de la maison. [145]

Le lecteur comprend sans doute que nous ne mettons pas le problème de la maison, et de la construction en général, au centre de l'économie sociale, mais que nous nous en sommes servis pour mettre en évidence la nature du rapport social, et arriver de manière irréfutable à la

découverte d'un rapport de production de type capitaliste, mal dissimulé derrière la façade de la structure russe.

Quand nous disons que la nature de la gestion des moyens de production et des forces productives en Russie est capitaliste, il s'agit d'une accusation absolument générale. Mais nous avons emprunté ici une voie plus évidente pour réfuter la confusion éternelle entre étatisation et socialisme sur laquelle, depuis au moins trente ans, joue la propagande colossale de la troisième vague de la trahison opportuniste.

La distinction entre exploitation de la structure une fois construite et l'économie de sa construction vaut également pour un établissement industriel ; et il est certain qu'en Russie, quantitativement, la construction d'usines et par la suite leur gestion ont créé une masse de mouvement économique bien supérieure à celle de la construction des habitations, et même de la construction des édifices en général, pour toutes les destinations, et peut-être aussi de celle des grands ouvrages publics.

En nous arrêtant donc sur les maisons urbaines, ayons bien clair à l'esprit cette triple distinction. La construction et le montage d'une usine avec toutes ses machines et ses installations donnent lieu à un premier rapport de production puisqu'une entreprise en assume, contre compensation en argent, la construction et le montage (faisons abstraction un instant de la nature privée, coopérative, ou étatique de cette entreprise).

Une fois l'usine construite ce premier rapport se termine ; et il en commence un deuxième avec son entrée en fonction, c'est-à-dire que la production du type d'objets manufacturés pour laquelle l'usine a été construite commence. Cette phase, qui n'est pas temporaire mais permanente, tant que les installations ne sont pas hors service, donne lieu au rapport capitaliste de production classique quand les matières premières à travailler arrivent à l'usine avec le travail humain et que les produits travaillés en sortent sous forme de « marchandises ».

Quand il y a, à la place de notre usine, par exemple, un ouvrage public d'utilité générale *non payant*, comme une route carrossable, il n'y a pas une phase d'exercice comparable, même dans un pays de capitalisme avoué, au rapport de la production de marchandises : les dépenses pour la manutention et la remise en état (amortissement) ne seront pas tirées d'une recette en argent, mais elles seront prises en charge par l'État ou par un autre organisme public.

Les cas intermédiaires, entre ces deux extrêmes de la destination « fonctionnelle » - comme on dirait aujourd'hui – de la construction « réalisée » sont divers et complexes. Un chemin de fer donne lieu à une exploitation marchande étant donné que les voyageurs et les marchandises paient le transport et qu'avec une telle recette on paie un personnel, que la gestion soit privée, publique, active ou passive.

La maison d'habitation, une fois construite et occupée, donne lieu à une activité économique d'exploitation puisqu'en général l'occupant *paie* pour la jouissance de la maison, mais il ne s'agit pas d'un rapport de production capitaliste, et la dépense relativement légère pour la manutention et la conservation ne suffit pas à l'établir. Il n'y a pas de produits vendables ni non plus, en général, de « services » que l'on peut fractionner en rémunérations, en prix ou en tarifs.

Dans la limpide société bourgeoise *ternaire*, où les rentiers immobiliers sont présents, Marx nous dit que la gestion de la maison ne rapporte pas de profit d'entreprise mais seulement une rente de propriété. En Russie nous nous demanderons si la propriété de la maison existe et s'il faut payer pour en avoir la jouissance, et dans ce cas, à qui revient un tel revenu de gestion.

Mais nous en sommes arrivés là après nous être occupés du rapport de production qui est inhérent à la construction, au montage, à l'adjudication de ces travaux à des entreprises dont nous avons voulu étudier et dévoiler le budget. Cela en analogie stricte avec le fait que

dans les pays modernes une part réellement importante des investissements du capital d'entreprise, part qui n'a pas à rougir face à celles qui sont consacrées aux industries « manufacturières » et aux « services généraux », est consacrée à l'industrie de la construction, qu'il s'agisse de maisons, d'édifices en général ou d'autres installations.

193. CODE CIVIL SOVIÉTIQUE

Il sera bon de regarder les formules théoriques qui sont contenues dans les constitutions générales et dans le code civil russe même s'il n'est pas facile d'entrer en possession des dernières versions qui toutes, notoirement, se rapprochent toujours plus de celles en vigueur dans les pays de droit bourgeois (dont les origines bien connues sont le droit romain et le code de Napoléon).

Le code russe admet trois types de *propriétés* : étatique, coopérative et privée. Cette distinction, qui regarde le sujet du droit de propriété, est clarifiée dans sa portée par la distinction concernant l'objet de la propriété, c'est-à-dire la nature des *biens* sur lesquels elle s'exerce.

Dans le droit soviétique la distinction classique entre biens immobiliers et mobiliers a disparu puisque le bien immobilier type, c'est-à-dire la terre, le sol, est déclaré par la Constitution propriété d'État, et aucune de ses parties ne peut devenir objet de propriété ni privée ni, en théorie, coopérative.

Cela est vrai formellement aux yeux d'un idéologue du droit bourgeois puisque pour lui on n'a propriété intégrale et pleine que lorsqu'elle s'accompagne du droit d'« aliénabilité » contre de l'argent sur le marché. Dans les pays bourgeois, tout titulaire d'un droit de propriété peut, dès qu'il le juge bon, vendre sa terre ; et même le titulaire de quelque autre droit moins absolu (emphytéose et autre semblable) peut en faire autant.

En régime bourgeois, l'État a une double forme de propriété : domaniale, c'est-à-dire invendable sur le marché à des particuliers – patrimoniale, c'est-à-dire vendable à un quelconque acheteur, selon la volonté de l'État lui-même, ou selon le jugement de celui qui le gère.

Puisque dans le code russe la terre est déclarée non seulement propriété de l'État, mais également « bien non passible d'acte de disposition privée » comme les autres biens et choses dont la liste se trouve dans un article fondamental sous le titre sur « *l'objet des droits* » (notre juriste dirait : *res extra civile commercium*), l'unique propriétaire de terre envisageable étant l'État, celui-ci est un propriétaire qui ne peut accomplir de ventes (ni d'achat) étant donné qu'il n'y a pas un deuxième propriétaire.

Le code civil d'un pays communiste, avant de devenir totalement inutile, pourrait dire plus simplement : l'institution de la propriété de la terre et du sol est abolie. Il est inutile de faire vivre une « propriété d'État » qui n'est logiquement nécessaire que si elle s'oppose à une propriété privée.

Dans tous les cas, l'abolition de la propriété privée de la terre n'est qu'apparente (et c'est encore plus le cas, comme nous le verrons, pour des biens immobiliers, parmi lesquels les maisons) attendu que l'État peut en donner la concession à des organismes coopératifs et à des familles privées comme nous l'avons vu dans le domaine agricole. Cette forme juridique de concession, on ne veut pas l'appeler propriété (et on aurait raison, même du point de vue du congrès international des professeurs de droit !) parce qu'elle ne comporte pas l'*aliénabilité* contre l'argent. Mais en restant sur le terrain économique (c'est-à-dire pour un marxiste qui étudie le droit seulement en tant que superstructure contingente de l'économie) quand la jouissance est perpétuelle, et ne peut être révoquée par l'État, quand elle ne s'accompagne pas de tribut excepté un impôt analogue à celui que paie également la propriété foncière bourgeoise à ses États, et est même transmissible par voie d'héritage, nous avons la

transformation complète de la propriété d'État en propriété coopérative (grande entreprise kolkhozienne) et propriété privée (petit champ et maison familiale paysanne). Marx dirait qu'à *rapport de production* égal on a une *forme de propriété* égale.

Nous avons toujours dit qu'une réforme législative qui attribue à l'État la propriété et la rente est concevable dans le système capitaliste et qu'elle est défendue depuis longtemps par les écoles bourgeoises et « industrielles classiques ».

En Russie, les biens non susceptibles légalement d'être des objets de propriété privée sont, outre la terre, nombreux, ce sont notamment *les installations et établissements industriels ou destinés à des services d'utilité générale*. Cette définition contient-elle expressément l'interdiction de posséder les équipements « volants » d'un chantier de construction qui est une installation non *fixe*, qui ne produit pas de biens manufacturés ni non plus de services permanents comme le font l'usine et le réseau électrique, le réseau ferroviaire, etc. ?

Le problème central que nous avons devant nous est avant tout de démasquer le profit d'entreprise qui n'a jamais été absent au travers des organisations de construction auxquelles les différents discours des congrès font de curieuses allusions.

194. HABITATIONS ET LOCATIONS

Une fois la maison d'habitation construite, comme dans le cas d'un produit industriel ou d'un ouvrage destiné à un service public, l'« organisation » de construction se retire après l'avoir livrée. À qui ? Et qui en *dispose* ?

Si nous interrogeons notre hypothétique congrès mondial des universités juridiques, il apparaîtra que la propriété des maisons n'existe pas et qu'elles sont toutes propriété de l'État puisque celui-ci est propriétaire du *sol*. En effet dans le droit romain pur « *qui dominus est soli* … », qui est propriétaire du sol, l'est également de ce qui est dessous et dessus *« usque ad coelum et inferos* », jusqu'au ciel et en enfer, et tout au plus les possessions de Dieu et de Satan en sont exclues …

Cette norme issue des digestes poudreux est cependant en défaut non seulement dans les législations modernes mais même dans celles qui ont leur fondement dans le droit médiéval germanique ; et donc la mine sous le sol et la maison sur le sol ne sont pas traitées comme le sol. Et dans le droit positif russe, nous trouvons que, après avoir défenestré la définition de bien « immobilier » du fait que la terre nue n'est pas un objet de commerce, on admet à nouveau la possibilité de posséder de façon privée des maisons, maisons dont on peut hériter et que l'on peut vendre, dont on peut jouir sans payer de loyer à l'État ou à un autre organisme.

En fait le troisième type de propriété, la propriété « privée », peut avoir pour objet non seulement tout objet, d'usage personnel ou non, pour lesquels il n'y a pas d'interdiction spécifique de la loi, y compris également les petites entreprises commerciales et industrielles qui ont un très petit nombre d'ouvriers salariés, mais aussi « les édifices non municipalisés ». La Constitution de 1936, comme nous le savons, reconnaît dans l'article 7 au membre de l'entreprise collective (membre du kolkhoze), à part la *jouissance* - dont nous avons largement parlé – du petit champ, « la propriété personnelle de l'exploitation, qui va avec le morceau de terre susnommé, de la *maison d'habitation*, du bétail productif, de la volaille et du petit outillage rural ». L'article 8 reconnaît un droit de propriété analogue aux paysans individuels et aux petits artisans pourvu que cette propriété soit fondée exclusivement sur le propre travail personnel. Dans le code on reconnaît la propriété individuelle sur le revenu tiré de son propre travail, sur les épargnes, sur les « maisons d'habitation » et sur les « biens domestiques auxiliaires », c'est-à-dire sur les objets relevant de l'usage et de l'économie

domestiques, de même que sur les objets d'usage personnel. Pour tous les biens en question (et donc également pour la maison d'habitation) on permet le droit de succession par héritage.

Quant aux maisons, l'article 182 (code civil 1937) déclare « valide la vente des édifices d'habitation non municipalisés ou démunicipalisés » à la seule condition qu'« à travers cet acte l'acquéreur ou les membres de sa famille ne cumulent pas plus d'une propriété ».

La maison d'habitation est donc susceptible de vente et d'achat, tant évidemment de la part des possesseurs successifs que de la part du premier constructeur.

La pleine propriété privée des maisons d'habitation existe donc avec comme seule limite qu'elles soient destinées à l'usage personnel du propriétaire et des gens de sa famille.

En fait la maison d'habitation, même si elle est considérée comme pouvant idéalement être distinguée du sol sur lequel elle naît (sol qui est à l'État), peut avoir, outre toutes les autres qualités requises (jouissance perpétuelle, succession par héritage, non révocabilité de tel droit de la part de l'État ou de tout autre organisme), également celle qui met d'accord tout le congrès de l'université du droit bourgeois, la possibilité d'être vendue et acquise contre de l'argent.

Tout au plus peut-on considérer que celui qui a acquis cette pleine et totale propriété de la maison ne peut en jouir que directement ou à travers les plus proches membres de sa famille et ne peut s'en procurer une deuxième (il ne peut signer de contrat qu'une seule fois tous les trois ans), et donc il n'a pas le droit de la concéder à d'autres contre un loyer. La propriété de la maison familiale propre serait ainsi admise, mais pas d'autre.

On en vient donc à se demander comment tous ceux qui ne sont pas encore propriétaires de la maison qu'ils habitent jouissent de leur maison, et sous quels rapports et à quelles conditions, puisque l'on ne manquera pas de nous crier au visage qu'ils n'ont plus maintenant en face d'eux la figure haïe du « propriétaire immobilier » auquel cependant, dans les pays bourgeois, au moyen de freins, de *blocages* et *moratoires des loyers*, on a taillé les ongles.

En affirmant avec force que le sol est propriété de l'État, la loi soviétique, qui se fonde indubitablement sur l'expropriation initiale de toute propriété immobilière réalisée par la révolution, a confié la gestion des maisons qui ne sont pas possédées par des habitants privés aux municipalités locales.

L'ensemble des maisons d'une ville, grande ou petite, forme un « domaine communal » dont on excepte certains édifices de l'administration étatique centrale, et ceux qui, tout au long d'une évolution, et qui sont de plus en plus nombreux, ont été attribués à des particuliers qui en sont les propriétaires et en ont la jouissance selon les formes exposées plus haut.

Les maisons disponibles sont distribuées entre ceux qui en ont besoin selon un procédé appelé procédé de « condensation » qui remet les locaux à chacun et fixe le loyer de la location auquel un article approprié pose des limites (l'article 166). Nous ne poussons pas de hauts cris parce que le loyer de location n'est pas supprimé, comme il l'avait été au temps du communisme de guerre, car nous nous rappelons que dans le texte classique *La question du logement*, Engels explique que l'organisme qui exproprie les habitations dans l'intérêt du prolétariat ne pourra pas d'un seul coup supprimer la location, étant bien clair que le domaine des maisons d'habitation ne peut pas tenir sur pied sans une contribution en temps de travail destinée à le maintenir en bon état. Ce qui pour nous est scandaleux c'est la propriété privée familiale qui *ne paie pas de loyer*.

195. CONSTRUCTION ET ASSIGNATION DE MAISONS

L'État ou les organismes publics locaux peuvent concéder le *droit de construction* sur des terrains donnés, contre paiement d'un loyer « de la part du constructeur » et avec droit de « jouissance et d'exploitation de la construction » aux conditions du contrat. Un tel droit peut être attribué aux « particuliers, aux coopératives, et aux entreprises », etc. Extrayons quelques citations de l'article récent d'Ugo Natali, dans le n° 1-2 de la revue stalinienne « Cultura Sovietica » de 1946.

Le *constructeur* non seulement peut tirer de la construction des loyers de location, mais il peut également en aliéner des parts sous des formes données si le constructeur est une entreprise qui destine les maisons à ses seuls employés. Il est vrai qu'à l'issue de la longue concession tout retourne à l'organisme qui a concédé le sol et, en dernière analyse, à l'État, mais une institution semblable existe dans de nombreuses législations (Angleterre) et est notoirement un oxygène excellent pour la vitalité des « sociétés de construction » capitalistes.

Voilà pourquoi la maison est un bel exemple qui permet de comprendre comment le droit de propriété des moyens de production, qui semblait avoir disparu, apparaît sous la forme pire que les précédentes du *droit de construction*. Né sur le terrain suspect des habitations, un tel droit devient bien vite le *droit d'adjudication de la construction*, qui n'est rien d'autre que la projection, dans une économie étatisée, du droit de l'entreprise privée qui repose sur le fondement capitaliste commun.

Quand on procède à la « condensation » des habitations d'un édifice, ou d'un quartier d'une ville, c'est-à-dire quand on enlève des pièces en trop à d'anciens occupants pour loger d'autres noyaux familiaux, on touche graduellement trois catégories d'usagers : ceux qui jouissent d'un revenu ne provenant pas du travail ; ceux qui exercent une profession libérale et les artisans ; et seulement en dernier les travailleurs salariés. Dans le même ordre on procède à l'expulsion des éventuels occupants excédant l'espace disponible, et les travailleurs ne peuvent pas (sauf cas disciplinaire, par exemple déranger un autre habitant) être expulsés si l'on ne peut pas leur trouver une maison ailleurs.

De telle façon, le code a réglementé l'usage des maisons urbaines et le contrat de location de l'habitation. Mais le code prévoit également la *location*, à des particuliers ou à des membres d'une coopérative, *d'entreprises de production* de l'État et des communes qui ne représentent que des chiffres très peu importants dans la production annuelle. Et, avec cette norme, nous voyons réapparaître le rapport d'adjudication d'une usine qui nous rappelle ce que nous avons dit sur le cas historiquement prédominant de l'*adjudication* de travaux de construction et de montage qui s'étend des maisons aux établissements, aux grandes installations et ouvrages généraux d'utilité publique.

Mais peut-être dans un tel système – qui n'est certes pas ordonné ni facile à classifier, et qui rappelle à chaque pas, grâce aux résultats obtenus par celui qui l'étudie, le chaos équivoque du monde bourgeois de la construction immobilière, de l'accaparement des sols, des chantiers et des maisons, et en général de l'industrie protéiforme et élastique des entreprises de construction aux tentacules insaisissables et dont la croissance désordonnée arrive à contourner tout obstacle - l'existence d'une propriété privée sur les maisons d'habitation constitue-t-elle une *exception*, un *résidu* de formes passées qui tend à être liquidé au moyen de formes transitoires de gestion et d'administration ? Il appert que c'est en fait exactement le contraire.

Il est certain qu'une révolution prolétarienne pourra facilement se libérer de la forme sociale de la grande propriété urbaine, aussi facilement que les régimes bourgeois ont pu, pendant les périodes de guerre, perpétuer l'usage de la maison en ôtant simplement au propriétaire les moyens de force légaux d'expulser le locataire. Cependant, non seulement elle ne pourra pas, comme le dit Engels, offrir la maison au locataire, parce que cela constituerait

une *nouvelle base* de la propriété perpétuelle, mais elle sera contrainte durant une première période brève de respecter la petite propriété liée à l'usage direct (familial) de l'habitation. La politique juste consistera à prendre par le col « celui qui s'est fait sa maison » et à lui faire payer un loyer conséquent à l'État ; mais il est facile de voir que, dans un premier temps, on tolérera, de façon tout à fait provisoire, les *propriétaires* de leur « home » risible.

Va-t-on en Russie vers une liquidation de cette forme de propriété fragmentaire et minuscule qui, justement pour éviter la concentration en gros blocs, maintient en vie la tristement célèbre institution bourgeoise de la « copropriété des immeubles », forme entre toutes irrationnelle, antiéconomique et socialement pestilentielle ? Au contraire ! Ce système misérable et réactionnaire, réceptacle incubateur de toute mesquinerie individualiste et petite-bourgeoise, constitue en Russie un *idéal*, non moins que dans les pays gouvernés par des démocrates laïcs ou confessionnaux !

Il suffit d'entendre Khrouchtchev au XX° congrès : « Outre les constructions avec financement d'État, il faut développer plus amplement les constructions avec des fonds *individuels*, aider les ouvriers et les employés *à construire leur maison à l'aide de leur épargne personnelle*, augmenter la production et *la vente à la population* de matériaux de construction et de maisons préfabriquées ».

196. ÉMULATION DANS L'ANTIMARXISME

En quoi ce langage, ce style, ce programme de canalisation des tendances « populaires » diffère-t-il de ceux qu'adoptent – en pensant parvenir à éradiquer des classes laborieuses des pays du monde entier les empreintes lumineuses de la tradition révolutionnaire suscitées par la doctrine subversive du marxisme - les Américains, les keynésiens, les défenseurs de la théorie du *bien-être*, de la disparition de toute dynamique caractéristique de classe, dans une société qui reste cependant enserrée dans les fers du mode capitaliste de produire, les bigots indécents de toutes les social-démocraties et de tous les socialismes chrétiens ?

Quand on n'avait pas encore oublié l'hymne classique que notre *Manifeste* chanta, à la grande terreur d'un monde ébloui, aux exploits de la bourgeoisie mondiale - qui avait éliminé, dans les masses immenses des salariés lancés en tourbillon dans un monde retentissant du fracas des usines et des vrombissement des machines, les instincts millénaires qu'y avaient imprimés les reliquats traditionnels des limitations personnelles, religieuses, familiales, domestiques, mercantiles, propres aux économies vaincues, fragmentées et pouilleuses [146] - nous accordâmes alors une confiance totale à la minorité magnifique qui représentait en Russie cette avant-garde des sociétés modernes, prête, sur les bases de l'instinct de la masse et de la doctrine du parti, à déchirer sans aucune pitié tous les écrans de ces vieux scénarios pourris ; et jamais confiance ne fut plus justifiée. Et la colère de classe qui monta sur le sommet de l'onde de combat bolchevique ébranla dans ses fondements toutes ces idoles et tous ces fétiches auxquels l'Occident brûle encore des encens stupides. Devant la révolution, nous vîmes s'enfuir pour toujours les derniers scrupules paralysants liés aux prétendues « valeurs » de la civilisation moderne qui voulait seulement enfermer dans ses bras ramollis la vaste terre des tsars, mais qui blêmit en voyant le prolétariat déchaîné briser tous les liens qui l'attachait à ses icônes, à ses idéologies et à ses *abstractions* qui sont toutes équivalentes en tant que forces classistes et historiques, qu'elles s'appellent divinité, personnalité, liberté, propriété, culte imbécile de l'État, de la patrie, de la famille et enfin de la *maison* [147], la dernière et la plus sinistre des prisons que le flamboyant communisme mondial doit déshonorer d'abord, dissoudre ensuite.

Alors que le jeune prolétariat russe, avec son histoire de classe brève mais resplendissante, parcourue à la vitesse de l'éclair, brisait ses sinistres chaînes idéologiques et

que, ayant en main les flammes et les armes de la guerre de classe, il se projetait de façon impétueuse à l'avant-garde de tous, à la poursuite des conquêtes de l'avenir les plus audacieuses, dans un des cycles les plus iconoclastes de l'histoire humaine, il fut clair pour notre théorie, jamais séparée de notre enthousiasme, que, en se soulevant, il devait mettre en mouvement le mélange de couches sociales le plus terrible que le marxisme ait jamais prévu ; nous vécûmes l'histoire et nous créâmes avec les marxistes russes la science du traitement réservé lors la révolution, non tant aux nobles et aux bourgeois pour lesquels la formule de l'anéantissement [148] était prête et évidente, mais aux paysans avides – et eux à bon droit, car ils n'avaient pas de rétines pour percevoir des rayons plus élevés – de terre et de liberté, de propriété non serve et de maison qui ne fût pas une niche dans la famille du propriétaire terrien.

Nous établîmes clairement qu'ils avaient su *combattre*, mais qu'ils n'avaient pas pu *savoir et voir* ces objectifs bien plus élevés pour lesquels seule la classe des travailleurs de masse et sans réserves a des organes des sens et de la pensée.

Cet enseignement nous permit de comprendre que pour un long moment encore – moment qui, nous l'espérions, pouvait être traversé sur la lancée avec la force de la révolution occidentale – on devait *filtrer* cette masse de serfs désespérés, aux muscles révolutionnaires mais aux esprits opprimés par les ténèbres, à travers le *filet* de la parcellarisation des petits champs et des petites maisons, éloignées et malheureusement ennemies les unes des autres, en immergeant dialectiquement, et il n'y avait pas de crainte à le reconnaître, l'élan éclatant des masses urbaines dans la faim rurale d'égoïsme personnel, micro-domestique, de micro-entreprises, comme seule voie historique pour échapper par la suite à l'enfer de la limitation individuelle qui vit dans le culte naïf autant que funeste du morceau de terre, du pécule, de la vache, du fils, animal dont le destin est de travailler, du père que l'on nourrit comme titre monétaire, des quatre murs imbéciles qui séparent du monde, comme le disait Engels du cercle moins étroit du *mir*.

La vague montante de la révolution d'Occident, avec les autres armées formidables de sans réserves, de prolétaires purs des villes – et des campagnes, capitalistes depuis des siècles - n'advint pas, et nous fûmes prompts à enregistrer l'événement historique, à admettre que, avec le refroidissement de la tension révolutionnaire à l'Ouest, on devait escompter que la campagne paysanne russe allait être emprisonnée dans des formes instinctives de basse révolution bourgeoise-individualiste, pour une longue et dure étape historique ultérieure.

Mais nous avons vu des choses et des épisodes plus horribles encore : non seulement le prolétariat industriel russe, si bien préparé et dénué de tout préjugé, fut ramené en arrière et dut, de ce fait, partager le pouvoir avec la paysannerie parcellaire ; mais on donna au premier comme *modèle*, comme *objectif*, comme *programme*, à la place des modèles, objectifs et programme communistes qu'il avait conquis au moyen de la force du plus grand parti de doctrine de l'histoire, le mode de vie misérable de l'agriculture moléculaire immergée dans le bourbier de l'égoïsme social.

197. LA PROPRIÉTÉ PERSONNELLE

Il y a un vieux refrain qui nous poursuit depuis les temps lointains de la première polémique sur la revendication communiste : « Le socialisme ne supprimera pas la propriété personnelle ». On veut dire par là que le socialisme consiste à remplacer l'appropriation privée des instruments de production, et donc de leurs produits, par leur appropriation par la société. La masse du produit social sera attribuée aux producteurs mais chacun, après avoir reçu sa part de biens de consommation, entre le moment de cette attribution et celui de la consommation, en a la « propriété personnelle », de même que l'on dira toujours mon pain, mon repas, mes chaussures, mon manteau …

Il ne s'agit pas d'un raisonnement scientifique mais seulement d'un vieil expédient de propagande pour atténuer la peur que la proposition révolutionnaire d'effacer *toute* propriété individuelle faisait au « sens commun » rétrograde.

Avant de prouver le défaut de cette formule au moyen de la théorie et de ses textes de base, nous avons trouvé tout de suite une preuve historique de sa fausseté : nous arriverions à l'énormité d'affirmer que le socialisme conserve la propriété personnelle de la *maison*, puisqu'elle peut être, même si elle n'est pas un bien de subsistance et un bien de consommation, objet de jouissance individuelle.

Une fois admis ce glissement, il est facile de relever qu'une telle jouissance n'est pas *personnelle*, mais *familiale*, pour des petites collectivités domestiques, et voilà que nous aurions fait rentrer dans le socialisme, tout drapeau déployé, l'institution de la « famille » qui consomme et *jouit* en commun d'avantages déterminés, ainsi que le fondement de toute société de propriété privée jusqu'à la forme capitaliste : la transmission par héritage qui est l'une des pierres angulaires de l'accumulation de la richesse privée.

Il faudrait relire entièrement le chapitre « Prolétaires et Communistes » du *Manifeste* qui broie les objections traditionalistes aux positions communistes contre la propriété, la liberté, la personnalité, la culture, la famille, la patrie, la religion.

Dans la société bourgeoise moderne, dit le *Manifeste*, il n'y pas de propriété acquise par le travail. « Le *travail* ne crée que le *capital*, c'est-à-dire crée la propriété qui exploite le travail des salariés ». Quand on accuse les communistes d'abolir *toute* propriété, fait-on allusion à la propriété du petit-bourgeois et à celle du petit agriculteur qui précédèrent la propriété bourgeoise ? Mais celle-là, nous n'avons pas besoin de l'abolir ; le développement de l'industrie l'a abolie et l'abolit quotidiennement [149].

Désormais le problème est le suivant : voulons-nous *renverser* ce processus bourgeois d'expropriation de la petite propriété qui, aux époques précédentes, s'était formée, pour parler en général, à partir du travail ? Non, nous voulons seulement que ce processus soit le plus complet possible pour avoir toutes les conditions du socialisme. Nous pouvons être *contraints* de reconnaître, même si 110 années ont passé depuis la rédaction de ces tables formidables, qu'il reste en ce domaine beaucoup à exproprier, et de tolérer que ces formes anciennes achèvent leur cycle ; mais certes pas de *défaire* ce que dans leur évolution la société bourgeoise elle-même a réalisé [150].

Et comment, sans être paranoïaques, concilier cet abc toujours indiscuté avec l'encouragement à la propriété de la maison « construite avec l'épargne du travailleur » ? Keynes peut prononcer une telle phrase de délinquant et avec lui seulement celui qui a déchiré toutes les pages du marxisme.

Nous voulons cependant suivre la tentative de considérer la maison non pas comme une part du capital (ce que tout keynésien établirait décemment, lui qui aspire à attribuer à l'individu et à la famille non seulement des petits morceaux de maison, mais même d'entreprise de production industrielle, d'actions ; de même que tout *capitaliste démocratique* très moderne – associant avec cohérence capital et démocratie, comme nous-mêmes le faisons avec cohérence puisque capital et démocratie suscitent en nous le même dégoût) mais comme part de cette consommation individuelle de première nécessité pour laquelle nous n'avons jamais annoncé la privation du droit de disposer.

En effet le *Manifeste* dit : « Le salarié s'*approprie* avec son activité le strict nécessaire pour vivre et se reproduire. Nous ne voulons pas du tout abolir cette *appropriation personnelle* des produits du travail nécessaire à la reproduction *de la vie immédiate*, appropriation qui *ne laisse pas de revenu pouvant donner un pouvoir sur le travail d'autrui*. »

Ce passage suit ceux qui ont balayé la « propriété acquise avec le travail personnel » et la propriété privée bourgeoise, il traite de la *propriété* née du salaire – tant qu'il existe. C'est de ce passage qu'est sortie la paraphrase selon laquelle le socialisme sauvegarde la propriété

individuelle des biens de consommation dont il ne défend pas l'« appropriation » dans le bref cycle situé entre la prestation de la force de travail et la consommation de nourriture qui la reproduit. Mais toute mise de côté, toute « épargne », sort des limites de cette appropriation permise, elle est une concession à la position opposée, l'accumulation de rentes qui permettent de dominer le travail d'autrui.

Scientifiquement parlant il faut réserver les termes *propriété* et *appropriation* à ce second rapport, de mise en réserve de ressources à utiliser « pour dominer le travail d'autrui », rapport qui a disparu dans la société socialiste, et il faut parler de « disposition » de la part du travailleur de ce qui lui revient pour pourvoir à sa consommation « immédiate » dans le sens où ces biens de consommation ne sont pas mis en réserve mais servent à couvrir en un cycle très bref la gamme des besoins.

198. LA QUESTION POSÉE HISTORIQUEMENT

Scientifiquement et en dehors des premières concessions philosophiques à l'opposition des principes, pendant un seul moment conçus métaphysiquement, le marxisme mit à leur place exacte les termes et les rapports d'appropriation et d'expropriation. Nous sommes dans le cas central classique d'utilisation de la dialectique.

Dans le chapitre final du *Capital*, Marx fait dans une note un de ses nombreux hommages au dialecticien génial qu'était Sismondi et qui avait écrit : « Nous nous trouvons dans une situation entièrement nouvelle pour la société … nous tendons à séparer toute espèce de propriété de toute espèce de travail. » Phrase de géant, de même que celle de Khrouchtchev sur l'*idéal* de la *soudure* du *travail* épargné avec la *propriété* de la maison perpétuelle et, pire, non pas *individuelle* mais *familiale* est une phrase de sale pygmée.

Marx développe le thème de la *séparation* de la propriété d'avec le travail dans toute la doctrine de l'accumulation capitaliste : nous l'appelons en toute rigueur « Expropriation des producteurs immédiats ». Et nous lisons (pour plus de la centième fois dans notre vie) : « La propriété privée fondée sur le travail personnel, cette propriété qui *soude* pour ainsi dire (et pour prophétiser que certains allaient descendre jusqu'au niveau de Khrouchtchev) le travailleur individuel et autonome avec ses conditions extérieures de travail, est supplantée par la propriété privée capitaliste qui se fonde sur l'exploitation du travail d'autrui qui n'est libre que formellement ».

La description classique suit son cours inoubliable. Cette expropriation de propriétés privées moléculaires que le Capital accomplit est dans notre formulaire déjà une *socialisation*. Mais bientôt « même la socialisation *ultérieure* du travail et la métamorphose successive *du sol et des autres moyens de production* assument une nouvelle forme ». Ces italiques nous servent à souligner que dans le marxisme le sol, la terre sont des « moyens de production ». Nous vous posons maintenant la question : la maison, le sol *non agricole*, sont-ils des moyens de production ? Marx devait rappeler le théorème général à ses disciples sans mémoire dans la lettre sur le programme de Gotha : le sol et la terre sont compris dans les instruments de travail. Mais la *maison* ne fait pas partie des instruments de travail, c'est ce que l'on peut dire pour la défense désespérée de la « réappropriation » de la maison. C'est vrai. Mais la maison n'est pas non plus un « produit » rapidement consommable – par *destruction* – avant de pouvoir devenir *monopole* de celui qui domine le travail d'autrui. Dans ce passage Marx indique les deux monopoles de la société bourgeoise : celui des capitalistes sur les instruments *produits* par le travail, et celui des « propriétaires de la terre », laquelle est, en ce sens, comme on l'a dit, elle aussi un instrument de travail.

Les maisons et les sols urbains ne sont pas des moyens de production au sens propre : ils ne sont pas, comme le disent les Statuts de la Première Internationale, des *sources de la vie*, mais leur appropriation, qui n'est pas sociale mais personnelle, est la base d'un monopole

bourgeois et il n'est pas concevable qu'il existe dans la société socialiste ; en tant que *résidu* historique une société même *tendanciellement* socialiste peut la *subir*, mais non la *fonder*, l'*encourager*, la *diffuser* comme le fait Khrouchtchev. Si elle le fait, c'est parce qu'elle est bourgeoise.

Il ne s'agit pas seulement d'une aspiration antisocialiste et contre-révolutionnaire mais d'une aspiration absurde de faussaire, que l'on en fasse l'apologie à Moscou ou à New York. La maison individuelle ne concernera qu'une petite minorité, ou elle tombera dans le tourbillon de l'accumulation capitaliste. L'*épargne* sera expropriée par le capital comme aujourd'hui les titres d'État à cours forcé sont confisqués.

Revenons en arrière dans notre course historique. Quelle est pour Marx la forme nouvelle de la socialisation qui succède à la première dans laquelle les capitalistes expropriant les impuissantes propriétés de l'autonomie familiale ? C'est la forme dialectique : « Ce n'est plus le travailleur qui doit être exproprié, c'est le capitaliste ». Que les Khrouchtchev ne crient pas qu'ils l'ont fait ! Ici ce sont les grands capitalistes qui sont en train d'exproprier les petits - ce n'est pas encore la révolution prolétarienne - puis c'est l'État qui exproprie (Engels, *Anti-Dühring*) : « À un certain degré du développement, même la forme de la société par actions n'est plus suffisante. Le représentant officiel de la société capitaliste, l'État, doit en assumer la direction ».

Et revenons à la page fondamentale de Marx : « L'appropriation capitaliste constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux phénomènes de la nature.

« C'est la négation de la négation. Elle rétablit non pas la propriété privée du travailleur mais (voilà le passage qui sembla hermétique) sa *propriété individuelle*, fondée cependant sur les acquis de l'ère capitaliste, sur la coopération, sur la possession commune de la terre et de tous les moyens de production créés par le travail lui-même ».

Mais l'hermétisme insinué par Dühring fut résolu par notre « cristallin Engels » que Staline fut le premier à ne pas savoir lire :

« Pour quiconque comprend l'allemand, cela signifie que la propriété sociale s'étend à la terre et aux autres instruments de production et la propriété individuelle *aux produits, donc aux objets de consommation* ».

Pour confirmer la portée de l'expression de Marx sur la propriété *individuelle*, Engels cite, comme nous l'avons rapporté d'autres fois, le passage de Marx du premier livre du *Capital* qui – comme d'habitude – décrit la société socialiste. Marx suppose « une association d'hommes libres qui travaillent avec des moyens de production sociaux et dépensent consciemment leur nombreuses forces de travail individuelles comme une force de travail sociale … ». Dans cette société « la totalité du produit de l'association est un produit social. Une part de ce produit sert à son tour de moyen de production. Mais une autre part est consommée pour le maintien des membres de l'association et donc doit être répartie entre eux ».

Dans la société socialiste seule la part immédiatement consommable du produit social qui lui revient est remise au travailleur individuel ; Marx l'appela historiquement propriété individuelle en opposition à la propriété privée bourgeoise née de l'expropriation des anciens travailleurs autonomes et il en revendique, à grande distance historique et dans des formes radicalement neuves, la réaffirmation dialectique, née de l'expropriation des expropriateurs.

L'objet de la formule « propriété individuelle » *disparaît physiquement* dans sa consommation. Cela seul la sauve de la réexpropriation.

Il s'ensuit de tout cela que la maison stable et utilisable (mais non consommable) par une succession de personnes physiques changeantes et diverses ne peut jamais être comprise

dans la part du flux continu assignée à la disposition personnelle de chacun et que chacun peut consommer immédiatement sur place ou en un autre lieu et moment.

La maison ne peut être assignée à la personne et à la famille sans que l'on ne retombe dans une forme de propriété antérieure à l'époque bourgeoise, quand on confondait totalement le lieu de séjour et de repos avec le lieu de travail, forme manifestement pire que la forme bourgeoise puisqu'il ne s'agit pas d'un renversement dialectique mais d'un recul banal sur la route déjà parcourue par l'histoire sociale.

Il est bien clair qu'un tel processus séduit les défenseurs de l'ordre bourgeois qui sont tous unis pour le freiner et l'appeler à revenir en arrière de la pente inexorable sur laquelle les lois découvertes et proclamées par la puissance du marxisme l'emportent.

Et il est bien clair que l'adhésion à une méthode sociale semblable de la part de la politique russe ne peut préluder à autre chose qu'à l'acceptation de ce plan général des néo-malthusiens modernes qui veulent répartir non seulement la part consommable du produit du travail mais également la part consommable du profit d'entreprise et de capital, de même que la particule de rente de la *richesse* bien représentée par la jouissance de l'habitation urbaine. Il s'agit là d'un autre pas vers l'admission et la confession que l'économie russe de capitalisme d'État n'est qu'une copie manifestement conforme des économies d'Occident reconnues comme des économies de capitalisme privé.

La question de la maison est un nœud crucial d'une telle démonstration dans laquelle l'évaluation des relations économiques converge avec l'évaluation des influences psychologiques, idéologiques et politiques qui nous ont permis de faire un parallèle entre le kolkhozien agraire possesseur de sa terre, de sa maison, du cheptel, des stocks, et le prolétariat industriel poussé à devenir propriétaire de sa maison familiale - jusqu'à pouvoir la transmettre en héritage – qui sera demain meublée à l'américaine d'un réfrigérateur, d'un téléviseur et de tout le reste de l'*instalment* multiforme et stupéfiant, toutes choses qui auront tous un jour une même fin.

Il est de fait aujourd'hui qu'en Russie, au moyen du rapport avec l'État, la classe moyenne possède une position d'avantage économique et social sur les ouvriers d'industrie ; à cette situation correspond dans la superstructure politique le procès d'imitation par l'idéologie ouvrière d'un modèle petit-bourgeois qui donne littéralement forme à cette idéologie, qui la modèle ; ce modèle petit-bourgeois éteint les derniers retours de flamme de l'incendie bolchevik et suscite l'approbation, l'appui, la collaboration du grand capital international – auquel il reconnaît la direction suprême - et des empires d'Occident et avant tout de celui d'Amérique. Ce dernier, qui a pris courage après la liquidation des dernières flammes qui luisaient encore dans l'agressivité stalinienne, montre désormais à la lumière du soleil les grappes de bombes atomiques qui garantissent l'émulation servile et la longue paix.

199. CRISE DU LOGEMENT EN 1956 ET 1957 !

Avant d'abandonner le sujet de la maison (il fut pour nous un « argument exemplaire », ou en d'autres termes une preuve de Wasserman [151] de l'économie bourgeoise syphilitique) il est bon d'enregistrer les chiffres de 1956, première année du nouveau plan quinquennal, comme ils ont été donnés par la publication *Nouvelles Soviétiques* dans le n° 3 de 1957.

Notons immédiatement que la source philosoviétique déclare que « le plan de construction des logements n'a pas été entièrement réalisé ». Une lamentation analogue vient d'Amérique, écoutons la revue connue *Fortune* qui se pose la question suivante dans son numéro d'avril : l'industrie de la construction des habitations est-elle par nature un secteur d'activité en croissance ? Et elle répond qu'après le développement incroyable pendant la décennie d'après-guerre, les deux dernières années et le premier trimestre de celle-ci, on

assiste au début d'un repli ; et la cause est *plus profonde* que la difficulté à avancer l'investissement massif de capital dans l'*housing*. Durant les deux premières années le revenu national a crû de 9 pour cent, le nombre d'emplois de 6 pour cent, alors que la mise en route (*starting*) de nouvelles constructions est *descendue* de 25 pour cent selon les données du dernier trimestre. Dans la décennie qui a suivi la guerre, douze millions de nouvelles habitations ont assuré plus de douze millions d'emplois fixes (le cinquième du total !), et ont ajouté plus de cent millions de dollars au produit national brut. La crise commence en une période où, selon la revue, on ne peut pas se consoler avec un équipement important des habitations. Étant donné la croissance de la population et la dégradation des vieilles maisons, le « standard » des logements en Amérique, mis en relation au revenu national, « est plus bas qu'en 1929 ».

La dure constatation est aggravée par le fait que la crise, ces dernières années, touche les maisons de moindre coût. Nous avons indiqué comme coût moyen de la maison de 1956 (cf. le précédent paragraphe 189) 9 400 dollars contre 11 700 environ en 1952, et nous en avons déduit que le grand développement passé de la masse de maisons construites s'est accompagné de l'orientation de la production vers des maisons moins vastes et moins coûteuses. Aujourd'hui, il apparaît que le mouvement s'inverse : nous trouvons en effet les chiffres suivants, un peu différents de ceux de la source précédente (*The Economist*) : 12 300 en 1954, 13 700 en 1955, probablement 15 500 dollars en 1957. C'est donc l'acquéreur modeste qui cède le pas aujourd'hui. On peut considérer différemment l'espace, les travaux et les installations accessoires de la maison proprement dite, mais ce qui importe c'est la direction du mouvement : nous savons ensuite qu'au cours des deux dernières années il faut tenir compte du pouvoir d'achat du dollar qui a subi une décroissance toujours plus accentuée.

Nous ne pouvons pas nous attarder plus longtemps sur la question du logement en Amérique, mais l'on doit noter l'analogie étrange entre les déclarations des deux sources : *Fortune* déplore la désorganisation et le désordre de l'industrie des maisons ; *Nouvelles Soviétiques* écrit : « En raison du fractionnement des fonds en de nombreux chantiers, le nombre des constructions incomplètes a augmenté ».

200. DONNÉES RUSSES RÉCENTES

Mais c'est le moment de retourner aux maisons russes, en nous rappelant les données que nous avons déjà rapportées dans nos paragraphes 180 et 181. On nous dit aujourd'hui qu'« en 1956 les organisations d'État, les organisations coopératives et également la population urbaine (lisez : les particuliers), à leur frais et avec l'aide du financement de l'État, ont construit des maisons d'habitation d'une superficie globale de 36 millions de mètres carrés ».

En utilisant les rapports que nous avons établis, cela équivaut à deux millions de pièces et à un demi million d'habitations urbaines, c'est-à-dire environ 2,5 pour mille habitants, contre l'indice 10 que l'on atteint en Allemagne et en Amérique – bien qu'il soit partout en diminution et bien que l'on puisse considérer que la maison russe a en moyenne moins de quatre pièces et donc 72 m², ce qui augmenterait les chiffres mais non les valeurs, étant donné que les maisons européennes et américaines sont beaucoup plus grandes. On peut déduire des données de *Fortune* – sans tenir compte du garage (nombreux, dit un architecte, sont ceux qui par *snobisme*, réclament un garage pour deux voitures alors qu'ils n'ont à y mettre que la *tondeuse* [152] à gazon !) et autre - de 983 à 1 230 pieds carrés, c'est-à-dire de 92,5 à 115 mètres carrés, pour les seules pièces de logement et de séjour.

Voyons pourquoi, tout comme en Amérique, les 36 millions de m² représentent un recul, environ de la même importance que là-bas : 25 pour cent.

Rappelons, en conservant le *million de mètres carrés* comme unité de mesure, les données russes. Dans le IV° plan, total des constructions urbaines : 70 millions ; dans le V° 154 millions avec une augmentation de 120 pour cent dans le quinquennat, et de 17 pour cent annuel.

Parmi les 154 millions du V° plan, les constructions dirigées directement par l'État représentent (selon Khrouchtchev) 105 millions - que l'on disait vouloir porter à 205 dans le VI° plan - dont 29 pour 1956. En conservant le rapport au total des pièces urbaines, ces dernières doivent croître de 154 à 305 millions. L'augmentation prévue dans le quinquennat était de 95 pour cent (contre 120 pour l'autre plan), ce qui correspond à un pas annuel de 14,5 pour cent et ce qui doit justement donner la première année les *29 millions* des *105 millions* étatiques prévus. En ajoutant les constructions effectuées par les coopératives et les particuliers on atteint 43 millions de m² tout en ayant prévu la baisse du rythme de 17 pour cent à 14,5 pour cent.

On nous annonce aujourd'hui qu'à la place des 43 millions de m² prévus, on en a construit seulement 36 millions dans les villes l'année écoulée et ce n'est pas nous qui les avons comptés. On est donc resté à 20 pour cent au-dessous du programme, étant donné que l'augmentation annuelle a été de 11,8 pour cent à la place des 14,5 promis. Pour le quinquennat on n'aurait plus 95 mais 74 pour cent d'augmentation, sauf repli ultérieur comme celui que l'on attend en Amérique.

Il semble dans cette question qu'il y ait une différence entre les « deux systèmes », étant donné qu'en Amérique la dette des occupants des maisons croît continuellement, de même que le taux auquel ils escomptent leurs « mortgages »[153], à tel point qu'ils atteindront dans quelques années des chiffres astronomiques et très énigmatiques pour la doctrine économique officielle.

Il est facile de prévoir qu'une crise de chômage et de raréfaction du crédit ruinera les possesseurs d'habitations familiales. Au fur et à mesure qu'ils voudront manger, ils devront vendre leurs voitures, leurs télévisions, et enfin leurs maisons qui tomberont à vil prix dans les mains du créditeur. La richesse bourgeoise engendre la misère.

Mais le malaise indiscutable des « classes moyennes », même en Russie, avec lequel les économistes anglais expliquent aujourd'hui les « réformes » récentes dans la gestion centrale de l'économie planifiée en l'appelant une « managerial revolution », ne nous paraît pas différent !

Le fait que la maison d'habitation est transmissible par héritage tout autant qu'elle est vendable (ce qui *n'est pas vrai* pour la maison *kolkhozienne*) confirme que les lois de l'accumulation du capital sont en vigueur et ces lois interdisent toute « démocratisation » pusillanime du régime du logement, qu'elle se veuille *socialiste* ou *libérale*. On aura cette confirmation quand ces lois contraindront, au cours de cette crise à venir – qui prendra, nous le pensons, au cours de la prochaine décennie les mêmes aspects dans tous les pays -, les propriétaires naïfs de leur *home* à le manger s'ils veulent survivre.

201. L'HABITATION RURALE

La nouvelle russe récente contient une donnée importante, et elle la donne ainsi : « De plus dans les campagnes, les kolkhoziens et les techniciens ruraux ont construit durant l'année écoulée environ 700 mille *maisons* d'habitation ».

Le chiffre est important, même s'il est difficile de connaître la dimension moyenne de ce que l'on entend par « maison » (dans la petite culture paysanne de tous les pays, « maison » et « pièce » sont synonymes parce que la maison a peu évolué depuis la cabane, la baraque, primitive).

Nous aurions 700 mille habitations rurales contre seulement 500 mille habitations urbaines selon le chiffre que nous avons calculé, et le fait qu'un tel chiffre croîtrait si nous supposions des maisons avec moins de pièces et des pièces moins grandes ne change rien.

Cependant, cela ne changerait pas nos déductions sur le rythme des constructions « civiles », étant donné que les habitations rurales sont construites avec les investissements du *propre* argent de la famille kolkhozienne, et en fait elles restent sa *propriété*, même en admettant que la caisse du *kolkhoze* ait concédé à cette famille associée un crédit à long terme pour compléter les dépenses pour les constructions. En effet de telles dépenses que nous ne trouvons jamais dans les textes que nous avons compulsés jusqu'ici ne figurent pas dans les investissements d'État et dans les plans quinquennaux (sinon dans les allusions à des investissements ultérieurs des kolkhozes et des kolkhoziens, chiffres *étrangers* aux chiffres de l'État, et à ajouter aux volumes des chiffres du plan central). Ce que nous avons déduit sur la *décroissance* du rythme des constructions *urbaines* est donc bien confirmé.

De même la comparaison avec les autres pays reste inchangée puisque nous avons toujours utilisé les statistiques des maisons urbaines et non paysannes. Par exemple, en Amérique (annuaire de l'O.N.U., etc.), on distingue les maisons urbaines des maisons rurales, et, parmi celles-ci, les « *farms* », c'est-à-dire les maisons agricoles, de celles qui n'en sont pas, alors que l'on a ajouté une note aux chiffres dont nous nous sommes servis pour les statistiques des constructions : « *non farm dwellings units* » [154] et d'autres colonnes avec des chiffres encore plus importants concernent les catégories de bâtiments industriels, commerciaux et d'autres destinations, lesquels au contraire font défaut dans la statistique italienne, comme l'avons montré.

Pour la Russie on peut comparer le chiffre donné de 700 mille « maisons » avec un autre que l'on trouve parmi les résultats du V° plan quinquennal donnés dans un communiqué soviétique rapporté dans *Nouvelles Soviétiques* n°13 de 1956, mais non cité par Khrouchtchev au XX° congrès. Il s'agit du chiffre de 2,3 millions de maisons « pour les kolkhoziens et les intellectuels ruraux (?) » qui suit la liste des chiffres connus, donnés au contraire avec pour unité le million de m². Au cas où l'on lirait un tel chiffre en m², *il pourrait* se référer aux quelques maisons pour les intellectuels (aujourd'hui qualifiés, avec plus de bonheur, de techniciens agricoles) *peut-être* construites avec la contribution de l'État ; mais s'il s'agit de toute la population paysanne, on peut rapporter ce chiffre à l'unité *maison* mal définie, et naturellement elle atteindrait un ordre de grandeur bien des fois supérieur : *au moins* 20 fois. Incertitude des statistiques !

Il est indubitable que l'on donne au kolkhozien – dans sa figure multiple de coopérateur dans la gestion de l'ensemble du kolkhoze, qui reçoit d'abord un salaire horaire puis un dividende sur les profits de l'entreprise, et de possesseur de la petite entreprise - de vastes possibilités d'améliorer les conditions de son logement familial auquel il peut destiner ce qui lui reste de travail et d'argent, une fois qu'il a reçu la subsistance mise à sa disposition d'abord en nature, ensuite en argent, dans les deux moments du bénéfice coopératif et du bénéfice familial-individuel. Il s'agit d'un secteur véritablement puissant d'investissement et d'accumulation de richesses, qui a pris le caractère d'un plus grand patrimoine immobilier dans la campagne russe et qui, sous forme d'innombrables petites maisons de colons, complète l'industrie immobilière kolkhozienne des constructions agricoles : entrepôts, étables pour l'élevage, objets manufacturés de toute sorte pour la culture.

Nous sommes face à une série de faits qui tous concluent à l'avantage du petit paysan, hybridé avec le coopérateur, aux dépens du salarié de l'État capitaliste, industriel ou agraire (sovkhozes).

202. COMPARAISON VILLE-CAMPAGNE

Les chiffres mêmes des sources soviétiques, les seuls auxquels nous nous tenons dans notre examen minutieux (subissant les conséquences de leur incompatibilité concrète très fréquente, due en partie aux traductions de propagande) conduisent à établir les relations suivantes :

1) La population urbaine augmente relativement et absolument pendant que la population rurale diminue relativement de façon drastique et, selon les chiffres officiels (qui sont, comme nous l'avons montré, trop tendancieux), également absolument.

2) Il n'est pas facile d'établir des comparaisons entre le revenu (ainsi l'appellent-ils) des deux classes, mais il est clair que le jeu des indices monétaires et réels favorise le paysan qui est deux fois vendeur et acheteur de marchandises aux dépens du salarié qui doit tout acheter et ne vendre que sa force de travail à un taux obligatoire. Les chiffres officiels eux-mêmes doivent admettre que dans les campagnes le revenu mesurable en monnaie est supérieur à celui des villes, alors que seul le premier est complété par un autre revenu en nature, non mesurable.

3) Le travailleur urbain doit payer sa maison d'habitation, et il n'en dispose que d'une petite part étant donné que les maisons nouvellement construites le sont à un rythme qui dépasse à peine celui de l'augmentation de la population industrielle (voyez le cas de Moscou à notre paragraphe n° 182). On nous dit que le coût de la maison et des dépendances équivaut à 7-8 pour cent du salaire total : c'est un indice qui n'est pas dissemblable des indices bourgeois (une fois de plus). Pour chaque mètre carré utilisé le loyer maximum serait de 1 rouble et 32 kopecks par mois, c'est-à-dire 206 lires italiennes au change 1 rouble = 156 lires (*Nouvelles Soviétiques*, n° 2, 1957) ; ce qui voudrait dire 3 700 lires par mois pour une de nos pièces, ce qui serait énorme si le change n'était pas bien différent. Notre stupide blocage des loyers (« En Russie les loyers n'ont pas augmenté depuis 25 ans ! ») a de biens meilleurs résultats.

Également en relation avec les cas précédents où nous avons employé la monnaie russe, nous nous permettons de joindre un tableau des prix réels des biens de première nécessité, et nous laissons le lecteur s'exercer un peu à en déduire un taux qui pour nous est un peu supérieur à cinquante lires par rouble. La source est comme d'habitude l'annuaire russe gouvernemental. Viandes et volailles, 15 roubles le kg ; poisson, 6 ; beurre, 35 ; huile végétale et autres graisses, 12 ; œufs (à l'unité) : 1 rouble ; farine et produit du blé, 3 roubles le kg ; pommes de terre, 1,5 ; légumes, 2 ; fruits, 4,3.

Tout ces prix résultent, nous indique-t-on, de la baisse générale des prix d'État qui aurait élevé la valeur du rouble.

Une maison d'une pièce coûterait donc selon nous non pas 3 700 lires par mois mais 1 200 par mois, et le travailleur qui l'habiterait devrait gagner 15 mille lires par mois, ce qui n'est pas beaucoup mais équivaut à 309 roubles.

Selon ce qui a été solennellement annoncé, on a établi au début de 1957 le « salaire minimum » de 300 roubles par mois ! Une « conquête » !

Donc l'ouvrier russe, si tout va bien, peut avoir au maximum une maison d'une seule pièce pour lui et une famille de non actifs, au niveau de vie italien. Mais en Italie la situation des logements urbains donne la proportion de 3 habitants pour 2 pièces et pour une famille moyenne de 4 personnes plus de deux pièces et demie. L'ouvrier russe des villes a un espace vital de logement nettement inférieur.

4) Dans la situation décrite, alors que la construction de maisons urbaines a ralenti dans le temps, passant d'une augmentation de 17 pour cent à une augmentation de 14,5 pour cent, pour se maintenir à 11,7, la construction de maisons pour les paysans *augmenterait* (nous avons indiqué les raisons qui nous font utiliser le conditionnel) de 2,3 millions de

maisons, et admettons même de pièces, en cinq ans, ce qui fait donc une moyenne qui passe de 460 mille par an, à 700 mille en 1956 selon l'information récente. Il s'agit d'une augmentation d'à peu près 50 pour cent qui serait *plus importante* si la comparaison tenait compte du rapport entre la population des villes et celle des campagnes indiqué au point 1.

Alors que l'équipement des maisons pour l'ouvrier *ralentit* de 42 pour cent, celui des maisons pour les paysans *accélère* de 50 pour cent. On transforme de tels chiffres en mots en disant qu'il s'agit de deux classes non pas alliées mais ennemies et que la classe ouvrière est la classe vaincue. Nous n'avons pas dit que le rural pusillanime exploite le citadin parce que c'est une terminologie qui peut donner lieu à une équivoque scientifique – mais non politique ni sociale. Classe entretenue peut vouloir dire autre chose que classe dominante (Marx, *Le Manifeste*).

203. AUTRES INDICES DE L'ANNÉE DERNIÈRE

L'ordre que nous suivons n'est peut-être pas impeccable ; mais c'est le moment d'examiner quelques autres chiffres officiels du bilan de l'année 1956.

Naturellement on fait grand bruit du fait que, alors que l'augmentation de la *production industrielle totale* a nettement faibli en Amérique, se réduisant à une augmentation de 2 pour cent à peine, l'augmentation soviétique a été « presque » de 11 pour cent.

L'indice de 1955, ou mieux l'augmentation en 1955 par rapport à 1954, avait été selon les données du XX° congrès de 12,3 pour cent. On doit reconnaître que la diminution était prévue. Pour le V° plan quinquennal on avait planifié une augmentation de 70 pour cent ce qui équivaut à une augmentation annuelle de 11,2 pour cent, et l'on avait réalisé 85 pour cent, c'est-à-dire 13,1 pour cent par an. Avec 12,3 pour cent en 1954-55 on sentait déjà une certaine lourdeur. On planifia pour le VI° plan (nous avons répété ces chiffres cent fois) seulement 65 pour cent, en nous contentant du rythme de 10,5 pour cent annuel. La légère flexion s'est vérifiée, mais un peu plus forte : *presque* 11 pour cent.

Une telle allure de l'industrie a été comme d'habitude « antimalenkovienne » [155]. L'augmentation de la production des moyens de production a été de 11 pour cent sans *presque* et celle des moyens de consommation, seulement de 9 pour cent. Pétrole, gaz et électricité sont aux premières places, le charbon et le fer ont nettement reculé.

En revanche on a donné de bons indices agricoles et quelque peu inattendus. Nous savons que la récolte de céréales, tout au long du cinquième plan, au lieu de croître de 55-65 pour cent comme prévu, a seulement crû, et difficilement, de 29 pour cent, au point que l'on a prévu, pour le plan quinquennal suivant, de l'élever seulement de 20 pour cent.

En 1956 en revanche, la récolte de *blé* – non de toutes les céréales – aurait en une seule année augmenté de 20 pour cent, « et elle a dépassé notablement celles de toutes les années précédentes ». Cette phrase en apparence apologétique ne peut signifier que ceci : qu'en 1955, quoique la récolte des *céréales* ait augmenté de 23 pour cent (de 1 220 à 1 500 millions de quintaux) à cause d'une saison favorable, la récolte de *blé* doit avoir été *basse*, même par rapport à certaines des années *précédentes*. En effet on faisait l'éloge du maïs pour le bétail.

La série de l'ensemble des céréales avait été, de 1950 à 1955, la suivante : 1 160, 1 125, 1 310, 1 170, 1 220, 1 500, comme nous l'avons plusieurs fois répété pour montrer que deux fois il s'était agi d'un recul. Quels sont les chiffres correspondants du blé qui n'est pas la seule céréale avec laquelle on fait le pain en Russie ?

On peut établir que pendant de nombreuses années la récolte de blé se tint à un chiffre bas et même inférieur à ceux de l'avant-guerre. En 1913 il y eut 816 millions de quintaux, en 1927, la récolte était inférieure : 775 millions. Malenkov nous raconta qu'entre 1940 et 1952 la production de blé avait augmenté de 48 pour cent, mais entre quels chiffres ? Dans le

communiqué relatif au V° plan on rapporta seulement qu'entre les années du IV° plan et celles du V° plan la récolte « moyenne » de blé, c'est-à-dire par hectare, avait augmenté seulement de 18 pour cent.

Avec le V° plan, on avait établi de la faire passer de 55 à 65 pour cent, et nous répétons que la récolte des céréales augmenta de 29 pour cent seulement pour s'élever à 1 500 millions de quintaux. Il est possible que la récolte du blé ait moins augmenté (18 contre 29), soit restée stationnaire, ou ait diminué, même jusqu'à l'année 1955. Il n'est donc pas possible de croire sérieusement à une reprise agraire à moins que l'on ne publie deux éléments : les chiffres de la récolte du *blé seul* de 1950 à 1955 – et, d'autre part, face aux 1 500 millions de quintaux de *toutes les céréales* de 1955, année fertile, les chiffres de la récolte de 1956. Nous ne croirons jamais que l'on en a récolté 1 800 millions, chiffre que l'on attendait en 1960 aux dires de Boulganine.

Les augmentations de 1956 auraient été également importantes pour différentes denrées alimentaires. Laitages, 28 pour cent ; huile, 31 ; beurre, 27 ; lait, 32 dans les kolkhozes et seulement 10 dans les sovkhozes, autre avantage pour le paysan qui peut même téter en secret sous sa vache.

Les chiffres cités doivent être conciliés avec les chiffres démoralisants des années précédentes et il reste à prouver qu'il s'agit du début d'augmentations à peu près deux fois plus importantes que celles promises par le VI° plan pour la viande, le lait, etc. - thème que nous avons déjà traité – augmentations qui resteront des chimères.

Il y a une donnée qui s'avère décisive. On déclare que dans les investissements de capital de la part de l'État on est resté à 6 pour cent *au-dessous de l'objectif*, et cela ne peut pas ne pas être en rapport avec l'actuelle « réforme géante » du Soviet suprême qui touche surtout la centralisation étatique de l'investissement. Durant le V° plan, les investissements de l'État en capital augmentèrent de 92 pour cent, ce qui donne, comme on le sait, 14 pour cent par an. Entre 1954 et 1955 on a eu une augmentation de seulement 7 pour cent avec une chute étrange et brusque par rapport aux 18 pour cent obtenus entre 1953 et 1954. Ce qui conduisit à freiner les promesses pour le VI° plan comme nous avons eu l'occasion de le traiter amplement : on est descendu à 68 pour cent lors du quinquennat, ce qui représente 11 pour cent annuel. L'on n'a donc obtenu que 5 pour cent si l'on est resté *6 pour cent au-dessous de l'objectif !*

Sommes-nous donc en présence de manœuvres réformatrices « volontaristes » ou de la démonstration déterministe qu'il s'agit d'un capitalisme normal qui ralentit en alternant, comme toujours et partout, des avancées folles et des reculs sinistres ?

204. ORGIE DE MISÈRE MERCANTILE

Nous devons relever une dernière note de la communication récente sur 1956 : on dit que le *revenu national* (dulcis in fondo [156]) a augmenté de 12 pour cent. Dans notre exposition précédente nous avons déduit des chiffres officiels qu'en 1955 le revenu national soviétique se serait élevé à 370 milliards de roubles. Nous avions déduit ce chiffre des chiffres officiels correspondants, comme le chiffre d'une augmentation de 68 pour cent advenue lors du V° plan et celui de 60 prévu pour le VI° plan, augmentations auxquelles on fait correspondre, comme d'habitude, des augmentations annuelles de 11 et 10 pour cent environ. Il paraît étrange que le revenu ait augmenté de 12 pour cent, ce qui correspond à une augmentation plus importante que celle prévue justement quand la production a connu une augmentation inférieure aux prévisions. Cependant la diminution de l'investissement qui a été dénoncée aurait pu faire augmenter la part *consommée* du revenu qui influe sur le niveau de vie. Selon les données précédentes, le revenu de 1955, qui selon les prévisions devrait s'élever à 370 milliards de roubles, aurait destiné 155 milliards aux investissements et donc 215 milliards à

la consommation ce qui nous a fait déduire que le niveau de vie russe moyen était bas comparé à celui des autres pays.

Nous pouvons maintenant tenir compte d'autres données. Plus haut nous disions que la valeur du rouble en lires, que l'on affirme dans des publications philosoviétiques être égale à 155 lires, est beaucoup moins importante, et à partir des prix de biens de consommation, on en déduisit qu'elle était égale à un peu plus de 50 lires. Aujourd'hui, en date du 15 mai 1957, la presse italienne a annoncé qu'à la date du 1° avril la banque du commerce extérieur de l'U.R.S.S., unilatéralement, c'est-à-dire sans le besoin de l'accord des autres pays, a rectifié l'équivalence rouble-dollar, qu'elle avait établi depuis longtemps à quatre roubles, pour la ramener à dix roubles par dollar, c'est-à-dire qu'elle a fixé le rouble à 40 pour cent de sa valeur antérieure, en lires on est passé de 156 lires à 62 lires. Tout cela concorde avec nos estimations précédentes tant à propos du coût de la construction et de l'utilisation des maisons d'habitation que des prix des biens de consommation, même si l'on tient compte que dans les données de 1955 et de 1956 le rouble avait un plus grand pouvoir d'achat qu'aujourd'hui, au début de 1957.

Dans l'annuaire de 1955 de l'État russe il y a une autre indication qu'il est temps d'utiliser sur le volume du commerce intérieur de détail.

Les chiffres qui sont fournis grimpent à un maximum de 550 milliards de roubles pour l'année 1955 dont les données générales sont rapportées par ce dernier annuaire.

Le commerce russe pour la consommation est géré par l'État à 63 %, alors que les coopératives en gèrent 28 pour cent et que les 9 pour cent restants sont constitués par les ventes directes des petits producteurs, ce que l'on appelle le « marché kolkhozien ». Les denrées alimentaires constituent en 1955, 55 pour cent du commerce de l'État et des coopératives, alors qu'en 1940 elles en avaient constitué 63 pour cent si bien que les 37 pour cent de cette époque – constitués par d'autres marchandises de consommation (non alimentaires) - seraient devenus en dix ans 45 pour cent.

Un tableau de l'évolution du commerce dans le temps est également intéressant. De 50 milliards de roubles en 1932, on passe à 204 en 1940, à 409 en 1950, à 502 en 1955 (le marché kolkhozien exclu). À cet endroit il faut répondre à la question évidente sur la valeur réelle et non monétaire de cette masse de marchandises vendues. Depuis 1940 les chiffres monétaires donnés varient comme les indices 100, 200, 245. On affirme que la variation des prix a été 100, 186 et 138, c'est-à-dire qu'ils auraient augmenté pendant la guerre et l'après-guerre puis baissé durant le V° plan. Donc l'évolution du volume réel du commerce a été de 100, 108, 209, alors que si l'on fait le calcul correctement, comme le lecteur attentif peut le vérifier, on obtient seulement 100, 108, 178. La guerre aurait donc rendu stationnaire le commerce des biens de consommation pendant dix ans, alors que celui-ci aurait crû dans le dernier quinquennat de 108 à 178, c'est-à-dire de 65 pour cent, indice concordant avec le rythme du V° plan.

Pour le sixième plan on prévoit de passer de 502 à 830 milliards, en gagnant encore 65 pour cent. Mais qu'advient-il de cela si l'on tient compte de la variation de la valeur du rouble ? On pourrait dire que cette dernière est fixée d'autorité selon les convenances du commerce d'État avec l'extérieur, mais nous avons vu que les chiffres des coûts de la maison d'habitation et de la vie parlent en sens opposé.

Une fois cela établi, que le lecteur accepte une dernière comparaison que nous confions à son sens critique. Notons avant tout que, à part les chiffres donnés pour le « marché kolkhozien », la valeur de la masse des marchandises consommées en nature par les kolkhoziens reste en dehors de toute estimation, et cette valeur est difficile à calculer, mais dans tous les cas elle augmente le niveau de vie moyen « de tout le peuple » selon l'habituelle hypocrisie économique émulative et mondiale.

Il est douteux que l'on puisse consommer 550 milliards alors que l'on a indiqué pour revenu national, même implicitement, 370 milliards et alors que la part consommée, une fois déduits les investissements, se réduit à 215 milliards seulement.

Il est très étrange qu'avec les deux tiers du commerce entre les mains de l'État (*socialiste !*) les marchandises soient commercialisées à deux reprises pour être mangées une seule fois ! C'est, par rapport au mercantilisme *bourgeois*, du super-mercantilisme.

205. MYSTÈRE DU NIVEAU DE VIE

Pour faire une comparaison finale entre le niveau de vie en Russie et le niveau de vie dans les pays occidentaux, nous accepterons le chiffre de 550 milliards de roubles pour les marchandises consommées pendant l'année 1955. Si nous divisions ce chiffre par 250 millions d'habitants, la consommation par tête serait de 2 700 roubles.

Pour l'Amérique il faudrait diviser 260 milliards de dollars par 170 millions d'habitants, et l'on obtiendrait une consommation de 1 530 dollars par habitant.

Enfin pour l'Italie, à partir du revenu net consommable en 1955 de 10 200 milliards de lires et du nombre d'habitants de 48 millions, on déduit un revenu par habitant de 210 mille lires. La comparaison avec les États-Unis est facile : 330 dollars à la place des 1 550 : comme nous le savons bien nous sommes des consommateurs cinq fois plus légers.

Si nous appliquions au Russe le rapport de la banque pour le commerce extérieur de 10 roubles pour un dollar, il resterait 270 dollars, et encore une fois nous serions au-dessous du niveau italien.

Si au contraire (voir le paragraphe 183) nous partons – en utilisant toujours les chiffres officiels de l'État russe – du revenu « national » et si nous en déduisons l'investissement lourd, nous voyons le consommateur russe descendre bien au-dessous du consommateur italien, et cela *même* si nous admettons qu'en 1955 le rapport douteux de quatre roubles pour un dollar était encore valable.

On peut faire une tentative de résoudre la contradiction entre les données en attribuant l'excès des achats sur le revenu officiellement calculé justement à la masse des kolkhoziens (et en général des micro-producteurs) qui sont des crypto-rentiers. Compte tenu de la fiction selon laquelle en Russie seuls ceux qui touchent un « salaire » ont un « revenu » (c'est-à-dire justement ceux qui, si l'on croit Marx et non Keynes-Malthus, n'ont aucune sorte de revenu !), la différence entre les 550 milliards d'achats dans les magasins et les 215 milliards de revenu consommable « enregistré », attribuons-la à la masse agricole des entreprises familiales et à une certaine masse d'artisans ou de trafiquants du marché noir des villes et, de plus, à l'autre armée noire des « opérateurs économiques » *invisibles*, surtout ceux des industries d'adjudication. Le *revenu* des salariés de l'État (et des petits employés) s'élève à 215 milliards, nous estimons le nombre de ces derniers, après calcul, avec les familles à leur charge, et après avoir mitigé les absurdités officielles, à la moitié de la population totale (voyez notre recherche démographique dans les paragraphes 145 et suivants). Il en résultera que la Russie est un pays aujourd'hui plus industriel que l'Italie, et le revenu par tête de la classe ouvrière sera de 215 milliards de roubles pour 100 millions d'habitants et donc 2 150 roubles, ce qui est proche des 2 700 roubles que l'on déduit de la statistique du commerce. *Il n'est pas très important* que ces 2 150 roubles vaillent 215 dollars et 135 mille lires, ou un peu plus. Au milieu de tant d'incertitudes, admettons une équivalence d'un huitième de dollar : nous aurons alors 270 dollars et 170 mille lires.

L'important est ailleurs. Ayant un *plus grand* degré d'industrialisation, la Russie rémunère l'ouvrier, le prolétaire, moins que l'Italie en moyenne, et donc beaucoup moins que l'Italie industrielle pour ne rien dire des autres pays.

La différence entre 550 et 215, c'est-à-dire 335 milliards de roubles (il faut seulement en ôter la valeur réelle de la force de travail dépensée sur le lopin de terre par la moitié rurale de la population et dans d'autres rapports semblables) – qui représente donc en grande partie pas moins de la moitié de toute la consommation, c'est-à-dire de la totalité des 550 milliards des recettes des magasins - a dans la théorie de Marx un nom simple et connu : *plus-value*.

Que le rouble vaille ce qu'il veut au change de la banque des pillards mondiaux ; c'est le « socialisme » mesuré avec ces roubles ignobles et insaisissables qui ne vaut même pas le cancer qui le foutra en l'air.

206. DANS LE TEMPLE-ÉTAT, L'IDOLE D'OR

Jusqu'à il y a quelques années, et en vertu des théories « ajoutées » par Staline à Marx, l'argument principal pour opposer le « système socialiste » au système capitaliste était que la totalité, ou presque la totalité, du flux de la richesse et de la monnaie refluait dans la caisse unique de l'État.

Notre passage en revue des faits économiques – pour ce qui est des doctrines jamais trahies ni *améliorées* elles se défendent d'elles-mêmes ; leurs remparts ne vacillent pas sous les coups des philistins - s'approche de sa fin avec la constatation que même la devise « Tout à l'État » a elle aussi été mise à mal par l'*enrichissement* et la *mise à jour* risibles – c'est-à-dire qu'elle erre en lambeaux dans la misère et dans la nuit.

Mais même une économie entièrement incluse dans l'État est une économie capitaliste, elle en est même – et oui messieurs, c'est écrit dans les *tables* immuables - l'expression suprême. Ce n'est pas la peine de rappeler que l'économie socialiste se définit comme une économie sans État ; et l'État socialiste viendra mais pour expédier les affaires de la guerre sociale et la liquidation sans scrupules des résidus laissés dans l'homme par le capitalisme social et politique [157].

Dans les pays capitalistes une fraction importante de l'économie coule désormais à travers la machine administrative de l'État et, du reste, dans les formes de production les plus anciennes il y eut des stades où cette fraction était plus importante et même dans des rapports plus élevés si nous ne tenons pas compte dans cette comparaison des secteurs d'économie naturelle et non marchande. Les travaux de construction par exemple, comme Marx l'illustre dans sa première rédaction du texte du *Capital* récemment publiée par les Russes, manuscrits vieux d'un siècle (cahiers de 1857-1858), furent presque tous confiés à l'État dans les économies classiques (Rome) et dans les économies orientales encore plus anciennes (Égypte, Assyrie, …).

Si nous nous posons le problème pour les États-Unis, nous trouverons que sur 73 milliards de dollars du revenu national habituel, en 1939, l'État a dépensé 9 milliards, c'est-à-dire environ 12 pour cent, et si nous nous référons au produit national brut de 91 milliards, cela représente10 pour cent.

En 1955 au contraire les dépenses de l'État se sont élevées à 67 milliards contre 325 du revenu net et 412 du revenu brut, passant ainsi à 20 et 16 pour cent.

Cela signifie que pendant que l'« économie », en gros, dans cette période de 16 ans, devenait plus de quatre *fois* plus éléphantesque, son secteur étatique se gonflait pour devenir presque *huit* fois plus important. Nous, marxistes de 1857-1957, au lieu de dire : quels progrès le socialisme est en train d'accomplir en Amérique ! nous nous limitons à nous frotter les mains et à dire : dépêche-toi capitalisme ! Que le jour où tu dois crever advienne le plus vite possible !

Qu'en est-il – selon la méthode habituelle de nous autres « aprioristes », « dogmatiques » et sourds aux leçons de l'histoire - dans la pauvre petite Italie ?

En 1955, sur les 13 mille [158] milliards du produit national brut et sur les 11 mille milliards environ du produit national net, l'État a dépensé deux et un quart milliers de milliards de lires, c'est-à-dire 17 et 21 pour cent de la totalité. En matière de socialisme nous battons l'Amérique ! Et pensez donc si une crise bénéfique nous donne un ministère Pietro-Palmiro pour presser Pantalon [159]

La comparaison historique pour l'Italie ? Eh bien, grâce à Benito, en 1939 déjà nous étions en plein socialisme. Des 150 milliards du revenu national net, l'État en dépensa plus de 40, c'est-à-dire 27 pour cent ! Nous sommes les fils non dégénérés d'un tel socialisme, puisque nous sommes descendus à seulement 21 et plus pour cent aujourd'hui, contre 20 pour cent à l'Amérique.

Et maintenant passons à la Russie. Les dépenses du budget de l'État se sont élevées en milliards de roubles de 1950 à 1954 à : 413, 430 (?), 460, 514, 560.

Le chiffre qui doit nous indiquer l'économie en général est douteux pour les raisons bien connues des revenus en nature et des revenus cachés. Si nous élaborons nos calculs d'après les déclarations dans les congrès sur le revenu national, déclarations que nous avons données dans notre paragraphe 185, nous obtenons : 210, 230, 260, 295, 330 et nous restons un peu intrigués que l'État dépense *plus* que le « revenu national ». Le phénomène exige réflexion. Serait-ce cela le « socialisme » ?

207. REVENU ET BUDGET

Il n'est pas toujours facile de fixer les idées économico-sociales. L'atmosphère est saturée de rideaux de fumée. Dans ce cas, les bases ennemies ont disparu des deux côtés.

Il est clair que les Russes entendent par revenu national ce que nous appelons revenu *de la population*. Et donc il y figure, comme nous l'avons montré plus haut, tous les salaires et toutes les dépenses que paient l'usine d'État, le sovkhoze, les bureaux de l'administration publique, et ainsi de suite. Mais pour les « profits des entreprises », puisque l'on affirme qu'aucun particulier ne les consomme mais qu'ils sont versés à l'État ou réinvestis (avec l'accord du plan général) dans la même entreprise, on soutient officiellement qu'ils ne figurent pas dans le revenu national. Si cela était vrai, alors on ne devrait pas non plus soustraire, par exemple, des 370 milliards du revenu national de 1955 les 155 milliards des investissements, comme nous l'avons fait plus haut. Cependant, s'il en était ainsi, on pourrait faire une autre objection aux philosoviétiques : l'écart entre les 550 milliards du commerce pour la consommation et les 370 milliards du revenu national se réduirait au chiffre considérable de 180 milliards et diminuerait le rapport entre revenu consommé et revenu total produit, objet de polémiques violentes entre occidentaux et orientaux, mais admettons qu'il en soit ainsi. Le taux de 155 sur 525 serait toujours plus important qu'en Occident : 30 pour cent.

Les statistiques officielles exagèrent indubitablement quand elles exaltent la transformation de la Russie en pays industriel, quand elles annoncent 48 millions d'ouvriers et d'employés en 1955, comme nous le savons. C'est seulement maintenant, en 1957, que l'on assure avoir donné un salaire de 300 roubles par mois et 3 600 roubles par an ; la masse salariale serait donc de 173 milliards et elle reste donc très éloignée tant d'un revenu national consommable de 215 milliards – que nous avons déduit plus haut – que, à bien plus forte raison, d'un autre de 370 milliards. L'écart serait encore plus grand face aux 550 milliards consommés même si nous admettons que le fonds des salaires s'élève de 173 à 200 à cause du jeu des hauts salaires et des hauts revenus attribués à une petite minorité. En ajoutant la force de travail interne au kolkhoze on peut monter jusqu'à 275 ; nous n'en sommes toujours pour les salaires qu'à la moitié des 550 milliards de la consommation mercantile, ce qui veut dire que la moitié est de la *plus-value*, comme nous l'avons déjà déduit plus haut par une autre

voie, avec les réserves habituelles sur les chiffres russes, mais toujours à l'avantage de notre thèse.

Revenons au budget de l'État, en prenant 1952 dont nous avons les données complètes comme référence, ses dépenses élevées se répartissent comme suit : financement de l'économie nationale : 39 pour cent ; œuvres sociales et culturelles : 27 pour cent ; dépenses militaires : 24 pour cent ; administration d'État : 4 pour cent ; service de la dette publique : 2 pour cent ; autres : 4 pour cent.

Les entrées qui pourvoient à ces dépenses pour l'année 1954 - le budget russe étant donné toujours en équilibre pour des raisons compréhensibles – impôts indirects : 41 pour cent ; impôts directs : 8 pour cent ; *prélèvement sur les profits* : 16 pour cent ; emprunts : 3 pour cent ; autres : 32 pour cent.

Donc l'industrie d'État – excepté ce qu'elle reçoit par la suite pour de nouveaux investissements sur le compte des dépenses pour le « financement de l'économie nationale » - verse à l'État une partie de ses profits en couvrant ainsi 16 pour cent du budget de celui-ci. D'après la source dont nous sommes en train de nous servir (discours du commissaire des finances, Zverev, en avril 1955) les entreprises d'État firent 123 milliards de roubles de profit en 1954 : l'État en retira 92,6 comme nous l'avons dit, c'est-à-dire 75 pour cent, et le restant, 25 pour cent, figure comme « autofinancement », c'est-à-dire qu'il est transformé en un *capital* d'entreprise ultérieur et donc, en théorie, va toujours à l'État industriel et actionnaire unique des usines et des entreprises.

Le prélèvement de l'État sur les profits était jusque-là en augmentation continuelle, les voici à partir de 1949 : 49, 56, 61, 70, 72, 75 pour cent. À partir de 1957, *tout va changer* [160] *!*

Nous pouvons en déduire que les 118 milliards de profit de l'industrie d'État peuvent s'ajouter au revenu national des personnes *privées*. Dans cette définition stupide, le salarié est une personne *privée* alors que pour le marxisme la personne *privée* est celle qui vit du travail d'autrui : le travailleur n'est privé que si l'on utilise le mot grammaticalement en tant que participe passé, et donc au passif, le *privé* à l'actif (également à la barbe de la grammaire) est le petit et le grand bourgeois. Et l'État offreur de travail.

Avec cet ajout le revenu national s'élève pour 1954 à 330 milliards plus 118 milliards, c'est-à-dire 448 milliards, et l'on commence à s'approcher du budget de l'État de 570 milliards.

208. LE CHANCEUX FISC SOVIÉTIQUE

Il serait également plausible de penser que le revenu de la population a été donné après avoir été diminué des impôts, au moins des impôts directs qui sont les impôts (mais quelle espèce de socialisme !) sur le revenu privé, et nous pouvons ajouter 46 autres milliards portant ainsi le revenu national à 494. Nous pourrions également supposer que l'on n'a pas fait figurer dans la statistique du « revenu populaire » les dépenses que l'État a faites pour sa propre administration, c'est-à-dire le revenu de la très fameuse bureaucratie, dépenses qui se sont élevées en 1950 à 13,8 milliards, en 1952 à 20,8 ; pour 1953 on avait *prévu* 24,3 (on l'avait prévu l'année précédente) mais on ne sut pas ce qu'il en fut dans les faits ; alors que pour 1954 on n'a publié ni les prévisions ni les résultats. En faisant un calcul à partir des années précédentes, ces dépenses devraient s'élever à 25 milliards au moins. Il faudrait également ajouter au revenu du « peuple » les 10 milliards des intérêts privés passifs de la dette publique, et évidemment les 16 que l'État s'est fait prêter cette année et qui sont bien sortis de quelque part (en autres des confiscations sur les salaires versés par l'État). Cependant pour arriver à égaliser le budget de l'État-patron avec le revenu de la *nation*, il faut puiser un peu dans les autres parties : les impôts indirects et les dépenses inconnues.

La conclusion à laquelle nous avons conduit le lecteur est qu'en Russie l'État manie non pas 20 pour cent, ni 25 pour cent, mais 100 pour cent du revenu national qui, en réalité, pour pouvoir faire une comparaison avec *les autres pays bourgeois*, équivaut à : travail payé plus profits.

En effet, le volume du budget national, de plus de six cents milliards de roubles en 1955, atteint un ordre de grandeur qui correspond à la totalité du commerce des biens achetés par les consommateurs, *au volume des affaires*.

Si le revenu national évalué en Russie ne représente qu'en petite partie le paiement du travail vivant humain, et si la partie en excédent augmente toujours quand on ajoute au plus grand chiffre rencontré jusqu'à présent de 370 milliards de roubles les « profits de l'État » et ses diverses confiscations – ce en quoi il ne fait que suivre les traces de tous ses prédécesseurs historiques – il faut également penser que la partie de l'économie qui reste en dehors de l'État est peu importante en comparaison de ce qu'il en est en Occident (ce que tous regrettent hormis les véritables prolétaires), mais en revanche la partie de l'économie qui reste en dehors des calculs de la statistique est plus grande que partout ailleurs. Les raisons en sont au nombre de deux : la place importante faite à l'économie bloquée au niveau naturel dans les kolkhozes (et même dans d'autres secteurs), avec une consommation non mercantile du producteur qui n'est pas mesurable, et la part qui est abandonnée au marché noir des marchandises et des profits. Cette part est énorme comme le montrent toutes les périodes de guerre et d'exception dans lesquelles l'État capitaliste se met à tout faire et à tout imposer. Quand l'État proclame que tout le revenu consommable doit passer par ses caisses et être soumis à ses machines à calculer, une part toujours plus importante de la consommation se fait par des voies illégales, non tant pour acheter des marchandises que pour gagner de l'argent.

Il est certain que si le socialisme était la rentrée de l'économie à l'intérieur de l'État, il conduirait à cette situation de marché noir ou aux fusillades en permanence ; mais le socialisme est l'opposé, il est l'économie sortie du marché et de la circulation de la monnaie. Et c'est seulement ainsi que l'on peut mesurer ses progrès, en mettant le feu aux statistiques et en jetant les machines à calculer par la fenêtre [161].

Toutes les contorsions de la statistique russe ne donnent que la mesure de son reniement trivial.

Désormais la majorité des travailleurs a été habituée à tout avaler mais il est certain qu'au début cette histoire des impôts très élevés en Russie a été mal digérée. En vérité la chose la plus étrange est qu'elle ait été digérée par cette cohorte répugnante de petits-bourgeois, de commerçants, d'intellectuels, de pauvres paysans baisés par tous et qui sont malheureusement derrière les staliniens et les post-staliniens et chez qui l'horreur de l'agent du fisc, du percepteur de tous les impôts est immense.

209. DANS LE STOCK DES LUBIES DÉMOCRATIQUES

Dans le bagage misérable des agitateurs de foules qui, de façon toute analogue aux démagogues qui parlent aujourd'hui au nom du Kremlin, cherchent à attirer derrière eux les classes et les foules « populaires », on trouve un vieux lieu commun en matière d'impôt. Le voici : les impôts directs sont ceux aux moyens desquels l'État intervient pour prendre, pour lui et pour les services sociaux qu'il gère, une partie du revenu que chaque citoyen encaisse en argent. Et l'on entend par là revenu de propriété, revenu d'entreprise – c'est-à-dire d'industrie -, revenu de commerce. Aucun impôt direct sur le salaire ! est une « revendication » qui a toujours fait partie des lieux communs des socialistes démocrates, ou si vous préférez des démocrates socialistes et des démocrates sociaux, depuis un bon siècle. Et ainsi on était cohérent avec un théorème économique du marxisme : le salaire n'est pas un revenu ! Les revenus sont les parties différentes en lesquelles la plus-value se répartit : rente, profit, intérêt commercial et bancaire. Même si c'est justement la plus-value, au moyen de l'impôt, qui a pourvu à nous fournir le service des routes, des voies ferrées, des pompiers … ainsi que des policiers, des prêtres et des parlementaire.

En revanche on lançait l'anathème contre l'impôt indirect dans la mesure où celui-ci est payé par le consommateur, en l'ajoutant aux prix auxquels les marchandises lui sont vendues. Un tel impôt

est payé par quiconque consomme ; que la consommation soit effectuée au moyen du revenu ou du maigre salaire importe peu.

Il y avait donc deux cris magnifiques poussés par la démocratie philopopulaire et philoprolétarienne (pour ceux qui ne sont pas dégoûtés de son étreinte crasseuse !). Pas d'impôts indirects sur le pain du peuple, mais des impôts directs et, surtout, des impôts progressifs sur les revenus. Pour frapper ainsi les hauts profits et les gros rentiers. Des rengaines semblables et stupides sont encore en vogue au festival mis en scène par le Kremlin qui naturellement piétine le théorème facile de papa Marx. Les services de l'État se divisent en deux : ceux qui aident l'humanité et ceux qui la roulent. Dans l'un et dans l'autre cas, quel que soit le système des impôts, les dépenses pour de tels services sont payées par la plus-value et elle pèse sur la classe travailleuse.

Nous traitons donc ces messieurs non pas de marxistes mais de démocrates en leur jetant à la figure le fait, pour nous bien explicable, qu'en Russie on paie tout un tas de taxes et que de plus les impôts directs sont à peine un sixième des impôts indirects. Il serait facile de répondre que, étant donné qu'il n'y a plus de gros rentiers, l'État ne ferait pas une bonne affaire en taxant les hauts revenus, et ce serait également confesser officiellement qu'il en existe, ruinant ainsi la propagande.

Nous voulons seulement tourner en dérision la prétention des agents extérieurs du Kremlin d'être au-dessus des vieilles sornettes dépassées de l'économie démocratique. Ceux qui suivent la marche de cette économie, en l'appuyant dans la recherche et l'exaltation de l'investissement et de la démocratisation non seulement de la propriété de la terre et de la maison, mais même du capital industriel et commercial, n'ont aucun droit de faire cette affirmation.

Mais est-il donc possible de laisser debout, même un moment, ne serait-ce qu'une lueur timide de cet éblouissant feu d'artifice de mensonges qui nous a permis de disperser la bigoterie de la petite économie, quand chaque jour on sacrifie à la pire superstition envers les mots d'ordre démocratiques et pire encore en politique, en droit, en morale, en philosophie ?

Celui qui a déserté la critique de la statolâtrie et du légalisme constitutionnel, du caractère sacré de la famille et de la personne qui réunit tout, même l'hommage au pire piétisme et au pire fidéisme que, jadis, la démocratie bourgeoise laïque elle-même avait dépassés, celui-là a-t-il le droit de maintenir la critique au système bourgeois des impôts ?

Celui qui s'agenouille devant le chapeau du cardinal polonais et qui n'hésite pas devant des expressions de ce calibre (voyez notre dernier numéro [162]) : « Renforcer le prestige de l'Église et étendre le magistère du clergé », celui-là peut-il encore bredouiller du marxisme en économie (nous allons parler brièvement et rapidement du système fiscal russe) ? Après cela les journaux bien-pensants (la revue Tempo) ont raison d'écrire « S'il est vrai que le marxisme ne détruit pas la religion, il est également vrai que la religion ne détruit pas le marxisme ». Il y a un pacte historique en cours, mais pas avec le marxisme, entre deux prostituées de l'histoire, la religion et la démocratie, et des deux c'est la seconde qui est digne d'avoir sa carte de police.

210. LE SYSTÈME DES IMPÔTS

Il est tout à fait naturel que le système fiscal de l'État soviétique soit né comme un système mixte et qu'il se soit développé peu à peu pour s'adapter à une économie qui s'industrialisait toujours plus. Puisque cependant, après les années de la N.E.P., il fut clair qu'il allait se développer un immense marché monétaire intérieur parallèle, et puisqu'après les années de fausse « collectivisation » agricole il devint évident que les formes privées coopératives et même individuelles allaient pareillement progresser énormément, il fut inévitable que le système des impôts s'appuyât sur trois secteurs : le secteur « socialisé », plus exactement celui géré par l'État – le secteur coopératif – le secteur privé.

Pour éviter les confusions dans les idées nous dirons immédiatement que dans l'économie socialiste il ne peut être question d'impôts payés en monnaie : l'administration sociale disposant à un moment donné de tous les produits, elle les répartit en retenant la part qui correspond aux services généraux et laisse le reste aux consommations individuelles quotidiennes ; tel est le schéma marxiste [163].

Mais même une économie totalement étatisée, tout en restant monétaire, pourrait fonctionner sans impôts. Si le centre étatique faisait entrer dans sa caisse tous les « profits » des entreprises

étatisées, et si les entreprises étaient toutes pratiquement étatisées même dans l'agriculture, on pourrait ainsi récolter tout l'argent des dépenses pour les services publics généraux.

Si l'impôt en argent existe et s'accroît, cela veut dire que même l'étatisation totale (qui est pour Marx une phase « non stable » d'une période révolutionnaire) non seulement n'est pas atteinte mais qu'elle va en se relâchant. Toutes les informations de 1953 vont dans ce sens, même les dernières. Ce processus, par une étrangeté de l'histoire ou par une coïncidence pure, suit la mort de Staline qui en a facilité la confession. Nous n'avons pas seulement en Russie un capitalisme d'État, mais un capitalisme d'État mélangé avec un capitalisme privé et dans ce mélange la dose du premier diminue. Non seulement ce n'est pas le résultat d'un processus d'une révolution socialiste mais il n'améliore même pas les conditions nécessaires à cette révolution.

Le concept de Lénine d'« impôt en nature » à charge de la famille paysanne et coopérative, en tant que claire mesure bourgeoise, est abandonné. L'État prélève des denrées mais contre de l'argent et selon une méthode qui est toujours plus à l'avantage de la population agricole, aux dépens de la population industrielle.

En 1945, le spécialiste sérieux Bettelheim écrivait : « La part la plus importante de l'impôt sur le chiffre d'affaire est fournie par les produits issus du blé, par le pain, ce qui est rendu possible par le fait que l'État achète à bas prix et avec des mesures coercitives les céréales qu'il revend beaucoup plus cher à la population sous forme de farine et de pain. En 1937, sur 77 milliards de roubles de l'impôt total, 24 furent fournis par les produits agricoles et 20 par l'industrie alimentaire ; seulement 9 par l'industrie lourde. »

Ces derniers jours de 1957, alors que la marche à grands pas entreprise en 1953 se poursuit, entreprise dont le sens est d'utiliser le plus grand rendement de la production et de la technique dans le seul but de fonder une société statique de consommateurs-propriétaires dans le cadre de familles autonomes, L'Unità se fait écrire ceci de Moscou : « Les erreurs (quelle barbe !) découvertes et dénoncées étaient au nombre de deux : une charge financière excessive imposée aux paysans au moyen d'exactions fiscales, les prix trop bas pour leur production et les réquisitions élevées ; un respect (!) insuffisant de la nature coopérative des kolkhozes qui a abouti à tout imposer du haut, etc. » (numéro du 26 mai).

La régionalisation actuelle, et pire, la régionalisation de la machine industrielle elle-même sont d'autres pas qui vont également dans un sens contraire à celui de la tradition de Staline et de la révolution. Elle prélude, selon désormais les claires paroles de Khrouchtchev, à l'idéal d'une industrie fragmentée, coopérative et kolkhozienne, idéal qui est le même que celui de la contre-révolution bourgeoise en Amérique, et dont le futur proche donnera une démonstration éclatante.

211. LES FORMES DE L'IMPÔT

Dans le premier secteur, l'économie socialisée, l'impôt en argent « sur le chiffre d'affaire » suit chaque produit à partir de son origine dans chacune de ses transformations successives. Personne ne nie qu'il s'agisse d'un impôt « indirect », mais il y a depuis de nombreuses années une grande discussion, les économistes soviétiques prétendant que l'on n'a pas affaire à un véritable impôt sur la « consommation » mais à un simple prélèvement, forfaitaire et « a priori » sur les profits des entreprises d'État et des coopératives.

En effet, si tout partait de la caisse unique de l'État et y revenait, si tout mouvement de valeur se réduisait à une entrée et une sortie dans le budget de l'État, dans le décompte final il serait indifférent que l'on laisse une entreprise faire un profit de cent pour lui en prendre quarante et lui en laisser soixante, ou qu'on lui fasse d'abord payer vingt de taxes sur le bénéfice puis qu'on lui dise de verser vingt autres du revenu net. En fait, si le prix final au consommateur est le prix d'État, ce prix, en tant que tel, resterait indifférent au fait que le prélèvement se fasse en un ou deux temps. Mais un tel impôt ne se paie pas au moment de la production ni au moment de l'encaissement d'un revenu, mais à chaque fois qu'un échange monétaire advient entre deux entreprises et en raison du montant monétaire de cet échange.

Des taxes sont également perçues sur les entreprises agricoles et non coopératives (kolkhozes) et sur les entreprises familiales des kolkhoziens. Mais ce n'est qu'au début que la taxe était proportionnelle à la superficie (ensemencée), de façon analogue à l'impôt foncier commun, par la

suite elle s'est appliquée là aussi également sur les « bénéfices » de l'entreprise, sans rien changer au fait que cette jouissance a la même étendue que la jouissance foncière bourgeoise.

Les impôts à charge du secteur « privé » sont moins importants, ils frappent les petites entreprises agricoles, industrielles et commerciales officiellement admises. Mais la chose qui « semble la plus logique de toutes » est qu'un tel impôt frappe le salaire de l'ouvrier (aujourd'hui s'il est au-dessus d'un certain minimum, comme nous le vîmes) en répétant le non-sens qu'il y a à traiter le salaire comme un revenu monétaire et non plus comme une « injection d'aliments » destinée à conserver au prolétariat son caractère de réservoir de force de travail dans la génération vivante et dans sa reproduction physiologique. Le socialisme voudrait dire que le salaire abandonnerait ce caractère de revenu monétaire ; mais dans le système de servitude salariale au capital d'État, la forme édulcorée d'« émancipation », que l'on peut exprimer en termes monétaires, donne immédiatement occasion à l'apparition de l'impôt, et à un taux élevé pour en sauver le caractère « progressif » ! Cet impôt sur le revenu est l'impôt direct et l'on ne peut donc pas dire qu'il frappe le prolétariat en tant que consommateur, il fait pis, il le frappe en tant que « producteur » de ce qu'il ne produit pas, c'est-à-dire du revenu, lui qui n'encaisse que ce qu'il devrait consommer. Et il en est ainsi dans tout le système deux fois, trois fois, en additionnant les effets de tous les impôts.

212. L'ÉTAT ENTASSE L'OR

La clé de tout le système est que l'État doit accumuler de l'argent pour que le cycle salaire-marchandises-argent puisse ne pas s'arrêter. Nous avons vu que le flux des milliards de roubles arrive dans le budget. Environ la moitié de ce budget est constituée des impôts, c'est-à-dire de l'argent recueilli dans la population. Le fisc de l'État capitaliste économique est plus terrible que celui de l'État capitaliste seulement politique, ou économique « en partie », comme chez nous. L'État n'a pas le problème d'exiger, il lui suffit de ne pas verser ! Le petit producteur, le kolkhozien, le crypto-rentier, l'opérateur camouflé, figures privilégiées dans la société russe, doivent, comme notre vulgaire contribuable, être dénichés et forcés à payer : l'employé de l'État, ouvrier urbain ou rural salarié, et également le fonctionnaire qui reçoit un traitement (nous espérons que l'on a bien compris que ce qui intéresse le marxiste c'est la structure du rapport de production, et non la banale question : est-il bien payé ou mal payé ? Avez-vous ou non appris de la vie dans la société bourgeoise que plus la masse d'argent que l'on manipule est importante et plus on se sent roulé quand on la voit diminuer ?) sont « à la merci » [164] de l'État-patron qu'ils sont eux-mêmes selon une économie indécente et une littérature obscène !

Donc, l'État obtient des impôts la moitié des milliards dont son ventre horrible a besoin, il en obtient seulement 16 pour cent par les prélèvements sur les profits des entreprises et le reste lui vient de sources « diverses ».

Mais deux autres phénomènes – phénomènes classiques parmi ceux au moyen desquels Marx définit l'accumulation capitaliste primitive qui eut son épopée en Occident du XVI° au XIX° siècle et qui aujourd'hui fait rage en Russie - gonflent l'État d'or : le système du crédit bancaire et de l'épargne, et celui de la dette publique.

L'État gère l'épargne que les citoyens sont, d'une manière ou d'une autre, contraints à verser dans les banques qu'il détient – l'État, avec une méthode, nous l'avons déjà dit, dix fois plus sûre que celle des États capitalistes au sens historique et non encore au sens économique, fait des roubles au moyen des prêts du « public » à qui il promet des intérêts. Et l'ouvrier qui dans les pays bourgeois peut facilement et vigoureusement « cracher » [165] sur l'affiche qui le montre du doigt avec le slogan De l'or pour la Patrie ! paie en Russie au moyen de retenues et ne s'en aperçoit pas. En effet, si Crésus et Harpagon s'aperçoivent des paiements qu'ils effectuent avec leur caisse hypertrophique, le travailleur sans réserve rit de sa bourse vide et, s'il est conscient, voudrait seulement avant de crever voir brûler tous les billets de banque et tous les titres de papier ; il n'est pas un seul de ces titres pour lequel le crédit ne soit pour la canaille bourgeoise et le débit pour lui ; Charles Marx (et nous le crûmes pour les siècles des siècles) sut l'expliquer au ministre Gladstone et couvrir de honte la richesse de la Nation qui au moyen des flux décrits plus haut, flux de sueur humaine, se construit en Russie comme dans tous les États de l'empire mondial du Capital.

Avec le produit des prélèvements sur les profits de ses entreprises, timides jusqu'à hier, et nuls demain, l'État ne fait pas seulement qu'investir en de nouveaux moyens de production

(accumulation capitaliste par excellence) puisque les chiffres sur lesquels nous nous sommes longuement arrêtés montrent que les investissements sont moins importants que les prélèvements. En effet, alors que nous pouvons admettre que l'impôt élevé va aux services d'État généraux, sociaux et culturels – comme fait tout État dès qu'il sort du secteur des services strictement physiques (aucun n'est apolitique, sauf peut-être les pompiers et le D.D.T. [166]) avec des intentions sociales et culturelles sinistres et difformes qui, en Russie comme ailleurs, ne sont pas faites pour réchauffer la lutte pour la société de demain – les prélèvements de bénéfices servent en grande partie à soutenir le passif des entreprises déficitaires que l'État doit financer pour qu'elles ne ferment pas et qu'un secteur de la population ne tombe pas d'un niveau de vie déjà ultra-compressé à l'état d'inanition complet.

L'État capitaliste intégral a une machine qui, plus que toute autre, est adaptée à comprimer la distribution du minimum vital ; mais il n'y réussit pleinement que dans la sphère où l'économie est toute entière sous le contrôle de son administration, alors que le contrôle sur les ressources des classes moyennes lui échappe bien plus qu'il n'échappe aux États capitalistes qui se définissent comme « libres ». Ces classes moyennes sont fragiles en soi, même quand l'État les « respecte » lâchement et a intérêt à les sauver.

213. LA CONTRADICTION ATROCE

Le drame de la société russe est arrivé à son avant-dernier, sinon son dernier, acte depuis les tournants de 1953 ; son hymne est le chant funèbre à Joseph Staline qui oscille tragiquement entre l'apothéose et la malédiction.

La machine qui fait passer les roubles de l'ouvrier au Trésor Public est toujours là prête à fonctionner ; et l'on essaie de répandre ultérieurement des fumigènes pour cacher l'impuissance d'une telle machine envers les économies qui échappent au rapport salarié-administration centrale.

D'autre part la « politique » de l'État russe actuel est attirée par des forces irrésistibles vers le radeau de sauvetage moderne du capitalisme universel : la protection d'une société que nous avons bien définie comme « kolkhozienne » ; et il est bien clair que nous n'en faisons pas une « découverte », ni une prétendue nouvelle forme qui s'insérerait de façon absurde entre capitalisme et socialisme, un néoplasme qui serait un pléonasme dans la série historique des modes de production établie par notre doctrine cardinale.

La société « kolkhozienne » - définie par l'extension de cet adjectif en dehors du domaine originel de la production agricole parcellaire à celui de toute structure qui veut s'axer, autour de l'individu, sur la famille, la maison d'habitation, le mobilier, un pécule domestique – n'est pas une forme qui existe ni qui existera dans l'histoire, mais seulement une couche d'incrustations hybrides superposée aux formes de pouvoir économique et aux formes impériales de la puissance du capital. Sa généralisation n'est pas une donnée de l'histoire en cours mais seulement une illusion de classe, une forme et une formule d'agitation pour la manœuvre de classe de conservation du mode de production bourgeois classique et historique dont les traits essentiels nous sont connus sans doute ni incertitude aucuns depuis environ un siècle.

Les formes instables et invertébrées du kolkhozianisme sociales se succèdent à l'arrière-plan de la lutte entre capital et prolétariat ; elles apparaissent à visage découvert dans toutes les phases historiques de décomposition et de dégénérescence du mouvement ouvrier ; elles sont l'atmosphère vitale de l'infection bactérienne appelée opportunisme dans tous nos textes fondamentaux ; c'est quand le prolétariat recule et s'égare qu'elles semblent s'avancer sur la scène de l'histoire avec toutes leurs manifestations dégoûtantes et philistines.

Les classes sociales qui s'enfoncent dans cette fange douteuse séparant les véritables classes apparaissent et disparaissent avec la même facilité [167] ; quand la tempête fait rage ces foules grises se dispersent et se brouillent. Il est facile de prévoir que les formes économiques et sociales corruptrices, avec lesquelles le grand capital les fait prospérer, se montreront à la venue de la crise extrêmement précaires. Ainsi par exemple l'emprunt populaire forcé lancé par l'État russe a, pendant de longues années, exalté la psychologie petite-bourgeoise du petit propriétaire qui caressait dans sa bourse ses

titres et ses coupons d'intérêt ridicules. Un jour on a déjà vu cet échafaudage fragile s'écrouler en annulant la valeur du petit coupon [168] à échéance, prélude à la confiscation de ce microcapital cellulaire et anémique distribué aux victimes du capitalisme. La fin sera la même, en Russie, pour l'épargne personnelle et familiale accumulée dans les succursales des banques contrôlées par l'État ; un jour la plate-forme artificielle d'un échafaudage aussi vermoulu tremblera, le monstre-État au ventre couvert de feuilles d'or avalera ces pauvres miettes d'une seule bouchée.

En Russie, mais également en Amérique comme ailleurs, ces nodules familiaux d'accumulation de petits privilèges et de petites jouissances, pour les neuf dixièmes inconsistants et relevant de la toxicomanie, échapperont aux mains des kolkhoziens naïfs sinon par réquisition de l'État central, par force des nécessités économiques lorsque les nuages sombres du chômage et des insolvabilités s'avanceront, par « libre aliénation ». À l'échelle historique la grande accumulation et la concentration la plus monstrueuse reprendront leur chemin sinistre et retentissant, alors que du côté opposé la rumeur de la Révolution, non moins terrible, recommencera à résonner.

Nous sommes actuellement dans la phase où il s'agit de repousser le spectre de la prolétarisation foudroyante des petits bénéficiaires et de continuer l'arrosage à coups de petits pots de vin qui alimentent de pâles foyers d'entreprises domestiques dans leurs appétits tenaces et aveugles. Donc la consigne est de proclamer à tous la sainteté, l'utilité et le respect de ces petites réserves de richesse, en demandant de moins en moins à l'appareil fiscal qui opère les prélèvements sur les produits et sur les profits d'intervenir, et en donnant davantage de cadeaux au moyen de mille proxénétismes relevant de l'assistance et de la « culture ». Ce n'est qu'une édition du milieu du vingtième siècle de l'ineffable Farine, Farine et Gibet [169] que l'on offre aux couches des microcristallisations kolkhoziennes.

Puisque cependant l'impératif catégorique d'accumuler et d'investir de grandes masses de valeurs ne connaît pas de trêve, il faut que se poursuive la pression, mal dissimulée par les formes urbaines d'encouragement stérile à un minimum d'aisance dans la maison et la famille, sur les masses des salariés des grandes entreprises industrielles dont on ne peut même pas simuler longuement une molécularisation. L'État pompeur de roubles continue en haletant sa thésaurisation éléphantesque aux dépens des ouvriers industriels des villes.

Et cependant les soudures des budgets monétaires se décollent, la montagne d'or s'écroule et s'écaille, la ressource de la superaccumulation centrale, lue dans son expression monétaire, menace terriblement de disparaître, et la machine gigantesque ainsi conçue, qui a pour moteur la course centripète de tous les roubles dans la caisse centrale de l'État, menace sérieusement de s'enrayer. Il apparaît que le socialisme, en tant qu'équivalent à la centralisation de la monnaie, est un immense mensonge.

214. LA VIEILLE INFAMIE : UN « COURS NOUVEAU »

Le dernier écrit de Staline sur les problèmes économiques du socialisme avait pour double objectif de maintenir l'attribution de l'adjectif socialiste à l'économie russe et de justifier, en relation à cela, le jeu dans la production et la distribution russes de la loi des valeurs échangées comme équivalents, donc le caractère de marchandise des produits et de la force de travail et l'expression monétaire de la dynamique des entreprises de production, qu'elles soient privées, coopératives ou étatiques.

Une fois mort Staline en 1953 - et après les rumeurs connues de rectifications de tirs au temps de Malenkov qui, une fois l'ultrastalinien Béria supprimé, opéra un tournant dans le domaine économique avec la formule : « moins de production d'instruments et plus de production d'objets de consommation » - la bombe du XX° congrès éclata en février 1956, congrès que l'on a étiqueté, comme d'habitude, à l'aide de grands noms : Khrouchtchev et Boulganine. La bombe était la révision du stalinisme et du jugement sur Staline, mais seuls les naïfs s'attendaient à ce que l'on corrigeât également un tant soit peu les blasphèmes antimarxistes des Problèmes et l'« arrangement » mercantile, monétaire et d'entreprise du socialisme (même de stade inférieur). On parla de revenir au marxisme-léninisme pur en corrigeant Staline qui l'avait abandonné, mais on ne condamna en rien Staline économiste (ou mieux apologiste de l'économie capitaliste). L'idole d'hier fut jugée comme chef politique et homme d'État, en tant que généralissime en temps de guerre et diplomate en temps de paix, décrié en tant que dictateur trop cruel et faussaire de l'histoire et comme provocateur d'une

troisième guerre mondiale (comme si l'on pouvait être marxistes et dire que la guerre avait été provoquée par quelqu'un).

En un mot on accomplit le pas sensationnel de jeter Staline à bas des autels, mais les fautes qu'on lui reprocha n'étaient pas les blasphèmes économiques ni les crimes tactiques qui consistaient à faire la putain dans le monde entier auprès des classes moyennes, de leurs partis opportunistes et des États de l'impérialisme capitaliste ; on lui reprocha au contraire d'avoir été un mauvais démocrate, un mauvais pacifiste, un mauvais philanthrope social. Il fut clair que l'on abandonnait Staline pour aller plus effrontément que lui dans la direction opposée à Marx et à Lénine ; et l'on eut droit pour cela à une grande quantité de déclarations en matière politique, quant aux rapports entre les États et entre les classes, quant aux violations des principes de base sur les concepts de dictature, force et violence, et des principes tactiques sur l'anéantissement des partis petits-bourgeois et réformistes ; mais, en matière économique, personne ne prouva clairement que l'on était beaucoup plus antimarxiste que Staline ; on admit seulement que l'on pensait la même chose que lui à propos de la dimension mercantile, financière et d'entreprise de l'économie russe, et l'on était donc au moins aussi antimarxiste que lui.

Avec le nouveau tournant d'aujourd'hui qui se relie à la session du Soviet Suprême de février 1957 on accomplit une autre étape de ce fait historique que, depuis 1953, nous appelons la « Grande Confession ». On entre de façon décisive dans le domaine économique ; et comme c'était logique on y confirme les tournants politiques dans la même direction décisive, vers des positions bourgeoises et capitalistes, et d'autres encore plus sensationnels sont à prévoir. Les formules ont valeur de symbole. À tout ce qui arrive en Russie nous pouvons appliquer la formule : nostalgie de Staline.

La session de février du Soviet Suprême chargea le gouvernement et le parti de préparer un rapport et un texte de thèses sur la « réorganisation de l'industrie soviétique ». Ces thèses dues à Khrouchtchev ont été rendues publiques le 30 mars et en ces jours de mai le Soviet Suprême les a adoptées.

On ne cache pas qu'il s'agit d'un bouleversement fondamental, d'une véritable révolution intérieure. La synthèse du « tournant », selon la définition même qu'en donnent ses partisans, est l'abandon du « centralisme ». Elle s'applique à la constitution de l'État puisque de nombreuses fonctions du gouvernement central de l'État passent aux républiques fédérées dont on proclame une autonomie nouvelle. Elle s'applique également à l'économie puisque l'on supprime la direction du centre en faveur des conseils locaux de chaque république et même, pour les grandes républiques, en faveur des conseils de région et de province. Et il y a plus : la gestion et la planification par grands secteurs d'industrie, qui partait du centre pour toute l'Union, cède le pas à une gestion et une planification de tous les secteurs en un système de territoire restreint. À la structure verticale on substitue une structure horizontale.

215. COMMUNISME ET « CENTRALISME »

Naturellement, avec une impudence totale, cette vague de dispersion centrifuge des énergies, qu'il est bien facile de définir comme « populaire », « démocratique » et – ajoutons-nous – « libérale », est elle aussi présentée comme conforme aux doctrines de Marx, de Lénine et aux traditions du bolchevisme russe.

De même que Staline inventa le « principe léniniste de l'édification du socialisme dans la seule Russie », qui était l'opposé de la lutte historique qui eut comme chef Lénine tant qu'il fut vivant, de même aujourd'hui les liquidateurs de Staline en inventent adroitement – avec les développements historiques qui en découlent ! - un autre non moins mensonger : « le principe léniniste du centralisme démocratique dans le développement économique ».

On énonce la chose de nombreuses fois de façon encore plus salement antimarxiste : « démocratisation de l'économie » ! Une fois ceci fait, il n'en faut pas plus pour naviguer en plein capitalisme et libéralisme bourgeois.

Nous, marxistes radicaux, nous nous rattachons à la définition de la ligne marxiste qui fut donnée par nos adversaires lors des polémiques de la Première Internationale aux alentours de 1870. Nous acceptons l'accusation et confessons notre faute : de même que nous sommes les autoritaires contre les libertaires, nous sommes pareillement les centralistes contre les fédéralistes.

Au temps de Marx, de Lénine, de même qu'aujourd'hui, la bataille des révolutionnaires contre les opportunistes se pose de la même façon.

La formule du « centralisme démocratique » fut – il est vrai – donnée par Lénine lors de la reconstruction des partis marxistes et de l'Internationale Communiste. Elle se référait cependant à l'organisation interne des partis et de l'Internationale et non à la société économique ; ni en tant que programme intégral du communisme, ni en tant que programme de politique économique dans la Russie, société en mouvement entre féodalisme et capitalisme, dans l'attente de la révolution prolétarienne occidentale.

Les socialistes de droite, les réformistes, les collaborationnistes d'avant la première guerre mondiale et les sociaux-patriotes durant cette dernière guerre ont toujours été anticentralistes. Une telle racaille, avec laquelle nous étions à couteaux tirés depuis un demi siècle, était pour toutes les « autonomies », et surtout pour les autonomies « locales ». La thèse de ces traîtres au prolétariat était qu'une organisation locale, urbaine ou provinciale - disons une organisation du parti – pouvait décider toute seule, et même contre l'avis supérieur du parti, de la conduite à tenir dans l'action locale, dans la tactique, dans les accords avec les autres partis. En niant cette autonomie en 1870 aux libertaires et en 1900 aux révisionnistes, les défenseurs de la tradition intégrale de Marx et d'Engels défendaient la priorité de la question du pouvoir central contre tout attentat passé, présent et à venir. Le pouvoir de la classe bourgeoise étant toujours plus centralisé, celui du parti du prolétariat l'était également dans son action comme dans sa doctrine.

La lutte contre les sociaux-chauvins se déroula sur un plan identique, sur lequel se plaça la plate-forme vitale du « léninisme ». Les traîtres voulurent que chaque parti fût autonome dans son attitude face à la guerre, jusqu'à admettre que, alors que le parti serbe (par exemple) saboterait la guerre (et il le fit bien qu'elle fût défensive !), le parti autrichien conserverait le droit de voter les crédits de guerre à François Joseph et d'appuyer son gouvernement (pourtant, pour parler en langage populaire, « agresseur »). Nous, avec Lénine, nous exigeâmes que l'on respectât l'engagement international qui liait les partis nationaux et que ceux-ci n'eussent jamais le droit de décider au moyen d'une consultation « démocratique » interne le respect ou la violation du pacte central et de classe.

Une fois la doctrine du pouvoir révolutionnaire - avec deux uniques personnages centraux : l'État capitaliste et la Révolution prolétarienne - développée par les écrits classiques de Lénine et des siens, une fois le programme marxiste de la stricte dictature centralisée comme pouvoir révolutionnaire qui détruit l'État bourgeois et met en pièces la machine unitaire du pouvoir communiste fièrement revendiqué, encore une fois on dispersa toute conception qui laissait une quelconque place aux pouvoirs locaux et à des ententes fédérales d'organes autonomes qui pouvaient décider chacun pour leur propre compte.

À une telle doctrine de l'État – qui porta à son maximum l'indignation des sociaux-traîtres et des ex-marxistes d'un côté, et des anarchistes et syndicalistes à la Sorel de l'autre, tous variantes de la peste « autonomiste » et « initiativiste » (concepts qui sont pour nous équivalents à bourgeois) - correspond une doctrine analogue pour la vie du parti de classe révolutionnaire.

Le caractère centralisé de la direction du parti – et donc de l'Internationale qui est considérée par Lénine comme le parti par excellence – fut accepté par tous et quelques éléments de tendance petite-bourgeoise autonomiste, même s'ils avaient une attitude extrémiste, furent expulsés de la même façon que les éléments de droite également rétifs à la main ferme de la direction centrale qui, historiquement, ne pouvait avoir d'autre siège qu'à Moscou [170].

Ce fut à ce moment que Lénine, dans le but de régler la vie intérieure de l'Internationale, utilisa dans ses thèses historiques l'expression de « centralisme démocratique ». Nous, membres de la gauche italienne, proposâmes – et encore une fois les faits nous ont donné raison - de remplacer cette formule que nous jugions dangereuse par celle de « centralisme organique » [171]. Nous allons nous expliquer immédiatement, mais laissez-nous écrire d'emblée que celui qui travaille à démanteler le centralisme, sans adjectifs, outrage Marx, Lénine et la cause de la révolution : c'est un complice de plus de la conservation bourgeoise.

216. INCAPACITÉ À LA DIALECTIQUE

Dans la puissante dialectique de Lénine, l'adjectif démocratique, appliqué ici à la notion de centralisme dans le but de définir précisément la dynamique interne du parti de classe, n'était pas du

tout opposé à l'extermination de la superstition démocratique qui est le contenu essentiel du marxisme, comme Lénine le revendiqua en repoussant la vague opportuniste de son époque qui avait les mêmes caractéristiques que la vague contemporaine, triomphante et hurlante qui a pour origine le Kremlin.

Le concept de Lénine se place au niveau organisationnel et il se réfère à la régulation de la vie du parti. Dans la phase historique qui précède et accompagne immédiatement la révolution il ne peut pas y avoir de parti sans statut et sans charte constitutionnelle. Nous, marxistes, nous nous moquons d'une constitution de la société communiste parce que s'il y en avait une nous n'aurions pas parmi nos canons la disparition de l'État. Nous nous moquons d'une constitution et d'une démocratie interne à la classe ouvrière car si nous l'admettions nous devrions effacer tout notre programme historique qui consiste en la disparition de la classe(le mot classe n'a pas de singulier ; quand la division de la société en classes disparaît, il n'en survit aucune).

La démocratie ouvrière constitutionnelle sous la domination du capital équivaut à la constitution qui donne aux esclaves le droit d'appartenir à leur catégorie en vertu de la marque au fer rouge qu'ils peuvent montrer sur leur épaule. Voilà à quoi l'illusion néfaste des travaillistes, des syndicalistes et des ordinovistes se réduit.

Lénine traitait du fonctionnement technique du parti et sa façon de poser le problème était dialectiquement cristalline. Nous l'avons compris à cent pour cent, mais nous vivions sous la pression terrible du capitalisme parlementaire et démocratique que lui n'avait jamais subie, lui et son parti ayant glorieusement mis le fer dans la gorge de ce capitalisme avant même qu'il commençât à respirer. Nous craignions que la formule ne pût – et c'est ce qui advient aujourd'hui – être pillée par de futurs traîtres, chose possible tant que l'enterrement mondial de la démocratie bourgeoise, de la démocratie dans la société, de la démocratie en général, n'aura pas été célébré : cet enterrement était loin en 1920 et il l'est encore aujourd'hui, après tant d'années, et nous n'avons pas pu envoyer à temps des couronnes rouges colossales avec l'inscription : de la part de Charles Marx – de la part de Vladimir Lénine – de la part de fossoyeurs modestes mais joyeux.

Il était bien évident que les décisions du parti, de la base au sommet, ne pouvaient pas être prises, pour des raisons techniques, au moyen du système naïf du décompte des voix. Une fois cela admis, il s'agissait de réaffirmer la catégorie primordiale du marxisme, à savoir le centralisme, l'unité homogène, la garantie contre les néfastes velléités individuelles de groupe, de localité et de nationalité.

Le parti dans sa vie interne, une fois historiquement ramené à la doctrine originelle, une fois son organisation épurée avec l'élimination des couches corrompues, renforcé dans l'action avec des décisions tactiques d'ampleur mondiale et révolutionnaire, et sa dynamique centralisée ainsi assurée, est en un certain sens une anticipation de la société communiste dans laquelle le dilemme entre décision du centre et décision de la base perdra son sens et ne se posera plus. Mais il vit et œuvre à l'intérieur de la société de classe et subit les déterminations et les réactions de ses heurts avec l'ennemi de classe et de la riposte de ce dernier. Nous montrâmes plusieurs fois que dans les moments décisifs l'orientation n'est pas recherchée au moyen de consultations et de congrès et encore moins au moyen des votes d'instances restreintes et de comités centraux ; l'exemple tant de fois répété est celui de Lénine lui-même.

Nous proposions de laisser dans les statuts le mécanisme banal du décompte des voix et des avis individuels mais de considérer que l'unité du parti n'est pas celle d'un tas de sable ou d'une autre substance granulaire, d'une colonie d'êtres semblables, tel le madrépore primitif dans le banc de corail ou l'homme singulier (chef-d'œuvre de la nature !) dans la banalité de l'état civil et de la statistique.

Le parti est un organe dans le sens intégral qui s'applique aux organes vivants. C'est un complexe de cellules, mais ces cellules ne sont pas toutes identiques, ni égales, de même qu'elles n'ont pas toutes la même fonction ni le même poids. L'énergétique et à plus forte raison la vie de la totalité de l'organisme ne sont pas conditionnées par toutes les cellules ni par tous leurs systèmes. Tel est dans l'enseignement de Marx et de Lénine, dans le matérialisme dialectique, l'appréciation de la société humaine et des complexes sociaux, appréciation opposée à la philosophie bourgeoise stupide qui projette toute la société dans l'individu et qui n'admet pas qu'il y ait dans la société des puissances et des capacités de développement contestées et niées à l'individu et que celles-ci ne résident pas dans un individu spécial et d'exception, mais dans la richesse des relations entre les hommes, groupes d'hommes, classes d'hommes.

217. LES FAUSSAIRES DU LÉNINISME

Une fois tombés dans l'incapacité la plus crasse au maniement de la dialectique, maniement qui est le fait d'un parti qui a échappé à la peste sur le plan de la théorie, de l'organisation et de la stratégie, les chefs actuels du P.C.U.S., au moyen de leur énième truc de foire, vont au-delà du « centralisme démocratique » - revendiqué par Lénine pour le parti, mais qui, en dépit du terme, contenait pleinement l'unité organique qui lui était consubstantielle - en l'appliquant à ce à quoi Lénine ne se référait alors nullement – et à quoi il ne s'est jamais référé en tant que tâche concrète de l'État russe et du parti russe victorieux – c'est-à-dire à l'« édification de l'économie socialiste ».

Depuis des décennies le « marxisme-léninisme » consiste à attribuer à Marx et à Lénine les couillonnades les plus vulgaires. Avez-vous déjà vu une édification démocratique ? Ce serait une édification dans laquelle chaque pierre se déplacerait toute seule et irait se mettre où elle veut, sous les yeux stupéfaits des maîtres maçons et des ingénieurs. Une manière de décider peut être démocratique – et surtout une manière de se moquer des décisions ! - mais pas une manière de construire.

Cette racaille se met ensuite à récrire avec des mots et des phrases différentes l'histoire de ce que Lénine écrivit. Ne fait-elle pas ainsi que parcourir à nouveau la voie des « crimes de Staline » tant fustigés, avec une effronterie encore plus éhontée ?

L'édification à laquelle Lénine appela le parti russe n'était pas celle du socialisme qui pour lui naît de la révolution politique internationale et pour lui, comme pour Marx, il fallait non pas une « construction » mais une destruction des obstacles qui retardent un processus naturel [172]. Il s'agissait pour Lénine de la réalisation des conditions économiques pour le socialisme, c'est-à-dire de la forme capitaliste en Russie. Et en Russie, dans sa conception génialement dialectique, le parti prolétarien fait consciemment ce que les membres de la classe bourgeoise ont fait ailleurs inconsciemment [173].

Bien qu'ils aient qualifié cette épopée formidable de la lutte d'un parti marxiste dans un pays arriéré du faux nom d'édification d'une économie socialiste, ils sont contraints de reconnaître et de rappeler que Lénine confia cette tâche à la planification centrale de l'activité industrielle, qu'il mit au premier plan l'électrification de la Russie. Mais peut-être n'avaient-ils pas compris sur quoi reposait dialectiquement cette consigne d'action et d'agitation révolutionnaire en fin de compte. L'accumulation capitaliste classique a pu naître d'installations isolées et contrôlées par des personnes privées, et même la machine à vapeur qui édifia le capitalisme du dix-neuvième siècle pouvait être contrôlée localement et de façon autonome. Mais le réseau des centrales qui produisent l'énergie électrique pour des milliers de machines motrices-opératrices sur un territoire immense ne peut naître – surtout si l'on voulait rattraper le retard par rapport au capitalisme étranger – que d'un plan central ; ce fut le premier noyau du plan technico-économique de Lénine. L'énergie thermique est locale, autonome, digne de la démocratie philosophique et de l'anarchie économique du petit bourgeois. L'électricité est unitaire, centraliste, organique. Lénine est mort certain que vous aviez appris cela quand il vous donna pour consigne de planifier !

Aujourd'hui, vous espérez vainement, avec les théoriciens occidentaux du bien-être, que l'énergie nucléaire redonne vie à l'autonomisme et au localisme productif, parce que cette énergie ne fait que singer la fonction millénaire du combustible, et vous espérez la faire tenir dans le volume d'une boîte d'allumettes.

Mais en même temps vous vous permettez de vous réclamer de la planification centrale de Lénine alors que vous la fragmentez, la provincialisez, la localisez, la trivialisez, alors que vous lui imprimez la marque de votre idéologie kolkhozienne-boutiquière, que vous la ramenez à la mesure du clocher et du foyer domestique, à la superstition desquels vous vous êtes à nouveau prostitués.

Pour vous, mal employer les mots ne serait qu'une plaisanterie. Mais pour la révolution les mots sont des armes, et les retourner équivaut à retourner la bouche des canons comme vous l'avez fait cent fois contre le prolétariat et ses bataillons, comme Staline vous a enseigné à le faire envers vos alliés et vos ennemis.

Vous avez donc oublié, en annonçant la dernière farce des cent plans régionaux, vous avez oublié, parfaits vauriens, que, de même que le mot classe n'a pas de singulier, le mot plan, que Lénine prononça, n'a pas de pluriel.

Staline n'aurait pas osé piétiner à ce point la consigne révolutionnaire de Lénine.

218. LIQUIDATION GÉANTE

Voilà l'inscription que l'on peut apposer sous la grande tour de l'horloge du Kremlin qui donna l'heure à l'aide des notes de l'Internationale. Les caravanes de marchands peuvent accourir de Yakoutsk, de Tiflis, de Alma-Ata, de Riga ou d'Odessa ; on brade tout. On se retire des affaires.

L'amas d'or, la tumeur monétaire a éclaté entre les mains de l'État capitaliste le plus planifié du monde, comme il éclata entre les mains des classes et des États de tous les modes de production marchands, cette ruine économique entraînant celle des grands empires politiques et militaires. Les milliards et les milliards ont tué ceux qui ont forniqué de façon orgiaque avec eux.

Cette répétition d'une tragédie très ancienne n'entraîne pas avec elle le socialisme et le communisme (mais les gérants de la liquidation après faillite ont tout fait pour qu'il en soit ainsi) qui n'ont rien à voir avec tout cela, ni non plus le marxisme et le léninisme [174], quel que soit l'abus que l'on a fait de l'impression de fausses étiquettes.

Elle est un nouveau pas vers un objectif lointain et difficile à atteindre : la reconquête de la part d'une avant-garde de la classe travailleuse de la position théorique de l'antithèse entre économie capitaliste et socialisme.

La décentralisation s'annonce pour l'économie industrielle. Toute autre économie a été décentralisée sans le dire, parce qu'elle n'était centralisée qu'aux fins d'un contrôle d'État peu sûr. Depuis des années tant le kolkhozien individuel que le kolkhoze territorial, rendu autonome dans son rayon d'action limité et même très étendu, se libèrent peu à peu de tout engagement qui entrave leur gestion pratique. Le plan de production et la décision de l'utilisation du produit et du profit (qui, si l'on parle correctement, subsiste pour l'entreprise familiale kolkhozienne comme pour l'entreprise collective du kolkhoze), quant à sa destination – pour la consommation ou bien pour de nouveaux investissements – , étaient soustraits aux décisions concrètes des centres administratifs de l'État. Ces derniers sont devenus par la suite de plus en plus tolérants dans l'établissement tant de la quantité de denrées à livrer que des prix à payer par l'État pour ces denrées à lui livrées, de telle façon qu'une part toujours plus élevée était laissée à l'administration privée. C'est déjà un fait accompli que le kolkhoze se planifie lui-même. Naturellement c'est une autre belle invention de prétendre que cette forme double de gestion agraire et sa triple structure d'institutions - kolkhozes, sovkhozes et stations de machines - ont été conçues par le cerveau de Lénine. Dans ce qui précède, nous avons montré que Lénine avait seulement admis que l'on ajoutât à la forme, contenue dans le Plan Unique, de l'entreprise salariale d'État et de la station de machines, la Commune Agricole ; il était clair que dans celle-ci chacun des membres recevait les biens pour sa consommation, en tant qu'associé, de la Commune elle-même, il ne les tirait pas des produits du terrain qu'il aurait travaillé. Cette seconde forme d'attribution, nous pouvons à loisir l'attribuer à un héritage de l'ancienne agriculture russe ayant depuis des siècles dégénéré depuis un collectivisme de village en une forme privée, ou à une découverte de Staline que l'on pourrait définir comme le père du kolkhozianisme intégral. Mais, après lui, quelqu'un devait venir sacrifier l'industrie sur cet autel misérable.

219. LE TAUREAU DANS LE MAGASIN DE PORCELAINE

La seule chose qui puisse expliquer comment il fut possible, sans tout arrêter pendant des mois et même des années, de réaliser une transformation administrative aussi radicale, est que, en substance, le caractère autonome de l'entreprise est resté primordial, que l'entreprise est la cellule de base de la production, et que donc tout le mouvement n'est que le reflet sur le papier et dans l'enregistrement des faits réels.

Nous avons donc une nouvelle preuve que si l'on étatise en conservant la formule monétaire et mercantile pour les biens produits qui sont vendus, pour les matières premières et la force de travail qui sont achetées, le capital reste la force vitale de la totalité et l'entreprise en est son expression normale ; voilà l'élément de continuité entre hier, aujourd'hui et demain, entre un capitalisme organisé par le tsar, puis dirigé par l'État soviétique et demain devenu photographiquement identique au capitalisme occidental ; c'est là la preuve expérimentale de ce que nous avons déduit et calculé ici en partant des lois scientifiques de notre doctrine. On ne parle pas du temps nécessaire pour effectuer ce mouvement, de la succession des roulements, des manœuvres de bureaux et de personnel, des pauses qui sont nécessaires, pour effectuer tout cela, dans le travail productif et dans le rendement en produits et en services.

En service, comme on dit techniquement, on peut remplacer un rail et même quelques aiguillages, mais on ne peut pas passer d'un réseau ferroviaire à un autre différent. Pour réaliser ce passage qui est un exemple simple il faut envisager un temps de suspension de tout le service. Et ici il s'agit de bien autre chose.

Le monde de la production industrielle change de visage en tant qu'administration, c'est-à-dire en tant que dirigeant de la gestion courante ; en tant que planification et programmation des opérations à effectuer et de la quantité employée de matières et d'hommes ; en tant qu'origine et destination des moyens financiers pour les approvisionnements et les rémunérations.

Les secteurs d'industrie avaient une hiérarchie que l'on appelle en langage capitaliste cartels verticaux. Nous vous rappelons les longues expositions au sujet des programmes de Lénine après la révolution et sa défense de l'organisation en trusts. Maintenant on affirme de but en blanc qu'il est scandaleux qu'il existe 33 de ces cartels verticaux de secteurs industriels sous forme de ministères ; ils sont tout d'un coup destitués et supprimés en même temps et les ministères sont réduits à 8 ; mais seulement deux d'entre eux ont un véritable caractère industriel : celui qui dirige les industries de la défense militaire et celui des centrales électriques. Ce fait s'accorde avec notre justification théorique de l'étatisation révolutionnaire voulue par Lénine - qui ne cessa jamais de la nommer capitaliste en terme de science économique - : la nécessité politique que l'État eût en main la machine militaire de la guerre civile et l'impératif déjà rappelé de l'électrification. Pour le reste, dit mille fois Lénine, même le capitalisme privé est pour nous un progrès, bien qu'il précède le plein capitalisme d'État. Il donnait un contenu tout à fait différent au terme de socialisme, c'était son objectif constant, celui qu'il avait toujours présent à ses yeux, et non une structure actuelle et immédiate.

Une fois mis en pièces dans les autres industries, ses trusts verticaux sont remplacés par d'innombrables centrales horizontales de la production industrielle qui contrôlent dans un petit territoire les entreprises de tous les secteurs et sont dirigées par le sovnarcos ou conseil régional de l'économie duquel partiront les consignes pour la gestion de toutes les industries du petit territoire sans que le centre de Moscou n'en sache plus rien, sinon a posteriori, comme bureau statistique. Ces sanhédrins locaux de l'économie sont au nombre de 92 (autant que d'éléments chimiques jusqu'à … Mendeleïev), un pour chaque petite république, 11 pour l'Ukraine et 68 pour la Russie.

Chaque conseil fera dans son district la pluie et le beau temps et il ne restera au centre qu'un bureau du plan qui cependant ne transmettra pas [175] des prescriptions et des ordres de production mais coordonnera timidement sur le papier (désormais véritablement inutile) les plans faits désormais par le bas. « Les projets des plans locaux seront élaborés par chaque entreprise particulière, puis par les organismes locaux », conseils de l'économie et bureaux du plan des républiques fédérées ; et enfin envoyés pour la forme au Gosplan central conservé seulement pour la façade.

Les cartels allemands et les trusts américains (interdits par la loi) furent des étapes bien plus audacieuses contre l'anarchie bourgeoise de la production, et Lénine les éleva au rang de modèles.

L'unité et la centralisation de la production ont donc volé en éclats. Si les rouages continuent à tourner c'est parce que ceux qui existaient n'étaient une parodie pour l'agitation.

Il est facile d'en déduire quelles seront les conséquences du point de vue monétaire et financier. Le trou budgétaire de l'Union sera minimisé, on aura, comme le disent les sales bourgeois, un « redimensionnement ». Les budgets des républiques fédérées croîtront, ces républiques se sont attribuées de nouvelles et vastes autonomies au moyen d'une révolution équivalente de la structure constitutionnelle.

Une partie de la circulation de monnaie et du capital sous forme d'argent sera enfermée dans les cercles des districts économiques de saveur autarcique. On dit en effet qu'en plus des critères historiques et ethniques les critères économico-productifs auront leur rôle à jouer dans la délimitation de districts homogènes du point de vue de la productivité et assez petits pour être surveillés par un poste de commandement local.

Vieux Bakounine, tu es en train de gagner la partie, et les ombres de Plekhanov et de son élève Lénine se tordent de désespoir à cause de la défaite du marxisme en langue russe !

La Banque d'État elle-même, vieille revendication ultraséculaire, peut être démontée et divisée en une centaine de petites ramifications provinciales.

L'affairisme marchand jouera librement de district à district, de conseil économique à conseil économique. Mais tout ce que nous disons est encore trop peu ! Les entreprises continueront à trafiquer entre elles quand, où et comme elles le voudront – ne serait-ce que pour se débarrasser de

milliers de feuilles de papier inutiles - ce qu'en substance elles n'ont jamais cessé de faire. C'est ce que disent les thèses de Khrouchtchev qui, pour un moment, personnifie le taureau qui s'est jeté dans la boutique de porcelaine. Ce monsieur maintenant à la mode s'il n'en a pas la grosse tête, il en a les cornes : « Vers des liens contractuels directs entre les entreprises productrices et les entreprises consommatrices ». La thèse explique que ces contrats comporteront des responsabilités rigoureuses pour le respect des conditions, des échéances, etc. Mais si l'entreprise était celle de Pantalon, qui en répondrait, nom d'un chien, sinon Pantalon lui-même ?

Le surhomme Khrouchtchev est le précurseur de cette marche. Il n'en est qu'au début. Il l'a annoncé le 23 mai en lançant aux États-Unis un grand défi pour la production alimentaire. « Le premier secrétaire du P.C.U.S. a laissé entrevoir (c'est l'Unità qui parle, et non pas l'organe d'un duce à pendre par les pieds) une réforme de tous les appareils, avant tout celui du parti, puis ceux des syndicats et des soviets, immédiatement après la réorganisation de l'industrie ».

Alors ils nous citeront des textes pour nous prouver que Lénine avait établi que, un jour, parti, syndicats et soviets seraient envoyés se faire foutre !

Et alors, à ce chef-d'œuvre mondial de l'émulation, au grand Khrouchtchev, nous lancerons l'hommage qui lui revient : salut, salut à vous, ô Premier Président des États-Unis de Russie !

Avec les cornes et avec l'utérus il a décidé de les faire naître dans l'histoire.

220. JOIE DES ANTIBUREAUCRATES

Les détracteurs de la tyrannie bureaucratique et les théoriciens de la nouvelle classe dominante, dont ils voulaient libérer le prolétariat russe tombé dans cette nouvelle barbarie - barbarie antithétique au socialisme que l'on ne peut sauver qu'en brisant État de classe, parti, syndicats et autres obstacles gênants ! -, peuvent donc se réjouir et se rallier au soviétisme officiel. Khrouchtchev a devancé tous ces messieurs en se débarrassant, comme il s'en est vanté, d'un seul coup de corne de vingt-cinq ministères centraux, de quelques centaines de ministères des républiques, en taillant, nouvel Alexandre, le nœud gordien de millions de liens hiérarchiques, en abolissant d'un seul coup des milliards de lettres à écrire chaque année pour déterminer de Moscou un mouvement entre entreprises distantes de trois kilomètres.

Cette classe dominante d'un nouveau genre, qui commandait avec son cul, était donc si facile à éliminer et si lâche pour entreprendre quelques millions de voyages pour cause de mutation et pour encaisser tant de licenciements sans préavis ?

Nous, nous n'arrivons pas à le comprendre, et nous attendons une clarification d'un « libre débat » entre les antistaliniens de toute nuance - mais qui ont en commun de ne pouvoir supporter l'appareil d'État et l'appareil de parti auxquels ils attribuent une origine diabolique et corruptrice quels qu'ils soient et quels que soient les rapports historiques qui les produisent – et le nouveau grand champion de l'autonomie et de la décentralisation, de la consultation des masses spontanées qui peut se prévaloir de 40 millions de participants aux discussions, de 514 mille réunions, de 68 mille discours et de 584 mille comptes rendus. Nous, nous avons largement vu comment avec cette recette éminemment écœurante on ne fait que s'enfoncer toujours plus dans les sables mouvants de la bigoterie bourgeoise et de la contre-révolution.

Entre la bureaucratie d'un appareil d'État capitaliste et celle qui pousse sur la vermine des micro-entreprises locales, il ne s'agit pas d'un choix historique ou principiel. La banqueroute, qui ne nécessitera pas de conflits violents de la part de l'une ou de l'autre, est toujours à mettre sur le compte du capitalisme ; et l'économie socialiste tue la bureaucratie non pas parce qu'elle part de la base ou du centre mais parce qu'elle est la première économie qui dépasse la fange de la comptabilité monétaire et du bilan marchand. Celui qui veut employer le plan central, de même que celui qui s'illusionne sur la spontanéité de la base ne peut sortir de ce limbe prédoctrinal s'il ne voit pas avec les yeux de Marx et de Lénine que l'obstacle est l'enregistrement des échanges et la comptabilité en partie double de l'entreprise en tant que sujet universel, pestilentielle au niveau de l'État comme au niveau moléculaire.

221. LE REÇU DE MARX

Le mal, et ces événements récents le démontrent, n'est pas dans l'État ou dans le contre-État, dans le parti ou dans le contre-parti. Le mal est d'avoir égaré la clé dialectique qui oppose le mode capitaliste au mode socialiste.

La société socialiste sort du sein de la société capitaliste, mais la métamorphose ne s'achève pas en un jour [176]. Marx distingue deux stades qui furent appelés inférieur et supérieur. On a trop spéculé à ce propos.

Dans le stade qui doit chronologiquement être le premier Marx dit, dans le commentaire critique au programme de Gotha, que « nous avons affaire à une société communiste telle qu'elle émerge de la société capitaliste ». Mais déjà dans ces conditions inférieures qui sont imposées le mercantilisme a pris fin. Dans une certaine forme, le principe de l'échange des marchandises domine dans un seul rapport : celui entre la force de travail donnée par le travailleur et ce qu'il reçoit pour sa consommation. La société en effet établit une équivalence entre consommation due à chacun et travail fourni (compte tenu du prélèvement à des fins sociales que Marx établit pour démolir la formule lassallienne difforme du « fruit intégral du travail »). Mais en dehors d'un tel rapport le contenu de la loi d'équivalence est déjà devenu caduque. Le texte dit : « Contenu et forme ont changé parce que, dans des conditions différentes, PERSONNE NE PEUT PLUS RIEN DONNER EN DEHORS DE SON TRAVAIL, et parce que, d'autre part, rien ne peut devenir PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE EN DEHORS DES MOYENS DE CONSOMMATION INDIVIDUELLE ».

Comment Marx voit-il concrètement la réalisation de tout cela ? Sa conception n'est pas transcendante. Dans cette première phase inférieure (dans laquelle, comme vous vous en rappelez, un droit « bourgeois », c'est-à-dire constitué par une limite, est toujours en vigueur : il disparaîtra quand la société écrira sur ses drapeaux : De chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins) « le travailleur REÇOIT DE LA SOCIÉTÉ UN REÇU QUI ATTESTE QU'IL A FOURNI UNE CERTAINE QUANTITÉ DE TRAVAIL et avec ce REÇU il retire du fonds social autant de moyens de consommation que coûte le travail correspondant ». Et c'est la SEULE équivalence qui reste encore en jeu. Combien de temps le reçu dure-t-il ? Sa grande caractéristique est celle-ci : il n'est pas, comme la monnaie, équivalent général ; il est seulement consommable, mais on ne peut pas l'accumuler ni non plus le thésauriser. Il dure le temps que le pain met à moisir ou le beurre à rancir, mettons, pour en rester à ce schéma symbolique, qu'on lui donne pour validité une semaine.

Pendant une année nous avons étudié la Russie en rencontrant les proclamations selon lesquelles c'est là-bas le socialisme et selon lesquelles il ne reste qu'à passer à la phase supérieure. Soyez-moi témoins que nous n'avons jamais rencontré le simple et innocent reçu du Père Marx ; le bon du socialisme véritable d'il y a plus de deux générations. Hormis lui, nous avons tout rencontré et tout dégageait une puanteur d'accumulation et de forme capitaliste pleinement développée. L'Argent, l'Épargne, le Dépôt en banque, l'Intérêt, le Titre de crédit … tout sauf la propriété sur la consommation personnelle, la seule qui doit survivre et que nous avons jadis voulu appeler disponibilité ou disposition). Nous avons trouvé le Champ, la Maison, et même la Villa, le Mobilier, du mobilier élémentaire au mobilier de luxe et aux collections d'Art.

Jamais le Reçu, et jamais le Socialisme économique.

En dépit du fait que même dans la société bourgeoise elle-même on est contraint d'admettre des formes sans marché et sans monnaie, de socialisme supérieur, dans des secteurs restreints !

Maintenant, outre tout ceci, nous avons l'entreprise propriétaire, responsable contractuelle puisqu'elle vend au consommateur et achète au producteur, à une autre entreprise et qu'elle se fout du fonds social marxien. Elle a son fonds d'entreprise, elle l'administre au moyen d'un budget en partie double, et elle ne se bat que pour l'augmenter. Et vive toi, Bentham !

Par-dessus les sourires qui ont traversé l'Atlantique sur les écrans de télévision, et qui ont été envoyés par Eisenhower à la population russe, une formule sacrée lie les deux condottieres des États en émulation : qu'aucune réforme ne touche à l'industrie lourde ! Khrouchtchev a proclamé que celle-ci, dans le nouveau schéma, conserve la première place – et le tout premier ministère central – faisant taire encore une fois tout malenkovisme ainsi que cette autre version castrée du socialisme qu'est le « consumisme ».

En Amérique, les heureux chefs du monde du business attribuent le salut du rythme économique aux commandes généreuses du gouvernement pour les fournitures militaires qui maintiennent élevé l'indice de la production et du cycle des affaires menaçant de s'écrouler.

Ils ont appris le marxisme de Khrouchtchev et, à travers ses sourires, ils « combattent les conceptions erronées sur l'industrie lourde et légère » ; ils ont appris « la ligne léniniste du développement prioritaire de l'industrie lourde » !

Vive les deux présidents marxistes-léninistes de la paix universelle ! Et que l'industrie lourde et la guerre impérialiste pensent à faire justice des deux présidences quand une autre paire de septennats aura passé !

222. RÉFORME ET RÉVOLUTION

Dans la présentation de cette dernière rectification décisive sur la route vers le capitalisme sans fards, on a proclamé que, plus que d'une réforme, il s'agit d'une véritable révolution. Et même d'une réforme qui vaut une révolution.

Il y a un demi-siècle, Lénine et les autres répondirent (et, s'ils l'avaient pu, ils l'auraient fait en lançant du vitriol sur leurs sales faces de révisionnistes) que les réformes ne pouvaient pas valoir une révolution.

Nous connaissons la réponse, cette polémique fait partie de notre être intime : ces réformes étaient les réformes faites légalement et pacifiquement par les États de la bourgeoisie !

Avec Marx et Lénine nous expliquâmes que nous savions bien que le changement de la structure productive n'aurait pas été instantané, mais que ce changement ne pourrait être réalisé que par une série de modifications graduées ; au début de ces modifications, nous placions au premier plan la révolution politique. Et c'est sur cette vision scientifique que repose chez Marx et Lénine la doctrine de l'inévitable DICTATURE DE CLASSE.

Nous ne nierons donc pas que l'État de la Révolution politique violente devra réaliser de profondes réformes. Ce sera grâce à elles qu'il détruira tout vestige de la forme capitaliste après avoir constaté son existence.

Il conservera la force armée, l'État, la loi, pour ne pas à chaque fois devoir livrer à nouveau la bataille armée. C'est l'anarchisme qui ne comprend pas cela.

Quand on aura fini de tuer le capitalisme, la société ne procédera plus par des révolutions, mais elle ne procédera pas non plus par des réformes qui usent de la loi de façon coercitive.

L'antithèse révolution-réforme est propre à l'histoire de l'économie privée marchande et capitaliste.

Celui qui invoque une réforme admet par-là même qu'il vit encore dans la préhistoire marchande de la société, au sens de Marx.

Dire que l'on a déjà construit le socialisme et annoncer de grandes réformes d'État n'a absolument aucun sens historique. Et si l'on ne veut pas admettre que les réformes sont imposées par le fait que l'économie est toujours totalement capitaliste, alors ce refus ne trouve qu'une seule expression dans la langue de Marx et de Lénine. La force qui agit et qui manie le pouvoir n'a pas la fonction de révolutionner ni même celle de réformer le capitalisme ; elle n'a que celle de le défendre, de le servir et de tenter de l'éterniser.

L'horreur que l'on doit éprouver pour ces réformes est plus profonde que celle que les réformistes du dix-neuvième siècle inspiraient. Ils promettaient de changer au moyen d'emplâtres la face honteuse de la société bourgeoise, mais ils ne tentèrent pas de nous raconter qu'ils l'avaient déjà changée. Ils ne nous invitèrent pas à lui sourire !

La position à laquelle sont arrivés, après un aussi long drame historique, les dirigeants de l'État russe, tant qu'elle ne sera pas démasquée, est encore plus néfaste que s'ils avaient déclaré au monde : après avoir vérifié que l'économie socialiste selon Marx et Lénine est une absurdité historique, nous proclamons avoir adopté en Russie la forme économique capitaliste à laquelle nous avons appliqué des réformes spéciales.

Il ne passera pas beaucoup de temps. Et la Révolution reprendra son cours contre les Confédérations d'Occident et d'Orient.

FIN

Il programma comunista, compte rendu des réunions de Naples et de Gênes, n° 4 (18 février-2 mars 1956), n° 11 (18 mai-1° juin 1956), puis du n° 15 (14-26 juillet 1956) au n°18 (7-22 septembre 1956) ; du n° 20 (6-20 octobre 1956) au n° 26 (21 décembre 1956-4 janvier 1957) ; n° 1 (4-19 janvier 1957) et n° 2 (18 janvier-1° février 1957) ; du n° 5 (2-16 mars 1957) au n° 12 (6-21 juin 1957). *Traduction, numérisation et notes par François Bochet, publiées dans la révue (Dis)continuté en 2004*.

Notes :

[1] C'est dans le numéro 4 d'*il programma comunista*, 18 février–2 mars 1956 que commence la deuxième partie de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*. Cette reprise était précédée d'une introduction, la voici :

« De nombreux camarades proposent que tous les écrits de la série sur la Russie de nos *Fils du Temps* – ils ne prétendent être ni une chronique, ni une histoire, ni une critique, ni encore moins un exposé théorique systématique, ils revendiquent simplement d'être des matériaux ordonnés par un lien dialectique entre les faits d'hier, d'aujourd'hui et de demain, tirés d'une orientation irréductiblement homogène et constante - soient réunis en un seul volume. Cela ne sera pas facile et ne pourra pas être réalisé prochainement. Il est donc bon que les camarades n'y comptent pas et démontrent par leur travail modeste de collaboration l'intérêt avec lequel ils ont participé à ce développement.

Chaque membre organisé, et au moins chaque groupe local - également dans le but de réunions de travail et de commentaire sur le ''matériel'' qui sert à cet objectif et non à des fins de production littéraire d'un individu -, doivent se constituer et conserver une collection du journal dont nous rappelons modestement les ''moments importants''.

Rapport de Bologne (31 octobre et 1° novembre 1954) - *Russie et révolution dans la théorie marxiste* – paru dans onze *Fils* dans les numéros 21, 22 et 23 de 1954 et 1, 2 et 3 de 1955 pour la première partie : *Révolution européenne et aire ''grand slave''*, et dans les numéros 4, 5, 6, 7 et 8 de 1955 pour la deuxième partie *Parti prolétarien de classe et attente des deux révolutions*.

Rapports de Naples (23 et 24 avril 1955) et de Gênes (6 et 7 août 1955) – *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* – Numéro 10 de 1955 pour la *Prémisse*. Numéros 11, 12, 13, et 14 de 1955 ; 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 de 1955 ; et 2 et 3 de 1956 pour la première partie *Lutte pour le pouvoir dans les deux révolutions*. Avec le présent n° 4, la deuxième partie commence : on doit prévoir qu'elle aura un développement analogue à celui de la première partie (quatorze *Fils* du temps) et que toute la série comprendra quarante *Fils* qui, en volume, dépasseraient les mille pages dans le format du *Dialogue avec Staline* connu de nos lecteurs.

Toujours à l'usage des lecteurs appliqués, nous rappelons que le compte rendu synthétique des matériaux traités à Bologne, Gênes et Naples a été publié dans les deux numéros 15 et 16 de 1955, au lendemain de la réunion de Gênes.

Les autres interruptions dans la série des numéros qui est reconstituée ici ont été dues au texte *Relativité et déterminisme – À propos de la mort d'Albert Einstein*, dans le n° 9 de 1955, au Fil intitulé *Sourde aux messages élevés, la civilisation des ''quizz''*, dans le n° 1 de 1956 et au compte rendu de la réunion récente de Milan sur un thème nouveau, trois textes qu'il est égaalement opportun que les lecteurs mettent de côté.

Quelques camarades se sont consacrés à élaborer un index, par titre et par matière, des Fils parus jusqu'ici et qui sont plus de cent, sans compter la série russe, et qui feraient (après une réorganisation rédactionnelle préalable évidemment) quatre volumes de près de mille pages en tout et deux autres au moins comprenant les séries spéciales et les rapports des réunions périodiques (jusqu'ici 15 en cinq ans).

Concrètement, nous invitons les camarades à signaler les numéros manquant dans les collections des sections locales, soit pour que nous les leur envoyions, soit pour que nous publions la demande des numéros qui se apparaîtront épuisés et qui pourraient être disponibles en surnombre dans d'autres sections, et qui seraient alors envoyés au centre.

La centrale pourra également transmettre sur le sujet des circulaires internes. »

Il apparaît donc clairement que pour Bordiga la série des *Sul Filo del Tempo* ne s'est pas arrêtée avec l'article provoqué par la mort d'Albert Einstein, malgré la disparition de ce titre par la suite au début des articles.

[2] À peine commencée dans le n° 4 la deuxième partie de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* s'interrompt pour laisser place au *Dialogue avec les morts* provoqué par la bombe que fut le XX° congrès du Parti communiste d'U.R.S.S. et c'est dans le n°11 d'*il programma comunista* qu'elle reprend avec cet intermezzo.

[3] Nous traduisons ainsi le néologisme créé – un de plus – par Bordiga *situazionista* ; il ne s'agit évidemment pas de la théorie ou du mode d'être de l'Internationale Situationniste qui n'existait pas en 1956 mais dont par anticipation Bordiga avait indiqué et dénoncé la faiblesse, pour ne pas dire l'inconsistance, théorique. Le *situazionista* pour Bordiga est celui qui n'a pas de principes et qui se laisse guider par les circonstances.
[4] L'expression est plus populaire : littéralement « crever de santé ».

[5] Il s'agit du texte *Les grandes questions historiques de la Révolution en Russie*.

[6] En français dans le texte.

[7] En français dans le texte.

[8] Technique superproductive que les bolcheviks admiraient et enviaient aux pays capitalistes.

[9] *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* reprend dans le n° 15 d'*il programma comunista* après une nouvelle interruption due cette fois au compte rendu de la réunion de Turin : *La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine* dans les n° 12, 13 et 14, texte qui était en quelque sorte un complément au *Dialogue avec les morts*. Une partie sera éditée avec le *Dialogue avec les morts* en brochure.

[10] « Nous disions hier » en latin.

[11] Les mencheviks.

[12] Affirmation incontestable, mais pour s'opposer à la férocité sans nom des groupes dominants en voie d'être dépossédés fallait-il recourir aux mêmes procédés (les fusillades de masse par exemple), car il y a bien eu en Russie ce que Bordiga appelle une soif d'extermination des « contre-révolutionnaires » chez les révolutionnaires bolcheviks (et pas seulement dans la population horriblement exploitée et voulant de venger de siècles d'oppression et d'humiliation), attendu qu'étaient sommairement qualifiés de contre-révolutionnaires tous ceux qui ne partageaient pas les options « occidentalistes » progressistes et capitalistes des bolcheviks.

[13] Les Champs Élysées étaient le séjour des âmes des morts vertueux dans les mythologies grecque et latine.

[14] En français dans le texte.

[15] Il s'agit du texte Les grandes questions historiques de la révolution russe.

[16] Ici Bordiga emploie le terme *livragazione* (cf. notre note 44 de la première partie de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, in *(Dis)continuité* n°22).

[17] En français dans le texte.

[18] Bordiga doit bien admettre du bout des lèvres, à contre cœur, que Lénine emploie l'expression « construction du socialisme ».

[19] En français dans le texte.

[20] Bordiga se trompe, semble-t-il par étourderie, il a inversé « dans le premier cas » et « dans le second cas ».

[21] Bordiga fournit ainsi la justification et la caution scientifiques et marxistes à la guerre menée par l'État du jeune capitalisme russe contre la civilisation paysanne plurimillénaire.

[22] Maffi rectifie : VI° congrès.

[23] Pepe est l'abréviation de Giuseppe (Joseph) dans de nombreux dialectes italiens, particulièrement dans des dialectes méridionaux, en Lombardie on dit Beppe.

[24] En français dans le texte. Nous ignorons totalement de quelle chanson il s'agit.

[25] Pour sauver Lénine Bordiga est amené à défendre la rationalisation du procès de travail et le système de Taylor, mais cette défense est logique si l'on accepte l'industrialisation et l'imitation du modèle occidental, ce qui fut la position de Lénine.

[26] Le cours de l'exposé reprend dans le n° 20 du 22 septembre-5 octobre 1956 après une interruption due à la parution dans le n°19 du compte rendu de la réunion interfédérale de Cosenza : *L'économie capitaliste en Occident et le cours historique de son développement*.

[27] Bordiga fait référence à la brochure de septembre 1956.

[28] Bordiga rêve, Boukharine n'a pas dénoncé la contre-révolution stalinienne.

[29] Bordiga forme un néologisme – sur le modèle de *terrore-terrorizzanti* : terreur-terrorisantes - avec *orrore* (horreur) : *orrorizzanti*, on pourrait traduire horrorisantes ! ?

[30] Bordiga utilise comme souvent une image colorée : il parle de vieilles entrailles paternelles (celles de Lénine) !

[31] Lénine avait d'ailleurs largement surévalué le développement du capitalisme en Russie dans son ouvrage paru en 1899 *Le développement du capitalisme en Russie*.

[32] On sait l'importance que Bordiga attachait à l'Origine. La théorie marxiste est parfaite, cohérente, non contradictoire, invariante et complète dès son origine en 1848 dans le *Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels – après la découverte des *Manuscrits de 1844* qu'il commenta aux réunions de Milan III (1959) de La Spezia (1959), la traduction de ces commentaires figurant dans *Bordiga et la passion du communisme*, éditions Spartacus, avec une préface de Jacques Camatte, Bordiga recula l'acte de naissance de la théorie en 1844 – et toute innovation n'est que corruption, trahison, dégénérescence, perte, et abandon (on pourrait ajouter oubli sans forcer la pensée de Bordiga) ; on retrouve cette thématique par exemple dans l'islam, chez Hölderlin et chez Heidegger lui aussi fasciné par l'origine après laquelle il n'est que décadence s'amplifiant à mesure que l'on s'éloigne de cette origine. Les théoriciens de l'antiracisme et du métissage quasi obligé – qui sont également ceux de l'antifascisme, et les hérault de l'inversion sexuelle –, ennemis acharnés de l'enracinement, dévalorisent systématiquement ce concept d'origine, la quête des origines ne peut être pour eux qu'une marque de racisme, les êtres sont ainsi niés dans leur réalité pour que naisse une masse indifférenciée de consommateurs inconscients ayant perdu tout souvenir d'un passé qualifié d'obscurantisme maintenant honni, d'un monde clos d'avant le monde du capital où la nature était encore une réalité et un référentiel dans le système de représentation, des êtres vides sans passé et jetés dans le flux infini du devenir. En cela ces théoriciens de l'antinature et de l'anti-immédiateté reprennent les conceptions d'Adorno qui voyait dans toute ontologie – mais plus particulièrement dans celle de Heidegger – une justification et une apologie du droit du premier arrivant (cf. *Dialectique négative*) et donc – *horresco referens* – du national-socialisme, mais curieusement – comme le fait remarquer Andreas Loepfe - Adorno ne s'en prend jamais au sionisme qui justifie bien son occupation de la Palestine et la déportation des Palestiniens par le fait que les Juifs seraient les habitants originels (une fois éliminés évidemment quelques peuples qui se trouvaient pour leur malheur en cette région) de cette partie du Moyen Orient ; l'idéologie des sionistes était très proche de celle des nationaux-socialistes, toutes deux idéologies de l'enracinement dont Adorno, marxiste sur ce point, avait horreur. De même Adorno, partisan, malgré toute sa critique de la rationalité occidentale, des Lumières, avait une véritable horreur de la pensée mythique qui ne pouvait être que régression vers le despotisme (cf. sa réaction vis-à-vis de Bachofen, de Klages, etc.) Il est vrai que les penseurs de l'École de Francfort n'avaient pas une unité absolue de pensée, Marcuse avait été élève de Heidegger et avait tenté de faire une synthèse de la pensée de son maître et de celle de Marx, Horkheimer avait été très influencé par l'anticapitalisme romantique de Bergson ainsi que par Schopenhauer et Nietzsche qui eux aussi réagissaient à l'implantation dévastatrice du capitalisme en Allemagne. À propos de Bergson, on peut remarquer que si Bordiga a toujours pris partie, par orthodoxie, pour Lénine dans la querelle contre l'empiriocriticisme et contre ce que l'on pourrait appeler la critique spiritualiste du mécanisme et du rationalisme (Mach, Bergson, Poincaré, Laberthonnière, Blondel, etc.) et s'il a sans cesse proclamé l'importance fondamentale de la théorie, il a en maintes occasions exalté l'instinct et l'intuition révolutionnaires, ce qu'avaient fait pour l'intuition Bergson en philosophie et Poincaré, influencé par la pensée de ce dernier, en mathématiques contre les logiciens (tels Russel et Peano), contre les formalistes (tel Hilbert) ou contre les partisans de l'infini en acte (surtout Cantor).

Il faut également faire disparaître toute trace d'origine pour éviter toute réflexion sur notre errance, notre souffrance, notre tragédie, notre dépossession et notre guerre à nos semblables et au monde naturel : que l'on ne puisse pas savoir d'où l'on vient, comment nous en sommes là ni pourquoi ? On constate une réaction qui

est à la fois une compensation, une thérapeutique au déracinement et un rééquilibrage dans le désir forcené de retrouver des traces de ses ancêtres, dans l'acharnement des défenseurs du terroir et des traditions, et dans la psychogénéalogie qui rencontre actuellement un grand succès. Déjà Alvin Toffler avait prévu des isolats ou subsisteraient des éléments du monde passé pour ceux qui ne parviendraient pas à supporter le choc du futur.

Lukacs– juif lui aussi comme Adorno, Bergson, Horkheimer et Marcuse – avait perçu l'importance de l'Être et pensé que l'on ne pouvait faire l'économie d'une ontologie (Marx lui-même parle subrepticement d'ontologie dans les *Manuscrits de 1844*), il voulut donc en quelque sorte arracher le monopole de l'ontologie à l'école réactionnaire (Scheler, Heidegger), d'où sa tentative de fondation après la seconde guerre mondiale d'une ontologie de l'Être, mais de l'Être social. Lukacs reconnaît que l'homme appartient à la nature, il dit qu'il appartient simultanément à la nature et à la culture (nous nous référons à la traduction de l'introduction à son livre *Contribution à l'Ontologie de l'Être social* parue dans *La Pensée*, n°206, août 1979, pages 38 et suivantes), ce qui n'est pas tout à fait exact, l'homme appartient à la nature mais la société, quant à elle, n'a pas toujours existé, pourtant Lukacs connaît évidemment très bien l'œuvre de Tönnies (lui aussi pourrait être qualifié d'anticapitaliste romantique, anticapitaliste mais non communiste, voire anticommuniste) et la différence que celui-ci avait établi entre communauté et société. Lukacs définit lui aussi l'Être de l'homme par le travail élevé au rang de catégorie ontologique alors qu'il est, tout autant que la société et l'individu, une production historique, « le développement social de l'humanité est un processus irréversible » (page 46) et, comme pour Hegel, comme pour Marx, le Travail va faire sortir l'humanité de la nature et de ses besoins purement biologiques. Lukacs n'a pas sur ce point abandonné ses positions de jeunesse – celles qu'il défendait dans les textes composant *Histoire et conscience de classe* paru en 1923. La bête noire de Lukacs – en hégélien et marxiste orthodoxes – reste l'homme contemplatif, celui qui ignore la praxis (dans *Histoire et conscience de classe*, Lukacs, reprenant l'antinaturalisme de Marx, va jusqu'à écrire que la nature est une construction sociale !), Lukacs refuse la nature et encense l'histoire (ce que reprendra Debord qui lui doit tant : l'homme est un être d'histoire), il veut, reprenant un mot de Marx, faire « reculer les limites naturelles ». Dans *Histoire et conscience de classe*, Lukacs a exalté la subjectivité et l'intervention révolutionnaire qui caractérisaient selon lui le bolchévisme et la vie de Lénine, Lukacs s'intéresse peu à la théorie. Lukacs cherchait depuis des décennies à réaliser cette vie non aliénée et authentique (objectif de son grand adversaire Heidegger qui fut aussi celui d'Adorno et de Bloch, Heidegger aurait écrit son *Être et Temps* en réponse à *Histoire et conscience de classe*, mais le marxisme philosophique du XX° siècle fut de son côté une tentative de réfutation de la pensée de Heidegger) à laquelle il aspirait et qu'il crut trouver dans la religion, dans la grande littérature, dans philosophie puis dans le mouvement communiste révolutionnaire, le marxisme, le léninisme et enfin dans le stalinisme plus ou moins critique. Lukacs lui-même a été fort influencé certes par Dilthey mais aussi par les théories de Bergson qui s'était livré à une critique de l'espace et du temps spatialisé et quantitatif, il défendait la durée, temps qualitatif qui était pour Lukacs le moment de l'intervention et de la décision du parti révolutionnaire (la subjectivité) dans le processus social. De son côté Spengler reprit lui aussi la critique de Bergson et Dilthey à l'identification de la nature et de l'histoire, lui aussi valorisa cette dernière – position paradoxale pour un réactionnaire – aux dépens de la première. Les éditions de la Passion ont réédité en 2001, sous le titre *Dialectique et spontanéité*, un texte de Lukacs écrit en 1925 dans lequel il défend *Histoire et conscience de classe* contre deux détracteurs Déborine et Rudas. Il y appronfondit la critique de Kant qui est pour lui l'archétype du penseur de la contemplation dont les catégories philosophiques étaient stables (mais Lukacs oublie que Kant réclame que la nature soit soumise à la question par l'homme pour lui faire avouer ses secrets, position qui était donc tout sauf contemplative vis-à-vis de la nature), Hegel, reprenant l'impératif catégorique de Héraclite, va mettre en mouvement, fluidifier tout cela : Panta Rei, Bergson fera de même à sa façon.

Dans la préface à ce texte de Lukacs, Nicolas Tertulian cite une lettre d'Adorno à Alan Berg dans lequel l'auteur de *Minima Moralia* déclare combien *Histoire et consvience de classe* avait exercé sur lui une profonde influence.

Revenons à Henri Bergson dont la pensée, avons-nous plusieurs fois affirmé, eut une importance immense sur la philosophie de la vie allemande par sa critique du rationalisme, du mécanisme, du matérialisme, du positivisme, de la pétrification et son éloge du mouvant, du fluide, de la durée, du qualitatif, de l'intuition, de l'élan vital, son spiritualisme. Bergson contribua à la fluidification comme le fit Hegel qui était de son côté tout sauf irrationaliste.

Dans un essai de 1912, Alfred Weber – le frère de Max Weber – écrivait que grâce à Bergson nous avions dépassé les catégories causales du rationalisme, nous pouvions rendre un culte à l'Être et à la Vie elle-même. La Nature et le Cosmos ont été désacralisés au profit du travail et de la production affirme-t-il. La Vie, dit Alfred Weber, a été emprisonnée dans un carcan rigide comme la mort, dans une armure – la cuirasse dont parleront W. Reich et F. Perlman – un blindage dur comme l'acier, il est temps de secouer ce joug, il pensait que la technique moderne avait créé un monde source d'angoisse, il était temps non de l'abolir mais de lui donner un supplément d'âme, de la spiritualiser, il est facile de se moquer de cette position de Bergson, Alfred Weber, Ratheneau et autres mais au moins ils avaient perçu la dimension déshumanisante du développement incontrôlé

de la technique que les marxistes de leur côté exaltaient. Le contenu de cet essai – en fait le texte d'une conférence donnée à Prague – est résumé dans le livre de Martin Green *Les sœurs Von Richthofen – Deux ancêtres du féminisme dans l'Allemagne de Bismarck face à Otto Gross, Max Weber et D.H. Lawrence*, Seuil, 1979 (le livre original états-unien a paru en 1974), page 178 et 179. Nous n'avions malheureusement pas lu ce livre quand nous avons écrit notre présentation de l'anthologie de l'*Ère Nouvelle* dans le n° 17 de *(Dis)continuité*, nous ne le connaissions même pas. Ce livre qui se veut une étude des vies des deux sœurs von Richthofen, Frieda et Else, est en fait également une étude de leurs nombreux et célèbres amants, notamment Otto Gross, Max et Alfred Weber, David Herbert Lawrence, ainsi que de Marianne Weber, la femme de Max, la comtesse Franziska von Reventlow, ainsi que de Ludwig Klages, Stefan George, Eric Müsham et autres, Alma Mahler, Emma Goldman, Isadora Duncan, Lou Andrea Salomé et Mabel Dodge qui fut la maîtresse de Reed. L'auteur s'intéresse en fait à l'ensemble du mouvement de ce qu'il appelle la révolution ou la révolte érotique qui se développa dans le sud de l'Allemagne, principalement en Bavière, à Munich, en tant que révolte contre la Prusse de Bismarck puis de Guillaume II, société patriarcale, répressive, ossifiée, par bien des égards carcérale comme l'était la société médiévale avant la Renaissance ou la France réactionnaire de de Gaulle avant Mai 68. Dans le cas plus particulièrement de la contestation « munichoise » d'avant la première guerre mondiale – qui s'épanouit à Ascona à Monte Verita - ou de la révolte de la jeunesse d'après la seconde (révolte qui reprendra de nombreux thèmes, pour ne pas dire tous les thèmes, de cette contestation du début du siècle), les révoltés refusaient une société patriarcale et ses archaïsmes, ses limitations et ses structures répressives, sans clairement comprendre que leur mouvement était également et contradictoirement mû par des forces, celles du capital, elles aussi opposées au patriarcat, des forces que ce patriarcat avait tenté de favoriser pour les utiliser à son profit, espérant les contrôler, sans s'apercevoir que ces forces à leur tour s'étaient appuyées sur lui, ce patriarcat pour se développer et l'emporter. Comme nous l'avons dit plusieurs fois le capital lui-même qui s'est développé grâce au patriarcat peut maintenant prôner un matriarcat – matriarcat que Bachofen avait étudié et célébré à la fin du dix-neuvième siècle dans son célèbre livre sur le droit maternel - alors que les valeurs qu'étaient le travail et la production tendaient à s'évanouir. À Munich les contestataires de la révolution érotique prônaient la vie de bohème, le refus du mariage, de la vie bourgeoise, non sans un certain aristocratisme, ils exaltent l'Eros, la sexualité, force vitale irrépressible qui allait balayer la civilisation ; page 101, Green cite Stefan George : « C'est là que se trouvaient les énergies ; là-bas, on savait que les choses ne pouvaient pas continuer ainsi, que l'humanité courait à sa perte et qu'aucune utopie ne pourrait la sauver, qu'il fallait s'en remettre au Miracle, à l'Action, à la Vie ». Les contestataires d'après la seconde guerre mondiale reprirent ce refus de la théorie et cette exaltation de l'action.

Green donne de nombreux renseignements sur le fameux Cercle cosmique munichois et ses membres Ludwig Klages, Alfred Schuler, Karl Wolfskehl et Stefan George (page 83 et suivantes), il rappelle que Ludwig Klages haïssait pareillement Moïse, Platon et Aristote, ainsi que l'Esprit qui avait selon lui pénétré l'univers et détruisait la Vie : « Le désir de connaissance est un crime contre la Vie et la Vie prend sa revanche sur le criminel » (cité par Green, page 88). Green analyse également la vie tragique et les idées d'Otto Gross duquel nous avons plusieurs fois parlé. Gross, fortement influencé par les théories de Freud, voulait la destruction de toute autorité, de toute limite, il exaltait les marginaux – prenant ainsi le contre-pied de son père très autoritaire, criminologue et psychiatre, qui vouait justement les marginaux, ennemis de la société, aux gémonies et défendait leur expulsion -, prônait la révolution et la liberté sexuelles – comme nombre de révolutionnaires il identifia faussement le capitalisme à la répression, à l'autorité, à l'imposition des limites, alors que le capitalisme est révolution et justement destruction des limites, libération, cette erreur dans l'identification de l'ennemi eut de graves conséquences – le retour au matriarcat qu'il identifiait au communisme primitif, au paradis perdu. Il semble cependant que Gross associait – ce qui n'était pas faux – patriarcat et civilisation paysanne, patriarcat et enracinement, ainsi qu'enracinement et emprisonnement, la société paysanne étant liquidée, le patriarcat n'avait plus de justification et donc le matriarcat devait le remplacer, ce qui justifie ce que nous disions plus haut sur le lien entre capital développé et un certain matriarcat. Gross se réjouit donc lui aussi – et là il rejoint les marxistes orthodoxes – de la disparition du monde pré-urbain, de la vie de la campagne, dans tous les cas il est certain qu'un certain scientisme qui lui était propre lui interdisait de partager les idées de Klages par exemple, dont la pensée ne pouvait que lui paraître irrationnelle, et Gross refuse, comme Freud, l'irrationalisme. Frieda von Richthofen va partager, diffuser et vivre les idées de Gross et elle va transmettre ces idées à D.H. Lawrence qui pourtant, lui, ne sera jamais un révolutionnaire, face à la prison qu'est la société il prône non pas la lutte, la révolution, mais la fuite, Lawrence ne croyait pas à une possibilité de communauté universelle, lui et Frieda, comme Antonin Artaud, essaieront de retrouver des peuples non encore touchés par la civilisation pour vivre parmi eux., de même qu'ils tenteront de vivre hors des villes et de fonder de petites communautés.

Le livre de Green serait trop long à résumer, disons simplement que tous les êtres que nous avons cités ont recherché la vraie vie, la vita nuova, la vie authentique que chercha Lukacs qui faisait d'ailleurs partie du cercle regroupé autour des époux Max et Marianne Weber (avec Ernst Bloch et Georg Simmel, l'auteur de *La philosophie de l'argent*), en dehors de la naturelle artificielle démoniaque qu'est la civilisation moderne.

Si Otto Gross était partisan de la révolution et Lawrence de la fuite, la position de Max Weber était autre. Weber n'aimait pas la société capitaliste, société mécanique, désacralisée, patriarcale, bureaucratisée et rationnelle mais il l'acceptait comme une donnée objective et inéluctable à laquelle on ne pouvait échapper, sans laquelle on ne pouvait vivre, il resta partisan du patriarcat, de la culture, de l'Ordre et de la Loi contre les partisans de la révolution érotique, défenseurs de la Vie et de l'Amour, mais d'un patriarcat adouci, atténué, réformé ; il est curieux d'ailleurs que Max Weber et Lawrence se retrouvent sur un point au moins : le refus de la démocratie et l'importance du chef, un peu à la manière de Carlyle. Marianne Weber, anti-révolutionnaire comme son mari, répugnait aux théories en vogue sur la liberté sexuelle, le nouveau matriarcat et s'inquiétait du rejet de toutes les limites et de tous les tabous. Elle écrivit de nombreux ouvrages sur les questions du mariage et de la sexualité (cf. Green op. cit., pages 192 et suivantes). Else von Richthofen la sœur de Frieda, qui fut la maîtresse des deux frères Weber, était proche des idées de Marianne Weber, plus « bourgeoise » que sa sœur.

Encore une fois la guerre de 1914-1918 détruisit matériellement toutes ces tentatives de penser et de vivre une autre vie, de même qu'elle causa et imposa un recul énorme de la pensée, en ramenant notamment au premier plan la question sociale avec la révolution russe d'octobre 1917, question qui occulta pour une cinquantaine d'années les questions fondamentales que doit affronter l'espèce humaine.

[33] Cet aveu de Lénine est évidemment monstrueux, peut-être y a-t-il là une falsification des traducteurs staliniens. Mais cette affirmation correspondrait bien aux conceptions de Lénine : le communisme n'est en fait que le capitalisme dont on a éliminé les éléments les plus parasitaires, antiproductifs (Lénine admirait les trusts et les cartels états-uniens et allemands), capitalisme épuré qui sera remis aux mains des prolétaires qui vont faire fonctionner – sans rien changer fondamentalement, excepté le phénomène de l'exploitation – le capital au profit des exploités, et développer les forces productives pour enfin dominer la nature rebelle et satisfaire des besoins jamais remis en cause. C'était le programme des bolcheviks et des marxistes, toutes tendances confondues, Staline réalisera tout cela.

[34] Si vraiment les formes les plus développées sont les plus favorables à la révolution socialiste pourquoi alors avoir soutenu que pendant la seconde guerre mondiale l'issue la plus favorable à la révolution aurait été la victoire du camp opposé aux empires anglo-saxons ?

[35] On peut sourire de l'initiative de Lénine des samedis pendant lesquels on travaillait gratuitement, mais il est vrai qu'en réaction immédiatiste à l'ignoble travail salarié, les révolutionnaires futuristes n'ont pas pu se déterminer sinon négativement, ils ont revendiqué après la seconde guerre mondiale la fin du travail - mais non pas la fin de la production des merveilles du système industriel - les machines étant conçues comme travaillant à la place des hommes (système automatisé déjà envisagé par Aristote). On a vite glissé dans une apologie de l'oisiveté et du plaisir, dans une vision d'une humanité déliquescente, dégénérée, parasite et droguée incapable d'activité quelconque, égoïste et avide de jeux, de spectacles et de fêtes, fuyant la douleur, la souffrance et l'effort. Jacques Guigou et Jacques Wajnsztejn abordent cette question dans *L'évanescence de la valeur – Une présentation critique du Groupe Krisis*, l'Harmattan, 2004, page 100 (note 258). Peu avant les deux auteurs soulignent le caractère résolument moderne de l'Internationale Situationniste, nous avions de notre côté parlé de futurisme situationniste et même marxiste. Ils citent une lettre de Guy Debord à Martos figurant dans *Correspondance avec Guy Debord*, Le fin mot de l'histoire, page 77 : « les situs (…) ont été les plus modernes (au sens vrai, c'est-à-dire justement révolutionnaire) » (page 99).

[36] 1 poud = 16,38 kg.

[37] Elle n'est pas si connue que Bordiga le prétend mais affirmer qu'elle est bien connue lui évite d'avoir à s'étendre sur cette période qui gêne son a priori marxiste selon lequel les paysans sont les privilégiés du système stalinien.

[38] La grande exploitation – destinée à la production des céréales - est plus favorable à l'utilisation des machines agricoles mais pourquoi faut-il utiliser ces machines agricoles ? D'où vient l'énergie qui fait fonctionner ces machines agricoles ? Quels sont les impacts de ces machines et de la recherche et l'utilisation de l'énergie pétrolière sur les communautés humaines, animales et sur la nature ? Et pourquoi faut-il cultiver des céréales ? Les céréales sont-elles nécessaires à l'alimentation humaine ? Ces questions, pourtant fondamentales, ne sont jamais abordées.

[39] Encore un pieux mensonge de Bordiga : dès 1921 le pouvoir bolchevik n'était plus « strictement lié à révolution communiste mondiale », laquelle d'ailleurs n'existait pas et n'avait jamais existé (et n'existera jamais).

[40] Il nous semble qu'il s'agit de Nina Ponomareva, athlète olympique russe, lanceuse du disque. Née à Kiev en 1929, elle fut la première athlète soviétique à obtenir une médaille d'or aux jeux olympiques d'Helsinki en 1952, elle remporta également l'or en 1956 aux jeux de Melbourne.

[41] Phrase à la Nenni : le socialiste italien, Pietro Nenni était l'une des bêtes noires de Bordiga, voir la fin de ce chapitre.

[42] Maffi a corrigé *rouges* en *russes*. En italien *rouges* se dit *rossi* et *russes* se dit *russi*. La correction de Maffi nous semble justifiée.

[43] Alexandra Kollontaï s'était ralliée à Staline.

[44] C'était bien la position de Trotsky.

[45] Bordiga fait ce qu'il reproche aux staliniens, il identifie dans un but polémique ce qui est fondamentalement différent, le K.A.P.D. avec le groupe autour de la revue d'Antonio Gramsci *l'Ordine Nuovo*. Énorme erreur théorique, aveuglement et mauvaise foi, toutes choses incompatibles avec la volonté de faire ressusciter le passé pour renouer le fil du temps.

[46] Bordiga a une curieuse conception de l'invariance, de la continuité du corpus théorique de l'école marxiste, il a une fâcheuse tendance à qualifier de classiques ou traditionnelles les positions que lui, Bordiga, défend et fait siennes, ainsi celles sur les syndicats ou les luttes de libération nationale. Comment pouvait-on traiter – fort justement - d'abjecte l'Internationale d'Amsterdam et appeler à travailler en son sein, position que Bordiga, favorable au front unique syndical, ne remit pas en question ? Il aura fallu faire appel à la mystérieuse dialectique qui sert en fait à tout justifier et plus particulièrement la politique bolchevique.

[47] On note la prudence et même la gêne de Bordiga à propos des événements « mystérieux » de Cronstadt. Dans tous les cas le rôle de Trotsky dans la répression fut plus important que celui de Staline, mais tous les bolcheviks – y compris les membres de l'Opposition ouvrière - étaient solidaires, même Gorter se solidarisa avec les bolcheviks dans un premier temps.

[48] Nouvelle gêne de Bordiga à propos de l'interdiction des fractions votée par le X° congrès du Parti communiste russe.

[49] Dialogue est un doux euphémisme car il s'est souvent fait à la mitrailleuse, de même Bordiga ne parle pas des ouvriers mais pudiquement des « basses classes ».

[50] Il s'agit du discours de Trotsky au IV° congrès de l'Internationale Communiste, « Cinq années de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale ». Bordiga attachait à ce discours, comme à celui de Lénine sur *l'Impôt en nature*, une grande importance au point qu'il fut publié en 1966 dans *il programma comunista*, n°6 à 10 avec des commentaires de Bordiga lui-même.

[51] Nous ne pouvons résister à l'envie de relever le caractère pour le moins audacieux de cette affirmation historique, en fait énorme contrevérité.

[52] Énorme concession à Trotsky qui n'a justement jamais admis la nature capitaliste et bourgeoise de l'État russe. L'indulgence de Bordiga envers Trotsky – qui fut, avec Boukharine, Zinoviev et Lénine, son ennemi acharné dans l'I.C. - est à comparer avec ses jugements profondément injustes – pour ne pas dire plus - envers les gauchistes allemands par exemple qui, avec toutes leurs faiblesses, leur ouvriérisme, leur tendance autogestionaire, etc. rompirent au moins rapidement, ce qui était le minimum, avec le bolchevisme en dénonçant clairement comme contre-révolutionnaire notamment sa coalition honteuse avec les gens de la Deuxième Internationale. Bordiga croyait encore en 1926 en une possibilité de redressement de l'I.C. comme les thèses de Lyon le laissent clairement voir ; en 1945, isolé de Damen, de Maffi et de leurs camarades du nord de l'Italie, il croyait encore semble-t-il en un redressement possible des partis ouvriers existants (c'est-à-dire le parti stalinien et le parti socialiste). En défendant Trotsky et les bolcheviks Bordiga produit également un plaidoyer *pro domo* puisqu'il justifie ses nombreux renoncements et reculades face aux bolcheviks qui suscitaient l'incompréhension de certains camarades de la Gauche et qui commencèrent avec l'abandon des thèses de la fraction abstentionniste en 1920.

[53] Malgré toute son indulgence et sa bonne disposition envers le « grand » Trotsky, Bordiga ne peut tout de même pas laisser passer cette énormité doctrinale du chef de l'Armée Rouge ! Comme nous l'avons plusieurs fois affirmé et comme nous avons essayé de le montrer Trotsky ne faisait pas de différence essentielle entre capitalisme et communisme. Tous les traits de Trotsky – admiration de la science, exaltation du développement des forces productives et de l'urbanisation (cf. plus haut le passage méprisant et caractéristique sur l'idiotisme de la vie des campagnes), idolâtrie de l'industrie et de la rationalisation de l'existence, fascination des États-Unis, etc. – sont présents et bien présents chez ses camarades bolcheviks comme chez ses maîtres Marx et Engels, le chef de l'Armée Rouge a peut-être simplement poussé au paroxysme cette exigence de rupture avec la nature que son origine juive ne suffit pas à expliquer entièrement.

[54] Le traité de Tilsit fut imposé en 1807 au tsar Alexandre I° par Napoléon I° dont les armées avaient battu les armées russes à la bataille de Friedland (14 juin 1807).

[55] Les traducteurs de la deuxième partie (incomplète) de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, éditions de l'Oubli, 1975 (livre repris par la suite par les éditions Spartacus) – Denis Authier, Jacques Camatte et Jacques Colom ; le livre contenait une introduction du deuxième traducteur – signalent que Zi Teresa est un restaurant célèbre de Naples.

[56] Pour Bordiga non seulement l'individu mais également l'individualité ne sont rien et cette dernière est soumise au despotisme impitoyable des déterminations économiques, elle ne peut y échapper qu'en se soumettant au despotisme du parti et du corps de doctrine marxiste (qui sont quasi des synonymes) qui seuls permettront le renversement de la praxis. L'individualité est sacrifiée sans appel à la communauté puis à l'espèce.

[57] Bordiga utilise ici entre guillemets le terme *smammato*, participe passé du verbe *smammare*, dans le sens méridional de *spacciato*, participe passé du verbe italien *spacciare*, qui signifie diffuser, mettre en circulation mais au sens où l'on met en circulation de la fausse monnaie ou de la drogue (activité du trafiquant).

[58] Bordiga emploie le verbe *frocoliare* qui est en fait le verbe dialectal *sfruculiare.*

[59] Bordiga essaie de justifier Lénine de ne pas avoir inclus dans sa liste des éléments de communisme primitif qui devaient pourtant bien exister dans l'immense Russie. De plus Bordiga ne croit pas si bien dire : les bolcheviks ont bien liquidé en connaissance de cause dans la lutte les restes de formes ancestrales communautaires sinon communistes.

[60] C'est là que nous achoppons : on ne peut pas contrôler le capitalisme, lui poser des limites, l'utiliser comme le croit Lénine comme l'a cru l'humanité, prise comme un tout ou en tant que divisée en classes, groupes, etc. Les révolutionnaires, nous l'avons dit, ont joué avec le feu en contribuant à l'introduction du capital, à son développement, à sa victoire, à son exaltation, en produisant son discours justificateur.

[61] *Coltivazione* : action de cultiver (des plantes, des arbres).

[62] On ne saurait mieux exprimer que le mouvement socialiste était en fait un mouvement destiné à ouvrir la route au développement du capitalisme. Son discours reprend sans sourciller les thèses bourgeoises – dont Bordiga en d'autres textes s'est moqué mais sans jamais renoncer à l'affirmation du caractère progressiste du capitalisme – sur le Moyen Âge. L'électrification est acceptée aveuglement, sans discussion, et a priori comme un phénomène positif par Lénine fasciné par la technique capitaliste qui seule va permettre d'échapper à l'obscurantisme communautaire et patriarcal (l'idiotisme paysan dont parlait Trotsky plus haut, l'idolâtrie de la nature dont parlait Marx) et d'échapper enfin aux déterminations naturelles.

Nous avons souvent rappelé combien fut décisive la révolution urbaine des XII° et XIII° siècles en Europe occidentale qui correspond au début du déclin de la société féodale et au redémarrage du mouvement de la valeur. Le XIII° siècle voit ainsi s'installer un compromis entre le principe foncier et le principe de la valeur, et c'est ce compromis, cet équilibre, équilibre également entre foi et raison, campagne et ville, Bible et corpus aristotélicien, communauté et individu que théorise Thomas d'Aquin dans son système théologique, d'où la nostalgie pour ce siècle (Maurras, Novalis et bien d'autres) mais en fait avec le développement de l'urbanisation, de l'individualisation (il n'y a plus de communauté et donc s'impose la responsabilité individuelle, au Moyen Âge, comme en Grèce, c'est dans le droit que se manifeste le mieux ce renversement, c'est au XIII° siècle au concile de Latran que l'Église de Rome rend obligatoire une fois l'an au moins la confession auriculaire), de la

technique, du commerce et la destruction des anciens modes communautaires de pensée et de vie, la sécurité disparaît, rien n'est plus certain, et les Européens vont se mettre à douter de tout (même de leur salut qui n'est plus une donnée évidente) et à avoir peur, d'où l'angoisse (thème qui atteindra son apogée dans l'œuvre de Martin Luther), c'est au XIII° siècle que la réflexion sur le Diable, l'Ennemi, va connaître un grand développement, le Diable devient omniprésent comme on peut le voir dans la Quête del Saint Graal inclus dans le Lancelot en prose du XIII° siècle.

[63] Bordiga parle ici – comme souvent - de mouvement et non de parti. Dans la version de Maffi – défenseur de l'organisation - le groupe de mots « dans les groupes du mouvement » a disparu.

[64] Il semblerait que les ouvriers durent se défendre avant tout non pas contre les capitalistes mais bien contre leurs soi-disant défenseurs : les bolcheviks eux-mêmes.

[65] Les auteurs de la traduction partielle en français signalés plus haut notent qu'il y a là effectivement un jeu de mots (volontaire ou non) puisque la même expression italienne peut signifier « si j'étais un marxiste avec une tresse » (= chinois) et « si j'étais un marxiste réactionnaire ».

[66] En napolitain, *papale* signifie : très simple, évident.

[67] On ne saurait mieux dire … Dire que le capitalisme développé était une condition favorable au communisme car il créait un prolétariat puissant est une chose (ce qui s'avéra historiquement une illusion catastrophique), dire que la tâche du mouvement socialiste était d'introduire le capitalisme dans des régions qui ne le connaissaient pas (ce qui advint effectivement) en est une autre.

[68] Il s'agit du groupe dont le théoricien était Oustrialov qui appelait à défendre le pouvoir bolchevik comme pouvoir national et même nationaliste, position originale dans l'émigration russe blanche farouchement hostile au nouveau pouvoir bolchevik. On trouve des textes d'Oustrialov dans le livre en italien de Vittorio Strada et Sergej Kulešov, *Il fascismo russo*, Marsilio Editori, 1998.

[69] Bordiga ne s'étend pas sur cette question mais il a raison, dès 1918 – et même dès 1917 - de grands groupes capitalistes - industriels, commerciaux et financiers -, surtout états-uniens, s'intéressèrent à la nouvelle Russie et tentèrent d'entamer des tractations avec les bolcheviks pour son exploitation.

[70] En français dans le texte.

[71] Nous avons ainsi traduit grossièrement l'expression colorée de Bordiga, littéralement : allez vous faire masser les fesses !

[72] Quoi qu'en dise Bordiga, la différence entre les deux formulations n'apparaît pas vraiment évidente.

[73] L'image est claire et terrifiante : le prolétariat est lié indissolublement à l'industrie mécanique et à l'électricité, une fois au pouvoir son parti va industrialiser l'immense Russie entraînant d'innombrables catastrophes et désastres écologiques et humains (dont le quasi assèchement de la mer d'Aral n'est pas l'un des moindres), les projets les plus fous ayant été étudiés, dont celui d'inverser le cours de certains fleuves pour pouvoir irriguer certaines régions comme la Sibérie. Charles Fourier voulait déjà, à la suite de Francis Bacon et de Cicéron, transformer la nature en un objet utile à l'homme, il parlait notamment de transformer les océans en limonade. Dans « La légende du Piave », *il programma comunista* n°20, 1°-15 février 1963, Bordiga écrivait ces lignes pour le moins inquiétantes : « L'homme, c'est certain, vaincra la nature. Et il le fera grâce à une science, une technique et une administration qui ne se loueront à personne ».

[74] Bordiga s'incluait-il dans ces très grands combattants battus qui ne pouvaient pas étudier objectivement l'histoire de leur défaite ?

[75] Cf. la grande étude de Bordiga sur la question agraire qui précéda, en 1954 (elle occupe la quasi totalité des Sul filo del tempo de cette année), le début de la vaste étude de la question russe des années suivantes, celle-là était d'ailleurs également une introduction à celle-ci.

[76] « Impie » ne figure pas explicitement dans le texte de Bordiga, nous n'avons pas cependant pensé trahir ni même forcer la pensée de l'auteur en ajoutant à « blasphème » cet adjectif lovecraftien. Il

serait facile de montrer d'ailleurs comment l'on retrouve chez Bordiga les adjectifs de H. P. Lovecraft qui sont en fait ceux propres au dualisme, cf. quelques lignes plus bas l'« hérésie démente » !

[77] Bordiga est bien obligé de reconnaître l'ignominie et l'abjection dans lesquelles finirent la révolution russe, et toute son œuvre fut aussi écrite pour conjurer cette fin cauchemardesque et essayer d'expliquer l'invraisemblable et honteux aboutissement de l'événement qui avait été l'immense espoir de toute une génération de révolutionnaires : comment avait-il pu engendrer un tel cauchemar ? Et les explications par la contre-révolution capitaliste par ou le défaut de la révolution ouvrière des pays capitalistes avancés sont manifestement insuffisantes ; Bordiga, traumatisé par cette involution inimaginable (malgré son affirmation sans cesse répétée que le marxisme a connu d'autres contre-révolutions et que celle-ci, fondamentalement, n'apporte rien de nouveau), aurait peut-être pu se demander si le mouvement ouvrier révolutionnaire n'était pas, dès l'origine, corrompu par la pourriture sociale à cause de son acceptation des axiomes de la société du capital, il aurait pu peut-être également en arriver à remettre en cause le phénomène révolutionnaire lui-même.

[78] Il s'agit du personnage de Ferravilla dont nous avons déjà parlé.

[79] Bordiga se garde de dire que la gauche, la droite (restées « sur le terrain des principes marxistes » !) et le centre étaient tous les trois unis contre les oppositions gauchistes européennes, mais tout cela participe de la belle histoire du bolchevisme et de l'exercice masochiste de Bordiga. Il en est de même de la suite dans laquelle on apprend que Trotsky avait « eut l'immense mérite … » alors que l'on sait sa défense acharnée de l'unité du parti, sa critique – et parfois sa dénonciation - des fractionnistes et le caractère bien tardif de son opposition, elle-même toute relative. Il est curieux que Bordiga qui se veut matérialiste attache tant d'importance aux déclarations de Lénine, de Trotsky, de Boukharine, de Staline et non à leur actes, sans voir que tout le verbiage sur la révolution mondiale, le prolétariat international, etc. n'était qu'un vaste bluff, seulement des mots destinés à masquer leur volonté de se rallier à la communauté capitaliste mondiale et à tromper des prolétaires et des révolutionnaires qui ne demandaient qu'à se laisser tromper.

[80] Bordiga semble confondre Horace Cocles (« le borgne ») - héros romain avec Mucius Scaevola, de la guerre contre le roi étrusque Porsenna, au VI° siècle avant le début de l'ère chrétienne - avec le troisième des frères Horace, autre héros romain (et héros de la pièce de Pierre Corneille), de la guerre contre Albe cette fois, au VII° siècle avant le début de cette même ère.

[81] Cette expression est obscure, il semblerait cependant qu'un jour certains individus furent surpris en train de voler dans la cathédrale de Pise, pour cacher le véritable motif de leur présence en ce lieu saint, ils se mirent alors à prier avec grande ferveur. Il s'agit donc d'une expression relative à un comportement dont l'intention réelle est dissimulée et qui n'est qu'une imitation toute extérieure et non un comportement authentique.

[82] Ici Bordiga écrit dans le journal « de la forme 3 à la forme 4 », Maffi et les traducteurs français signalés dans la note 29 font de même. Il nous semble qu'il y a à cet endroit une erreur et qu'il s'agit bien du passage de la forme 2 à la forme 3.

[83] Vercesi (O. Perrone), *La tactique du Comintern de 1926 à 1940*, in *Prometeo*, 1° série, n°2, pages 91 et suivantes.

[84] En français dans le texte.

[85] Il s'agit encore une fois du texte *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie*.

[86] Il s'agit d'un invariant chez Trotsky : tout se ramène à des problèmes de direction.

[87] Dans la critique de Bordiga féroce et souvent justifiée à l'égard du localisme et de l'égoïsme, il y a cependant un élément gênant et très dangereux, Bordiga pousse à bout l'exaltation marxiste de la dépossession, de l'expropriation, de la prolétarisation, et de l'agriculture scientifique réalisées par le capital. La dépossession totale – et donc la perte de substance, la dépendance absolue vis-à-vis de la communauté capital qui fournit tout à ceux qui ne peuvent plus subvenir à leur subsistance car ils n'ont plus le petit champ que Bordiga détestait tant, car ils ne sont plus enracinée en la terre - s'est bien réalisée mais le communisme, le soulèvement d'une classe révolutionnaire parce qu'expropriée, qui devaient naître de cette dépossession, ne se sont pas réalisés (que des dépossédés et surtout des dépendants du monde du capital aient pu envisager de créer un autre monde c'est ce que l'on n'aurait jamais dû croire). Bordiga a pourtant bien vu et férocement dénoncé cette dépossession qui fit

des ouvriers des consommateurs abrutis (de façon analogue aux paysans d'autrefois ou aux kolkhoziens contemporains, et en fait bien plus, les kolkhoziens, tout pénétrés qu'ils étaient par la mentalité mercantile, étaient encore capables de produire leur nourriture, de fabriquer leurs vêtements et de construire leur habitat, tare localiste semble-t-il pour Bordiga !), consommateurs se découvrant de nouveaux « besoins », besoin d'universalité il est vrai, mais en fait surtout besoins des nouveaux produits que Bordiga détestait justement, prothèses et thérapeutiques à la démence créée par l'expropriation que ces thérapeutiques exacerbaient et exacerbent.

Dans *Le seul et vrai Paradis*, éditions Climats, 2 002, Christopher Lasch fait l'histoire critique du concept de progrès duquel il est adversaire – le sous-titre du livre est d'ailleurs *Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, il va donc étudier les penseurs qui avaient critiqué les Lumières et avaient eu l'intuition des catastrophes qui n'allaient pas manquer de survenir si l'on s'abandonnait à celui-ci, à la démesure, et si l'on transgressait tous les tabous, toutes les limites : « Emerson et Carlyle réaffirmaient l'ancienne sagesse rurale *(elle date d'Hésiode, note de (Dis)continuité)* d'après laquelle un désir irrésistible entraîne le châtiment mérité, une force correctrice et compensatoire » (page 17). Lasch fait une analyse de l'idée de la croissance infinie des besoins, idée acceptée et défendue par Marx : « Les fondateurs du libéralisme moderne commencèrent à soutenir que les besoins humains, étant insatiables, nécessitaient une expansion illimitée des forces de production indispensables à leur satisfaction » (page 15). Il fait une analyse du marxisme (de ce qu'il connaît du marxisme), pages 136 et suivantes : les marxistes, écrit-il, dans la controverse sur le progrès, se rangeaient résolument du côté du futur, au nom de la nécessité historique, il rappelle justement que Marx a toujours violemment combattu les théoriciens, ouvriers ou non, chrétiens ou non, qui envisageaient le socialisme plus comme le rétablissement des conditions de vie précapitalistes plus ou moins communautaires que comme le stade terminal d'une révolution bourgeoise capitaliste. Il ne semble pas que Lasch envisage autre chose qu'une revalorisation du concept de limites, de ce qu'il y a de sain dans l'ancienne culture petite-bourgeoise tellement méprisée des théoriciens du modernisme. Il n'y a pas, pensons-nous, à choisir entre la Limite et l'Illimité (qui étaient les deux principes irréductibles de l'école pythagoricienne selon Aristote (*Métaphysique*, A, 5, 986, a), *Péras* et *Apeiron*, commandant deux séries parallèles de termes opposés : Un/Multiple, Droite/Gauche, Bien/Mal, Lumière/Obscurité, etc.), ces opposés étaient les produits de la pulvérisation et de la pathologie humaines, une autre humanité, si elle arrivait à émerger ce qui nous semble de plus en plus douteux, ne pourrait que poser le problème tout autrement.

Il est également frappant que Bordiga accorde peu d'importance aux souffrances inouïes subies par les paysans (ukrainiens mais pas seulement) soumis à la politique de l'État soviétique, comme si seules les souffrances des prolétaires étaient dignes d'être rapportées et notées. Le mythe prolétarien s'étant évaporé, la question de l'agriculture, liée à celle de la rupture de la dépendance vis-à-vis du capital et de ses produits (au sens large) empoisonnés (ils le sont tous à différents titres) et à celle du refus du parasitisme et de l'artificiel, doit se poser elle aussi tout à fait autrement. Dans tous les cas la destruction des campagnes russes fut bel et bien une catastrophe – humaine et écologique – comme l'est et le sera celle des campagnes chinoises, même si l'agriculture (en Grèce et au Moyen Orient comme en Chine) avait déjà été dans une large mesure une large agression à la nature sauvage.

On trouve chez Tolstoï une violente critique de l'industrialisation-mécanisation de la vie, mais s'il prône la vie à la campagne, le travail manuel, le travail de la terre, il est sans complaisance pour la grossièreté et l'inhumanité des paysans russes comme on le voit par exemple dans sa pièce de théâtre *La puissance des ténèbres*.

[88] La fin du chapitre 122 manque dans l'édition de 1976 de Maffi, sans doute un oubli, compréhensible car la disposition du texte en colonnes dans le journal ne rendait pas la lecture toujours très facile. Les traducteurs français de 1975, Camatte, Authier et Colom n'avaient donné quant à eux qu'un résumé de ce chapitre.

[89] Cette fameuse petite culture traditionnelle étant bien sûr une horreur pour les marxistes, partisans de l'agriculture en grand, agriculture scientifique, mécanique, chimique, hautement destructrice des êtres, des communautés et des milieux naturels.

[90] Il s'agit ici d'une expression sicilienne : je suis assis sur le mien, c'est-à-dire sur mon terrain. Plus loin *dallu mio*, toujours en sicilien, signifie : du mien.

[91] Bordiga emploie bien le sinistre substantif *sterminio* : extermination.

[92] Nous avons cédé à l'usage courant mais il faudrait dire exactement et mathématiquement les *nombres* et non les *chiffres* qui sont les signes (il y a en dix dans la numérotation dite arabe, en fait indiano-arabo-occidentale) avec lesquels on écrit les nombres en base dix.

[93] Maffi a souvent rectifié – certainement à juste titre - les chiffres donnés par Bordiga, nous avons gardé, dans la majorité des cas, ces derniers.

[94] Par cela Bordiga se démarque nettement des révolutionnaires, chantres de la ville et de ses beautés, et en cela réside sa grandeur, son drame et ses contradictions : révolutionnaire mais s'avouant misonéiste face à la déferlante révolution capitaliste qu'il a exaltée –en tant que fondement du communisme qu'il appelait de ses vœux - et qu'il détestait.

[95] Maffi a inversé les chiffres de Bordiga ; il écrit 42 pour cent de paysans (et donc 58 pour cent de non paysans).

[96] 83,2 + 19 ? 92,2 ! Maffi a rectifié, il a écrit 73,2 au lieu de 83,2, la somme est alors bien 92,2.

[97] Bordiga emploie le terme *omenoni* (cariatides masculines) *politici*, que l'on pourrait traduire : les statues de la politique.

[98] Une note de la traduction français de 1975 d'un passage de la seconde partie de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* (éditions de l'Oubli) signale que l'on trouve une preuve de ce que Bordiga avance dans ce que raconte Soljénitsyne dans *Une journée d'Ivan Denissovitch* (éditions 10/18, pages 60 et 61).

[99] Maffi a corrigé *sociale* en *asociale*.

[100] La question agraire est pour Bordiga, il le répète plusieurs fois, un pièce centrale de la théorie marxiste, elle en commande même tout le système, la révolution capitaliste est une révolution agraire et la théorie de la rente (rente absolue et rente différentielle), exposée dans la sixième section du Livre III du *Capital*, permet d'expliquer totalement les phénomènes soi-disant nouveaux du monopole, de l'impérialisme, etc. Elle permet donc à Bordiga de refuser tout innovation, toute révision, toute mise à jour de la théorie, d'où également la grandeur de Lénine, à ses yeux, pour avoir restauré la théorie de Marx en ce domaine. Or, dans toutes ses études sur cette question, notamment dans *Propriété et Capital* mais également dans toute la série de *Fil du Temps* consacrés à la question agraire qui couvrent l'année 1954 Bordiga utilise et cite longuement un auteur dont il ne cite jamais le nom (« un économiste agraire de tendance non socialiste » écrit-il dans *Propriété et Capital*, chapitre V) ni même le titre de ses ouvrages, or cet auteur est son propre père, économiste et professeur, spécialisé dans l'économie rurale, et l'ouvrage en question est son *Traité d'économie rurale* de 1926 ! L'anonymat était ainsi étendu à la génération antérieure. Rita Caramis a étudié cette question dans son intervention au colloque « Science et politique chez Amadeo Bordiga (1910-1970) » (Milan, 24-25 octobre 2003) intitulée « Oreste et Amadeo Bordiga : la théorie de la rente foncière ».

[101] Bordiga écrit bien *prolificazione* ; il y a bien une insupportable – pour la Terre et l'ensemble du monde vivant – prolifération humaine, thème rarement abordé par les marxistes qui dénoncent à tout propos le malthusianisme et se réclament du programme de Bacon et de Descartes (mais il remonte à des millénaires auparavant) de domination de la nature.

[102] Le titre de la célèbre chanson de Ray Ventura et son orchestre est en français dans le texte.

[103] Pour Bordiga l'antifascisme – qui servit entre autre chose de justification à la participation de l'URSS au second conflit mondial lequel marqua le ralliement définitif de ce pays au camp capitaliste et la liquidation effective de l'héritage « glorieux » d'Octobre – est la pire des hérésies contre-révolutionnaires, celle qui contient toutes les autres (opportunisme, activisme, immédiatisme, concrétisme, démocratisme, etc.). Mais dès 1922 l'Internationale Communiste appela à la défense de la République en Allemagne et à la défense de la liberté en Italie. Nous l'avons plusieurs fois affirmé avec d'autres : le premier antifascisme se manifesta lors de l'affaire Dreyfus avec le ralliement, dont Jean Jaurès fut le maître d'œuvre, du mouvement ouvrier à cette défense de la République contre les forces réactionnaires, cléricales, foncières, soi-disant féodales, etc. Nous avons plusieurs fois signalé le comportement de Jules Guesde qui qualifia cette affaire de lutte entre deux clans qui se disputaient la direction de la société capitaliste française, et à cette lutte la classe ouvrière devait rester selon lui totalement étrangère. Malheureusement le comportement de Guesde fut loin d'être aussi intransigeant comme on peut le constater en lisant notamment le livre de Claude Willard, *Les guesdistes* (Éditions Sociales). Le mouvement guesdiste était fortement infecté non seulement par le parlementarisme et le réformisme mais aussi par le patriotisme, le nationalisme et même par le chauvinisme comme le fut le blanquisme. Willard cite l'exemple de sections du P.O.F. qui s'associèrent – sans jamais être désavouées par la direction – à des commémorations de

monuments à la gloire des soldats morts lors de la guerre de 1870-1871 ; en 1896, la section lilloise appela à la réconciliation nationale lors de l'inauguration, en présence du ministre de la guerre, d'un monument érigé par la municipalité en l'honneur du général et colonisateur Faidherbe, on lisait ainsi dans le journal de la section, *Le Réveil du Nord* du 23 octobre 1896 (cité par Willard, page 205 de son livre) : « Les socialistes se souviendront qu'ils sont français d'abord … Il faut que tous les démocrates affirment aux yeux du pays tout entier, devant l'étranger aussi, leur union intime dans la patrie française … Que dimanche ceux que l'on nomme les ''Sans Patrie'' n'aient d'autres cris sur les lèvres que ''Vive Faidherbe ! Vive la France !'' ». Après une attitude intransigeante au commencement de l'Affaire – mais Paul Lafargue critiqua dès le début l'attitude de la direction guesdiste, il était favorable à une participation au combat démocratique aux côtés des défenseurs de Dreyfus – le P.OF. – par ses sections locales d'abord puis par sa direction nationale ensuite - alla de reculades en reculades, acceptant finalement sans gaieté de cœur le front unique avant la lettre, premier pas vers l'unité qui devait, avec la formation de la S.F.I.O., se réaliser en 1905 entre les guesdistes, les allemanistes, les possibilistes de Paul Brousse, les blanquistes et les indépendants tels Jaurès (cf. Willard, op. cit., pages 410 et suivantes).

Pour Bordiga le fascisme – mais également le stalinisme - réalisait le programme réformiste de collaboration de classe (pour une humanisation de la société et du travail, etc.), d'intégration de la classe ouvrière dans la société du capital, et donc d'anéantissement du programme communiste De même après la seconde guerre mondiale les théoriciens et économistes états-uniens du bien-être reprirent la thèse social-démocrate, fasciste, stalinienne et national-socialiste de la communauté harmonieuse des classes (cette communauté harmonieuse Platon la théorisait déjà).

Pour Georges Valois, un des théoriciens du fascisme français, dissident de l'Action Française, le fascisme apporte une solution au problème ouvrier après la faillite du mouvement socialiste et celle du bolchévisme, le fascisme est même l'aboutissement du mouvement ouvrier, ainsi il écrit dans « La nation fasciste et le peuple ouvrier » : « C'est par le fascisme que l'élite ouvrière, représentant les intérêts, les passions, les vœux, les besoins des classes ouvrières, s'insérera à son tour dans la vie de l'État, afin d'obtenir, pour la vie ouvrière tout entière, les conditions de vie nécessaires à la santé de la famille ouvrière et, par là, à la grandeur et à la prospérité de la nation » (réédition des éditions nationalistes révolutionnaires Ars Magna, 2003).

De même, le fascisme ne fut pas unanime dans sa condamnation de l'idéologie démocratique, ainsi pour Marcel Déat, désireux de chercher des racines françaises au fascisme, il existe une démocratie autoritaire, même totalitaire, celle que prôna Jean-Jacques Rousseau dans son *Contrat Social*. Dans son article « J.-J. Rousseau totalitaire » (in *Pensée allemande et pensée française*, éditions Aux armes de France, 1944, page 123-127, republié dans *Résistance*, revue nationale révolutionnaire, nouvelle série, n°19, septembre 2004), Déat fait de Rousseau (une des bêtes noires des réactionnaires, de Charles Maurras notamment) un penseur socialiste national qui aurait influencé le Fichte de *L'État commercial fermé* et l'économiste List (que Marx avait fortement critiqué), il l'élève au rang de précurseur de la Révolution Nationale de Vichy.

[104] Bordiga veut dire qu'en fait les statistiques russes sont tellement floues qu'il n'y a pas de limites véritables qui permettent de définir un centre urbain.

[105] Le phénomène est insuffisant, il faudra une diminution de ces masses urbaines – masses prédatrices qui déversées dans la campagne seraient des agents de destruction - et donc une désintoxication généralisée, un effondrement du niveau de vie, l'enraiement puis le recul de l'invasion technique, une éradication des besoins artificiels, du parasitisme, etc. la fin de l'ère de la consommation aveugle, une – que l'on nous pardonne le néologisme - déabstraïsation de l'espèce humaine.

[106] On pouvait lire en italique à la fin de ce chapitre 148 – paru dans le n°2 du journal, 18 janvier–1 février 1957 – les lignes suivantes :

« Aux lecteurs. On attendait peut-être une conclusion à la place de cet intermezzo. Les lecteurs sont trop avisés pour l'interpréter comme une pure information statistique et ils sauront en voir le contenu social et historique de premier plan. La conclusion viendra par la suite et traitera l'économie industrielle planifiée et étatique ».

Le texte allait s'interrompre pendant deux numéros d'*il programma comunista*, n° 3 et 4, pour faire place au compte rendu de la réunion interfédérale de Ravenne, *Structure économique et cours historique de la société capitaliste*.

[107] Ce paragraphe de liaison paraît avec la reprise de la partie II de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* (chapitre 149) dans le n° 5 du 2-16 mars 1957 d'*il programma comunista*. Le texte de *Structure ...* se poursuivra à partir de ce numéro sans interruption pour se terminer dans le n°12, 6-21 juin 1957.

[108] C'est bien Bordiga qui fait des concessions énormes à Trotsky en défendant contre toute vraisemblance cette interprétation de sa position.

[109] Ainsi traduisons-nous le néologisme de Bordiga *monetometro*.

[110] Bordiga va donc plus loin que Marx, il ne suffit pas de supprimer les valeurs d'échange mais bien également les valeurs d'usage qu'il appelle antisociales : de la cigarette au porte-avions. Il y a là l'amorce d'une critique des faux besoins que reprendra Marcuse et bien d'autres. Nous avons plusieurs fois fait allusion aux communistes qui se manifestèrent avant Marx, notamment Gauny qui prêchait pour un socialisme frugal, lequel Marx s'éleva contre eux en les taxant, pour les condamner, de communistes grossiers ou vulgaires, ainsi il écrit en 1844 dans ce qu'il est convenu d'appeler les *Manuscrits de 1844* le passage caractéristique suivant : « Le communisme vulgaire ne fait que parachever cette envie et ce nivellement en imaginant un minimum. Il applique [aux besoins] une mesure déterminée, limitée. L'abolition de la propriété privée n'y est point une appropriation réelle, puisqu'elle implique la négation abstraite de toute la sphère de la culture et de la civilisation, le retour à une simplicité peu naturelle d'homme dépourvu et sans désir » (Karl Marx, *Œuvres*, *Économie II*, La Pléiade, Gallimard, page 77 et 78, traduction de Maximilien Rubel). Il s'agit donc pour Marx d'en finir avec les limitations, les besoins naturels, et de s'abandonner au devenir infini comme le sont les besoins, tout en conservant culture et civilisation qui ne sont pas mis en question, ce sera sa position encore dans les *Grundrisse*, il y a bien invariance sur ce point. Marx annonce la libération du désir, l'homme de désir cher à Deleuze et Guattari, il est amené à exalter la révolution capitaliste que le communisme va reprendre et pousser à bout.

On trouve également une critique de la société de consommation chez Cardan, notamment dans son article « Recommencer la révolution » (in *Socialisme ou barbarie*, n°35, janvier-mars 1964). Il écrivait notamment : « La critique révolutionnaire de la société capitaliste doit changer d'axe. (…) Elle doit montrer que, quel que soit l'élévation du ''niveau de vie'', le problème des besoins des hommes n'est pas résolu même dans les sociétés les plus riches, que la consommation capitaliste est pleine de contradictions et finalement absurde. Elle doit enfin s'élargir à tous les aspects de la vie, dénoncer le délabrement des communautés, la déshumanisation des rapports entre individus, le contenu et les méthodes de l'éducation capitaliste, la monstruosité des villes modernes, la double oppression imposée aux femmes et aux jeunes » (page 30), précédemment il écrivait (page 27) : « Si le terme barbarie a un sens aujourd'hui, ce n'est ni le fascisme, ni la misère, ni le retour à l'âge de pierre. C'est précisément ce ''cauchemar climatisé'', la consommation pour la consommation, l'organisation pour l'organisation dans la vie collective » Bordiga préféra, dans un but polémique, taire les positions de Cardan-Castoriadis qu'il aurait pu admettre et mettre en avant ses turpitudes : la revendication de la gestion ouvrière, de l'égalité absolue des salaires (page 9), la disparition des crises économiques (page 11), l'antagonisme entre dirigeants et dirigés, la lutte contre la bureaucratie, l'expérience ouvrière, le socialisme comme programme d'humanisation de la société et du travail (page 30), etc. Le théoricien de *Socialisme ou Barbarie* écrivait au début de son article : « Le mouvement ouvrier, en tant que mouvement organisé de classe contestant de façon explicite et permanente la domination capitaliste, a disparu » (page 1) et il ajoutait, ce qui ne pouvait manquer d'excéder les marxistes (de Bordiga aux situationnistes) : « Pour ceux qui refusent de se mystifier eux-mêmes, il est clair que ces constatations ruinent dans la pratique le marxisme classique, en tant que système de pensée et d'action ».

Dans le numéro 367du *Fifth Estate*, hiver 2004-2005, David Watson critique Marx qu'il compare et oppose à Henry David Thoreau dans un article « Économie politique, économie perpétuelle (*perennial*), Marx, Thoreau et nous ». Toute l'œuvre de Marx est un hymne à homo faber (l'homme constructeur) et aux produits du travail humain, un appel à la manipulation de la nature par l'espèce humaine : « À cause du fait que le capitalisme créa les bases matérielles du socialisme, Marx et Engels se firent les champions du développement économique capitaliste même si dans le même temps ils protestaient contre ses horreurs ». Watson cite sans les nommer des idéologues staliniens qui demandaient une liquidation de la nature au nom du paradis socialiste. « Marx et Engels affirmaient que les travailleurs devaient perdre leurs outils, les fermiers leurs terres, devenir de purs appendices de la machine afin, en dernier lieu, de devenir leurs propres maîtres. Même les anciennes divisions de classe pouvaient être justifiées en vertu du fait qu'elles détruisaient les vieilles ''conditions de pénurie du passé'' et fournissaient les bases du communisme. Le Progrès allait détruire les mythes ''infantiles'' et dévêtir le monde des auréoles et des mystifications en urbanisant les campagnes, en centralisant la production, en délivrant les gens de l' ''idiotie de la vie rurale'' », c'est exactement la position de Bordiga. Watson, paraphrasant Thoreau qui disait que le meilleur gouvernement était celui qui gouvernait le moins possible, écrit que moins il y a d'économie mieux cela vaut et que le mieux est pas d'économie du tout, il expose à nouveau la vision profondément non interventionniste de Thoreau qui critiquait la soif de construction (Bordiga évoque cette frénésie de construction de l'espèce humaine dans le présnet ouvrage mais comme en passant) et plus généralement la soif d'accumulation de l'humanité : pourquoi ne pas vouloir tout en l'état ? se demande Thoreau (cet activisme humain, cette impossibilité à rester en place et à laisser son environnement en place, avaient déjà

été relevé par Blaise Pascal). Marx voulait distinguer entre la machinerie et l'usage qu'en fait le capitalisme, mais en fait peu importe de savoir qui est le propriétaires de la machinerie – jusqu'ici Bordiga aurait été d'accord – ni même qui est le propriétaire des produits du procès de production (point fondamental pour Bordiga), ce qui importe c'est que ce procès de production nuisible à l'espèce et à la nature dans son ensemble existe. Thoreau écrivait : « Ce n'est pas nous qui conduisons le chemin de fer, c'est lui qui roule sur nous ». Watson écrit que la machine planétaire est en train de dégrader la totalité de la biosphère : « Qui sommes-nous ? Où allons-nous ? Pourquoi apparaît-il totalement impossible d'arrêter, ou même de dévier, la marche du ''progrès'' ? Seule une économie perpétuelle peut commencer à affronter ces incertitudes ». Watson rappelle opportunément que Lewis Mumford avait déjà comparé Thoreau et Marx, en effet on peut lire dans *Le mythe de la machine*, tome 2, Fayard, page 448, : « En termes de mégatechnique, le retrait complet est de l'hérésie et de la trahison, sinon la preuve d'un esprit dérangé. Le principal ennemi de l'économie d'abondance ne serait pas Karl Marx mais Henry Thoreau ». De notre côté nous avons publié dans le n°17 de *(Dis)continuité* un texte de Valentin Boulgakov qui comparait les théories respectives de Karl Marx et Léon Tolstoï, ce dernier étant par bien des points proche de Thoreau.

[111] Elle était pourtant totalement opposée à Bordiga sur le point fondamental des rapports avec les partis socialistes par exemple ! Toujours la légende dorée du bolchevisme. Et en politique intérieure c'est bien la gauche qui réclama une industrialisation radicale et rapide, par la voix de Trotsky ainsi que par celle de Preobrajensky qui n'hésita pas à employer le terme d'« accumulation primitive socialiste ».

[112] La formule de l'émulation et du défi lancé à l'Occident n'est donc pas entièrement une invention de Khrouchtchev et de ses camarades.

[113] C'est pourtant exactement ce qu'écrit Trotsky dans *La Révolution trahie*. Tout ce passage n'est qu'une tentative maladroite de Bordiga pour sauver Trotsky contre les trotskistes, tentative qui fut aussi celle de la veuve de Trotsky, Natalia Sedova, et de Munis. Trotsky concevait bien le communisme en continuité avec le capitalisme.

[114] Le texte dit « multiplication par 56 », nous avons rectifié comme Maffi et les traducteurs français de cette deuxième partie l'avaient fait.

[115] Il s'agit de *La planification soviétique* dans sa traduction italienne.

[116] Par tête.

[117] Maffi a rectifié 118,7.

[118] Bordiga veut dire que 61,4 représente 9,8 % du premier nombre (625,3) et 10,7 % du deuxième (593,7).

[119] En français dans le texte.

[120] En français dans le texte.

[121] En français dans le texte.

[122] Comme les traducteurs français le signalent, *minchione* signifie en italien niais, imbécile, mais également membre viril, l'État éjacule de l'argent quand on le sollicite.

[123] Bordiga refuse donc tout autant la théorie du capitalisme d'État que celle du capitalisme bureaucratique. Or de même que, comme le rappela Sandro Saggioro dans son intervention au colloque « Science et politique chez Amadeo Bordiga (1910-1970) » (Milan, 24-25 octobre 2003), Bordiga connaissait Souvarine - un indicateur de police note que Souvarine s'est rendu à Rome en septembre 1936, voyage qui a bien eu lieu, et qu'il y aurait rencontré Bordiga, ce qui paraît en revanche peu probable – qui parlait de féodalisme d'État pour l'URSS dans son *Staline* (1935), en notant toutefois que le système soviétique était encore en évolution (position de Bordiga à cette époque), Bordiga connaissait également bien Bruno Rizzi - il existe une correspondance entre les deux hommes - et sa théorie de la bureaucratisation du monde. Les éditions Colibri ont édité une traduction italienne de *La bureaucratisation du monde* dans sa version intégrale (ce qui n'est pas le cas de la seule version disponible en français qui ne contient pas les chapitres violemment antijuifs, et ne signale pas leur existence) avec en annexe d'autres textes de Rizzi et une étude introductive très riche de Paolo Sensini. Sensini affirme que Rizzi a

participé au congrès de fondation du Parti communiste d'Italie à Livourne en janvier 1921 et qu'il appréciait Bordiga sans avoir été lié à lui étroitement et sans avoir même été jamais bordiguiste. Sensini expose les théories d'avant et d'après la seconde guerre mondiale tentant d'expliquer la nature de l'économie russe, celles de Craipeau, Laurat, Simone Weil, Urbhans, etc. Il est intéressant de noter une certaine convergence, que ne note pas Sensini, entre la pensée de Bordiga et celle de Hilferding sur la bureaucratie, en effet dans son article « Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire » (in *La Revue Internationale*, n°18, octobre 1947, page 112), Hilferding écrit « La bureaucratie représente partout, et surtout en U.R.S.S., une masse des plus hétéroclites (…) En réalité la ''bureaucratie'' n'est pas la détentrice d'un pouvoir autonome. De par sa structure et sa ''fonction'', elle n'est qu'un instrument entre les mains des véritables maîtres tout puissants (…) elle reçoit des ordres, elle n'en donne pas ». Mais Hilferding défend la démocratie et le marché (comme Laurat), pour lui l'U.R.S.S. n'est ni socialiste ni capitaliste mais totalitaire.

Rizzi a changé de perspectives entre le début et la fin de son ouvrage, le collectivisme bureaucratique de progressif et anticapitaliste (Moscou, Rome et Berlin sont encouragés à s'unir contre les démocraties ploutocratiques occidentales) devient régressif vis-à-vis du capitalisme classique et Rizzi se rallie à l'antitotalitarisme.

Pour Guglielmo Ferrero (conservateur et donc adversaire des révolutions) l'histoire avait déjà connu une période telle que celle qui suivit la fin de la première guerre mondiale, période d'anarchie, de destruction des valeurs, d'inflation, de remise en question de l'autorité et des hiérarchies, de métissage, et de disparition du marché lors du déclin de l'Empire romain au III° siècle de l'ère chrétienne, durant la dynastie des Sévères et la période d'anarchie et de chaos qui la suivit (cf. son livre de 1921, *La ruine de la civilisation ancienne*). Pour Rizzi, d'accord avec Ferrero sur ce point, la bureaucratisation du monde était un retour du féodalisme qui s'installa à la suite de la disparition de l'Empire romain (lequel était donc pour lui un fait totalement positif), c'est ce qu'il exposa dans son livre *La Ruine antique et l'âge féodal*, publié entre 1969 et 1975 mais qui avait été conçu bien plus tôt.

Sensini aborde pour finir deux points, tout d'abord la question du fameux plagiat du livre de Rizzi qu'aurait commis James Burnham dans son livre *La révolution des managers* paru en 1941, mais les managers ne sont ni les bureaucrates, ni les technocrates, ils en sont même les opposés, le manager de Burnham est plus proche du « spécialiste » dont parle Bordiga pour l'opposer au bureaucrate de Rizzi (dont il ne cite jamais le nom). Dans sa biographie *James Burnham : totalitarisme, managérialisme et théorie des élites*, Stylos, 2000, Giovanni Borgognone reprend le problème du plagiat (pages 156 et suivantes). L'autre point est celui du traitement de la question juive par les révolutionnaires (Sensini rappelle l'antijudaïsme anticapitaliste et antimercantile de Feuerbach, Proudhon, Bakounine, Fourier, Blanqui, et Marx), Sensini rappelle également et fort opportunément comment de nombreux représentants du sionisme accueillirent très favorablement les lois raciales du national-socialisme allemand (page CXX). Sensini, après la publication de *La bureaucratisation du monde*, compte publier les autres livres de Bruno Rizzi ainsi que des articles et lettres.

Bordiga ne pouvait évidemment pas accepter les théories de Rizzi qui, en plus d'accorder à la bureaucratie une place centrale et d'en faire la classe dominante d'une économie ni communiste ni capitaliste mais proche du féodalisme, plaçait l'entreprise (la bête noire de Bordiga, « d'autant plus vile qu'elle est petite ») au centre de son système (comme le fera Castoriadis) qui se voulait un socialisme non marxiste. Pour Rizzi l'économie socialiste doit se servir du marché, l'aliénation du producteur n'est pas due au marché mais au rapport de production capitaliste (cf. son article « Le marché dans l'économie socialiste », *Critica Sociale*, n° 14, 5 juin 1969). Le mouvement marxiste était, pour Rizzi, une création de l'internationale ploutocratique juive secrète (comme il l'affirme encore dans son article « Socialisme et marxisme », in *Previsioni*, n° 3-4, avril-septembre 1957). Rizzi défend donc la liberté, le marché, l'entreprise dans ses lettres à Bordiga mais il touche cependant un point important : il reproche à son correspondant de refuser le dialogue. Or s'il est tout à fait normal de ne pas vouloir dialoguer avec les défenseurs avérés du système ou avec des gens obtus et stupides qui ne peuvent que faire perdre un temps précieux, la discussion, si l'on ne veut pas créer une structure despotique et autoritaire mais une communauté de travail (et de vie), doit cependant pouvoir se dérouler entre « camarades » ; le problème est alors évidemment est de décider qui est un « camarade » et qui est un défenseur avéré du système ou un imbécile. Dans son livre *Socialismes infantiles - Bilans et déficits du marxisme*, editrice razionalista, 1970, Rizzi se livre à nouveau à une critique du bordiguisme, notamment de celui des rédacteurs de la revue française *Programme Communiste*, il écrit : « Marx et Lénine sont les seuls infaillibles, avec Bordiga qui les interprète et les autres qui l'écoutent » (page 71). Il accuse, non sans une certaine justesse, les bordiguistes d'être entrés en hibernation en 1921. Mais il répète ses conceptions absurdes sur l'URSS, le collectivisme bureaucratique, l'économie sans marché et sans production de marchandises … et donc non socialiste ! Il défend un nouveau type d'entreprise qui éliminerait l'exploitation humaine et réduirait les coûts de production (page 93). Rizzi reproche au bordiguisme, et donc à Bordiga, d'escamoter la description du socialisme, reproche concrétiste certes mais pas seulement. Bordiga développe un communisme négatif, comme il y eut une théologie négative, celle du pseudo-Denys l'Aréopagite, en affirmant ce que le communisme n'est pas dans la mesure où le

capitalisme l'est, les deux mondes étant l'un pour l'autre ce que la matière est à l'antimatière, totalement disjoints. Il est vrai que ceux qui avaient tenté une description positive s'étaient largement fourvoyés, Rizzi comme par exemple Castoriadis dans sa série sur « Le contenu du communisme » en 1957 et plus généralement les théoriciens de la gestion ouvrière (tels ceux du GIK qui plaçaient en fait la valeur au centre de leur système), ils ont décrit un communisme qui conservait les catégories du capitalisme. Le fait de savoir que l'entreprise n'existera plus ne résout cependant pas tous les problèmes concrets de la vie des communautés humaines à venir une fois débarrassées du capital, Bordiga par exemple semble concevoir l'humanité communiste comme une immense communauté mondiale étroitement centralisée et dirigée par un cerveau central unique d'où toute diversité aurait été annihilée, une sorte de communisme inca (Laurat avait désigné ainsi le régime soviétique dans un article « Incaïsme moderne » en 1935 dans *Le combat marxiste*, n°17, mars 1935). Cette description négative du communisme a permis à Bordiga de créer l'abîme entre le communisme et le capitalisme, deux substances étrangères l'une à l'autre, mais elle est dangereuse dans la mesure où elle fait dépendre – ne serait-ce que négativement – le communisme du capitalisme. En fait, nous l'avons dit, cet abîme Bordiga a échoué à le creuser. Il en est de même pour les révolutionnaires qui sont en fait le plus souvent structurés par le capital dans la mesure où, à leur tour, ils se définissent plus souvent comme anticapitalistes que comme communistes ou mieux êtres communautaires naturels non pas opposés à ce monde mais êtres totalement différents, en ce monde-capital comme en terre étrangère. Bref, à la suite de Suzanne Pétrement, nous entendons le dualisme radical non pas comme la lutte de deux principes opposés en ce monde (position qui serait celle du manichéisme) mais comme l'existence de deux mondes radicalement extérieurs l'un à l'autre, radicalement séparés au point qu'il n'y a pas de lutte possible entre eux, car pas de terrain de lutte qui ne peut qu'être qu'un terrain commun.

[124] Jacques Camatte avait utilisé des extraits de ces remarquables chapitres 170 et 171 de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* dans la lettre de 1969 qu'il rédigea avec Gianni Collu et qui parut sous forme de texte sous le titre « De l'organisation » dans *Invariance* n°2, série II.

[125] En français dans le texte.

[126] Ici Bordiga écrit « per stanza o per vano ». Nous avouons avoir eu quelques difficultés à percevoir la différence profonde entre ces deux termes italiens. Il semblerait que *stanza* désigne la pièce, endroit délimité par des murs dans lequel on peut avant tout habiter, et que *vano* soit un espace vide relativement réduit dans lequel on place quelque chose plutôt que quelqu'un (un local). Bordiga emploie également parfois dans la même phrase le terme *ambiente* qui semble signifier lui aussi pièce.

[127] En français dans le texte. C'est le terme italien *ambiente* que Bordiga semble traduire par le mot français pièce, il venait auparavant de parler de *stanza* et *vano*.

[128] Bordiga pour désigner l'Italie emploie le nom Ausonie, désignation archaïque et poétique de ce pays. Les Ausoniens étaient un peuple de l'Italie ancienne, non encore soumise à Rome, établi autour de Cumes célèbre pour la Sibylle, dans ce qui fut par la suite appelé Campanie par les Samnites.

[129] En italien *casa* signifie maison mais peut également dire logement. Nous avons traduit tantôt par le premier mot tantôt par le deuxième suivant le contexte.

[130] En français dans le texte.

[131] Là encore Bordiga écrit *stanze o vani*, perplexe nous avons traduit par l'unique mot pièces.

[132] Bordiga dans tout ce paragraphe, par exemple, emploie le terme *vano*.

[133] La planification noire est la planification démocrate-chrétienne (le noir est le noir des soutanes des prêtres). De Gasperi et Vanoni étaient deux dirigeants illustres de la Démocratie-Chrétienne.

[134] En français dans le texte.

[135] Il y a toujours une ambiguïté chez Bordiga dans la mesure où il laisse entendre que ce qu'il reproche aux dirigeants du mouvement de Moscou c'est de commettre des erreurs théoriques, d'avoir comme ici des idées confuses. Bordiga reste sur le plan des idées.

[136] Mussolini et sa maîtresse Clara Petacci après avoir été fusillés par des partisans furent pendus par les pieds à des crocs de boucherie.

[137] Il doit s'agir ici des 120 millions du cinquième plan dont il est question dans le chapitre précédent (186), ceux affectés aux « services culturels et sociaux ».

[138] D'une dénonciation salutaire de la mesquinerie et de l'étroitesse paysannes, Bordiga, fidèle à Marx, à Engels et à l'école marxiste, en arrive à faire une apologie du dépouillement, de la dépossession, de l'expropriation et de la prolétarisation, le fait de savoir fabriquer et de fabriquer effectivement les objets dont on a besoin, de construire son habitat, d'être maître de ses instruments de travail, de faire pousser les aliments dont on se nourrit, de ne pas être dépendant du système du capital pour sa vie et ses représentations, est compris comme une tare petite-bourgeoise irrémédiable pour les marxistes appelant de leurs vœux l'industrialisation-artificialisation du monde qui balaiera tabous et archaïsmes.

Matthieu Amiech et Lucien Mattern dans leur livre très intéressant *Le cauchemar de Don Quichotte, Sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui*, éditions Climats, 2004, abordent ces questions essentielles de la consommation, des faux besoins, de la dépendance vis-à-vis du système, de l'industrialisation, du dépouillement, du devenir infini. Ils remarquent justement que ceux qui se définissent comme des contestataires du monde en place partagent en fait totalement ses axiomes de base (idéologie du progrès, croyance en les bienfaits de l'industrie et de la science, de la mondialisation, des échanges, de la communication, du bruit, du développement économique, des loisirs - du métissage culturel et racial ajouterons-nous -, volonté de s'affranchir des contraintes naturelles) et même y adhèrent avec enthousiasme, dénonçant le capital financier (comme les nationaux-socialistes qu'ils exècrent), les multinationales, l'impérialisme états-unien, les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, ONU, G 8, mais curieusement jamais des clubs plus fermés, groupes de pression, quasi clandestins, tels le Council on Foreign Relations ou le club Bilderberg), ou même « le Capital », considéré comme un Mal absolu, ils dénoncent le procès d'irresponsabilisation des êtres que nous avons souvent signalé de notre côté. Pour tous, contestataires, écologistes compris, ou partisans du système, la solution à tous les problèmes réside dans la destruction accélérée de la nature (page 20), l'immigration jouant dans ce processus un rôle essentiel (les auteurs y font allusion sans s'étendre sur ce problème page 70). Les auteurs, qui ne sont pas semblent-ils des communistes, ni des révolutionnaires, citent Debord (mais critiquent l'exaltation de l'automation par l'Internationale Situationniste) et Bernard Charbonneau, ils remarquent que les divers révolutionnaires ne rêvent que de « faire table rase du passé et équiper toute l'humanité d'une industrie efficace » (note page 53). En se gardant de vouloir idéaliser un passé qui n'était certes pas idéal ils font quelques remarques fort pertinentes, tout d'abord : « Cette histoire, c'est celle de la salarisation généralisée, donc de la séparation généralisée des travailleurs d'avec leurs moyens de production. Séparation aujourd'hui complètement naturalisée, à tel point que l'idée de travailler à son compte apparaît comme le comble de l'égoïsme, de la réaction, ou comme une adhésion implicite à l'idéologie néo-libérale » (page 42), on pense aux diatribes de Bordiga contre les kolkhoziens petits-bourgeois alors qu'il exalte les ouvriers d'industrie dépossédés. Les deux auteurs reviennent sur ce sujet aux pages 94 et 95 où ils remarquent que les partisans du Progrès ne peuvent accepter l'idée et la réalité des communautés du passé, bien sûr arriérées, cloisonnées, bornées, etc. « On refuse de prendre au sérieux les effets catastrophiques de la dissolution des communautés locales (…) Car ces pétitions de principe, en faveur de la dissolution de toutes les attaches communautaires, empêchent la moindre mise en cause sérieuse du cours présent des choses. Il est proprement stupéfiant de constater régulièrement que c'est aujourd'hui l'idée même de sociétés humaines n'ayant pas fait totalement table rase du temps et de la matérialité qui constitue, pour le plus grand nombre, une dangereuse utopie » (pages 95 et 96), le marxisme applaudit et contribue dans une large mesure à la prolétarisation-salarialisation universelle. Plus loin : « Rares sont ceux qui osent se dresser contre le processus même de la mondialisation, considéré la fois comme inéluctable et comme essentiellement positif (…) Ils ne voient rien à redire au fait qu'il soit possible de circuler partout et à tout allure, de pouvoir envoyer des quantités quasi illimitées d'informations à l'autre bout du monde de manière quasi-instantanée, etc. » (page 100). Ils parlent à propos de la vague irrésistible des invraisemblables objets que les êtres plébiscitent quotidiennement (l'incroyable engouement pour le grand réseau informatique mondial et pour la téléphonie portable) de « fluidification et dématérialisation (…) d'abolition de presque toutes les limites » (page 121). C'est le processus de libération qu'avait théorisé Hegel et repris Marx. Les deux auteurs semblent croire, comme tant d'autres depuis Platon au moins, que l'argent n'est qu'un outil qui « facilite la vie en société » et qui aurait été détourné de sa fonction qu'il s'agit de lui rendre, la monnaie – le capital – étant devenue le dernier lien social, sa disparition serait lourde de chaos, les auteurs semblent donner la priorité à la désindustrialisation sur la démercantilisation.

Revenons sur la prolétarisation qui vida les campagnes et constitua les agglomérations tentaculaires, elle fut une catastrophe pour l'humanité et la nature, elle se poursuit à présent à l'échelle mondiale, les déracinés de tous les continents affluant par une immigration incontrôlée mais encouragée par les centres de pouvoir

modernes (immigration par certains points doublet du tourisme des habitants des pays développés du point de vue capitaliste) dans les pays développés, attirés par les « lumières de la ville », et contribuant à la capitalisation définitive de ces pays qui à cause de leurs richesses avaient pu épargner un certain temps des îlots du passé tels leurs campagnes et des modes de vie, des attitudes et des conceptions encore archaïques pour le capital révolution permanente.

[139] « Vuoto per pieno », que nous avons traduit littéralement « vide pour plein » est un terme de marine à l'origine, on l'emploie quand la location d'un navire est contractée en fonction de sa jauge brute et non de sa charge effective, ainsi on paie une somme déterminée même si les cales restent à moitié vides. Dans la construction immobilière, le coût des travaux de maçonnerie se calcule toujours sur le cubage total « plein », comme s'il n'y avait ni portes ni fenêtres, quel que soit leur nombre prévu dans le projet et cela parce que, approximativement, faire une ouverture coûte autant que le matériel et la force de travail économisés avec le « vide ».

[140] Milliard se dit billion en anglais états-unien. Théoriquement en français, comme le rappelle André Cauty dans le Bulletin 357 de l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public, février 1987, si l'on respecte la terminologie de Nicolas Chuquet – mathématicien du XV° siècle – un billion est égal à 10^12 (10 exposant 12), la règle étant 10^6n (10 exposant 6n) = N-illion, n étant un nombre entier naturel supérieur ou égal à 1 et N représentant la racine latine du nom de l'entier n. De même donc 10^6 (10 exposant 6) est un million, 10^18 (10 exposant 18) est un trillion, 10^24 (10 exposant 24) un quadrillion, etc.

[141] Ces chiffres, effectivement terrifiants, font évidemment sourire aujourd'hui. Qu'aurait pensé Bordiga de l'invraisemblable accumulation mouvante et démente de biens de consommation et de communication – matériels et immatériels - recherchés avec avidité frénétique et souvent obtenus par l'humanité capitalisée ? Consommation qui rend impossibles à l'humanité proliférante, capitalisée et dénaturée, tout refus, toute pensée d'un monde autre, et même simplement toute pensée, toute vie. Les révolutionnaires ont ridiculisé et attaqué les penseurs réactionnaires, spiritualistes et autres pour leur éloge de l'ascétisme, n'y voyant qu'une défense de l'ordre établi, une résignation, mais un certain ascétisme est bien nécessaire pour sauver son âme face au déferlement de biens-marchandises offerts - ou vendus - par le capital. Les chrétiens qui partaient vivre dans le désert, les ermites, les renonçants en Inde ou les taoïstes en Chine avaient bien perçu cela.

[142] La consommation – matérielle et immatérielle - a parachevé l'œuvre de la répression démocratico-totalitaire et fait disparaître le prolétariat.

[143] Coty : il s'agit d'un célèbre parfum. François Coty était un riche parfumeur, il avait soutenu *L'Action Française*, puis il avait créé avant la seconde guerre mondiale *Solidarité Française*, groupe d'extrême droite se voulant violemment anticommuniste, anticapitaliste et antiparlementaire, son dirigeant était Jean Renaud et, curieusement, son recrutement se faisait surtout parmi les ouvriers nord-africains et les chômeurs.
Plus haut Pietro est Nenni.

[144] *Extra-profito*.

[145] C'est à partir de la question de la construction des habitations que Bordiga a édifié sa théorie – déjà amorcée dans *Propriété et Capital* puis développée ici longuement dans *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* – des entreprises sans siège fixe, sans capital - et même du capitalisme sans capital avec seulement une idée de capital - entreprises sans capital fixe qui font payer l'État investisseur et recueillent pour elles seules les profits, les fameuses « organisations spéciales » de Boulganine. Or Bordiga était arrivé à ces déductions grâce à une profonde réflexion, à partir de la théorie du *Capital*, sur la nature du capital mais également par sa propre activité professionnelle et son engagement dans la politique d'urbanisation qu'il développa à Naples après la deuxième guerre mondiale de 1946 à 1966. Bordiga a été président du « Collège des ingénieurs et architectes de Naples » où il eut une intense activité en parallèle avec son activité politique au sein du Parti Communiste Internationaliste (il écrivit pour le « Collège » les seuls textes d'après la seconde guerre mondiale qu'il signa de son nom ! n'hésitant pas à donner des interviews et à écrire dans des journaux rien moins que révolutionnaires tels *Il Giornale d'Italia* ou *Risorgimento*) et où il côtoya des monarchistes, des fascistes du MSI et des démocrates-chrétiens. Bordiga savait donc de quoi il parlait quand il dénonçait la spéculation immobilière, la corruption et le clientélisme, phénomènes contre lesquels il lutta à Naples en s'opposant notamment aux plans de reconstruction de l'après-guerre de l'administration d'Achille Lauro et en tentant de protéger le vieux Naples des saccages planifiés par les promoteurs et spéculateurs. Luigi Gerosa a fait le point sur cette question dans son intervention au colloque « Science et politique chez Amadeo Bordiga (1910-1970) » (Milan, 24-25 octobre

2003) intitulée « L'ingénieur ''hors d'usage''. Amadeo Bordiga, le ''Collège des ingénieurs et des architectes'' et l'urbanisme napolitain, 1946-1966 », son article contient une bibliographie et une chronologie imposantes.

[146] Nouvelle apologie de la destruction des communautés plus ou moins naturelles, plus ou moins despotiques, plus ou moins restreintes ; mais les prolétaires ont-ils développé une conscience plus large, eux qui ont accepté totalement les principes fondateurs du monde du capital et qui sont devenus les plus chauds partisans de l'industrialisation et de la vision scientifique du monde, les plus ardents défenseurs du progrès ?

[147] Bordiga a oublié l'usine pourtant souvent objet de culte de la part des ouvriers et des révolutionnaires.

[148] Littéralement : réduction à rien.

[149] Bordiga accepte donc, comme les théoriciens du progrès, le fait du dépouillement, le fait de la séparation d'avec les conditions de vie et celui de la dépendance comme des faits irréversibles et bons en soi, des acquis de l'espèce humaine, pour Marx et les marxistes l'histoire va nécessairement dans le bon sens. Bordiga va plus loin dans la phrase suivante : non seulement nous marxistes acceptons ce processus de dépouillement mais nous désirons qu'il soit le plus complet possible !

[150] Au risque d'insister notons qu'il y a donc bien continuité entre capitalisme et communisme (aporie, au sens fort de difficulté impossible à résoudre, de la pensée ambigument industrialiste de Bordiga), le communisme a même pour condition l'expropriation totale de l'humanité, sa capitalisation radicale, mais l'expropriation totale ne crée pas des prolétaires communistes mais des êtres capitalisés, manipulables à souhait, n'étant même plus aliénés car n'ayant jamais été autres que capitalisés (Simone Weil, Jean Giono, Bernard Charbonneau, Raoul Brémond, pour ne parler que des théoriciens français, en avaient eu diversement l'intuition), nous n'avons pas écrit deux lignes plus haut « des prolétaires révolutionnaires » car les prolétaires furent parfois révolutionnaires mais au sens de capitalistes (y en a-t-il un autre ?). Il s'agit bien justement de *défaire*.

Bordiga, comme Marx, les marxistes et les anarchistes, accepte le travail associé et donc la grande industrie - et l'agriculture scientifique -, acquis du capital, mais une question est rarement abordée : celle de la validité pour l'espèce – nous ne parlons même pas de la validité pour la nature – des produits de cette même industrie. Il y a cependant chez Bordiga un début de remise en cause - étrangère au marxisme – quand il se moque de la télévision, de l'automobile, du réfrigérateur, des maisons modernes, du confort, des salles de bain, etc., quand il parle des besoins factices, qui relèvent de la toxicomanie d'une humanité dégénérée, thème repris par Marcuse, mais surtout par de nombreux réactionnaires : Heidegger (dont, ce n'est pas un hasard, Marcuse fut l'élève) et Rainer Maria Rilke par exemple. Ce thème est récurrent chez Adorno qui put observer le phénomène en acte aux États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale. Rappelons également William Morris et les anarchistes naturiens. Mais Bordiga emprisonné par le carcan de la théorie invariante ne put aller au-delà et rejeter l'immense prothèse de la production car alors plus d'école marxiste invariante, plus de phylum, donc fin de la sécurité, angoisse et début d'affolement devant l'ampleur de la tâche théorique à accomplir.

Notons que pour Bordiga le socialisme ne signifiait pas l'augmentation de la production mais l'augmentation de la productivité du travail humain, mais même cette revendication est dangereuse car on perd de vue en l'avançant à quel prix humain et naturel est obtenue cette augmentation de la productivité.

[151] August Von Wasserman (1866-1925) : médecin allemand qui mit au point une réaction propre à déceler la syphilis.

[152] En français dans le texte.

[153] Hypothèques.

[154] Unités d'habitation non agricole.

[155] On sait que Malenkov avait préconisé une croissance de l'industrie des biens de consommation aux dépens de l'industrie lourde, l'industrie des biens de production.

[156] *Dulcis in fondo*, expression latine : le meilleur pour la fin.

[157] Bordiga fait plusieurs fois des allusions à cette désintoxication nécessaire, à la disparition du « vieil homme », à une déprogrammation dirait-on aujourd'hui, mais sans s'étendre sur son contenu, la question est toujours la même : quels sont ces résidus laissés en l'homme par le capital ? L'homme n'a-t-il pas été transformé par ce

capital à tel point que c'est sa composante antécapitaliste qui constituerait des résidus, ou l'homme n'est-il pas lui-même un résidu ? Pour Bordiga il y aura bien nécessité de régénérer l'espèce humaine profondément corrompue, droguée, empoisonnée par le capitalisme, il y aura en fait nécessité pour l'espèce de recouvrer sa santé une fois le capital et les prothèses disparus, le terme d'eugénisme ou même d'amélioration de la race fait hurler les belles âmes antifascistes qui acceptent tout à fait que l'espèce humaine soit non pas améliorée mais totalement dégradée par le milieu morbide et pathogène actuel dans lequel vit cette espèce : irradiation nucléaire, pollution des aliments naturels, des sols, de l'air et de l'eau, angoisse permanente, et qui trouvent tout à fait normal que l'on consomme café, alcool, viande, médicaments divers, etc., que l'on vive dans un milieu d'ondes électro-magnétiques, dans la pollution des gaz d'échappement des moteurs de voitures, dans un bruit assourdissant, dans des concentrations urbaines surpeuplées, sans plus de contact avec la nature sauvage ou même domestiquée sinon au moyen de représentations, etc.

Et parler de capital a-t-il encore un sens alors que l'errance humaine est bien antérieure à l'emprise de celui-ci sur le monde, et qu'il n'est que l'aboutissement d'une trajectoire catastrophique qui a pris naissance il y a fort longtemps et qui était peut-être inscrite en la lignée homo et peut-être dans l'embranchement des vertébrés, lui-même produit de la nature.

[158] Le texte disait 13 milliards Maffi a justement rectifié 13 mille milliards.

[159] Pantalone est le nom d'un masque vénitien de la *comedia dell'arte*, il représente un vieux marchand riche et avare qui est souvent trompé et qui est en fait affable, indulgent. On a par la suite employé le nom de Pantalone pour désigner l'Italien moyen, peu argenté, qui doit toujours payer, la victime désignée du fisc, etc. Il nous semble que Bordiga veut dire qu'un gouvernement Nenni-Togliati aurait pour effet d'augmenter la dépense publique et donc de créer un trou budgétaire, rompant ainsi avec l'avarice traditionnelle de l'État italien symbolisée par Pantalone, de créer un État dépensier au déficit budgétaire important.

[160] En français dans le texte.

[161] Pour Bordiga la valeur n'existe plus – et de même la monnaie, le salariat, l'entreprise, le marché - dans le socialisme, là où il y a valeur, comme en URSS, il ne peut y avoir socialisme. Anselm Jappe – déjà auteur d'un *Guy Debord* paru en 2001 - a écrit un livre ambitieux et intéressant *Les aventures de la marchandise - Pour une nouvelle critique de la valeur*, Denoêl, 2003 ; il y fait la distinction entre un Marx exotérique partisan des Lumières et d'une société industrielle dirigée par le prolétariat – un Marx qui s'intéressait aux problèmes contingents, politiques, à la lutte de classe et au mouvement du prolétariat, celui du *Manifeste* et de la *Critique du programme de Gotha* – et un Marx ésotérique, celui de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, des *Grundrisse*, de l'*Urtext*, du *Sixième chapitre inédit du Capital* et des quatre livres du même *Capital*, un Marx qui se pose le problème du capital, de sa définition, de son origine, de son devenir et de son dépassement dans le communisme et la communauté. Jappe écrit (page 11) que la pensée de Marx a servi à moderniser le capital – ce qui est indéniable - et que les marxistes traditionnels ne se sont posé que le problème de la répartition de l'argent, de la marchandise et de la valeur sans les mettre en question en tant que tels. Pour Jappe le mouvement révolutionnaire aurait donc accepté valeur, salariat, marchandise, argent, travail, fétichisme, etc. – ce qui est à la fois faux et exact - et lui, Jappe, se propose de « reconstruire la critique marxienne de la valeur de façon assez (?) précise » (page 15). Il reproche justement à Rubel d'avoir édulcoré le langage hégélien de Marx dans son édition des œuvres de cet auteur, et d'avoir appelé œuvres « économiques » des œuvres « anti-économiques » (il y a longtemps que Paul Mattick avait fait cette criique au *Traité d'économie marxiste* de Ernest Mandel). Jappe affirme la disparition du prolétariat à la suite du collectif allemand groupé autour de la revue *Krisis* et son principal théoricien Robert Kurz avec lequel il est lié, ce que ne lui pardonnent pas les théoriciens du prolétariat révolutionnaire. Mais, et c'est là que le bât blesse, il cite plus loin des précurseurs de son travail (page 20), G. Lukacs et son *Histoire et conscience de classe*, les *Études sur la théorie de la valeur* de I. Roubin, ainsi que les travaux de T. W. Adorno, H.-J. Krahl, L. Colletti, R. Rosdolsky, F. Perlman et le trotskiste J.-M. Vincent. Loin de nous l'idée de nier l'importance de ces théoriciens – mais associer des théoriciens remarquables avec le malheureux Colletti ou même avec Vincent nous paraît curieux, quel confusionnisme, confusionnisme intéressé pour parler comme l'IS – mais une remarque s'impose immédiatement : de deux choses l'une, ou bien Anselm Jappe est un cancre, il ignore Amadeo Bordiga, Jacques Camatte et leurs travaux, (sans compter des revues comme *Le mouvement communiste*, *Négation* ou *Théorie Communiste* au début des années soixante-dix du siècle dernier, Jappe cite la revue *Socialisme ou Barbarie* qui ne développa jamais une critique de la valeur , pas plus que l'IS, au contraire de ce que prétend Jappe, qui critiqua à la suite de Lukacs simplement la marchandise), ce que nous avons du mal à croire, ou bien alors il est de mauvaise foi – pour ne pas dire plus - et il veut cacher à ses lecteurs certaines œuvres pour des raisons que nous pouvons facilement soupçonner, dans tous les cas il se moque du monde. En éliminant ces théoriciens il est évidemment facile à Jappe de parader en montrant la nullité

prétentieuse et crasse d'un Pierre Bourdieu, de la constellation Attac ou d'Antonio Negri. Ajoutons que si Bordiga a toujours mis, après la seconde guerre mondiale, au premier rang dans la définition du communisme la suppression de la valeur, de l'argent, de la marchandise et de l'échange il n'en est pas de même du courant conseilliste issu, pour simplifier, de la gauche germano-hollandaise – et là au moins Debord et les situationnistes firent œuvre salutaire en réclamant, même de façon très ambiguë, la suppression de la marchandise ; ils ne parlèrent pas de la valeur – d'où le scandale et la surprise que causa en 1972 le texte de Jean Barrot (Gilles Dauvé) « Contribution à la critique de l'idéologie ultra-gauche (Léninisme et ultra-gauche) » (dans *Communisme et question russe* du même auteur, éditions La tête de feuille) et le rejet dont fut victime son auteur par ce milieu conseilliste qui ne pouvait tolérer cette critique et surtout la tentative de Dauvé d'intégrer des éléments de la théorie de Bordiga, réduit un peu rapidement par ce courant conseilliste à un théoricien ultra-léniniste. Serge Bricianer, par exemple, un des représentants de ce milieu conseilliste, auteur d'une très intéressante anthologie de Pannekoek (*Pannekoek et les conseils ouvriers*, E.D.I.), dans son introduction à la *Réponse à Lénine* de Gorter (éditions Spartacus) défend, comme le faisait le G.I.K. néerlandais, non pas « l'abolition du salariat et de l'argent » mais « la mise en place de modalités de répartition ‘‘non plus arbitrairement fixées et sur lesquelles les travailleurs ne peuvent rien’’ mais au contraire déterminées par eux à l'aide notamment de l'instrument comptable approprié » (page 26). La valeur donc subsiste bel et bien, on croit comprendre que la supprimer tend à créer un régime tel celui des Khmers rouges au Cambodge.

Jappe a le mérite de rappeler le travail de Alfred Sohn-Rethel (page 222), dont le livre *Travail intellectuel et travail manuel* a paru à Francfort en 1970, pour celui-ci les formes de la pensée abstraite sont, pour simplifier, des produits de la forme valeur (ou plus exactement il y a une bijection entre les deux) et donc les catégories de la pensée occidentale ne sont ni universelles ni a-historiques (ce qu'avait déjà commencé à affirmer Lukacs dans *Histoire et conscience de classe*), seule la valeur et l'échange (qui ne sont possibles que par un énorme procès d'abstraction, il faut avant tout faire abstraction des qualités pour pouvoir comparer deux objets a priori totalement différents et donc quantifier pour pouvoir trouver une mesure commune) peuvent permettre à leur tour l'abstraction ; mais alors se posent plusieurs problèmes que Sohn-Rethel n'a pas abordés (sans compter que 1. pour lui l'aliénation vient de l'échange des marchandises, la production restant neutre et que 2. la séparation entre travail intellectuel et travail manuel n'a pas la place centrale dans la définition du capital que Sohn-Rethel lui accorde) : pouvait-on conquérir l'abstraction (sans laquelle toute réflexion semble impossible) sans passer par le détour de la valeur, peut-on trouver un mode de vie et une représentation, une fois abolie la division entre travail manuel et travail intellectuel, qui empêchent l'abstraction de s'autonomiser et de se retourner contre la vie ? Lukacs nous l'avons dit avait abordé ce problème dans *Histoire et conscience de classe* – Lukacs, après sa rupture avec le stalinisme, continuera à affirmer que la valeur est encore en vigueur sous le socialisme, notamment dans l'un de ses derniers écrits *Le procès de démocratisation* - et Adorno reprendra cette intuition, il était d'ailleurs lié avec Sohn-Rethel (cf. la biographie de l'auteur de la *Dialectique Négative* : *Adorno* de Stefan Müller-Doohm, Gallimard, 2004, pages 221 et suivantes, et page 448). Il est certain que la valeur et le capital sont des formes *a priori* de la pensée humaine dans lesquelles nous sommes enfermées et nous nous sommes enfermés en tant qu'espèce et en tant qu'individualités plus terriblement que dans la caverne de Platon, des formes qui nous ont modelés, des écrans qui nous empêchent de prendre contact avec la réalité naturelle, des intermédiaires obligés et déformants, des communautés hors-nature thérapeutiques et despotiques. Pour finir nous dirons que Jappe, – comme l'anthologie de Marx réalisée par Robert Kurz *Lire Marx*, La balustrade, 2002 – escamote la question de l'acceptation par Marx des principes fondamentaux de l'errance, laquelle s'exacerbe mais ne commence pas avec le capitalisme et la révolution industrielle : l'exigence du développement infini des forces productives, la volonté de dominer la nature, de s'en séparer, la science, l'abandon au devenir et la destruction des limites etc.. Si l'on veut faire un bilan de l'œuvre de Marx, laquelle a une importance immense dans tous les cas, il faut l'affronter dans sa totalité, ne pas la réduire certes mais ne pas occulter ses dimensions mondaines (au sens de « faisant partie de ce monde »), ne pas inventer un Marx fantasmatique qui n'a jamais existé.

Dans leur *Manifeste contre le travail* (traduction aux éditions Léo Scheer, 2 002) le groupe Krisis – Robert Kurz, Ernst Lohoff et Norbert Trenkle et d'autres – entend reprendre la critique là où, dit-il, l'Internationale Situationniste l'avait laissée – ce qui d'entrée limite fortement leur théorisation -, pour eux, et nous partageons ce constat, il n'y a plus de classe émancipatrice, la lutte de classe ne permet pas de sortir du capitalisme, c'est une lutte à l'intérieur du capital dont le prolétariat est une composante parmi d'autres. Mais les auteurs parlent encore, sinon de révolution, du moins d'émancipation sociale et lancent des appels aux prolétaires (par exemple à la fin du livre, page 107), alors ? Ils critiquent le travail mais nous sommes inquiets de leur revendication de l'extension massive du temps libre (page 102 par exemple), revendication aberrante – mot d'ordre publicitaire de l'industrie des loisirs - car il ne s'agit plus de revendiquer le travail ou le non-travail mais d'envisager l'activité humaine de façon tout à fait différente, de même le slogan inquiétant « Prenons ce dont nous avons besoin ! » (page 95), et que peuvent bien signifier ces appels à « organiser le lien social soi-même » et à « trouver de nouvelles formes de mouvement social » (page 106) ? !

Dans « Le fantôme de la théorie » (dans la revue de Jean-Marc Mandosio, *Nouvelles de nulle part*, n°4, septembre 2003), Jaime Semprun donne quelques remarques critiques au livre d'Anselm Jappe. Il commence par se demander, lui aussi, si une théorie révolutionnaire est encore possible et il critique Lukacs (page 28) pour avoir écrit dans *Histoire et conscience de classe* que le prolétariat seul pouvait accéder à la connaissance et à la totalité, identifiant ainsi conscience de classe et parti léniniste, mais que Lukacs ait fait cette identification, c'est là un fait secondaire, la folie réside plus fondamentalement dans sa théologie prolétarienne et révolutionnaire (le prolétariat comme messie sujet-objet de l'histoire). Fondamentalement Semprun reproche lui aussi à Jappe de ne pas remettre en cause le développement industriel, scientifique et technologique, de rester fidèle à l'eschatologie marxiste fondée sur le développement des forces productives et à la croyance mystique en un surgissement miraculeux d'une société autre à partir de « la longue agonie de la société marchande » (page 279), de la dévastation révolutionnaire en acte, surgissement lui-même que Jappe n'ose plus vraiment appeler révolution. Comme le groupe Krisis (cf. page 39 dans la même revue les « Notes sur le *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis » du même Semprun), Jappe parle effectivement de production sans évoquer la nature de ce qui est produit, car l'important n'est pas seulement comment l'on produit mais bien ce que l'on produit, il parle comme s'il restait encore, même s'il admet la disparition du prolétariat, une humanité et un monde intacts qui n'auraient pas été victimes de l'incarnation du capital, une humanité qui n'aurait pas été désubstantialisée, qui ne serait pas emprisonnée dans ces catégories *a priori* qu'il a pourtant justement mises en évidence. Bref, comme le dit Semprun en d'autres termes, Jappe ne semble pas comprendre le caractère catastrophique de la situation actuelle et l'urgence d'un changement de voie total et radical. Semprun écrit : « Quand le bateau coule, il n'est plus temps de disserter savamment sur la théorie de la navigation : il faut apprendre vite à construire un radeau », ainsi il recommande de cultiver son potager et affirme qu'« un bon manuel de jardinage (…) serait sans doute plus utile, pour traverser les cataclysmes qui viennent, que des écrits théoriques persistant à spéculer imperturbablement, comme si nous étions bien au sec, sur le pourquoi et le comment du naufrage de la société industrielle » (page 39). Nous sommes bien convaincus de l'utilité de cultiver son potager – qui va de pair avec la fuite hors des villes, pas toujours facile, le refus de la dépendance, de la thérapeutique, le début de la reconquête de la santé, de l'habitat, etc. – et donc d'un bon manuel (citons par exemple *Le Guide du jardin biologique* de Jean-Paul Thorez, éditions Terre vivante, *Le jardin potager biologique* de Claude Aubert, éditions Le courrier du livre, les *Cours de jardinage biologique* de Agrobios aux éditions Nature et Vie) mais nous ne pensons pas que, malgré la présence des cataclysmes, l'étude théorique soit inutile, elle est même au contraire plus que jamais indispensable ; il faut notamment faire le bilan de l'activité théorique et pratique des révolutionnaires et étudier leur contribution à l'érection du monde effroyable dans lequel nous sommes emprisonnés et où nous essayons difficilement de trouver de l'air à respirer. Pour illustrer ce propos, citons, parmi bien d'autres, une de ces « idées situationnistes *devenues folles* » (René Riésel, *Du progrès dans la domestication*, éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2003, page 71, mais en fait folles elles l'étaient déjà, ce que ni Riesel, ni Semprun ne peuvent ou ne veulent admettre) : « Marquis et sans-culotte, DAF de Sade unit la parfaite logique hédoniste du grand seigneur méchant homme et la volonté révolutionnaire de jouir sans limite d'une subjectivité enfin dégagée du cadre hiérarchique (…) L'effort désespéré qu'il tente pour abolir le pôle positif et le pôle négatif de l'aliénation le range d'emblée parmi les théoriciens les plus importants de l'homme total » (Raoul Vaneigem, *Le traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, page 215). Ces déclarations n'empêchèrent pas Vaneigem, qui avait fait à l'envi l'apologie des prêtres bourreaux et tortionnaires des *Cent vingt journées de Sodome* dans son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, de dénoncer avec virulence il y a quelques années … la pédophilie lors de l'éclatement de l'affaire Dutroux en Belgique, sans faire la moindre critique de ses positions anciennes.

Dans son livre *Dans le chaudron du négatif*, éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Jean-Marc Mandosio tente de faire ce bilan critique de la théorie situationniste (à laquelle semble-t-il il réduit toute la théorie révolutionnaire), il y dénonce justement mais superficiellement selon nous l'aveuglement futuriste et technologique de l'Internationale Situationniste (son mythe de l'automation et de l'autogestion généralisées), son refus (marxiste orthodoxe) de remettre en cause le système des besoins, le mouvement d'industrialisation du monde, sa volonté de supprimer la société marchande sans toucher à la société industrielle (là encore l'orthodoxie marxiste était respectée). Selon Mandosio, Debord aurait ébauché un début de remise en cause du Progrès dans les « Thèses sur l'Internationale Situationniste et son temps », parues dans *La véritable scission dans l'Internationale* en 1971. Mandosio donne dans ce même livre quelques renseignements sur l'évolution et la fin de la trajectoire du malheureux Vaneigem en quête de jouissance et de vouloir vivre qui, nous apprend-il, a donné une préface à un livre de Alain Mamou-Mani dont le titre est effectivement tout un programme *: Au-delà du profit : comment réconcilier Woodstock et Wall Street*, Albin Michel, préface dans laquelle il évalue positivement ce qu'il appelle le néocapitalisme duquel il y aurait lieu de se réjouir car il tenterait de préserver la Terre. Dans *Modestes propositions aux grévistes*, éditions Verticales, 2004, Vaneigem reprend tout cela, il écrit que l'on assiste à l'émergence d'un nouveau mode de production, il chante ce néocapitalisme qui va « détourner le flux financier à son profit » (page 150) et dans lequel la valeur d'usage aurait la prééminence sur la valeur

d'échange (page 85), cette dernière existerait donc toujours (il prévoit quand même sa suppression « à plus ou moins longue échéance », page 140), il écrit également, autre absurdité, que le droit humain l'emporte sur le droit du commerce (page 96), alors que s'il y a commerce celui-ci prime sur l'humain, sans parler du fait que le concept de droit est lié aux sociétés, à l'individu et au commerce : s'il y a droit il n'y pas de communauté. Mandosio démonte également la légende de la dimension subversive de l'alchimie transmise justement par Vaneigem. Il parle aussi d'une influence du mouvement occultiste sur la pensée de Debord qui s'était pourtant nettement démarqué d'un de ses principaux maîtres, André Breton, sur ce point.

La disparition de Dieu – du Dieu du christianisme et donc de la répression des instincts– entraîna le déchaînement de la violence, le règne de la terreur et de l'arbitraire, le début du tout est permis, le mouvement de Mai 68 qui élimina de nombreux tabous joua *mutatis mutandis* la même fonction que la révolution française de 1789, d'où le caractère ambigu de la critique de la religion et de la morale, en effet si les derniers garde-fous disparaissaient tout d'un coup (autorité, police, justice, prison, etc.) il semble bien que l'on assisterait à un déferlement d'horreurs dont on peut avoir un avant-goût dans la recrudescence de la violence envers les faibles (femmes, enfants, handicapés, marginaux, divers, …) … et d'ailleurs également de la violence des faibles (puisque l'on assiste à l'émergence d'enfants tueurs). Il semble que l'humanité n'ait pas attendu le capitalisme, la valeur, l'État ou même la sédentarisation – pour citer, en remontant dans le temps, des moments de traumatismes essentiels – pour se donner un système répressif, la répression semble déjà exister chez les grands singes où la vie doit donc aussi poser des problèmes. D'où la théorie des réactionnaires – qui ne repose donc pas sur rien – et des partisans de Hobbes qui font de l'autorité une donnée naturelle ou une donnée nécessaire pour brider les pulsions naturelles violentes, agressives, meurtrières et donc dangereuses pour la communauté.

Le n° 5, avril 2 004, des *Nouvelles de Nulle Part* contient un échange de lettres entre Anselm Jappe et Semprun qui n'apportent rien selon nous de fondamentalement nouveau.

Alexander Mitscherlich, psychanalyste allemand, avait prévu cet effondrement de l'autorité et notamment de l'autorité paternelle dans son livre *Vers la société sans pères* écrit en 1963, il montre bien que le progrès – le capital – doit, pour triompher, dissoudre cette autorité – cette dissolution va de pair avec celle de l'ancienne famille nucléaire, reliquat d'un monde d'avant le capital - pour liquider les valeurs archaïques telles celles du travail, de la production, de l'épargne, de l'effort, et pour imposer le nouveau mode de vie de la consommation, du nomadisme. D'où également la critique des réactionnaires et des traditionalistes qui dénoncent dans la nouvelle société d'après 1945 la domination du principe féminin - principe hédoniste, libertaire qui prend le pas sur un principe masculin brisé et épuisé - voire le retour d'un certain matriarcat avec la montée en puissance des femmes.

Déjà en 1996 dans sa feuille *Artichauts de Bruxelles*, Yves Le Manach s'était intéressé à la « Présence de l'occultisme dans l'œuvre de Guy Debord » (deuxième partie), il avait cru déceler une influence des croyances initiatiques templières, voire de Saint Bernard de Clairvaux lui-même, sur l'auteur de *La société du spectacle*. Fasciné lui aussi par Guy Debord, Le Manach pense que « l'érudition de Debord était vaste », nous ne le pensons pas, mais il remarque qu'il était obsédé par l'idée du temps qui s'enfuit, de la jeunesse qui passe sans espoir de retour, comme cela ressort de son *Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale* en 1957 et encore de certains passages de *La société du spectacle*, d'où sa prédilection pour les écrits de Omar Khayyam, de Laurent de Médicis et de Bossuet ; l'homme est pour Debord un homme exclusivement temporel et historique. Le Manach a été très fortement impressionné par les idées et la pratique situationnistes, il explique qu'il rompit avec Debord au début des années quatre-vingts car ce dernier était resté muet lorsque Lebovici avait congédié Jean-Pierre Voyer des éditions Champ Libre. Le Manach ne peut se défaire de son admiration pour Debord mais il expose cependant certaines pratiques et manœuvres peu glorieuses pour ne pas dire infâmes de son héros, il montre bien comment celui-ci était fasciné par le pouvoir et comment il était un habile manipulateur, « cette manipulation de l'affectif et du juridique, qui est le secret des tyrannies, fut aussi le secret du debordisme » (*Artichaux de Bruxelles*, n°13, juillet 1997). Ainsi il rapporte que Debord avait recommandé de manière significative de faire figurer sur la couverture d'un de ses livres la première lame du tarot de Marseille, celle du bateleur, qui ferait naître l'idée d'« une certaine maîtrise de la manipulation » (lettre de Debord aux éditions Le temps qu'il fait). Le Manach a raison et nous ajouterons que, tout autant que la manipulation, le bateleur évoque et symbolise le bonimenteur (*Artichaux de Bruxelles*, n°13, juillet 1997), le bluff, à quoi se réduit en grande partie l'œuvre théorique de l'Internationale Situationniste. Dans les n° 43, 55 et 57 Le Manach affirme que Debord avait tenté de cacher soigneusement certains théoriciens qui l'avaient influencé.

Les éditions Gallimard ont édité à la fin 2004 un petit volume contenant un texte inédit écrit par Debord en 1971 et qui donne le titre au livre *La planète malade* ; Debord avait aperçu le phénomène de la destruction de la planète, plus exactement de la guerre déclarée par l'humanité dans son ensemble à la Terre (ce qui donne raison à l'affirmation de Mandosio citée plus haut), il parle justement de natalité devenue folle (page 82), mais il ne peut remettre en question le phénomène scientifique, il continue à s'en prendre à la science soi-disant séparée, mais non à la science tout court, un peu à la façon de Bordiga – mais jamais Debord ne put crier « À bas la

science ! » –, il qualifie sa pensée de pensée scientifique et appelle de ses vœux une « rationalité vraie », une « démocratie totale » ; il se réclame toujours du dévelopement des forces productives, de l'histoire et du prolétariat. Il semble croire qu'il y a toujours un conflit entre les forces productives modernes et les rapports de production, il reprend ses absurdes théories à propos de la bureaucratie, des conseils ouvriers et de la marchandise.

[162] Bordiga fait allusion à l'article qui avait paru dans le n° 10 de 1957 du journal « Vodka et prières pour les ouvriers polonais ».

[163] Bordiga avait une phobie et une haine de la pulvérisation, de la fragmentation, ce qui le conduisit à l'opposé à exalter l'unification (et donc l'usine et l'industrie qui détruisaient l'émiettement paysan ; il regrette même le centralisme stalinien qu'il oppose à la décentralisation d'après le XX° congrès), à théoriser un communisme rigidement centralisé, de type inca, dangereusement proche du despotisme de l'Un. Mais l'État, par essence despotique, nous l'avons dit, ne peut être rejeté unilatéralement comme le font aveuglément les anarchistes pour qui l'État et l'autorité sont le mal absolu, dans la mesure où l'État a effectivement réprimé (souvent de façon ignoble) au cours de l'histoire des pulsions destructrices et désintégratrices (vis-à-vis de la nature notamment) de groupes humains, classes pauvres comme classes riches, les premières s'attaquant à la nature (aux animaux sauvages pour manger, à la forêt pour se chauffer).

[164] En français dans le texte.

[165] En français dans le texte. Bordiga traduit ensuite en italien.

[166] Bordiga semble considérer aveuglément le D.D.T. comme une bonne chose, un « acquis du capitalisme » , ce fut en fait une catastrophe pour la nature.

[167] Il s'agit donc bien pour Bordiga de séparer, de creuser un abîme entre prolétariat et capitalisme, entre communisme et capital, par là il est proche de Mani qui voulait séparer définitivement et radicalement le Bien du Mal. Pour Bordiga il devait y avoir ultérieurement unification de l'espèce.

[168] En français dans le texte.

[169] Cf. notamment le Filo, *Farine, fête et gibet* in *Battaglia comunista*, n°16, 8-29 août 1951.

[170] Il est pénible de lire ces lignes sous la plume de Bordiga, elles contiennent au moins deux énormes contrevérités historiques (écrites pour respecter la légende dorée du bolchevisme) : il n'est pas vrai que les extrémistes gauchistes - allemands, anglais, écossais, états-uniens surtout – étaient des petits-bourgeois, et il n'est pas vrai que les éléments de droite furent expulsés de l'Internationale Communiste ! Où alors il faut dire clairement – ce que disaient d'ailleurs les bolcheviks - que les Indépendants allemands ou des gens comme Cachin n'étaient pas, eux, des gens de droite. Citons parmi mille exemples le discours de Lénine prononcé au comité exécutif de l'I.C. le 17 juin 1921 (on le trouve dans le n°22, décembre 2003-janvier 2004, des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*), discours dirigé contre les gauchistes, tout particulièrement Bela Kun et le responsable français des jeunesses communistes Maurice Laporte ; Lénine ne peut même pas reconnaître que Cachin est un opportuniste, il dit que dans les discours et les actes de Cachin l'opportunisme s'exprime ! Après avoir admis cela il déclare : « La victoire de la révolution est garantie en France si les gauchistes ne font pas de bêtises (…) Seules des bêtises gauchistes peuvent empêcher la victoire du communisme en France, en Angleterre et en Allemagne ». Comme ces gauchistes ne voulurent pas cesser de faire leurs « bêtises » (compromettant les rapprochements honteux voulus par les bolcheviks avec les masses ouvrières « opportunistes », doux euphémisme pour non-révolutionnaires sinon contre-révolutionaires, et, *last but not leastt*, avec les États capitalistes développés), il fallut bien employer tous les moyens pour les mettre hors d'état de nuire, les calomnier, intriguer contre eux, etc.

La tentative fondamentale de renouer le fil du temps historique, le refus de l'homicide des morts, s'ils ne veulent pas être une mystification supplémentaire, doivent être, c'est un minimum, faits honnêtement en refusant toutes les falsifications et en acceptant les révisions auussi déchirantes soient-elles (Lénine et les bolcheviks eurent une part énorme dans l'involution contre-révolutionnaire, et les gauchistes allemands – qui n'avaient pas grand chose à voir avec Gramsci et ses amis – l'avaient bien vu, bien mieux que Bordiga et bien avant lui) et non pas pour se contenter de justifier et répéter un passé : justifier l'action des bolcheviks et celle de Bordiga lui-même à la tête du Parti communiste d'Italie, plus profondément justifier sa vie passée pour pouvoir continuer à vivre (il est certain que tout au long de sa vie Bordiga a rencontré des camarades ne

comprenant pas son attitude conciliante envers la III° Internationale bolchevisée après sa capitulation de 1920, notamment Michelangello Pappalardi).

[171] Bordiga revient encore une fois – nombre de ses textes aboutissent là – à la justification de ce que fut son action à la tête du Parti Communiste qui n'était pas encore italien mais simplement d'Italie, période certainement la plus exaltante et la plus grandiose de sa vie militante, mais qui théoriquement ne fut pas la plus riche.

[172] A nouveau Bordiga insiste sur le fait que la révolution n'est pas construction mais destruction, que le révolutionnaire est avant tout un destructeur, position qui était celle du jeune Bakounine dans son fameux article de 1842 (Bakounine que Bordiga va bientôt, non sans mauvaise foi, identifier aux dirigeants moscovites), position dangereuse car le capital lui aussi est fondamentalement destructeur et notamment destructeur du passé.
[173] Une fois encore la dialectique sert à justifier le fait que les communistes ont tout simplement construit le capitalisme (en apportant en plus la conscience de cette construction). Bordiga va se lancer dans une apologie du réseau électrique centralisé et … organique sur lequel pourra se fonder l'économie (terme malheureux) communiste. La nécessité de l'électrification du monde n'est pas, ne disons pas rejetée, mais tout simplement discutée.

[174] On ne peut pas dire que la contre-révolution stalinienne n'a rien à voir avec le marxisme dans la mesure où les dirigeants moscovites , Staline et ses successeurs, se réclament tous de ce marxisme même si c'est faussement, et dans tous les cas il est incontestable que Staline et les dirigeants de sa génération furent à un moment des marxistes orthodoxes.

[175] Le texte du journal dit « qui cependant transmettra des prescriptions et … » Maffi a corrigé « qui cependant ne transmettra pas … ». La correction de Maffi nous paraît correcte et nous l'avons donc suivi.

[176] Peut-on affirmer une discontinuité absolue (abysse) entre capitalisme et communisme d'une part et dire d'autre part que le socialisme sort du sein du capitalisme (qu'il se fonde par exemple sur le réseau centralisé des centrales électriques) ? Nous ne le pensons pas (sans même tenir compte du fait que, pour nous, revendiquer un quelconque communisme est maintenant une pure absurdité).

« Marcher vers une étoile, rien d'autre. Penser c'est se limiter à une unique idée qui un jour demeurera comme une étoile au ciel du monde »

(Heidegger, *L'expérience de la pensée*)